60000711080
Annuaire statistique de la France

1992 (Ed. 93)
INSEE-BIBC S FRA 0001 2o

RÉSULTATS DE 1992

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

1993



LES SERVICES STATISTIQUES DES MINISTÈRES ET L'INSEE

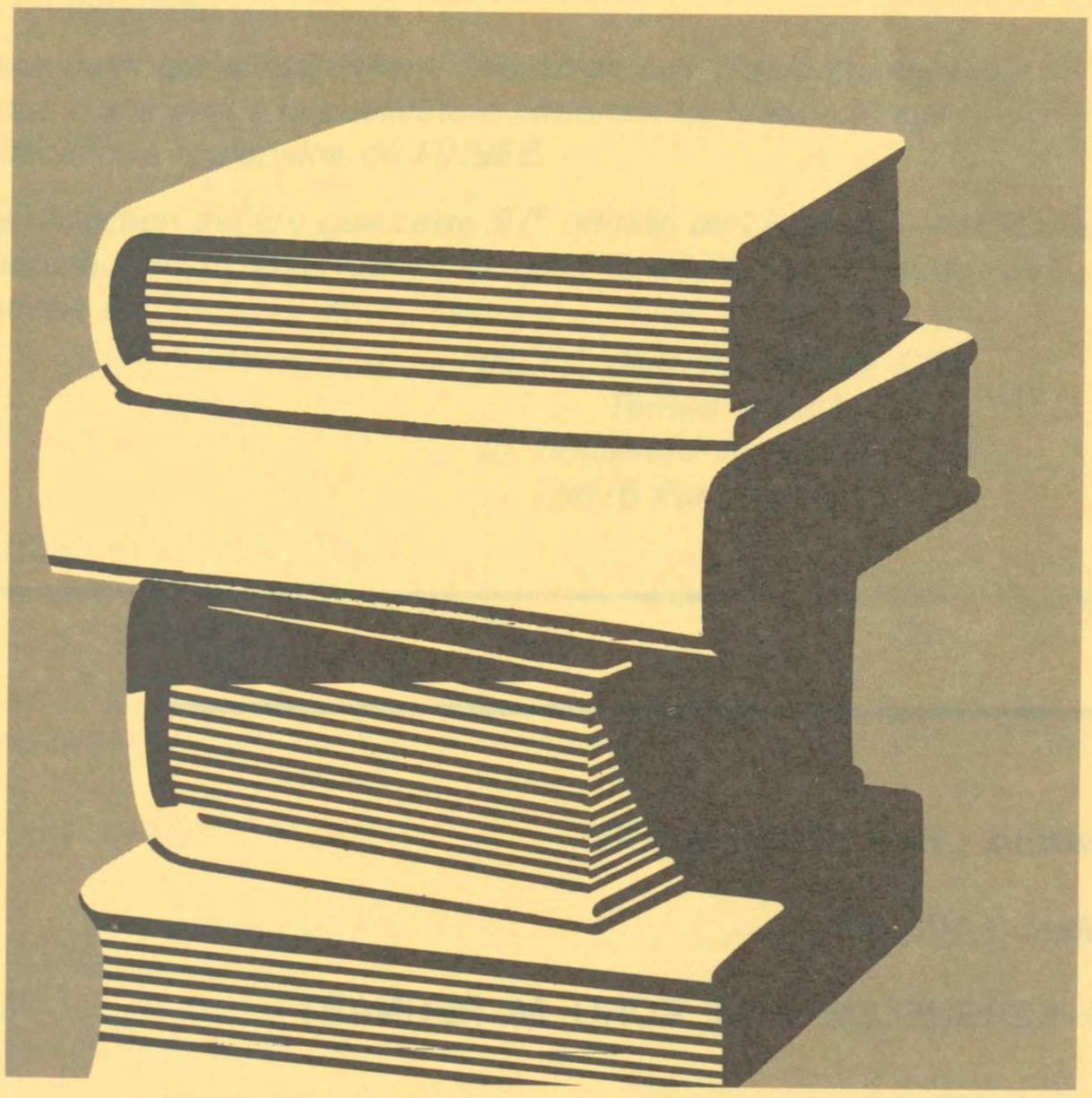
Source gallica.bnf.fr / INSEE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

1993



S FRA 1
dis

97e VOLUME

RÉSULTATS DE 1992

Nouvelle série n° 39

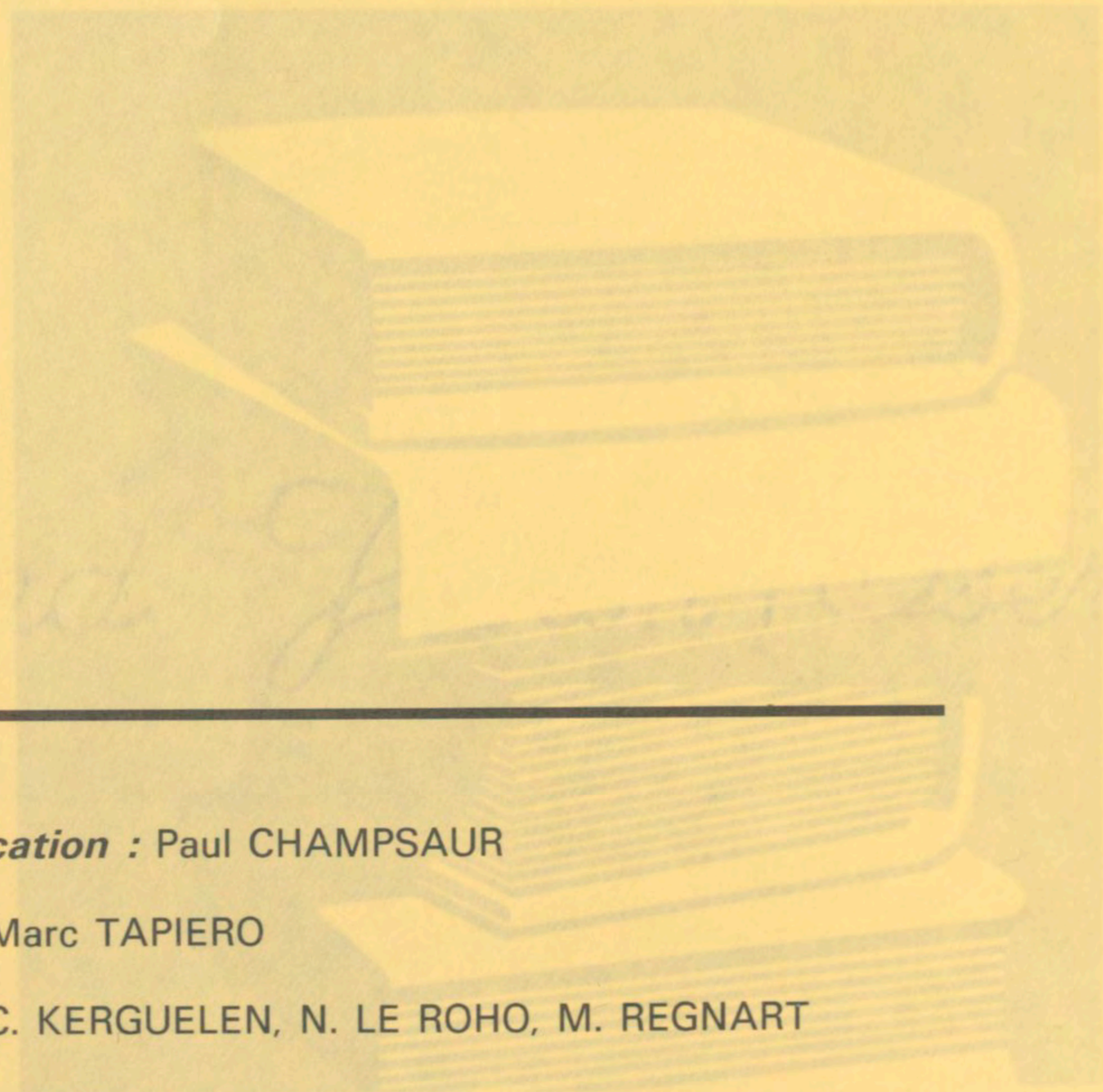
ISBN 2-11-066116X

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
11. FEV. 1994
BIBLIOTHÈQUE

INSEE

Remerciements

*L'Institut national de la Statistique et des Études économiques tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'*Annuaire statistique de la France.



Directeur de la publication : Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef : Marc TAPIERO

Rédaction : L. DIAZ, C. KERGUELEN, N. LE ROHO, M. REGNART

© INSEE 1993

À nos lecteurs

*Toute l'équipe de la rédaction de l'*Annuaire statistique de la France *remercie vivement les nombreux lecteurs qui ont bien voulu répondre au questionnaire joint à l'édition de 1991-1992. Toutes ces réponses nous ont été utiles pour orienter le contenu des prochaines éditions de l'*Annuaire statistique de la France.

*L'ambition de l'*Annuaire statistique de la France *est d'être un ouvrage général de repérage dans l'immense réservoir d'informations du système statistique français. Pour chaque sujet nous nous efforçons de présenter l'essentiel de l'information et de positionner la France dans l'Europe et dans le monde à l'aide de comparaisons internationales. Chaque chapitre est divisé en deux parties, celle contenant les textes (présentation, méthodologie, définitions et sources de documentation) et celle contenant les graphiques et les tableaux statistiques.*

Un cahier de cartes et graphiques inséré en début d'ouvrage permet de visualiser les grands traits de la France économique et sociale d'aujourd'hui.

Un index alphabétique inséré en fin d'ouvrage permet au lecteur d'accéder aisément à l'information recherchée.

Pour ceux qui s'intéressent davantage aux résultats régionaux et départementaux nous vous renvoyons d'une part à la publication nationale La France et ses régions *édition 1993 et d'autre part aux publications régionales de l'INSEE.*

*La rédaction espère que cette 97e édition de l'*Annuaire statistique de la France *vous donnera toute satisfaction et vous invite, si vous le souhaitez, à lui adresser toutes vos observations et suggestions à :*

INSEE, division Chiffres Clés
Timbre H 220
18, boulevard Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

sommaire

Chapitre — Page

A. **POPULATION ET ENVIRONNEMENT**

A.01 **Territoire et population** 5
A.02 **Environnement** 23

B. **DÉMOGRAPHIE**

B.01 **Structure de la population** 41
B.02 **Mouvement de la population** 59
B.03 **Étrangers** 81
B.04 **Ménages** 89

C. **EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES**

C.01 **Population active, emploi** 97
C.02 **Conditions de travail** 119
C.03 **Revenus et salaires** 129
C.04 **Transferts sociaux** 149

D. **CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE**

D.01 **Consommation et modes de vie des ménages** 173
D.02 **Logement** 195
D.03 **Santé** 203

E. **COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS**

E.01 **Communication** 221
E.02 **Culture** 231
E.03 **Tourisme** 245
E.04 **Jeunesse et sports** 257
E.05 **Loisirs divers** 267

F. **ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE**

F.01 **Enseignement et formation** 279
F.02 **Recherche et développement technologique** 317
F.03 **Propriété industrielle** 325

G. **DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES**

G.01 **Comptabilité nationale** 335
G.02 **L'appareil productif** 351
G.03 **Le mouvement économique** 373

Chapitre — Page —

H. **PRIX**

H.01 Indices de prix à la consommation 383
H.02 Prix de détail 397
H.03 Indices de prix de gros, indices de prix de vente à la production 405

I. **AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

I.01 Agriculture 415
I.02 Forêt, bois 437
I.03 Pêche maritime 447
I.04 Industries agricoles et alimentaires 453

J. **ÉNERGIE**

J.01 Bilan de l'énergie 473
J.02 Charbon 483
J.03 Pétrole 489
J.04 Électricité 497
J.05 Gaz 505

K. **INDUSTRIE ET CONSTRUCTION**

K.01 Industries, donnée générales 515
K.02 Minerai de fer et sidérurgie 529
K.03 Minerais, métaux et demi-produits non ferreux 535
K.04 Minéraux divers et matériaux de construction 539
K.05 Verre et chimie 545
K.06 Fonderie et travail des métaux 555
K.07 Construction mécanique, électrique et électronique 561
K.08 Matériel de transport terrestre, construction navale et aéronautique 573
K.09 Textiles et cuirs 583
K.10 Bois, papiers, imprimerie 593
K.11 Caoutchouc, matières plastiques et industries diverses 601
K.12 Construction, logement 607

Chapitre — Page —

L. **TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

L.01 Transports ferroviaires 621
L.02 Transports routiers 633
L.03 Transports de navigation intérieure 647
L.04 Transports maritimes 653
L.05 Transports aériens 661
L.06 Poste et télécommunications 671

M. **COMMERCE ET SERVICES MARCHANDS**

M.01 Commerce intérieur 681
M.02 Services marchands rendus principalement aux entreprises 693
M.03 Services marchands à destination des ménages 705
M.04 Assurances 711

N. **FINANCES**

N.01 Monnaie, crédit, épargne, patrimoine 723
N.02 Marché financier, bourse 753

O. **COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS**

O.01 Commerce extérieur 763
O.02 Balance des paiements 787

P. **ADMINISTRATION ET VIE PUBLIQUE**

P.01 Justice 805
P.02 Finances publiques 815

ANNEXES

Page —

• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*

Avant-propos III
Sommaire IV
Organigramme de la direction générale de l'INSEE VI
Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques outre-mer VII
Principales nomenclatures statistiques utilisées dans cet annuaire XII
Précisions d'ordre général XXII
Signes conventionnels XXII
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire XXII
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques XXIII

Page —

• *SUR FEUILLETS VERTS :*

Index alphabétique 1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale 11*
Autres organismes 21*
Les publications de l'INSEE 29*
Points d'information et vente 31*

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : (1) 41 17 50 50
Télécopie : 41 17 66 66 — Télex : INSEE 632867 F
Minitel 36-15, 36-16 INSEE
École (ENSAE) : 3, avenue Pierre-Larousse
92240 MALAKOFF — Téléphone : (1) 41 17 50 50

DIRECTEUR GÉNÉRAL : P. CHAMPSAUR

Chargé de mission auprès du directeur général :
N...
Cabinet du directeur général : M. DEVILLIERS

- **INSPECTION GÉNÉRALE** ..... F. MADINIER

Membres de l'Inspection : G. ADER, J.-M. CALLIES, H. FAUCHEUX, G. LE HEGARAT, A. JEANTET, A. MOTHE, R. PADIEU, H. REDON, J.-M. REMPP, F. TURLOT

- **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL** ..... G. CONSOLO

Gestion des carrières ..... J. BEGUE

Département de la programmation et de la gestion ..... J.-M. RUCH
Division plan de charge et suivi des travaux .. N...

Département du personnel ..... J. GARAGNON
Chef adjoint du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines ... T. DE JOUVENCEL
Division gestion du personnel A et non titulaire ..... H. HÉBRARD
Division gestion du personnel titulaire B, C, D. P. A. GALL
Division formation et perfectionnement ..... M.-F. BOBIN

Département des services généraux ..... J.-C. SPINDLER
Division comptabilité générale ..... G. BROUSSOUS
Division matériel et immobilier ..... J.-C. SPINDLER

Département de l'informatique ..... A. GOY
Division infrastructure ..... L. BREAS
Division projets internes et études ..... G. POUGETOUX
Division application ..... P. DUCHENE
Division aide ..... N...
Division gestion des moyens ..... C. MIKAELIAN

Département des projets ..... P. DEBREU
Chef adjoint du département ..... C. POULAIN
Division techniques et organisation du travail . M. ALAMBRET
Division projets pour la diffusion, les synthèses et la coordination ..... V. PISANO
Division projets pour les statistiques d'entreprises et les répertoires ..... A. RAVET
Division projets pour la démographie et la gestion ..... J.-L. HOUSSIN
Division projets pour les recensements et les travaux connexes ..... J.-L. CHOPINEAU
Division projets pour l'emploi, les revenus et les conditions de vie ..... G. GADEL

- **ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE** ..... Ph. NASSE

- **DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES** ..... J.-P. BEHMOIRAS

Département de la coordination statistique ..... J. ALLAIN
Division des relations avec les services statistiques des ministères ..... G. LANG
Secrétariat du Conseil national de l'information statistique ..... N. SELIGMAN

Département des normes statistiques et comptables ..... P. DOMERGUE
Division concepts et définitions comptables .. J. MAGNIEZ
Division nomenclatures ..... M. BOEDA
Division systèmes d'informations des administrations. ..... D. CROSNIER

Département des relations internationales et de la coopération ..... J.-L. BODIN
Division des relations multilatérales et des affaires européennes ..... M. H. AMIEL
Division des relations bilatérales et des programmes de coopération ..... A. AZOUVI
Division des études et méthodes statistiques pour le développement ..... P. BRION

- **DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES** ..... M. HEBERT

Division agriculture ..... A. DE LOS SANTOS
Division échanges extérieurs ..... H. TYRMAN
Division statistiques financières ..... P. LE FILLATRE

Département répertoires et statistiques d'entreprises ..... G. VALENTIN
Division répertoires des entreprises et des établissements ..... C. BERNARD
Division statistiques sur les groupes, les entreprises et les établissements ..... V. THOLLON-POMMEROL
Division prix de vente industriels ..... A. RIDGEWAY
Division indicateurs conjoncturels d'activité .. M. ISNARD
Division harmonisation des enquêtes sur les entreprises et les établissements ..... E. RAULIN

Département comptes nationaux ..... J.-E. CHAPRON
Division synthèse générale des comptes nationaux ..... M. DEMOTES MAINARD
Division synthèses relatives aux biens et services ..... M. BARGE
Division comptes et études de l'industrie ..... J. LIENHARDT

Département des activités tertiaires ..... H. PICARD
Division commerce ..... M. LEMAIRE
Division services ..... V. LE CALONNEC

- **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES** .... M. GLAUDE

Division des méthodes statistiques et des sondages ..... J.-C. DEVILLE
Division des études sociales ..... L. CAUSSAT

Département de la démographie ..... M. JACOD
Division enquêtes et études démographiques . F. HERAN
Division répertoires et mouvement de la population ..... M. DE SABOULIN
Division recensements de la population ..... C. MADINIER
Division statistiques communales et locales .. J. ANFRE

Département de l'emploi et des ressources des ménages ..... J.-L. FAURE
Division emploi ..... V. DESTIVAL
Division revenus ..... D. VERGER
Division patrimoine des ménages ..... D. VERGER
Division exploitation des fichiers administratifs ..... D. DEPARDIEU

Département des conditions de vie et des prix de détail ..... A. SAGLIO
Division prix de détail ..... J.-P. BARAILLE
Division logement ..... T. LACROIX
Division conditions de vie des ménages ..... O. CHOQUET

- **DIRECTION DES ÉTUDES ET SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES** ..... P. MAZODIER

Département de la conjoncture ..... A. CHAPPERT
Division des enquêtes de conjoncture ..... D. LADIRAY
Division des comptes nationaux trimestriels .. S. GREGOIR
Division de l'information et des diagnostics conjoncturels ..... N...

Département des études économiques d'ensemble ..... N...
Division croissance et politiques macroéconomique ..... G. CETTE
Division marchés et stratégies d'entreprise ... L. BLOCH
Division redistribution et politiques sociales .. D. BLANCHET

Département de la recherche ..... A. TROGNON

- **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE** ..... P. SOUBIE

Unité communication externe ..... B. BARTH

Départements moyens et méthodes de diffusion ..... P. BUFFET
Division des banques de données ..... F. FABRE
Division systèmes informatiques de diffusion . A. SANTOLINI
Division impression et commercialisation .... M.-J. GOUET
Division documentation ..... Y. ANTHEAUME

Département édition ..... B. SEYS
Coordination de l'édition ..... B. SEYS
Rédaction en chef d'économie et statistique .. P. MORIN
Division chiffres clés ..... M. TAPIERO

Département de l'action régionale ..... P. DELORME
Division statistiques et études régionales .... J.-P. LE GLEAU
Division coordination et assistance à l'action régionale ..... C. BASSO

Département INSEE-Info service ..... J. BOUDOUL

Établissements régionaux de l'INSEE et services statistiques d'outre-mer

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

I. FRANCE MÉTROPOLITAINE

Direction régionale d'Alsace	**J. Aubouin.**	Cité administrative, Rue de l'Hôpital-Militaire, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 88 84 22 62. Télex : 870756 INSEE STRBG. Télécopieur : 88 37 39 29.
Service études-diffusion	N. Vannieuvenhuize.	
Direction régionale d'Aquitaine	**B. Tregouët.**	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 56 91 02 35. Télex : 570540 INSEE BORDX. Tél. : 56 91 84 90 (indices courants) et 56 91 89 90 (autres informations). Télécopieur : 56 92 75 37.
Service études-diffusion	Ch. Durand.	
Direction régionale d'Auvergne	**M. Blanc.**	3, place Charles-de-Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 73 36 03 50. Télex : 392785 INSEE CHAML. Tél. : 73 36 79 90 (indices courants) et 73 36 03 50 (autres informations).
Service études-diffusion	H. de Fouchier.	
Direction régionale de Bourgogne	**J.-F. Royer.**	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 80 40 67 67. Télex : 350781 INSEE DIJON. Tél. : 80 45 28 34 (indices courants) et 80 43 31 45 (autres informations). Télécopieur : 80 40 67 40.
Service études-diffusion	B. Bouroche.	
Direction régionale de Bretagne	**Y. Guéguen.**	Immeuble « Le Colbert », 36, place du Colombier, BP 17, 35031 Rennes Cedex. Tél. : 99 29 33 33 (DR). et 99 29 33 66 (OE). Télex : 740756 INSEE RENNE. Télécopieur : 99 29 33 90.
Service études-diffusion	A. Richard.	

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M. Schrantz.**	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 63 01 64. Télex : 760464 INSEE ORLNS.
Service études-diffusion	J.-P. Bernard.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 38 53 71 08. Télex : 760464 INSEE ORLNS. Tél. : 38 68 18 28 (indices courants), 38 53 71 08 (autres informations) et 38 54 65 65 (autres indices). Télécopieur : 38 63 70 18.
Direction régionale de Champagne - Ardenne	**L. Marciniak.**	1, rue de l'Arbalète, 51079 Reims Cedex.
Service études-diffusion	M. Deroin-Thevenin.	Tél. : 26 48 42 60 (DR) et 26 48 42 80 (OE). Télex : 830896 INSEE REIMS. Télécopieur : 26 48 42 99.
Direction régionale de la Corse	**J. Phelipeaux.**	1, résidence du Parc-Belvédère, BP 306, 20176 Ajaccio Cedex. Tél. : 95 50 44 44. Télex : 460497 F. Télécopieur : 95 50 44 79.
Service études-diffusion	P. Augeraud.	
Direction régionale de Franche-Comté	**J. Jacob.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, 25020 Besançon Cedex. Tél. : 81 52 42 20. Télex : 360161 INSEE BESAN. Tél. : 81 52 03 33 (indices courants) et 81 52 42 20 (autres informations). Télécopieur : 81 51 70 74.
Service études-diffusion	R. Polette.	
Direction régionale d'Île-de-France . . .	**A. Godinot.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : (1) 30 96 90 00. Télex : INSEE SQ 696392 F. Télécopieur : 30 96 90 01.
Service études-diffusion	J. J. Ronsac.	15, boulevard Gabriel-Péri, 92245 Malakoff Cedex. Tél. : (1) 41 17 50 50. Télécopieur : (1) 41 17 76 01.
INSEE Info-Service	J. Boudoul.	Tour Gamma A, 195, rue de Bercy. 75582 Paris Cedex 12. Télex : 230541 INSEE OEP. Télécopieur : 43 45 28 22. Tél. : (1) 43 45 70 75 (indices courants), (1) 43 45 72 31 (indexations) et (1) 43 45 73 74 (autres informations).

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale de Basse-Normandie	**J.-L. Bellier.**	93, rue de Géole, 14052 Caen Cedex. Tél. : 31 85 33 11 (DR), 31 85 35 70 (OE) et 31 23 87 00 (indices courants). Télex : 170332 INSEE CAEN. Télécopieur : 31 23 29 27.
Service études-diffusion	J. M. Durr.	
Direction régionale de la Haute-Normandie	**C. Arquembourg.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 35 52 49 11. Télex : 180487 INSEE ROUEN. Tél. : 35 98 41 10 (indices courants) et 35 07 32 02 (autres informations). Télécopieur : 35 15 06 32.
Service études-diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Languedoc - Roussillon	**G. Callais.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, « Le Polygone », 34064 Montpellier Cedex. Tél. : 67 65 58 00. Télex : 490739 ORMONT MONPL. Télécopieur : 67 64 67 74. Tél. : 67 64 31 95 (indices courants) et 67 65 58 00 (autres informations).
Service études-diffusion	J.-L. Heller.	
Direction régionale du Limousin	**H. Theron.**	29, rue Beyrand, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 55 79 26 25. Télex : 580790 INSEELG. Tél. : 55 32 99 09 (indices courants) et 55 79 26 25 (autres informations). Télécopieur : 55 77 16 36.
Services études-diffusion	N. Levesques.	
Direction régionale de Lorraine	**M. Petry.**	15, rue du Général-Hulot, Case officielle 3846, 54029 Nancy Cedex. Tél. : 83 91 85 85. Télex : 850834 INSEE NANCY. Télécopieur : 83 40 45 61. Tél. : 83 27 21 21 (indices courants).
Service études-diffusion	O. Lefebvre.	
Direction régionale de Midi - Pyrénées	**F. Limet.**	36, rue des 36-Ponts, 31054 Toulouse Cedex. Tél. : 61 36 61 36. Télex : 530151 INSEE TLSE. Tél. : 61 25 42 67 (indices courants) et 61 36 61 13 (autres informations). Télécopieur : 61 36 62 00.
Service études-diffusion	E. Mauvière.	
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**S. Gibert.**	12, rue du Bas-Jardin, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 20 52 65 02. Télex : 820562 INSEE LILLE. Télécopieur : 20 53 95 13.
Service études-diffusion	R. Merlen.	10-12, boulevard Vauban, 59800 Lille. Tél. : 20 30 89 87. Télex : 120160 OER LILL.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur
Direction régionale des Pays de la Loire	**J.-M. Béguin.**	105, rue des Français - Libres, BP 2189, 44204 Nantes Cedex 02. Tél. : 40 41 75 75. Télécopieur : 40 41 79 39.
Services études-diffusion	J.-P. Grouthier.	
Direction régionale de Picardie	**C. Gabet.**	91, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex. Tél. : 22 97 32 00. Télex : 140818 INSEE AMIEN. Tél. : 22 91 91 91 (indices courants) et 22 91 39 39 (autres informations). Télécopieur : 22 97 32 01.
Service études-diffusion	O. Ribon.	
Direction régionale de Poitou - Charentes	**G. Roy.**	5, rue Sainte-Catherine, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 38 71. Télex : 790588 INSEE POITR. Télécopieur : 49 55 17 39.
Service études-diffusion	M. Roussel.	3, rue du Puygareau, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 49 88 38 71. Télex : 790588 INSEE POITR. Tél. : 49 88 38 70 (indices courants) et 49 88 38 71 et 72 (autres informations). Télécopieur : 49 41 58 66.
Direction régionale de Provence - Alpes - Côte d'Azur	**E. Cadiou.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 91 17 57 57. Télex : 420618 INSEE MARSL. Tél. : 91 78 01 95 (indices courants) et 91 83 00 22 (autres informations). Télécopieur : 91 17 59 59.
Service études-diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône - Alpes	**A. Viénot.**	165, rue Garibaldi, BP 3196 (OE) et BP 3184 (SER), 69401 Lyon Cedex 3. Tél. : 78 63 28 15. Télex : 340835 INSEE LYON. Tél. : 78 63 22 02 et 03 (informations). Télécopieur : 78 63 25 25.
Service études-diffusion	P. Audibert.	
Centre national de gestion des publications	**S. Pacaud.**	INSEE CNGP, BP 2718, 80027 Amiens Cedex. Tél. : 22 92 73 22. Télex : 150811 F.

Établissement	Directeur ou responsable	Adresse, téléphone, télex et télécopieur

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Direction interrégionale Antilles - Guyane	**F. Vennat.**	INSEE, BP 863, 97175 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : (19) 590 83 42 20. Télex : 919912 GL. Télécopieur : (19) 590 83 89 25.
Service régional de la Guadeloupe	**P. Leostic.**	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre. Tél. : (19) 590 81 17 86. Télex : 919915 GLSDGUAP. Télécopieur : (19) 590 81 07 15.
Service régional de la Guyane	**J.-J. Lalarderie.**	INSEE, BP 6017, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : (19) 594 31 56 03. Télex : INSEGY 910344 FG. Télécopieur : (19) 594 30 87 89.
Service régional de la Martinique	**C. Hilico.**	INSEE, BP 72.12, Lotissement pointe de Jaham Schoelcher, 97274 Schoelcher Cedex. Tél. : (19) 596 61 60 88. Télex : 912394 MR-SDMART. Télécopieur : (19) 596 61 27 22.
Direction régionale de la Réunion Service études-diffusion	**J.-C. Hautcœur.** G. Lecointre.	INSEE, 4, rue de l'École, 97490 Sainte-Clotilde. Tél. : (19) 262 29 52 70 ou (19) 262 29 51 57. Télex : 916405 RE. Télécopieur : (19) 262 29 76 85.

III. TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie	**P. Michaux.**	INSEE, BP 823, Nouméa Cedex. Tél. : (19) 687 28 31 56. Télécopieur : (19) 687 28 81 48.
Institut territorial de la statistique de Polynésie française	**N...**	INSEE, BP 395, Papeete Tahiti. Tél. : (19) 689 43 71 96. Télécopieur : (19) 689 42 72 52.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Il a paru souhaitable de rassembler ici, pour les utilisateurs de l'*Annuaire statistique de la France,* quelques informations sur les nomenclatures utilisées ainsi que leurs références bibliographiques. Ces documents comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives qui permettent une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclature d'activités et de produits

Ces nomenclatures permettent la définition précise des diverses activités économiques et le classement des entreprises et établissements d'après l'activité qu'ils exercent à titre principal. Elles classifient les produits fabriqués (ou les services proposés) par les unités productrices.

1. *Nomenclature d'activités et de produits 1973.* — La « NAP 73 » est en vigueur depuis le 1er janvier 1974. La NAP a été élaborée principalement dans le but de faciliter l'organisation de l'information économique et sociale. Elle met en correspondance les activités économiques et les biens et services. En général, à chaque poste de la nomenclature des activités correspond un poste de celle des produits. La NAP comprend environ 650 postes à 4 chiffres, dit « Niveau 600 », regroupés en classe à deux chiffres (« Niveau 100 »). Comme le niveau de détail de la NAP n'était pas suffisant, certains postes de la nomenclature des produits ont été subdivisés (voir ci-après le paragraphe consacré à la nomenclature NODEP).

La NAP a été officialisée par un décret de 1973 et le code « activité principale » (APE) attribué à chaque entreprise ou établissement par l'INSEE est à la base des statistiques sectorielles. La NAP est utilisée notamment pour les enquêtes annuelles d'entreprises, les enquêtes de branche, la comptabilité nationale, etc.

À partir de 1993, la NAP sera progressivement remplacée par la Nouvelle nomenclature d'activités françaises (NAF), dans le cadre d'un dispositif européen harmonisé. La NAF est l'adaptation française de la nomenclature européenne (NACE). Sa publication au *Journal officiel* doit en principe avoir lieu à la fin 1992. On trouvera des informations sur cette nouvelle nomenclature dans un dépliant, disponible dans les services régionaux de l'INSEE, ou sur Minitel par le code 3617 SIRENE.

Le détail des postes de la NAP est publié dans deux brochures, éditées par le *Journal officiel* : l'une, classée selon un ordre analytique, l'autre classée par ordre alphabétique.

— *Nomenclatures d'activités et de produits 1973,* édition de 1990 : en vente au *Journal officiel,* 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, et dans les services régionaux de l'INSEE (voir adresses pages précédentes).

2. *Nomenclatures agrégées pour les comptes nationaux.* — La NAP 1973 est la nomenclature de référence pour l'établissement par les comptables nationaux des résultats par secteurs d'activité (1), branches ou produits. À partir de la NAP, sont définis des regroupements en 15, 40 ou 115 secteurs, branches ou produits respectivement appelés niveaux U, T et S : on trouvera à la fin du présent chapitre un tableau donnant l'articulation entre les regroupements de la comptabilité nationale (niveaux U et T) et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Cette nomenclature est publiée dans le volume des *Collections de l'INSEE* — C 140-141 « Système élargi de comptabilité nationale » (base 1980) et dans *ETC (Extraits des tableaux des comptes nationaux),* édité chaque année par l'INSEE dans la collection *INSEE-Cadrages.* En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Nomenclature détaillée de produits (NODEP).* — Certains produits de la NAP (biens transportables), appartenant aux classes 00 à 54 et 56 ont été subdivisés pour former la NODEP (Nomenclature détaillée de produits). Celle-ci permet d'établir des statistiques à un niveau fin et de rapprocher les données concernant les productions et le commerce extérieur.

Le détail des codes de la NODEP est publié dans les fascicules de la NAP à partir de 1987. Des notes explicatives sont disponibles dans les services régionaux de l'INSEE.

4. *Nomenclature d'activité du Répertoire (NAR).* — Nomenclature dérivée de la NAP et adaptée aux textes réglementaires concernant les entreprises artisanales :

— disponible dans les chambres des métiers.

5. *Nomenclature de produits pour les statistiques douanières.* — Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises remplace la nomenclature antérieure du Conseil de coopération douanière (NCCD). Le nouveau système permet d'assurer une comparabilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Dans ce cadre, une nouvelle *nomenclature générale des produits* (NGP 9) a été élaborée par la Direction générale des douanes et des droits indirects :

— en vente au Centre de renseignements des Douanes, pavillon H1, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12.

6. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1974 (3e révision) :

— en vente au Centre d'informations des Nations Unies, 7, place de Fontenoy, Paris (7e).

7. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports* (NST), Office statistique des Communautés européennes, 2e révision, 1970 :

— en vente au Service d'information des Communautés européennes, 61, rue des Belles-Feuilles, Paris (16e).

8. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions »* et *« durabilité » :*

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE - Résultats.*

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

1. *Code des catégories socioprofessionnelles (CSP).* — Ce code, destiné à répartir la population en un petit nombre de catégories présentant chacune une certaine homogénéité sociale a été utilisé depuis le recensement de 1954 jusqu'aux débuts des années 1980. Il comprend 30 postes pour la population active, pouvant être regroupés en 9 grands groupes socioprofessionnels.

1. Voir au chapitre G.01 « Comptabilité nationale » et au chapitre K.01 : « Industrie, données générales » la définition des secteurs et des branches.

Actuellement, le code des CSP a été remplacé par la Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles qui est utilisée notamment pour l'exploitation des recensements de population et de l'enquête emploi. Néanmoins, on trouvera dans le présent annuaire quelques tableaux encore exploités avec ce code, notamment au chapitre F.01 : « Enseignement et formation ».

— *Code des catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1977 (6e édition);

— Fascicules « verts » du recensement de la population de 1975 (Notes méthodologiques).

2. *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).* — Pour tenir compte des modifications sociales, un nouveau code a été élaboré et est utilisé depuis le recensement de population de 1982. La Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles est le résultat d'une refonte complète du système des nomenclatures d'emplois qui était utilisé auparavant. À son niveau le plus fin, on trouve les « professions » (455 postes). Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le niveau 42 dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature et des éléments d'information sur les principales modifications intervenues par rapport à la nomenclature des CSP.

On trouvera ci-après un tableau avec l'articulation entre ces différents niveaux :

— *Nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles,* INSEE 1983. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

3. *Type d'activité — Statut.* — Il ne s'agit pas de véritables nomenclatures, mais de codes très importants pour le classement de la population en actifs et non-actifs (type d'activité). Le code du statut permet de classer les personnes actives entre salariés et non-salariés, et parmi les salariés de faire la distinction entre les types d'employeurs (public-privé).

L'information sur ces codes est publiée dans les notes méthodologiques des fascicules de résultats des recensements de la population de 1982 et 1990 (Séries verte et bordeaux).

C. Découpages géographiques

Code officiel géographique (édition 1985 avec rectificatif 1989). — Document officiel présentant la dénomination exacte et la codification des découpages administratifs : communes, cantons, arrondissements et départements.

Il comprend :
- un volume France entière;
- des fascicules départementaux;
- des fascicules des DOM-TOM;
- un fascicule « pays étrangers ».

Il est également commercialisé sur support magnétique, bande ou disquette.

— En vente dans les services régionaux de l'INSEE.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (9e révision, 1975). — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Nomenclature des fonctions des administrations

Élaborée conjointement par l'INSEE, la Direction du budget du ministère du Budget et le Commissariat au plan, 1975. — Elle permet une présentation de l'ensemble des dépenses des administrations publiques (y compris la Sécurité sociale), en fonction de leur objet :

— publiée dans la collection « Nomenclatures et codes », disponible dans les services régionaux de l'INSEE.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP.

Niveau 15		Niveau 40		Niveau 100	
U 01	Agriculture sylviculture, pêche.	T 01	Agriculture, sylviculture, pêche.	01 02 03	Agriculture. Sylviculture et exploitation forestière. Pêche.
U 02	Industries agricoles et alimentaires.	T 02	Industrie de la viande et du lait.	35 36	Industrie de la viande. Industrie laitière.
		T 03	Autres industries agricoles et alimentaires.	37 38 39 40 41 42	Fabrication de conserves. Boulangerie, pâtisserie. Travail du grain. Fabrication de produits alimentaires divers. Fabrication de boissons et alcools. Transformation de tabac.
U 03	Production et distribution d'énergie.	T 04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.	04	Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction.
		T 05	Production de pétrole et de gaz naturel.	05	Production de pétrole et de gaz naturel.
		T 06	Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau.	06 07 08	Production et distribution d'électricité. Distribution de gaz. Distribution d'eau et chauffage urbain.
U 04	Industries des biens intermédiaires.	T 07	Production de minerais et métaux ferreux. Première transformation de l'acier.	09 10 11	Extraction et préparation de minerais de fer. Sidérurgie. Première transformation de l'acier.
		T 08	Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux.	12 13	Extraction et préparation de minerais non ferreux. Métallurgie et première transformation des métaux non ferreux.
		T 09	Production de matériaux de construction et minéraux divers.	14 15	Production de minéraux divers. Production de matériaux de construction et de céramique.
		T 10	Industrie du verre.	16	Industrie du verre.
		T 11	Chimie de base production de fils et fibres artificiels et synthétiques.	17-1 17-2 43	Chimie minérale. Chimie organique. Industrie des fils et fibres artificiels et synthétiques.
		T 13	Fonderie et travail des métaux.	20 21	Fonderie. Travail des métaux.
		T 21	Industrie du papier et du carton.	50	Industrie du papier et du carton.
		T 23	Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques.	53 53	Industrie du caoutchouc. Transformation des matières plastiques.
U 05 A	Industries des biens d'équipement professionnels.	T 14	Construction mécanique.	22 23 24 25 34	Fabrication de machines agricoles. Fabrication de machines-outils. Production d'équipement industriel. Fabrication de matériel de manutention, de matériel pour les mines, la sidérurgie, le génie civil. Fabrication d'instruments et de matériels de précision.
		T 15 A	Construction de matériels électriques et électroniques professionnels.	27 28 29 A	Fabrication de machines de bureau et de matériel de traitement de l'information. Fabrication de matériel électrique. Construction de matériel électronique professionnel.
		T 17	Construction navale et aéronautique.	32 33	Construction navale. Construction aéronautique.

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite).*

U 05 B	Équipement ménager, électronique grand public.	T 15 B	Équipement ménager, électronique grand public.	29 B 30	Construction de matériel électronique ménager. Fabrication d'équipements ménagers.
U 05 C	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	T 16	Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre.	31-1 31-2	Construction de véhicules automobiles, de motocycles et cycles. Construction de matériel ferroviaire roulant.
U 06	Industries des biens de consommation courants.	T 12	Parachimie et industrie pharmaceutique.	18 19	Parachimie. Industrie pharmaceutique.
		T 18	Industries textiles et de l'habillement.	44 A 44 B 47	Filature, teintures et apprêts. Bonneterie, tissage et industries textiles diverses. Industrie de l'habillement.
		T 19	Industries du cuir et de la chaussure.	45-1 45-2 46	Tannerie, mégisserie. Fabrication d'articles en cuir. Industrie de la chaussure.
		T 20	Industries du bois et de l'ameublement; Industries diverses.	48 49 54	Travail mécanique du bois (à l'exception du 48.01, scierie). Industrie de l'ameublement. Industries diverses.
		T 22	Imprimerie, presse, édition.	51	Imprimerie, presse, édition.
U 07	Bâtiment génie civil et agricole.	T 24	Industrie de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.	55	Industries de mise en œuvre du bâtiment et du génie civil et agricole.
U 08	Commerce.	T 25	Commerce de gros alimentaire.	57	Commerce de gros alimentaire.
		T 26	Commerce de gros non alimentaire.	58 59 60	Commerce de gros non alimentaire. Commerce de gros interindustriel. Intermédiaires du commerce.
		T 27	Commerce de détail alimentaire.	61 62	Commerce de détail d'alimentation générale de grande surface. Commerce de détail alimentaire de proximité ou spécialisé.
		T 28	Commerce de détail non alimentaire.	63 64	Commerce de détail non alimentaire, non spécialisé. Commerce de détail non alimentaire, spécialisé.
U 09	Transports et télécommunications.	T 31	Transports.	58 69 70 71 72 73 74	Transports ferroviaires. Transports routiers, transports urbains, transports par conduite. Navigation intérieure. Transports maritimes et navigation côtière. Transports aériens. Activités annexes des transports et entrepôts. Auxiliaires de transport et agences de voyages.
		T 32	Télécommunications et postes.	75	Télécommunications et postes.
U 10	Services marchands.	T 29	Réparation et commerce de l'automobile.	65	Réparation et commerce de l'automobile.
		T 30	Hôtels, cafés, restaurants.	67	Hôtels, cafés, restaurants.
		T 33	Services marchands rendus principalement aux entreprises.	56 76 77 78 79 80 82 83	Récupération. Holdings. Activités d'études, de conseil, d'assistance. Auxiliaires financiers et d'assurances. Promoteurs et sociétés immobilières. Locations mobilières. Enseignement (services marchands). Recherche (services marchands).

F. Correspondance entre les secteurs « U » et « T » de la comptabilité nationale et les classes « niveau 100 » de la NAP *(suite et fin).*

U 10	Services marchands.	T 34	Services marchands rendus principalement aux ménages.	66 84 85 86 87	Réparations diverses. Santé (services marchands). Action sociale (services marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (marchands). Services divers (marchands).
U 11	Locations immobilières.	T 35	Locations immobilières.	81	Locations immobilières.
U 12	Assurances.	T 36	Assurances.	88	Assurances.
U 13	Organismes financiers.	T 37	Organismes financiers.	89	Organismes financiers.
U 14	Services non marchands.	T 38	Services non marchands.	90 91 92 93 94 95 96 97 98	Administration générale. Prévoyance et sécurité sociale. Enseignement (services non marchands). Recherche (services non marchands). Santé (services non marchands). Action sociale (services non marchands). Services récréatifs, culturels et sportifs (non marchands). Services divers fournis à la collectivité (non marchands). Services domestiques.

G. Correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS).

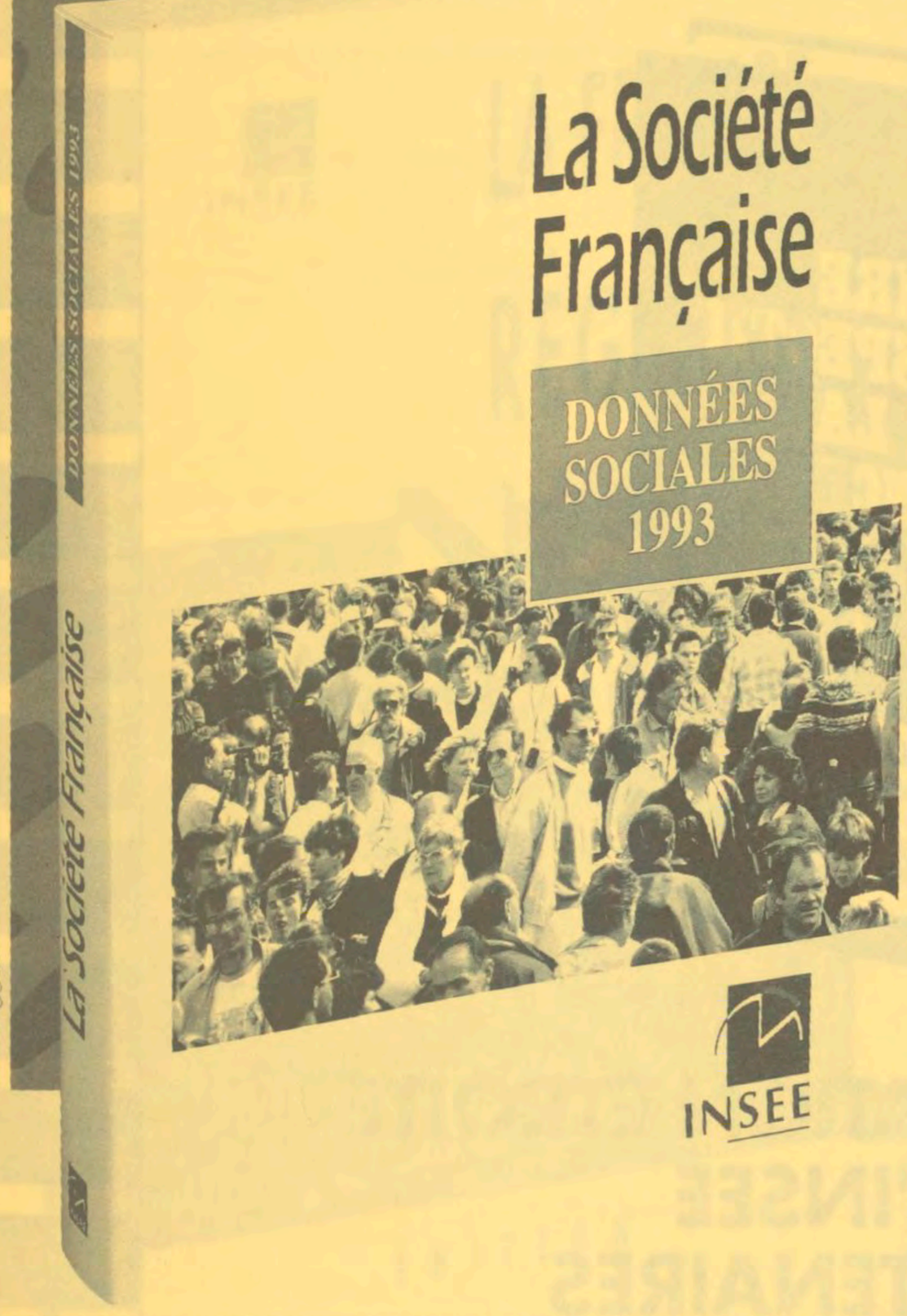
Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

Un ouvrage de référence

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DONNÉES SOCIALES 1993

UN PORTRAIT SOCIAL DE LA FRANCE AU QUOTIDIEN, POUR COMPRENDRE LES CHANGEMENTS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Egalement vendu en librairie



L'ouvrage de référence sur l'évolution de notre société

- *L'actualité sociale en 64 articles, 175 graphiques et 245 tableaux.*
- *Une vision à long terme grâce aux séries statistiques de base sur la démographie, l'emploi, l'éducation, la famille, le logement ...*

Un livre clair et attrayant

- *Un document très riche auquel ont collaboré les meilleurs spécialistes en sciences sociales.*
- *Une formule d'articles courts, des sujets variés autour des grands thèmes qui font l'actualité sociale :*
  Population, éducation et formation, emploi, conditions de travail et salaires, santé, famille, budgets et patrimoines, cadre de vie, groupes sociaux et protection sociale.

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

608 pages, format 19,2 x 25,5, **285 FF** *

* plus une participation aux frais d'envoi :
de 10 FF par envoi pour la France,
de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger
de 100 FF par ouvrage, pour l'étranger par avion

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER — INSEE

▼ A INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

❑ Je commande ..... ouvrage(s)
"La société française - Données sociale 1993" au prix unitaire de 285 FF*

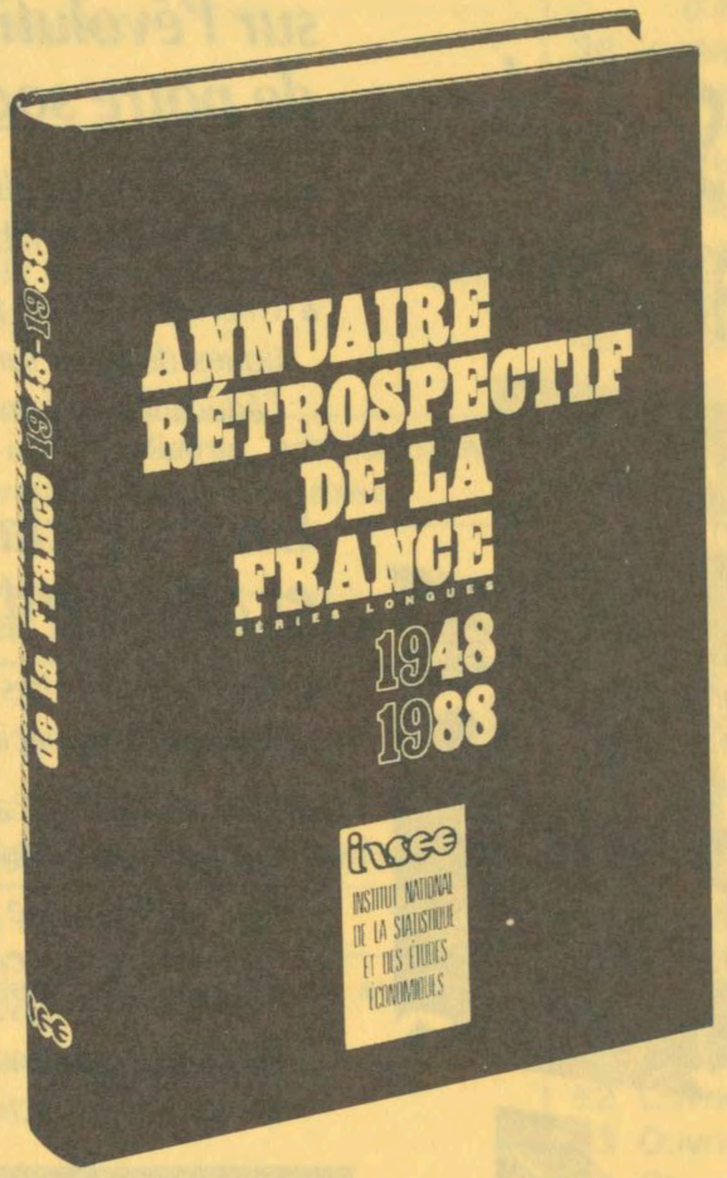
❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

UN DOCUMENT MONUMENTAL

40 ANS DE VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

En vente dans les observatoires économiques de l'INSEE et en librairie



ANNUAIRE RETROSPECTIF DE LA FRANCE 1948 - 1988
Séries longues
670 pages, format 21,5 x 30
550 F

UNE COLLABORATION ETROITE ENTRE L'INSEE ET SES PARTENAIRES

- Des séries longues
- Des définitions
- Une chronologie évènementielle
- Une bibliographie par chapitre

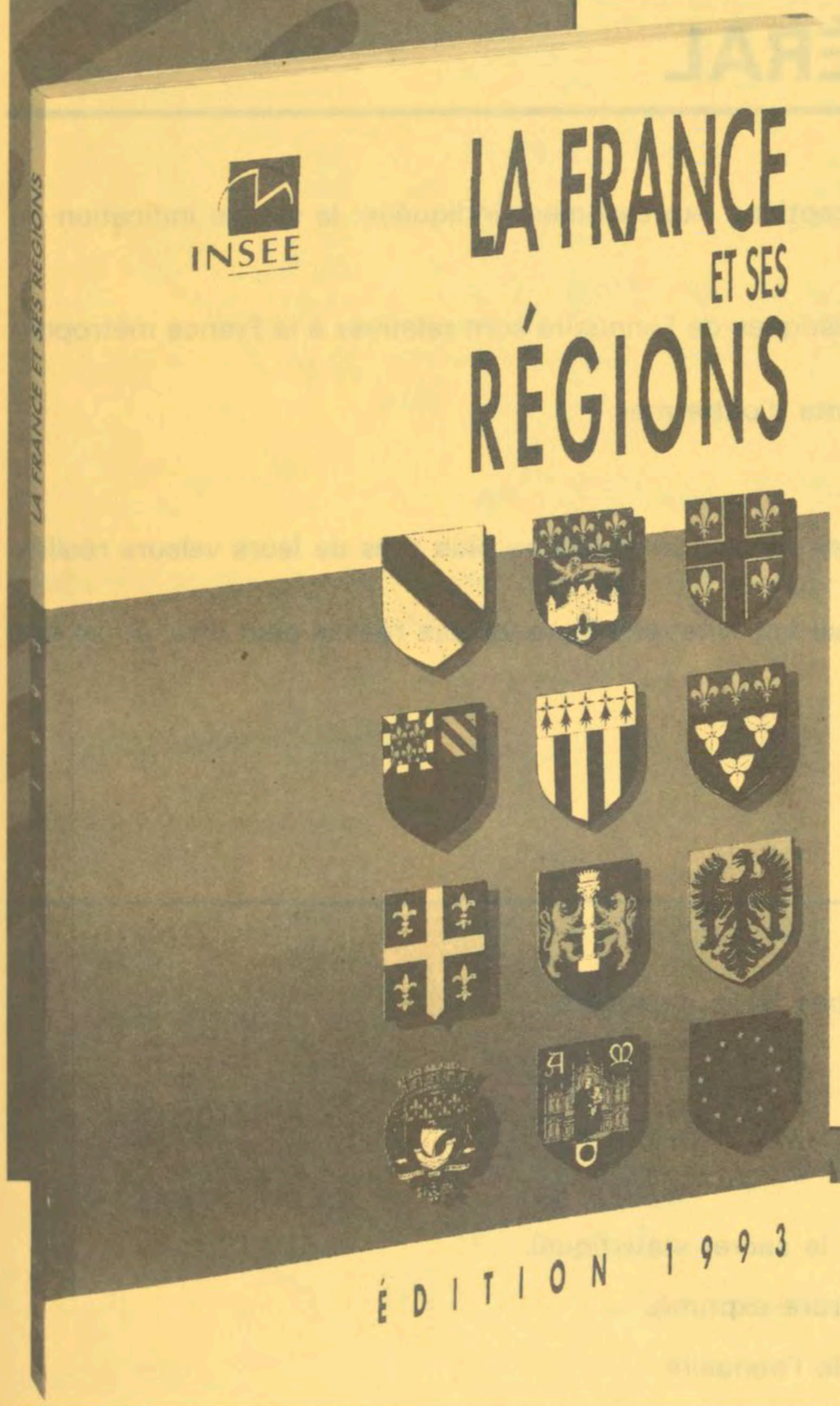
insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

L'ouvrage de référence

LA FRANCE ET SES RÉGIONS

LES DONNÉES RÉGIONALES ET LOCALES INDISPENSABLES

Egalement vendu en librairie



VOTRE MÉMENTO RÉGIONAL

- *Pour découvrir les différences d'une région à l'autre*
- *Pour situer votre région et disposer d'une information riche et rigoureusement sélectionnée*
- *Des données chiffrées sur la vie économique et sociale de votre région*
- *L'essentiel sur chaque région présenté en 4 pages*
- *Les préoccupations régionales et locales en 8 grands thèmes*
- *La France et ses Régions replacées dans le contexte européen, dans la diversité des régions d'Europe*

EDITION 93
190 pages, format 16 x 24, **85 FF** *
* avec une participation aux frais d'envoi :
de 10 FF par envoi pour la france,
de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

BON DE COMMANDE A RETOURNER A

INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

❑ Je commande ..... ouvrage(s) "La France et ses régions"

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

Janvier 1993

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. — Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. — Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
—	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée de la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

— soit à l'aide du *sommaire;*
— soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre);
— soit à l'aide de l'*index alphabétique* (en annexe).

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Source des données

On trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui nous ont semblé particulièrement représentatifs des données de cet annuaire, notamment quelques cartes de résultats des recensements de population, et en particulier ceux, récemment parus, du recensement de 1990. Nous donnons ci-dessous les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire.

Dans les légendes des cartes sont indiquées les limites des classes avec la borne inférieure et la borne supérieure.

Page 1. — Graphiques 1 et 2 :

La population du monde en 1993 et population en 2025;
Données détaillées au chapitre A.01.

Page 2. — Carte 1 et graphique 3 :

Densité de population par département au recensement de 1990;
Taux de croissance annuel des communes rurales et urbaines selon la tranche de population;
Données détaillées et définitions au chapitre A.01.

Page 3. — Graphiques 4 et 5 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1993;
Pyramide des âges de la population totale en 2020 dans deux hypothèses de fécondité;
Les données utilisées pour ces graphiques figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) et dans *Données sociales - INSEE,* édition 1993.

Page 4. — Graphiques 6 et 7 :

Indicateurs de fécondité : comparaisons européennes (1970-1990);
Quotients de mortalité par sexe et âge du décédé (1989-1991);
Données détaillées et définitions au chapitre B.02.

Page 5. — Carte 2 et graphique 8 :

Part des étrangers dans la population totale par département au recensement de 1990;
Les étrangers à différents recensements;
Données détaillées et définitions au chapitre B.03.

Page 6. — Carte 3 et graphique 9 :

Les taux de chômage au sens du BIT en 1992;
Pyramide des âges de la population au chômage en mars 1992;
Données détaillées et définitions au chapitre C.01.

Page 7. — Graphiques 10 et 11 :

Évolution de la population active ayant un emploi par secteur (1982-1990);
Évolution des catégories sociales (1982-1990);
Données détaillées et définitions au chapitre C.01 de cet annuaire et dans *Données sociales - INSEE,* édition 1993.

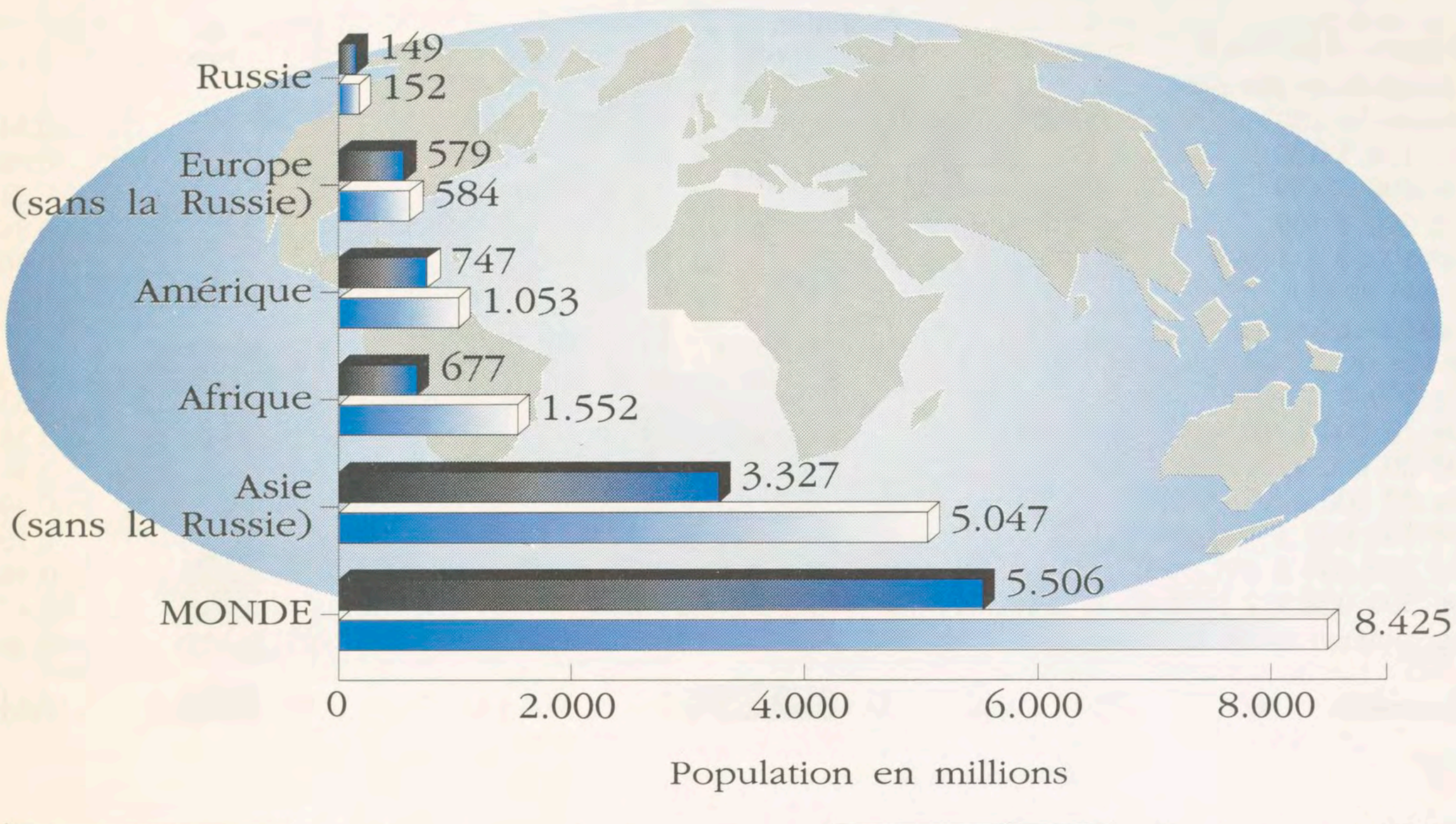
Page 8. — Graphiques 12 à 15 :

Comparaisons internationales; indicateurs pour divers pays de l'OCDE;
Données et indications méthodologiques dans le chapitre G.01 de cet annuaire et dans « Comptes et indicateurs économiques »; rapport sur les comptes de la nation 1992. Collection *INSEE - Résultats.*

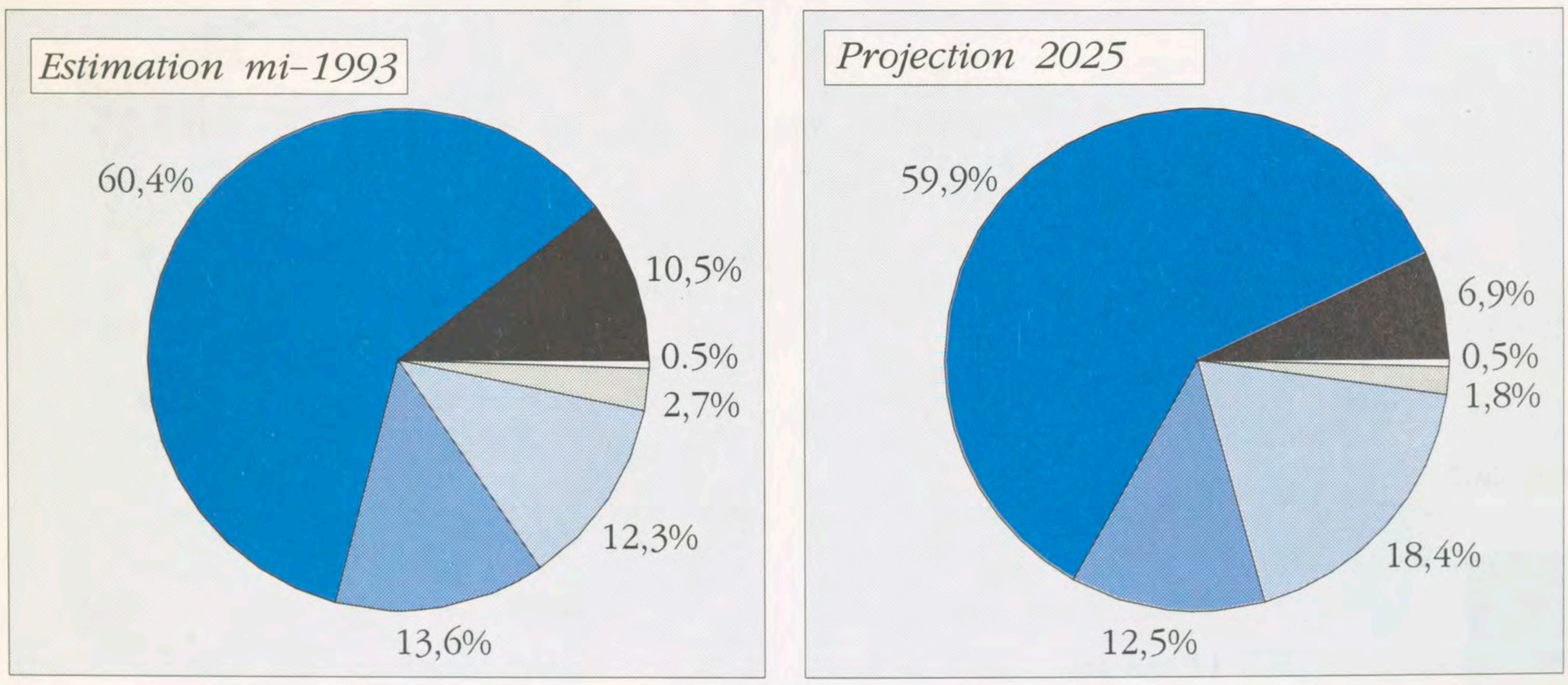
Graphiques 1 et 2

La population du monde en 1993 et sa projection en 2025

Graphique 1



Graphique 2 : Part de chaque continent dans la population mondiale

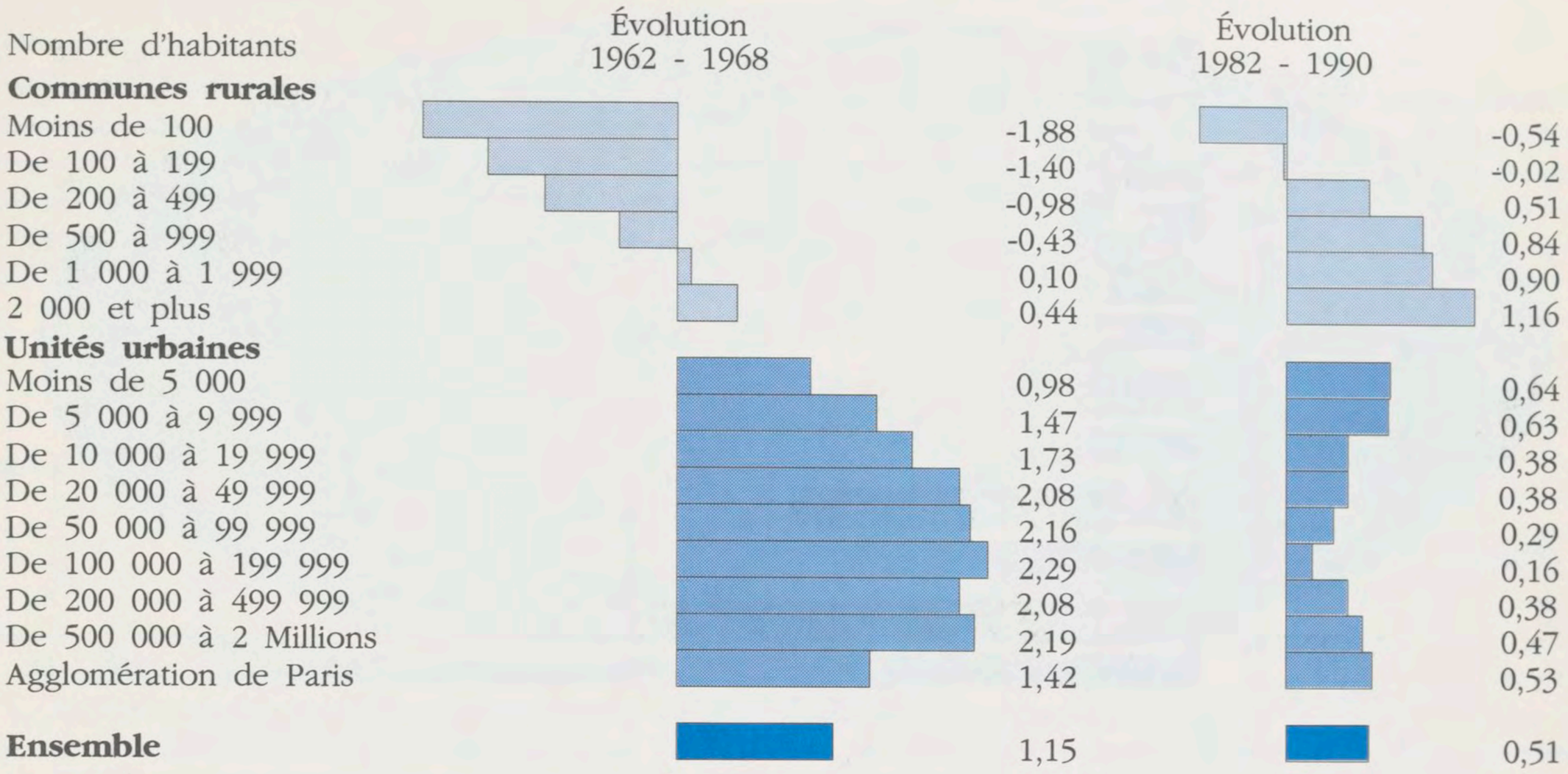


Source : INED, d'après le Population Reference Bureau.

Graphique 3

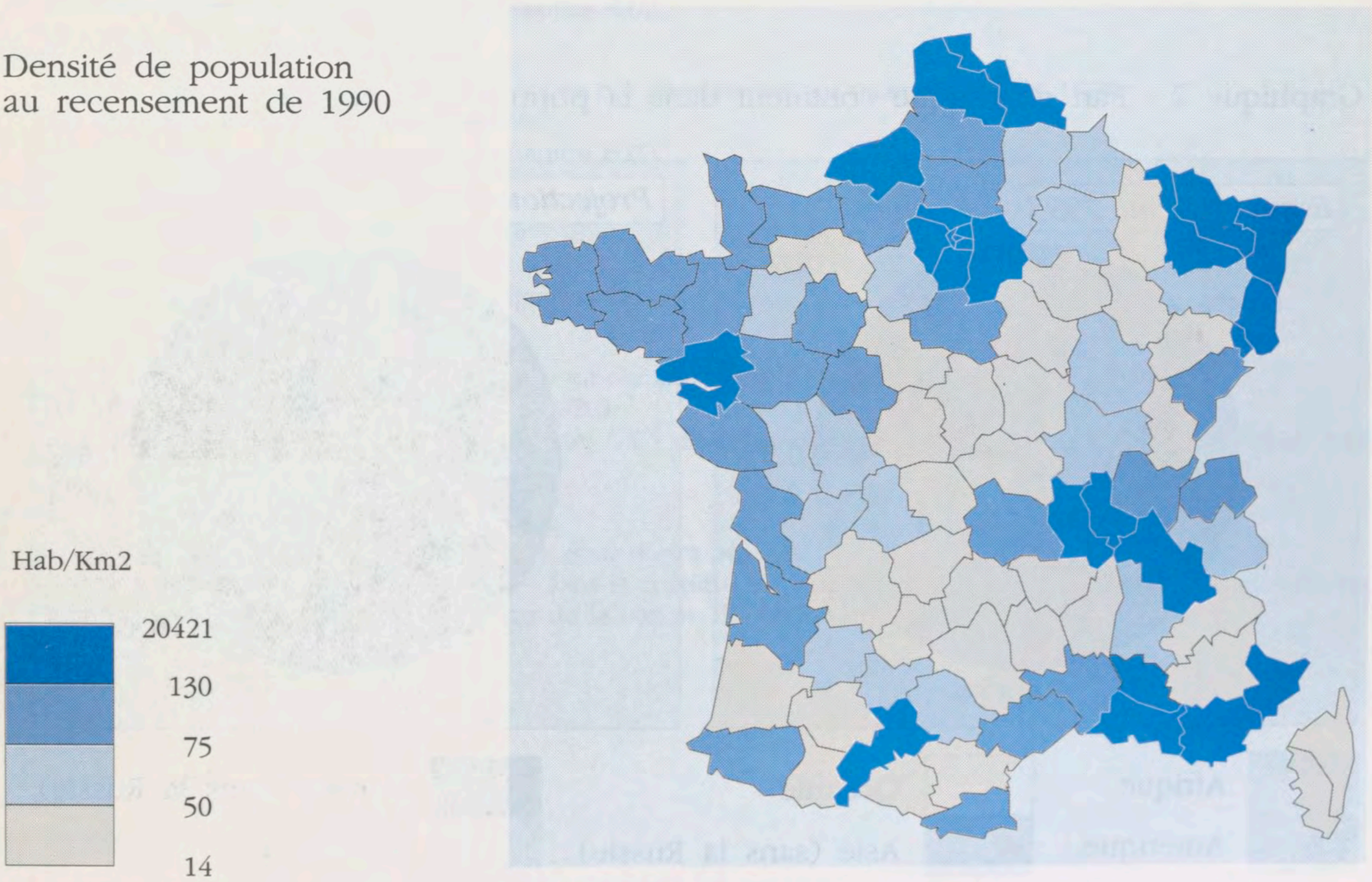
Répartition de la population à divers recensements

Taux de croissance annuel
des communes rurales et urbaines
selon la tranche de population



Carte 1

Densité de population
au recensement de 1990

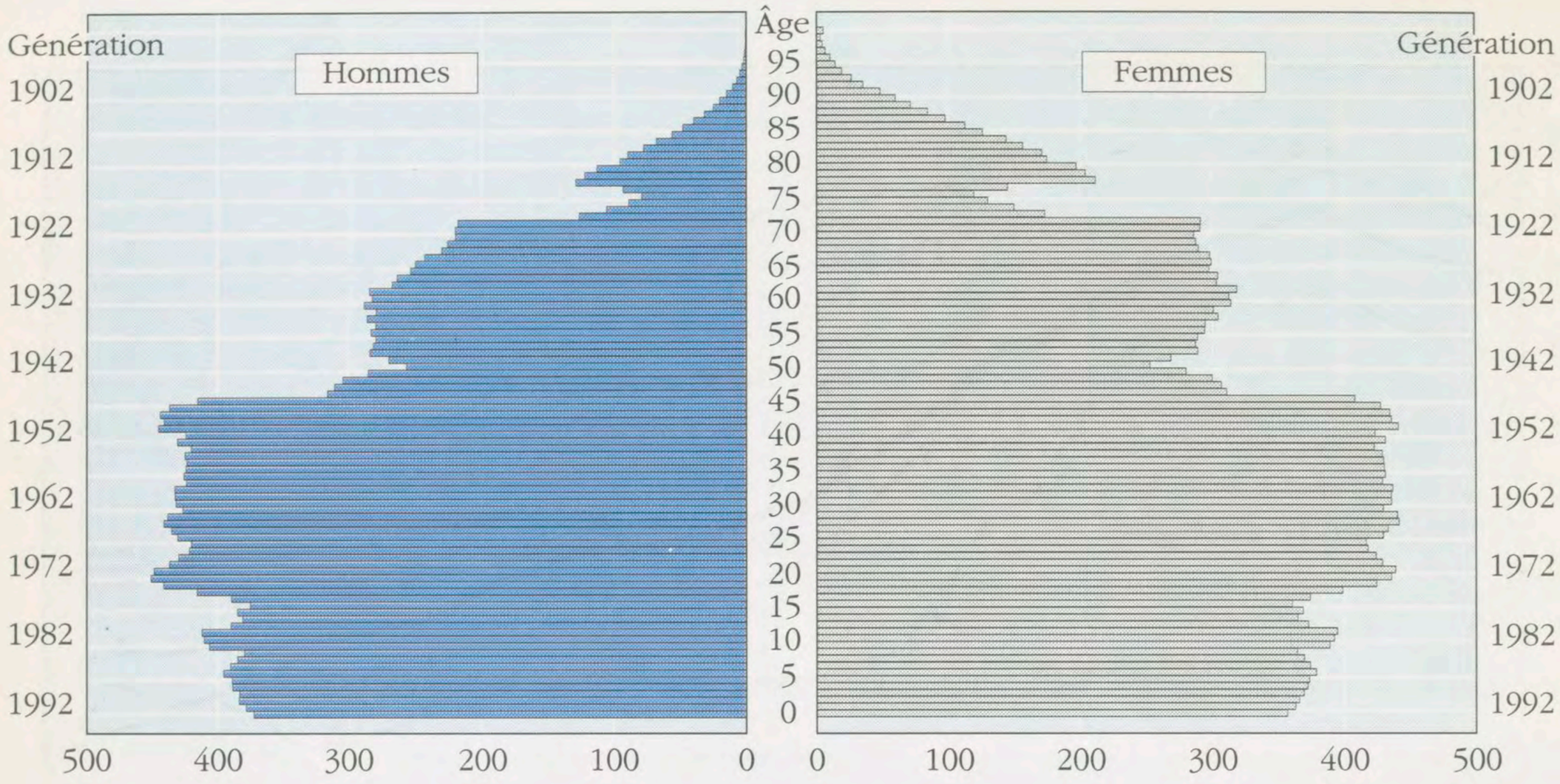


Source : INSEE, Recensements de la population.

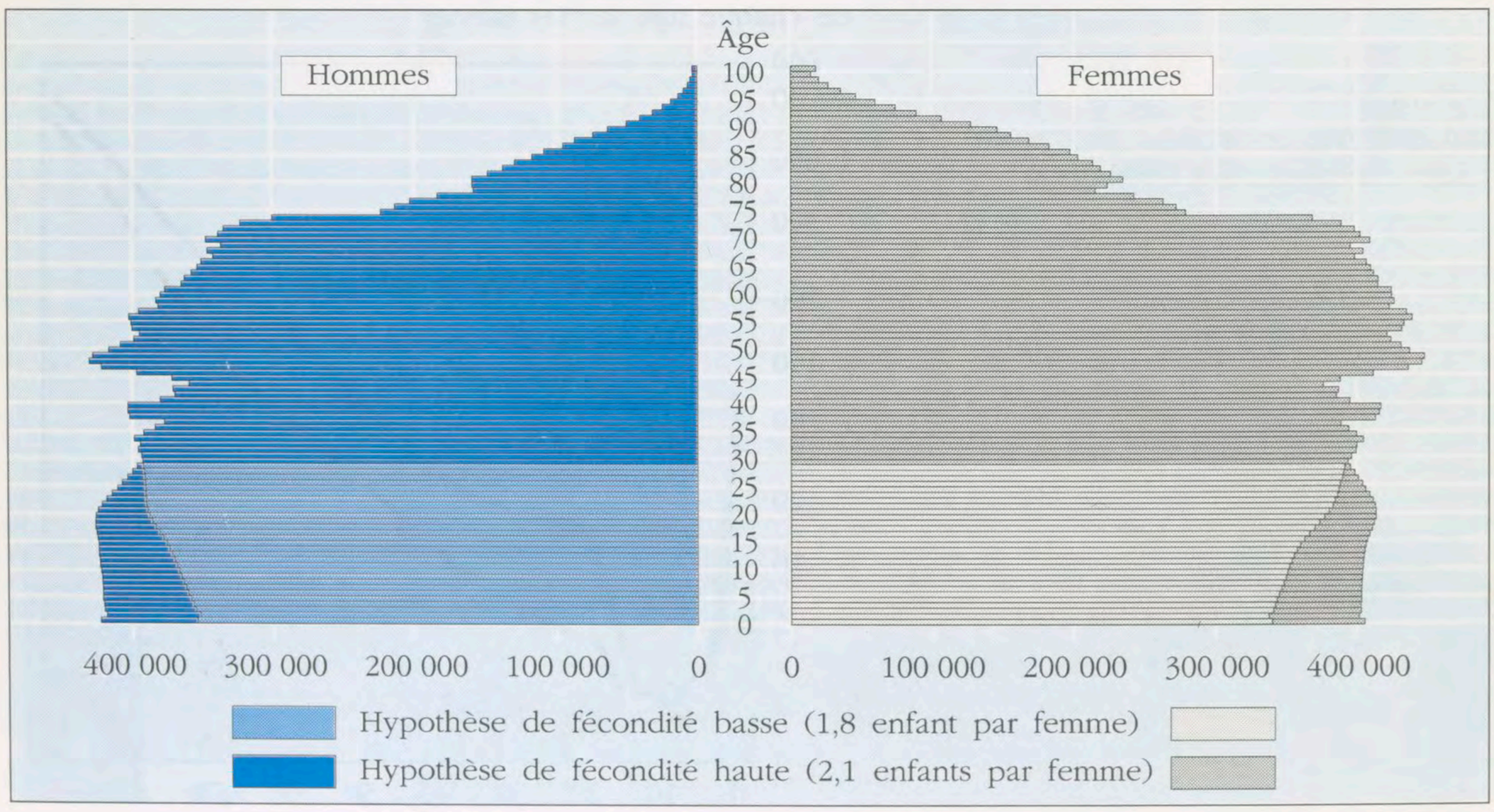
Graphiques 4 et 5

Structure de la population par âge et sexe

Graphique 4
Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 1993

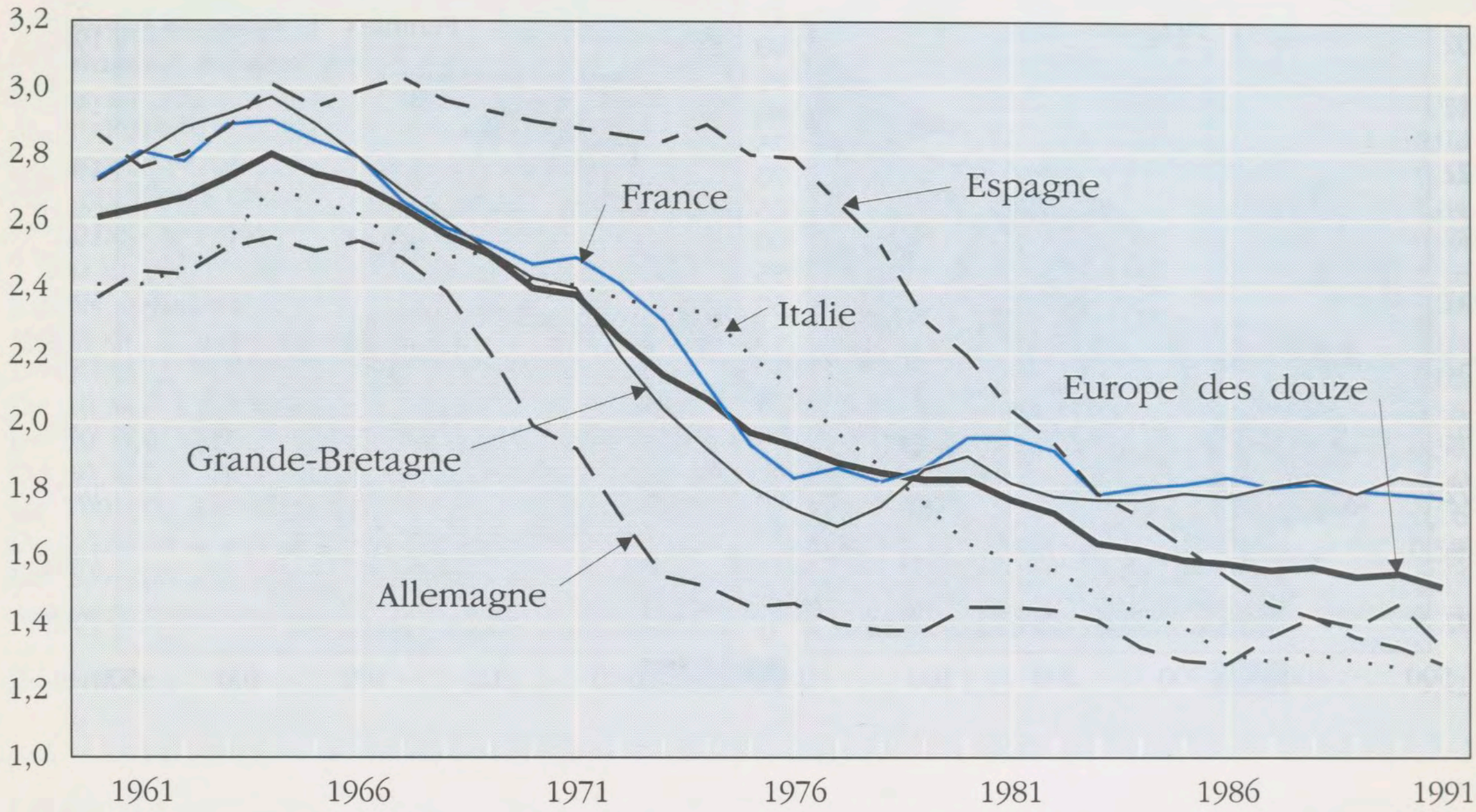


Graphique 5
Pyramide des âges de la population totale en 2020 dans deux hypothèses de fécondité

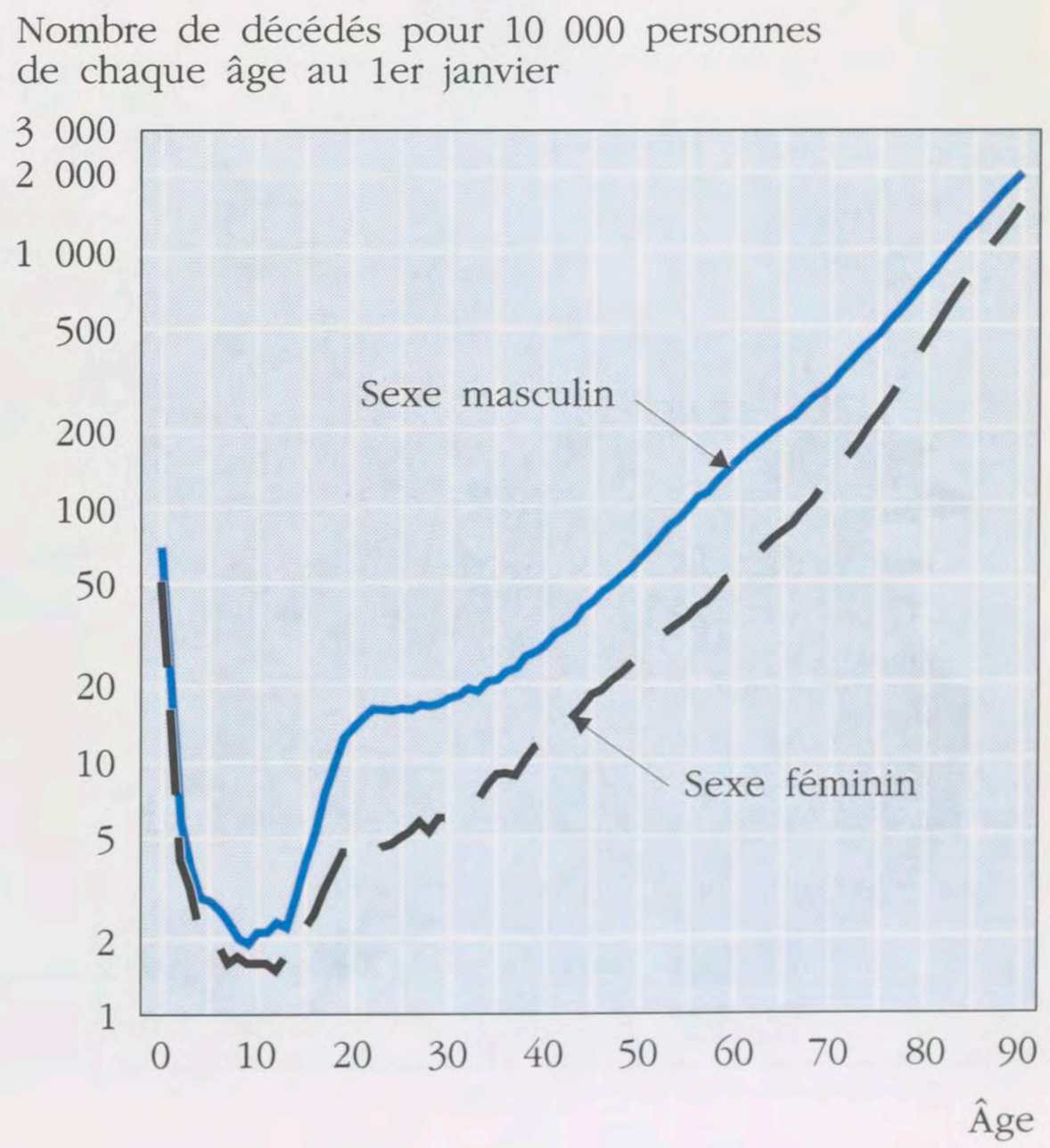


Source : INSEE.

Graphique 6
Indicateurs conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1960-1991)



Graphique 7
Quotients de mortalité par sexe et âge du décédé (1989-1991)

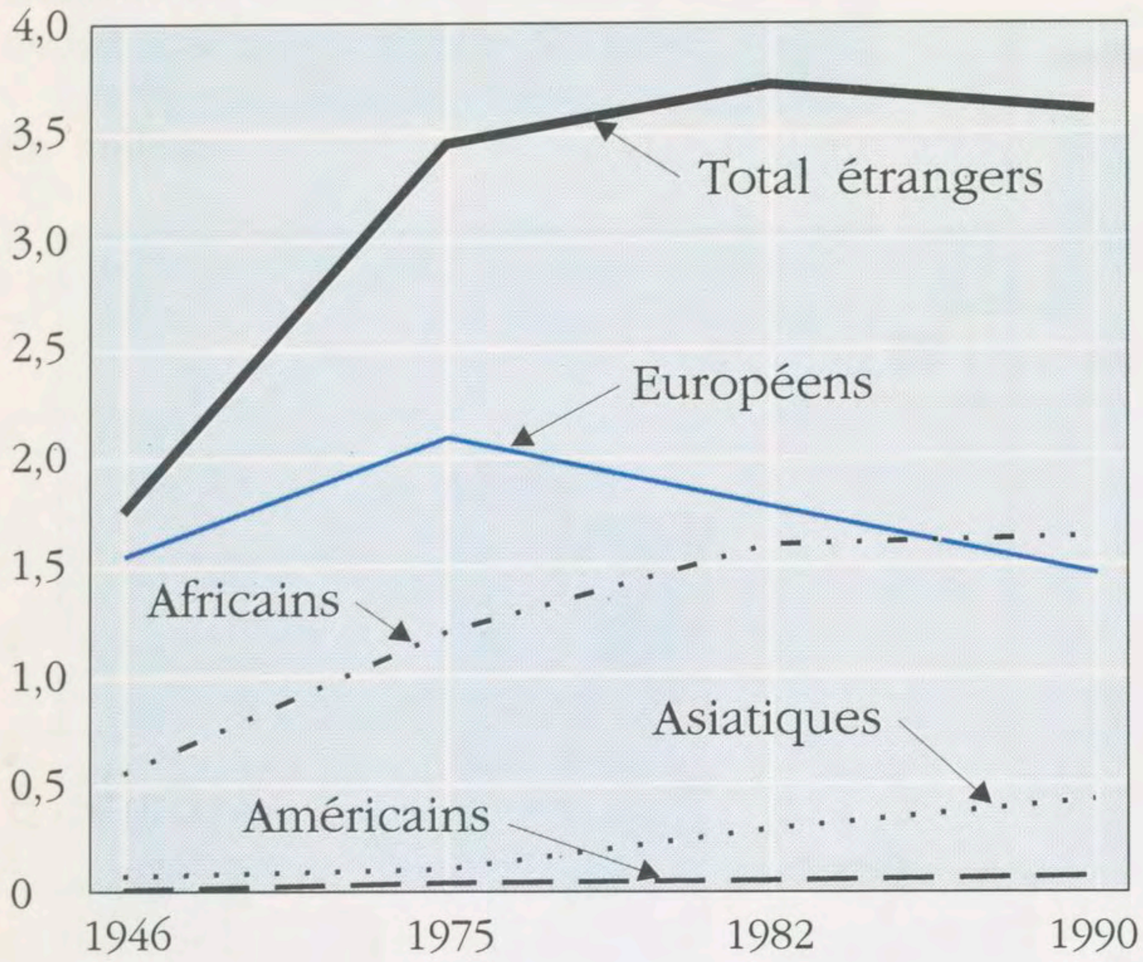


Source : INSEE.

La population étrangère à divers recensements

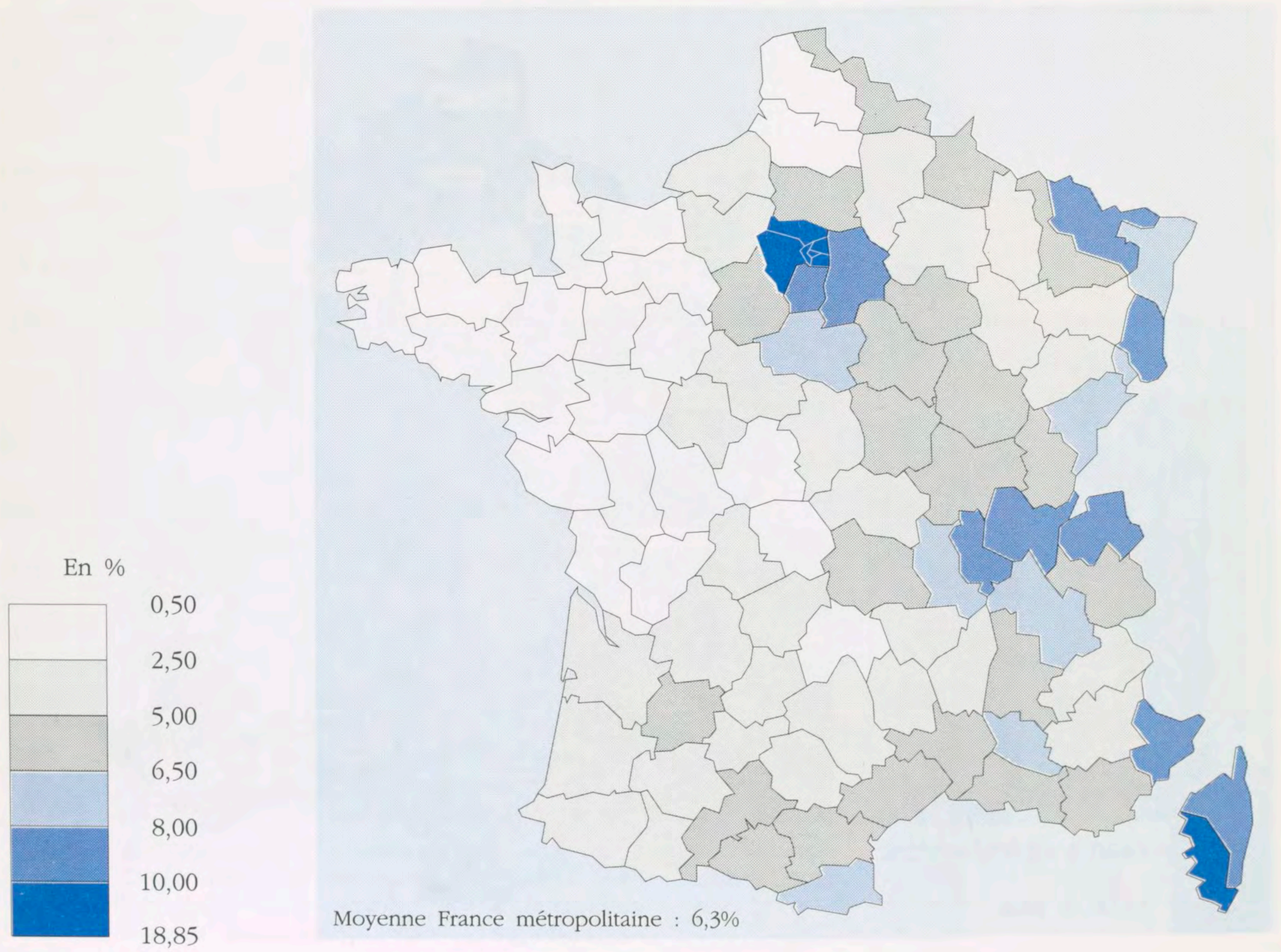
Graphique 8

Les étrangers à divers recencements



Carte 2

Part des étrangers dans la population totale en 1990

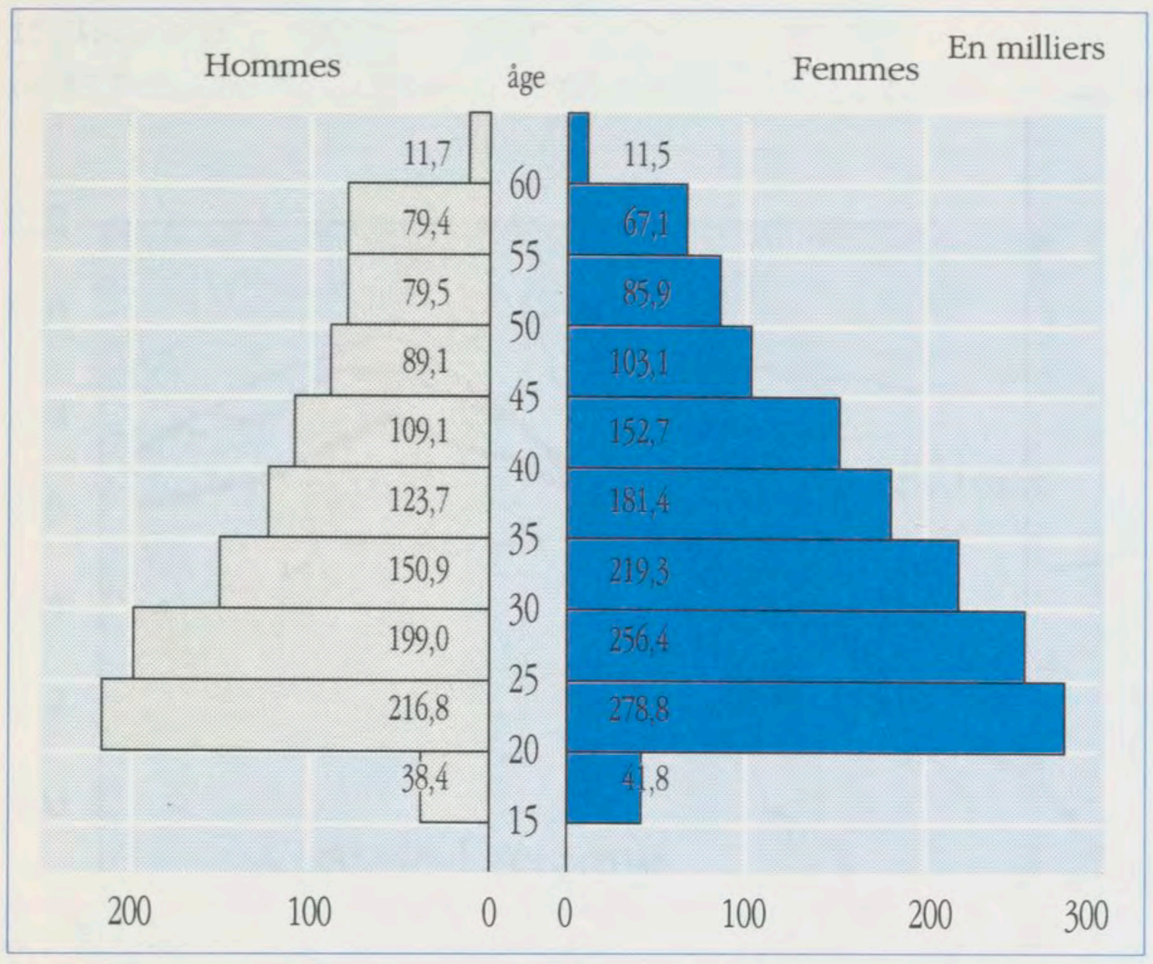


Source : INSEE, recensements de la population.

Graphique 9

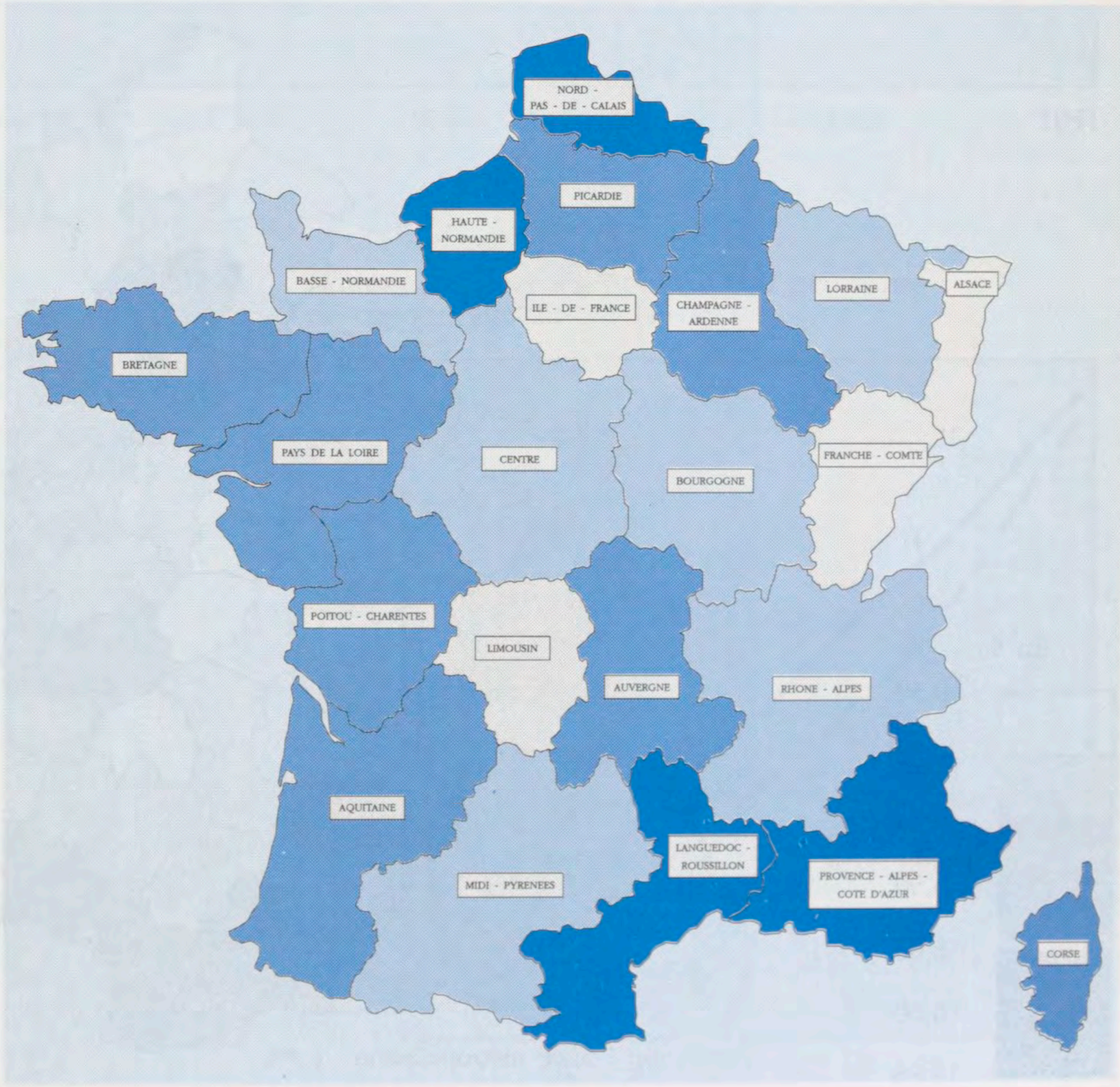
Répartition des chômeurs suivant différents critères

Pyramide des âges de la population au chômage



Carte 3

Taux de chômage au sens du BIT par région en 1992 (moyenne annuelle)



En %

< 9,00

9,00 à 9,90

10,00 à 11,90

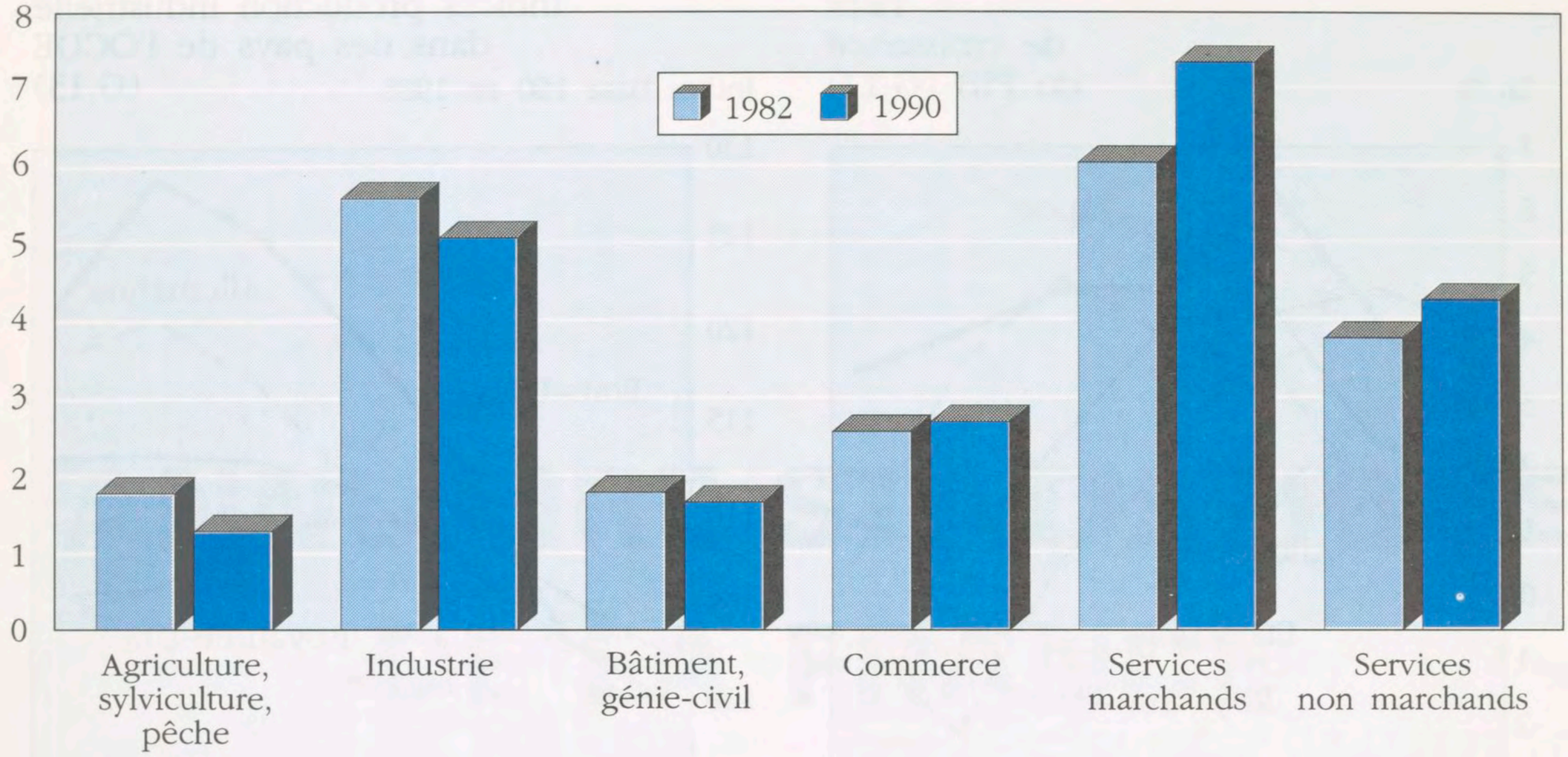
12,00 et plus

Source : INSEE, Enquête Emploi 1992.

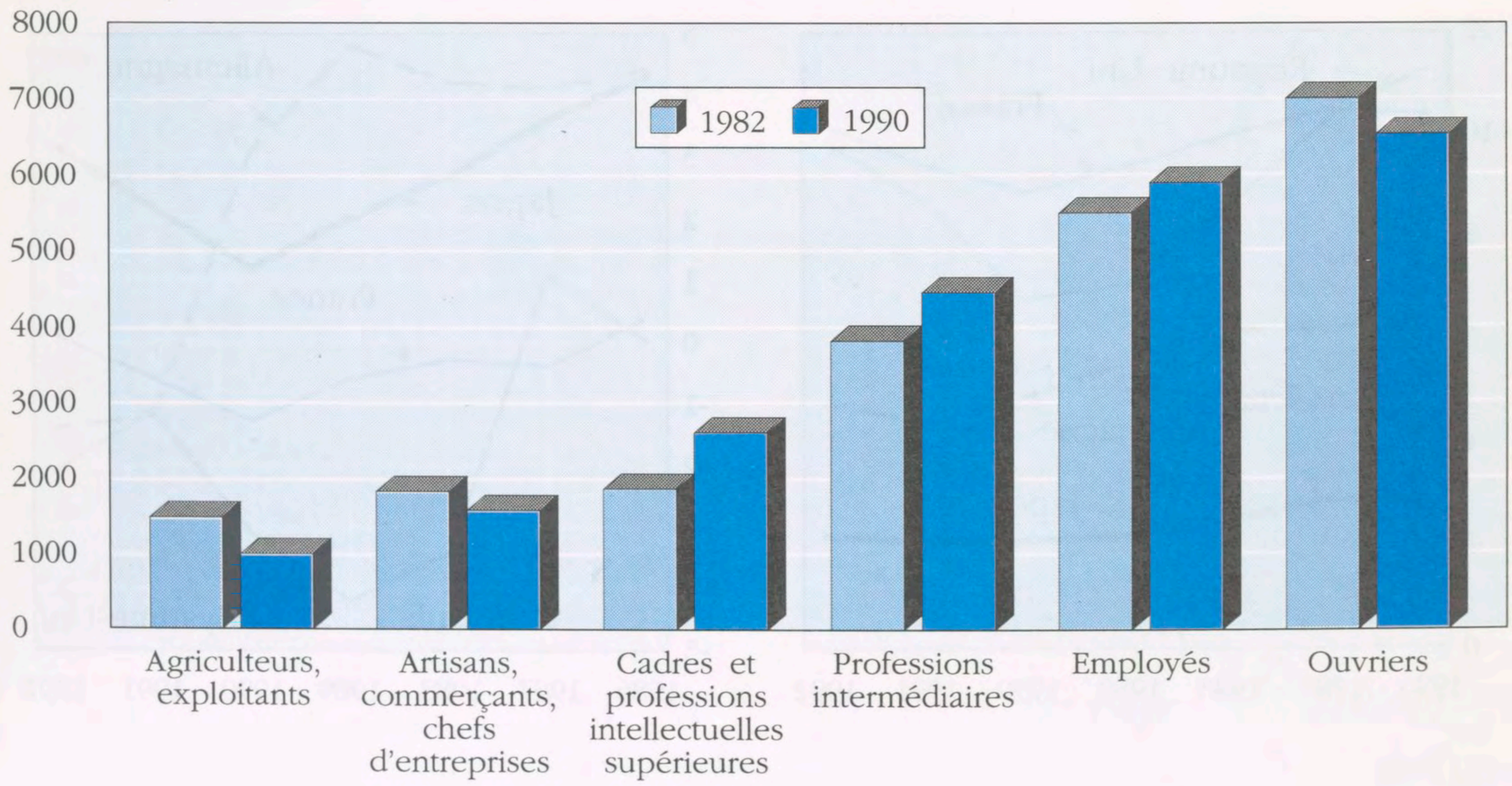
Graphiques 10 et 11

Évolution de la population française par secteur d'activité et catégories sociales

Graphique 10
Évolution de la population active ayant un emploi par secteur



Graphique 11
Évolution des catégories sociales de 1982 à 1990



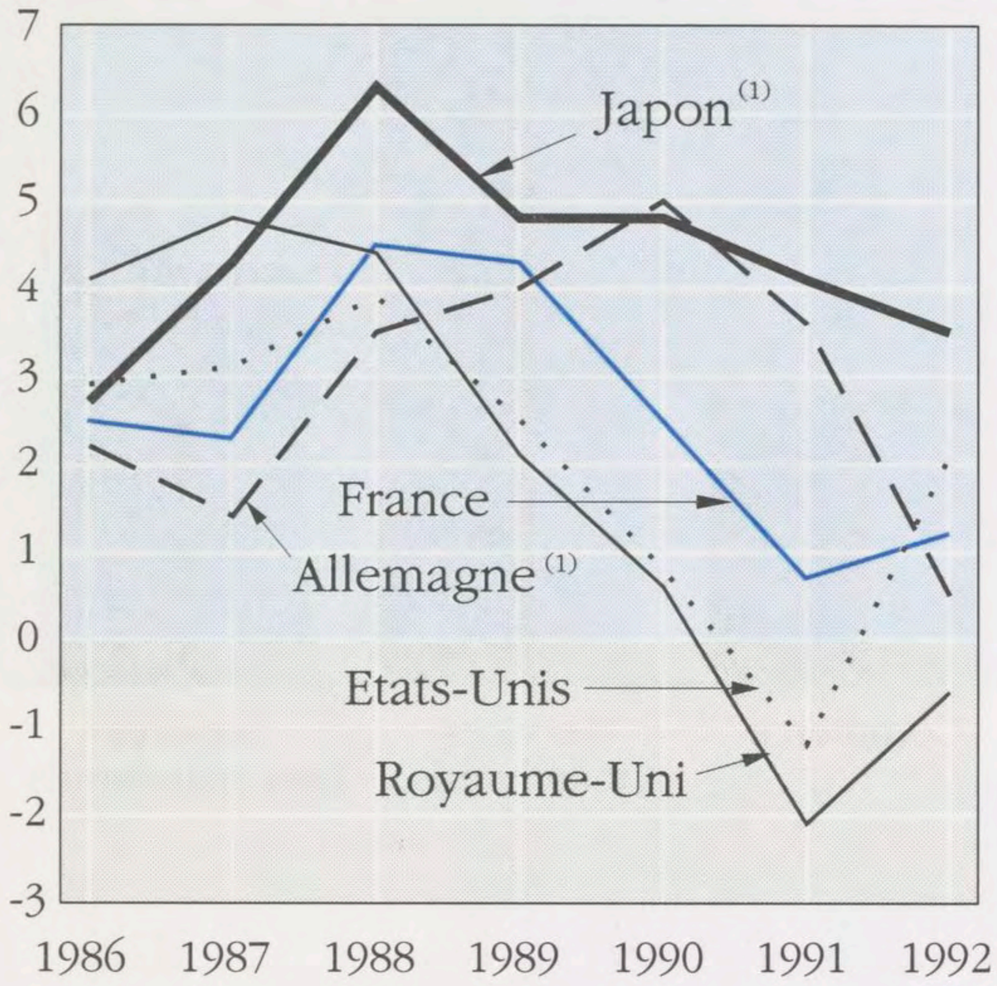
Source : INSEE, recensements de la population

Graphiques 12, 13, 14 et 15

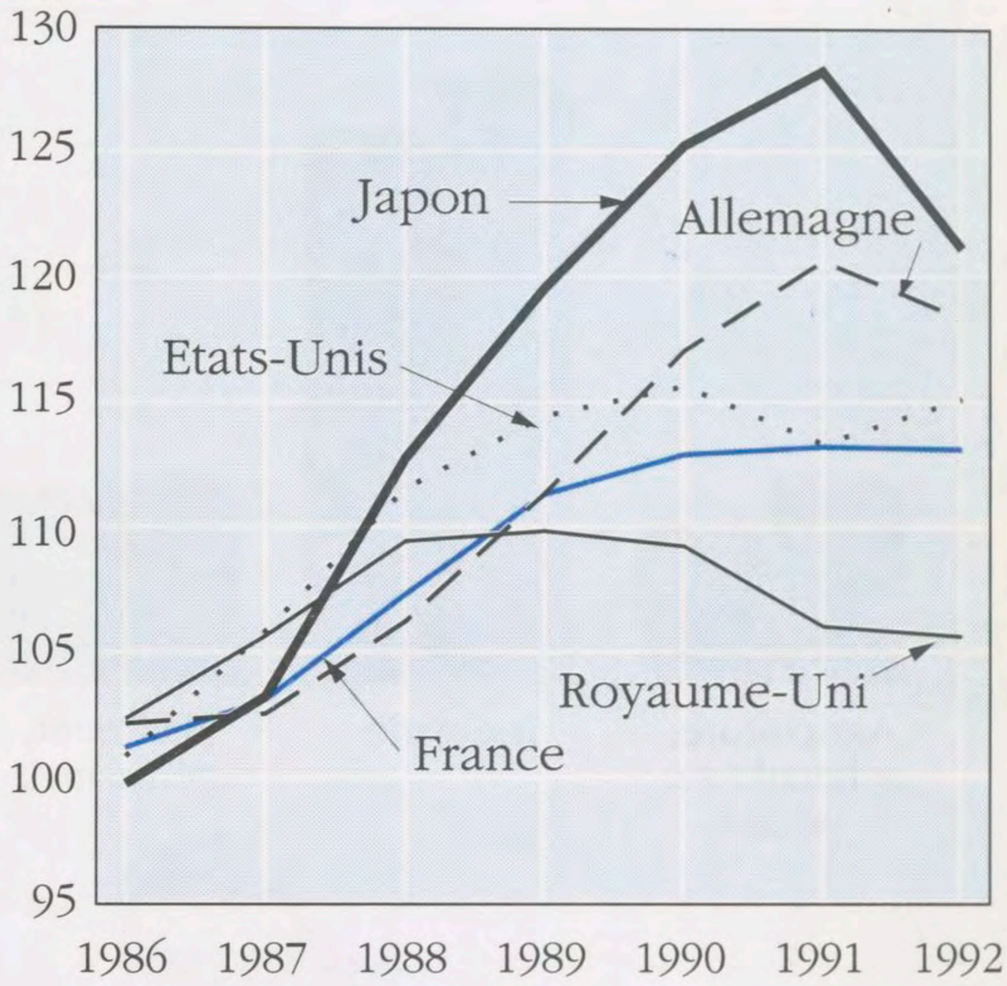
Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour divers pays de l'OCDE

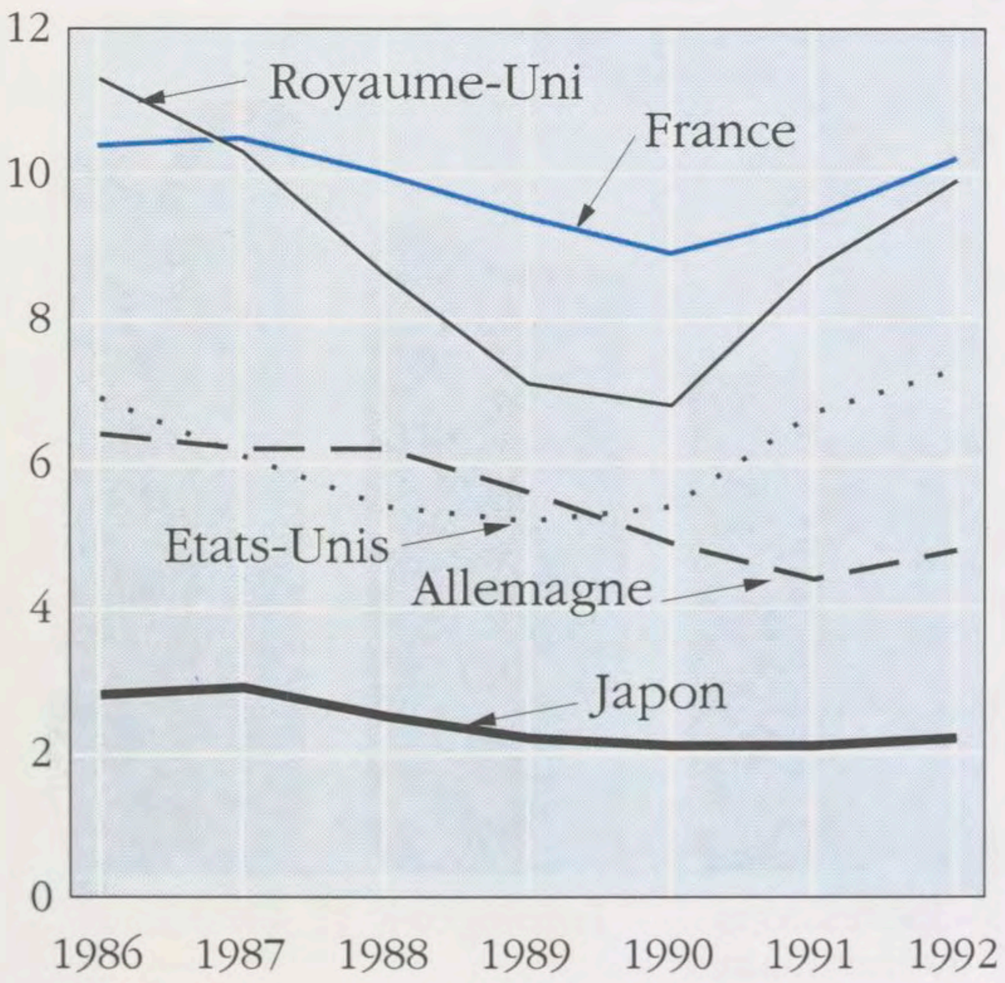
Taux de croissance du PIB (G.12)



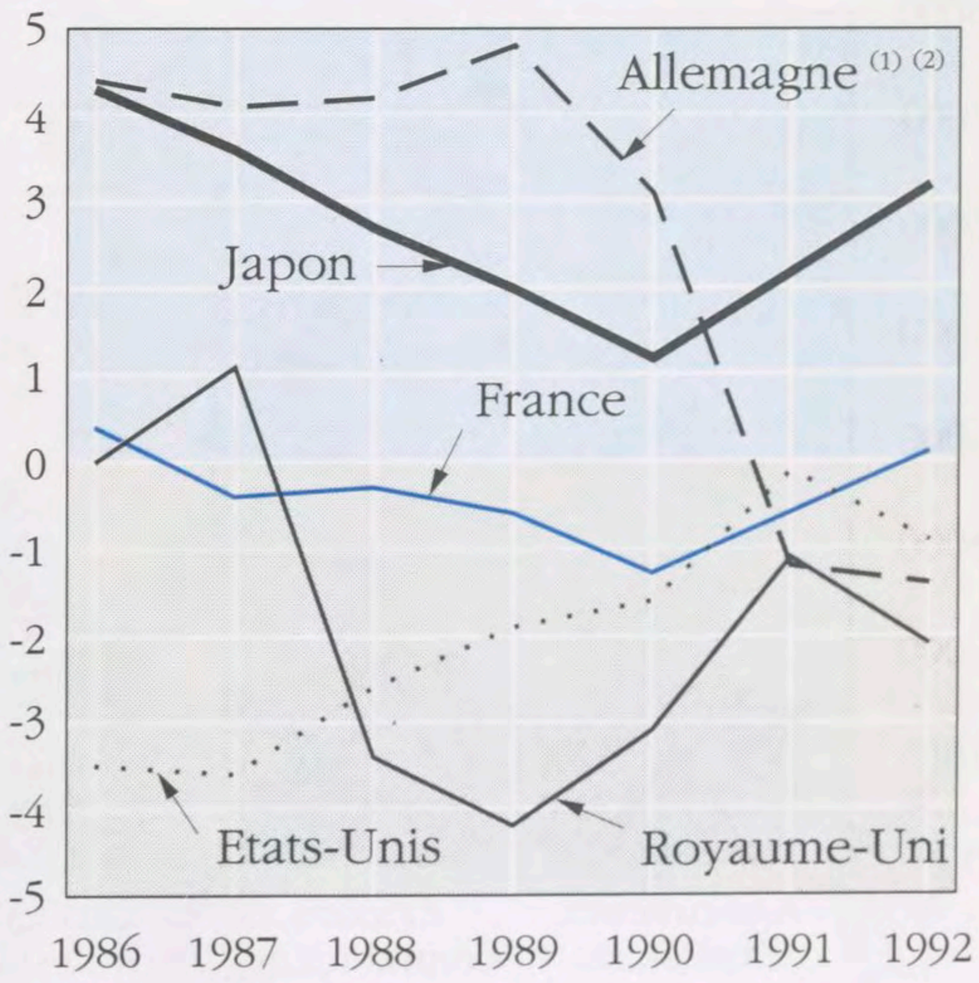
Indices production industrielle dans des pays de l'OCDE (G.13)



Taux de chômage dans des pays de l'OCDE (G.14)



Solde des opérations courantes avec le reste du monde rapporté au PIB (G.15)



(1) PNB
(2) Allemagne occidentale jusqu'en 1990, ensemble de l'Allemagne après.

Source : OCDE et INSEE, Rapport sur les Comptes de la Nation 1992 (Tome 2).

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

A

Population et environnement

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays.
3. Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1990.
9. Communes de plus de 50.000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Zones de peuplement industriel ou urbain de plus de 100.000 habitants.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Les unités urbaines ont été délimitées à partir des résultats du recensement de la population de 1990. Avec l'extension des villes, 472 communes sont devenues urbaines. Dans les agglomérations de plus de 50.000 habitants, la croissance de la population se différencie selon leur localisation géographique et leur activité dominante. Les anciennes villes industrielles déclinent au profit des villes tertiaires.

Le fait nouveau est la reprise de la croissance en Ile-de-France, qui concentre 18,8 % de la population métropolitaine en 1990 contre 18,5 % en 1982. Les deux autres régions les plus peuplées, Rhône - Alpes et Provence - Alpes - Côte d'Azur, continuent à augmenter la part de population qu'elles concentrent. Au contraire, les neuf régions les moins peuplées se vident encore et ne comptent plus en 1990 que 19,4 % de la population contre 19,9 % en 1982.

L'évolution des dix départements les plus peuplés pourrait donner l'impression d'une certaine déconcentration : sept d'entre eux ont perdu de l'importance relative et seuls les Yvelines et le Rhône en ont gagné. En fait, il s'agit bien de déclin pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, mais aussi de redistribution entre les départements de l'Ile-de-France : Paris perd encore de la population et les plus proches départements de banlieue augmentent moins vite que la moyenne nationale, au profit de ceux de la grande couronne. Pour l'essentiel, ces mouvements relèvent d'une déconcentration de type périurbain.

À l'opposé, on n'observe pas davantage de revitalisation parmi les vingt départements les moins peuplés : quatorze d'entre eux perdent de la population ou croissent moins vite que la moyenne nationale, les seules exceptions sont trois départements du Sud : Hautes-Alpes, Alpes-de-Haute-Provence et Corse-du-Sud, qui améliorent un peu leur position. Les variations de populations départementales sont d'ailleurs demeurées d'une très grande stabilité depuis 1975.

La reprise de la concentration régionale traduit surtout l'essor des plus grandes villes. La nouveauté la plus marquante mise en évidence par le recensement de 1990 est la reprise de la croissance des plus grandes agglomérations : celle de Paris et celles de plus de 200.000 habitants se développent désormais plus vite que les villes de taille moyenne; les petites villes de 2.000 à 20.000 habitants gardent des taux élevés mais inférieurs à ceux de la période précédente.

Certes, cette croissance de la population des grandes villes résulte d'abord d'accroissement naturel élevé, les soldes migratoires restant négatifs pour toutes les agglomérations de plus de 20.000 habitants. Cependant, entre 1975-1982 et 1982-1990, les taux de variation dus au mouvement naturel ont plutôt baissé, et c'est le ralentissement de la perte par migration qui est à l'origine de la reprise de la croissance de la population.

Entre 1982 et 1990, la population des départements d'outre-mer — Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion — est passée de 1,246 million à 1,458 million; ceci correspond à un taux de croissance annuel de 2 %. Ce rythme est quatre fois plus élevé que celui de la métropole et, fait remarquable, il est nettement supérieur à celui des périodes antérieures : 0,7 % par an de 1974 à 1982 et 1,1 % de 1967 à 1974. Cette accélération s'observe pour tous les DOM avec une ampleur variable. En tête, on trouve la Guyane avec 5,8 % par an, suivie de la Guadeloupe (2,1 %), de la Réunion (1,8 %) et de la Martinique (1,1 %).

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20′ et 51° 5′ de latitude nord; elle s'étend de 4° 47′ de longitude ouest à 8° 15′ de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre « Agriculture », en ce qui concerne la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

Pour l'évaluation de la superficie du territoire français, on dispose de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas, actuellement, d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50.000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Ce sont ces derniers renseignements qui ont généralement été retenus dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace. Les données fournies proviennent de l'enquête « Utilisation du territoire », réalisée annuellement par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Forêt, à partir d'un échantillon permanent de 300.000 points photos aériennes. Les informations ci-après fournissent la répartition physique du territoire, en fonction notamment de la nature du couvert végétal.

214. Population légale des circonscriptions administratives

Les effectifs de population figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement général de la population de 1990. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 90-1172 du 21 décembre 1990.

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1991 pour Mayotte, 1990 pour Wallis et Futuna et pour Saint-Pierre-et-Miquelon, 1989 pour la Nouvelle-Calédonie et 1988 pour la Polynésie française.

3. DÉFINITIONS

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part (celle qui vit dans certaines communautés).

La population comptée à part comprend les personnes des catégories suivantes (limitativement définies par le décret n° 89-274 du 26 avril 1989 prescrivant l'exécution du recensement de 1990, en métropole, dans les départements d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 26 avril 1989 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes);

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b*;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines et des zones de peuplement industriel ou urbain.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimination est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres); une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2.000 habitants; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982 et 1990.

Zones de peuplement industriel ou urbain

Les zones de peuplement industriel ou urbain sont constituées par des ensembles de communes dépassant largement le cadre des unités urbaines et où :

— il existe une certaine homogénéité de peuplement, en particulier une faible part de cultivateurs;

— il existe d'importantes migrations lieu de travail - lieu de résidence;

— l'activité industrielle s'est créée ou développée en raison de la proximité d'une grande ville, des richesses du sous-sol ou encore de la présence d'un grand axe de communication.

Une première délimitation des zones de peuplement industriel ou urbain a été réalisée à l'occasion du recensement de 1962. De nouvelles délimitations ont été établies lors des recensements de 1968, 1975, 1982 et 1990.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des Enquêtes et Études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère du Budget, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications :

● Annuaire du Bureau des longitudes.

● Annuaire démographique des Nations Unies.

● « Tous les pays du monde (1993) », *Population et sociétés*, INED, n° 282, août-septembre 1993.

● Recensement général de la population de 1982 en métropole (les ouvrages mentionnés ci-dessous portent sur les chiffres de la population légale et certaines données qui leur ont été associées) :

— volume *Population de la France : régions, départements, arrondissements, cantons, communes;*

— brochure *Tableaux statistiques de population légale. Population légale des communes de plus de 2.000 habitants;*

— fascicules départementaux *Population légale et statistiques communales complémentaires (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).* Dans ces fascicules figurent notamment la superficie et la densité de population de chaque commune, canton et arrondissement de la métropole;

— volume *Villes et agglomérations urbaines, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975);*

— volume *Les zones de peuplement industriel ou urbain, délimitation 1982 (évolutions démographiques 1975-1982 et 1968-1975).*

● Recensement général de la population de 1982 dans les départements d'outre-mer :

— Guadeloupe;

— Guyane;

— Martinique;

— Réunion;

— Saint-Pierre-et-Miquelon.

● Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1988).

— Nouvelle-Calédonie et dépendances (1989);

— Wallis et Futuna (1990);

● Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1990);

— Mayotte (1991).

● Recensement général de la population de 1990 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Population de la France. Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux);

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2.000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1975, 1982, 1990. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « blanche » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1990;*

— *Composition communale des zones de peuplement industriel ou urbain, délimitations 1990.*

● *INSEE-Première :*

— N° 40. *164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989;*

— N° 41. *Nouvelle Calédonie : principales caractéristiques de la population.*

— N° 81. *Recensement de la population de 1990, première estimation nationale;*

— N° 82. *La population des régions. Recensement de la population de 1990, premières estimations;*

— N° 83. *La population des départements d'outre-mer en 1990. Recensement de la population, premières estimations;*

— N° 111. *Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990;*

— N° 116. *La population légale au recensement de 1990;*

— N° 119. *Plus loin de la ville. Résultats du recensement de la population de 1990;*

— N° 136. *Villes et régions au rendez-vous de l'Europe;*

— N° 142. *La population de Wallis-et-Futuna en 1990;*

— N° 236. *6 Mahorais sur 10 ont moins de 20 ans.*

● *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société »:

— N° 2. *Image de la population de Nouvelle-Calédonie;*

— N° 18. *Image de la population de Wallis-et-Futuna.*

— N° 20. *Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte.*

● *Économie et Statistique.*

— N° 248. *La population des DOM en 1990.*

* * *

CARTE A. 01

La France administrative

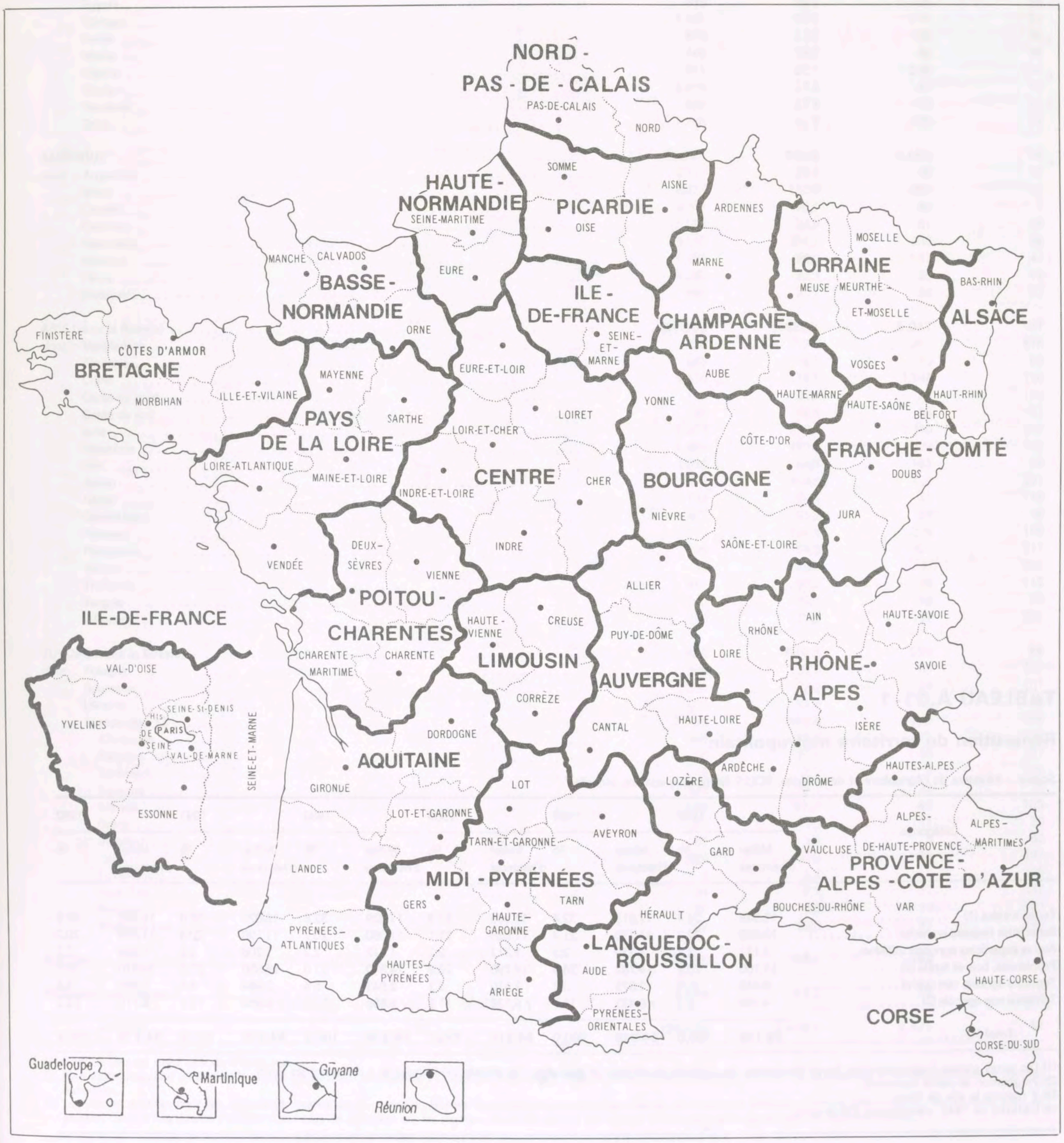


TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, SCEES (Statistique agricole annuelle)

Catégories	1948		1988		1989		1990		1991		1992	
	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%	Millier d'hectares	%
Terres arables (1)	18.949	34,4	17.813	32,4	17.908	32,6	17.989	32,8	18.028	32,8	18.042	32,9
Superficies toujours en herbe	12.302	22,3	11.779	21,4	11.565	21,1	11.380	20,7	11.198	20,4	11.095	20,2
Autres superficies agricoles utilisées	2.131	3,8	1.239	2,3	1.217	2,2	1.212	2,2	1.206	2,2	1.209	2,2
Peupleraies, bois et forêts (2)	11.100	20,2	14.782	26,9	14.790	26,9	14.810	27,0	14.850	27,0	14.870	27,1
Territoire agricole non cultivé	6.036	11,0	2.873	5,2	2.910	5,3	2.943	5,4	2.984	5,4	2.992	5,4
Territoire non agricole (3)	4.586	8,3	*r* 6.433	11,7	*r* 6.528	11,9	*r* 6.585	12,0	*r* 6.652	12,1	6.710	12,2
Total (4)	**55.104**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**	**54.919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Progression en partie apparente.
(3) Y compris la ville de Paris.
(4) Cadastre en 1948, planimétrage IGN ensuite.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1)

Source : Institut national d'études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	Superficie en milliers de km²	Population en millions		Densité mi-1993 (habitants par km²)
		Estimation mi-1993 (3)	Projection 2025	
AFRIQUE	**29.642**	**676,7**	**1.552**	**23**
dont : Afrique du sud	1.221	39,0	70	32
Algérie	2.382	27,3	47	11
Égypte	995	58,3	105	59
Éthiopie	1.101	56,7	141	51
Kenya	570	27,7	62	49
Maroc	446	28,0	46	63
Nigeria	911	95,1	246	104
Soudan	2.376	27,4	61	12
Tanzanie	886	27,8	73	31
Zaïre	2.268	41,2	105	18
AMÉRIQUE	**38.455**	**746,8**	**1.053**	**19**
dont : Argentine	2.737	33,5	45	12
Brésil	8.457	152,0	205	18
Canada	9.221	28,1	36	3
Colombie	1.039	34,9	51	34
États-unis	9.159	258,3	335	28
Mexique	1.909	90,0	137	47
Pérou	1.280	22,9	36	18
Venezuela	882	20,7	33	23
ASIE (sans la Russie)	**31.000**	**3.326,5**	**5.047**	**107**
dont : Bangladesh	130	113,9	211	876
Birmanie	658	43,5	70	66
Chine	9.326	1.178,5	1.546	126
Corée du nord	120	22,6	32	188
Corée du sud	99	44,6	55	451
Inde	2.973	897,4	1.380	302
Indonésie	1.826	187,6	278	103
Iran	1.636	62,8	162	38
Japon	377	124,8	126	331
Népal	137	20,4	41	149
Ouzbékistan	447	21,7	37	49
Pakistan	771	122,4	275	159
Philippines	298	64,6	101	217
Taïwan	36	20,9	25	581
Thaïlande	511	57,2	76	112
Turquie	770	60,7	99	79
Viêt-nam	325	71,8	107	221
EUROPE (sans la Russie)	**5.888**	**579,2**	**584**	**98**
dont : Pologne	304	38,5	43	127
Roumanie	230	23,2	24	101
Ukraine	604	51,9	51	86
Europe des 12	**2.335**	**348,5**	**338**	**149**
Allemagne	349	81,1	73	232
Belgique	30	10,1	10	337
Danemark	42	5,2	5	124
Espagne	499	39,1	36	78
France	**550**	**57,7**	**59**	**105**
Grèce	131	10,5	11	80
Irlande	69	3,6	4	52
Italie	294	57,8	52	197
Luxembourg	3	0,4	ε	133
Pays-Bas	34	15,2	17	447
Portugal	92	9,8	10	107
Royaume-Uni	242	58,0	61	240
RUSSIE	**17.075**	**149,0**	**152**	**9**
OCÉANIE (sans Hawaï)	**8.419**	**27,7**	**39**	**3**
MONDE	**130.479**	**5.506,0**	**8.425**	**42**

(1) Pays de plus de vingt millions d'habitants.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Office statistique, Division de la population), Banque mondiale et sources nationales.
(3) Les valeurs données sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 1993). Pour certains pays, ils peuvent dater d'une dizaine d'années (pour plus de précision sur les derniers résultats connus se reporter à l'annuaire démographique des Nations Unies).

TABLEAU A.01-3

Population légale sans doubles comptes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990)

Unité : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes			Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1975	1982	1990 r		1975 (1)	1982	1990 r
Bas-Rhin	882,1	915,7	953,1	Moselle	1.006,4	1.007,2	1.011,3
Haut-Rhin	635,2	650,4	671,3	Vosges	398,0	395,8	386,3
Alsace	**1.517,3**	**1.566,0**	**1.624,4**	**Lorraine**	**2.330,9**	**2.319,9**	**2.305,7**
Dordogne	373,2	377,4	386,4	Ariège	137,9	135,7	136,5
Gironde	1.061,5	1.127,5	1.213,5	Aveyron	278,3	278,7	270,1
Landes	288,3	297,4	311,5	Haute-Garonne	777,4	824,5	926,0
Lot-et-Garonne	292,6	298,5	306,0	Gers	175,4	174,2	174,6
Pyrénées-Atlantiques	534,7	555,7	578,5	Lot	150,8	154,5	155,8
Aquitaine	**2.550,3**	**2.656,5**	**2.795,8**	Haute-Pyrénées	227,2	227,9	224,8
Allier	378,4	369,6	357,7	Tarn	338,0	339,3	342,7
Cantal	166,5	162,8	158,7	Tarn-et-Garonne	183,3	190,5	200,2
Haute-Loire	205,5	205,9	206,6	**Midi-Pyrénées**	**2.268,3**	**2.325,3**	**2.430,7**
Puy-de-Dôme	580,0	594,4	598,2	Nord	2.511,5	2.520,5	2.531,9
Auvergne	**1.330,4**	**1.332,7**	**1.321,2**	Pas-de-Calais	1.402,3	1.412,4	1.433,2
Côte-d'Or	456,1	473,5	493,9	**Nord-Pas-de-Calais**	**3.913,8**	**3.932,9**	**3.965,1**
Nièvre	245,2	239,6	233,3	Calvados	561,0	589,6	618,5
Saône-et-Loire	569,8	571,9	559,4	Manche	451,7	465,9	479,6
Yonne	299,9	311,0	323,1	Orne	293,5	295,5	293,2
Bourgogne	**1.571,0**	**1.596,1**	**1.609,7**	**Basse-Normandie**	**1.306,2**	**1.351,0**	**1.391,3**
Côtes-d'Armor	525,6	538,9	538,4	Eure	423,0	462,3	513,8
Finistère	804,1	828,4	838,7	Seine-Maritime	1.172,7	1.193,1	1.223,4
Ille-et-Vilaine	702,2	749,8	798,7	**Haute-Normandie**	**1.595,7**	**1.655,4**	**1.737,2**
Morbihan	563,6	590,9	619,8	Loire-Atlantique	934,5	995,5	1.052,2
Bretagne	**2.595,5**	**2.707,9**	**2.795,6**	Maine-et-Loire	629,8	675,3	705,9
Cher	316,4	320,2	321,6	Mayenne	261,8	271,8	278,0
Eure-et-Loir	335,2	362,8	396,1	Sarthe	490,4	504,8	513,7
Indre	248,5	243,2	237,5	Vendée	450,6	483,0	509,4
Indre-et-Loire	478,6	506,1	529,3	**Pays de la Loire**	**2.767,1**	**2.930,4**	**3.059,1**
Loir-et-Cher	283,7	296,2	305,9	Aisne	533,9	534,0	537,3
Loiret	490,2	535,7	580,6	Oise	606,3	661,8	725,6
Centre	**2.152,6**	**2.264,2**	**2.371,0**	Somme	538,5	544,6	547,8
Ardennes	309,3	302,3	296,4	**Picardie**	**1.678,7**	**1.740,3**	**1.810,7**
Aube	284,8	289,3	289,2	Charente	337,1	340,8	342,0
Marne	530,4	543,6	558,2	Charente-Maritime	497,9	513,2	527,1
Haute-Marne	212,3	210,7	204,1	Deux-Sèvres	335,8	342,8	346,0
Champagne-Ardenne	**1.336,8**	**1.345,9**	**1.347,8**	Vienne	357,4	371,4	380,0
Corse-du-Sud	100,3	108,6	118,8	**Poitou-Charentes**	**1.528,2**	**1.568,2**	**1.595,1**
Haute-Corse	125,3	131,6	131,6	Alpes-de-Haute-Provence	112,2	119,1	130,9
Corse	**225,6**	**240,2**	**250,4**	Hautes-Alpes	97,4	105,1	113,3
Doubs	471,1	477,2	484,8	Alpes-Maritimes	816,7	881,2	971,8
Jura	238,9	242,9	248,8	Bouches-du-Rhône	1.633,0	1.724,2	1.759,4
Haute-Saône	222,3	232,0	229,7	Var	626,1	708,3	815,4
Territoire-de-Belfort	128,1	132,0	134,1	Vaucluse	390,4	427,3	467,1
Franche-Comté	**1.060,4**	**1.084,0**	**1.097,3**	**Provence-Alpes-Côte d'Azur**	**3.675,8**	**3.965,2**	**4.257,9**
Paris	2.299,8	2.176,2	2.152,4	Ain	376,5	418,5	471,0
Seine-et-Marne	755,8	887,1	1.078,2	Ardèche	257,1	268,0	277,6
Yvelines	1.082,3	1.196,1	1.307,2	Drôme	361,8	389,8	414,1
Essonne	923,1	988,0	1.084,8	Isère	860,3	936,8	1.016,2
Hauts-de-Seine	1.438,9	1.387,0	1.391,7	Loire	742,4	739,5	746,3
Seine-Saint-Denis	1.322,1	1.324,3	1.381,2	Rhône	1.429,6	1.445,2	1.509,0
Val-de-Marne	1.215,7	1.193,7	1.215,5	Savoie	305,1	323,7	348,3
Val-d'Oise	840,9	920,6	1.049,6	Haute-Savoie	447,8	494,5	568,3
Île-de-France	**9.878,6**	**10.073,1**	**10.660,6**	**Rhône-Alpes**	**4.780,6**	**5.015,9**	**5.350,7**
Aude	272,4	280,7	298,7				
Gard	494,6	530,5	585,0	**Ensemble métropole**	**52.592,0**	**54.334,9**	**56.615,1**
Hérault	648,2	706,5	794,6				
Lozère	74,8	74,3	72,8	Guadeloupe	324,5	328,4	387,0
Pyrénées-Orientales	299,5	334,6	363,8	Guyane	55,1	73,0	114,7
Languedoc-Roussillon	**1.789,5**	**1.926,5**	**2.115,0**	Martinique	324,8	328,6	359,6
Corrèze	240,4	241,4	237,9	Réunion	476,7	515,8	597,8
Creuse	146,2	140,0	131,3				
Haute-Vienne	352,1	355,7	353,6	**Ensemble départements d'outre-mer**	**1.181,1**	**1.245,8**	**1.459,1**
Limousin	**738,7**	**737,2**	**722,9**				
Meurthe-et-Moselle	722,6	716,8	711,8	**France (métropole et départements d'outre-mer)**	**53.773,1**	**55.580,7**	**58.074,2**
Meuse	203,9	200,1	196,3				

(1) En 1974 pour les départements d'outre-mer.

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1983	145.368	1989	164.173
Polynésie française	1983	166.753	1988	188.814
Wallis et Futuna	1983	12.408	1990	13.705
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1985	67.205	1991	94.385
Saint-Pierre-et-Miquelon	1982	6.041	1990	6.277

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Alsace	**13**	**75**	**899**	**8.280,20**	**1.624,4**	**196**		
67 Rhin (Bas-)	7	44	522	4.755,03	953,1	200	Strasbourg	252.338
68 Rhin (Haut-)	6	31	377	3.525,17	671,3	190	Colmar	63.498
Aquitaine	**18**	**235**	**2.290**	**41.308,42**	**2.795,9**	**68**		
24 Dordogne	4	50	557	9.060,01	386,4	43	Périgueux	30.280
33 Gironde	5	63	542	10.000,14	1.213,5	121	Bordeaux	210.336
40 Landes	2	30	331	9.242,60	311,5	34	Mont-de-Marsan	28.328
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5.360,91	306,0	57	Agen	30.553
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	543	7.644,76	578,5	76	Pau	82.157
Auvergne	**14**	**158**	**1.310**	**26.012,89**	**1.321,2**	**51**		
03 Allier	3	35	320	7.340,11	357,7	49	Moulins	22.799
15 Cantal	3	27	260	5.725,98	158,7	28	Aurillac	30.773
43 Loire (Haute-)	3	35	260	4.977,14	206,6	42	Le Puy-en-Velay	21.743
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7.969,66	598,2	75	Clermont-Ferrand	136.181
Bourgogne	**15**	**172**	**2.044**	**31.581,96**	**1.609,7**	**51**		
21 Côte-d'Or	3	43	707	8.763,21	493,9	56	Dijon	146.703
58 Nièvre	4	32	312	6.816,71	233,3	34	Nevers	41.968
71 Saône-et-Loire	5	57	574	8.574,69	559,4	65	Mâcon	37.275
89 Yonne	3	40	451	7.427,35	323,1	44	Auxerre	38.819
Bretagne	**15**	**197**	**1.269**	**27.207,91**	**2.795,6**	**103**		
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6.877,55	538,4	78	Saint-Brieuc	44.752
29 Finistère	4	52	283	6.733,00	838,7	125	Quimper	59.437
35 Ille-et-Vilaine	4	51	353	6.774,72	798,7	118	Rennes	197.536
56 Morbihan	3	42	261	6.822,64	619,8	91	Vannes	45.644
Centre	**20**	**198**	**1.842**	**39.150,94**	**2.371,0**	**61**		
18 Cher	3	35	290	7.234,99	321,6	44	Bourges	75.609
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5.879,95	396,1	67	Chartres	39.595
36 Indre	4	26	247	6.790,63	237,5	35	Châteauroux	50.969
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6.126,70	529,3	86	Tours	129.509
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6.343,44	305,9	48	Blois	49.318
45 Loiret	3	41	334	6.775,23	580,6	86	Orléans	105.111
Champagne - Ardenne	**15**	**146**	**1.936**	**25.605,75**	**1.347,9**	**53**		
08 Ardennes	4	37	462	5.229,41	296,4	57	Charleville-Mézières	57.008
10 Aube	3	33	431	6.004,16	289,2	48	Troyes	59.255
51 Marne	5	44	619	8.161,58	558,2	68	Châlons-sur-Marne	48.423
52 Marne (Haute-)	3	32	424	6.210,60	204,1	33	Chaumont	27.041
Corse	**5**	**52**	**360**	**8.679,79**	**250,4**	**29**		
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4.014,22	118,8	30	Ajaccio	58.949
2B Corse (Haute)	3	30	236	4.665,57	131,6	28	Bastia	37.845
Franche-Comté	**9**	**116**	**1.786**	**16.202,34**	**1.097,4**	**68**		
25 Doubs	3	35	594	5.233,64	484,8	93	Besançon	113.828
39 Jura	3	34	545	4.999,18	248,8	50	Lons-le-Saunier	19.144
70 Saône (Haute-)	2	32	546	5.360,08	229,7	43	Vesoul	17.614
90 Belfort (Territoire de)	1	15	101	609,44	134,1	220	Belfort	50.125
Île-de-France	**23**	**314**	**1.281**	**12.012,27**	**10.660,6**	**887**		
75 Paris	1	20	1	105,40	2.152,4	20.421	Paris	2.152.423
77 Seine-et-Marne	4	40	514	5.915,29	1.078,2	182	Melun	35.319
78 Yvelines	4	39	262	2.284,43	1.307,2	572	Versailles	87.789
91 Essonne	3	42	196	1.804,40	1.084,8	601	Evry	45.531
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1.391,7	7.925	Nanterre	84.565
93 Seine-Saint-Denis	2	40	40	236,20	1.381,2	5.848	Bobigny	44.659
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1.215,5	4.961	Créteil	82.088
95 Val-d'Oise	3	39	185	1.245,91	1.049,6	842	Pontoise	27.150
Languedoc - Roussillon	**14**	**180**	**1.545**	**27.375,79**	**2.114,9**	**77**		
11 Aude	3	34	438	6.138,98	298,7	49	Carcassonne	43.470
30 Gard	3	45	353	5.852,90	585,0	100	Nîmes	128.471
34 Hérault	3	46	343	6.101,01	794,6	130	Montpellier	207.996
48 Lozère	2	25	185	5.166,88	72,8	14	Mende	11.286
66 Pyrénées-Orientales	3	30	226	4.116,02	363,8	88	Perpignan	105.983
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16.942,34**	**722,8**	**43**		
19 Corrèze	3	37	286	5.856,83	237,9	41	Tulle	17.164
23 Creuse	2	27	260	5.565,38	131,3	24	Guéret	14.706
87 Vienne (Haute-)	3	42	201	5.520,13	353,6	64	Limoges	133.464

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements. Population du chef-lieu

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre); bureau des Longitudes; INSEE (recensement de la population de 1990).

Région ou département	Région ou département — Nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (en milliers)	Densité au km²	Nom du chef-lieu	Population totale du chef-lieu (sans doubles comptes)
Lorraine	**19**	**154**	**2.335**	**23.547,40**	**2.305,7**	**98**		
54 Meurthe-et-Moselle	4	41	593	5.240,95	711,8	136	Nancy	99.351
55 Meuse	3	31	499	6.216,40	196,3	32	Bar-le-Duc	17.545
57 Moselle	9	51	727	6.216,27	1.011,3	163	Metz	119.594
88 Vosges	3	31	516	5.873,78	386,3	66	Epinal	36.732
Midi-Pyrénées	**22**	**285**	**3.019**	**41.347,94**	**2.430,7**	**59**		
09 Ariège	3	22	332	4.889,92	136,5	28	Foix	9.964
12 Aveyron	3	46	304	8.735,12	270,1	31	Rodez	24.701
31 Garonne (Haute-)	3	50	588	6.309,34	926,0	147	Toulouse	358.688
32 Gers	3	31	462	6.256,82	174,6	28	Auch	23.136
46 Lot	3	31	340	5.216,53	155,8	30	Cahors	19.735
65 Pyrénées (Hautes-)	3	34	474	464,04	224,8	484	Tarbes	47.566
81 Tarn	2	43	324	5.757,89	342,7	60	Albi	46.579
82 Tarn-et-Garonne	2	28	195	3.718,28	200,2	54	Montauban	51.224
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**144**	**1.549**	**12.414,09**	**3.965,1**	**319**		
59 Nord	6	76	652	5.742,74	2.531,9	441	Lille	172.142
62 Pas-de-Calais	7	68	897	6.671,35	1.433,2	215	Arras	38.983
Basse-Normandie	**11**	**140**	**1.814**	**17.589,32**	**1.391,3**	**79**		
14 Calvados	4	48	705	5.547,92	618,5	111	Caen	112.846
50 Manche	4	52	602	5.938,02	479,6	81	Saint-Lô	21.546
61 Orne	3	40	507	6.103,38	293,2	48	Alençon	29.988
Haute-Normandie	**6**	**113**	**1.421**	**12.317,42**	**1.737,2**	**141**		
27 Eure	3	43	676	6.039,74	513,8	85	Evreux	49.103
76 Seine-Maritime	3	70	745	6.277,68	1.223,4	195	Rouen	102.723
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1.504**	**32.081,77**	**3.059,2**	**95**		
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6.815,38	1.052,2	154	Nantes	244.995
49 Maine-et-Loire	4	41	364	7.165,60	705,9	99	Angers	141.404
53 Mayenne	3	32	261	5.175,21	278,0	54	Laval	50.473
72 Sarthe	3	40	375	6.205,99	513,7	83	Le Mans	145.502
85 Vendée	3	31	283	6.719,59	509,4	76	La Roche-sur-Yon	45.219
Picardie	**13**	**129**	**2.293**	**19.399,46**	**1.810,7**	**93**		
02 Aisne	5	42	817	7.369,12	537,3	73	Laon	26.490
60 Oise	4	41	693	5.860,22	725,6	124	Beauvais	54.190
80 Somme	4	46	783	6.170,12	547,8	89	Amiens	131.872
Poitou - Charentes	**14**	**157**	**1.465**	**25.809,53**	**1.595,1**	**62**		
16 Charente	3	35	405	5.955,99	342,0	57	Angoulême	42.876
17 Charente-Maritime	5	51	472	6.863,75	527,1	77	La Rochelle	71.094
79 Sèvres (Deux-)	3	33	307	5.999,35	346,0	58	Niort	57.012
86 Vienne	3	38	281	6.990,44	380,0	54	Poitiers	78.894
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**223**	**963**	**31.399,64**	**4.257,9**	**136**		
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6.925,22	130,9	19	Digne-les-Bains	16.087
05 Alpes (Hautes-)	2	30	177	5.548,68	113,3	20	Gap	33.444
06 Alpes-Maritimes	2	51	163	4.298,58	971,8	226	Nice	342.439
13 Bouches-du-Rhône	4	47	119	5.087,49	1.759,4	346	Marseille	800.550
83 Var	3	41	153	5.972,54	815,4	137	Toulon	167.619
84 Vaucluse	3	24	151	3.567,13	467,1	131	Avignon	86.939
Rhône - Alpes	**25**	**331**	**2.879**	**43.698,23**	**5.350,8**	**122**		
01 Ain	4	43	419	5.762,44	471,0	82	Bourg-en-Bresse	40.972
07 Ardèche	3	33	339	5.528,64	277,6	50	Privas	10.080
26 Drôme	3	36	371	6.529,95	414,1	63	Valence	63.437
38 Isère	3	58	533	7.431,44	1.016,2	137	Grenoble	150.758
42 Loire	3	40	327	4.780,59	746,3	156	Saint-Etienne	199.396
69 Rhône	2	51	293	3.249,12	1.509,0	464	Lyon	415.487
73 Savoie	3	37	305	6.028,25	348,3	58	Chambéry	54.120
74 Savoie (Haute-)	4	33	292	4.387,80	568,3	130	Annecy	49.644
Ensemble métropole	**327**	**3.828**	**36.551**	**543.965,40**	**56.615,1**	**104**		
97-1 Guadeloupe	3	42	34	1.780,00	387,0	217	Basse-Terre	14.003
97-2 Martinique	3	45	34	1.100,00	359,6	327	Fort-de-France	100.080
97-3 Guyane	2	19	21	91.000,00	114,7	1	Cayenne	41.067
97-4 Réunion	4	44	24	2.510,00	597,8	238	Saint-Denis	121.999
Ensemble départements d'outre-mer	**12**	**150**	**113**	**96.390,00**	**1.459,1**	**15**		
France (métropole et départements d'outre-mer)	**339**	**3.978**	**36.664**	**640.355,40**	**58.074,2**	**91**		

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef-lieu	Population du chef-lieu avec doubles comptes (milliers)
Territoire d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19.058	1989	164,2	8,6	Nouméa	66,1
Polynésie française (1)	4.000	1988	188,8	47,2	Papeete	24,2
Wallis et Futuna	255	1990	13,7	53,7	Mata-Utu	1,2
Collectivité territoriale :						
Mayotte	374	1991	94,4	252,4	Dzaoudzi	8,3
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1990	6,3	26,0	Saint-Pierre	5,7

(1) Polynésie française, îles habitées 3.265 km², densité : 57,8.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département (1)	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1990 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	*	851	379	Paris	9.318.821	3.920
2	*	753	84	Lyon	1.262.223	1.544
3	13	701	31	Marseille - Aix-en-Provence	1.230.936	1.309
4	59	702	60	Lille (2)	959.234	2.456
5	33	701	44	Bordeaux	696.364	848
6	31	701	58	Toulouse	650.336	1.052
7	06	702	24	Nice	516.740	2.127
8	44	701	20	Nantes	496.078	1.080
9	83	701	18	Toulon	437.553	942
10	38	701	33	Grenoble	404.733	1.331
11	67	701	16	Strasbourg (2)	388.483	2.272
12	76	702	29	Rouen	380.161	1.539
13	59	701	58	Valenciennes (2)	338.392	755
14	06	701	23	Grasse - Cannes - Antibes	335.647	983
15	54	701	37	Nancy	329.447	1.230
16	62	701	36	Lens	323.174	1.205
17	42	701	15	Saint-Etienne	313.338	1.479
18	37	701	22	Tours	282.152	738
19	*	752	61	Béthune	261.535	681
20	63	701	17	Clermont-Ferrand	254.416	1.407
21	76	701	13	Le Havre	253.627	1.751
22	34	701	9	Montpellier	248.303	2.335
23	35	701	8	Rennes	245.065	1.430
24	45	701	19	Orléans	243.153	840
25	21	701	15	Dijon	230.451	1.549
26	68	701	17	Mulhouse	223.856	1.156
27	49	601	11	Angers	208.282	1.068
28	51	601	6	Reims	206.437	2.588
29	29	701	7	Brest	201.480	1.010
30	*	751	31	Douai	199.562	988
31	57	602	18	Metz	193.117	1.315
32	14	601	18	Caen	191.490	1.583
33	*	655	11	Dunkerque	190.879	1.042
34	72	601	10	Le Mans	189.107	1.011
35	*	654	13	Avignon	181.136	634
36	87	601	7	Limoges	170.065	853
37	*	653	17	Bayonne	164.378	778
38	66	601	11	Perpignan	157.873	1.185
39	80	601	10	Amiens	156.120	1.390
40	64	601	24	Pau	144.674	843
41	30	601	4	Nîmes	138.527	687
42	972	601	3	Fort-de-France	133.941	1233
43	57	601	12	Thionville	132.413	963
44	44	601	10	Saint-Nazaire	131.511	468
45	74	601	15	Annecy	126.729	901
46	971	601	4	Pointe-à-Pitre - Les-Abymes	124.358	710
47	10	601	14	Troyes	122.763	1.167
48	25	601	7	Besançon	122.623	1.263
49	974	601	1	Saint-Denis	121.999	854
50	25	602	21	Montbéliard	117.510	838
51	56	601	5	Lorient	115.488	1.293
52	*	652	23	Hagondange - Briey	112.061	645
53	*	651	6	Valence	107.965	978
54	77	502	10	Melun	107.705	1.794
55	86	601	8	Poitiers	107.625	720
56	73	501	16	Chambéry	103.283	767
57	16	601	16	Angoulême	102.908	629
58	59	601	15	Maubeuge (2)	102.772	872
59	62	601	7	Calais	101.768	746
60	17	601	7	La Rochelle	100.264	1.226
61	57	501	15	Forbach (2)	98.758	1.093
62	*	555	21	Genève (Suisse) - Annemasse (2)	98.758	842
63	60	503	17	Creil	97.119	1.018
64	18	501	5	Bourges	94.731	674
65	50	501	6	Cherbourg	92.045	1.343
66	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	91.249	1.128
67	28	501	9	Chartres	85.933	1.306
68	22	501	6	Saint-Brieuc	83.861	712
69	68	501	6	Colmar	83.816	656
70	42	502	10	Saint-Chamond	81.795	609
71	65	501	12	Tarbes	80.680	1.015
72	62	502	12	Arras	79.607	985
73	*	556	17	Belfort	78.215	966
74	71	502	11	Chalon-sur-Saône	77.764	880
75	42	501	9	Roanne	77.160	628
76	30	501	14	Alès	76.856	385
77	34	502	3	Béziers	76.304	610
78	83	501	3	Fréjus	73.967	338
79	13	501	3	Martigues	72.375	632
80	974	502	1	Saint-Paul	71.669	297
81	02	501	7	Saint-Quentin	71.113	1.695
82	47	501	14	Agen	67.960	386
83	08	501	7	Charleville-Mézières	67.213	945
84	36	501	4	Châteauroux	67.090	389
85	60	502	11	Compiègne	67.057	549
86	06	501	9	Menton - Monaco (2)	66.269	899
87	29	501	2	Quimper	65.954	704
88	79	501	3	Niort	65.792	651
89	41	501	6	Blois	65.132	589
90	*	554	6	Brive-la-Gaillarde	64.379	524
91	81	501	8	Albi	64.359	650
92	34	501	4	Sète	63.833	972
93	24	501	9	Périgueux	63.322	465
94	03	502	6	Montluçon	63.018	534
95	77	501	7	Meaux	63.006	1.119
96	88	501	10	Epinal	62.140	528
97	03	501	9	Vichy	61.566	540
98	51	501	5	Châlons-sur-Marne	61.452	821
99	2A	501	1	Ajaccio	58.949	659
100	58	501	5	Nevers	58.915	556
101	974	501	1	Saint-Pierre	58.846	613
102	27	501	4	Evreux	57.968	989
103	59	501	7	Armentières (2)	57.738	621
104	60	501	4	Beauvais	57.704	823
105	53	501	2	Laval	56.855	857
106	01	501	5	Bourg-en-Bresse	55.784	545
107	*	551	10	Villefranche-sur-Saône	55.249	697
108	49	501	1	Cholet	55.132	630
109	74	402	11	Thonon-les-Bains	55.103	546
110	62	501	12	Saint-Omer	54.642	586
111	*	553	2	Arles	54.309	68
112	*	552	9	Elbeuf	53.886	869
113	82	501	2	Montauban	53.010	379
114	45	501	8	Montargis	52.804	466
115	973	501	2	Cayenne	52.768	757
116	2B	501	6	Bastia	52.446	1.019

(1) Un astérisque dans la colonne indique que l'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	379	9.318.821	16,46
200.000 à moins de 2.000.000 habitants	28	791	11.921.596	21,06
100.000 à moins de 200.000 habitants	28	366	3.892.316	6,88
50.000 à moins de 100.000 habitants	53	403	3.658.878	6,46
20.000 à moins de 50.000 habitants	122	530	3.836.597	6,78
10.000 à moins de 20.000 habitants	201	591	2.765.032	4,88
5.000 à moins de 10.000 habitants	455	847	3.117.365	5,51
Moins de 5.000 habitants	1.003	1.393	3.387.154	5,98
Ensemble des unités urbaines	**1.891**	**5.300**	**41.897.759**	**74,00**
Communes rurales		31.251	14.717.396	26,00
Ensemble des communes		**36.551**	**56.615.155**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50.000 habitants (métropole et DOM)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2.152.423	20.421	52	86	Poitiers	78.894	1.874
2	13	Marseille	800.550	3.327	53	92	Colombes	78.513	10.053
3	69	Lyon	415.487	8.680	54	94	Saint-Maur-des-Fossés	77.206	7.183
4	31	Toulouse	358.688	3.032	55	18	Bourges	75.609	1.100
5	06	Nice	342.439	4.761	56	62	Calais	75.309	2.248
6	67	Strasbourg	252.338	3.224	57	92	Asnières-sur-Seine	71.850	14.907
7	44	Nantes	244.995	3.746	58	974	Saint-Paul	71.669	297
8	33	Bordeaux	210.336	4.261	59	17	Rochelle (La)	71.094	2.501
9	34	Montpellier	207.996	3.657	60	34	Béziers	70.996	744
10	35	Rennes	199.396	3.920	61	59	Dunkerque	70.331	1.884
11	42	Saint-Etienne	197.536	2.495	62	06	Antibes	70.005	2.644
12	76	Havre (Le)	195.854	4.172	63	06	Cannes	68.676	3.500
13	51	Reims	180.620	3.851	64	93	Aubervilliers	67.557	11.729
14	59	Lille	172.142	6.783	65	92	Rueil-Malmaison	66.401	4.517
15	83	Toulon	167.619	3.913	66	92	Courbevoie	65.389	15.681
16	38	Grenoble	150.758	8.315	67	59	Villeneuve-d'Ascq	65.320	2.379
17	29	Brest	147.956	2.988	68	44	Saint-Nazaire	64.812	1.385
18	21	Dijon	146.703	3.630	69	68	Colmar	63.498	954
19	72	Mans (Le)	145.502	2.755	70	26	Valence	63.437	1.729
20	49	Angers	141.404	3.312	71	971	Abymes (Les)	62.605	771
21	63	Clermont-Ferrand	136.181	3.192	72	92	Neuilly-sur-Seine	61.768	16.560
22	87	Limoges	133.464	1.723	73	93	Drancy	61.222	7.823
23	80	Amiens	131.872	2.655	74	02	Saint-Quentin	60.707	2.688
24	37	Tours	129.509	3.769	75	69	Vénissieux	60.644	3.943
25	30	Nîmes	128.471	794	76	83	Seyne-sur-Mer (La)	60.444	2.705
26	13	Aix-en-Provence	123.842	666	77	29	Quimper	59.968	704
27	974	Saint-Denis	121.999	854	78	56	Lorient	59.437	3.391
28	57	Metz	119.594	2.852	79	10	Troyes	59.271	4.489
29	69	Villeurbanne	116.872	8.049	80	2A	Ajaccio	59.255	659
30	25	Besançon	113.828	1.750	81	974	Saint-Pierre	58.846	613
31	14	Caen	112.846	4.391	82	92	Antony	57.771	6.043
32	68	Mulhouse	108.357	4.885	83	33	Mérignac	57.273	1.189
33	66	Perpignan	105.983	1.557	84	79	Niort	57.012	836
34	45	Orléans	105.111	3.825	85	08	Charleville-Mézières	57.008	1.813
35	76	Rouen	102.723	4.805	86	95	Sarcelles	56.833	6.726
36	92	Boulogne-Billancourt	101.743	16.490	87	49	Cholet	55.132	630
37	972	Fort-de-France	100.080	2.264	88	71	Chalon-sur-Saône	54.575	3.586
38	54	Nancy	99.351	6.619	89	60	Beauvais	54.190	1.624
39	59	Roubaix	97.746	7.388	90	73	Chambéry	54.120	2.578
40	93	Montreuil	94.754	10.623	91	93	Noisy-le-Grand	54.032	4.172
41	59	Tourcoing	93.765	6.173	92	94	Ivry-sur-Seine	53.619	8.790
42	95	Argenteuil	93.096	5.406	93	94	Maisons-Alfort	53.375	9.921
43	93	Saint-Denis	89.988	7.281	94	13	Arles	52.058	69
44	78	Versailles	87.789	3.353	95	94	Fontenay-sous-Bois	51.868	9.295
45	84	Avignon	86.939	1.342	96	82	Montauban	51.224	379
46	92	Nanterre	84.565	6.937	97	33	Pessac	51.055	1.315
47	94	Vitry-sur-Seine	82.400	7.061	98	36	Châteauroux	50.969	1.996
48	93	Aulnay-sous-Bois	82.314	5.081	99	53	Laval	50.473	1.475
49	64	Pau	82.157	2.607	100	78	Sartrouville	50.329	5.949
50	94	Créteil	82.088	7.182	101	90	Belfort	50.125	2.943
51	94	Champigny-sur-Marne	79.486	7.034					

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population (métropole)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1982 et 1990 en %
		1982	1990	
200.000 habitants et plus	9	5.043.495	4.985.252	— 0,14
100.000 à moins de 200.000 habitants	26	3.646.772	3.615.886	— 0,11
50.000 à moins de 100.000 habitants	61	4.100.435	4.114.819	0,04
20.000 à moins de 50.000 habitants	293	8.916.973	9.103.113	0,26
10.000 à moins de 20.000 habitants	426	5.645.286	5.982.007	0,73
5.000 à moins de 10.000 habitants	881	5.686.557	6.078.368	0,84
2.000 à moins de 5.000 habitants	2.611	7.344.110	7.944.742	0,99
1.000 à moins de 2.000 habitants	3.936	5.038.329	5.446.423	0,98
500 à moins de 1.000 habitants	6.604	4.290.356	4.594.429	0,86
200 à moins de 500 habitants	10.825	3.350.408	3.490.732	0,51
100 à moins de 200 habitants	6.748	995.940	994.780	— 0,01
50 à moins de 100 habitants	3.020	234.411	226.489	— 0,43
Moins de 50 habitants (1)	1.111	41.799	38.115	— 1,15
Ensemble	**36.551**	**54.334.871**	**56.615.155**	**0,51**

(1) Dont 5 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions (métropole et DOM)

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Unités : Communes : Nombre
Population : Millier

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	223	1.202.613	676	421.759	899	1.624.372
Aquitaine	308	1.831.023	1.982	964.807	2.290	2.795.830
Auvergne	128	774.080	1.182	547.134	1.310	1.321.214
Bourgogne	145	923.803	1.899	685.850	2.044	1.609.653
Bretagne	188	1.602.636	1.081	1.193.002	1.269	2.795.638
Centre	252	1.536.010	1.590	835.026	1.842	2.371.036
Champagne - Ardenne	128	838.742	1.808	509.106	1.936	1.347.848
Corse	15	146.660	345	103.711	360	250.371
Franche-Comté	144	637.880	1.642	459.396	1.786	1.097.276
Île-de-France	590	10.258.351	691	402.203	1.281	10.660.554
Languedoc - Roussillon	219	1.546.011	1.326	568.974	1.545	2.114.985
Limousin	41	371.399	706	351.451	747	722.850
Lorraine	339	1.661.202	1.996	644.524	2.335	2.305.726
Midi - Pyrénées	231	1.480.822	2.788	949.841	3.019	2.430.663
Nord - Pas-de-Calais	525	3.416.033	1.024	549.025	1.549	3.965.058
Basse-Normandie	148	739.553	1.666	651.765	1.814	1.391.318
Haute-Normandie	189	1.195.032	1.232	542.215	1.421	1.737.247
Pays de la Loire	232	1.912.729	1.272	1.146.383	1.504	3.059.112
Picardie	260	1.102.916	2.033	707.771	2.293	1.810.687
Poitou - Charentes	128	810.482	1.337	784.627	1.465	1.595.109
Provence - Alpes - Côte d'Azur	249	3.821.573	714	436.334	963	4.257.907
Rhône - Alpes	618	4.088.209	2.261	1.262.492	2.879	5.350.701
Ensemble métropole	**5.300**	**41.897.759**	**31.251**	**14.717.396**	**36.551**	**56.615.155**
Guadeloupe	30	380.863	4	6.124	34	386.987
Guyane	6	93.840	15	20.838	21	114.678
Martinique	21	324.604	13	34.968	34	359.572
Réunion	22	586.814	2	11.009	24	597.823
Ensemble départements d'outre-mer	**79**	**1.386.121**	**34**	**72.939**	**113**	**1.459.060**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**5.379**	**43.283.880**	**31.285**	**14.790.335**	**36.664**	**58.074.215**

(1) Population sans doubles comptes

TABLEAU A.01-12

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
1	Paris	Ville de Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Oise, Loiret, Eure	*r* 1.630	10.934.173
2	Lyon	Rhône, Isère, Ain, Loire	346	1.635.802
3	Marseille	Bouches-du-Rhône, Var	122	1.475.219
4	Lille (1)	Nord	145	1.192.196
5	Bordeaux	Gironde	322	1.009.271
6	Toulouse	Haute-Garonne	420	915.889
7	Strasbourg (1)	Bas-Rhin	474	890.810
8	Nantes	Loire-Atlantique, Maine-et-Loire	121	718.219
9	Rouen	Seine-Maritime, Eure	409	683.547
10	Nice	Alpes-de-Haute-Provence, Alpes-Maritimes	126	565.761
11	Grenoble	Isère, Savoie	196	540.819
12	Rennes	Ille-et-Vilaine	174	530.373
13	Toulon	Var	44	509.764
14	Saint-Etienne	Loire, Haute-Loire, Rhône	115	476.859
15	Nancy	Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse	344	470.276
16	Bas- Escault (1)	Nord	147	447.142
17	Montpellier	Hérault, Gard	135	440.078
18	Mulhouse	Haut-Rhin	247	439.303
19	Tours	Indre-et-Loire	169	429.619
20	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme	162	412.632
21	Angers	Maine-et-Loire	167	400.764
22	Caen	Calvados	312	389.783
23	Mans (le)	Sarthe	197	382.549
24	Orléans	Loiret	141	379.342
25	Dijon	Côte-d'Or	329	369.386
26	Thionville (1)	Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle	164	359.912
27	Grasse-Cannes-Antibes	Alpes-Maritimes, Var	47	356.739
28	Perpignan	Pyrénées-Orientales	154	346.332
29	Brest	Finistère	71	335.439
30	Lens	Pas-de-Calais	46	332.677
31	Amiens	Somme, Pas-de-Calais	349	323.234
32	Limoges	Haute-Vienne	144	313.110
33	Havre (le)	Seine-Maritime	79	303.757
34	Nîmes	Gard	114	298.378
35	Reims	Marne, Aisne	203	293.728
36	Bruay-la-buissière	Nord, Pas-de-Calais	103	291.581
37	Dunkerque	Nord, Pas-de-Calais	81	286.326
38	Forbach (1)	Moselle	218	278.086
39	Metz	Moselle	184	273.007
40	Avignon	Vaucluse, Gard, Bouches-du-Rhône	44	268.342
41	Scarpe	Nord, Pas-de-Calais	75	246.306
42	Besançon	Doubs, Haute-Saône, Jura	315	239.704
43	Poitiers	Vienne	122	234.829
44	Lorient	Morbihan	44	232.053
45	Bayonne-Côte basque (1)	Pyrénées-Atlantiques, Landes	53	228.336
46	Pau	Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées	144	218.735
47	Saint-Nazaire	Loire-Atlantique, Morbihan	44	213.580
48	Montbéliard-Héricourt	Doubs, Territoire de Belfort, Haute-Saône	215	209.221
49	Valence	Drôme, Ardèche	76	204.396
50	Béziers	Hérault	71	204.023
51	Creil	Oise	118	202.834
52	Angoulême-La Rochefoucauld	Charente	167	201.092
53	Troyes	Aube	195	198.876
54	Annecy	Haute-Savoie	97	188.760
55	Choletais	Maine-et-Loire, Vendée, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres	72	186.297
56	Cherbourg	Manche	144	182.257
57	Rochelle (la)	Charente-Maritime	78	180.366
58	Genève (Suisse)-Annemasse (1)	Haute-Savoie, Ain	89	180.306
59	Bourges	Cher	117	177.405
60	Colmar	Haut-Rhin	98	175.179
61	Etang de Berre	Bouches-du Rhône	12	174.669
62	Saint-Brieuc	Côte-d'Armor	60	169.396

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU A.01-12 (suite et fin)

Zones de peuplement industriel ou urbain (ZPIU) de plus de 100.000 habitants (métropole)

Délimitations et population de 1990

Source : INSEE (recensement de la population de 1990)

Rang	Zone de peuplement industriel ou urbain	Départements	Nombre de communes	Population en 1990 (sans doubles comptes)
63	Vannes	Morbihan	60	160.277
64	Niort	Deux-Sèvres, Vendée	109	159.076
65	Périgueux	Corrèze, Dordogne	156	158.677
66	Boulogne-sur-Mer	Pas-de-Calais	72	157.562
67	Quimper	Finistère	42	157.378
68	Chalon-sur-Saône-Chagny	Saône-et-Loire, Côte-d'Or	146	155.750
69	Sambre (1)	Nord	84	155.032
70	Arras	Pas-de-Calais	185	151.731
71	Chambéry	Savoie	95	148.947
72	Nevers	Nièvre, Cher	119	147.360
73	Beauvais	Oise, Seine-Maritime	181	146.711
74	Compiègne	Oise, Aisne	116	142.782
75	Chartres	Eure-et-Loir	103	140.438
76	Alès	Gard, Lozère, Ardèche	111	137.420
77	La Roche-sur-Yon	Vendée	60	136.874
78	Blois	Loir-et-Cher	87	135.479
79	Saint-Omer	Nord, Pas-de-Calais	114	133.730
80	Charleville-Mézières	Ardennes	104	132.915
81	Tarbes	Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Gers	141	131.895
82	Calais	Pas-de-Calais	35	124.277
83	Châteauroux	Indre	78	123.723
84	Evreux	Eure	133	123.322
85	Epinal	Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Vosges	123	122.240
86	Roanne	Loire, Rhône	65	122.090
87	Saint-Quentin	Aisne	112	121.893
88	Bourg-en-Bresse	Ain, Jura	83	117.649
89	Montargis	Loiret, Yonne	115	117.369
90	Belfort	Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haut-Rhin	82	117.053
91	Mâcon	Ain, Saône-et-Loire	87	110.908
92	Laval	Mayenne, Ille-et-Vilaine	45	109.838
93	Albi	Tarn	53	109.111
94	Auxerre	Yonne	106	105.997
95	Montauban	Tarn, Tarn-et-Garonne	48	105.906
96	Carcassonne	Aude	97	103.665
97	Cambresis	Nord, Aisne, Pas-de-Calais	79	103.565
98	Libourne	Charente-Maritime, Dordogne, Gironde	80	101.941

(1) Partie française.

Chapitre A.02

Environnement

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Parcs naturels nationaux et régionaux.

1. Principales caractéristiques météorologiques.
2. Superficie des espaces naturels protégés .
3. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
4. État des espèces de vertébrés en France.
5. Plans de chasse au grand gibier.
6. Pollution atmosphérique dans les principales villes de France.
7. Émissions de dioxyde de soufre par secteur d'activité.
8. Émissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité.
9. Émissions de dioxyde de carbone par secteur d'activité.
10. État sanitaire des eaux continentales de baignade.
11. Prélèvement total d'eau soumis à redevance.
12. Pollution industrielle de l'eau.
13. Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux.
14. Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales.
15. Qualité des eaux de baignade en mer.
16. Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale.
17. Pollution nette du milieu marin en provenance des industries des communes littorales.
18. Installations de traitement des ordures ménagères.
19. Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation.
20. Évaluation des dépenses en faveur de l'environnement.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut Français de l'Environnement et du ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, direction de la Météorologie nationale.

1. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, la notion d'environnement est restreinte à l'environnement naturel, c'est-à-dire à l'ensemble des milieux physiques et des écosystèmes qui constituent la biosphère. En particulier sont exclus les aspects de l'environnement ayant trait au cadre et aux conditions de vie des Français, d'autant que certains d'entre eux sont traités dans d'autres chapitres de cet annuaire. Par contre une large place est accordée aux interactions entre les activités humaines et l'environnement. Ce sont en effet les prélèvements de ressources et les émissions de résidus, induits par les activités de production et de consommation, qui déterminent l'évolution des différents éléments de l'environnement naturel : biotopes et biocénoses, sol, air, eaux continentales et marines. Dans la mesure où elle touche à la fois l'ensemble des activités humaines et les conditions de vie des Français, l'appréciation de l'état de l'environnement apporte une dimension horizontale et qualitative à la compréhension de l'évolution économique et sociale du pays, même si l'appareil statistique sur lequel elle s'appuie reste encore dans certains domaines très rudimentaire. Les données de ce chapitre sont principalement extraites du *Rapport annuel sur l'état de l'environnement* publié par le ministère de l'Environnement.

Météorologie

- Température

La température indiquée est celle prise sous abri à 1,50 m au-dessus du sol.

- Gelée

Jour de gelée : toute journée au cours de laquelle la température minimum a été inférieure ou au plus égale à 0 °C sous abri.

- Durée d'insolation

La durée d'insolation (durée pendant laquelle l'éclat du soleil est suffisant pour porter des ombres au sol, soit 100 watts par mètre carré), exprimée en heures, est mesurée au moyen d'un héliographe Campbell.

- Jour de précipitations

Est considérée comme jour de précipitations toute journée où la quantité d'eau de précipitations recueillie dans le pluviomètre correspond à une hauteur d'au moins 0,1 mm. Ne sont pas considérés comme précipitations les brouillards et condensations entraînant un dépôt d'eau dans le pluviomètre.

- Précipitations

Les précipitations sont mesurées de 6 heures, temps universel (TU) le jour à 6 heures le lendemain, entre autres au moyen du pluviomètre plastique à lecture directe dont la surface de réception a 4 dm^2 et est placée à 1 m au-dessus du sol. Une hauteur d'eau de 1 mm équivaut pratiquement à 1 litre par mètre carré ou 10 m^3 à l'hectare.

Protection de l'espace

La protection de l'espace répond à des objectifs variés : gestion de l'occupation du sol, aménagement de l'espace, maîtrise de l'urbanisation, conservation des terrains agricoles et des milieux naturels. Les procédures mises en place afin de répondre à ces différents objectifs sont nombreuses et complémentaires. Leur vocation est soit générale (documents d'urbanisme), soit spécifique (réserves naturelles). Leur intérêt est soit national (parcs nationaux), soit local (zones naturelles des plans d'occupation des sols). Parmi les différents types d'instruments de protection de l'espace, on retiendra en particulier les suivants :

- Les documents d'urbanisme

Sans reprendre ici l'ensemble des documents et procédures d'urbanisme, il convient de citer :

— le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU);
— le plan d'occupation des sols (POS).

La loi du 7 janvier 1983 a mis fin à l'existence de la zone d'environnement protégé. Les communes qui étaient dotées d'un tel document avant l'entrée en vigueur de la loi disposaient, à compter du 1er octobre 1983, d'un délai de deux ans pour lui substituer un POS opposable aux tiers.

En l'absence de POS opposable aux tiers, s'applique la règle de constructibilité limitée aux parties actuellement urbanisées des communes. Cependant, dès lors que les communes ont, conjointement avec le Préfet, précisé les modalités d'application des règles générales d'urbanisme, la règle de constructibilité limitée est suspendue pendant une durée maximum de quatre ans.

- Les périmètres sensibles

- Les sites

Certains sites dont la conservation ou la préservation présente, d'un point de vue paysager un intérêt général, font l'objet d'une protection particulière organisée par la loi du 2 mai 1930 modifiée.

On distingue deux niveaux de protection :
— le classement;
— l'inscription sur l'inventaire des sites.

- Le conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

- Les parcs nationaux

- Les réserves naturelles

La faune et la flore

On ne dispose pas d'appareil statistique permanent pour recenser les populations de 120.000 espèces animales et plus de 4.200 espèces végétales présentes en France. La prise de conscience récente des menaces qui pèsent sur bon nombre d'espèces animales et végétales a toutefois conduit à entamer la réalisation d'inventaires de faune et de flore. Généralement, les inventaires sont dits qualitatifs, c'est-à-dire relatifs à l'existence d'espèces par source géographique; mais quelques-uns comportent également des quantifications approximatives. La centralisation des données est réalisée par le Secrétariat de la faune et de la flore (Muséum national d'histoire naturelle), où une banque de données informatisées a été créée.

La conservation de la faune et de la flore passe également par la protection des espèces menacées et des milieux naturels.

En ce qui concerne la protection des espèces, la plus grande partie des espèces animales sauvages rares ou menacées est aujourd'hui intégralement protégée par un certain nombre d'arrêtés. La réglementation de la chasse, de la pêche, de la cueillette et de la commercialisation concourent également à cet objectif.

En matière de protection des biotopes, outre les parcs nationaux et les réserves naturelles, il convient de citer les réserves de chasse, les réserves de pêche ainsi que les réserves maritimes, approuvées ou libres.

L'air

La pollution atmosphérique est un phénomène complexe qui peut se manifester par de fortes variations dans l'espace et dans le temps. En ce qui concerne les résultats de mesures, les différences de situations existant entre les diverses agglomérations sont difficiles à apprécier parfaitement en raison d'une certaine hétérogénéité inévitable des réseaux de mesures. La présentation de moyennes annuelles par ville, qui ne rend compte ni de ces disparités, ni des variations saisonnières ou géographiques, a toutefois l'intérêt de permettre des comparaisons entre des années successives, et donc de déterminer les tendances d'évolution pour chaque ville.

Une des pollutions les plus importantes est l'acidité forte, indicateur de la pollution par le SO_2, produit par les foyers domestiques ou industriels. Il convient toutefois de se rappeler qu'il existe d'autres formes de pollution dont il n'est pas rendu compte ici, notamment les fumées noires, le monoxyde de carbone produit par les moteurs à explosion, les poussières spécifiques et les polluants gazeux divers, produits par les procédés industriels.

Les moyennes annuelles de pollution atmosphérique sont établies à partir des relevés journaliers des appareils de mesure de la pollution atmosphérique qui sont centralisés dans une banque de données gérée par la sous-direction de la pollution de l'air du ministère de l'Environnement.

Par contre il convient de souligner que les résultats des émissions de polluants (dioxyde de soufre, oxyde d'azote et dioxyde de carbone) ne proviennent pas de mesures mais d'estimations, réalisées annuellement par le CITEPA (centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique). Ainsi une nouvelle méthodologie de calcul des émissions dues aux transports a conduit à revoir les valeurs fournies dans les annuaires précédents.

Les eaux continentales :

• Les eaux de baignade

La surveillance des eaux de baignade montre que l'origine de la mauvaise qualité des eaux est liée le plus souvent aux rejets, à proximité des zones de baignade, des effluents provenant des réseaux d'assainissement ou des apports des cours d'eau eux-mêmes.

Les résultats recueillis permettent ainsi de définir des priorités dans les programmes d'assainissement.

Les eaux douces de baignade sont soumises, conformément aux normes de la directive européenne du 8 décembre 1975, à une surveillance sanitaire qui s'est considérablement renforcée depuis quelques années.

• La lutte contre la pollution

La politique de gestion et d'amélioration de la qualité des eaux se développe à partir de 3 principaux modes d'intervention : la surveillance des milieux, le contrôle des activités et l'incitation économique.

Cinq paramètres sont retenus pour apprécier les émissions de pollution dans l'eau :

1. Poids de matières en suspension (MES) en kilogrammes;
2. Poids d'oxygène nécessaire à la décomposition des matières oxydables (MO) contenues dans l'eau. Les quantités sont calculées en tenant compte de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO_5) en appliquant la formule suivante :

$$\text{pollution (kg)} = \frac{DCO + 2\,DBO_5}{3}$$

Pour la pollution domestique (pollution des collectivités locales), les quantités de pollution (MES et MO) sont souvent données en équivalents habitants;

3. Quantités de substances inhibitrices ou toxiques, mesurées par des tests de toxicité sur la daphnie ou puce d'eau. La toxicité est exprimée en kilo équitox par jour de matières inhibitrices. Une eau contient un équitox par mètre cube si, dans les conditions de l'essai, elle immobilise 50 % d'une population de daphnies.
4. Substances azotées (organiques et ammoniacales);
5. Substances phosphorées (organiques et minérales).

Le service de l'environnement industriel du ministère de l'Environnement établit chaque année les données sur la pollution nette rejetée par les industries, à partir des assiettes de redevances des Agences financières de bassin.

La mer :

La surveillance de la qualité du milieu marin se heurte à plusieurs difficultés inhérentes à la nature du domaine étudié :

— difficulté de réaliser des mesures dans un milieu aux caractéristiques biochimiques complexes;
— difficulté d'apprécier les flux de pollution en provenance de la terre (pollution tellurique);
— difficulté enfin de gérer un patrimoine commun à l'ensemble des nations.

• La salubrité des plages

La surveillance de la qualité des eaux de baignade s'effectue à partir du réseau de surveillance de la qualité bactériologique des plages du littoral français mis en place en 1972 par le ministère chargé de la Santé en liaison avec le ministère de l'Environnement.

Conformément à une directive du 8 décembre 1975 du Conseil des communautés européennes, le principe du contrôle sanitaire repose principalement sur la réalisation d'analyses d'eau comprenant la recherche de germes-test.

● Les sources de pollution

La pollution du milieu marin provient de sources multiples :

— les *déversements* volontaires ou accidentels de navires (en particulier hydrocarbures);

— les *pollutions transportées par les fleuves,* très importantes, mais difficilement quantifiables;

— les *pollutions en provenance du littoral :* pollution domestique des communes littorales et pollution industrielle en provenance des complexes industrialo-portuaires;

— les *retombées atmosphériques* contribuent également, pour une part non négligeable, à la pollution du milieu marin.

1. La pollution des communes littorales

Les chiffres indiqués proviennent de la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques du ministère de l'Environnement.

2. La pollution industrielle

Les chiffres proviennent du dépouillement des redevances de la pollution pour les entreprises des communes littorales. Ils correspondent à la pollution nette, c'est-à-dire à la pollution effectivement rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectifs.

Les déchets :

● Les déchets des ménages

20,5 millions de tonnes d'ordures ménagères doivent être éliminées en France chaque année (soit en moyenne 1 kg/habitant/jour).

Elles sont constituées pour plus de la moitié par des emballages (cartons, bouteilles, boîtes de conserves,...). À ce tonnage viennent s'ajouter environ 3 millions de tonnes de déchets encombrants, inertes et de résidus de travaux de bricolage.

Pour le traitement des déchets des ménages, plusieurs procédés sont habituellement utilisés :

— la décharge contrôlée;
— le compostage;
— l'incinération sans récupération d'énergie;
— l'incinération avec récupération d'énergie;
— le traitement mixte.

● La récupération des déchets

Dans le contexte général de lutte contre le gaspillage des matières premières et de protection de l'environnement contre les pollutions, un des objectifs des pouvoirs publics est de développer l'utilisation de technologies propres et la récupération.

Les déchets solides constituent en fait un important gisement de matériaux, ils doivent donc être considérés comme une ressource qui peut trouver plusieurs types d'utilisation :

— le recyclage proprement dit;
— la réutilisation;
— le réemploi.

Bien qu'encore trop peu développée, la récupération est organisée pour certains produits et matériaux contenus dans les déchets en vue du recyclage ou de la réutilisation par l'industrie.

Les dépenses en faveur de l'environnement

Ce tableau, tiré des *Données économiques de l'environnement,* a été réalisé par la Mission des études économiques, des statistiques et du plan du ministère de l'Environnement. Il constitue un essai d'établissement d'un bilan des dépenses pour l'environnement réalisées par l'ensemble des agents en France, complétant par des estimations les postes n'ayant pas encore, à ce jour, fait l'objet d'un chiffrement précis. Ce bilan doit, par conséquent, être utilisé avec la plus grande précaution.

Les dépenses sont ventilées en dépenses d'investissement et de fonctionnement; certaines dépenses de renouvellement de matériels ont été comptabilisées en investissements.

Les dépenses en faveur de l'environnement sont présentées en distinguant les actions suivantes :

● Eau :

— mobilisation de la ressource : barrages, hydraulique agricole, alimentation en eau potable (stations de traitement des eaux potables, grands transferts d'eau, réservoirs, réseaux de distribution, installations d'alimentation en eau, forages, pompages, traitement de l'eau,...), défense contre les eaux et la mer...;
— lutte contre les pollution.

● Air :

— bruits, déchets : lutte contre les pollutions et nuisances provenant du système de production-consommation.

● Protection du patrimoine écologique :

— parcs nationaux, défense des forêts contre l'incendie, protection contre l'érosion, protection de la flore et de la faune, réserves naturelles, fixation des dunes.

● Amélioration du cadre de vie :

— parcs naturels régionaux, parcs et jardins périurbains, espaces verts, rues piétonnes, équipements piscicoles et cynégétiques, initiation à la nature, protection des sites naturels, aménagements de forêts.

2. DÉFINITIONS

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), créé par la loi du 10 juillet 1975, est un établissement public chargé de mener une politique d'acquisitions foncières et de sauvegarder les espaces naturels dans les cantons du littoral et les communes

bordant les grands lacs. Les terrains acquis par le Conservatoire sont voués à être maintenus dans leur état naturel.

Équivalent habitant

Un équivalent habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension et 57 g/jour de matières oxydables, soit en tout 147 g de ces matières.

Les Parcs nationaux

Créés par la loi du 22 juillet 1960, les Parcs nationaux sont de grandes étendues rurales et naturelles (en particulier de montagne) qui méritent une protection rigoureuse. Ils assurent, pour la vie et l'agrément des générations actuelles et futures, la préservation de certains éléments majeurs du patrimoine naturel de la Nation. Les mesures de protection peuvent concerner trois types de zones :

— la zone centrale dans laquelle est interdite « toute action susceptible de nuire au développement naturel de la faune, de la flore et plus généralement d'altérer le caractère naturel du parc »;
— les réserves intégrales : protection encore renforcée dans une zone particulière dans un but scientifique;
— la zone périphérique où le développement des activités (en particulier le tourisme) est possible dans le cadre d'un programme d'ensemble à caractère social, économique et culturel coordonné avec le programme État-Région.

Les périmètres sensibles

Les périmètres sensibles (procédure créée par le décret n° 59-768 du 26 juin 1959) sont délimités dans les départements nécessitant une protection spéciale en raison de l'intérêt de leurs sites et paysages (littoral, montagne, secteurs fragiles) et permettent :

— la perception d'une taxe départementale d'espaces verts;
— l'acquisition d'espaces naturels en vue de leur ouverture au public (notamment grâce à la délimitation de zones de préemption à l'intérieur des périmètres sensibles);
— la délimitation de zones de protection également incluses dans les périmètres sensibles où l'utilisation du sol est réglementée. Elle concerne les territoires non couverts par un document d'urbanisme.

Plan d'occupation des sols

Le Plan d'occupation des sols (POS), document d'urbanisme opposable aux tiers, qui fixe les règles d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal.

Le territoire couvert par le POS est divisé en zones traduisant les affectations dominantes du sol prévues par le plan. On distingue les zones U (urbaines) et les zones N (naturelles). En particulier, pour assurer la conservation d'un espace non aménagé, on peut utiliser la classification suivante :

— les zones NC où, en raison de la valeur agronomique ou économique (du sol ou du sous-sol), les constructions sont interdites, à l'exception de celles liées et nécessaires à l'activité agricole ou à la richesse exploitée;
— les zones ND, où les constructions sont interdites en raison de la qualité du site et en vue de sa préservation contre d'éventuels risques de nuisances.

Pollution des communes littorales

La pollution produite est calculée à partir de la population estimée des communes littorales pendant la saison estivale. Elle est exprimée en équivalent habitant.

La pollution éliminée est la pollution retirée par les stations d'épuration.

Le taux de dépollution est le rapport de la pollution éliminée sur la pollution produite.

Recyclage des déchets

Il existe différents types de recyclage des déchets :

— le recyclage proprement dit, par réincorporation dans le processus de fabrication permettant de générer le même produit;
— la réutilisation, par réincorporation dans un autre processus de fabrication afin d'obtenir un nouveau produit;
— le réemploi, qui consiste à prolonger la période d'utilisation du produit destiné à l'abandon par son détenteur.

Les réserves naturelles

Instituées par les lois du 2 mai 1930 (modifiée) et du 10 juillet 1976, les réserves naturelles ont pour but d'assurer la protection, la conservation et la gestion d'espaces naturels de haute valeur écologique et en particulier de milieux naturels devenus rares ou particulièrement menacés, présentant un intérêt spécifique sur le plan scientifique. Les mesures de protection très strictes sont adaptées à chaque cas particulier : elles visent à permettre une gestion du milieu naturel en fonction d'un objectif de sauvegarde, mais sans pour autant éliminer les activités traditionnelles compatibles avec cette protection.

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU)

Il fixe les orientations fondamentales de l'aménagement pour des groupes de communes.

Sites classés

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, en cas de désaccord de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Le classement soumet toute modification sur le site à autorisation ministérielle préalable.

Sites inscrits

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres qu'agricoles ou d'entretien des bâtiments sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

Temps universel (TU)

On donne le nom de temps universel (TU) au temps civil du méridien de Greenwich; ce temps civil est compté de 0 heure à 24 heures à partir de minuit.

Le temps légal en France métropolitaine est celui du temps universel + 1 heure (« heure d'hiver »); à la Réunion, + 4 heures; à la Guadeloupe, à la Martinique et à Saint-Pierre-et-Miquelon, — 4 heures; à la Guyane, — 3 heures; à Mayotte, + 3 heures; en Nouvelle-Calédonie, + 11 heures; en Polynésie, — 10 heures; à Wallis et Futuna, — 12 heures.

Traitement des déchets

Il existe différents types de traitement des déchets :

— la décharge contrôlée, dans laquelle les ordures sont mises en couches successives sur un terrain dont les caractéristiques évitent tout risque de pollution. Les déchets peuvent être compactés ou non, et éventuellement broyés au préalable;

— le compostage a pour but de transformer une partie des ordures en compost utilisable pour l'amendement des sols agricoles;

— l'incinération sans récupération d'énergie consiste à brûler les ordures dans des fours spéciaux adaptés à leurs caractéristiques;

— l'incinération avec récupération d'énergie permet, pour les usines de grande capacité et lorsqu'il existe des débouchés suffisants, de récupérer de la chaleur qui peut être vendue à une compagnie de chauffage urbain ou à des industries proches. Dans certains cas, on produit simultanément de l'électricité;

— le traitement mixte combine le procédé de compostage et celui de l'incinération des produits non compostables.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Ministère de l'Environnement :

— Direction de l'eau.

— Direction de la prévention des pollutions et des risques.

— Direction de la nature et des paysages.

— Institut français de l'environnement.

Conseil supérieur de la pêche.

Office national de la chasse.

Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme :

— Service technique de l'Urbanisme.

— Direction de la météorologie nationale; service central d'exploitation de la météorologie.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Secrétariat de la faune et de la flore.

Publications :

L'État de l'environnement, rapports annuels et *Données économiques de l'environnement,* ministère de l'Environnement, direction de la Recherche et des Affaires économiques et internationales.

Recueil d'informations statistiques sur l'urbanisme (RISU, publication annuelle), ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme, DAU.

IFREMER.

Rapport d'activité du service des technologies propres et des déchets, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

Composantes industrielles de la pollution des eaux, ministère de l'Environnement, direction de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques.

État sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce (publication annuelle), ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville. .

Teneurs en nitrate des eaux destinées à la consommation, ministère des Afffaires sociales, de la Santé et de la Ville.

Données OCDE sur l'environnement, Compendium 1993, OCDE, Paris, 1993.

Dossier statistiques de l'environnement, INSEE. Courrier des statistiques, n° 65, mars 1993, p. 3 à 46.

● Prévisions météorologiques de Météo France :

Par minitel : 3615 code METEO.

Par téléphone :

— 36 65 00 00. Cinq jours de prévisions sur votre région.

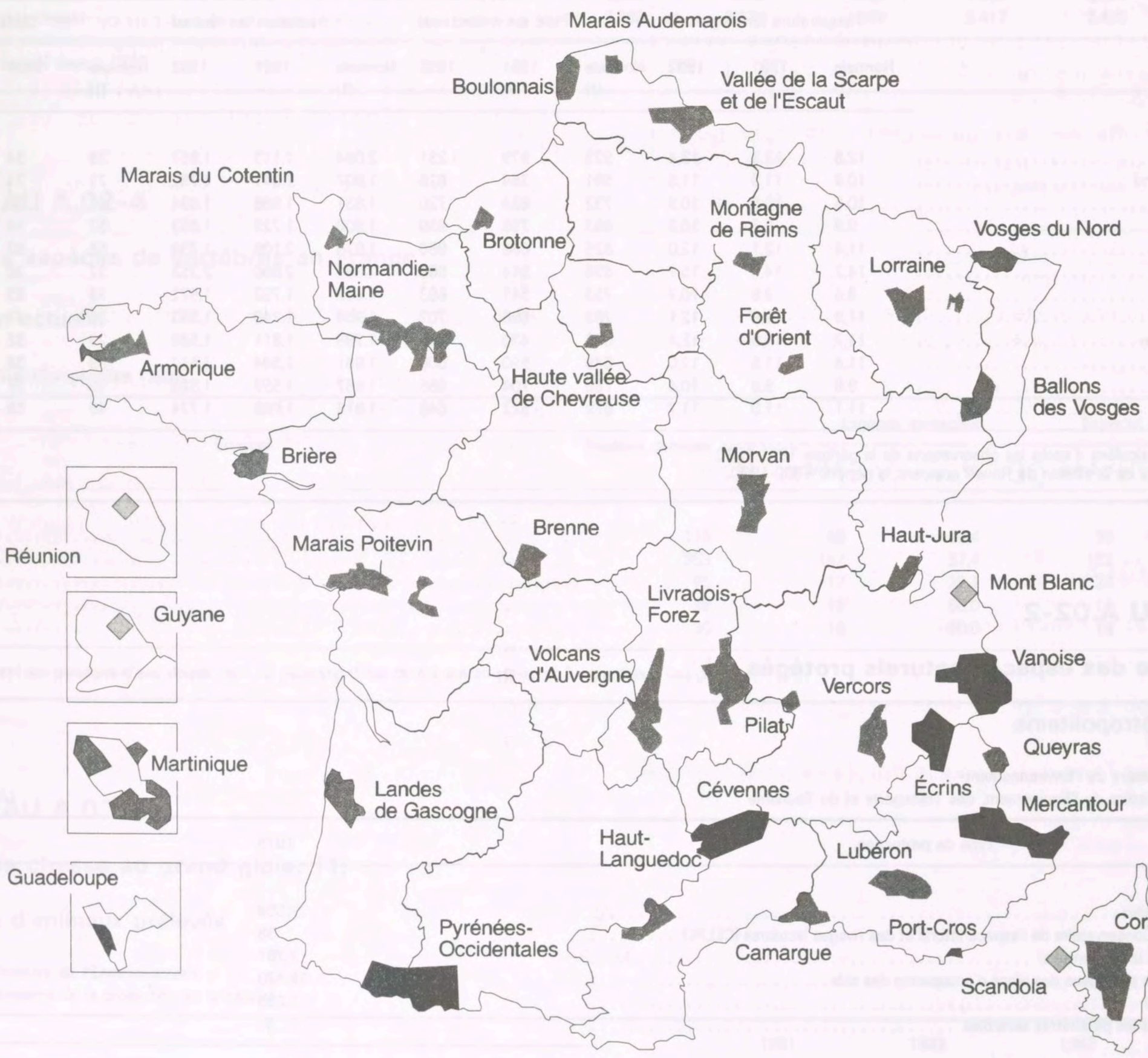
— 36 65 01 01. Cinq jours de prévisions sur la France entière.

— 36 62 02 XX. La prévision sur votre département (XX = numéro du département).

*
* *

CARTE A. 02

Parcs naturels nationaux et régionaux



Source : Ministère de l'Environnement
Direction de la nature et des paysages

TABLEAU A.02-1

Principales caractéristiques météorologiques (métropole)

Source : Météo France (Service central d'exploitation de la météorologie)

	Température (en degrés C)			Pluie (en millimètres)			Insolation (en heures)			Gelée (en jours)		
	Normale (1)	1991	1992	Normale (1)	1991	1992	Normale (1)	1991	1992	Normale (1)	1991	1992
Bordeaux	12,8	13,3	13,4	923	979	1.231	2.084	2.113	1.857	38	34	33
Clermont-Ferrand	10,9	11,3	11,5	591	354	826	1.907	2.041	1.752	71	74	58
Dijon	10,5	10,5	10,9	732	629	720	1.831	1.966	1.694	67	76	63
Lille	9,9	9,8	10,9	687	795	859	1.600	1.729	1.653	57	59	37
Lyon	11,4	12,1	12,0	825	686	986	1.976	2.106	1.739	58	62	44
Montpellier	14,2	14,9	15,1	699	514	505	2.687	2.660	2.353	32	30	28
Nancy-Essey	9,6	9,8	10,7	759	541	683	1.652	1.752	1.572	79	83	59
Nantes	11,9	11,9	12,1	789	696	702	1.956	1.749	1.593	35	41	31
Paris-Montsouris	11,7	11,8	12,4	642	470	645	1.798	1.811	1.560	29	32	22
Rennes	11,4	11,5	12,0	649	590	506	1.851	1.594	1.517	39	38	34
Rouen (2)	9,6	9,6	10,4	785	704	958	1.687	1.552	1.525	55	57	44
Tours	11,1	11,0	11,7	679	522	648	1.816	1.868	1.774	48	55	45

(1) Moyennes calculées d'après les observations de la période 1961-1990.
(2) Les normales de la station de Rouen couvrent la période 1969-1990.

TABLEAU A.02-2

Superficie des espaces naturels protégés (1)

France métropolitaine

Sources : Ministère de l'Environnement
Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme

Unité : km²

Type de protection	1978	1991
Réserves naturelles	369	1.135
Aquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)	38	373
Parcs nationaux (zone centrale)	2.767	3.605
Zones naturelles protégées des plans d'occupation des sols	18.420	78.055
Sites classés (2)	1.856	e 2.000
Acquisition dans les périmètres sensibles	///	248
Superficie totale des espaces protégés	**23.450**	**85.416**
Superficie de la France métropolitaine	549.192	549.192
Part du territoire protégé (en %)	4,3	15,6

(1) Non compris les parcs régionaux.
(2) Données sous-estimées, une partie seulement de ces sites a pu être planimétrée, faute de documents cartographiques (sites très anciens). Pour 1991, la superficie est une estimation.

TABLEAU A.02-3

Nombre cumulé de sites inscrits et classés (1)

France métropolitaine et DOM TOM

Source : Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme (Direction de l'Urbanisme et des Paysages)

	1980	1986	1987	1988	1989	1991
Nombre de sites inscrits	4.675	4.938	4.962	4.985	5.004	4.910
Nombre de sites classés	2.260	2.371	2.399	2.417	2.438	2.518

(1) Nombre cumulé depuis 1930.

TABLEAU A.02-4

Etat des espèces de vertébrés en France

Situation actuelle

Source : OCDE (Compendium 1993)

Espèces	Espèces connues	Espèces menacées		Espèces en régression	
		nombre	%	nombre	%
Mammifères	115	58	50,4	58	50,4
Oiseaux	353	132	37,4	152	43,1
Poissons (1)	75	17	22,7	25	33,3
Reptiles	36	18	50,0	18	50,0
Amphibiens	30	15	50,0	15	50,0

(1) Uniquement les poissons d'eau douce; soit 72 poissons d'eau douce stricto sensu et 3 agnathes d'eau douce.

TABLEAU A.02-5

Plans de chasse au grand gibier (1)

Nombre d'animaux prélevés

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de la protection de la nature)

	1981	1988	1989	1990
Chevreuils	71.837	133.900	143.000	163.000
Cerfs	9.884	10.800	11.371	12.513
Mouflons	362	690	775	532

(1) Saison de chasse de l'année n—1 à l'année n indiquée en tête de colonne.

TABLEAU A.02-6

Pollution atmosphérique dans les principales villes de France (moyenne annuelle)

Acidité forte (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unité : Microgramme de polluant par m^3 d'air

	1976	1980	1984	1988	1989	1990	1991	1992
Caen	77	27	20	21	21	20	29	22
Dunkerque	45	32	22	20	22	29	27	24
Le Havre	65	76	44	33	38	35	32	28
Lille	69	57	32	31	28	27	38	20
Lyon	76	66	55	50	54	53	45	38
Marseille	105	72	38	28	24	27	25	21
Paris	116	89	57	38	32	28	24	19
Rouen	53	70	39	37	35	29	30	27
Strasbourg	65	58	61	42	42	26	27	26

(1) Principalement dioxyde de soufre SO_2 produit par les chauffages domestiques et industriels.

TABLEAU A.02-7

Emissions de dioxyde de soufre (SO_2) par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	r 1980	1985	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	423	262	181	198	170	14,1
Industrie et agriculture	1.065	369	259	256	250	20,7
Centrale électrique	1.222	408	313	403	328	27,2
Transformation d'énergie	210	111	123	123	123	10,2
Procédé industriel	302	194	181	182	182	15,1
Transport	126	107	145	152	155	12,8
Ensemble	**3.348**	**1.451**	**1.202**	**1.314**	**1.208**	**100,0**

(1) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-8

Emissions d'oxydes d'azote par secteur d'activité

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Millier de tonnes

	r 1980	1985	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (1)	95	85	77	80	79	5,2
Industrie et agriculture	207	111	81	77	75	4,9
Centrale électrique	287	134	105	128	111	7,3
Transformation d'énergie	27	16	21	21	21	1,4
Procédé industriel	170	144	146	145	145	9,5
Transport	860	910	1.060	1.088	1.088	71,6
Ensemble	**1.646**	**1.400**	**1.490**	**1.539**	**1.519**	**100,0**

(1) Y compris chauffage urbain.

TABLEAU A.02-9

Emissions de dioxyde de carbone (CO_2) par secteur d'activité (1)

Source : Ministère de l'Environnement
(Sous-direction de la Pollution de l'air d'après CITEPA)

Unité : Million de tonnes

	r 1980	1985	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992	
					Quantité	%
Résidentiel et tertiaire (2)	120	100	89	93	95	24,5
Industrie et agriculture	95	70	62	59	58	14,9
Centrale électrique	112	53	43	51	44	11,3
Transformation d'énergie	19	13	14	14	14	3,6
Procédé industriel	65	49	48	48	48	12,4
Transport	93	103	125	128	129	33,2
Ensemble	**504**	**388**	**381**	**393**	**388**	**100,0**

(1) Les émissions de CO_2 sont exprimées en carbone.
(2) Y compris le chauffage urbain.

TABLEAU A.02-10

Etat sanitaire des eaux continentales de baignade

Saison balnéaire d'eau douce en 1992, répartition des points de prélèvement suivant la qualité (1)

Source : Ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale
(Direction générale de la santé)

	A	B	C	D	**Total**
Rivière :					
Nombre de points de prélèvement	52	365	135	88	**640**
Pourcentage	8,1	57,0	21,1	13,8	**100,0**
Lac :					
Nombre de points de prélèvement	89	123	21	2	**235**
Pourcentage	37,9	52,3	8,9	0,9	**100,0**
Retenue artificielle :					
Nombre de points de prélèvement	67	91	10	3	**171**
Pourcentage	39,2	53,2	5,8	1,8	**100,0**
Barrage réservoir :					
Nombre de points de prélèvement	88	100	8	2	**198**
Pourcentage	44,4	50,5	4,0	1,0	**100,0**
Carrière ballastière :					
Nombre de points de prélèvement	79	65	4	—	**148**
Pourcentage	53,4	43,9	2,7	—	**100,0**
Etang :					
Nombre de points de prélèvement	68	180	9	—	**257**
Pourcentage	26,5	70,0	3,5	—	**100,0**
Ensemble :					
Nombre de points de prélèvement	**443**	**924**	**187**	**95**	**1.649**
Pourcentage	**26,9**	**56,0**	**11,3**	**5,8**	**100,0**

(1) Ne sont pris en compte que les points ayant fait l'objet d'au moins quatre prélèvement. Les notes A, B désignent des eaux de qualité bonne ou moyennes et les notes C, D des eaux pouvant être momentanément polluées ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-11

Prélèvement total d'eau soumis à redevance (1)

Source : Ministère de l'Environnement (Direction de l'Eau) — *Unité :* Million de m^3

	r 1981	*r* 1987	*r* 1988	1991
Collectivités locales	5.440	5.900	5.930	6.090
Industries	5.550	4.650	4.590	4.440
Centrales thermiques	19.750	20.000	22.480	22.270
Irrigation	4.370	3.840	4.020	4.930
Total	**35.110**	**34.390**	**37.020**	**37.730**

(1) Les volumes indiqués correspondent à des évaluations, les redevances pouvant être forfaitaires.

TABLEAU A.02-12

Pollution industrielle de l'eau

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988	1989
Pollution nette (1) rejetée par les industries :							
— matières en suspension	Tonne/jour	2.397	1.890	1.854	1.689	1.601	1.538
— matières oxydables	»	2.774	2.288	2.250	2.158	2.168	2.025
— matières toxiques	10^3 équitox/jour	56.185	44.389	41.577	40.110	39.440	35.229
— azote	Tonne/jour	...	...	...	243	235	213

(1) Pollution après traitement.

TABLEAU A.02-13

Contribution des grands secteurs d'activité à la pollution industrielle des eaux

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques)

Unité : %

Secteurs d'activité	Matières en suspension			Matières oxydables			Matières toxiques		
	1984	1987	1988	1984	1987	1988	1984	1987	1988
Industries agro-alimentaires	22,0	24,5	24,0	45,6	45,6	45,2	0,4	0,2	0,2
Chimie et parachimie	32,8	24,0	22,3	17,4	16,4	16,1	54,3	52,3	54,5
Industries des métaux	14,0	14,6	13,4	8,9	8,9	8,9	36,4	39,9	37,2
Bois, papiers, cartons	8,3	10,1	12,7	13,0	12,9	14,3	1,4	0,9	1,0
Industries extractives	4,3	4,0	4,1	0,7	0,4	0,4	0,6	0,5	0,8
Industries minérales	1,6	1,7	1,7	0,3	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Production d'énergie	0,8	0,9	1,0	0,7	0,9	0,7	0,3	0,2	0,2
Industries textiles	4,3	5,5	5,5	8,1	8,7	8,6	5,0	4,4	4,4
Cuirs et peaux	1,3	1,3	1,3	1,4	1,2	1,1	1,3	1,0	1,0
Commerces et services	6,2	7,9	8,1	3,5	4,1	4,0	—	—	—
Divers	4,4	5,6	5,9	0,4	0,6	0,5	—	0,5	0,5
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU A.02-14

Pollution et capacité de traitement installées dans les collectivités locales

Source : Ministère de l'Environnement
(Statistiques des agences financières de bassin)

Unité : Million d'équivalents/habitants (1)

	1980	1985	1986	1987	1988	1991
Pollution brute	68,5	70,0	*r* 70,6	70,6	69,4	72,5
Pollution entrant dans les stations	30,5	35,5	36,0	35,9	39,0	45,3
Pollution éliminée	20,8	24,3	24,8	24,1	27,1	30,7
Pollution rejetée	47,7	45,7	45,8	46,5	42,3	41,8
Capacité de traitement	48,3	57,0	58,3	60,0	67,1	70,2
Taux de dépollution (en %)	30,4	34,7	*r* 35,1	34,1	39,0	42,3

(1) Un équivalent/habitant correspond à 57 g de matières oxydables.

TABLEAU A.02-15

Qualité des eaux de baignade en mer (1)

Sources : Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale et cellules de lutte contre les pollutions marines
Ministère de l'Environnement

	1980	1986	1987	1988	1989	1992
Nombre de points de mesure	1.316	1.710	1.704	1.713	1.726	1.932
Catégories (2) :						
• A :						
Nombre de points de mesure	279	515	576	571	750	912
%	21,2	30,1	33,8	33,3	43,4	47,2
• AB :						
Nombre de points de mesure	334	451	388	444	393	...
%	25,4	26,4	22,8	25,9	22,8	...
• B :						
Nombre de points de mesure	295	499	455	441	398	607
%	22,4	21,2	26,7	25,7	23,1	31,4
• C :						
Nombre de points de mesure	298	200	250	229	175	231
%	22,6	11,7	14,6	13,4	10,1	12,0
• CD :						
Nombre de points de mesure	45	21	22	13	5	...
%	3,4	1,2	1,3	0,8	0,3	...
• D :						
Nombre de points de mesure	65	24	13	15	5	6
%	4,9	1,4	0,8	0,9	0,3	0,3

(1) Une comparaison globale de la qualité des eaux de baignade en mer n'est pas possible du fait que les points de surveillance et la fréquence des prélèvements ne sont pas les mêmes au cours des années.
(2) Au moins 10 mesures par point : A : eau de bonne qualité; B : eau de qualité moyenne; C : eau pouvant être momentanément polluée; D : eau de mauvaise qualité. Moins de 10 mesures par point : AB : eau de bonne ou moyenne qualité; CD : eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-16

Bilan de la pollution des communes du littoral pendant la saison estivale (1)

Année 1991

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

Unités : Pollution : tonne par jour
Taux de dépollution : %

Communes du littoral par bassin	Pollution produite	Pollution éliminée	Taux de dépollution
Matières oxydables :			
Bassin Artois-Picardie	47,2	25,3	53,6
Bassin Seine-Normandie	84,8	36,4	42,9
Bassin Loire-Bretagne	156,6	78,2	49,9
Bassin Adour-Garonne	81,7	40	49,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	416,8	118,2	28,4
Total	**787,1**	**298,1**	**37,9**
Matières en suspension :			
Bassin Artois-Picardie	75	21	28,5
Bassin Seine-Normandie	112	66	59,2
Bassin Loire-Bretagne	217	130	59,9
Bassin Adour-Garonne	129	40	31,0
Bassin Rhône-Méditerranée-Corse	614	227	37,0
Total	**1.147**	**485**	**42,3**

(1) Y compris les industries raccordées.

TABLEAU A.02-17

Pollution nette (1) du milieu marin en provenance des industries des communes littorales

Source : Ministère de l'Environnement
(Directions de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques)

	Unités	1980	1985	1986	1987	1988
Matières en suspension	Tonne/jour	256,2	280,9	223,9	186,8	174,9
Matières oxydables	»	210,8	224,0	173,9	153,0	153,5
Matières toxiques	10^6 équitox/jour	7,5	12,4	8,3	8,5	8,8

(1) Il s'agit d'une estimation du maximum de pollution rejetée en un jour. Cette estimation permet d'établir l'assiette de la redevance. Les chiffres indiqués comprennent à la fois la pollution rejetée dans le milieu (environ 70 % des rejets) et les rejets dans les réseaux d'assainissement collectif.

TABLEAU A.02-18

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'unités, capacité de traitement et population

Situation au 31 décembre de l'année de l'inventaire (1)

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unités : Population : millier d'habitants
Capacité : tonne par jour

Type de traitement	Nombre d'unités		Capacité de traitement		Population desservie		Part de la population desservie (%)	
	1985	1989	1985	1989	1985	1989	1985	1989
Incinération sans récupération d'énergie	223	229	7.545	9.318	7.586	7.458	14,0	13,0
Incinération avec récupération d'énergie	66	77	12.296	19.639	12.401	15.706	22,8	27,5
Compostage	90	75	4.053	4.996	4.353	4.143	8,0	7,3
Broyage	125	108	3.786	4.430	4.082	3.680	7,5	6,5
Décharges contrôlées	341	376	18.445	48.550	18.664	20.405	34,4	35,8
Divers	5	4	282	543	283	413	0,5	0,7
Total	**850**	**869**	**46.407**	**87.476**	**47.370**	**51.805**	**87,2**	**90,8**

(1) Usines et décharges traitant plus de 10 tonnes par jour.

TABLEAU A.02-19

Les matériaux récupérés et leur taux d'utilisation

Année 1989

Source : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

Unités : Quantité récupérée : tonne par an
Taux d'utilisation : pourcentage

Matières	Quantités récupérées	Taux d'utilisation (1)
Ferrailles (y compris vieilles fontes)	9.800.000	38
Métaux non ferreux (2) :		
Aluminium	284.000	30
Plomb	139.400	61
Cuivre	150.000	28
Zinc	156.300	25
Papiers et cartons	3.086.000	46
Verre (3)	704.000	28
Plastiques	100.000	1
Textiles	110.000	—

(1) Le taux d'utilisation est la quantité consommée divisée par la production.
(2) Résultats de 1988.
(3) Dont 51.800 tonnes de verre ménager.

TABLEAU A.02-20

Evaluation des dépenses en faveur de l'environnement

Année 1990

Source : Ministère de l'Environnement
(Données économiques de l'environnement 1991)

Unité : Million de francs aux prix de 1990

Programmes	Administrations publiques	Industries	Ménages	**Total**
Par domaine :				
Eau (assainissement et épuration)	19.868	7.813	3.988	**31.669**
Air	—	6.557	850	**7.407**
Bruit	590	790	1.197	**2.577**
Déchets	15.912	7.069	1.417	**24.398**
Nettoyage des rues	4.493	—	—	**4.493**
Patrimoine écologique	1.723	—	—	**1.723**
Recherche et développement	2.115	1.802	—	**3.917**
Par nature :				
Investissement	10.228	5.878	4.487	**20.593**
Fonctionnement	34.473	18.153	2.965	**55.591**
Total	**44.701**	**24.031**	**7.452**	**76.184**

B

Démographie

RECENSEMENT DE LA POPULATION DE 1990

DES RÉSULTATS POUR TOUTES LES COMMUNES

DES RÉSULTATS COMMUNAUX DANS CHAQUE SÉRIE DE PUBLICATIONS

• Série orange :
Evolutions démographiques
1975-1982-1990
de 40 à 200 F le fascicule régional

• Série bleue :
Population légale
13 F le fascicule départemental

• Série jaune :
Logements-population-emploi
de 60 à 150 F le fascicule départemental

POUR MIEUX CONNAITRE LA POPULATION ET LES LOGEMENTS DE CHAQUE COMMUNE

11 pages de tableaux :
• Population par âge,
• Population active et chômeurs,
• Position professionnelle,
• Migrations depuis 1982,
• Déplacements domicile-travail,
• Taille des ménages,
• Type de logements, année d'achèvement, statut d'occupation, mode de chauffage, installations sanitaires...

LE PROFIL D'UNE COMMUNE

• Pour compléter les résultats du recensement, la fiche profil, disponible pour chaque commune, fournit des informations sur la présence des principaux commerces, services publics et privés, sur la capacité d'accueil et les causes d'attraction touristique, les données de l'état civil, l'impôt et le montant du revenu des habitants de la commune, le nombre et l'activité des établissements implantés sur la commune, l'activité agricole.

Commandes, renseignements et devis
auprès de l'observatoire économique de l'INSEE de votre région.

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Structure de la population active par grand groupe socioprofessionnel aux recensements de 1982 et 1990.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1992.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1993.
4. Population des États de la Communauté économique européenne.
5. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (métropole).
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupe d'âge au dernier recensement.
8. Population de 15 ans et plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (métropole).
9. Population de 15 ans et plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990 (métropole).
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (métropole).
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990 (métropole).
14. Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et activité économique au recensement de 1990 (métropole).
15. Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 (métropole).
17. Migrations par sexe et catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (métropole).
18. Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Répertoire et mouvement de la population » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRESENTATION

La France vieillit, la part des moins de 20 ans recule, celle des personnes âgées de plus de 60 ans augmente et frôle aujourd'hui les 20 %. En mars 1990, quatre millions d'habitants ont atteint ou dépassé 75 ans; les deux tiers sont des femmes.

La progression rapide et persistante de l'activité féminine porte le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 25,3 millions en 1990 contre 23,8 millions en 1982. La *population active* présente par ailleurs des signes de vieillissement : les 40-54 ans en constituent le tiers en 1990, contre 28 % en 1982. Le salariat continue de progresser pour atteindre 85,6 % des emplois contre 83 % en 1982. Enfin, la tendance à la baisse de l'activité des jeunes s'accentue.

2. MÉTHODOLOGIE

Nous nous contentons de donner ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1990. Pour plus de précisions, nous invitons les lecteurs à se reporter aux nombreuses publications indiquées à la fin de ce chapitre. Celles-ci comportent des notices méthodologiques en complément des tableaux.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1990, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1982 et de 1975. On trouvera également des résultats du recensement de 1990 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages » et D.02 : « Logement ».

Par contre, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par le service de la démographie de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1990.

Exploitation du recensement

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer en mars 1990, conformément aux dispositions du décret n° 89-274 du 26 avril 1989 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1975 et 1982.

La date de référence est le 5 mars 1990 (le 15 mars 1990 pour les DOM).

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives (voir chapitre A.01).

L'ensemble des questionnaires donne également lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, *âge, catégorie socioprofessionnelle,* confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires du recensement de 1990 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des précédents recensements comme une exploitation complémentaire de celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation exhaustive légère a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la *population active,* ainsi que sur les déplacements domicile-travail et les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau de la feuille de logement et du bulletin individuel n'a été saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites « lourdes » donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation de l'exhaustif léger.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1975 de l'exploitation au 1/5.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1990 font l'objet d'une diffusion très large et sous des formes variées : tableaux à la demande, publications, microfiches, fichiers sur bandes magnétiques et disquettes. De nombreux articles dans *Économie et Statistique, INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. À côté de ces publications, le recensement de 1990 donne lieu comme les précédents à la production d'un certain nombre de publications spécifiques; on donne ci-après la liste de ces publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « blanche », « jaune », « verte » et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] qui, depuis 1962, diffusent les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation de cette vaste opération.

D'autres publications et, plus généralement, d'autres résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux services régionaux de l'INSEE ou à INSEE-Infos service à Paris.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires), ceux de l'exploitation exhaustive et ceux de l'exploitation statistique des échantillons au 1/20 et au 1/4.

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans trois Séries (« bleue », « orange », « blanche »).

● Série « bleue » « Population légale » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers :

● Tableaux :
— tableaux prédéfinis :
  — tableaux-lignes des fascicules bleus,
  — tableaux-lignes des fascicules orange,
  — fiche historique
(ces tableaux sont agrégeables sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur listing, disquette, bande...).

● Cartes :
— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— BDCOM : base de données communales;
— fichier « dénombrement » des districts.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :
— édition au 1-3-1990 (volume et fascicules).

● Série « blanche » :
— composition communale des unités urbaines;
— composition des ZPIU (zones de peuplement industriel ou urbain).

Résultats de l'exhaustif

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* l'exploitation de l'exhaustif a donné lieu à la publication d'une série jaune, de tableaux normalisés, de cartes et de fichiers.

● Série « jaune » « Logements-population-emploi », évolutions 1975-1982-1990 :

● Tableaux (1) :
— tableaux normalisés de l'exhaustif (trois séries) : détaillés (11 pages), standards (6 pages), résumés au lieu de résidence (2 pages);
— tableaux-lignes des fascicules jaunes;
— tableaux de comptage des déplacements domicile/travail entre communes;
— tableaux sur mesure : prédéfinis agrégés sur une zone géographique, prédéfinis sur une sous-population, tableaux entièrement spéficiques.

Supports de diffusion :
— listings, impressions laser, disquettes, microfiches...

● Cartes :
— cartes sur mesure.

● Fichiers (hors fichiers de tableaux) :
— fichiers « détail » de l'exhaustif;
— fichiers « détail » au lieu de travail;
— fichiers des navettes domicile/travail entre communes.

Résultats du sondage au 1/20

Comme dans le cas des autres exploitations, *INSEE-Première* permet de présenter les résultats essentiels. De plus, un volume de tableaux normalisés standards France et régions est paru dans *INSEE-Résultats.*

Un volume thématique (anciennement Série « bordeaux ») sur les « Nationalités » paraît également sous forme *d'INSEE-Résultats* à partir de l'exploitation au 1/20.

Résultats du sondage au 1/4

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » (2) : « Population-activité-ménages », des volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et fichiers.

● Série « verte » : « Population-activité-ménages » :

● Volumes thématiques publiés dans la collection *INSEE-Résultats* (anciennement Série « Bordeaux ») :
— 7 volumes France métropolitaine :
  — population totale,
  — population active,
  — formation,
  — ménages et familles,
  — nationalités-étrangers,
  — logements et immeubles,
  — population originaire des DOM-TOM en France métropolitaine.

● Tableaux :
— tableaux normalisés (trois séries) détaillés (5 pages), standards (2 pages), résumés (4 pages), au lieu de résidence;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (8 pages), résumés (2 pages) au lieu de travail;
— tableaux normalisés (trois séries) : détaillés (15 pages), standards (7 pages), résumés (1 page) au lieu de résidence antérieure;
— tableaux-lignes d'indicateurs;
— tableaux d'étude pour partie, repris des volumes bordeaux;
— tableaux de structures des déplacements domicile/travail;
— tableaux de structures des migrations intercensitaires (1982-1990).

Supports de diffusion :
— listings, impressions laser, disquettes, bandes, microfiches pour les tableaux normalisés aux principaux échelons géographiques.

---

1. De façon générale, un nouvel outil informatique a été mis au point pour permettre l'interrogation des bases du recensement de 1990; il s'agit de CIRCE (cheminement informatique sur le recensement pour le calcul et l'édition).
2. Pour les DOM, les résultats de cette série sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

- Cartes :

— cartes sur mesure.

- Fichiers (hors fichiers de tableaux) :

— fichiers « détail » de l'exploitation au 1/4;
— fichier lieu de travail;
— fichier lieu de résidence antérieure.

Cas particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon : la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon a été recensée le 5 mars 1990 comme la métropole. Trois fascicules (bleu, jaune et vert) présentent les résultats de ce recensement. Dans tous les cas, l'ensemble des bulletins a été exploité.

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo); la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1990 (ainsi que dans les recensements de 1954, 1962, 1968, 1975 et 1982), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01);
— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'œuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement; c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement. La classe « 0 » ne comprend pour le recensement de 1990 que les enfants nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990; pour le recensement de 1982, ceux nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982 et pour le recensement de 1975 ceux nés du 1er janvier 1975 au 19 février 1975. Pour les DOM, la classe « 0 » comprend pour le recensement de 1990 les enfants nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990, pour le recensement de 1982 ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982 et pour le recensement de 1974, ceux nés du 1er janvier 1974 au 15 octobre 1974.

Catégorie socioprofessionnelle

Au recensement de 1982, a été utilisée pour la première fois la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles » qui venait d'être élaborée.

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée depuis 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles — PCS ».

Trois niveaux de regroupements sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 32 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins;
— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé;
— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au diplôme le plus élevé obtenu figurant sur le bulletin individuel (question 8) correspond à une information simplifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1982.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— certificat d'études primaires;
— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges;
— CAP;
— BEP;
— baccalauréat, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.);
— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé;
— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

Il est à noter que les non-déclarations à la question 8 ne sont pas redressées et sont conservées dans une modalité « aucun diplôme déclaré ». Ces non-déclarations peuvent en effet correspondre à des omissions ou refus de réponse, de même qu'à l'absence de diplôme.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter dans certaines situations des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) »;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) »; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune;
— dans des communes différentes :
  — de la même unité urbaine,
  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM),
  — du même département,
  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active au recensement de 1990

Les résultats concernant la population active — et particulièrement le nombre même de personnes actives — dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les problèmes de main-d'œuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Nous signalons au lecteur que ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active avant un emploi », les chômeurs et les militaires du contingent (1).

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle;
— statut;
— activité économique;
— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé;
— salariés de l'État;
— salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM;
— salariés de la Sécurité sociale;
— salariés des entreprises publiques ou nationales.

Non-salariés :

— indépendants sans salariés;
— employeurs;
— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salariés » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés :

— services dépendant du budget général.

Tous les ministères et leurs services.

Tous les budgets annexes :

— P et T, Imprimerie nationale, Monnaies et Médailles, etc.

Comptes spéciaux du Trésor :

— fabrication d'armement terrestre (DTAT), aéronautique (DTCA), navals (DTCN).

Organismes divers :

— enseignement public supérieur (universités, IUT);
— CROUS;
— les centres de formation professionnelle pour adultes (FPA);

---

1. En 1975 et 1982, les militaires du contingent n'étaient pas comptés dans la population active.

— bibliothèques, musées, théâtres nationaux;
— agence nationale pour l'emploi (ANPE);
— centre national de la recherche scientifique (CNRS);
— organismes d'intervention agricole (ONIC, ONILAIT, OFIVAL, etc.).

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

Ce sont principalement :

— régions, départements, communes, communautés urbaines;
— régies industrielles et commerciales (sauf RATP);
— syndicats et districts urbains;
— services communaux, départementaux;
— lycées, collèges;
— chambres d'agriculture, de commerce, de métiers et les services et écoles qui en dépendent (y compris centres de formation d'apprentis);
— caisse des écoles (dont gestion de cantines, de colonies de vacances), et bureaux d'aide sociale;
— maisons de jeunes;
— syndicats d'initiative;
— hôpitaux publics, centres hospitaliers, assistance publique;
— offices d'HLM (qui sont toutefois des organismes de droit privé).

4. Salariés de la Sécurité sociale

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale :

— régime général : Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) [y compris les URSSAF], caisses d'assurance vieillesse, maladie, d'allocations familiales;
— régimes spéciaux ou statutaires;
— régimes complémentaires : caisses de retraites complémentaires (AGIRC, ARRCO, UNIRS, RESURCA, ASSEDIC, UNEDIC).

Remarque :

Les salariés des assurances mutuelles ne sont pas classés avec ceux de la Sécurité sociale, mais avec les salariés du secteur privé.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit — sans avoir besoin d'une délégation quelconque — une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée);
— président-directeur général;
— président de société anonyme;
— directeur général de société anonyme;
— associé de société en nom;
— associé de société de fait;
— commanditaire de société en commandite;
— chef d'entreprise;
— administrateur de société;
— agent d'assurance dirigeant un cabinet;
— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales);
— administrateur général d'entreprise publique;
— président d'entreprise nationalisée;
— associé de GAEC (agriculture);
— autres :
  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée sont considérés comme non salariés;
  — les avocats sont toujours considérés comme non salariés;
  — les gérants libres du commerce sont non salariés mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés.

La distinction entre indépendants sans salariés et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte, combien de salariés employez-vous ? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salariés ». C'est le plus vraisemblable; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeurs à celui d'indépendants sans salariés.

Type d'activité

Pour toute personne née en 1975 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi;
— chômeurs;
— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs;
— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle);
— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou à son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1915 à 1975 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socio-professionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1960 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 35 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1975 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1975 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 35 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications :

Généralités et méthodologie sur le recensement :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1990.

Tome 1 : Présentation générale, géographie et cartographie, dénombrement (à paraître).

Tome 2 : Description des données (exploitation exhaustive).

Tome 3 : Description des traitements (exploitation exhaustive).

Tome 4 : Description des données (exploitation lourde).

Tome 5 : Description des traitements (exploitation lourde).

Tome 6 : Description des tableaux normalisés (à paraître).

Tome 7 : Fichiers issus des sondages au 1/24 et au 1/100 (tableaux normalisés).

Tome 8 : Description des fichiers (à paraître).

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques (à paraître).

Publications relatives au recensement de la population de 1990 :

Série « bleue » : « Population légale » (population totale, municipale, comptées à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes;

— volume bleu : reliure des fascicules départementaux;

— fascicule : France, régions, départements et communes de plus de 2 000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1975-1982-1990 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : (résultats provisoires) départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emplois;

— fascicules régionaux (23) : (résultats définitifs) régions, départements, communes (les 4 DOM sont regroupés en un seul volume);

— fascicule : France, départements, unités urbaines;

— fascicule : ZPIU (zones de peuplement urbain et industriel).

Série « blanche » :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1990;

— composition des ZPIU (zones de peuplement urbain), délimitation 1990.

Série « jaune » : « Logement-Population-Emploi, évolution 1975-1982-1990 » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés détaillés de l'exhaustif pour le département et ses principales communes, lignes d'indicateurs 75-82-90 pour d'autres échelons (la rétrospective 75-82 n'existe pas pour les DOM);

— fascicule national : la France et ses régions, tableaux normalisés France et régions, lignes d'indicateurs régions et départements; communes de plus de 10.000 habitants; unités urbaines de plus de 20.000 habitants.

Série « verte » :
— fascicules départementaux (100) : tableaux normalisés standards pour le département, partie urbaine/rurale, les principales communes et agglomérations; lignes d'indicateurs pour les communes de 2.000 habitants ou plus;
— fascicules régionaux (22) : tableaux normalisés détaillés pour la région et ses départements;
— fascicule national : la France et ses régions.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1990 », n° 81. Première estimation nationale;
— « La population des régions », n° 82. Recensement de la population de 1990. Premières estimations;
— « La population des départements d'outre-mer en 1990 », n° 83. Recensement de la population. Premières estimations;
— « Les 100 premières agglomérations au recensement de 1990 », n° 111;
— « La population légale au recensement de 1990 », n° 116;
— « Plus loin de la ville », n° 119. Résultats au recensement de la population de 1990;
— « Villes et régions au rendez-vous de l'Europe », n° 136;
— « Moins d'enfants dans une France qui vieillit », n° 146. Recensement de la population de 1990;
— « Moins de logements neufs, plus de rénovation », n° 147. Recensement de la population de 1990;
— « Une population jeune dans les DOM », n° 148. Recensement de la population de 1990;
— « 25 millions d'actifs en mars 1990 », n° 149. Recensement de la population de 1990;
— « La population étrangère », n° 150. Recensement de la population de 1990;
— « Sommes-nous tous logés à la même enseigne », n° 157. Recensement de la population de 1990;
— « Six femmes sur dix sont actives, une active sur quatre à temps partiel », n° 160;
— « La localisation des étrangers en France », n° 177. Recensement de la population de 1990;
— « Six millions de personnes seules », n° 200. Recensement de la population de 1990;
— « Les déplacements domicile-travail », n° 202. Recensement de la population de 1990;
— « La population des DOM-TOM en métropole », n° 204;
— « La population étrangère en 1990 par nationalité », n° 217. Recensement de la population de 1990;
— « Les quartiers prioritaires de la politique de la ville », n° 234;

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

Série thématique (ex « bordeaux ») :
— « Nationalités », n° 21;
— « Ménages, familles », n°s 22-23;
— « Structure de la population totale » (à paraître);
— « Population active » (à paraître);
— « Formation » (à paraître);
— « La population des DOM-TOM résidant en France métropolitaine », n° 24;
— « Nationalités », n° 19. Résultats du sondage au vingtième;
— « France métropolitaine et régions », n°s 13-14-15. Résultats du sondage au vingtième.

Économie et statistique :

— « Les étrangers en France », n° 242;
— « Le vieillissement sera plus important que prévu », n° 243;
— « La ville », n° 245;
— « La population des DOM en 1990 », n° 248;
— « Les migrations alternantes : un volant d'ajustement du marché du travail », n° 219;
— « Les marchés régionaux du travail », n° 253;
— « La population active agricole devrait continuer à baisser », n° 254-5.

La Société française, données sociales 1993, mai 1993.

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 12 août 1991.
Wallis-et-Futuna : 9 octobre 1990.
Saint-Pierre-et-Miquelon : 15 mars 1990.
Nouvelle-Calédonie : 4 avril 1989.
Polynésie française : 6 septembre 1988.

INSEE-Première :

— « Mayotte : 6 mahorais sur 10 ont moins de vingt ans », n° 236;
— « La population de Wallis-et-Futuna en 1990 », n° 142;
— « Nouvelle-Calédonie : Principales caractéristiques de la population ».
— « 164.173 habitants en Nouvelle-Calédonie au 4 avril 1989 », n° 41.

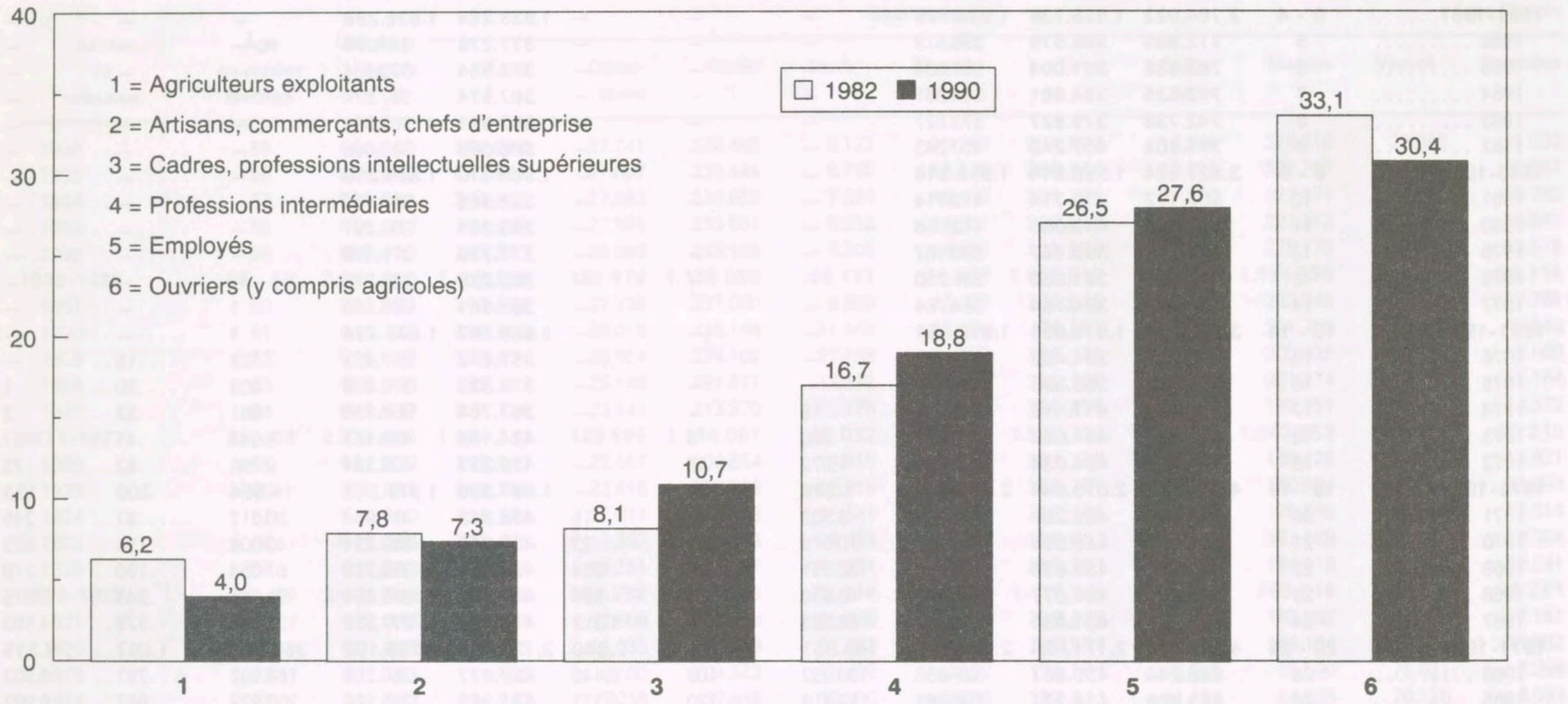
INSEE-Résultats :

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 20;
— « Image de la population de Wallis-et-Futuna », n° 18. Principaux résultats du recensement 1990;
— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 2. Principaux résultats du recensement 1989.

* * *

GRAPHIQUE B.01

Structure de la population active par grands groupes socioprofessionnels aux recensements de 1982 et 1990



Source : INSEE (Division "Recensement de la population")

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (en milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de 0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1970	50.528,2	34,84	32,52	104,94	33,15	48,82	18,03	4,66
1975	52.600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53.731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55.157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1986	55.411,2	36,32	33,69	105,20	28,87	52,87	18,26	6,37
1987	55.681,8	36,44	33,93	105,27	28,59	52,97	18,44	6,44
1988	55.966,1	36,59	34,17	105,33	28,33	53,04	18,63	6,57
1989	56.269,8	36,73	34,42	105,37	28,07	53,09	18,84	6,69
1990	56.577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1991	56.893,2	37,03	34,92	105,37	27,48	53,27	19,25	6,65
1992	*r* 57.217,6	37,19	35,17	105,34	27,13	53,42	19,45	6,43
1993 p	*r* 57.526,5	37,36	35,43	105,32	26,77	53,57	19,65	6,25

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1992

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1991	0	**747.116**	**382.733**	382.733	—	—	—	**364.383**	364.383	—	—	—
1990	1	**745.395**	**382.106**	382.106	—	—	—	**363.289**	363.289	—	—	—
1989	2	**752.079**	**384.065**	384.065	—	—	—	**368.014**	368.014	—	—	—
1988	3	**758.953**	**388.141**	388.141	—	—	—	**370.812**	370.812	—	—	—
1987	4	**760.479**	**388.691**	388.691	—	—	—	**371.788**	371.788	—	—	—
1991-1987.....	**0 - 4**	**3.764.022**	**1.925.736**	**1.925.736**	—	—	—	**1.838.286**	**1.838.286**	—	—	—
1986	5	**772.855**	**395.579**	395.579	—	—	—	**377.276**	377.276	—	—	—
1985	6	**763.988**	**391.004**	391.004	—	—	—	**372.984**	372.984	—	—	—
1984	7	**752.635**	**384.661**	384.661	—	—	—	**367.974**	367.974	—	—	—
1983	8	**742.738**	**379.827**	379.827	—	—	—	**362.911**	362.911	—	—	—
1982	9	**795.308**	**407.243**	407.243	—	—	—	**388.065**	388.065	—	—	—
1986-1982.....	**5 - 9**	**3.827.524**	**1.958.314**	**1.958.314**	—	—	—	**1.869.210**	**1.869.210**	—	—	—
1981	10	**802.102**	**410.714**	410.714	—	—	—	**391.388**	391.388	—	—	—
1980	11	**805.347**	**412.056**	412.056	—	—	—	**393.291**	393.291	—	—	—
1979	12	**761.946**	**390.167**	390.167	—	—	—	**371.779**	371.779	—	—	—
1978	13	**744.528**	**381.250**	381.250	—	—	—	**363.278**	363.278	—	—	—
1977	14	**751.425**	**384.764**	384.764	—	—	—	**366.661**	366.660	1	—	—
1981-1977.....	**10 - 14**	**3.865.348**	**1.978.951**	**1.978.951**	—	—	—	**1.886.397**	**1.886.396**	**1**	—	—
1976	15	**732.298**	**374.422**	374.422	—	—	—	**357.876**	357.833	28	15	—
1975	16	**761.714**	**389.391**	389.391	—	—	—	**372.323**	372.089	203	30	1
1974	17	**814.866**	**417.112**	417.094	18	—	—	**397.754**	396.739	981	32	2
1973	18	**868.194**	**444.085**	443.871	206	8	—	**424.109**	420.467	3.544	41	57
1972	19	**889.371**	**454.034**	452.946	1.072	16	—	**435.337**	425.384	9.798	82	73
1976-1972.....	**15 - 19**	**4.066.443**	**2.079.044**	**2.077.724**	**1.296**	**24**	—	**1.987.399**	**1.972.512**	**14.554**	**200**	**133**
1971	20	**891.102**	**452.289**	448.744	3.503	24	18	**438.813**	417.954	20.517	97	245
1970	21	**869.717**	**440.698**	430.497	10.078	31	92	**429.019**	388.234	40.008	154	623
1969	22	**857.080**	**432.829**	409.960	22.551	34	284	**424.251**	355.728	67.054	190	1.279
1968	23	**841.989**	**424.077**	382.440	40.936	67	634	**417.912**	315.864	99.225	248	2.575
1967	24	**837.320**	**421.631**	353.357	66.883	79	1.312	**415.689**	277.322	133.396	378	4.593
1971-1967.....	**20 - 24**	**4.297.208**	**2.171.524**	**2.024.998**	**143.951**	**235**	**2.340**	**2.125.684**	**1.755.102**	**360.200**	**1.067**	**9.315**
1966	25	**858.244**	**430.267**	327.658	100.052	108	2.449	**427.977**	250.286	169.992	797	6.902
1965	26	**865.606**	**434.221**	296.262	133.416	170	4.373	**431.385**	219.496	200.929	967	9.993
1964	27	**880.022**	**440.227**	267.312	166.198	249	6.468	**439.795**	195.029	230.248	1.175	13.343
1963	28	**875.071**	**436.940**	235.352	192.462	334	8.792	**438.131**	170.310	249.301	1.566	16.954
1962	29	**853.092**	**425.671**	202.747	211.511	365	11.048	**427.421**	146.873	259.351	1.771	19.426
1966-1962.....	**25 - 29**	**4.332.035**	**2.167.326**	**1.329.331**	**803.639**	**1.226**	**33.130**	**2.164.709**	**981.994**	**1.109.821**	**6.276**	**66.618**
1961	30	**865.354**	**431.434**	183.581	233.016	407	14.430	**433.920**	132.441	276.477	2.149	22.853
1960	31	**866.967**	**432.736**	163.065	252.146	545	16.980	**434.231**	116.356	288.699	2.605	26.571
1959	32	**869.440**	**433.452**	145.280	267.648	639	19.885	**435.988**	104.074	298.945	2.955	30.014
1958	33	**853.092**	**424.715**	128.416	273.435	740	22.124	**428.377**	91.468	301.147	3.479	32.283
1957	34	**857.133**	**426.610**	115.908	285.072	877	24.753	**430.523**	82.539	308.383	3.984	35.617
1961-1957.....	**30 - 34**	**4.311.986**	**2.148.947**	**736.250**	**1.311.317**	**3.208**	**98.172**	**2.163.039**	**526.878**	**1.473.651**	**15.172**	**147.338**
1956	35	**854.732**	**425.187**	104.471	292.477	1.065	27.174	**429.545**	74.171	312.977	4.534	37.863
1955	36	**854.738**	**425.085**	92.902	301.826	1.152	29.205	**429.653**	67.637	316.816	5.047	40.153
1954	37	**855.386**	**426.731**	84.745	309.426	1.286	31.274	**428.655**	61.928	318.789	5.598	42.340
1953	38	**844.155**	**421.856**	76.910	310.692	1.484	32.770	**422.299**	56.499	316.209	6.161	43.430
1952	39	**863.797**	**432.751**	72.445	324.020	1.602	34.684	**431.046**	53.594	324.880	6.898	45.674
1956-1952.....	**35 - 39**	**4.272.808**	**2.131.610**	**431.473**	**1.538.441**	**6.589**	**155.107**	**2.141.198**	**313.829**	**1.589.671**	**28.238**	**209.460**
1951	40	**849.975**	**426.427**	65.499	323.031	1.900	35.997	**423.548**	49.230	320.604	7.730	45.984
1950	41	**888.641**	**447.502**	62.698	344.224	2.328	38.252	**441.139**	47.142	335.421	8.849	49.727
1949	42	**879.722**	**443.460**	56.626	345.806	2.567	38.461	**436.262**	43.493	333.095	10.016	49.658
1948	43	**881.702**	**446.591**	53.100	352.036	2.886	38.569	**435.111**	40.910	334.049	11.227	48.925
1947	44	**867.860**	**439.912**	48.435	349.731	3.106	38.640	**427.948**	37.969	329.656	12.249	48.074
1951-1947.....	**40 - 44**	**4.367.900**	**2.203.892**	**286.358**	**1.714.828**	**12.787**	**189.919**	**2.164.008**	**218.744**	**1.652.825**	**50.071**	**242.368**
1946	45	**827.072**	**418.390**	44.321	333.768	3.261	37.040	**408.682**	34.179	315.948	13.252	45.303
1945	46	**630.585**	**319.144**	32.125	256.202	2.798	28.019	**311.441**	25.093	240.106	11.525	34.717
1944	47	**620.906**	**313.701**	30.027	253.509	3.177	26.988	**307.205**	23.876	237.858	12.730	32.741
1943	48	**608.134**	**307.662**	28.413	250.305	3.178	25.766	**300.472**	22.241	233.011	13.824	31.396
1942	49	**568.894**	**288.309**	26.663	234.816	3.330	23.500	**280.585**	20.684	216.642	14.217	29.042
1946-1942.....	**45 - 49**	**3.255.591**	**1.647.206**	**161.549**	**1.328.600**	**15.744**	**141.313**	**1.608.385**	**126.073**	**1.243.565**	**65.548**	**173.199**
1941	50	**511.737**	**258.648**	24.099	211.023	3.270	20.256	**253.089**	18.163	196.159	14.469	24.298
1940	51	**541.844**	**272.584**	25.577	222.749	3.979	20.279	**269.260**	18.984	208.173	17.721	24.382
1939	52	**577.533**	**287.682**	27.552	235.363	4.670	20.097	**289.851**	19.884	224.741	21.073	24.153
1938	53	**572.851**	**284.865**	27.065	233.864	5.063	18.873	**287.986**	19.611	221.552	23.444	23.379
1937	54	**572.308**	**282.974**	27.071	232.530	5.556	17.817	**289.334**	19.238	222.593	25.815	21.688
1941-1937.....	**50 - 54**	**2.776.273**	**1.386.753**	**131.364**	**1.135.529**	**22.538**	**97.322**	**1.389.520**	**95.880**	**1.073.218**	**102.522**	**117.900**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1992

Évaluation basée sur le recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1936	55	582.165	287.088	27.741	236.465	6.122	16.760	295.077	19.846	224.816	29.383	21.032
1935	56	579.098	283.654	27.602	233.444	6.730	15.878	295.444	19.815	222.767	32.975	19.887
1934	57	596.051	290.653	27.983	239.583	7.624	15.463	305.398	20.710	227.371	37.537	19.780
1933	58	586.171	284.096	27.555	233.501	8.333	14.707	302.075	20.841	221.212	41.181	18.841
1932	59	609.120	293.597	28.098	242.106	9.303	14.090	315.523	22.099	228.173	46.675	18.576
1936-1932.....	**55 - 59**	2.952.605	1.439.088	**138.979**	**1.185.099**	**38.112**	**76.898**	1.513.517	**103.311**	**1.124.339**	**187.751**	**98.116**
1931	60	601.852	287.872	27.336	237.050	9.989	13.497	313.980	22.461	222.542	51.226	17.751
1930	61	611.130	290.533	28.016	238.194	11.458	12.865	320.597	23.451	221.760	58.140	17.246
1929	62	578.536	273.411	25.954	224.102	11.798	11.557	305.125	22.784	205.926	60.755	15.660
1928	63	575.975	269.780	25.146	221.371	12.512	10.751	306.195	22.827	201.374	66.810	15.184
1927	64	559.572	259.736	23.143	213.370	13.275	9.948	299.836	22.720	192.251	70.493	14.372
1931-1927.....	**60 - 64**	2.927.065	1.381.332	**129.595**	**1.134.087**	**59.032**	**58.618**	1.545.733	**114.243**	**1.043.853**	**307.424**	**80.213**
1926	65	557.672	255.913	22.557	209.654	14.315	9.387	301.759	23.322	188.225	76.291	13.921
1925	66	550.466	249.759	22.915	202.822	15.218	8.804	300.707	23.939	180.904	82.065	13.799
1924	67	529.090	236.724	21.017	192.243	15.541	7.923	292.366	23.275	170.386	85.691	13.014
1923	68	523.095	232.448	19.382	189.133	16.423	7.510	290.647	23.435	163.185	91.641	12.386
1922	69	516.203	226.636	18.381	183.497	17.951	6.807	289.567	22.973	156.316	98.137	12.141
1926-1922.....	**65 - 69**	2.676.526	1.201.480	**104.252**	**977.349**	**79.448**	**40.431**	1.475.046	**116.944**	**859.016**	**433.825**	**65.261**
1921	70	522.716	227.690	17.809	183.968	19.086	6.827	295.026	22.945	152.592	107.308	12.181
1920	71	521.660	226.159	16.033	182.219	21.462	6.445	295.501	22.144	143.194	118.331	11.832
1919	72	307.763	131.469	9.600	104.582	13.435	3.852	176.294	13.595	79.590	75.821	7.288
1918	73	262.893	110.082	7.758	87.038	12.300	2.986	152.811	11.761	64.825	70.126	6.099
1917	74	225.935	92.985	6.789	72.624	11.077	2.495	132.950	10.330	52.735	64.539	5.346
1921-1917.....	**70 - 74**	1.840.967	788.385	**57.989**	**630.431**	**77.360**	**22.605**	1.052.582	**80.775**	**492.936**	**436.125**	**42.746**
1916	75	205.402	83.083	5.937	64.325	10.749	2.072	122.319	9.493	45.293	62.796	4.737
1915	76	247.770	98.515	7.196	74.993	14.013	2.313	149.255	11.946	51.533	80.242	5.534
1914	77	355.451	137.213	9.968	102.839	21.400	3.006	218.238	17.164	71.544	121.891	7.639
1913	78	342.420	130.920	9.309	95.737	23.056	2.818	211.500	16.726	64.115	123.420	7.239
1912	79	327.604	122.003	8.860	86.812	23.834	2.497	205.601	16.669	56.726	125.337	6.869
1916-1912.....	**75 - 79**	1.478.647	571.734	**41.270**	**424.706**	**93.052**	**12.706**	906.913	**71.998**	**289.211**	**513.686**	**32.018**
1911	80	287.394	104.139	7.571	71.779	22.637	2.152	183.255	14.971	46.028	116.180	6.076
1910	81	279.285	98.385	6.995	65.475	23.993	1.922	180.900	15.001	39.739	120.552	5.608
1909	82	253.068	86.098	5.981	55.509	23.016	1.592	166.970	14.080	32.655	115.194	5.041
1908	83	231.769	76.648	5.640	47.358	22.302	1.348	155.121	13.524	26.474	110.660	4.463
1907	84	200.868	63.872	4.440	37.787	20.633	1.012	136.996	12.080	20.675	100.373	3.868
1911-1907.....	**80 - 84**	1.252.384	429.142	**30.627**	**277.908**	**112.581**	**8.026**	823.242	**69.656**	**165.571**	**562.959**	**25.056**
1906	85	179.565	55.180	3.659	31.469	19.190	862	124.385	11.295	16.313	93.394	3.383
1905	86	155.627	46.402	3.052	24.976	17.688	686	109.225	10.139	12.284	84.062	2.740
1904	87	132.765	37.432	2.495	18.980	15.489	468	95.333	9.080	9.336	74.641	2.276
1903	88	111.950	30.308	1.874	14.282	13.773	379	81.642	7.988	6.806	64.879	1.969
1902	89	94.844	24.716	1.603	10.664	12.147	302	70.128	6.851	5.073	56.628	1.576
1906-1902.....	**85 - 89**	674.751	194.038	**12.683**	**100.371**	**78.287**	**2.697**	480.713	**45.353**	**49.812**	**373.604**	**11.944**
1901	90	76.632	18.803	1.281	7.661	9.645	216	57.829	5.864	3.755	46.946	1.264
1900	91	56.763	13.240	795	4.673	7.652	120	43.523	4.478	1.983	36.170	892
1899	92	42.472	9.424	600	3.069	5.677	78	33.048	3.386	1.319	27.722	621
1898	93	31.138	6.457	392	1.934	4.074	57	24.681	2.649	857	20.680	495
1897	94	23.135	4.501	245	1.236	2.997	23	18.634	2.129	550	15.607	348
1901-1897.....	**90 - 94**	230.140	52.425	**3.313**	**18.573**	**30.045**	**494**	177.715	**18.506**	**8.464**	**147.125**	**3.620**
1896 et avant	**95 ou plus**	47.354	7.400	**433**	**1.569**	**5.331**	**67**	39.954	**4.671**	**1.170**	**33.476**	**637**
Population totale .		57.217.577	27.864.327	13.561.189	12.727.694	635.599	939.845	29.353.250	12.210.361	12.551.878	3.265.069	1.325.942
Moins de 20 ans . . .		15.523.337	7.942.045	7.940.725	1.296	24	—	7.581.292	7.566.404	14.555	200	133
20 ans à 64 ans . . .		33.493.471	16.677.678	5.369.897	10.295.491	159.471	852.819	16.815.793	4.236.054	10.671.143	764.069	1.144.527
65 ans ou plus		8.200.769	3.244.604	250.567	2.430.907	476.104	87.026	4.956.165	407.903	1.866.180	2.500.800	181.282

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 1993

Evaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1990

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	Année de naissance	Âge en années révolues	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
1992	0	**730.146**	373.794	356.352	1942	50	**566.937**	286.886	280.051
1991	1	**742.495**	379.659	362.836	1941	51	**509.900**	257.338	252.562
1990	2	**750.503**	384.909	365.594	1940	52	**539.669**	271.070	268.599
1989	3	**753.721**	384.680	369.041	1939	53	**574.563**	285.590	288.973
1988	4	**762.317**	390.117	372.200	1938	54	**570.008**	282.747	287.261
1992-1988	0 - 4	**3.739.182**	1.913.159	1.826.023	1942-1938	50 - 54	**2.761.077**	1.383.631	1.377.446
1987	5	**763.834**	390.433	373.401	1937	55	**569.505**	280.842	288.663
1986	6	**775.095**	396.717	378.378	1936	56	**578.907**	284.648	294.259
1985	7	**765.417**	391.650	373.767	1935	57	**575.487**	280.993	294.494
1984	8	**755.472**	386.101	369.371	1934	58	**591.873**	287.619	304.254
1983	9	**744.942**	380.920	364.022	1933	59	**581.470**	280.705	300.765
1987-1983	5 - 9	**3.804.760**	1.945.821	1.858.939	1937-1933	55 - 59	**2.897.242**	1.414.807	1.482.435
1982	10	**796.448**	407.829	388.619	1932	60	**603.858**	289.718	314.140
1981	11	**803.760**	411.525	392.235	1931	61	**596.186**	283.706	312.480
1980	12	**807.794**	413.349	394.445	1930	62	**604.693**	285.903	318.790
1979	13	**763.854**	391.299	372.555	1929	63	**571.668**	268.554	303.114
1978	14	**746.752**	382.409	364.343	1928	64	**568.771**	264.715	304.056
1982-1978	10 - 14	**3.918.608**	2.006.411	1.912.197	1932-1928	60 - 64	**2.945.176**	1.392.596	1.552.580
1977	15	**754.671**	386.186	368.485	1927	65	**552.310**	254.616	297.694
1976	16	**736.603**	376.446	360.157	1926	66	**550.149**	250.782	299.367
1975	17	**764.681**	390.772	373.909	1925	67	**541.877**	243.926	297.951
1974	18	**815.794**	417.100	398.694	1924	68	**520.249**	230.763	289.486
1973	19	**866.899**	442.496	424.403	1923	69	**513.676**	226.316	287.360
1977-1973	15 - 19	**3.938.648**	2.013.000	1.925.648	1927-1923	65 - 69	**2.678.261**	1.206.403	1.471.858
1972	20	**887.489**	451.965	435.524	1922	70	**506.430**	220.425	286.005
1971	21	**888.363**	449.668	438.695	1921	71	**511.514**	220.612	290.902
1970	22	**866.973**	438.186	428.787	1920	72	**509.423**	218.458	290.965
1969	23	**855.021**	431.157	423.864	1919	73	**299.757**	126.588	173.169
1968	24	**840.761**	422.966	417.795	1918	74	**255.351**	105.598	149.753
1972-1968	20 - 24	**4.338.607**	2.193.942	2.144.665	1922-1918	70 - 74	**2.082.475**	891.681	1.190.794
1967	25	**837.950**	421.445	416.505	1917	75	**218.921**	88.957	129.964
1966	26	**861.145**	431.754	429.391	1916	76	**198.152**	78.969	119.183
1965	27	**869.383**	436.405	432.978	1915	77	**238.171**	93.253	144.918
1964	28	**884.008**	442.448	441.560	1914	78	**340.674**	129.165	211.509
1963	29	**879.500**	439.322	440.178	1913	79	**326.124**	122.304	203.820
1967-1963	25 - 29	**4.331.986**	2.171.374	2.160.612	1917-1913	75 - 79	**1.322.042**	512.648	809.394
1962	30	**857.369**	427.825	429.544	1912	80	**310.064**	113.094	196.970
1961	31	**869.182**	433.299	435.883	1911	81	**270.399**	95.750	174.649
1960	32	**869.641**	433.991	435.650	1910	82	**260.450**	89.593	170.857
1959	33	**871.095**	434.198	436.897	1909	83	**233.951**	77.534	156.417
1958	34	**854.282**	425.235	429.047	1908	84	**211.919**	68.023	143.896
1962-1958	30 - 34	**4.321.569**	2.154.548	2.167.021	1912-1908	80 - 84	**1.286.783**	443.994	842.789
1957	35	**858.506**	427.246	431.260	1907	85	**182.012**	56.247	125.765
1956	36	**855.862**	425.530	430.332	1906	86	**160.758**	47.962	112.796
1955	37	**854.736**	424.832	429.904	1905	87	**137.530**	39.743	97.787
1954	38	**855.219**	426.351	428.868	1904	88	**115.741**	31.414	84.327
1953	39	**844.243**	421.588	422.655	1903	89	**96.121**	24.939	71.182
1957-1953	35 - 39	**4.268.566**	2.125.547	2.143.019	1907-1903	85 - 89	**692.162**	200.305	491.857
1952	40	**863.312**	432.138	431.174	1902	90	**79.754**	19.996	59.758
1951	41	**848.899**	425.483	423.416	1901	91	**63.306**	14.920	48.386
1950	42	**887.329**	446.427	440.902	1900	92	**45.542**	10.176	35.366
1949	43	**877.855**	442.165	435.690	1899	93	**33.495**	7.140	26.355
1948	44	**879.511**	445.061	434.450	1898	94	**24.037**	4.813	19.224
1952-1948	40 - 44	**4.356.906**	2.191.274	2.165.632	1902-1898	90 - 94	**246.134**	57.045	189.089
1947	45	**865.638**	438.188	427.450	1898 et avant	95 ou plus	**52.619**	8.525	44.094
1946	46	**824.730**	416.647	408.083					
1945	47	**628.480**	317.719	310.761	**Population totale** ..		**57.526.521**	**28.017.601**	**29.508.920**
1944	48	**619.045**	312.349	306.696	Moins de 20 ans .		**15.401.198**	7.878.391	7.522.807
1943	49	**605.855**	305.987	299.868	20 ans à 64 ans ..		**33.764.877**	16.818.609	16.946.268
1947-1943	45 - 49	**3.543.748**	1.790.890	1.752.858	65 ans ou plus ...		**8.360.446**	3.320.601	5.039.845

TABLEAU B.01-4

Population des Etats de la Communauté économique européenne

Au 1er Janvier 1991

Source : EUROSTAT — *Unité :* Millier

Pays	Population	Sexe masculin				Sexe féminin			
		Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Tous âges	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
Allemagne (ex-RFA) (2)	62.679,0	30.236,4	6.707,9	20.255,7	3.272,8	32.442,6	6.363,2	19.738,2	6.341,2
Belgique	9.986,9	4.880,6	1.259,3	3.028,0	593,3	5.106,3	1.200,7	2.998,2	907,3
Danemark	5.146,2	2.536,2	635,4	1.570,1	330,7	2.610,0	606,6	1.532,2	471,2
Espagne	38.994,0	19.140,4	5.590,5	11.381,2	2.168,7	19.853,6	5.249,8	11.492,4	3.111,4
France	**56.893,4**	**27.702,7**	**7.997,0**	**16.538,5**	**3.167,2**	**29.190,7**	**7.635,3**	**16.686,6**	**4.868,8**
Grèce (1)	10.019,0	4.929,6	1.386,7	2.943,2	599,7	5.089,4	1.296,8	3.018,7	773,9
Irlande	3.519,0	1.756,9	661,5	924,1	171,3	1.762,1	630,2	901,5	230,4
Italie	57.746,3	28.072,6	7.066,8	17.560,7	3.445,1	29.673,7	6.693,3	17.868,1	5.112,3
Luxembourg	384,2	188,1	45,6	123,5	19,0	196,1	43,4	120,1	32,6
Pays-Bas	15.010,8	7.419,5	2.181,2	2.571,2	2.667,1	7.591,3	2.149,6	2.711,4	2.730,3
Portugal	9.858,5	4.757,7	1.264,1	1.925,2	1.568,4	5.100,8	1.407,8	2.925,9	767,1
Royaume-Uni (2)	57.309,0	27.953,0	7.626,0	16.745,5	3.581,5	29.356,0	7.241,5	16.728,5	5.386,0

(1) au 1er janvier 1989.
(2) au 1er janvier 1990.

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1975			1982			(1) 1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Moins de 20 ans	**16.151.675**	8.250.070	7.901.605	**15.594.780**	7.980.256	7.614.524	**14.991.528**	7.666.883	7.324.645
20 à 59 ans	**26.482.160**	13.400.630	13.081.530	**28.664.076**	14.403.584	14.260.492	**30.358.978**	15.197.550	15.161.428
60 à 74 ans	**7.005.255**	3.123.880	3.881.375	**6.478.304**	2.888.248	3.590.056	**7.256.296**	3.301.003	3.955.293
75 ans ou plus	**2.960.340**	969.895	1.990.445	**3.558.452**	1.215.568	2.342.84	**4.045.153**	1.399.620	2.645.533
0 à 4 ans	**3.424.210**	1.752.654	1.671.565	**3.137.284**	1.605.824	1.531.460	**3.150.782**	1.610.598	1.540.184
5 à 9 ans	**4.185.945**	2.138.455	2.047.490	**3.815.176**	1.952.904	1.862.272	**3.841.218**	1.962.629	1.878.589
10 à 14 ans	**4.299.265**	2.196.590	2.102.675	**4.284.568**	2.196.596	2.087.972	**3.784.589**	1.938.195	1.846.394
15 à 19 ans	**4.242.255**	2.162.380	2.079.875	**4.357.752**	2.224.932	2.132.820	**4.214.939**	2.155.461	2.059.478
20 à 24 ans	**4.211.185**	2.127.530	2.083.655	**4.257.252**	2.141.600	2.115.652	**4.282.196**	2.168.190	2.114.006
25 à 29 ans	**4.390.285**	2.264.060	2.126.225	**4.191.764**	2.103.168	2.088.596	**4.306.887**	2.147.719	2.159.168
30 à 34 ans	**3.060.575**	1.594.795	1.465.780	**4.372.288**	2.219.016	2.153.272	**4.289.527**	2.138.743	2.150.784
35 à 39 ans	**3.022.335**	1.553.940	1.468.395	**3.624.168**	1.856.868	1.767.300	**4.270.236**	2.131.606	2.138.630
40 à 44 ans	**3.270.555**	1.657.915	1.612.640	**2.877.544**	1.470.516	1.407.028	**4.360.919**	2.209.016	2.151.903
45 à 49 ans	**3.312.455**	1.663.095	1.649.360	**3.073.684**	1.547.672	1.526.012	**2.965.883**	1.502.147	1.463.736
50 à 54 ans	**3.203.030**	1.567.415	1.635.615	**3.218.468**	1.595.684	1.622.784	**2.872.736**	1.434.130	1.438.606
55 à 59 ans	**2.011.740**	971.880	1.039.860	**3.048.908**	1.469.060	1.579.848	**3.010.594**	1.465.999	1.544.595
60 à 64 ans	**2.466.590**	1.148.250	1.318.340	**2.508.048**	1.174.148	1.333.900	**2.938.024**	1.389.269	1.548.755
65 à 69 ans	**2.442.120**	1.093.285	1.348.835	**1.816.164**	807.664	1.008.500	**2.719.706**	1.223.471	1.496.235
70 à 74 ans	**2.096.545**	882.345	1.214.200	**2.154.092**	906.436	1.247.656	**1.598.566**	688.263	910.303
75 à 79 ans	**1.492.945**	555.610	937.335	**1.699.836**	655.224	1.044.612	**1.689.051**	660.981	1.028.070
80 à 84 ans	**874.855**	260.740	614.115	**1.118.192**	377.024	741.168	**1.317.686**	458.605	859.081
85 ou plus	**592.540**	153.545	438.995	**740.424**	183.320	557.104	**1.038.416**	280.034	758.382

(1) Il s'agit de l'âge au 31 décembre 1990.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	1974			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Guadeloupe	**323.786**	**158.377**	**165.409**	**327.002**	**160.112**	**166.890**	**387.034**	**189.187**	**197.847**
Moins de 20 ans	**170.217**	85.787	84.430	**144.094**	72.772	71.322	**138.808**	70.309	68.499
20 à 39 ans	**73.729**	35.415	38.314	**93.157**	45.826	47.331	**130.776**	64.309	66.467
40 à 59 ans	**51.434**	24.768	26.666	**54.974**	26.130	28.844	**72.036**	34.697	37.339
60 ans ou plus	**28.406**	12.407	15.999	**34.777**	15.384	19.393	**45.414**	19.872	25.542
Guyane	**57.348**	**29.621**	**27.727**	**73.012**	**38.448**	**34.564**	**114.808**	**59.799**	**55.009**
Moins de 20 ans	**27.865**	14.016	13.849	**30.948**	15.678	15.270	**48.973**	24.836	24.137
20 à 39 ans	**16.640**	9.015	7.625	**25.759**	14.214	11.545	**40.196**	21.291	18.905
40 à 59 ans	**8.851**	4.728	4.123	**11.219**	6.118	5.101	**18.868**	10.348	8.520
60 ans ou plus	**3.992**	1.862	2.130	**5.086**	2.438	2.648	**6.771**	3.324	3.447
Martinique	**323.790**	**156.821**	**166.969**	**326.717**	**158.415**	**168.302**	**359.579**	**173.878**	**185.701**
Moins de 20 ans	**167.555**	84.074	83.481	**136.225**	68.712	67.513	**118.538**	60.258	58.280
20 à 39 ans	**71.845**	33.918	37.927	**93.158**	45.566	47.592	**121.225**	59.085	62.140
40 à 59 ans	**53.350**	25.478	27.872	**58.631**	27.460	31.171	**69.509**	32.703	36.806
60 ans ou plus	**31.040**	13.351	17.689	**38.703**	16.677	22.026	**50.307**	21.832	28.475
Réunion	**480.152**	**233.227**	**246.925**	**515.798**	**252.997**	**262.801**	**597.828**	**294.256**	**303.572**
Moins de 20 ans	**257.344**	128.084	129.260	**243.277**	122.651	120.626	**238.700**	120.608	118.092
20 à 39 ans	**123.004**	59.106	63.898	**150.551**	73.556	76.995	**204.729**	100.874	103.855
40 à 59 ans	**70.511**	34.238	36.273	**84.066**	41.134	42.932	**103.003**	51.076	51.927
60 ans ou plus	**29.293**	11.799	17.494	**37.904**	15.656	22.248	**51.396**	21.698	29.698

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Territoire ou collectivité territoriale	Année de recensement	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie						
Les deux sexes	**1989**	**164.173**	**72.006**	**51.159**	**29.616**	**11.392**
Sexe masculin	»	**83.862**	36.785	25.910	15.670	5.497
Sexe féminin	»	**80.311**	35.221	25.249	13.946	5.895
Polynésie française						
Les deux sexes	**1988**	**188.814**	**87.031**	**62.181**	**29.759**	**9.843**
Sexe masculin	»	**98.345**	44.626	32.770	16.098	4.851
Sexe féminin	»	**90.469**	42.405	29.411	13.661	4.992
Wallis et Futuna						
Les deux sexes	**1990**	**13.705**	**7.451**	**3.306**	**1.967**	**981**
Sexe masculin	»	**6.829**	3.847	1.538	976	468
Sexe féminin	»	**6.876**	3.604	1.768	991	513
Saint -Pierre et Miquelon						
Les deux sexes	**1990**	**6.277**	**1.885**	**2.158**	**1.406**	**828**
Sexe masculin	»	**3.148**	956	1.127	756	309
Sexe féminin	»	**3.129**	929	1.031	650	519
Mayotte						
Les deux sexes	**1991**	**94.385**	**54.632**	**26.126**	**9.682**	**3.945**
Sexe masculin	»	**49.095**	27.876	13.958	5.244	2.017
Sexe féminin	»	**45.290**	26.756	12.168	4.438	1.928

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
Les deux sexes	**45.875.366**	**5.261.236**	**11.827.052**	**8.406.576**	**3.116.306**	**6.223.971**	**2.243.796**	**4.275.290**	**2.286.519**	**2.234.620**
15 à 19 ans	**4.214.939**	3.678.630	304.285	45.851	58.409	89.737	30.255	7.147	401	224
20 à 24 ans	**4.282.196**	1.370.178	670.185	123.901	232.921	779.864	464.989	378.670	209.222	52.266
25 à 29 ans	**4.306.887**	171.082	811.903	181.627	347.185	910.945	504.725	614.601	452.010	312.809
30 à 39 ans	**8.559.763**	41.346	1.666.937	1.035.590	756.742	1.724.493	675.936	1.174.751	787.855	696.113
40 à 49 ans	**7.326.802**	—	1.584.636	1.488.856	572.483	1.427.240	253.437	924.893	478.484	596.773
50 à 59 ans	**5.883.330**	—	1.905.300	1.649.051	398.907	813.028	147.033	527.264	177.379	265.368
60 ans ou plus	**11.301.449**	—	4.883.806	3.881.700	749.659	478.664	167.421	647.964	181.168	311.067
Sexe masculin	**22.053.634**	**2.608.058**	**5.376.630**	**3.524.182**	**1.208.460**	**3.917.806**	**1.030.025**	**2.025.472**	**980.380**	**1.382.621**
15 à 19 ans	**2.155.461**	1.828.467	188.782	27.945	33.205	59.877	13.898	2.946	193	148
20 à 24 ans	**2.168.190**	662.248	367.001	66.095	113.609	482.096	210.939	157.673	86.101	22.428
25 à 29 ans	**2.147.719**	93.822	414.199	86.062	146.544	575.734	236.092	252.547	186.008	156.711
30 à 39 ans	**4.270.349**	23.521	822.271	439.046	313.041	1.091.232	315.900	534.156	333.714	397.468
40 à 49 ans	**3.711.163**	—	811.701	623.347	220.157	883.744	118.872	455.932	219.742	377.668
50 à 59 ans	**2.900.129**	—	931.590	694.300	137.683	525.929	65.231	278.706	77.442	189.248
60 ans ou plus	**4.700.623**	—	1.841.086	1.587.387	244.221	299.194	69.093	343.512	77.180	238.950
Sexe féminin	**23.821.732**	**2.653.178**	**6.450.422**	**4.882.394**	**1.907.846**	**2.306.165**	**1.213.771**	**2.249.818**	**1.306.139**	**851.999**
15 à 19 ans	**2.059.478**	1.850.163	115.503	17.906	25.204	29.860	16.357	4.201	208	76
20 à 24 ans	**2.114.006**	707.930	303.184	57.806	119.312	297.768	254.050	220.997	123.121	29.838
25 à 29 ans	**2.159.168**	77.260	397.704	95.565	200.641	335.211	268.633	362.054	266.002	156.098
30 à 39 ans	**4.289.414**	17.825	844.666	596.544	443.701	633.261	360.036	640.595	454.141	298.645
40 à 49 ans	**3.615.639**	—	772.935	865.509	352.326	543.496	134.565	468.961	258.742	219.105
50 à 59 ans	**2.983.201**	—	973.710	954.751	261.224	287.099	81.802	248.558	99.937	76.120
60 ans ou plus	**6.600.826**	—	3.042.720	2.294.313	505.438	179.470	98.328	304.452	103.988	72.117

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et diplôme au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Sexe et âge au 31 décembre 1990	Ensemble	Études en cours	Aucun diplôme déclaré	CEP	BEPC	CAP	BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplôme supérieur
GUADELOUPE										
Les deux sexes	**290.681**	43.220	148.616	17.963	16.452	20.951	12.281	16.376	7.882	6.940
dont : 15 à 19 ans	**42.455**	34.854	6.213	323	421	380	214	42	3	5
20 à 24 ans	**35.625**	7.352	15.940	1.041	1.880	4.389	2.898	1.510	456	159
Sexe masculin	**140.478**	20.859	73.455	7.847	6.507	12.177	5.009	7.044	3.473	4.107
dont : 15 à 19 ans	**21.600**	17.123	3.715	165	244	238	95	17	1	2
20 à 24 ans	**17.530**	3.241	8.413	590	774	2.573	1.116	551	198	74
Sexe féminin	**150.203**	22.361	75.161	10.116	9.945	8.774	7.272	9.332	4.409	2.833
dont : 15 à 19 ans	**20.855**	17.731	2.498	158	177	142	119	25	2	3
20 à 24 ans	**18.095**	4.111	7.527	451	1.106	1.816	1.782	959	258	85
GUYANE										
Les deux sexes	**76.497**	8.954	37.959	4.301	3.501	7.562	3.656	5.270	2.952	2.342
dont : 15 à 19 ans	**10.662**	7.483	2.756	91	158	125	41	7	1	—
20 à 24 ans	**9.893**	1.274	4.680	401	385	1.454	721	691	218	69
Sexe masculin	**40.326**	4.504	19.679	2.336	1.697	4.681	1.832	2.608	1.485	1.504
dont : 15 à 19 ans	**5.363**	3.824	1.295	48	82	88	23	2	1	—
20 à 24 ans	**5.230**	580	2.421	287	208	948	335	305	105	41
Sexe féminin	**36.171**	4.450	18.280	1.965	1.804	2.881	1.824	2.662	1.467	838
dont : 15 à 19 ans	**5.299**	3.659	1.461	43	76	37	18	5	—	—
20 à 24 ans	**4.663**	694	2.259	114	177	506	386	386	113	28
MARTINIQUE										
Les deux sexes	**276.590**	39.338	129.521	22.227	18.320	22.061	11.667	17.304	8.734	7.418
dont : 15 à 19 ans	**35.549**	30.370	4.112	199	398	287	147	29	4	3
20 à 24 ans	**34.245**	7.756	13.635	1.199	1.691	4.935	2.846	1.479	539	165
Sexe masculin	**131.765**	18.426	64.639	9.601	7.319	11.780	4.716	7.422	3.653	4.209
dont : 15 à 19 ans	**18.145**	14.865	2.652	121	242	187	60	18	—	—
20 à 24 ans	**17.052**	3.085	7.634	687	791	2.695	1.198	626	255	81
Sexe féminin	**144.825**	20.912	64.882	12.626	11.001	10.281	6.951	9.882	5.081	3.209
dont : 15 à 19 ans	**17.404**	15.505	1.460	78	156	100	87	11	4	3
20 à 24 ans	**17.193**	4.671	6.001	512	900	2.240	1.648	853	284	84
RÉUNION										
Les deux sexes	**421.220**	58.350	254.600	15.898	17.479	26.489	10.424	19.109	9.757	9.114
dont : 15 à 19 ans	**62.092**	48.322	12.289	197	490	369	329	91	3	2
20 à 24 ans	**58.555**	8.955	33.690	768	2.764	5.007	3.605	2.730	772	264
Sexe masculin	**205.079**	29.059	123.208	6.780	6.548	16.849	4.248	8.089	4.595	5.703
dont : 15 à 19 ans	**31.431**	24.118	6.656	99	208	223	102	24	—	1
20 à 24 ans	**28.654**	4.378	17.278	419	989	2.913	1.319	909	326	123
Sexe féminin	**216.141**	29.291	131.392	9.118	10.931	9.640	6.176	11.020	5.162	3.411
dont : 15 à 19 ans	**30.661**	24.204	5.633	98	282	146	227	67	3	1
20 à 24 ans	**29.901**	4.577	16.412	349	1.775	2.094	2.286	1.821	446	141

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle aux recensements de 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Catégorie socioprofessionnelle	C S	1982			1990		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1.470.904**	923.868	547.036	**1.012.937**	638.045	374.892
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1.829.788**	1.216.012	613.776	**1.822.856**	1.236.506	586.350
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**1.897.872**	1.429.736	468.136	**2.693.062**	1.859.579	833.483
Professions intermédiaires	4	**3.938.696**	2.357.040	1.581.656	**4.713.972**	2.616.258	2.097.714
Employés	5	**6.252.048**	1.706.188	4.545.860	**6.912.800**	1.533.495	5.379.305
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7.798.260**	6.170.148	1.628.112	**7.623.343**	6.019.848	1.603.495
Retraités	7	**7.402.180**	3.614.292	3.787.888	**9.221.132**	4.629.623	4.591.509
Autres sans activité professionnelle	8	**23.705.864**	9.070.372	14.635.492	**22.651.853**	9.031.702	13.620.151
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**690.280**	419.004	271.276	**338.061**	198.285	139.776
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**451.068**	289.292	161.776	**309.972**	200.004	109.968
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**329.556**	215.572	113.984	**364.904**	239.756	125.148
Artisans	21	**898.408**	680.580	217.828	**850.464**	650.790	199.674
Commerçants et assimilés	22	**797.008**	423.988	373.020	**795.706**	437.004	358.702
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**134.372**	111.444	22.928	**176.686**	148.712	27.974
Professions libérales	31	**238.196**	171.476	66.720	**311.110**	211.890	99.220
Cadres de la fonction publique	33	**241.012**	186.240	54.772	**288.174**	207.270	80.904
Professeurs, professions scientifiques	34	**355.400**	193.712	161.688	**564.443**	280.211	284.232
Professions information, arts et spectacles	35	**113.592**	67.376	46.216	**169.512**	97.116	72.396
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**569.244**	454.224	115.020	**758.868**	529.603	229.265
Ingénieurs, cadres techniques d'entreprise	38	**380.428**	356.708	23.720	**600.955**	533.489	67.466
Instituteurs et assimilés	42	**778.360**	283.096	495.264	**757.388**	264.072	493.316
Professions intermédiaires santé et travail social	43	**613.996**	156.640	457.356	**783.659**	183.586	600.073
Clergé, religieux	44	**59.676**	33.176	26.500	**48.188**	28.032	20.156
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**278.300**	148.660	129.640	**395.704**	196.552	199.152
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**968.464**	592.780	375.684	**1.392.225**	747.797	644.428
Techniciens	47	**675.216**	611.696	63.520	**762.430**	664.777	97.653
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**564.684**	530.992	33.692	**574.378**	531.442	42.936
Employés civils, agents service fonction publique	52	**1.688.196**	401.216	1.286.980	**1.997.604**	409.992	1.587.612
Policiers et militaires	53	**385.628**	363.000	22.628	**414.066**	386.398	27.668
Employés administratifs d'entreprise	54	**2.555.564**	639.680	1.915.884	**2.343.544**	359.021	1.984.523
Employés de commerce	55	**737.488**	152.976	584.512	**968.749**	183.624	785.125
Personnel services directs aux particuliers	56	**885.172**	149.316	735.856	**1.188.837**	194.460	994.377
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1.595.256**	1.424.676	170.580	**1.639.569**	1.416.203	223.366
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1.487.484**	1.349.656	137.828	**1.603.153**	1.469.873	133.280
Chauffeurs	64	**566.208**	555.776	10.432	**621.944**	603.540	18.404
Ouvriers qualifiés manutention, magasinage, transport	65	**389.816**	360.868	28.948	**408.564**	374.802	33.762
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2.399.084**	1.473.912	925.172	**2.136.466**	1.291.286	845.180
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**1.065.792**	757.316	308.476	**931.599**	646.780	284.819
Ouvriers agricoles	69	**294.620**	247.944	46.676	**282.048**	217.364	64.684
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1.332.204**	576.792	755.412	**1.273.460**	589.088	684.372
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**740.728**	323.960	416.768	**773.416**	379.824	393.592
Anciens cadres	74	**340.044**	247.368	92.676	**577.940**	447.504	130.436
Anciennes professions intermédiaires	75	**728.188**	381.512	346.676	**1.035.580**	561.756	473.824
Anciens employés	77	**1.886.440**	678.080	1.208.360	**2.674.969**	795.960	1.879.009
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2.374.576**	1.406.580	967.996	**2.885.767**	1.855.491	1.030.276
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**363.608**	130.252	233.356	**276.266**	96.349	179.917
Militaires du contingent	83	**253.460**	253.460	—	**231.475**	230.099	1.376
Elèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**4.274.204**	2.100.812	2.173.392	**5.261.236**	2.608.058	2.653.178
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**16.802.688**	6.450.452	10.352.236	**14.900.657**	6.020.755	8.879.902
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**2.011.904**	135.396	1.876.508	**1.982.219**	76.441	1.905.778

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Les deux sexes	**1.012.937**	**1.822.856**	**2.693.062**	**4.713.972**	**6.912.800**	**7.623.343**	**9.221.132**	**22.651.853**
0-19	3.304	4.050	1.344	9.388	162.795	243.749	—	14.566.898
20-24	33.552	40.375	45.640	301.425	992.183	999.072	—	1.869.949
25-29	75.509	124.842	298.964	736.985	1.193.311	1.249.524	—	627.752
30-39	200.788	468.606	847.487	1.553.919	2.041.185	2.251.221	11.948	1.184.609
40-49	228.960	614.255	917.653	1.339.808	1.486.426	1.652.785	42.055	1.044.860
50-59	349.300	428.439	475.766	680.007	886.220	1.117.023	572.094	1.374.481
60 et plus	121.524	142.289	106.208	92.440	150.680	109.969	8.595.035	1.983.304
Sexe masculin	**638.045**	**1.236.506**	**1.859.579**	**2.616.258**	**1.533.495**	**6.019.848**	**4.629.623**	**9.031.702**
0-19	2.812	2.533	640	5.064	40.476	214.469	—	7.400.889
20-24	27.568	25.048	21.988	146.916	193.961	803.222	—	949.487
25-29	58.465	83.329	177.316	383.153	275.516	1.004.775	—	165.165
30-39	142.648	327.054	564.431	848.279	489.425	1.762.115	4.756	131.641
40-49	139.884	419.787	653.160	759.881	322.497	1.288.912	17.738	109.304
50-59	195.772	292.471	361.020	419.913	185.824	870.178	376.469	198.482
60 et plus	70.896	86.284	81.024	53.052	25.796	76.177	4.230.660	76.734
Sexe féminin	**374.892**	**586.350**	**833.483**	**2.097.714**	**5.379.305**	**1.603.495**	**4.591.509**	**13.620.151**
0-19	492	1.517	704	4.324	122.319	29.280	—	7.166.009
20-24	5.984	15.327	23.652	154.509	798.222	195.850	—	920.462
25-29	17.044	41.513	121.648	353.832	917.795	244.749	—	462.587
30-39	58.140	141.552	283.056	705.640	1.551.760	489.106	7.192	1.052.968
40-49	89.076	194.468	264.493	579.927	1.163.929	363.873	24.317	935.556
50-59	153.528	135.968	114.746	260.094	700.396	246.845	195.625	1.175.999
60 et plus	50.628	56.005	25.184	39.388	124.884	33.792	4.364.375	1.906.570

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Département d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Les deux sexes	**5.916**	**16.742**	**7.935**	**17.948**	**55.773**	**43.583**	**36.278**	**202.859**	**387.034**
0-19	26	106	11	68	934	1.475	—	136.188	**138.808**
20-24	175	774	149	1.076	7.346	5.883	—	20.222	**35.625**
25-29	517	2.177	784	2.654	10.939	8.474	—	10.412	**35.957**
30-39	1.291	5.401	2.955	6.526	17.960	12.861	177	12.023	**59.194**
40-49	1.647	4.490	2.611	5.281	11.286	7.923	351	8.448	**42.037**
50-59	1.752	2.684	1.119	1.962	5.995	5.763	1.994	8.730	**29.999**
60 et plus	508	1.110	306	381	1.313	1.204	33.756	6.836	**45.414**
Sexe masculin	**4.938**	**12.678**	**5.257**	**8.756**	**13.008**	**37.623**	**17.043**	**89.884**	**189.187**
0-19	26	80	4	21	167	1.320	—	68.691	**70.309**
20-24	163	603	76	476	1.268	5.190	—	9.754	**17.530**
25-29	469	1.784	475	1.310	2.412	7.640	—	3.772	**17.862**
30-39	1.131	4.227	1.832	3.134	4.384	11.325	93	2.791	**28.917**
40-49	1.355	3.367	1.801	2.544	2.915	6.580	147	1.622	**20.331**
50-59	1.376	1.935	829	1.035	1.490	4.608	1.107	1.986	**14.366**
60 et plus	418	682	240	236	372	960	15.696	1.268	**19.872**
Sexe féminin	**978**	**4.064**	**2.678**	**9.192**	**42.765**	**5.960**	**19.235**	**112.975**	**197.847**
0-19	—	26	7	47	767	155	—	67.497	**68.499**
20-24	12	171	73	600	6.078	693	—	10.468	**18.095**
25-29	48	393	309	1.344	8.527	834	—	6.640	**18.095**
30-39	160	1.174	1.123	3.392	13.576	1.536	84	9.232	**30.277**
40-49	292	1.123	810	2.737	8.371	1.343	204	6.826	**21.706**
50-59	376	749	290	927	4.505	1.155	887	6.744	**15.633**
60 et plus	90	428	66	145	941	244	18.060	5.568	**25.542**
GUYANE									
Les deux sexes	**2.803**	**3.448**	**2.968**	**6.877**	**12.633**	**14.837**	**4.971**	**66.271**	**114.808**
0-19	246	20	4	21	203	443	—	48.036	**48.973**
20-24	330	149	111	703	1.743	1.919	—	4.938	**9.893**
25-29	351	388	388	1.433	2.519	2.597	—	3.107	**10.783**
30-39	740	1.217	1.038	2.324	4.335	5.145	48	4.673	**19.520**
40-49	515	987	936	1.561	2.479	3.001	99	2.713	**12.291**
50-59	369	469	406	707	1.115	1.391	416	1.704	**6.577**
60 et plus	252	218	85	128	239	341	4.408	1.100	**6.771**
Sexe masculin	**1.368**	**2.656**	**2.169**	**4.135**	**3.648**	**13.573**	**2.450**	**29.800**	**59.799**
0-19	62	14	3	7	67	393	—	24.290	**24.836**
20-24	119	104	78	465	429	1.776	—	2.259	**5.230**
25-29	144	304	279	877	746	2.415	—	980	**5.745**
30-39	427	931	688	1.278	1.248	4.737	28	979	**10.316**
40-49	287	788	718	953	719	2.726	56	529	**6.776**
50-59	196	348	331	474	355	1.224	224	420	**3.572**
60 et plus	133	167	72	81	84	302	2.142	343	**3.324**
Sexe féminin	**1.435**	**792**	**799**	**2.742**	**8.985**	**1.264**	**2.521**	**36.471**	**55.009**
0-19	184	6	1	14	136	50	—	23.746	**24.137**
20-24	211	45	33	238	1.314	143	—	2.679	**4.663**
25-29	207	84	109	556	1.773	182	—	2.127	**5.038**
30-39	313	286	350	1.046	3.087	408	20	3.694	**9.204**
40-49	228	199	218	608	1.760	275	43	2.184	**5.515**
50-59	173	121	75	233	760	167	192	1.284	**3.005**
60 et plus	119	51	13	47	155	39	2.266	757	**3.447**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) au recensement de 1990

Département d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Les deux sexes	**3.450**	**11.542**	**8.807**	**19.746**	**53.378**	**43.301**	**40.212**	**179.143**	**359.579**
0-19	19	28	11	62	573	1.094	—	116.751	**118.538**
20-24	119	335	198	1.028	6.014	5.466	—	21.085	**34.245**
25-29	325	1.209	962	2.785	10.340	8.612	—	9.943	**34.176**
30-39	751	3.460	3.153	6.799	17.115	12.030	129	9.367	**52.804**
40-49	774	3.136	2.980	5.967	10.903	7.959	308	6.107	**38.134**
50-59	1.123	2.338	1.194	2.560	6.873	6.838	1.964	8.485	**31.375**
60 et plus	339	1.036	309	545	1.560	1.302	37.811	7.405	**50.307**
Sexe masculin	**2.879**	**8.670**	**5.680**	**9.374**	**11.667**	**35.726**	**18.993**	**80.889**	**173.878**
0-19	18	17	3	31	133	952	—	59.104	**60.258**
20-24	113	207	118	459	1.080	4.571	—	10.504	**17.052**
25-29	297	895	587	1.430	2.098	7.529	—	3.971	**16.807**
30-39	654	2.721	1.919	3.211	3.748	10.238	67	2.668	**25.226**
40-49	608	2.434	1.983	2.686	2.548	6.188	164	1.341	**17.952**
50-59	890	1.760	842	1.211	1.632	5.209	1.181	2.026	**14.751**
60 et plus	299	636	228	346	428	1.039	17.581	1.275	**21.832**
Sexe féminin	**571**	**2.872**	**3.127**	**10.372**	**41.711**	**7.575**	**21.219**	**98.254**	**185.701**
0-19	1	11	8	31	440	142	—	57.647	**58.280**
20-24	6	128	80	569	4.934	895	—	10.581	**17.193**
25-29	28	314	375	1.355	8.242	1.083	—	5.972	**17.369**
30-39	97	739	1.234	3.588	13.367	1.792	62	6.699	**27.578**
40-49	166	702	997	3.281	8.355	1.771	144	4.766	**20.182**
50-59	233	578	352	1.349	5.241	1.629	783	6.459	**16.624**
60 et plus	40	400	81	199	1.132	263	20.230	6.130	**28.475**
RÉUNION									
Les deux sexes	**8.630**	**11.999**	**10.946**	**25.158**	**68.050**	**70.680**	**36.743**	**365.622**	**597.828**
0-19	95	42	15	100	1.279	2.231	—	234.938	**238.700**
20-24	508	652	268	1.993	12.047	10.733	—	32.354	**58.555**
25-29	1.013	1.849	1.299	4.665	14.401	15.493	—	18.952	**57.672**
30-39	2.264	4.054	4.035	9.711	20.859	21.191	189	26.199	**88.502**
40-49	2.307	3.055	3.724	6.159	12.302	12.632	647	18.565	**59.391**
50-59	2.126	1.841	1.356	2.201	6.414	7.752	3.211	18.711	**43.612**
60 et plus	317	506	249	329	748	648	32.696	15.903	**51.396**
Sexe masculin	**7.711**	**9.216**	**7.568**	**12.567**	**19.144**	**64.168**	**19.328**	**154.554**	**294.256**
0-19	89	28	9	35	339	2.019	—	118.089	**120.608**
20-24	471	504	146	822	2.656	9.702	—	14.353	**28.654**
25-29	940	1.489	819	2.240	3.640	14.303	—	5.160	**28.591**
30-39	1.982	3.181	2.674	4.760	6.171	19.490	102	5.269	**43.629**
40-49	2.030	2.325	2.652	3.176	4.026	11.322	276	4.019	**29.826**
50-59	1.913	1.310	1.050	1.320	2.045	6.793	1.815	5.004	**21.250**
60 et plus	286	379	218	214	267	539	17.135	2.660	**21.698**
Sexe féminin	**919**	**2.783**	**3.378**	**12.591**	**48.906**	**6.512**	**17.415**	**211.068**	**303.572**
0-19	6	14	6	65	940	212	—	116.849	**118.092**
20-24	37	148	122	1.171	9.391	1.031	—	18.001	**29.901**
25-29	73	360	480	2.425	10.761	1.190	—	13.792	**29.081**
30-39	282	873	1.361	4.951	14.688	1.701	87	20.930	**44.873**
40-49	277	730	1.072	2.983	8.276	1.310	371	14.546	**29.565**
50-59	213	531	306	881	4.369	959	1.396	13.707	**22.362**
60 et plus	31	127	31	115	481	109	15.561	13.243	**29.698**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Âge au 31 décembre 1990	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	Etat (1)	Collectivités locales	Services publics (2)	
Les deux sexes	**22.270.218**	**19.053.283**	**12.603.148**	**3.058.414**	**2.148.349**	**1.243.372**	**3.216.935**
15-19	365.214	358.564	311.824	15.824	28.524	2.392	6.650
20-24	1.974.282	1.901.375	1.532.064	162.223	158.272	48.816	72.907
25-29	3.236.625	3.007.602	2.200.577	367.287	292.670	147.068	229.023
30-34	3.326.156	2.968.486	1.924.846	478.630	355.014	209.996	357.670
35-39	3.361.473	2.906.453	1.802.709	520.566	354.098	229.080	455.020
40-44	3.479.821	2.919.339	1.756.652	588.237	344.662	229.788	560.482
45-49	2.303.489	1.893.918	1.135.982	382.007	212.905	163.024	409.571
50-54	2.021.565	1.613.015	985.275	297.676	192.092	137.972	408.550
55-59	1.534.066	1.117.601	714.765	182.168	155.380	65.288	416.465
60 et plus	667.527	366.930	238.454	63.796	54.732	9.948	300.597
Sexe masculin	**12.834.629**	**10.712.626**	**7.547.429**	**1.487.434**	**732.467**	**945.296**	**2.122.003**
15-19	235.563	230.818	210.146	6.956	11.844	1.872	4.745
20-24	1.039.267	988.659	838.622	75.189	43.156	31.692	50.608
25-29	1.811.902	1.658.220	1.288.774	171.901	93.953	103.592	153.682
30-34	1.923.870	1.679.909	1.164.048	237.729	118.700	159.432	243.961
35-39	1.944.486	1.632.407	1.083.970	255.164	120.917	172.356	312.079
40-44	2.025.001	1.645.897	1.066.582	284.442	119.249	175.624	379.104
45-49	1.358.115	1.089.190	703.361	182.553	73.884	129.392	268.925
50-54	1.214.811	955.997	622.593	149.352	70.772	113.280	258.814
55-59	913.388	648.983	444.711	92.440	60.728	51.104	264.405
60 et plus	368.226	182.546	124.622	31.708	19.264	6.952	185.680
Sexe féminin	**9.435.589**	**8.340.657**	**5.055.719**	**1.570.980**	**1.415.882**	**298.076**	**1.094.932**
15-19	129.651	127.746	101.678	8.868	16.680	520	1.905
20-24	935.015	912.716	693.442	87.034	115.116	17.124	22.299
25-29	1.424.723	1.349.382	911.803	195.386	198.717	43.476	75.341
30-34	1.402.286	1.288.577	760.798	240.901	236.314	50.564	113.709
35-39	1.416.987	1.274.046	718.739	265.402	233.181	56.724	142.941
40-44	1.454.820	1.273.442	690.070	303.795	225.413	54.164	181.378
45-49	945.374	804.728	432.621	199.454	139.021	33.632	140.646
50-54	806.754	657.018	362.682	148.324	121.320	24.692	149.736
55-59	620.678	468.618	270.054	89.728	94.652	14.184	152.060
60 et plus	299.301	184.384	113.832	32.088	35.468	2.996	114.917

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et l'activité économique au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**994.289**	**7.100**	**6.296**	**18.905**	**16.188**	**226.820**	**1.269.598**
Agriculture, sylviculture, pêche	T01	994.289	7.100	6.296	18.905	16.188	226.820	**1.269.598**
Industries agricoles et alimentaires	**U02**	**516**	**81.216**	**31.796**	**64.172**	**92.004**	**361.763**	**631.467**
Industries de la viande et du lait	T02	216	4.628	11.592	22.728	17.948	133.292	**190.404**
Autres industries agricoles et alimentaires	T03	300	76.588	20.204	41.444	74.056	228.471	**441.063**
Production et distribution d'énergie	**U03**	**52**	**720**	**38.268**	**104.260**	**38.420**	**82.612**	**264.332**
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T04	—	28	740	4.088	1.672	17.968	**24.496**
Production de pétrole et de gaz naturel	T05	—	232	8.960	12.132	4.644	6.264	**32.232**
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T06	52	460	28.568	88.040	32.104	58.380	**207.604**
Industries des biens intermédiaires	**U04**	**236**	**43.110**	**87.086**	**225.568**	**96.964**	**844.159**	**1.297.123**
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T07	4	440	5.544	23.840	7.108	55.220	**92.156**
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T08	8	348	4.948	14.588	5.168	33.148	**58.208**
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T09	132	9.584	9.892	20.964	12.040	102.796	**155.408**
Industrie du verre	T10	—	1.352	3.600	8.636	3.900	42.785	**60.273**
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T11	36	1.008	16.756	39.212	12.108	57.750	**126.870**
Fonderie et travail des métaux	T13	28	24.202	24.036	64.692	30.080	318.656	**461.694**
Industries du papier et du carton	T21	24	1.688	7.696	15.848	9.396	77.628	**112.280**
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T23	4	4.488	14.614	37.788	17.164	156.176	**230.234**
Industries des biens d'équipement	**U05**	**84**	**35.574**	**202.344**	**380.648**	**137.152**	**852.454**	**1.608.256**
Construction mécanique	T14	60	21.224	42.793	103.962	40.820	256.318	**465.177**
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T15A	16	10.090	101.253	135.634	48.480	203.388	**498.861**
Production de biens d'équipement ménager	T15B	4	616	5.298	10.696	4.484	41.808	**62.906**
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T16	—	2.616	23.336	71.796	22.268	270.148	**390.164**
Construction navale et aéronautique, armement	T17	4	1.028	29.664	58.560	21.100	80.792	**191.148**
Industries des biens de consommation	**U06**	**820**	**91.122**	**121.492**	**188.361**	**112.172**	**749.244**	**1.263.211**
Parachimie et industrie pharmaceutique	T12	8	2.264	36.444	62.332	22.968	76.864	**200.880**
Industries textiles et de l'habillement	T18	36	20.808	16.024	41.513	27.616	277.853	**383.850**
Industries du cuir et de la chaussure	T19	12	3.652	2.640	6.820	4.860	60.458	**78.442**
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T20	756	45.830	14.004	35.084	24.400	218.300	**338.374**
Imprimerie, presse, édition	T22	8	18.568	52.380	42.612	32.328	115.769	**261.665**
Bâtiment, génie civil et agricole	**U07**	**3.344**	**340.968**	**60.120**	**159.959**	**75.432**	**1.007.433**	**1.647.256**
Bâtiment, génie civil et agricole	T24	3.344	340.968	60.120	159.959	75.432	1.007.433	**1.647.256**
Commerce	**U08**	**3.588**	**503.067**	**241.668**	**462.868**	**906.577**	**565.848**	**2.683.616**
Commerce de gros alimentaire	T25	1.356	27.192	22.896	49.288	57.048	124.424	**282.204**
Commerce de gros non alimentaire	T26	312	66.416	116.592	200.988	170.636	198.284	**753.228**
Commerce de détail alimentaire	T27	1.112	149.071	19.052	69.604	322.040	128.880	**689.759**
Commerce de détail non alimentaire	T28	808	260.388	83.128	142.988	356.853	114.260	**958.425**
Transports et télécommunications	**U09**	**268**	**77.156**	**114.013**	**294.389**	**407.213**	**529.704**	**1.422.743**
Transports	T31	252	76.756	68.365	137.529	153.445	501.700	**938.047**
Télécommunications et postes	T32	16	400	45.648	156.860	253.768	28.004	**484.696**

TABLEAU B.01-14 (suite et fin)

Population active ayant un emploi par catégorie socioprofessionnelle et l'activité économique au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	NAP	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	**Ensemble**
Services marchands	**U10**	**1.376**	**561.643**	**802.701**	**1.163.282**	**1.813.575**	**871.472**	**5.214.049**
Réparation et commerce de l'automobile	T29	56	79.072	15.624	57.776	65.228	193.372	**411.128**
Hôtels, cafés, restaurants	T30	384	215.466	19.872	75.280	321.919	112.224	**745.145**
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T33	308	124.692	407.521	368.583	446.642	208.220	**1.555.966**
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T34	628	142.413	359.684	661.643	979.786	357.656	**2.501.810**
Location et crédit-bail immobiliers	**U11**	**88**	**3.376**	**6.876**	**10.300**	**39.372**	**17.640**	**77.652**
Location et crédit-bail immobiliers	T35	88	3.376	6.876	10.300	39.372	17.640	**77.652**
Assurances	**U12**	**48**	**2.848**	**32.480**	**51.776**	**73.101**	**3.796**	**164.049**
Assurances	T36	48	2.848	32.480	51.776	73.101	3.796	**164.049**
Organismes financiers	**U13**	**4**	**1.428**	**107.348**	**93.580**	**249.024**	**12.060**	**463.444**
Organismes financiers	T37	4	1.428	107.348	93.580	249.024	12.060	**463.444**
Services non marchands	**U14**	**484**	**2.436**	**750.986**	**1.246.332**	**1.842.108**	**421.076**	**4.263.422**
Services non marchands	T38	484	2.436	750.986	1.246.332	1.842.108	421.076	**4.263.422**

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe, statut et selon l'activité économique au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Activité économique	Code	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**8.391**	2.884	5.507	**6.899**	2.306	4.593	**1.492**	578	914
Industrie	**U02 - U06**	**9.630**	7.499	2.131	**7.688**	5.932	1.756	**1.942**	1.567	375
Bâtiment, génie civil et agricol	**U07**	**13.967**	8.959	5.008	**13.221**	8.298	4.923	**746**	661	85
Commerce	**U08**	**15.020**	10.560	4.460	**6.854**	4.743	2.111	**8.166**	5.817	2.349
Transport et télécommunications	**U09**	**6.950**	5.503	1.447	**5.072**	3.697	1.375	**1.878**	1.806	72
Services marchands	**U10**	**26.533**	21.817	4.716	**13.186**	9.856	3.330	**13.347**	11.961	1.386
Services financiers	**U11 - U13**	**2.802**	2.735	67	**1.349**	1.295	54	**1.453**	1.440	13
Services non marchands	**U14**	**34.223**	33.852	371	**13.989**	13.668	321	**20.234**	20.184	50
Ensemble		**117.516**	**93.809**	**23.707**	**68.258**	**49.795**	**18.463**	**49.258**	**44.014**	**5.244**
GUYANE										
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**4.177**	1.433	2.744	**2.555**	1.234	1.321	**1.622**	199	1.423
Industrie	**U02 - U06**	**3.130**	2.622	508	**2.654**	2.250	404	**476**	372	104
Bâtiment, génie civil et agricol	**U07**	**4.440**	3.627	813	**4.167**	3.379	788	**273**	248	25
Commerce	**U08**	**3.152**	2.216	936	**1.764**	1.191	573	**1.388**	1.025	363
Transport et télécommunications	**U09**	**1.857**	1.565	292	**1.372**	1.106	266	**485**	459	26
Services marchands	**U10**	**6.072**	5.023	1.049	**3.383**	2.658	725	**2.689**	2.365	324
Services financiers	**U11 - U13**	**1.688**	1.669	19	**1.015**	1.000	15	**673**	669	4
Services non marchands	**U14**	**12.068**	12.018	50	**6.520**	6.478	42	**5.548**	5.540	8
Ensemble		**36.584**	**30.173**	**6.411**	**23.430**	**19.296**	**4.134**	**13.154**	**10.877**	**2.277**
MARTINIQUE										
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**8.445**	5.366	3.079	**6.135**	3.551	2.584	**2.310**	1.815	495
Industrie	**U02 - U06**	**9.706**	8.076	1.630	**7.257**	5.953	1.304	**2.449**	2.123	326
Bâtiment, génie civil et agricol	**U07**	**9.298**	7.017	2.281	**8.603**	6.400	2.203	**695**	617	78
Commerce	**U08**	**13.965**	10.890	3.075	**6.166**	4.671	1.495	**7.799**	6.219	1.580
Transport et télécommunications	**U09**	**6.673**	4.942	1.731	**5.145**	3.466	1.679	**1.528**	1.476	52
Services marchands	**U10**	**23.537**	19.815	3.722	**11.275**	8.643	2.632	**12.262**	11.172	1.090
Services financiers	**U11 - U13**	**2.952**	2.904	48	**1.305**	1.269	36	**1.647**	1.635	12
Services non marchands	**U14**	**35.541**	35.346	195	**14.251**	14.101	150	**21.290**	21.245	45
Ensemble		**110.117**	**94.356**	**15.761**	**60.137**	**48.054**	**12.083**	**49.980**	**46.302**	**3.678**
RÉUNION										
Agriculture, sylviculture, pêche	**U01**	**11.141**	3.004	8.137	**10.062**	2.789	7.273	**1.079**	215	864
Industrie	**U02 - U06**	**11.295**	9.981	1.314	**9.207**	8.124	1.083	**2.088**	1.857	231
Bâtiment, génie civil et agricol	**U07**	**16.563**	14.108	2.455	**15.812**	13.469	2.343	**751**	639	112
Commerce	**U08**	**17.902**	13.353	4.549	**10.598**	7.668	2.930	**7.304**	5.685	1.619
Transport et télécommunications	**U09**	**7.250**	6.321	929	**5.801**	4.902	899	**1.449**	1.419	30
Services marchands	**U10**	**24.835**	20.176	4.659	**13.620**	10.349	3.271	**11.215**	9.827	1.388
Services financiers	**U11 - U13**	**3.005**	2.965	40	**1.512**	1.480	32	**1.493**	1.485	8
Services non marchands	**U14**	**54.262**	54.136	126	**23.914**	23.816	98	**30.348**	30.320	28
Ensemble		**146.253**	**124.044**	**22.209**	**90.526**	**72.597**	**17.929**	**55.727**	**51.447**	**4.280**

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégories socioprofessionnelle au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail				
		Même commune	Dans deux communes différentes			
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Autres cas
Population totale						
Les deux sexes	**22.270.218**	**9.922.422**	**5.847.730**	**7.566.603**	**8.876.342**	**1.500.216**
Sexe masculin	**12.834.629**	5.315.064	3.365.134	4.465.127	5.312.729	1.054.580
Sexe féminin	**9.435.589**	4.607.358	2.482.596	3.101.476	3.563.613	445.636
Catégorie Socioprofessionnelle (6 postes)						
Agriculteurs exploitants	**1.005.197**	954.761	4.108	37.468	43.420	6.228
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1.751.764**	1.291.968	219.148	296.748	340.392	51.084
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.603.474**	990.750	943.244	724.028	897.548	255.964
Professions intermédiaires	**4.464.400**	1.615.532	1.382.792	1.640.132	1.981.556	384.860
Employés	**5.899.302**	2.748.411	1.649.824	2.015.800	2.303.393	308.328
Ouvriés	**6.546.081**	2.321.000	1.648.614	2.852.427	3.310.033	493.752

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Les deux sexes	**56.651.955**	**31.730.070**	**38.348.307**	**50.427.795**	**6.224.160**	**28.946.389**	**38.351.320**	**47.477.819**	**50.423.259**	**55.395.820**	**1.256.135**
Sexe masculin	**27.565.056**	15.564.271	18.718.030	24.407.026	3.158.030	13.964.146	18.559.997	23.025.313	24.466.572	26.933.725	631.331
Sexe féminin	**29.086.899**	16.165.799	19.630.277	26.020.769	3.066.130	14.982.243	19.791.323	24.452.506	25.956.687	28.462.095	624.804
Catégorie Socioprofessionnelle (8 postes)											
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	839.148	895.840	988.409	24.528	833.228	925.269	984.605	993.033	1.009.853	3.084
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.822.856**	908.009	1.128.505	1.586.889	235.967	987.460	1.273.936	1.556.736	1.652.472	1.794.848	28.008
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**2.693.062**	766.429	1.250.560	2.332.363	360.699	1.071.016	1.484.738	1.858.038	2.128.942	2.595.742	97.320
Professions intermédiaires	**4.713.972**	2.033.759	2.781.369	4.246.148	467.824	1.987.596	2.738.644	3.666.632	4.038.528	4.627.628	86.344
Employés	**6.912.800**	3.517.522	4.389.158	6.092.677	820.123	2.959.414	4.322.667	5.668.106	6.093.581	6.792.701	120.099
Ouvriés	**7.623.343**	4.341.170	5.043.267	6.285.198	1.338.145	3.672.506	5.254.385	6.725.819	7.034.344	7.483.458	139.885
Retraités	**9.221.132**	4.886.833	5.859.114	8.216.849	1.004.283	7.085.076	7.900.568	8.515.116	8.694.640	9.178.412	42.720
Autres sans activité	**22.651.853**	14.437.200	17.000.494	20.679.262	1.972.591	10.350.093	14.451.113	18.502.767	19.787.719	21.913.178	738.675

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe au recensement de 1990 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1982

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Les deux sexes	**387.034**	**321.543**	**6.379**	**29.898**	**29.214**	**226.344**	**292.327**	**334.955**	**2.784**	**32.684**	**16.611**
Sexe masculin	**189.187**	156.659	2.853	15.418	14.257	110.510	143.057	162.888	1.380	16.455	8.464
Sexe féminin	**197.847**	164.884	3.526	14.480	14.957	115.834	149.270	172.067	1.404	16.229	8.147
GUYANE											
Les deux sexes	**114.808**	**57.953**	**6.339**	**13.402**	**37.114**	**39.091**	**63.986**	**78.385**	**3.221**	**13.018**	**20.184**
Sexe masculin	**59.799**	28.595	3.426	7.631	20.147	19.790	32.620	39.947	1.711	7.348	10.793
Sexe féminin	**55.009**	29.358	2.913	5.771	16.967	19.301	31.366	38.438	1.510	5.670	9.391
MARTINIQUE											
Les deux sexes	**359.579**	**321.265**	**4.793**	**25.936**	**7.585**	**216.377**	**279.972**	**322.016**	**3.775**	**30.720**	**3.068**
Sexe masculin	**173.878**	154.951	2.063	13.310	3.554	105.318	135.743	155.105	1.754	15.439	1.580
Sexe féminin	**185.701**	166.314	2.730	12.626	4.031	111.059	144.229	166.911	2.021	15.281	1.488
RÉUNION											
Les deux sexes	**597.828**	**540.710**	**2.247**	**37.487**	**17.384**	**329.373**	**486.540**	**547.164**	**3.048**	**41.384**	**6.232**
Sexe masculin	**294.256**	263.592	1.245	20.540	8.879	163.120	239.748	267.588	1.634	21.883	3.151
Sexe féminin	**303.572**	277.118	1.002	16.947	8.505	166.253	246.792	279.576	1.414	19.501	3.081

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité.
5. Nés vivants par âge de la mère et légitimité.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants suivant la nationalité des parents.
8. Somme des naissances réduites et âges moyens des mères à la naissance.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Somme des premiers mariages réduits.
12. Décédés par sexe, groupe d'âge et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : année 1988-1991.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Répertoires et mouvements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au cours de l'année 1992, 742 000 naissances et 523 000 décès ont été enregistrés en France métropolitaine. Les naissances et les décès sont moins nombreux que l'année précédente. Compte tenu d'une évaluation provisoire des migrations, la population totale s'accroît de 309 000 personnes et atteint 57,5 millions d'habitants au 1er janvier 1993. La progression de 0,5 % correspond au rythme moyen observé depuis 1980, date à laquelle la population s'élevait à 53,9 millions de personnes

Diminution des naissances en 1992

742 000 enfants sont nés en 1992. De 1989 à 1991, le nombre de naissances diminue légèrement mais régulièrement (— 0,5 % chaque année). En 1992, la baisse est plus marquée : — 17 000 naissances, soit — 2,2 %. L'année 1992 étant bissextile, cette baisse devrait d'ailleurs être majorée de 2 000, ce qui correspond à peu près aux naissances d'une journée. Un repli s'est déjà produit dans le passé : en 1983, la baisse des naissances était encore plus forte, mais elle survenait après une période de forte natalité sur les années 1980 et 1981.

Comme l'effectif des femmes en âge d'avoir des enfants est stable, la baisse de 1992 traduit un recul de la fécondité. Depuis la grande rupture de 1975, l'indicateur conjoncturel de fécondité oscillait peu : entre 177 (en 1990-1991) et 195 (en 1981) enfants pour 100 femmes. En 1992, il descend à 173. La France se maintient toutefois parmi les pays d'Europe où l'on observe la fécondité la moins faible.

L'espérance de vie s'accroît régulièrement

Les décès survenus en 1992 sont évalués à 523 000, soit 0,3 % de moins qu'en 1991. Ceci équivaut, compte tenu de l'accroissement de la population et surtout de son vieillissement, à un nouveau recul de la mortalité.

L'espérance de vie à la naissance progresse encore en 1992. En neuf ans, elle a gagné 2,4 ans. La mortalité infantile est toujours en baisse : 7,2 décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes. Aux âges jeunes, la mortalité reste stationnaire, elle semble même augmenter chez les hommes de 25 à 45 ans. Aujourd'hui, l'essentiel du gain d'espérance de vie se réalise à partir de 45 ans.

En 1992, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 81,3 années pour les femmes et 73,1 années pour les hommes. L'écart entre hommes et femmes, légèrement supérieur à 8 ans, est stable dans le temps.

Si les Français sont dans une situation comparable à celle de leurs voisins européens, les Françaises jouissent d'une longévité supérieure à celle des autres femmes de la Communauté.

Une estimation des migrations

Un solde migratoire de + 90 000 personnes a provisoirement été retenu pour 1992. En dehors des recensements de la population, on ne dispose pour évaluer les soldes migratoires que de statistiques fragmentaires : principalement les flux d'entrées observés chaque année par l'Office des migrations internationales (OMI) et des informations issues de la comparaison des deux derniers recensements.

Selon le rapport statistique du Haut Conseil à l'intégration, le nombre d'immigrants progressait quelque peu en 1991. L'augmentation résultait d'une hausse de 15 % pour les entrées au titre du travail et pour les personnes à qui la qualité de réfugié politique a été reconnue. L'immigration de type familial, la plus importante puisqu'elle représente près de 60 % des entrées, se stabilisait. Pour 1992, les données, encore incomplètes, laissent présager une poursuite de la progression des entrées de travailleurs, due notamment à la régularisation exceptionnelle des déboutés du droit d'asile; en revanche, une diminution de l'immigration de type familial semble se dessiner. Compte tenu de ces informations sur les entrées, le solde migratoire de 1992 a été, en première estimation, maintenu au niveau de 1991.

La population s'accroît mais vieillit

Au terme de ces mouvements — naissances, décès, migrations — la population augmente essentiellement grâce à l'excédent naturel, même si celui-ci se dégrade en 1992, alors qu'il était stable les trois années précédentes. Le taux de natalité de 12,9 $^{0}/_{00}$ et le taux de mortalité de 9,1 $^{0}/_{00}$ sont les plus bas observés depuis la seconde guerre mondiale. Le taux d'accroissement naturel passe en dessous de 4 $^{0}/_{00}$, niveau déjà franchi de 1975 à 1978 ainsi qu'en 1983. Il n'en reste pas moins que la France se situe, avec l'Irlande et les Pays-Bas, parmi les pays ayant les taux d'accroissement naturel les plus élevés de la Communauté européenne.

Les reculs de la natalité et de la mortalité contribuent à la poursuite du vieillissement de la population. Depuis 1980, la population de la France métropolitaine a augmenté de près de 3,8 millions de personnes, mais tandis que le groupe des 60 ans ou plus a augmenté de deux millions, celui des moins de 20 ans en a perdu un. Les effectifs des moins de vingt ans se sont réduits de plus de 100 000 personnes en 1991 comme en 1992. Sur les 57,5 millions d'habitants au 1er janvier 1993, 26,8 % ont moins de 20 ans, 58,7 % ont entre 20 et 64 ans et 14,5 % 65 ans ou plus.

Moins de mariages

272 000 unions ont été célébrées en 1992. Le nombre de mariages évolue de façon indécise ces cinq dernières années. La remontée, avec quelque 20 000 mariages supplémentaires au cours des années 1988 à 1990, semble stoppée puisque la baisse observée en 1991 (— 7 000) se poursuit en 1992 (— 8 000). La nuptialité est à son plus bas niveau : 47 mariages pour 10 000 habitants; ce qui maintient la France aux derniers rangs dans l'Europe des douze.

Représentant plus de 80 % des unions conclues chaque année, les mariages de célibataires sont moins nombreux.

L'évolution des comportements observée depuis de nombreuses années se confirme : les mariages sont plus tardifs et moins fréquents. Ainsi en 1991, l'érosion des taux de nuptialité aux jeunes âges persiste, atteint même les femmes âgées de 25 ans tandis qu'au-delà la reprise de la nuptialité est moins affirmée. Les jeunes

générations, qui se marient plus tard, manifestent également un moindre attrait pour le mariage : 80 % des femmes nées en 1953 étaient déjà mariées à 28 ans; cette proportion n'est que de 60 % pour les femmes nées en 1963.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à deux séries de publications :

— résultats trimestriels provisoires par département et région (du lieu d'enregistrement), dans le bulletin mensuel de statistique (numéros de juin, septembre et décembre pour les trois premiers trimestres de l'année, numéro de mars de l'année suivante pour le quatrième trimestre et la récapitulation annuelle); ces statistiques sont arrêtées lorsque la population des communes manquantes ne représente plus qu'une faible proportion de la population totale de chaque département (0,5 % en moyenne);

— ensemble des résultats annuels, accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. — Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1990.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Évaluation de la population au 1er janvier 1990

Les chiffres de population ont été réévalués sur la base des résultats de l'exploitation exhaustive du recensement de la population du 5 mars 1990 : à cette date, 56 625 026 habitants étaient dénombrés sur l'ensemble du territoire de la France métropolitaine.

La population totale au 1er janvier 1990 se déduit du chiffre ci-dessus par retrait de l'excédent des naissances sur les décès enregistré entre le 1er janvier et le 5 mars et le solde estimé des migrations extérieures. Elle s'établit à 56 577 000 habitants.

Les populations au 1er janvier des années 1983 à 1989 ont été réévaluées. Comme le mouvement naturel n'a pas lieu d'être révisé, c'est donc seulement le solde des migrations extérieures qui est affecté par la révision.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces nouvelles évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA. La colonne « Autres cas » comprend des conjoints de Français, les parents d'enfants français, les familles de réfugiés et apatrides (ici à partir des enregistrements bruts de l'OMI), les actifs non salariés et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident.

3. DÉFINITIONS

Âge

• Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

• Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération g, l'âge x atteint dans l'année a est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu. À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date d :

— l'individu ayant son anniversaire après la date d aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date d ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

• Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre est particulier. Il regroupe les événe-

ments de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne :

— jusqu'à 5 ans, il s'agit d'une moyenne arithmétique entre âges exacts;

— à partir du groupe 10 à 14 ans, il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier (les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier);

— pour le groupe 5-9 ans, on procède à un calcul mixte permettant de passer d'une définition à l'autre (moyenne arithmétique des effectifs de quatre générations âgées exactement de 5 à 8 ans au 1er janvier et de cinq générations âgées exactement de 5 à 9 ans au 31 décembre).

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

• Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

• Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

• Naissances vivantes, enfants déclarés vivants, enfants déclarés sans vie, mort-nés, faux mort-nés.

Les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil sont légalement enregistrés comme enfants sans vie.

La question « L'enfant a-t-il respiré ou présenté un autre signe de vie ? » portée sur les bulletins statistiques des mort-nés permet de classer ceux-ci en trois catégories :

— « mort-né ayant respiré » ou « faux mort-né » : enfant né vivant mais décédé avant la déclaration de la naissance;

— « mort-né n'ayant pas respiré » ou « vrai mort-né » : enfant mort à la naissance;

— « respiration non déclarée » : aucune réponse n'a été donnée à la question précitée.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants déclarés vivants;

— la statistique des mort-nés comprenait l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

À partir de 1975 :

— la statistique des naissances comprend l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et mort-nés ayant respiré.

La statistique des mort-nés comprend seulement les mort-nés n'ayant pas respiré et ceux dont la respiration n'est pas déclarée.

• Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

• Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les mort-nés vrais ou faux ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

• Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux mort-nés » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux mort-nés aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile, les faux mort-nés étant inclus dans les statistiques de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

• Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants (y compris les « faux mort-nés »).

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants (y compris « faux mort-nés »);

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortalité fœto-infantile est le rapport du nombre de mort-nés et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et mort-nés;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre de (vrais) mort-nés (mort-nés n'ayant pas respiré et respiration non déclarée) à l'ensemble des nés vivants et mort-nés.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient à chaque durée de mariage égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites de l'année sur la base de 100 femmes par génération, mesure le nombre total d'enfants d'une génération fictive dont les naissances seraient à chaque âge égales à celles observées l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de mortalité et de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Il ne faut pas perdre de vue que les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés; les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n*, définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotien *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE);
— Institut national d'études démographiques (INED);
— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

« Données de démographie régionale en 1982 », *Les collections de l'INSEE,* série D, n° 115.

« La situation démographique » (annuel), *INSEE-Résultats,* série Démographie-société.

Bulletin mensuel de statistique (numéro de janvier) : « Bilan démographique de 19.. », numéros de mars, juin, septembre et décembre « Statistiques trimestrielles de l'état civil ».

« La nuptialité des femmes », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 1 de septembre 1989.

« Image de la population de la Nouvelle-Calédonie. Principaux résultats du recensement 1989 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 2 de décembre 1989.

« La taille des ménages dans les grandes villes et les départements », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 7 de janvier 1991.

« L'activité féminine », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 10 de février 1991.

« Images de la population de Wallis-et-Futuna. Principaux résultats du recensement de 1990 », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 18 d'août 1992.

« Les populations des DOM-TOM nées et originaires résidant en France métropolitaine », *INSEE-Résultats,* série Démographie-société, n° 24 de mars 1993.

« La société française », *Données sociales,* édition 1993, INSEE.

Autres publications :

Population et société (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national et études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

* * *

TABLEAU B.02-1

Mouvement naturel de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	Population au 1er janvier	Mariages	Divorces prononcés (1)	Mouvement naturel							
				Naissances		Décès		Mort-nés (2)	Excédent naturel	Solde des mouvements migratoires	Variation totale
				Total	dont légitimes	**Total**	dont moins d'un an				
1970	**50.528,2**	393,7	38,9	**847,8**	789,9	**539,7**	12,8	14,1	308,1	179,9	488,0
1975	**52.600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980	**53.731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,3	44,0	297,2
1981	**54.028,6**	315,1	87,6	**805,5**	703,3	**554,8**	7,8	6,6	250,7	55,7	306,4
1982	**54.335,0**	312,4	93,9	**797,2**	683,8	**543,1**	7,5	6,3	254,1	60,9	315,0
1983	**54.650,0**	300,5	98,7	**748,5**	629,7	**559,7**	6,8	5,7	188,9	56,0	244,9
1984	**54.894,9**	281,4	104,0	**759,9**	627,7	**542,5**	6,3	5,8	217,5	45,0	262,5
1985	**55.157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1986	**55.411,2**	265,7	108,4	**778,5**	607,8	**546,9**	6,3	5,6	231,5	39,0	270,5
1987	**55.681,8**	265,2	106,5	**767,8**	582,9	**527,5**	6,0	5,3	240,4	44,0	284,4
1988	**55.966,1**	271,1	106,1	**771,3**	568,2	**524,6**	6,0	4,8	246,7	57,0	303,7
1989	**56.269,8**	279,9	105,3	**765,5**	549,4	**529,3**	5,8	4,7	236,2	71,0	307,2
1990	**56.577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1991 r	**56.893,2**	280,2	108,1	**759,1**	517,4	**524,7**	5,5	4,4	234,4	90,0	324,4
1992 p	**57.217,6**	272,0	...	**742,0**	...	**523,0**	...	...	219,0	90,0	309,0

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.
(2) A partir de 1975, la statistique des morts-nés comprend les enfants nés sans-vie.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	Population moyenne	Taux pour 1000 habitants				Mortalité infantile (1)		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité néonatale (2)	Mortalité post-néo natale (3)
1970	**50.772.227**	7,8	16,7	10,6	+ 6,1	**18,2**	12,6	5,5
1975	**52.699.169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,6
1980	**53.880.009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10**	5,8	4,3
1981	**54.181.815**	5,8	14,9	10,2	+ 4,7	**9,7**	5,5	4,2
1982	**54.492.492**	5,7	14,6	10,0	+ 4,6	**9,5**	5,3	4,2
1983	**54.772.419**	5,5	13,7	10,2	+ 3,5	**9,1**	5,0	4,1
1984	**55.026.079**	5,1	13,8	9,9	+ 3,9	**8,3**	4,7	3,6
1985	**55.284.271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1986	**55.546.509**	4,8	14,0	9,8	+ 4,2	**8,0**	4,3	3,7
1987	**55.823.961**	4,8	13,8	9,4	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1988	**56.117.976**	4,8	13,7	9,3	+ 4,4	**7,8**	4,1	3,8
1989	**56.423.405**	5,0	13,6	9,4	+ 4,2	**7,5**	3,8	3,7
1990	**56.735.103**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,8
1991 r	**57.055.392**	4,9	13,3	9,2	+ 4,1	**7,3**	3,5	3,8
1992 p	**57.372.077**	4,7	12,9	9,1	+ 3,8	**7,2**	...	...

(1) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(2) De 0 à 28 jours.
(3) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	Masculine (1)	Féminine (2)	Divortialité (3)	Fécondité (4)	Brut (5)	Net (6)	Hommes (7)	Femmes (7)
1970	91,5	92,0	11,8	247,2	120,3	117,0	68,4	75,9
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	93,9	91,8	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,7	92,9	70,2	78,4
1981	64,3	65,8	24,3	194,5	94,7	92,9	70,4	78,5
1982	63,4	64,8	26,1	191,2	93,0	91,3	70,7	78,9
1983	60,5	61,5	27,6	178,4	86,9	85,3	70,7	78,8
1984	56,0	56,9	29,3	180,1	87,8	86,3	71,2	79,3
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,3	86,9	71,3	79,4
1986	51,8	52,6	31,1	183,1	89,2	87,7	71,5	79,7
1987	51,0	52,0	31,0	180,1	87,9	86,5	72,0	80,3
1988	52,2	53,2	31,3	180,4	87,9	86,6	72,3	80,5
1989	53,8	54,9	31,6	178,7	87,3	85,9	72,5	80,6
1990	55,2	56,3	32,1	177,7	86,5	85,2	72,7	80,9
1991 r	53,8	54,8	33,2	176,6	86,1	84,8	72,9	81,1
1992 p	...	53,2	...	172,6	...	...	73,1	81,3

(1), (2) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(3) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(4) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(5), (6) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, (5) en l'absence de mortalité, (6) compte tenu de la mortalité.
(7) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et mort-nés par sexe et légitimité

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Mort-nés			
	Les deux sexes	sexe masculin	sexe féminin	nés vivants naturels	**Les deux sexes**	sexe masculin	sexe féminin	morts nés naturels
1970	**847.783**	435.113	412.670	57.866	**14.067**	7.675	6.392	1.403
1975	**745.065**	381.804	363.261	63.429	**8.225**	4.406	3.819	1.008
1980	**800.376**	410.547	389.829	91.115	**6.942**	3.645	3.297	1.036
1985	**768.431**	394.112	374.319	150.492	**5.658**	2.945	2.713	1.386
1986	**778.468**	399.199	379.269	170.682	**5.615**	2.881	2.734	1.538
1987	**767.828**	393.231	374.597	184.926	**5.304**	2.732	2.572	1.546
1988	**771.268**	395.439	375.829	203.066	**4.808**	2.494	2.314	1.454
1989	**765.473**	391.649	373.824	216.063	**4.701**	2.454	2.247	1.589
1990	**762.407**	391.312	371.095	229.107	**4.488**	2.332	2.156	1.588
1991	**759.056**	389.239	369.817	241.628	**4.364**	2.272	2.092	1.570

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et légitimité

Source : INSEE

Âge de la mère (1)	1988		1989		1990		1991	
	Total	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels	**Total**	*dont* naturels
Moins de 20 ans	**20.011**	14.495	**19.300**	14.354	**19.008**	14.320	**18.500**	14.001
20 à 24 ans	**175.137**	65.420	**165.580**	67.532	**157.498**	68.971	**151.544**	70.551
25 à 29 ans	**303.383**	65.269	**299.956**	70.589	**298.027**	75.567	**296.889**	81.139
30 à 34 ans	**187.640**	38.240	**191.230**	41.774	**195.196**	46.100	**197.165**	49.621
35 à 39 ans	**71.434**	16.094	**74.236**	17.694	**76.298**	19.502	**78.307**	21.265
40 à 44 ans	**13.064**	3.438	**14.485**	3.976	**15.661**	4.497	**15.848**	4.872
45 ans ou plus	**599**	110	**686**	144	**719**	150	**803**	179
Total	**771.268**	**203.066**	**765.473**	**216.063**	**762.407**	**229.107**	**759.056**	**241.628**

(1) L'âge indiqué n'est pas l'âge en années révolues mais celui atteint dans l'année de la naissance (différence entre le millésime de l'année 1988, 1989, 1990 ou 1991 et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	**Total**	Rang de la naissance			
		1	2	3	4 et plus
1982	**683.825**	293.135	236.800	100.764	53.126
1983	**629.674**	275.814	222.153	83.106	48.601
1984	**624.674**	269.924	219.292	87.032	48.426
1985	**617.939**	260.490	215.546	91.860	50.043
1986	**607.786**	250.558	212.250	94.493	50.485
1987	**582.902**	236.427	203.385	94.333	48.757
1988	**568.202**	231.535	195.014	92.387	49.266
1989	**549.410**	227.823	184.861	88.781	47.945
1990	**533.300**	228.868	176.791	82.110	45.531
1991	**517.428**	229.311	169.625	76.362	42.130

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants suivant la nationalité des parents

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Enfants naturels de mère étrangère	Pour 100 enfants légitimes		
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers		Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers
1982	**683.825**	589.503	5.423	15.412	73.487	7.653	86,2	3,0	10,7
1983	**629.674**	538.542	5.725	14.066	71.341	8.170	85,5	3,1	11,3
1984	**624.674**	534.578	6.077	14.197	69.822	8.949	85,6	3,2	11,2
1985	**617.939**	530.442	6.294	14.166	67.037	9.470	85,8	3,3	10,8
1986	**607.786**	523.016	6.792	14.138	63.840	10.242	86,1	3,4	10,5
1987	**582.902**	503.299	6.736	14.071	58.796	10.273	86,3	3,6	10,1
1988	**568.202**	485.708	8.525	13.578	60.391	11.610	85,5	3,9	10,6
1989	**549.410**	468.322	8.676	13.532	58.880	12.225	85,2	4,0	10,7
1990	**533.300**	451.521	9.026	13.801	58.952	13.386	84,7	4,3	11,1
1991	**517.428**	435.909	9.691	14.505	57.323	14.064	84,2	4,7	11,1

TABLEAU B.02-8

Somme des naissances réduites (pour 100 femmes) et âges moyens des mères à la naissance

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe 15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	Age moyen des mères à la maternité (1)
1982	**191,18**	7,65	56,82	71,89	38,44	13,27	3,11	27,1
1983	**178,37**	6,77	52,32	67,69	36,18	12,52	2,89	27,1
1984	**180,13**	6,38	50,93	69,35	37,50	12,96	3,01	27,2
1985	**181,36**	5,70	48,41	70,76	39,44	13,91	3,14	27,5
1986	**183,08**	5,40	46,29	71,88	41,47	14,84	3,20	27,6
1987	**180,11**	5,00	42,73	71,01	42,37	15,72	3,28	27,9
1988	**180,44**	4,67	40,90	70,84	43,99	16,67	3,37	28,0
1989	**178,73**	4,48	39,03	69,67	44,61	17,35	3,59	28,2
1990	**177,69**	4,38	37,26	69,01	45,35	17,86	3,83	28,3
1991	**176,64**	4,36	35,87	68,64	45,60	18,27	3,90	28,4
1992 p	**172,59**	...	...	...	...	...	...	...

N.B. — La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée.
(1) Age moyen (non pondéré) des mères à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1991

Source : INSEE

Âge (1)	Epoux				Epouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**1.052**	1.051	—	1	**8.484**	8.473	—	11
20-24 ans	**56.992**	56.861	5	126	**99.812**	99.021	39	752
25-29 ans	**111.774**	109.299	60	2.415	**92.151**	86.658	262	5.231
30-34 ans	**50.710**	43.380	196	7.134	**36.557**	26.703	513	9.341
35-39 ans	**23.443**	13.828	323	9.292	**18.595**	8.726	581	9.288
40-44 ans	**14.850**	4.986	451	9.413	**11.332**	3.193	650	7.489
45-49 ans	**8.346**	1.661	507	6.178	**6.069**	1.200	621	4.248
50-54 ans	**4.893**	892	499	3.502	**3.208**	563	474	2.171
55-59 ans	**3.339**	611	581	2.147	**1.719**	359	309	1.051
60 ans et plus	**4.776**	758	1.881	2.137	**2.248**	496	803	949
Total	**280.175**	**233.327**	**4.503**	**42.345**	**280.175**	**235.392**	**4.252**	**40.531**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	Etat matrimonial antérieur des époux				Nationalité des époux				(1) Âge moyen au premier mariage	
		Epoux célibataire	Epoux veuf ou divorcé	Epouse célibataire	Epouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes: Epoux français	Couples mixtes: Epoux étrangers	Hommes	Femmes
1982	**312.405**	270.331	42.074	274.037	38.368	284.386	7.124	8.740	12.155	**25,5**	**23,4**
1983	**300.513**	258.558	41.955	261.352	39.161	272.043	7.390	8.652	12.428	**25,8**	**23,6**
1984	**281.402**	239.989	41.413	242.841	38.561	252.993	6.944	8.866	12.599	**26,0**	**23,9**
1985	**269.419**	227.133	42.286	229.787	39.632	241.497	6.505	8.773	12.644	**26,4**	**24,3**
1986	**265.678**	222.912	42.766	225.362	40.316	235.872	6.554	9.244	14.008	**26,6**	**24,6**
1987	**265.177**	219.797	45.380	222.705	42.472	237.642	6.215	8.710	12.610	**27,0**	**24,9**
1988	**271.124**	225.243	45.881	228.137	42.987	242.214	6.696	9.468	12.746	**27,2**	**25,2**
1989	**279.900**	232.302	47.879	235.082	44.818	245.732	7.959	10.789	15.420	**27,5**	**25,5**
1990	**287.099**	238.910	48.189	241.521	45.578	247.853	8.703	12.606	17.937	**27,8**	**25,7**
1991	**280.175**	233.327	46.848	235.392	44.783	238.284	8.947	13.727	19.217	**28,0**	**26,0**

(1) Age moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Somme des premiers mariages réduits

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	dont part du groupe: 15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1981	**65,81**	10,49	37,67	12,35	3,31	1,13	0,50	0,36
1982	**64,81**	9,20	37,13	12,95	3,52	1,17	0,50	0,34
1983	**61,50**	7,52	35,19	13,21	3,58	1,17	0,51	0,32
1984	**56,91**	6,20	32,20	13,29	3,59	1,19	0,49	0,31
1985	**53,70**	4,67	29,46	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1986	**52,63**	3,86	28,30	14,31	3,99	1,29	0,55	0,33
1987	**51,97**	3,15	26,80	15,33	4,37	1,43	0,57	0,32
1988	**53,24**	2,68	26,55	16,72	4,74	1,57	0,61	0,37
1989	**54,89**	2,41	26,40	18,30	5,32	1,75	0,66	0,41
1990	**56,30**	2,19	25,38	19,80	5,89	1,91	0,73	0,40
1991	*r* **54,82**	1,99	23,42	20,05	6,16	2,04	0,74	0,42
1992 p	**53,17**	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges (1) et état matrimonial

Année 1991

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Les deux sexes	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1991-1990	0 à 1	**5.511**	**3.242**	3.242	—	—	—	**2.269**	2.269	—	—	—
1990-1986	1 à 4	**1.180**	**656**	656	—	—	—	**524**	524	—	—	—
1986-1982	5 à 9	**679**	**394**	394	—	—	—	**285**	285	—	—	—
1981-1977	10 à 14	**765**	**462**	462	—	—	—	**303**	303	—	—	—
1976-1972	15 à 19	**2.237**	**1.610**	1.610	—	—	—	**627**	622	5	—	—
1971-1967	20 à 24	**4.202**	**3.241**	3.132	101	2	6	**961**	853	102	4	2
1966-1962	25 à 29	**4.841**	**3.614**	2.964	587	4	59	**1.227**	764	409	13	41
1961-1957	30 à 34	**5.676**	**4.206**	2.590	1.316	25	275	**1.470**	613	699	20	138
1956-1952	35 à 39	**7.137**	**5.133**	2.015	2.360	50	708	**2.004**	511	1.158	61	274
1951-1947	40 à 44	**10.514**	**7.502**	2.098	3.984	105	1.315	**3.012**	505	1.895	143	469
1946-1942	45 à 49	**11.264**	**7.980**	1.734	4.779	161	1.306	**3.284**	450	2.182	221	431
1941-1937	50 à 54	**14.189**	**10.068**	1.973	6.426	329	1.340	**4.121**	455	2.817	417	432
1936-1932	55 à 59	**22.618**	**16.132**	2.881	10.834	820	1.597	**6.486**	622	4.242	1.103	519
1931-1927	60 à 64	**33.409**	**23.644**	3.651	16.708	1.623	1.662	**9.765**	1.012	5.836	2.305	612
1926-1922	65 à 69	**43.518**	**29.314**	3.682	21.381	2.792	1.459	**14.204**	1.444	7.366	4.701	693
1921-1917	70 à 74	**44.136**	**27.791**	2.801	20.407	3.554	1.029	**16.345**	1.535	6.769	7.223	818
1916-1912	75 à 79	**62.673**	**34.499**	3.211	23.771	6.609	908	**28.174**	2.530	8.221	16.292	1.131
1911-1907	80 à 84	**92.231**	**42.977**	3.442	26.299	12.298	938	**49.254**	4.324	9.501	33.716	1.713
1906-1902	85 à 89	**87.892**	**32.395**	2.152	15.940	13.782	521	**55.497**	5.296	5.650	42.925	1.626
1901-1897	90 à 94	**51.794**	**14.398**	746	5.161	8.330	161	**37.396**	3.980	1.720	30.800	896
1896 et avant	95 et plus	**18.219**	**3.302**	160	721	2.388	33	**14.917**	1.737	333	12.540	307
Total		**524.685**	**272.560**	**45.596**	**160.775**	**52.872**	**13.317**	**252.125**	**30.634**	**58.905**	**152.484**	**10.102**

(1) Pour la définition des groupes d'âge, se reporter à la méthodologie.

TABLEAU B.02-13

Evolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	Taux de morti-natalité (2)
1983	3,8	5,0	4,1	*r* 9,1	11,4	16,6	7,6
1984	3,6	4,7	3,6	8,3	11,2	15,8	7,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1986	3,2	4,3	3,7	8,0	10,4	15,1	7,2
1987	3,0	4,1	3,8	7,8	9,9	14,6	6,9
1988	3,0	4,1	3,8	7,8	9,2	14,0	6,2
1989	2,8	3,8	3,7	7,5	8,9	13,6	6,1
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1991	2,5	3,5	3,8	7,3	8,2	12,9	5,7

(1) Pour 1.000 nés vivants.
(2) Pour 1.000 enfants nés vivants ou mort-nés.

TABLEAU B.02-14

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Les deux sexes									
1982	10,0	9,5	0,52	0,29	0,27	0,76	1,16	1,09	1,19
1983	10,2	9,1	0,55	0,29	0,26	0,70	1,17	1,11	1,23
1984	9,9	8,3	0,48	0,26	0,25	0,67	1,14	1,09	1,24
1985	10,0	8,3	0,45	0,25	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1986	9,8	8,0	0,45	0,25	0,23	0,62	1,04	1,03	1,21
1987	9,4	7,8	0,41	0,24	0,22	0,55	0,97	1,01	1,18
1988	9,3	7,8	0,42	0,21	0,21	0,57	0,99	1,02	1,20
1989	9,4	7,5	0,40	0,21	0,22	0,57	1,01	1,06	1,24
1990	9,3	7,3	0,38	0,18	0,19	0,56	0,97	1,08	1,25
1991	9,2	7,3	0,39	0,20	0,20	0,55	0,98	1,12	1,32
Sexe masculin									
1982	10,6	10,7	0,57	0,33	0,32	1,07	1,76	1,57	1,62
1983	10,8	10,3	0,60	0,35	0,31	0,97	1,77	1,59	1,70
1984	10,5	9,2	0,55	0,30	0,30	0,91	1,73	1,58	1,71
1985	10,6	9,5	0,49	0,28	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1986	10,5	9,0	0,49	0,29	0,27	0,85	1,58	1,51	1,73
1987	10,1	9,1	0,46	0,27	0,27	0,77	1,47	1,50	1,68
1988	10,0	8,9	0,47	0,25	0,24	0,80	1,50	1,49	1,75
1989	10,0	8,6	0,45	0,24	0,24	0,80	1,53	1,59	1,80
1990	9,9	8,4	0,45	0,20	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1991	9,8	8,3	0,42	0,22	0,23	0,77	1,49	1,67	1,96
Sexe féminin									
1982	9,3	8,1	0,46	0,25	0,21	0,45	0,56	0,60	0,74
1983	9,7	7,9	0,50	0,24	0,21	0,43	0,57	0,63	0,75
1984	9,2	7,3	0,41	0,21	0,20	0,42	0,54	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,41	0,21	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1986	9,2	7,0	0,40	0,20	0,18	0,39	0,50	0,56	0,69
1987	8,8	6,5	0,36	0,21	0,17	0,33	0,47	0,52	0,69
1988	8,8	6,7	0,37	0,17	0,17	0,34	0,46	0,55	0,66
1989	8,8	6,4	0,36	0,18	0,19	0,32	0,48	0,53	0,69
1990	8,7	6,2	0,31	0,16	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1991	8,6	6,1	0,35	0,17	0,16	0,32	0,45	0,57	0,68

TABLEAU B.02-14 (suite et fin)

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1.000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans ou plus
Les deux sexes									
1982	1,67	2,57	4,17	6,53	9,3	13,0	20,0	40,1	121
1983	1,67	2,51	4,09	6,52	9,3	13,1	19,9	40,4	126
1984	1,62	2,48	3,96	6,26	9,2	12,9	18,8	38,5	119
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	122
1986	1,61	2,44	3,80	6,06	8,9	12,7	17,7	38,6	119
1987	1,61	2,36	3,64	5,78	8,6	12,1	17,3	37,1	113
1988	1,62	2,35	3,58	5,59	8,4	11,9	16,9	36,2	111
1989	1,63	2,36	3,51	5,50	8,2	11,8	16,9	35,4	111
1990	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	110
1991	1,67	2,41	3,45	5,10	7,6	11,4	16,1	31,7	107
Sexe masculin									
1982	2,23	3,52	5,92	9,46	13,8	19,3	29,5	56,3	144
1983	2,25	3,43	5,76	9,40	13,7	19,3	29,6	56,7	148
1984	2,20	3,38	5,56	9,10	13,7	19,4	27,8	54,4	141
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	146
1986	2,22	3,37	5,33	8,77	13,2	19,0	26,3	54,6	142
1987	2,22	3,26	5,08	8,32	12,6	18,3	25,7	52,6	135
1988	2,24	3,24	4,92	7,96	12,5	17,8	25,0	51,1	132
1989	2,28	3,25	4,88	7,89	12,1	17,7	25,2	50,1	131
1990	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	130
1991	2,41	3,40	4,83	7,24	11,2	17,0	24,1	44,8	128
Sexe féminin									
1982	1,08	1,58	2,41	3,64	5,2	7,5	12,4	29,2	112
1983	1,06	1,56	2,39	3,69	5,2	7,6	12,1	29,4	117
1984	1,01	1,55	2,34	3,47	5,0	7,3	11,5	27,8	110
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	112
1986	0,98	1,48	2,24	3,40	4,8	7,1	10,6	27,8	109
1987	0,98	1,44	2,18	3,28	4,7	6,8	10,3	26,6	103
1988	0,99	1,43	2,20	3,24	4,6	6,6	10,2	26,2	101
1989	0,98	1,45	2,10	3,13	4,5	6,6	10,1	25,3	102
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	100
1991	0,94	1,39	2,04	2,96	4,3	6,3	9,6	22,5	98

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1982	10.000	9.892	9.884	9.878	9.873	9.869	9.854	9.837	9.779	9.694	9.618
1983	10.000	9.897	9.888	9.882	9.878	9.874	9.857	9.841	9.788	9.702	9.624
1984	10.000	9.906	9.899	9.893	9.888	9.885	9.870	9.854	9.805	9.720	9.643
1985	10.000	9.904	9.897	9.892	9.888	9.884	9.871	9.855	9.807	9.730	9.655
1986	10.000	9.909	9.902	9.897	9.893	9.889	9.875	9.861	9.814	9.737	9.663
1987	10.000	9.909	9.902	9.897	9.894	9.890	9.877	9.864	9.821	9.749	9.675
1988	10.000	9.910	9.902	9.898	9.894	9.891	9.879	9.867	9.822	9.748	9.675
1989	10.000	9.913	9.906	9.902	9.899	9.896	9.884	9.871	9.827	9.751	9.674
1990	10.000	9.916	9.909	9.904	9.901	9.898	9.888	9.876	9.833	9.758	9.679
1991	10.000	9.916	9.910	9.905	9.902	9.900	9.888	9.876	9.835	9.760	9.677
Sexe féminin											
1982	10.000	9.918	9.911	9.906	9.903	9.900	9.888	9.877	9.854	9.826	9.769
1983	10.000	9.921	9.913	9.909	9.905	9.902	9.890	9.879	9.857	9.829	9.798
1984	10.000	9.926	9.920	9.916	9.913	9.910	9.900	9.889	9.868	9.841	9.812
1985	10.000	9.928	9.922	9.918	9.915	9.912	9.902	9.892	9.872	9.846	9.817
1986	10.000	9.930	9.924	9.920	9.916	9.914	9.904	9.895	9.874	9.849	9.821
1987	10.000	9.935	9.929	9.925	9.922	9.920	9.910	9 901	9.884	9.860	9.834
1988	10.000	9.932	9.926	9.923	9.920	9.918	9.909	9.901	9.883	9.860	9.833
1989	10.000	9.936	9.930	9.926	9.924	9.921	9.912	9.903	9.886	9.862	9.835
1990	10.000	9.938	9.932	9.929	9.927	9.925	9.917	9.909	9.892	9.870	9.843
1991	10.000	9.938	9.933	9.929	9.926	9.924	9.916	9.908	9.891	9.868	9.840
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1982	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,2	47,6	43,0
1983	70,7	70,5	69,5	68,6	67,6	66,6	61,7	56,8	52,1	47,6	42,9
1984	71,2	70,8	69,9	68,9	68,0	67,0	62,1	57,2	52,5	47,9	43,3
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1986	71,5	71,2	70,2	69,3	68,3	67,3	62,4	57,5	52,8	48,2	43,5
1987	72,1	71,7	70,8	69,8	68,8	67,8	62,9	58,0	53,2	48,6	44,0
1988	72,3	72,0	71,0	70,1	69,1	68,1	63,2	58,3	53,5	48,9	44,3
1989	72,5	72,1	71,1	70,2	69,2	68,2	63,3	58,4	53,6	49,0	44,4
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1991	72,9	72,5	71,6	70,6	69,6	68,6	63,7	58,8	54,0	49,4	44,8
Sexe féminin											
1982	78,9	78,5	77,6	76,6	75,6	74,7	69,7	64,8	60,0	55,1	50,3
1983	78,8	78,4	77,5	76,5	75,5	74,6	69,7	64,7	59,9	55,0	50,2
1984	79,3	78,9	78,0	77,0	76,0	75,1	70,1	65,2	60,3	55,5	50,7
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1986	79,7	79,3	78,3	77,3	76,4	75,4	70,5	65,5	60,7	55,8	51,0
1987	80,3	79,8	78,8	77,9	76,9	75,9	71,0	66,0	61,2	56,3	51,4
1988	80,5	80,0	79,1	78,1	77,1	76,1	71,2	66,2	61,4	56,5	51,6
1989	80,6	80,2	79,2	78,2	77,3	76,3	71,3	66,4	61,5	56,7	51,8
1990	80,9	80,4	79,5	78,5	77,5	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1991	81,1	80,6	79,7	78,7	77,7	76,7	71,8	66,9	62,0	57,1	52,3

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10.000 nés vivants											
Sexe masculin											
1982	9.539	9.427	9.255	8.971	8.539	7.951	7.177	6.174	4.873	3.315	1.780
1983	9.542	9.429	9.260	8.985	8.555	7.968	7.194	6.184	4.881	3.304	1.741
1984	9.560	9.449	9.283	9.015	8.598	8.007	7.242	6.257	4.987	3.432	1.877
1985	9.574	9.464	9.298	9.033	8.620	8.033	7.270	6.282	5.018	3.455	1.867
1986	9.579	9.469	9.301	9.048	8.641	8.068	7.311	6.337	5.092	3.541	1.950
1987	9.592	9.484	9.320	9.076	8.691	8.138	7.397	6.450	5.222	3.715	2.112
1988	9.590	9.479	9.317	9.080	8.710	8.164	7.442	6.522	5.324	3.831	2.216
1989	9.586	9.474	9.313	9.077	8.710	8.180	7.459	6.545	5.365	3.883	2.264
1990	9.588	9.471	9.310	9.076	8.730	8.222	7.516	6.629	5.457	4.000	2.356
1991	9.582	9.463	9.299	9.067	8.731	8.238	7.540	6.651	5.509	4.063	2.426
Sexe féminin											
1982	9.760	9.704	9.625	9.505	9.326	9.078	8.718	8.186	7.324	5.919	3.950
1983	9.760	9.705	9.627	9.508	9.328	9.080	8.725	8.195	7.334	5.914	3.902
1984	9.774	9.721	9.643	9.526	9.357	9.118	8.775	8.260	7.436	6.075	4.120
1985	9.781	9.728	9.655	9.543	9.373	9.135	8.796	8.286	7.465	6.104	4.134
1986	9.787	9.737	9.661	9.550	9.384	9.151	8.817	8.318	7.524	6.198	4.243
1987	9.800	9.751	9.676	9.568	9.405	9.180	8.861	8.379	7.620	6.355	4.463
1988	9.799	9.750	9.675	9.566	9.408	9.188	8.876	8.405	7.654	6.420	4.556
1989	9.801	9.751	9.677	9.572	9.418	9.202	8.891	8.437	7.710	6.507	4.638
1990	9.809	9.760	9.691	9.588	9.439	9.226	8.927	8.490	7.768	6.587	4.744
1991	9.805	9.758	9.688	9.585	9.440	9.234	8.935	8.495	7.800	6.652	4.843
Espéance de vie aux âges indiqués (2)											
Sexe masculin											
1982	38,3	33,7	29,3	25,1	21,3	17,7	14,3	11,2	8,5	6,2	4,5
1983	38,3	33,7	29,3	25,1	21,2	17,6	14,2	11,1	8,3	6,1	4,4
1984	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,4	8,6	6,3	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1986	38,9	34,3	29,9	25,6	21,7	18,1	14,7	11,5	8,7	6,4	4,5
1987	39,3	34,8	30,3	26,1	22,1	18,4	15,0	11,8	9,0	6,6	4,7
1988	39,6	35,1	30,6	26,4	22,4	18,7	17,5	12,0	9,2	6,7	4,8
1989	39,8	35,2	30,8	26,5	22,5	18,8	15,4	12,2	9,2	6,8	4,9
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1991	40,2	35,7	31,3	27,0	23,0	19,2	15,7	12,5	9,5	7,0	5,0
Sexe féminin											
1982	45,5	40,7	36,0	31,4	27,0	22,7	18,5	14,5	10,9	7,9	5,5
1983	45,4	40,6	35,9	31,3	26,9	22,6	18,4	14,4	10,8	7,7	5,3
1984	45,8	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,6
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1986	46,1	41,4	36,7	32,1	27,6	23,2	19,0	15,0	11,3	8,1	5,6
1987	46,6	41,8	37,1	32,5	28,0	23,7	19,4	15,4	11,6	8,4	5,9
1988	46,8	42,0	37,3	32,7	28,2	23,9	19,6	15,5	11,8	8,6	6,0
1989	47,0	42,2	37,5	32,9	28,4	24,0	19,7	15,6	11,9	8,6	6,0
1990	47,2	42,5	37,7	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,0
1991	47,4	42,6	37,9	33,3	28,8	24,4	20,1	16,1	12,2	8,8	6,1

(1) Ages en années.
(2) Nombre moyen restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1989-1991

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100.000	848	72,70	100.000	629	80,89	100.000	**741**	**76,70**
1	99.152	71	72,32	99.371	56	80,40	99.259	**63**	**76,27**
2	99.082	46	71,37	99.315	33	79,45	99.196	**40**	**75,32**
3	99.036	32	70,40	99.282	26	78,47	99.156	**29**	**74,35**
4	99.004	27	69,43	99.256	22	77,49	99.127	**25**	**73,37**
5	98.977	27	68,45	99.234	20	76,51	99.102	**23**	**72,39**
6	98.950	24	67,46	99.214	16	75,52	99.079	**20**	**71,40**
7	98.926	21	66,48	99.198	16	74,54	99.059	**19**	**70,42**
8	98.905	19	65,49	99.182	16	73,55	99.040	**18**	**69,43**
9	98.886	20	64,51	99.166	16	72,56	99.022	**17**	**68,44**
10	98.866	21	63,52	99.150	16	71,57	99.005	**19**	**67,46**
11	98.845	21	62,53	99.134	15	70,58	98.986	**18**	**66,47**
12	98.824	22	61,55	99.119	16	69,59	98.968	**19**	**65,48**
13	98.802	25	60,56	99.103	18	68,61	98.949	**21**	**64,49**
14	98.777	33	59,57	99.085	21	67,62	98.928	**28**	**63,51**
15	98.744	46	58,59	99.064	23	66,63	98.900	**34**	**62,52**
16	98.699	62	57,62	99.041	28	65,65	98.866	**46**	**61,54**
17	98.638	83	56,66	99.013	33	64,67	98.821	**59**	**60,57**
18	98.556	113	55,70	98.980	41	63,69	98.763	**78**	**59,61**
19	98.445	129	54,76	98.939	44	62,71	98.686	**87**	**58,65**
20	98.318	140	53,84	98.895	46	61,74	98.600	**94**	**57,70**
21	98.180	153	52,91	98.850	45	60,77	98.507	**101**	**56,76**
22	98.030	159	51,99	98.806	45	59,80	98.408	**103**	**55,82**
23	97.874	157	51,07	98.762	46	58,82	98.307	**103**	**54,87**
24	97.720	159	50,15	98.717	49	57,85	98.206	**104**	**53,93**
25	97.565	160	49,23	98.669	53	56,88	98.104	**107**	**52,98**
26	97409	162	48,31	98.617	55	55,91	97.999	**110**	**52,04**
27	97.251	163	47,39	98.563	56	54,94	97.891	**110**	**51,10**
28	97.092	166	46,46	98.508	55	53,97	97.783	**111**	**50,15**
29	96.931	170	45,54	98.454	60	53,00	97.674	**116**	**49,21**
30	96.766	177	44,62	98.395	62	52,03	97.561	**120**	**48,26**
31	96.595	184	43,69	98.334	64	51,06	97.444	**125**	**47,32**
32	96.417	187	42,77	98.271	66	50,09	97.322	**127**	**46,38**
33	96.237	194	41,85	98.206	74	49,13	97.198	**136**	**45,44**
34	96.050	204	40,93	98.133	85	48,16	97.066	**145**	**44,50**
35	95.854	216	40,02	98.050	91	47,20	96.925	**154**	**43,56**
36	95.647	227	39,10	97.961	89	46,24	96.776	**158**	**42,63**
37	95.430	242	38,19	97.874	94	45,29	96.623	**169**	**41,70**
38	95.199	259	37,28	97.782	107	44,33	96.460	**185**	**40,77**
39	94.952	273	36,38	97.677	117	43,37	96.282	**195**	**39,84**
40	94.693	294	35,48	97.563	125	42,42	96.094	**210**	**38,92**
41	94.415	318	34,58	97.441	134	41,48	95.892	**227**	**38,00**
42	94.115	337	33,69	97.310	143	40,53	95.674	**240**	**37,08**
43	93.798	372	32,80	97.171	156	39,59	95.444	**265**	**36,17**
44	93.449	404	31,92	97.019	172	38,65	95.191	**289**	**35,27**
45	93.071	435	31,05	96.852	187	37,72	94.916	**312**	**34,37**
46	92.666	471	30,18	96.671	198	36,79	94.620	**334**	**33,47**
47	92.230	503	29,32	96.480	214	35,86	94.304	**358**	**32,58**
48	91.766	539	28,47	96.274	229	34,93	93.966	**384**	**31,70**
49	91.271	589	27,62	96.054	248	34,01	93.605	**419**	**30,82**

NB. — Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1989-1991

Mortalité générale (faux mort-nés inclus)

Source : INSEE

Âge	Sexe masculin			Sexe féminin			**Les deux sexes**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	90.733	644	26,78	95.816	269	33,10	93.213	**455**	**29,95**
51	90.149	709	25,95	95.558	291	32,18	92.789	**499**	**29,08**
52	89.510	782	25,13	95.280	316	31,28	92.326	**548**	**28,23**
53	88.810	852	24,33	94.979	337	30,37	91.820	**591**	**27,38**
54	88.053	927	23,53	94.659	356	29,47	91.277	**638**	**26,54**
55	87.237	1.018	22,75	94.322	384	28,58	90.695	**697**	**25,71**
56	86.349	1.094	21,97	93.960	415	27,69	90.063	**748**	**24,88**
57	85.404	1.178	21,21	93.570	447	26,80	89.389	**804**	**24,07**
58	84.398	1.296	20,46	93.152	494	25,92	88.670	**884**	**23,26**
59	83.304	1.408	19,72	92.692	528	25,04	87.886	**956**	**22,46**
60	82.131	1.533	19,00	92.203	559	24,17	87.046	**1.029**	**21,67**
61	80.872	1.661	18,28	91.688	606	23,31	86.150	**1.113**	**20,89**
62	79.529	1.788	17,58	91.132	663	22,45	85.191	**1.201**	**20,12**
63	78.107	1.917	16,89	90.528	721	21,59	84.168	**1.289**	**19,36**
64	76.610	2.040	16,22	89.875	781	20,75	83.083	**1.375**	**18,61**
65	75.047	2.153	15,54	89.173	825	19,91	81.941	**1.449**	**17,86**
66	73.431	2.297	14,87	88.437	905	19,07	80.754	**1.553**	**17,11**
67	71.744	2.516	14,21	87.637	998	18,24	79.500	**1.699**	**16,38**
68	69.939	2.694	13,57	86.762	1.111	17,42	78.149	**1.836**	**15,65**
69	68.055	2.902	12,93	85.798	1.233	16,61	76.714	**1.992**	**14,93**
70	66.080	3.131	12,30	84.740	1.369	15,81	75.186	**2.161**	**14,23**
71	64.011	3.465	11,68	83.580	1.525	15,02	73.561	**2.390**	**13,53**
72	61.793	3.788	11,08	82.305	1.712	14,24	71.803	**2.628**	**12,85**
73	59.452	4.139	10,50	80.896	1.937	13,48	69.916	**2.895**	**12,18**
74	56.991	4.490	9,93	79.329	2.190	12,74	67.892	**3.179**	**11,53**
75	54.432	4.966	9,37	77.592	2.477	12,01	65.734	**3.532**	**10,89**
76	51.729	5.424	8,84	75.670	2.788	11,31	63.412	**3.889**	**10,27**
77	48.923	5.971	8,31	73.560	3.158	10,62	60.946	**4.314**	**9,67**
78	46.002	6.615	7,81	71.237	3.598	9,95	58.317	**4.817**	**9,08**
79	42.959	7.323	7,33	68.674	4.160	9,30	55.508	**5.414**	**8,52**
80	39.813	8.080	6,87	65.817	4.766	8,68	52.503	**6.053**	**7,98**
81	36.596	8.996	6,43	62.680	5.463	8,09	49.325	**6.806**	**7,46**
82	33.304	9.921	6,01	59.256	6.276	7,53	45.968	**7.627**	**6,97**
83	30.000	11.020	5,62	55.537	7.130	7,00	42.462	**8.537**	**6,50**
84	26.694	12.040	5,26	51.577	8.075	6,50	38.837	**9.470**	**6,06**
85	23.480	13.118	4,91	47.412	9.150	6,02	35.159	**10.507**	**5,64**
86	20.400	14.392	4,57	43.074	10.261	5,58	31.465	**11.635**	**5,25**
87	17.464	15.878	4,26	38.654	11.474	5,16	27.804	**12.887**	**4,87**
88	14.691	17.432	3,97	34.219	12.832	4,77	24.221	**14.260**	**4,52**
89	12.130	18.912	3,70	29.828	14.436	4,39	20.767	**15.775**	**4,19**
90	9.836	20.527	3,44	25.522	16.100	4,05	17.491	**17.375**	**3,88**
91	7.817	22.336	3,20	21.413	17.835	3,73	14.452	**19.084**	**3,59**
92	6.071	24.230	2,98	17.594	19.819	3,44	11.694	**20.994**	**3,31**
93	4.600	25.804	2,77	14.107	21.557	3,16	9.239	**22.632**	**3,06**
94	3.413	27.952	2,56	11.066	23.523	2,89	7.148	**24.608**	**2,81**
95	2.459	29.565	2,36	8.463	25.027	2,63	5.389	**26.090**	**2,57**
96	1.732	31.467	2,15	6.345	27.313	2,34	3.983	**28.245**	**2,30**
97	1.187	32.519	1,90	4.612	28.773	2,03	2.858	**29.566**	**2,00**
98	801	33.708	1,58	3.285	30.837	1,65	2.013	**31.396**	**1,63**
99	531	36.911	1,13	2.272	34.243	1,16	1.381	**34.830**	**1,15**

(1) A l'âge indiqué.
(2) Pour 100.000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1991

Sources : EUROSTAT
Organisation des Nations-unies

Pays	Taux pour 1.000 habitants					Reproduction (pour 1 femme)		Mortalité infantile (pour 1.000 naisances)	Espérance de vie à la naissance	
	Accroissement total (1)	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divorces	Brute	Nette		Hommes	Femmes
Allemagne	6,5	10,4	11,4	5,7	1,7	0,65	0,63	6,9	72,1	78,7
Belgique	3,5	12,6	(2) 10,4	6,1	2,1	(3) 0,79	(3) 0,77	(2) 7,0	72,8	79,5
Danemark	3,0	12,5	11,6	6,0	2,5	0,82	0,80	7,3	72,5	78,0
Espagne	1,6	9,9	(2) 8,7	(2) 5,6	(3) 0,6	(3) 0,65	(3) 0,64	(2) 7,8	(2) 73,3	(2) 80,3
France	**5,7**	**13,3**	**9,2**	**4,9**	**1,9**	**0,86**	**0,85**	**7,3**	**72,9**	**81,1**
Grèce	15,7	10,1	9,4	6,4	0,6	0,68	0,66	9,0	74,6	79,8
Irlande	6,5	15,0	(2) 9,0	(2) 4,8	—	1,06	1,04	(2) 8,2	72,2	77,7
Italie	0,7	9,6	(2) 9,5	(2) 5,3	0,5	(3) 0,61	(3) 0,60	(2) 8,2	(2) 74,0	(2) 80,4
Luxembourg	13,9	12,9	9,7	6,7	2,0	0,78	0,76	9,2	72,0	79,1
Pays-Bas	7,9	13,2	8,6	6,3	1,9	0,79	0,78	6,5	74,0	80,1
Portugal	— 1,3	11,8	10,6	7,3	1,1	0,74	0,72	10,8	69,8	77,3
Royaume-Uni	2,7	13,7	11,2	(3) 6,5	(3) 2,9	0,89	0,88	7,4	73,2	78,6
Europe des Douze	**4,2**	**11,5**	**10,1**	**5,7**	**(4) 1,7**	**0,74**	**0,72**	**7,5**	**(2) 72,8**	**(2) 79,4**
Etats-Unis	(5) 9,0	16,3	8,6	9,4	4,7	...	...	9,1	72,8	79,9
Japon	(5) 4,0	10,0	7,0	(4) 5,8	1,3	...	...	4,5	75,9	81,7
URSS (ex)	(5) 8,0	16,1	10,7	(3) 9,2	3,4	...	...	17,8	63,8	74,3

(1) L'accroissement total tient compte du solde migratoire.
(2) Chiffres provisoires.
(3) 1990
(4) 1989
(5) 1985 - 1990

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1991

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Familles	Réfugiés	Autres	**Total 1991**	**Total 1990**
Européens	**12.130**	**7.058**	**3.578**	**4.057**	**26.823**	**21.681**
CEE	8.551	87	—	677	**9.315**	**9.514**
Autres Européens	2.643	1.865	1.335	2.338	**8.181**	**4.882**
Turcs	936	5.106	2.243	1.042	**9.327**	**7.285**
Asiatiques	**6.268**	**3.007**	**9.066**	**2.393**	**20.734**	**21.455**
dont : Libanais	2.591	419	34	281	**3.325**	**4.579**
Sri Lankais	—	—	4.050	—	**4.050**	—
Vietnamiens	114	73	2.757	206	**3.150**	**3.769**
Africains	**4.571**	**23.607**	**2.268**	**16.319**	**46.765**	**44.705**
Maghreb	1.655	21.165	32	10.774	**33.626**	**34.239**
Algériens	605	5.666	5	5.499	**11.775**	**12.703**
Marocains	760	12.557	21	4.436	**17.774**	**17.671**
Tunisiens	290	2.942	6	839	**4.077**	**3.865**
Africains hors Maghreb	2.916	2.442	2.236	5.545	**13.139**	**10.466**
Américains	**2.534**	**1.884**	**528**	**2.407**	**7.353**	**6.095**
Autres	**104**	**69**	**27**	**234**	**434**	**919**
Ensemble	**25.607**	**35.625**	**15.467**	**25.410**	**102.109**	**94.855**

TABLEAU B.02-19

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1991

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	Total des travailleurs	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**353**	214	5	139	3
20 à 24 ans	**3.987**	2.131	169	1.856	153
25 à 29 ans	**7.766**	5.133	1.173	2.633	525
30 à 34 ans	**5.955**	4.275	2.033	1.680	571
35 à 39 ans	**3.764**	2.781	1.745	983	396
40 à 44 ans	**1.943**	1.450	1.072	493	230
45 ans et plus	**1.839**	1.422	1.141	417	203
Total	**25.607**	**17.406**	**7.338**	**8.201**	**2.081**

TABLEAU B.02-20

Travailleurs de la Communauté et étrangers permanents introduits par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Marocains	Portugais	Tunisiens	Turcs	Yougoslaves	Autres	1991 **Total**	1990 **Total**
Activité économique (1)											
Forêts	2	—	1	2	23	1	5	—	12	**46**	32
Agriculture, pêche	14	4	5	20	48	2	8	3	155	**259**	269
Combustibles minéraux solides	—	—	—	—	—	1	—	—	7	**8**	2
Autres industries extractives	1	—	1	2	—	—	1	—	12	**17**	8
Production et transformation des métaux (2)	113	26	73	31	11	11	21	6	998	**1.290**	1.418
Verre et matériaux de construction	—	1	11	3	9	—	8	1	60	**93**	78
Bâtiment et travaux publics	40	16	305	33	459	28	291	22	1.884	**3.078**	2.379
Autres industries	159	20	109	75	40	35	383	18	2.470	**3.309**	2.486
Commerce	317	22	431	182	56	69	186	20	5.048	**6.331**	5.928
Services	23	10	63	51	71	20	3	9	1.551	**1.801**	1.258
Autres activités (3)	669	95	481	361	51	123	30	54	7.511	**9.375**	8.535
Total	**1.338**	**194**	**1.480**	**760**	**768**	**290**	**936**	**133**	**19.708**	**25.607**	**22.393**
Profession											
Manoeuvres	9	6	48	48	78	13	67	7	1.183	**1.459**	993
Ouvriers spécialisés	206	21	446	142	221	67	505	31	5.251	**6.890**	6.548
Ouvriers professionnels	599	41	608	325	426	91	341	43	7.618	**10.092**	7.860
Cadres et techniciens	524	126	378	245	43	119	23	52	5.656	**7.166**	6.992
Total	**1.338**	**194**	**1.480**	**760**	**768**	**290**	**936**	**133**	**19.708**	**25.607**	**22.393**

(1) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI.
(2) Y compris : sidérurgie, fonderie et travail des métaux, construction mécanique, automobile, électrique, navale, aéronautique et armement.
(3) Transports, banques, assurances, professions libérales, administrations, santé, enseignement et recherche.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Mort-nés	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent des naissances sur les décès
GUADELOUPE								
1980	326,9	1.603	450	6.425	123	2.143	118	4.282
1987	363,7	1.880	404	6.855	107	2.244	122	4.611
1988	372,0	1.868	387	7.126	107	2.228	92	4.898
1989	380,9	1.854	472	7.644	100	2.314	76	5.330
1990	390,7	2.021	485	7.570	110	2.331	75	5.239
1991	407,5	1.928	...	7.547	107	2.147	58	5.400
GUYANE								
1980	68,2	205	27	1.933	56	468	64	1.465
1987	100,1	365	30	2.700	74	562	65	2.138
1988	105,5	325	42	2.887	55	526	71	2.362
1989	111,1	392	48	3.197	55	546	60	2.649
1990	117,0	461	49	3.607	73	596	63	3.011
1991	127,4	537	...	3.910	94	562	66	3.348
MARTINIQUE								
1980	326,1	1.190	396	5.363	93	2.164	107	3.199
1987	345,1	1.537	357	6.338	84	2.146	67	4.192
1988	350,3	1.556	374	6.386	56	2.092	58	4.358
1989	355,9	1.571	288	6.571	67	2.157	62	4.408
1990	361,9	1.572	321	6.437	54	2.220	46	4.217
1991	368,4	1.612	...	6.313	75	2.177	51	4.136
REUNION								
1980	507,8	3.057	369	12.302	272	3.258	193	9.036
1987	575,5	3.001	694	12.599	172	3.090	123	9.509
1988	580,1	3.354	623	13.561	166	3.163	89	10.398
1989	590,5	3.553	628	13.898	159	3.307	116	10.591
1990	*r* 600,0	3.716	763	13.877	148	3.151	94	10.726
1991	611,6	3.818	...	14.107	147	3.415	103	10.692

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1.000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (nés vivants)	Mortalité (décédés)	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1980	4,9	19,7	6,6	13,1	18
1987	5,2	18,8	6,2	12,7	18
1988	5,0	19,2	6,0	13,4	13
1989	4,9	20,1	6,1	14,0	10
1990	5,2	19,4	6,0	13,4	10
1991	4,7	18,5	5,3	13,3	8
GUYANE					
1980	3,0	28,1	6,8	21,3	33
1987	3,6	27,0	5,6	21,4	24
1988	3,1	27,4	5,0	22,4	25
1989	3,5	28,8	4,9	23,8	19
1990	3,9	30,8	5,1	25,7	17
1991	4,2	30,7	4,4	26,3	17
MARTINIQUE					
1980	3,7	16,4	6,6	9,8	20
1987	4,5	18,4	6,2	12,1	11
1988	4,4	18,2	6,0	12,4	9
1989	4,4	18,5	6,1	12,4	9
1990	4,3	17,8	6,1	11,7	7
1991	4,4	17,1	5,9	11,2	8
REUNION					
1980	6,0	24,2	6,4	17,8	16
1987	5,2	21,9	5,4	16,5	10
1988	5,8	23,4	5,5	17,9	7
1989	6,0	23,5	5,6	17,9	8
1990	6,2	23,2	5,3	17,9	7
1991	6,2	23,1	5,6	17,5	7

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1.000 nés vivants; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	140,5	3.668	1.008	2.660	26,2	7,2	18,9	27
1987	160,5	4.122	913	3.209	25,7	5,7	20,0	14
1988	163,7	4.035	962	3.073	24,6	5,9	18,8	9
1989	166,7	3.945	990	2.955	23,7	5,9	17,7	11
1990	169,9	4.366	930	3.436	25,7	5,5	20,2	10
1991	173,4	4.502	978	3.524	26,0	5,6	20,3	8

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Institut territorial de la Statistique et des Etudes Economiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			Taux pour 1.000			
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1980	150,9	4.544	1.005	3.539	30,1	6,7	23,5	41
1986 r	178,5	5.406	982	4.424	30,3	5,5	24,8	18
1987 r	182,9	5.409	1.055	4.354	29,6	5,8	23,8	20
1988 r	187,7	5.797	985	4.812	30,9	5,2	25,6	16
1989 r	192,1	5.507	1.088	4.419	28,6	5,7	23,0	16
1990 r	196,9	5.565	982	4.583	28,2	5,0	23,3	11
1991 p	201,5	5.391	1.020	4.371	26,8	5,1	21,7	12
1992 p	205,8	5.268	1.044	4.224	25,6	5,1	20,5	12

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1.000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre			(2) Taux pour 1.000		
		Nés vivants	Décédés au total	Excédent des naissances sur les décès	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1980	6,0	90	39	51	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	95	50	45	15,1	7,9	7,1
1987	6,3	82	50	32	13,0	7,9	5,1
1988	6,4	80	45	35	12,5	7,0	5,5
1989	6,4	77	43	34	12,0	6,8	5,2

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1982 et de 1990.
(2) A Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1.000 habitants

Départements d'outre-mer

Année	Nuptialité (nouveaux mariés)	Natalité (vivants)	Mortalité (décédés)	Excédent annuel	Mortalité infantile (1)
1980	4,5	16,7	6,6	10,1	18
1981	5,2	16,8	6,2	10,6	16
1982	5,0	19,2	6,0	13,4	13
1983	4,9	20,1	6,1	14,0	10
1984	4,2	19,4	6,0	13,4	11
1985	4,7	18,9	6,0	12,9	11
1986	4,6	18,1	6,0	12,1	10
1987	4,6	17,8	6,1	11,7	10
1988	4,4	16,2	6,0	10,2	9
1989	4,4	15,8	6,1	9,7	8
1990	4,3	17,8	6,1	11,7	11
1991	4,4	17,1	5,9	11,2	9
1992	4,6	16,8	6,0	10,8	9
1993	4,6	16,5	6,0	10,5	8
1994	4,6	16,1	6,0	10,1	8
1995	4,6	15,8	6,0	9,8	8
1996	4,6	15,5	6,0	9,5	8
1997	4,6	15,2	6,0	9,2	8
1998	4,6	15,0	6,0	9,0	8
1999	4,6	14,8	6,0	8,8	8
2000	4,6	14,6	6,0	8,6	8
2001	4,6	14,5	6,0	8,5	8

(1) Nombre de décès de moins d'un an pour 1.000 nés vivants; le taux indiqué ne diffère donc pas de celui pour 1.000 naissances vivantes.

Chapitre B.03

Étrangers

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des étrangers dans la population totale aux différents recensements.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité. Départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule statistique et études sur les populations étrangères et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, la Direction de la population et des migrations du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, ainsi que du service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

1. PRÉSENTATION

En mars 1990, 3.597.000 étrangers ont été recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint désormais 6,3 % contre 6,8 % en 1982 et 6,5 % en 1975. Les chiffres par nationalité des trois derniers recensements indiquent une nette diminution du nombre d'étrangers originaires de la CEE à douze. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1975 (Espagnols, Italiens, Portugais). Le nombre de personnes qui se sont déclarées maghrébines a légèrement augmenté.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. Une forte proportion des immigrés les plus anciens ont acquis la nationalité française; par ailleurs, la plupart de ceux qui sont nés étrangers en France sont devenus français à leur majorité. Ainsi, 21,1 % des étrangers ont moins de 15 ans (19 % de la population totale) et près de 8 % d'entre eux ont 65 ans et plus (14,7 % de la population totale).

Les « familles étrangères » sont au nombre de 1.000.000, ce qui représente 6,5 % du total des familles. Elles s'avèrent être assez nombreuses puisque près de 11 % d'entre elles comprennent 4 enfants ou plus (2 % du nombre total de familles). Cette différence, quoique plus nuancée, apparaît également pour les familles de 3 enfants.

2. MÉTHODOLOGIE

En ce qui concerne la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

En ce qui concerne les *acquisitions* de la nationalité française, les statistiques sont obtenues par comptage à partir des actes juridiques centralisés à la direction de la Population et des Migrations — sous-direction des Naturalisations — ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville à Rezé (Loire-Atlantique).

Les actes juridiques relatifs à la nationalité française faisant l'objet des présentes statistiques concernent uniquement les *acquisitions* et les *pertes* contrôlées par le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (direction de la Population et des migrations).

La législation sur la nationalité a fait l'objet, ces dernières années, de modifications importantes.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, règlent actuellement les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

3. DÉFINITIONS

Acquisitions de la nationalité française

Les acquisitions volontaires de la nationalité française comprennent les acquisitions accordées par décret et les déclarations de nationalité, donc à l'exclusion des acquisitions obtenues de plein droit dans certaines circonstances (atteinte de l'âge de la majorité).

« En particulier ne sont incluses dans les acquisitions volontaires, ni les attributions de la nationalité française (de plein droit à la naissance) pour certains enfants (enfants nés de parents dont au moins un est français ou enfants nés en France de parents étrangers dont l'un au moins est lui-même né en France — ce cas concerne notamment les enfants nés en France depuis le 1er janvier 1963 de parents nés en Algérie avant l'indépendance — ou encore enfants ayant fait l'objet d'une adoption plénière de la part d'un Français), ni les acquisitions à la majorité (s'il s'agit d'enfants nés en France de parents étrangers et y ayant résidé de façon continue durant les cinq années précédant leur majorité). »

- Les acquisitions obtenues par décret

Elles concernent des étrangers qui en font la demande et remplissent certaines conditions, mais le Gouvernement est toujours libre d'accorder ou de refuser ces acquisitions.

Elles se divisent en trois catégories :

— les naturalisations proprement dites;
— les réintégrations de certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française;
— les enfants mineurs bénéficiant des décrets de naturalisation ou de réintégration de leurs parents.

- Les déclarations de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers remplissant certaines conditions; c'est un droit accordé à ces personnes et le Gouvernement ne peut s'y opposer par décret que pour des motifs explicitement prévus par la loi. On distingue :

— les déclarations en vue d'acquérir la nationalité française : enfant né en France de parents étrangers et résidant depuis cinq ans en France; enfant adopté (adoption simple) ou recueilli et élevé en France; conjoint d'un Français : personne ayant joui de la nationalité française pendant les dix dernières années;
— les déclarations de réintégration réservées à certains Français d'origine ayant perdu la nationalité française et qui ont conservé ou acquis avec la France des liens manifestes;
— les déclarations de réintégration visant les originaires des territoires d'outre-mer ayant accédé à l'indépendance;
— les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française (certains enfants d'étrangers naissent français mais ont le droit de répudier cette qualité dans les six mois qui précèdent leur majorité; cependant ils peuvent renoncer par avance à user de ce droit), et celles de reconnaissance (souscrites par les personnes qui souhaitent conserver la nationalité française que sans cette formalité elles perdraient en raison de l'accession à l'indépendance de leur territoire d'origine) font l'objet ici d'une inscription particulière.

Nationalité au RP 1990

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration);
— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité);
— étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

La nomenclature en 80 postes est la plus détaillée. On trouvera la liste des nationalités en annexe du volume « Nationalités » (1) avec le détail des postes « autres ». C'est à partir de ce découpage qu'ont été sélectionnées les nationalités. La nomenclature en 10 postes sélectionne les nationalités ou groupes de nationalités les plus représentées en France métropolitaine.

On appelle Afrique noire francophone le regroupement des pays de l'Afrique subsaharienne anciennement sous administration française : République de Djibouti, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Dans le cas des DOM, on appelle « Autres îles de l'Ouest de l'Océan Indien » l'île Maurice, Madagascar, les Comores (hors Mayotte), les Seychelles. Les étrangers dénommés « autres Américains » sont des ressortissants des pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale hors Haïti, Saint-Domingue, Sainte-Lucie, d'Amérique du Sud hors Guyana, Surinam et Brésil.

Les pays de la Communauté Économique Européenne (CEE) en mars 1990 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni. Les résultats relatifs aux ressortissants de la CEE n'ont donc pas le même champ qu'au RP 82 (l'Espagne et le Portugal ont rejoint la CEE depuis).

Naturalisation

Naturaliser Français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française);

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention franco-tunisienne du 3 juin 1955 et par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, direction de la Population et des Migrations.
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

Publications :

— « La réforme du droit de la nationalité, loi du 9 janvier 1973 ». *Notes et études documentaires,* n° 4115, du 30 novembre 1974, édité par La Documentation française, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « La nationalité française ». Textes et documents, ministère de la Justice, Paris, La Documentation française, 1985, ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, direction de la Population et des Migrations, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, service des études et de la statistique.

— « Les étrangers au recensement de 1975 », *Migrations et sociétés,* ministère du Travail, La Documentation française, 1977.

— « Recensement général de la population de 1975. Nationalité (sondage au 1/5) », n° 393, *Collections de l'INSEE,* série D, n° 83, INSEE 1981.

— « Recensement général de la population de 1982. Les étrangers (sondage au 1/20) », *Migrations et sociétés,* n° 6, 111 pages. Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, série « boulier » RP 82/5, 111 pages. INSEE, La Documentation française, 1984.

— « Les étrangers en France », *Contours et caractères,* 64 pages, INSEE, La Documentation française, 1986.

— « Recensement général de la population de 1982. Nationalité (sondage au 1/4) », volume bordeaux, 154 pages, INSEE.

(1) Volume de la Série « Bordeaux » en 1982. Pour le recensement de 1990, volume de la série *INSEE-Résultat,* n° 217, « Recensement de la population de 1990, nationalités », novembre 1992.

— *Regard sur l'immigration et la présence étrangère en France 1989-1990,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », novembre 1990, 119 pages.

— « La main-d'œuvre étrangère au 31 décembre 1988 », Chambet-Rosset (M. C.), *Dossiers statistiques du travail et de l'emploi,* n° 65, décembre 1990, 35 pages.

— « La présence étrangère en France métropolitaine », Labat (J. C.), *Économie et statistique,* n° 242, avril 1991, p. 7-15, INSEE.

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Labat (J. C.), *INSEE-Première,* n° 150, juin 1991, 4 pages, INSEE.

— *Immigration et présence étrangère en France 1990-1991. Les données, les faits,* Lebon (A.), Paris, La Documentation française, collection « Documents affaires sociales », décembre 1991, 117 pages.

— *OMISTATS (Annuaire des migrations),* Office des migrations internationales. Régulièrement publié sous ce titre depuis 1985; dernier paru, *OMISTATS 1991.*

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », Harnois (J.), *INSEE-Première,* n° 177, janvier 1992, 4 pages.

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/20e, *INSEE-Résultats,* n° 197, juillet 1992 et résultats au 1/4, *INSEE-Résultats,* n° 217, novembre 1992.

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », *INSEE-Première,* n° 217, juillet 1992.

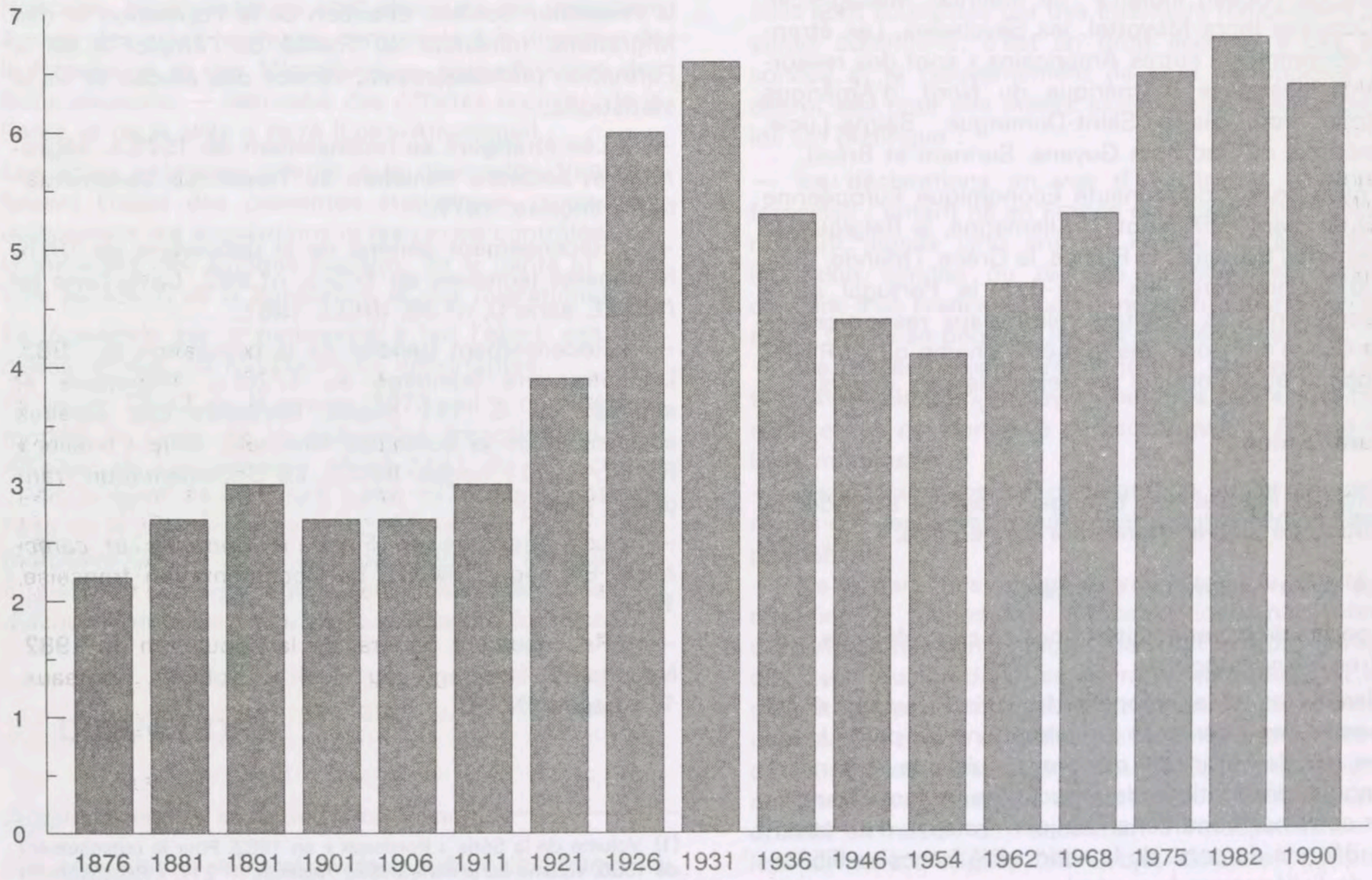
— « La politique de la nationalité dans les chiffres 1990-1991 », ministère des Affaires sociales et de l'intégration, direction de la population et des migrations, octobre 1992.

* * *

GRAPHIQUE B.03

Part des étrangers dans la population totale sur différents recensements

En %



Source : INSEE, recensements de 1876 à 1990

TABLEAU B.03-1

Etrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	(1) 1946		(2) 1975		1982		1990	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**39.848.182**	///	**52.599.430**	///	**54.295.612**	///	**56.651.955**	///
Total étrangers	**1.743.619**	**100,0**	**3.442.415**	**100,0**	**3.714.200**	**100,0**	**3.596.602**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	1.547.286	88,7	2.090.235	60,7	1.768.176	47,6	1.459.113	40,6
dont : CEE	///	///	1.963.590	57,0	1.659.580	44,7	1.311.892	36,5
Allemands (ex - RFA)	24.947	1,4	42.955	1,3	44.000	1,2	52.723	1,5
Belges	153.299	8,8	55.945	1,6	52.636	1,4	56.129	1,6
Espagnols	302.201	17,3	497.480	14,5	327.156	8,8	216.047	6,0
Italiens	450.764	25,9	462.940	13,4	340.308	9,2	252.759	7,0
Polonais	423.470	24,3	93.665	2,7	64.804	1,7	47.127	1,3
Portugais	22.261	1,3	758.925	22,0	767.304	20,7	649.714	18,1
Yougoslaves	20.858	1,2	70.280	2,1	62.472	1,7	52.453	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex - URSS)	149.486	8,6	108.055	3,1	109.496	2,9	132.161	3,7
Soviétiques, russes	50.934	2,9	12.450	0,4	7.452	0,2	4.661	0,1
Total nationalités d'Afrique	54.005	3,1	1.192.300	34,6	1.594.772	43,0	1.633.142	45,4
Algériens	22.114	1,3	710.690	20,6	805.116	21,7	614.207	17,1
Marocains	16.458	0,9	260.025	7,6	441.308	11,9	572.652	15,9
Tunisiens	1.916	0,1	139.735	4,1	190.800	5,2	206.336	5,7
Autres nationalités d'Afrique	13.517	0,8	81.850	2,3	157.548	4,2	239.947	6,7
Total nationalités d'Amérique	8.267	0,5	41.560	1,2	52.840	1,4	72.758	2,0
Total nationalités d'Asie	69.741	4,0	104.465	3,0	289.560	7,8	424.668	11,8
Turcs	7.770	0,4	50.860	1,5	122.260	3,3	197.712	5,5
Autres nationalités	61.971	3,6	53.605	1,5	167.300	4,5	226.956	6,3
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	13.386	0,8	1.405	0,1	1.400	ε	2.260	0,1

(1) Pour 1946 : population présente au moment du recensement. Depuis, population résidant en France au moment du recensement.
(2) Les étrangers de nationalité Grecque ont été inclus dans les résultats de la CEE en 1975, bien que n'en faisant pas encore partie.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1990

Source : INSEE

Age atteint en 1990	**Total**	*dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs	Autres
Les deux sexes . . .	**3.596.602**	**1.311.892**	**216.047**	**252.759**	**649.714**	**614.207**	**572.652**	**206.336**	**176.745**	**112.915**	**197.712**	**597.515**
0 à 14 ans	**758.980**	153.331	13.798	13.577	106.533	124.535	204.989	67.983	43.538	31.763	69.317	82.947
15 à 24 ans	**512.306**	173.161	17.537	14.701	117.705	72.837	93.375	26.159	30.360	21.750	43.997	73.885
25 à 34 ans	**636.876**	216.475	26.448	25.432	124.351	95.602	82.752	34.801	50.759	23.050	31.900	141.781
35 à 44 ans	**636.568**	224.893	25.236	32.837	132.764	109.513	101.608	41.160	34.719	16.760	32.542	109.429
45 à 54 ans	**469.017**	202.934	33.580	40.352	104.885	112.332	59.620	22.445	13.544	7.400	14.944	59.915
55 à 64 ans	**302.671**	161.999	43.392	51.568	48.056	71.592	24.168	10.168	3.168	5.536	3.368	41.655
65 ans et plus . . .	**280.184**	179.099	56.056	74.292	15.420	27.796	6.140	3.620	657	6.656	1.644	87.903
Sexe masculin . . .	**1.982.352**	**697.953**	**112.339**	**144.727**	**345.466**	**360.261**	**321.943**	**121.572**	**103.775**	**60.062**	**110.210**	**301.997**
0 à 14 ans	**389.070**	79.175	7.114	7.093	54.696	63.794	104.782	34.833	21.420	16.573	35.969	42.796
15 à 24 ans	**262.990**	88.979	9.177	8.165	62.662	37.193	48.657	13.481	14.678	12.070	23.495	33.412
25 à 34 ans	**328.550**	114.657	15.312	16.692	66.335	46.561	36.552	18.601	27.222	13.248	19.000	69.027
35 à 44 ans	**360.358**	120.949	13.560	21.661	69.316	54.645	62.800	26.720	25.391	9.343	19.014	57.908
45 à 54 ans	**305.341**	113.766	17.196	25.248	57.877	82.428	45.588	17.517	11.996	3.728	9.884	33.879
55 à 64 ans	**196.330**	92.798	23.032	31.204	27.112	55.332	19.400	8.396	2.720	2.508	2.144	24.482
65 ans et plus . . .	**139.713**	87.629	26.948	34.664	7.468	20.308	4.164	2.024	348	2.592	704	40.493
Sexe féminin	**1.614.250**	**613.939**	**103.708**	**108.032**	**304.248**	**253.946**	**250.709**	**84.764**	**72.970**	**52.853**	**87.502**	**295.518**
0 à 14 ans	**369.910**	74.156	6.684	6.484	51.837	60.741	100.207	33.150	22.118	15.190	33.348	40.151
15 à 24 ans	**249.316**	84.182	8.360	6.536	55.043	35.644	44.718	12.678	15.682	9.680	20.502	40.473
25 à 34 ans	**308.326**	101.818	11.136	8.740	58.016	49.041	46.200	16.200	23.537	9.802	12.900	72.754
35 à 44 ans	**276.210**	103.944	11.676	11.176	63.448	54.868	38.808	14.440	9.328	7.417	13.528	51.521
45 à 54 ans	**163.676**	89.168	16.384	15.104	47.008	29.904	14.032	4.928	1.548	3.672	5.060	26.036
55 à 64 ans	**106.341**	69.201	20.360	20.364	20.944	16.260	4.768	1.772	448	3.028	1.224	17.173
65 ans et plus . . .	**140.471**	91.470	29.108	39.628	7.952	7.488	1.976	1.596	309	4.064	940	47.410

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle au recensement de 1990

Source : INSEE

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	**Total**	Français de naissance	Français par acquisition	Etrangers	
				Total	*Dont* CEE
Agriculteurs exploitants	**1.012.937**	992.525	11.748	8.664	6.200
Artisans	**850.464**	763.730	35.692	51.042	30.122
Commerçants	**795.706**	721.734	33.208	40.764	12.964
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	**176.686**	163.422	6.676	6.588	3.772
Professions libérales	**311.110**	291.226	13.380	6.504	2.932
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	**1.022.129**	949.108	33.329	39.692	12.656
Cadres d'entreprises	**1.359.823**	1.269.479	43.044	47.300	24.232
Professions intermédiaires de l'enseignements, de la santé, de la fonction publique	**1.984.939**	1.901.796	45.225	37.918	13.745
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	**1.392.225**	1.304.969	43.652	43.604	20.900
Techniciens	**762.430**	719.389	22.424	20.617	9.081
Contremaîtres, agents de maîtrise	**574.378**	528.714	21.252	24.412	16.696
Employés de la fonction publique	**2.411.670**	2.296.418	67.616	47.636	18.180
Employés administratifs d'entreprises	**2.343.544**	2.199.715	75.148	68.681	28.492
Employés de commerce	**968.749**	887.633	36.508	44.608	18.816
Personnel des services directs aux pareticuliers	**1.188.837**	993.272	52.852	142.713	77.825
Ouvriers qualifiés	**4.273.230**	3.697.190	153.258	422.782	188.555
Ouvriers non qualifiés	**3.068.065**	2.486.527	108.787	472.751	171.068
Ouvriers agricoles	**282.048**	232.000	7.144	42.904	15.576
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	**276.266**	213.985	11.645	50.636	6.412
Inactifs divers	**231.475**	226.884	4.218	373	171
Total	**25.286.711**	**22.839.716**	**826.806**	**1.620.189**	**678.395**

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (14 postes) et le sexe

Année 1992

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi)

Activité économique regroupée	Code	Les deux sexes		Homme		Femmes	
		Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Activité indéterminée	///	**3.232**	**10,5**	**1.889**	**11,3**	**1.343**	**9,6**
Agriculture	**01**	**33.967**	**12,5**	**27.386**	**14,0**	**6.581**	**8,5**
Industries agricoles et alimentaires	02	**24.828**	**4,6**	15.325	4,6	9.503	4,8
Energie	03	**6.533**	**2,7**	6.533	3,4	—	—
Industrie des biens intermédiaires	04	**76.341**	**6,7**	65.451	7,3	10.890	4,6
Industrie des biens d'équipement	05	**77.575**	**5,4**	67.361	6,1	10.214	3,1
Industrie des biens de consommation	06	**82.568**	**7,6**	43.919	8,0	38.649	7,2
Industrie	**02 à 06**	**267.845**	**6,0**	**198.589**	**6,5**	**69.256**	**5,1**
Bâtiment, génie civil et agricole	**07**	**240.364**	**18,6**	**235.194**	**19,7**	**5.170**	**5,3**
Commerce	08	**92.006**	**4,4**	54.510	5,3	37.496	3,6
Transports et télécommunications	09	**31.327**	**2,4**	26.606	2,9	4.721	1,3
Services marchands	10	**293.693**	**6,9**	160.068	8,9	133.625	5,5
Institutions financières	11 à 13	15.813	2,3	10.008	3,1	5.805	1,5
Services non marchands	14	133.911	2,8	41.311	2,0	92.600	3,5
Tertiaire	**08 à 14**	**566.750**	**4,4**	**292.503**	**4,8**	**274.247**	**4,0**
Total		**1.112.158**	**5,9**	**755.561**	**7,1**	**356.597**	**4,3**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (Français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence au recensement de 1990

Source : INSEE

Famille	**Total**	Total étrangers	*Dont* CEE	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Afrique noire francophone	(1) Asie	Turcs
Nombre total de familles	**15.391.088**	**1.000.056**	**470.212**	**81.608**	**112.820**	**216.132**	**166.832**	**110.352**	**47.908**	**33.880**	**24.972**	**40.844**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**8.635.556**	405.576	250.396	54.372	76.352	82.204	49.264	21.744	10.140	6.996	7.916	7.496
1 enfant	**3.095.560**	205.524	103.620	13.904	17.668	61.752	32.400	16.316	8.704	7.376	4.948	8.032
2 enfants	**2.448.208**	172.912	81.312	9.196	12.880	50.928	28.464	16.404	9.168	6.184	4.452	8.512
3 enfants	**900.972**	106.500	28.064	3.344	4.744	17.184	24.140	19.748	9.692	5.008	3.900	8.548
4 enfants ou plus	**310.792**	108.544	6.820	792	1.176	4.064	32.564	36.140	8.316	8.316	3.756	8.256
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**12.089.972**	**1.391.440**	**379.788**	**45.808**	**62.732**	**232.588**	**318.308**	**280.460**	**103.440**	**78.976**	**43.580**	**88.092**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Evolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Source : Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et de la Ville

	1980		1988		1989		1990		1991	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisition par décret	31.504	60,5	26.961	49,7	33.040	55,5	34.899	53,7	39.445	54,6
dont : enfants mineurs	9.324	29,6	7.948	29,5	10.178	30,8	10.610	30,4	12.558	31,8
Acquisition par déclaration	20.599	39,5	27.338	50,3	26.468	44,5	30.077	46,3	32.768	45,4
Total acquisitions	**52.103**	**100,0**	**54.299**	**100,0**	**59.508**	**100,0**	**64.976**	**100,0**	**72.213**	**100,0**

TABLEAU B.03-7

Acquisitions, par décret, de la nationalité française selon la nationalité antérieure

Ensemble des lieux de résidence (1) (2)

Source : Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville

Nationalité antérieure	1987	1988	1989	1990	1991
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7.472**	**7.130**	**7.083**	**6.408**	**6.024**
CEE des Douze	**6.154**	**5.740**	**4.928**	**4.249**	**4.104**
dont : Belges	153	148	155	149	111
Britanniques	90	83	141	67	69
Espagnols	1.453	1.300	977	809	629
Italiens	1.084	989	850	732	542
Portugais	3.248	3.119	2.671	2.350	2.611
Hors CEE	**1.318**	**1.390**	**2.155**	**2.159**	**1.920**
dont : Polonais	501	673	1.052	977	752
Roumains	137	164	282	281	220
Yougoslaves	491	388	598	680	729
Nationalités d'Afrique	**4.584**	**5.599**	**7.112**	**9.503**	**12.431**
dont : Algériens	1.328	2.038	2.619	3.647	4.440
Marocains	1.402	1.634	2.230	3.220	4.577
Mauriciens	561	542	445	280	254
Togolais	160	163	139	203	214
Tunisiens	657	715	950	1.117	1.593
Nationalités d'Amérique	**620**	**519**	**801**	**813**	**897**
dont : Chiliens	158	114	176	231	203
Haïtiens	180	161	276	266	296
Nationalités d'Asie / Océanie	**5.056**	**5.697**	**7.749**	**7.456**	**7.468**
dont : Cambodgiens	1.044	1.224	1.485	1.521	1.389
Chinois	108	130	170	204	304
Iraniens	176	163	310	274	345
Laotiens	996	1.123	1.152	1.288	1.168
Libanais	520	563	874	807	859
Syriens	133	111	191	150	131
Turcs (3)	389	407	687	626	713
Vietnamiens	1.423	1.632	2.151	1.986	1.778
Soviétiques	**72**	**40**	**85**	**68**	**50**
Diverses ou non précisées	**50**	**28**	**32**	**41**	**17**
Total	**17.584**	**19.013**	**22.862**	**24.289**	**26.887**

(1) France métropolitaine et autres pays de résidence.
(2) Les enfants mineurs, donc devenus français par effet collectif, ne sont pas compris dans la ventilation par nationalité.
(3) Y compris les Arméniens.

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Caractéristiques individuelles	Les deux sexes		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**387.034**	**24.992**	**189.187**	**12.516**	**197.847**	**12.476**
0 à 14 ans	**96.353**	**5.116**	48.709	2.523	47.644	2.593
15 à 24 ans	**78.080**	**4.163**	39.130	1.915	38.950	2.248
25 à 39 ans	**95.151**	**10.839**	46.779	5.446	48.372	5.393
40 à 59 ans	**72.036**	**4.227**	34.697	2.303	37.339	1.924
60 ans ou plus	**45.414**	**647**	19.872	329	25.542	318
Activité						
Actifs ayant un emploi	**117.516**	**10.201**	68.258	6.403	49.258	3.798
Salariés	**93.809**	**8.174**	49.795	5.086	44.014	3.088
Non salariés	**23.707**	**2.027**	18.463	1.317	5.244	710
Chômeurs	**53.553**	**4.947**	24.325	2.203	29.228	2.744
GUYANE						
Population totale	**114.808**	**34.002**	**59.799**	**18.631**	**55.009**	**15.371**
0 à 14 ans	**38.311**	**8.769**	19.473	4.477	18.838	4.292
15 à 24 ans	**20.555**	**6.270**	10.593	3.275	9.962	2.995
25 à 39 ans	**30.303**	**11.395**	16.061	6.363	14.242	5.032
40 à 59 ans	**18.868**	**6.261**	10.348	3.746	8.520	2.515
60 ans ou plus	**6.771**	**1.307**	3.324	770	3.447	537
Activité						
Actifs ayant un emploi	**36.584**	**9.975**	23.430	7.692	13.154	2.283
Salariés	**30.173**	**7.560**	19.296	6.293	10.877	1.267
Non salariés	**6.411**	**2.415**	4.134	1.399	2.277	1.016
Chômeurs	**11.812**	**5.872**	6.333	3.446	5.479	2.426
MARTINIQUE						
Population totale	**359.579**	**3.133**	**173.878**	**1.613**	**185.701**	**1.520**
0 à 14 ans	**82.989**	**398**	42.113	203	40.876	195
15 à 24 ans	**69.794**	**413**	35.197	200	34.597	213
25 à 39 ans	**86.980**	**1.341**	42.033	672	44.947	669
40 à 59 ans	**69.509**	**823**	32.703	459	36.806	364
60 ans ou plus	**50.307**	**158**	21.832	79	28.475	79
Activité						
Actifs ayant un emploi	**110.117**	**1.328**	60.137	897	49.980	431
Salariés	**94.356**	**934**	48.054	610	46.302	324
Non salariés	**15.761**	**394**	12.083	287	3.678	107
Chômeurs	**52.967**	**627**	24.628	259	28.339	368
RÉUNION						
Population totale	**597.828**	**2.251**	**294.256**	**1.078**	**303.572**	**1.173**
0 à 14 ans	**176.608**	**270**	89.177	140	87.431	130
15 à 24 ans	**120.647**	**432**	60.085	197	60.562	235
25 à 39 ans	**146.174**	**894**	72.220	393	73.954	501
40 à 59 ans	**103.003**	**455**	51.076	248	51.927	207
60 ans ou plus	**51.396**	**200**	21.698	100	29.698	100
Activité						
Actifs ayant un emploi	**146.253**	**592**	90.526	431	55.727	161
Salariés	**124.044**	**462**	72.597	332	51.447	130
Non salariés	**22.209**	**130**	17.929	99	4.280	31
Chômeurs	**86.108**	**398**	45.889	177	40.219	221

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution de la structure des ménages aux recensements de 1975, 1982 et 1990.

1. Nombre de ménages.
2. Ménages selon le nombre de personnes à différents recensements.
3. Catégories de population par sexe à différents recensements.
4. Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990.
5. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990.
6. Ménages selon le nombre de personnes à différents recensements. DOM.
7. Structure des ménages, au recensement de 1990. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

La taille des *ménages* continue de diminuer : si un logement comptait en moyenne 3,8 occupants en 1861, il n'en comptait plus que 3,1 en 1968 et 2,6 en 1990. Près de 6 millions de personnes vivent seules, soit un habitant sur dix. L'accroissement est surtout notable entre 20 et 55 ans, en raison des ruptures d'unions plus fréquentes. Le nombre de *familles* à un seul parent est également en progression, et le divorce et les séparations ont remplacé le veuvage en tant que principale cause de création de familles monoparentales. Un jeune de moins de vingt ans sur dix vit aujourd'hui avec un seul de ses parents. Si la vie en couple constitue encore le comportement majoritaire, la montée des couples non mariés est forte. Les couples de deux célibataires font une percée particulièrement sensible chez les moins de 35 ans.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1990 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

Le ménage comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « logement »). La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants : elle peut donc être constituée soit par un couple (marié ou non) et, le cas échéant, de ses enfants, soit d'une personne sans conjoint et de ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfants vivant dans le ménage. Il peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent.

Au recensement de 1990, il n'y a pas de limite d'âge pour être « enfant de famille », alors qu'aux recensements précédents tout enfant de 25 ans ou plus, célibataire sans enfant, était un « isolé » du ménage. Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent être mariés ou non.

Un ménage peut comporter zéro, une ou, plus rarement, deux familles. Le cas où un ménage comporte trois familles étant extrêmement rare, on n'en a retenu que deux (les membres de la troisième famille sont assimilés à des isolés). Les membres du ménage qui ne font partie d'aucune famille sont les isolés du ménage. Lorsqu'il n'y a aucune famille dans le ménage, celui-ci est donc entièrement constitué d'isolés.

Si le ménage comporte au moins une famille, la personne de référence du ménage appartient nécessairement à une famille et on appelle famille principale la famille de la personne de référence du ménage. Si le ménage comporte deux familles, la deuxième famille est appelée famille secondaire.

Personne de référence du ménage

Depuis le recensement de 1982 en métropole, la notion de chef de ménage a été remplacée par la notion de personne de référence du ménage. Cette notion est utilisée pour la première fois en 1990 dans les DOM.

Depuis le recensement de 1982 en métropole et de 1990 dans les DOM, on indique la liste des personnes du ménage avec le « lien de parenté ou relation avec la personne inscrite sur la première ligne », qui doit être l'un des conjoints d'un couple ou à défaut, l'un des adultes habitant dans le logement.

On définit la personne de référence du ménage selon une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge; cette personne n'est pas toujours celle inscrite en première ligne de la liste.

La règle précise est la suivante :

— si le ménage comprend au moins un couple, la personne de référence est l'homme du couple, s'il y a plusieurs couples on choisit le plus âgé des actifs ou à défaut d'actif le plus âgé;

— sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (adulte élevant seul un ou plusieurs de ses enfants), alors la personne de référence est, parmi les parents de ces familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou à défaut le plus âgé;

— si le ménage ne comprend aucune famille, la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

Population réintégrée

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Pour plus de précision voir le chapitre A.01 : « Territoire et population ».

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif-inactif).

Couples :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

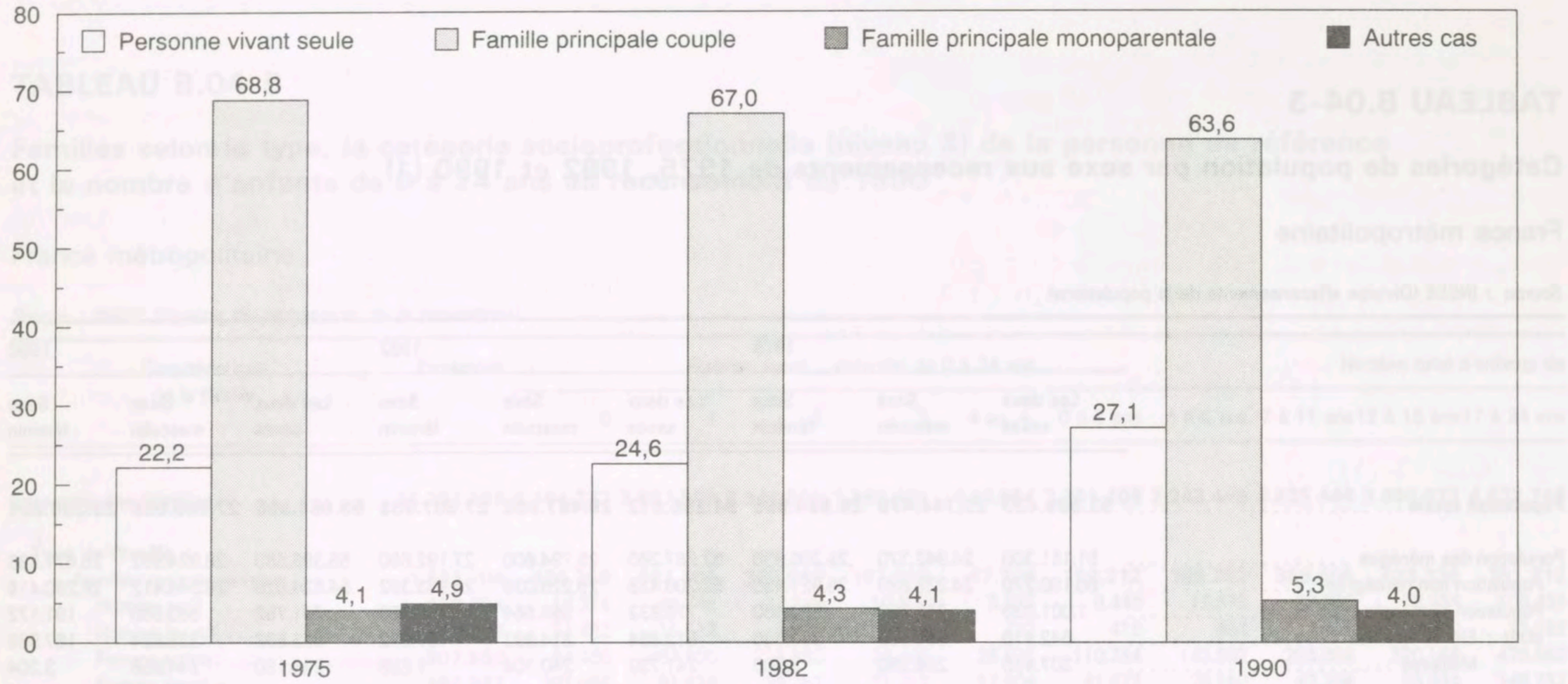
4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Voir le chapitre B.01 : « Structure de la population ».

* * *

GRAPHIQUE B.04

Évolution de la structure des ménages aux recensements de 1975, 1982 et 1990



Source : INSEE (Recensement de la population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages au 1er janvier (1)

Source : INSEE (Division «Logement») *Unité :* millier

	(2) 1975	(2) 1982	1988	1989	(2) 1990	1991	1992	*p* 1993
Nombre de ménages	17.745	19.589	21.134	21.374	21.542	21.850	22.081	22.307

(1) Il s'agit d'estimations calculées à partir du recensement de 1982.
(2) Année de recensement.

TABLEAU B.04-2

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1975, 1982 et 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1975	1982	r 1990
Ensemble des ménages	**17.744.985**	**19.588.924**	**21.542.152**
Nombre de personnes :			
1	3.935.260	4.811.476	5.845.140
2	5.591.208	4.937.025	6.368.948
3	3.401.060	3.679.188	3.821.700
4	2.729.820	3.172.216	3.371.484
5	1.452.770	1.440.324	1.439.144
6 ou plus	1.289.050	894.512	695.736
Nombre total de personnes	51.151.300	52.987.260	55.396.580
Nombre moyen de personnes par ménage	2,88	2,70	2,57

TABLEAU B.04-3

Catégories de population par sexe aux recensements de 1975, 1982 et 1990 (1)

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

	1975			1982			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Population totale	**52.599.430**	**25.744.475**	**26.854.955**	**54.295.612**	**26.487.656**	**27.807.956**	**56.651.955**	**27.565.056**	**29.086.899**
Population des ménages	51.151.300	24.942.370	26.208.930	52.987.260	25.794.600	27.192.660	55.396.580	26.924.992	28.471.588
Population non réintégrée	50.150.270	24.228.820	25.921.450	52.208.428	25.225.036	26.983.392	54.624.828	26.344.412	28.280.416
Population réintégrée	1.001.030	713.550	287.480	778.832	569.564	209.268	771.752	580.580	191.172
dont : Elèves internes	642.910	383.060	259.850	512.864	314.992	197.872	523.592	335.624	187.968
Militaires	307.450	298.950	8.500	241.792	240.104	1.688	248.160	244.956	3.204
Population des collectivités	1.154.005	600.030	553.975	1.045.428	516.024	529.404	1.005.092	469.120	535.972
Foyers de travailleurs	264.810	237.370	27.440	203.932	180.292	23.640	176.232	151.772	24.460
Foyers d'étudiants, cités universitaires	127.520	69.580	57.940	129.764	69.904	59.860	137.664	69.872	67.792
Maisons de retraite, hospices	356.965	121.350	235.615	329.152	102.600	226.552	357.268	99.212	258.056
Hospitalisation longue durée	173.100	87.225	85.875	192.772	89.780	102.992	140.784	60.952	79.832
Communautés religieuses	104.330	19.495	84.835	87.324	17.204	70.120	70.280	14.956	55.324
Autres collectivités	127.280	65.010	62.270	102.484	56.244	46.240	122.864	72.356	50.508
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	163.940	95.870	68.070	135.792	73.500	62.292	151.377	82.417	68.960
Population non réintégrée des établissements	130.185	106.205	23.980	127.132	103.532	23.600	98.906	88.527	10.379

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour les recensements de 1975 et 1982 afin d'assurer la comparaison avec celui de 1990.

TABLEAU B.04-4

Structure des ménages par âge de la personne de référence au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	**Ensemble**	15 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus
Ensemble des ménages	**21.542.152**	**874.036**	**1.811.904**	**4.410.532**	**4.050.376**	**3.293.588**	**4.410.584**	**2.691.132**
Structure du ménage :								
Ménage d'une personne : homme	**2.171.364**	217.844	299.600	428.628	302.760	263.824	375.352	283.356
femme	**3.673.776**	250.252	244.384	283.872	218.624	334.980	1.074.292	1.267.372
Autre ménage sans famille	**443.148**	68.664	47.132	62.512	54.904	63.268	63.044	83.624
Famille principale monoparentale :	**1.551.824**	34.452	90.300	366.244	424.280	258.240	227.124	151.184
Homme avec enfant(s)	**225.924**	648	3.340	31.032	72.836	53.288	40.392	24.388
Femme avec enfant(s)	**1.325.900**	33.804	86.960	335.212	351.444	204.952	186.732	126.796
Famille principale comprenant un couple :	**13.702.040**	302.824	1.130.488	3.269.276	3.049.808	2.373.276	2.670.772	905.596
Homme et femme actifs	**6.935.276**	229.176	903.016	2.393.808	2.119.740	1.150.392	135.500	3.644
Homme actif et femme inactive	**2.924.320**	47.344	205.340	838.564	874.876	791.200	160.632	6.364
Homme inactif et femme active	**591.076**	11.224	14.008	22.512	30.512	155.260	344.352	13.208
Homme et femme inactifs	**3.251.368**	15.080	8.124	14.392	24.680	276.424	2.030.288	882.380

TABLEAU B.04-5

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans au recensement de 1990

France métropolitaine

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ou +	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**15.391.088**	**6.484.272**	**3.667.508**	**3.344.508**	**1.348.936**	**545.864**	**2.331.108**	**2.242.448**	**3.825.444**	**3.690.972**	**4.832.748**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1.601.704**	**426.260**	**683.788**	**336.080**	**107.868**	**47.708**	**159.212**	**185.292**	**368.696**	**433.336**	**751.312**
Homme actif	**159.804**	19.316	88.748	37.228	10.620	3.892	6.440	12.676	33.896	53.284	106.436
Homme inactif	**72.996**	51.432	15.812	3.920	1.040	792	416	564	1.708	4.220	23.592
Femme active	**907.952**	64.456	487.800	255.680	74.496	25.520	110.784	143.892	285.696	320.168	475.552
Femme inactive	**460.952**	291.056	91.428	39.252	21.712	17.504	41.572	28.160	47.396	55.664	145.732
Familles comprenant un couple :	**13.789.384**	**6.058.012**	**2.983.720**	**3.008.428**	**1.241.068**	**498.156**	**2.171.896**	**2.057.156**	**3.456.748**	**3.257.636**	**4.081.436**
Homme et femme actifs	**6.956.572**	1.940.296	2.087.528	2.149.012	630.360	149.376	1.363.556	1.268.696	2.088.596	1.980.736	2.228.284
Homme actif et femme inactive	**2.933.384**	683.240	599.660	762.260	571.620	316.604	774.232	756.112	1.297.240	1.150.632	1.349.512
Homme inactif et femme active	**599.312**	424.064	110.660	42.732	14.580	7.276	16.368	14.396	30.120	48.676	163.652
Homme et femme inactifs	**3.300.116**	3.010.412	185.872	54.424	24.508	24.900	17.740	17.952	40.792	77.592	339.988
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**480.860**	150.212	119.668	129.420	61.476	20.084	68.580	70.244	132.504	148.332	230.672
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1.094.644**	309.236	316.248	323.980	111.360	33.820	151.328	161.576	318.460	350.404	468.736
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1.611.408**	413.656	448.496	515.580	188.356	45.320	303.116	292.692	521.656	522.064	599.076
4. Professions intermédiaires	**2.203.768**	552.308	691.328	694.612	219.640	45.880	405.492	395.872	690.728	660.288	785.140
5. Employés	**1.476.544**	307.348	546.960	422.304	152.560	47.372	297.956	293.556	480.144	438.712	549.932
6. Ouvriers	**4.054.456**	964.100	1.128.892	1.111.600	550.120	299.744	1.016.176	958.204	1.550.876	1.376.036	1.516.392
7. Retraités	**3.886.448**	3.508.412	273.692	67.012	21.272	16.060	7.100	8.640	26.860	72.732	435.272
8. Autres sans activité professionnelle	**582.960**	279.000	142.224	80.000	44.152	37.584	81.360	61.664	104.216	122.404	247.528

TABLEAU B.04-6

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1974, 1982 et 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990	1974	1982	1990
Ensemble des ménages	**76.752**	**85.629**	**112.478**	**15.647**	**21.063**	**33.285**	**76.135**	**82.265**	**106.536**	**103.962**	**120.861**	**157.853**
Nombre de personnes :												
1	16.202	17.746	22.265	4.186	5.138	7.300	16.230	16.982	22.790	14.325	13.874	20.481
2	12.315	14.775	22.077	2.829	4.399	6.701	11.342	14.932	21.293	15.420	17.954	26.477
3	9.561	12.511	19.987	2.233	3.431	5.731	9.618	12.635	18.572	14.776	20.037	30.229
4	9.264	12.374	19.238	2.043	2.902	5.153	8.999	12.868	18.070	14.561	21.979	32.171
5	7.562	9.502	12.807	1.449	1.914	3.422	7.611	9.673	11.423	11.916	16.611	21.817
6 ou plus	21.848	18.721	16.104	2.907	3.279	4.978	22.355	18.175	14.388	32.964	30.406	26.678
Nombre total de personnes	**320.678**	**323.400**	**383.627**	**54.415**	**70.241**	**112.953**	**321.323**	**321.811**	**355.498**	**475.532**	**509.232**	**593.684**
Nombre moyen de personnes par ménage	**4,2**	**3,7**	**3,4**	**3,5**	**3,3**	**3,4**	**4,2**	**3,7**	**3,3**	**4,6**	**4,2**	**3,8**

TABLEAU B.04-7

Structure des ménages au recensement de 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division «Recensements de la population»)

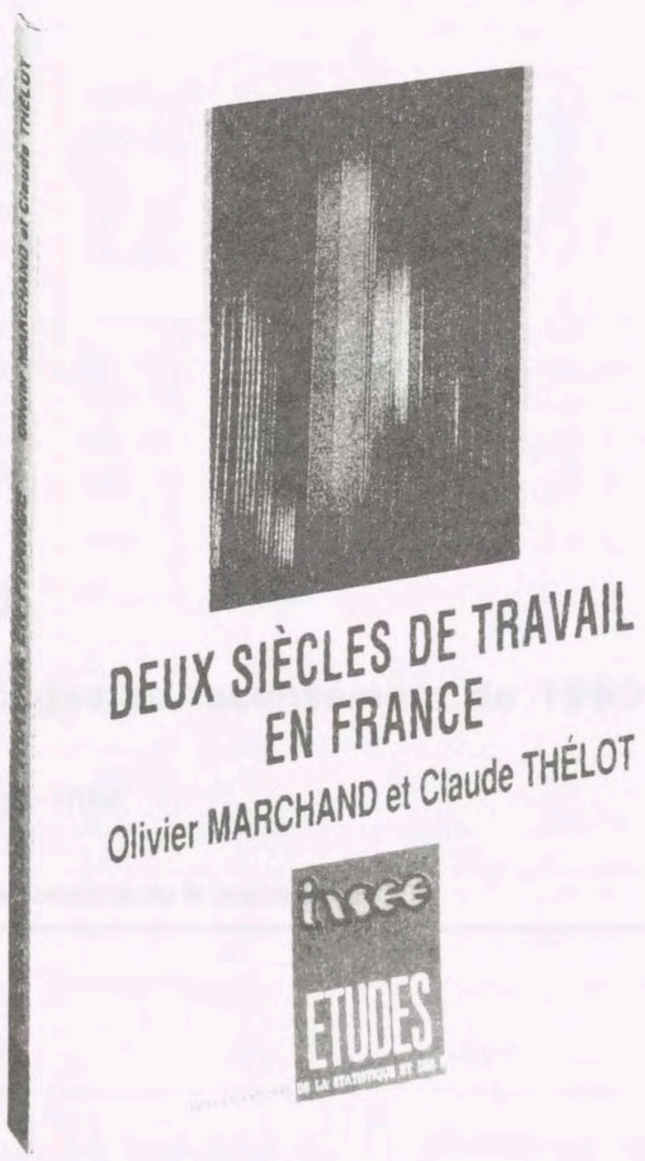
	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**112.478**	**106.536**	**33.285**	**157.853**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	22.265	22.790	7.300	20.481
Homme	12.165	12.375	4.888	11.044
Femme	10.100	10.415	2.412	9.437
Autre ménage sans famille	6.569	5.311	2.664	5.648
Famille principale monoparentale :	24.033	23.608	6.094	26.859
Homme + enfant(s)	3.589	3.185	1.274	4.192
Femme + enfant(s)	20.444	20.423	4.820	22.667
Famille principale comprenant un couple :	59.611	54.827	17.227	104.865
Homme et femme actifs	31.707	30.381	9.106	45.335
Homme actif et femme inactive	15.342	11.048	5.944	39.259
Homme inactif et femme active	2.660	2.899	461	4.070
Homme et femme inactifs	9.902	10.499	1.716	16.201
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	4.355	2.367	1.667	6.703
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	11.620	8.317	2.512	8.489
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	5.572	6.126	2.233	7.870
4. Professions intermédiaires	9.523	10.291	3.995	13.206
5. Employés	20.884	19.651	5.492	34.022
6. Ouvriers	25.220	23.696	9.761	47.906
7. Retraités	23.277	25.339	3.142	23.211
8. Autres sans activité professionnelle	12.027	10.749	4.483	26.446

C

Emploi, revenus et salaires

DEUX SIÈCLES DE TRAVAIL EN FRANCE

DE 1800 A NOS JOURS, LES METAMORPHOSES DU TRAVAIL



Série INSEE-ETUDES
204 pages, format 16 x 24, 140 F

DE L'EXODE AGRICOLE A LA TERTIARISATION DE L'EMPLOI, LES ÉTAPES DE LA MUTATION

- UNE ANALYSE ORIGINALE ET RIGOUREUSE SUR LONGUE PÉRIODE
- UNE ANALYSE HISTORIQUE DE L'EMPLOI
- DES RÉSULTATS QUI BOULEVERSENT CERTAINES IDÉES REÇUES.

EGALEMENT VENDU EN LIBRAIRIE

BON DE COMMANDE

A RETOURNER à L'OBSERVATOIRE ECONOMIQUE DE VOTRE RÉGION

❑ Je souhaite recevoir ____ exemplaire(s) de l'ouvrage **"DEUX SIÈCLES DE TRAVAIL EN FRANCE"** au prix unitaire de **140 F +** participation aux frais de mise à disposition : **10 F** par envoi France - **20 F** par ouvrage Etranger

Nom, Prénom _____
Société _____
Adresse complète _____
_____
Ci-joint un chèque de _____ FF à l'ordre de l'INSEE
Date : Signature :

insee
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent. Moyennes annuelles.
2. Taux d'activité au sens du recensement, par sexe et groupe d'âge quinquennal.
3. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.
4. Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population salariée ayant un emploi au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.
8. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, et effectifs payés par l'État des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.
9. Actifs à temps partiel.
10. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
11. Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire et sexe.
12. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
13. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
14. Intérim et contrats à durée déterminée.
15. Importance du recours au travail intérimaire.
16. Indicateurs du marché du travail.
17. Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle.
18. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
19. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.
20. Dépenses pour l'emploi.
21. Effectifs de la fonction publique territoriale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et les divisions « Exploitations des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Entre mars 1990 et mars 1992, les entreprises ont créé près de 170.000 emplois de cadres (+ 12 %). Néanmoins, pour maîtriser leur masse salariale, elles ont misé sur des renouvellements de personnel plus fréquents et privilégié la promotion de salariés non cadres. Conséquence indirecte, le risque de perdre son poste de cadre s'est accru, particulièrement dans les domaines techniques. L'informatisation des tâches favorise sans doute ces évolutions : les savoirs deviennent plus aisément transmissibles.

En 1991, comme lors des deux années précédentes, les effectifs de la fonction publique territoriale ont augmenté d'un peu plus de 2 %. L'échelon communal emploie l'essentiel des agents. Si les catégories d'exécution sont largement prédominantes, la proportion de cadres s'accroît avec la taille de la commune.

2. MÉTHODOLOGIE

Population employée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population employée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées à partir de la base au 31 décembre 1981 sont obtenues par application des indicateurs d'évolution issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce).

La base du 31 décembre 1989 a été réalisée à partir des résultats du recensement de la population de mars 1990.

L'UNEDIC produit depuis 1961, au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs de salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste pour que les indications statistiques ainsi fournies soient utilisables pour l'estimation de l'emploi. Aussi les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques des ASSEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année;
— statistiques trimestrielles des ASSEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre. Ces statistiques trimestrielles permettent de calculer les évaluations, en moyenne annuelle, qui sont utilisées par la Comptabilité nationale;
— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation,* un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : c'est-à-dire que le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches, La répartition de la population employée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises, les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population employée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le numéro d'activité économique de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

La méthode utilisée pour établir l'estimation de la population salariée suivant le sexe et le secteur d'établissement au 31 décembre de chaque année repose essentiellement sur :

— les évolutions annuelles fournies par l'UNEDIC;
— les enquêtes sur l'emploi et certaines statistiques de caisses de prévoyance et assurances sociales, d'entreprises publiques, pour estimer les salariés non couverts par l'UNEDIC : secteur public, agriculture, services non marchands.

Par ailleurs, le nombre de non-salariés est estimé à partir des indications fournies par des caisses de retraite, des statistiques des caisses d'assurances sociales agricoles et de l'enquête emploi.

On peut enfin signaler que les statistiques UNEDIC sont disponibles selon la taille de l'établissement.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

La réalisation régulière de l'enquête sur l'emploi et les progrès réalisés quant à la fiabilité de ses résultats permettent maintenant de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, quatre conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi;
— être à même de travailler;
— chercher un travail rémunéré;
— être en quête activement de ce travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le ques-

tionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Jusqu'en 1969, les recensements des agents de l'État et des collectivités locales ont été effectués par voie de questionnaire. À partir de 1976, et après une première expérience réalisée en 1975, un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie a été mis en place pour les personnels de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements d'enseignement privé sous contrat.

La collecte des données a eu lieu tous les deux ans de 1976 à 1982; elle est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les renseignements sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales informations étudiées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels, des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats fournis chaque mois par les agences d'intérim au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle permettent de dresser une statistique exhaustive mensuelle du nombre de contrats conclus.

Jusque fin 1991, grâce à une exploitation approfondie d'un échantillon de contrats, une statistique plus complète est produite trimestriellement. Elle apporte notamment des précisions sur la durée des contrats et sur la répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socioprofessionnelle. Les résultats de 1991 sont les derniers d'une série initiée en 1974. À partir de 1992, les relevés de contrats sont en effet sensiblement modifiés, avec pour conséquence une réforme de l'exploitation statistique de ces relevés.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaire, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes concernent à la fois les contrats d'intérim et les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrats à durée déterminée en mars de chaque année, ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe,...;
— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (enquêtes ACEMO) du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus;
— une enquête ACEMO spécifique aux emplois temporaires est réalisée tous les trois ans (la plus récente datant de 1990) : elle fournit des informations sur le stock et sur la répartition des intérimaires et des salariés sous contrats à durée déterminée selon la durée des contrats et les motifs d'utilisation.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

- Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié;
— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité;
— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée (CDI).

- Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.
- Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par

l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du Travail et de l'Emploi ou de l'ANPE; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par le Service des études et de la statistique du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales du Travail et de l'Emploi lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en œuvre par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, mais également celles gérées par les autres administrations (ministères de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, du Budget, de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur, ministère chargé du Commerce et de l'Artisanat). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère du Travail, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais recherchant activement un travail.

Outre les différences de critère il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du Travail et celui calculé à partir de l'enquête emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête emploi, cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein. Les demandeurs d'emploi à temps partiel (DEPFM), ou saisonnier ou temporaire (DETFM), sont également comptabilisés dans des catégories séparées, depuis le mois de mars 1983.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations;

— la promotion de l'emploi et création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail, comptabilise principalement les dépenses de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

— *Effectifs budgétaires.* Lors de son vote annuel du budget, le Parlement « autorise » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants.

— *Titulaires.* Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction;
— catégorie B, chargée des fonctions d'application;
— catégories C et D, assurent les tâches d'exécution.

— *Non-titulaires.* Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs.

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes des salariés que, en fonction d'une qualification convenue, l'entreprise de travail intérimaire embauche et rémunère à cet effet. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi en fin de mois (OEFM)

Les offres d'emploi en fin de mois (OEFM) sont les offres d'emploi à temps plein à durée indéterminée déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi et qui, au dernier jour du mois, n'ont pas encore été satisfaites.

Les offres d'emploi à temps partiel (OEPFM) et à durée déterminée (OETFM) sont également décomptées dans des catégories séparées depuis le mois de novembre 1982.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).
— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Publications :

INSEE :

Articles d'*Économie et Statistique :*

N° 209, avril 1988 : Dossier « L'emploi non salarié » et « Avec le développement des stages, la France ne perd plus d'emplois depuis 1985 »;

N° 215, novembre 1988 : Dossier « L'évolution récente de l'emploi et du chômage »;

N° 220, avril 1989 : « L'emploi industriel cesse de décliner en 1988 » (B. Belloc et T. Lacroix);

N° 226, novembre 1989 : « La croissance économique fait reculer le chômage » (T. Lacroix).

N° 331, avril 1990 : « Créations d'emplois stables et nouveau recul du chômage en 1989 » (B. Belloc et T. Lacroix).

INSEE Première :

N° 8 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1987 »;

N° 10 : « Où frappe le chômage ? »;

N° 31 : « 2 213 000 agents dans les services civils de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 34 : « Amélioration du marché du travail entre mars 1988 et mars 1989 »;

N° 39 : « Le déclin de l'emploi dans les grands établissements industriels 1977-1987 »;

N° 70 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1988 »;

N° 71 : « Un recul du chômage plus marqué dans la moitié nord du pays »;

N° 91 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi 1990 »;

N° 99 : « 4 millions d'actifs ont 30 ans de carrière »;

N° 118 : « Les chômeurs de longue durée »;

N° 151 : « Croissance de l'emploi salarié dans toutes les régions 1987-1989 »;

N° 155 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1991 »;

N° 172 : « Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 1985 »;

N° 212 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1992 »;

N° 237 : « La montée du temps partiel »;

N° 250 : « Les collectivités territoriales ont encore embauché en 1991 »;

N° 262 : « Emploi et chômage des cadres 1990-1992 »;

N° 266 : « Premiers résultats de l'enquête Emploi de mars 1993 ».

INSEE-Résultats :

N° 8 : « Structure des emplois en 1987 »;

N° 28-29 : « Enquête sur l'emploi de 1989 » (résultats détaillés);

N° 56 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1988 »;

N° 118 : « L'activité féminine » (février 1991) »;

N° 126 : « L'emploi régional et sectoriel au 31 décembre 1989 »;

N° 127 : « Bilan formation emploi 1988 »;

N° 143 : « Les entreprises de travail temporaire en 1989 »;

N° 158-160 : « Les mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 50 salariés ou plus. Années 1984 à 1990 »;

N° 161 : « Structure des emplois au 31 décembre 1989. Résultats détaillés »;

N° 189-190 : « Les agents de l'État au 31 décembre 1988 »;

N° 215 : « Structure des emplois au 31 décembre 1990 »;

N° 222-223 : « Enquêtes sur l'emploi de 1990 et 1991 ».

Données sociales, INSEE, édition 1993;

Recensement général de la population de 1990. Principaux résultats; sondage au 1/20. INSEE.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle :

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an);

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle;

Premières informations, n° 312, décembre 1992 : « Comptes de l'emploi et de la formation professionnelle 1990 »;

Premières synthèses, n° 5, avril 1990 : « Quinze ans de politique de l'emploi »;

● *Travail intérimaire et travail sous contrat à durée déterminée :*

Suppléments au *Bulletin mensuel de statistique du travail,* n^{os} 44, 82, 95 et 104 (travail temporaire), 76 et 96 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n^{os} 2, 3, 4, 19, 33, 49, 75-76 et 80-81 (travail temporaire), n^{os} 11 et 60 (travail temporaire et travail sous contrat à durée déterminée);

Premières synthèses, n° 2, octobre 1989 : « Le développement des emplois temporaires ».

● *Main-d'œuvre étrangère :*

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi, n° 29, 1987 : « L'immigration en France ».

Travail et Emploi n° 12 : « La montée de l'activité des femmes étrangères en France : une tendance qui va en s'accentuant ».

Travail et Emploi n° 52 : « Dossier emploi comprenant plusieurs articles sur le travail temporaire et les contrats à durée déterminée ».

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi »;

Préparation au X^{e} plan;

Bulletin de liaison de l'UNEDIC, n° 110, septembre-octobre 1988.

*
* *

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent. Moyennes annuelles (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Salariés :										
Sexe masculin	10.903,1	10.808,1	10.624,3	10.542,7	10.554,6	10.566,6	10.672,3	10.857,9	10.987,2	10.971,8
Sexe féminin	7.441,7	7.567,7	7.633,8	7.733,2	7.865,0	7.971,7	8.105,1	8.295,0	8.481,2	8.603,2
Les deux sexes	**18.344,8**	**18.375,8**	**18.258,1**	**18.275,9**	**18.419,6**	**18.538,3**	**18.777,4**	**19.152,9**	**19.468,4**	**19.575,0**
Non salariés :										
Sexe masculin	2.121,3	2.090,7	2.048,7	2.002,5	1.983,0	1.962,2	1.931,5	1.907,0	1.882,3	1.847,2
Sexe féminin	1.244,4	1.227,3	1.202,2	1.172,0	1.148,0	1.130,9	1.120,7	1.086,5	1.045,8	1.008,5
Les deux sexes	**3.365,7**	**3.318,0**	**3.250,9**	**3.174,5**	**3.131,0**	**3.093,1**	**3.052,2**	**2.993,5**	**2.928,1**	**2.855,7**
Chômeurs :										
Sexe masculin	854,2	913,1	1.103,7	1.179,1	1.190,5	1.169,3	1.092,5	998,9	947,8	1.030,5
Sexe féminin	1.074,6	1.105,7	1.253,3	1.294,5	1.329,9	1.398,0	1.363,5	1.324,1	1.257,0	1.317,7
Les deux sexes	**1.928,8**	**2.018,8**	**2.357,0**	**2.473,6**	**2.520,3**	**2.567,2**	**2.456,0**	**2.323,0**	**2.204,9**	**2.348,2**
Militaires du contingent	**265,7**	**259,4**	**256,2**	**256,0**	**250,3**	**251,1**	**260,9**	**254,1**	**251,5**	**237,6**
Population active totale :										
Sexe masculin	14.144,3	14.071,3	14.032,9	13.980,3	13.978,4	13.949,2	13.957,2	14.017,8	14.068,8	14.087,1
Sexe féminin	9.760,7	9.900,7	10.089,3	10.199,6	10.342,9	10.500,6	10.589,3	10.705,6	10.784,1	10.929,4
Les deux sexes	**23.905,0**	**23.972,0**	**24.122,2**	**24.179,9**	**24.321,2**	**24.449,7**	**24.546,5**	**24.723,4**	**24.852,9**	**25.016,5**

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête-emploi (mars ou avril-mai)

Source : INSEE

	Recensements						Enquête emploi					
Âge (en années révolues)	1975		1982		1990		*r* 1990		*r* 1991		1992	
	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Sexe Masculin	Sexe Féminin
De 15 à 19 ans	29,1	21,7	23,8	16,7	14,4	9,0	14,6	8,1	12,2	6,8	11,5	6,5
De 20 à 24 ans	81,5	66,3	79,1	67,1	67,5	59,8	65,0	57,6	62,1	54,0	61,3	52,2
De 25 à 29 ans	94,8	63,2	93,3	71,1	93,5	80,0	94,0	77,7	93,9	78,1	93,6	78,3
De 30 à 34 ans	97,2	55,3	96,4	67,1	96,8	76,2	96,8	74,6	96,8	74,5	96,3	75,4
De 35 à 39 ans	97,2	51,7	96,8	65,4	97,3	75,5	97,0	73,1	97,2	74,7	96,5	76,3
De 40 à 44 ans	96,8	50,7	96,2	62,4	97,1	75,6	97,0	75,4	96,8	76,1	96,7	76,8
De 45 à 49 ans	95,3	51,2	94,9	58,7	95,9	71,6	96,1	69,1	95,6	71,3	95,5	73,4
De 50 à 54 ans	92,1	49,3	90,8	54,0	90,9	62,9	90,0	62,7	89,4	64,4	89,8	65,2
De 55 à 59 ans	81,6	42,7	76,8	44,9	69,5	46,1	67,7	45,3	68,6	45,4	68,7	45,8
De 60 à 64 ans	54,2	28,2	39,1	22,5	21,3	16,8	22,8	17,0	19,7	16,0	19,2	15,2
De 65 à 69 ans	18,9	10,0	9,5	5,0	5,2	3,3	6,6	3,5	6,5	3,3	6,1	3,3
De 70 à 74 ans	7,6	4,0	4,6	2,1	(1) 1,6	(1) 0,7	2,7	1,3	2,7	1,1	3,0	0,8
De 75 ans et plus	3,7	1,9	2,3	1,0	///	///	1,7	0,4	1,3	0,5	1,3	0,4
Ensemble	**71,0**	**39,2**	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**64,3**	**45,9**	**63,8**	**46,0**	**63,6**	**46,4**

(1) Ce chiffre concerne les 70 ans et plus depuis le recensement de 1990.

TABLEAU C.01-3 A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : Millier

	r 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	1992
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	318,1	270,8	249,8	266,8	279,5
25 à 49 ans	594,4	567,1	555,1	612,8	691,9
50 ans et plus	180,0	161,0	143,0	150,9	174,8
Total	**1.092,5**	**998,9**	**947,9**	**1.030,5**	**1.146,2**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	425,5	373,6	337,5	342,5	348,4
25 à 49 ans	784,4	801,6	774,7	826,3	901,7
50 ans et plus	153,6	148,9	144,8	148,9	155,3
Total	**1.363,5**	**1.324,1**	**1.257,0**	**1.317,7**	**1.405,4**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	743,6	644,4	587,3	609,3	627,9
25 à 49 ans	1.378,8	1.368,7	1.329,8	1.439,1	1.593,6
50 ans et plus	333,6	309,9	287,8	299,8	330,1
Total	**2.456,0**	**2.323,0**	**2.204,9**	**2.348,2**	**2.551,6**

TABLEAU C.01-3 B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : %

	r 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	1992
Sexe masculin :					
15 à 24 ans	15,2	13,5	12,8	14,4	15,7
25 à 49 ans	6,4	6,0	5,8	6,3	7,0
50 ans et plus	7,0	6,3	5,7	6,1	7,2
Ensemble	**7,8**	**7,1**	**6,7**	**7,3**	**8,1**
Sexe féminin :					
15 à 24 ans	24,5	22,5	21,1	22,4	23,8
25 à 49 ans	11,2	11,1	10,5	10,9	11,6
50 ans et plus	8,3	8,1	7,9	8,3	8,9
Ensemble	**12,9**	**12,4**	**11,7**	**12,1**	**12,8**
Les deux sexes :					
15 à 24 ans	19,4	17,5	16,5	18,0	19,4
25 à 49 ans	8,5	8,2	7,8	8,3	9,0
50 ans et plus	7,5	7,1	6,6	7,0	7,9
Ensemble	**10,0**	**9,4**	**8,9**	**9,4**	**10,2**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage standardisés dans des pays de l'OCDE. Moyennes annuelles

En pourcentage de la population active totale

Source : OCDE

	r 1983	*r* 1984	*r* 1985	*r* 1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	1992
Allemagne [ex.RFA]	7,7	7,1	7,1	6,4	6,2	6,2	5,6	4,9	4,4	4,8
Belgique	12,1	12,1	11,3	11,2	11,0	9,7	8,0	7,2	7,1	*p* 7,8
Espagne	17,0	19,7	21,1	20,8	20,1	19,1	16,9	15,9	16,0	18,1
France	**8,3**	**9,7**	**10,2**	**10,4**	**10,5**	**10,0**	**9,4**	**8,9**	**9,4**	**10,2**
Irlande	14,0	15,5	17,0	17,1	16,7	16,2	14,7	13,4	14,9	*p* 16,1
Italie	8,8	9,4	9,6	10,5	10,9	11,0	10,9	10,3	9,9	9,9
Pays-Bas	12,0	11,8	10,6	9,9	9,6	9,2	8,3	7,5	7,0	6,7
Portugal	7,9	8,4	8,5	8,5	7,0	5,7	5,0	4,6	4,1	4,1
Royaume-Uni	12,4	11,7	11,2	11,2	10,3	8,6	7,2	6,8	8,7	*p* 10,0
Canada	11,8	11,2	10,4	9,5	8,8	7,7	7,5	8,1	10,2	11,2
Etats-Unis d'Amérique	9,5	7,4	7,1	6,9	6,1	5,4	5,2	5,4	6,6	7,3
Japon	2,6	2,7	2,6	2,8	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2
CEE	**10,3**	**10,7**	**10,9**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**9,0**	**8,4**	**8,7**	***p* 9,4**
OCDE	**8,5**	**8,0**	**7,8**	**7,7**	**7,3**	**6,7**	**6,2**	**6,1**	**6,8**	***p* 7,4**

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	1.393,9	270,4	1.340,6	269,9	1.276,9	266,8	1.220,1	260,6	1.171,8	259,2
Industries de la viande et du lait	T 02	187,2	183,8	186,2	182,9	186,9	183,7	188,6	185,6	186,1	183,2
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	441,5	364,5	440,3	365,6	439,8	366,9	429,3	361,8	420,5	356,4
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	34,1	34,0	28,6	28,6	25,0	25,0	21,8	21,8	19,5	19,4
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	34,4	34,3	33,3	33,2	31,8	31,7	30,6	30,5	29,6	29,6
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	208,4	208,1	208,0	207,7	206,4	206,1	204,1	203,8	203,4	203,2
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	113,0	112,8	104,2	104,1	99,2	99,1	95,8	95,7	90,9	90,8
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	58,9	58,8	56,4	56,3	55,9	55,7	53,9	53,7	52,3	52,2
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	150,1	142,4	152,4	144,6	153,4	145,7	151,0	143,5	147,4	140,1
Industrie du verre	T 10	57,6	56,6	58,4	57,4	59,5	58,6	59,8	58,9	59,3	58,4
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	129,6	129,1	124,3	123,8	125,3	124,9	121,5	121,1	118,4	118,0
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	184,8	183,8	191,0	190,0	195,6	194,6	199,6	198,7	199,3	198,4
Fonderie et travail des métaux	T 13	416,1	399,4	428,6	412,1	452,6	436,5	463,8	447,7	451,7	436,1
Construction mécanique	T 14	436,1	414,1	440,4	418,9	453,8	432,6	464,0	443,4	450,8	430,8
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	479,7	473,8	478,6	472,6	491,0	485,1	500,9	495,0	488,2	482,4
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	64,2	63,8	61,9	61,5	61,6	61,2	59,1	58,7	57,5	57,1
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	371,0	369,3	367,0	365,3	369,3	367,7	370,0	368,4	360,9	359,3
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	196,9	196,2	188,9	188,2	186,0	185,4	184,3	183,6	181,7	181,0
Industries textiles et habillement	T 18	413,8	395,4	392,5	375,3	381,7	365,2	365,8	349,7	341,3	326,3
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	82,2	79,1	78,0	75,0	76,9	74,0	75,1	72,5	69,5	66,9
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	322,4	278,3	328,4	285,3	333,8	292,0	333,7	291,0	320,5	278,8
Industries du papier et du carton	T 21	106,6	105,8	106,9	106,1	109,1	108,4	108,6	107,9	108,0	107,3
Imprimerie, presse, édition	T 22	246,3	228,5	254,3	236,7	259,9	242,6	260,8	243,3	254,1	237,1
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	207,8	205,3	215,1	212,6	223,2	220,8	228,7	226,4	224,0	221,8
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.566,6	1.250,4	1.606,1	1.290,4	1.630,3	1.317,5	1.635,0	1.327,4	1.599,5	1.300,6
Commerce de gros alimentaire	T 25	288,5	267,0	284,5	263,9	283,0	263,5	279,3	260,9	272,0	254,7
Commerce de gros non alimentaire	T 26	701,9	662,2	723,4	684,1	745,7	707,2	760,3	722,8	747,0	709,9
Commerce de détail alimentaire	T 27	679,6	530,2	687,2	540,9	691,7	550,0	697,0	556,9	701,4	563,0
Commerce de détail non alimentaire	T 28	947,2	676,1	955,0	688,1	965,5	705,2	962,2	707,1	948,4	701,0
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	400,0	334,4	405,6	338,4	410,9	343,4	404,6	338,3	397,0	332,2
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	675,7	481,4	701,9	505,1	734,1	536,1	754,1	555,8	758,4	561,1
Transports	T 31	900,9	837,0	911,6	846,2	929,4	863,4	948,3	880,8	946,3	879,5
Télécommunications et poste	T 32	485,5	485,2	482,8	482,5	481,5	481,2	479,4	479,1	490,2	489,8
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	1.367,1	1.173,4	1.516,0	1.315,4	1.658,4	1.453,9	1.732,6	1.522,4	1.734,4	1.525,6
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	2.315,5	1.918,1	2.384,7	1.977,5	2.457,7	2.046,4	2.510,1	2.093,2	2.554,5	2.144,9
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	71,0	68,3	73,9	71,4	75,8	73,3	82,7	80,1	83,6	81,1
Assurances	T 36	162,1	159,4	163,0	160,5	163,0	160,5	163,3	160,8	167,4	164,9
Organismes financiers	T 37	466,2	465,9	460,8	460,5	459,1	458,8	458,0	457,7	453,3	452,9
Services non marchands	T 38	4.266,1	4.258,9	4.286,1	4.278,7	4.296,6	4.289,0	4.317,3	4.309,8	4.442,5	4.435,0
Total	**T 01 à T 38**	**21.630,4**	**18.555,6**	**21.906,9**	**18.877,3**	**22.237,0**	**19.279,5**	**22.375,2**	**19.476,2**	**22.302,6**	**19.489,8**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-5 (suite et fin)

Population résidente occupée au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T03	628,8	548,3	626,5	548,4	626,6	550,6	617,9	547,4	606,6	539,6
Energie	T 04 à T 06	276,8	276,5	269,9	269,5	263,1	262,8	256,5	256,2	252,5	252,2
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	1.239,7	1.210,3	1.246,2	1.217,1	1.278,1	1.249,6	1.283,2	1.255,0	1.252,1	1.224,7
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.547,9	1.517,1	1.536,8	1.506,6	1.561,7	1.531,9	1.578,4	1.549,2	1.539,1	1.510,6
Industrie des biens de consommation	T 12, T22, T 18 à T 20	1.249,4	1.165,1	1.244,2	1.162,2	1.247,8	1.168,4	1.235,1	1.155,2	1.184,7	1.107,3
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	4.942,6	4.717,3	4.923,6	4.703,8	4.977,3	4.763,3	4.971,1	4.763,0	4.835,0	4.634,4
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	6.509,5	5.967,7	6.529,7	5.994,2	6.607,6	6.080,8	6.606,1	6.090,4	6.434,5	5.935,1
Commerces	T 25 à T 28	2.617,2	2.135,5	2.650,1	2.177,1	2.685,9	2.225,8	2.698,8	2.247,8	2.668,7	2.228,5
Transports et télécommunications	T 31, T 32	1.386,4	1.322,2	1.394,4	1.328,8	1.410,9	1.344,5	1.427,7	1.359,9	1.436,5	1.369,3
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	4.758,3	3.907,3	5.008,2	4.136,4	5.261,0	4.379,8	5.401,4	4.509,7	5.444,3	4.563,7
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	9.461,2	8.058,7	9.750,5	8.334,7	10.055,8	8.642,8	10.231,8	8.815,9	10.253,8	8.860,4
Tertiaire	T 25 à T 38	13.727,3	12.317,6	14.036,6	12.613,4	14.352,4	12.931,8	14.549,1	13.125,7	14.696,3	13.295,4
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	15.970,7	14.026,4	16.280,2	16.159,7	16.663,4	14.723,6	16.837,9	14.906,3	16.688,3	14.795,5

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-6

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture, pêche	T 01	209,9	60,5	208,5	61,4	205,5	61,3	200,2	60,4	198,9	60,3
Industries de la viande et du lait	T 02	125,2	58,5	123,9	58,9	123,0	60,7	123,5	62,1	121,7	61,5
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	230,8	133,7	229,5	136,0	229,1	137,8	223,1	138,7	217,4	139,0
Production de combustibles minéraux solides et cokéfaction	T 04	32,5	1,5	27,3	1,3	23,8	1,2	20,7	1,1	18,6	0,9
Production de pétrole et de gaz naturel	T 05	26,9	7,4	25,9	7,3	24,5	7,2	23,2	7,3	22,5	7,0
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	166,6	41,5	166,1	41,7	164,3	41,7	162,0	41,8	161,6	41,5
Production de minerais et métaux ferreux, première transformation de l'acier	T 07	102,5	10,3	94,7	9,3	89,9	9,2	86,5	9,2	81,8	9,0
Production de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	50,0	8,8	48,0	8,3	47,6	8,2	45,7	8,0	44,3	7,8
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	120,0	22,4	121,6	23,0	122,0	23,6	119,7	23,8	116,7	23,4
Industrie du verre	T 10	45,7	10,9	46,3	11,1	47,2	11,4	47,4	11,5	47,1	11,3
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	104,5	24,7	100,3	23,5	100,3	24,6	97,5	23,6	94,4	23,5
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	98,1	85,7	100,9	89,1	102,5	92,2	103,8	94,9	103,0	95,3
Fonderie et travail des métaux	T 13	324,6	74,8	336,0	76,1	356,1	80,4	365,1	82,6	355,6	80,5
Construction mécanique	T 14	333,1	81,0	337,1	81,8	347,3	85,3	355,9	87,5	345,4	85,3
Construction de matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	319,6	154,1	319,9	152,7	328,6	156,5	336,4	158,6	330,1	152,2
Production de biens d'équipement ménager	T 15 B	35,4	28,4	33,9	27,6	33,9	27,3	32,0	26,8	31,6	25,5
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	302,7	66,5	299,5	65,9	301,0	66,7	301,2	67,2	294,7	64,6
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	168,1	28,1	160,9	27,4	157,6	27,8	156,3	27,3	153,9	27,2
Industries textiles et habillement	T 18	135,7	259,7	130,5	244,8	126,9	238,3	120,3	229,3	113,0	213,3
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	30,2	48,9	28,4	46,5	27,5	46,4	26,6	45,9	24,7	42,2
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	196,4	81,9	201,6	83,7	205,5	86,5	204,7	86,2	195,4	83,3
Industries du papier et du carton	T 21	73,5	32,3	74,1	32,0	75,6	32,7	75,5	32,3	76,0	31,3
Imprimerie, presse, édition	T 22	142,4	86,1	145,9	90,8	148,3	94,3	147,6	95,8	143,3	93,8
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	146,5	58,9	151,8	60,8	157,5	63,3	161,6	64,8	158,1	63,7
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.157,5	92,9	1.192,5	97,9	1.215,3	102,2	1.222,5	104,9	1.194,9	105,8
Commerce de gros alimentaire	T 25	186,9	80,2	184,4	79,5	183,1	80,4	180,5	80,4	176,3	78,4
Commerce de gros non alimentaire	T 26	437,6	224,6	451,5	232,6	465,9	241,3	476,1	246,7	466,6	243,3
Commerce de détail alimentaire	T 27	226,5	303,7	228,4	312,4	229,2	320,8	227,7	329,2	227,5	335,5
Commerce de détail non alimentaire	T 28	239,9	436,2	244,3	443,8	250,0	455,3	247,2	459,9	244,7	456,2
Répartition et commerce de l'automobile	T 29	273,3	61,1	275,6	62,8	278,3	65,1	273,7	64,6	268,5	63,7
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	247,1	234,3	258,0	247,1	273,2	262,9	282,1	273,7	282,8	278,3
Transports	T 31	679,1	157,9	683,3	162,9	700,1	163,3	710,1	170,6	707,3	172,1
Télécommunications et poste	T 32	280,0	204,6	278,9	203,6	276,6	204,6	274,6	204,5	278,1	211,8
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	602,9	570,5	692,2	623,2	771,3	682,6	800,7	721,7	800,9	724,7
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	540,4	1.377,7	560,7	1.416,9	580,6	1.465,8	592,0	1.501,1	607,7	1.537,2
Location et crédit-bail immobiliers	T 37	33,9	34,4	35,8	35,6	35,5	37,8	38,4	41,7	38,1	43,0
Assurances	T 36	65,2	94,3	65,1	95,4	64,5	96,0	64,2	96,6	65,8	99,1
Organismes financiers	T 37	230,4	235,5	227,6	232,9	225,1	233,7	224,0	233,7	221,3	231,7
Services non marchands	T 38	1.832,0	2.426,9	1.830,8	2.447,9	1.813,6	2.475,4	1.811,4	2.498,4	1.847,3	2.587,7
Total	**T 01 à T 38**	**10.554,2**	**8.001,3**	**10.721,9**	**8.155,5**	**10.907,9**	**8.371,6**	**10.961,7**	**8.514,5**	**10.878,0**	**8.611,7**

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-6 (suite et fin)

Population salariée ayant un emploi au 31 décembre (1)

Source : INSEE — *Unité :* Millier

Intitulé du secteur	Numéro du secteur	1987		1988		1989		1990		1991	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Industries agricoles et alimentaires	T 02, T03	356,1	192,2	353,4	195,0	352,1	198,5	346,6	200,8	339,1	200,5
Energie	T 04 à T 06	226,1	50,4	219,2	50,3	212,6	50,2	206,0	50,2	202,8	49,4
Industrie des biens intermédiaires	T 07 à T 11, T 13, T 21, T 23	967,3	243,0	972,9	244,2	996,2	253,4	999,1	255,9	974,2	250,5
Industrie des biens d'équipement	T 14 à T 17	1.159,0	358,1	1.151,2	355,4	1.168,3	363,6	1.181,8	367,4	1.155,7	354,9
Industrie des biens de consommation	T 12, T22, T 18 à T 20	602,8	562,3	607,3	554,9	610,7	557,7	603,0	552,2	579,4	527,9
Industrie, non compris le bâtiment	T 02 à T 23	3.311,3	1.406,0	3.304,0	1.399,8	3.339,9	1.423,4	3.336,5	1.426,5	3.251,2	1.383,2
Industrie, y compris le bâtiment	T 02 à T 24	4.468,8	1.498,9	4.496,5	1.497,7	4.555,2	1.525,6	4.559,0	1.531,4	4.446,1	1.489,0
Commerces	T 25 à T 28	1.090,8	1.044,7	1.108,7	1.068,4	1.128,1	1.097,7	1.131,5	1.116,3	1.115,2	1.113,3
Transports et télécommunications	T 31, T 32	959,7	362,5	962,3	366,5	976,7	367,8	984,8	375,1	985,4	383,9
Services marchands	T 29, T 30, T 33, T 34	1.663,7	2.243,6	1.786,5	2.349,9	1.903,5	2.476,3	1.948,5	2.561,2	1.959,9	2.603,8
Transports, services, commerces	T 25 à T 37	4.043,7	4.015,0	4.186,0	4.148,7	4.333,5	4.309,3	4.391,4	4.424,5	4.385,7	4.474,7
Tertiaire	T 25 à T 38	5.875,7	6.441,9	6.016,8	6.596,6	6.147,1	6.784,7	6.202,8	6.922,9	6.233,0	7.062,4
Secteurs marchands non agricoles	T 02 à T 37	8.512,5	5.513,9	10.513,3	5.646,4	8.888,7	5.834,9	8.950,4	5.955,9	8.831,8	5.963,7

(1) Les données publiées prennent en compte les résultats du recensement de la population de mars 1990. Les séries sont révisées sur l'ensemble de la période 1975 à 1989, les informations supplémentaires disponibles en 1990 ayant conduit à modifier le traitement effectué à l'occasion du recensement de 1982.

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC — *Unité :* %

Taille de l'établissement	1986	1987	1988	1989	1990
Ensemble					
1 à 9 salariés	23,2	23,8	24,1	24,2	24,1
10 à 49 salariés	27,3	27,8	28,2	28,3	28,5
50 à 199 salariés	21,9	22,0	22,3	22,7	22,7
200 à 499 salariés	12,1	11,9	11,6	11,7	11,8
500 salariés et plus	15,4	14,5	13,8	13,1	12,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**12.701**	**12.704**	**12.840**	**13.139**	**13.569**
dont :					
Industrie (1)					
1 à 9 salariés	9,2	9,6	9,9	10,1	10,0
10 à 49 salariés	20,0	20,7	21,3	21,8	21,8
50 à 199 salariés	23,6	24,0	24,5	24,7	24,6
200 à 499 salariés	18,2	17,9	17,7	17,8	18,5
500 salariés et plus	29,0	27,8	26,6	25,6	25,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4.580**	**4.460**	**4.349**	**4.318**	**4.428**
Bâtiment, génie civil et agricole					
1 à 9 salariés	31,5	31,6	31,8	31,5	31,4
10 à 49 salariés	35,0	35,4	35,8	36,0	36,2
50 à 199 salariés	20,9	21,0	20,8	21,1	20,6
200 à 499 salariés	7,5	7,2	7,3	7,3	7,4
500 salariés et plus	5,1	4,8	4,3	4,1	4,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1.226**	**1.230**	**1.241**	**1.274**	**1.299**
Tertiaire					
1 à 9 salariés	31,1	31,4	31,2	30,9	30,5
10 à 49 salariés	30,9	31,1	31,0	30,8	30,8
50 à 199 salariés	20,9	20,8	21,3	21,8	22,0
200 à 499 salariés	9,0	8,8	8,8	9,0	9,4
500 salariés et plus	8,1	7,9	7,7	7,5	7,3
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**6.878**	**7.002**	**7.240**	**7.518**	**7.861**

(1) Non compris le bâtiment, génie civil et agricole.

TABLEAU C.01-8

Effectifs des agents de l'Etat, des établissements publics nationaux et effectifs payés par l'Etat des établissements d'enseignement privés sous contrat, par statut.

Situation au 31 décembre 1990

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires de carrière		Autres personnels			Ensemble		
	Total	dont militaires	Total	dont ouvriers d'Etat	dont militaires (1)	Total	dont temps partiel Mi-temps ou plus	dont temps partiel Moins de mi-temps
1. Etat :								
11. Ministères civils :								
Métropole	1.898.712	648	262.214	14.490	19	2.160.926	215.955	58.449
dont : PTT (2)	430.159	5	57.354	379	—	487.513	42.796	28.425
DOM-TOM	56.133	717	7.594	272	74	63.727	2.261	826
Etranger	15.384	1.392	10.902	1	2.221	26.286	695	602
Total	**1.970.229**	**2.757**	**280.710**	**14.763**	**2.314**	**2.250.939**	**218.911**	**59.877**
12. Ministère de la Défense (Métropole, DOM-TOM, étranger)	307.178	273.445	105.678	68.441	24.911	412.856	6.695	104
Tous ministères :								
Métropole	2.176.306	245.454	357.168	80.964	21.162	2.533.474	222.486	58.548
DOM-TOM	63.669	8.111	10.226	1.744	1.144	73.895	2.352	826
Etranger	37.432	22.637	18.994	496	4.919	56.426	768	607
Total	**2.277.407**	**276.202**	**386.388**	**83.204**	**27.225**	**2.663.795**	**225.606**	**59.981**
2. Etablissements publics nationaux (3) :								
Métropole	69.460	87	111.291	2.187	1	180.751	20.577	15.323
Métropole, DOM-TOM, étranger	71.447	106	117.096	2.192	139	188.543	21.022	15.510
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'Etat) :								
Métropole	1.059	—	126.827	—	—	127.886	23.558	3.753
Métropole, DOM-TOM, étranger	1.068	—	131.059	—	—	132.127	23.837	3.820

(1) Engagés pendant et au-delà de la durée légale (PDL, ADL) et personnels non fonctionnaires effectuant leur service national comme coopérants ou assistants techniques.
(2) La Poste et France Télécom transformés en «exploitants publics» à compter du 1er janvier 1991
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.

TABLEAU C.01-9A

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et activité économique regroupée (NAP 15)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Numéro de secteur	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
		1991		1992		1991		1992		1991		1992	
		Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Agriculture, sylviculture, pêche	U 01	58,9	6,8	60,6	7,2	137,0	28,6	150,0	31,9	195,8	14,6	210,6	16,1
Industries agricoles et alimentaires	U 02	9,3	2,4	6,7	1,7	35,2	14,6	37,8	15,9	44,5	7,1	44,4	7,1
Energie	U 03	1,6	0,8	0,1	0,1	5,1	10,6	4,9	9,9	6,7	2,7	5,1	2,1
Industrie des biens intermédiaires	U 04	8,0	0,8	10,7	1,2	26,0	10,7	24,6	10,2	34,0	2,8	35,3	3,0
Industrie des biens d'équipement	U 05	8,6	0,8	12,1	1,1	34,9	9,7	30,8	9,2	43,5	2,9	43,0	2,9
Industrie des biens de consommation	U 06	12,0	1,8	10,8	1,7	53,3	9,3	63,8	11,2	65,3	5,3	74,6	6,2
Industrie (non compris BGCA)	U 02 à U 06	39,4	1,2	40,4	1,2	154,5	10,5	162,0	11,3	193,9	4,0	202,4	4,3
Bâtiment et génie civil et agricole	U 07	15,7	1,0	14,0	0,9	45,2	32,3	52,2	36,3	60,9	3,7	66,2	4,0
Commerce	U 08	34,9	2,7	36,2	2,7	318,2	24,4	316,3	24,6	353,1	13,6	352,5	13,5
Transports et télécommunications	U 09	26,3	2,7	18,4	1,8	82,8	23,4	90,1	24,5	109,2	8,2	108,5	8,0
Services marchands	U 10	129,5	5,4	139,7	5,8	644,5	22,9	685,5	24,3	774,0	14,8	825,2	15,8
Institutions financières	U 11 à U 13	5,3	1,6	6,9	2,1	63,7	16,8	59,8	15,7	69,0	9,6	66,7	9,4
Services non marchands	U 14	119,1	5,8	139,4	6,7	783,9	30,6	824,4	31,5	903,0	19,6	963,8	20,5
Tertiaire	U 08 à U 14	315,1	4,4	340,6	4,8	1.893,2	25,5	1.976,1	26,4	2.208,3	15,2	2.316,8	15,8
Activité indéterminée		1,4	3,5	0,7	3,5	7,6	30,0	2,7	17,3	9,0	13,9	3,4	9,7
Total		**430,4**	**3,3**	**456,4**	**3,6**	**2.237,5**	**23,5**	**2.343,0**	**24,5**	**2.667,9**	**11,9**	**2.799,4**	**12,5**

TABLEAU C.01-9 B

Actifs à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés)

Source : INSEE (Enquête emploi) — *Unité :* Millier

	Sexe masculin				Sexe féminin				Les deux sexes			
	1991		1992		1991		1992		1991		1992	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	57,7	2,8	62,5	3,0	112,9	15,9	109,7	15,8	170,6	6,1	172,1	6,2
Aides familiaux	36,5	32,0	33,5	37,4	157,9	33,2	173,9	37,1	194,4	32,9	207,5	37,1
Salariés des services domestiques	4,7	39,3	5,1	41,2	172,2	63,9	179,1	64,1	177,0	62,9	184,2	63,2
Autres salariés du secteur privé	203,4	2,5	207,1	2,5	1.094,5	21,0	1.143,5	21,9	1.297,9	9,6	1.350,6	10,0
Salariés de l'Etat	29,0	2,6	27,9	2,7	207,6	22,1	175,1	21,8	236,7	11,4	203,0	11,1
Salariés des collectivités locales	57,4	6,2	58,9	5,9	383,8	22,1	428,9	22,8	441,2	16,6	487,9	16,9
Stagiaires et contrats aidés	41,2	42,8	60,6	50,2	108,6	60,0	132,9	66,2	149,9	54,1	193,4	60,2
Total	**430,1**	**3,4**	**455,6**	**3,6**	**2.237,5**	**23,5**	**2.343,0**	**24,5**	**2.667,6**	**12,1**	**2.798,6**	**12,7**

TABLEAU C.01-10

Répartition des agents de l'Etat par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière					Ensemble				
	1986	1988	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992	1986	1988	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992
Education nationale : enseignement scolaire	871.096	867.633	875.510	881.540	881.797	950.953	955.803	979.387	991.257	992.327
Education nationale : enseignement supérieur	74.704	81.545	85.099	86.994	94.127	91.586	90.938	96.337	99.455	108.101
Jeunesse et Sports (1)	5.482	6.327	6.485	6.524	6.552	7.879	7.916	7.879	7.889	7.797
Total	**951.282**	**955.505**	**967.094**	**975.058**	**982.476**	**1.050.418**	**1.054.657**	**1.083.603**	**1.098.601**	**1.108.225**
dont : Enseignements 1er degré (2)	318.080	312.352	315.863	315.891	315.919	318.719	312.875	316.890	317.465	317.833
Enseignements 2e degré (2)	480.151	484.300	473.610	484.217	484.670	550.867	563.083	564.377	578.787	580.087
Enseignements supérieurs (2)	70.286	78.152	80.628	82.551	89.590	86.761	86.238	91.429	94.534	99.333
Economie, Finances et Budget	190.151	185.226	183.693	184.053	184.534	202.416	197.005	197.417	197.138	198.805
dont : Services extérieurs du Trésor	60.959	59.490	59.435	59.810	59.962	62.303	60.842	61.149	61.098	61.145
Services extérieurs des Impôts	87.176	84.466	84.287	84.461	85.263	91.895	89.612	91.416	91.411	93.407
Services extérieurs des Douanes	21.144	20.526	19.578	19.446	18.889	21.291	20.652	19.858	19.714	19.151
INSEE	7.177	7.042	7.020	7.022	7.061	7.772	7.603	7.511	7.506	7.539
Intérieur et DOM-TOM	146 702	149.690	153.373	153.340	158.051	151.852	155.616	158.951	159.022	163.638
dont : Services des péfectures	19.253	21.160	23.774	24.188	25.966	20.872	23.203	25.736	26.213	27.840
Police nationale	120.575	120.721	121.489	121.179	122.356	122.699	123.181	123.837	123.537	124.558
DOM-TOM	1.648	2.015	2.199	2.208	2.233	2.269	2.745	2.790	2.799	2.822
Equipement, Transports	87.151	87.517	96.881	97.224	97.531	111.633	122.108	119.809	120.961	121.115
Equipement. et logement	74.097	75.760	84.264	84.448	84.570	94.938	107.133	104.462	105.480	105.470
Transports, Mer	13.054	11.757	12.617	12.776	12.961	16.695	14.975	15.347	15.481	15.645
Justice	46.605	47.770	51.464	53.950	54.596	47.736	49.083	53.218	55.689	56.649
dont : Services judiciaires	22.362	22.362	22.867	23.439	23.375	22.665	22.819	23.770	24.220	24.378
Services pénitentiaires	15.969	17.393	20.043	21.185	21.748	16.255	17.711	20.392	21.551	22.187
Education surveillée	5.442	5.198	5.208	5.358	5.274	5.620	5.358	5.320	5.517	5.438
Agriculture	23.472	24.527	24.424	24.676	25.274	31.126	31.904	30.881	30.994	31.806
dont : Services extérieurs	11.313	12.106	11.895	10.862	11.218	16.050	16.816	15.502	14.407	14.837
Enseignement agricole	10.757	11.036	11.094	12.258	12.416	13.185	13.256	13.518	14.540	14.848
Santé et Travail	22.458	21.903	21.477	20.406	20.429	25.225	25.154	25.719	23.166	23.664
dont : Services extérieurs Santé	11.626	11.005	10.837	9.819	9.938	13.285	12.866	13.807	11.232	11.594
Services extérieurs Travail	8.240	8.370	7.983	7.911	8.032	8.932	9.294	8.630	8.583	8.824
Relations extérieures	16.438	16.437	15.827	15.269	15.335	29.075	26.470	25.439	24.873	24.982
Affaires étrangères	11.562	10.542	10.316	10.404	10.470	19.882	17.123	16.389	16.469	16.578
Coopération	4.876	5.895	5.511	4.865	4.865	9.193	9.347	9.050	8.404	8.404
Culture	9.548	9.657	9.727	9.714	10.204	11.956	12.091	12.889	12.778	12.867
Industrie, Commerce, Recherche	4.977	5.038	4.912	4.915	5.147	7.980	8.156	10.080	12.587	14.550
Anciens combattants	4.170	3.848	3.474	3.351	2.969	4.679	4.303	3.934	3.794	3.356
Services du Premier ministre	1.425	1.287	1.328	1.298	1.245	3.636	2.816	3.046	3.024	3.507
Total ministères civils (hors PTT)	**1.504.379**	**1.508.405**	**1.533.674**	**1.543.254**	**1.557.791**	**1.677.732**	**1.689.363**	**1.724.986**	**1.742.627**	**1.763.164**
Défense	309.217	307.810	307.178	...	...	445.716	438.497	412.752	...	...
Tous ministères (hors PTT)	**1.813.596**	**1.816.215**	**1.840.852**	...	...	**2.123.448**	**2.127.860**	**2.137.738**	...	...
Pour mémoire :										
Poste et Télécommunications	450.977	439.572	436.555	...	...	479.047	469.906	466.076	...	...
dont : Poste	283.865	275.424	275.809	...	...	306.327	300.254	299.138	...	...
Télécommunications	162.096	155.769	151.963	...	...	167.075	159.554	156.648	...	...

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation des adultes et bibliothèques universitaires.

TABLEAU C.01-11

Effectifs des agents de l'Etat par catégorie statutaire (A, B, C, D) et sexe (1)

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat) — *Unité :* Agent

	Les deux sexes			Sexe masculin			Sexe féminin		
	1986	1988	1990	1986	1988	1990	1986	1988	1990
Tous agents	**2.602.495**	**2.597.766**	**2.603.814**	**1.445.779**	**1.431.651**	**1.410.642**	**1.156.716**	**1.166.115**	**1.193.172**
A	655.370	671.771	698.858	385.452	390.676	401.346	269.918	281.095	297.512
B	914.602	904.249	917.553	482.602	474.669	475.450	432.000	429.580	442.103
C et D	1.027.360	1.013.896	978.727	575.877	561.845	529.826	451.483	452.051	448.901
***dont :* personnels enseignants (2)**	**854.965**	**865.761**	**892.098**	**350.011**	**353.463**	**361.007**	**504.954**	**512.298**	**531.091**
A	451.857	469.657	493.965	227.453	236.429	246.498	224.404	233.228	247.467
B	403.104	396.058	398.063	122.554	117.031	114.507	280.550	279.027	283.556
C et D	4	46	70	4	3	2	—	43	68
***dont :* personnels non enseignants**	**1.747.530**	**1.732.005**	**1.711.716**	**1.095.768**	**1.078.188**	**1.049.635**	**651.762**	**653.817**	**662.081**
A	203.513	202.114	204.893	157.999	154.247	154.848	45.514	47.867	50.045
B	511.498	508.191	519.490	360.048	357.638	360.943	151.450	150.553	158.547
C et D	1.027.356	1.013.850	978.657	575.873	561.842	529.824	451.483	452.008	448.833
***dont :* titulaires civils**	**1.988.658**	**1.981.751**	**2.001.205**	**973.079**	**966.908**	**967.364**	**1.015.579**	**1.014.843**	**1.033.841**
A	564.449	576.907	590.117	312.734	318.133	323.879	251.715	258.774	266.238
B	628.768	621.015	631.701	248.067	242.696	243.217	380.701	378.319	388.484
C et D	795.441	783.829	779.387	412.278	406.079	400.268	383.163	377.750	379.119
***dont :* militaires**	**310.097**	**307.121**	**303.427**	**291.769**	**288.018**	**283.345**	**18.328**	**19.103**	**20.082**
officiers	44.661	44.168	44.449	43.405	42.840	42.889	1.256	1.328	1.560
sous-officiers	206.906	205.911	207.077	193.396	191.817	192.313	13.510	14.094	14.764
hommes du rang	58.530	57.042	49.618	54.968	53.361	45.973	3.562	3.681	3.645

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique ne concernent en droit que les titulaires civils non classés en catégorie spéciale; ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi, les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, D soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...)

TABLEAU C.01-12

Les effectifs féminins de l'Etat : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensements des agents de l'Etat)

Unité : %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	1986	1988	1990	1986	1988	1990	1986	1988	1990
Statuts :									
Titulaires civils	51,1	51,2	51,7	13,8	14,5	15,0	92,9	92,6	92,0
Non-titulaires civils (1)	40,4	42,8	46,5	25,6	27,9	28,6	68,6	69,9	69,7
Tous personnels civils	**49,7**	**50,1**	**51,0**	**15,1**	**16,0**	**16,6**	**87,2**	**86,9**	**86,3**
Militaires	5,9	6,2	6,6	—	—	—	—	—	—
Tous personnels	**44,4**	**44,9**	**45,8**	**14,8**	**15,7**	**16,3**	**87,2**	**86,9**	**86,3**
Catégories statutaires (civils) :									
A	44,0	44,6	45,1	13,7	13,6	11,9	83,8	82,3	84,0
B	59,1	59,5	61,5	12,3	12,7	11,5	83,3	83,4	92,7
C et D	46,2	46,7	48,6	18,3	20,4	20,7	91,8	91,4	95,1
Ministères (regroupés) :									
Education, universités, jeunesse et sports	61,5	61,7	62,0	11,7	12,0	12,0	84,6	83,7	82,5
PTT	40,0	40,5	41,0	18,8	19,5	19,8	88,5	87,8	88,2
Economie, Finances et Budget	60,6	61,1	61,8	26,2	28,5	30,7	95,4	95,4	95,2
Intérieur, DOM-TOM	19,4	21,3	22,8	14,5	16,8	17,9	85,1	95,1	94,8
Equipement, logement et transports	22,8	25,0	25,7	22,9	24,4	25,4	82,4	86,0	85,7
Justice	50,1	49,6	48,8	15,0	18,0	21,1	95,9	95,6	95,9
Agriculture	43,2	44,6	44,5	19,1	22,2	23,9	75,3	75,0	73,8
Santé et travail	74,8	75,2	76,2	22,7	26,8	30,5	95,3	95,1	95,1
Culture	51,0	51,4	52,1	16,5	16,5	19,2	80,1	80,3	78,5
Ensemble des ministères civils	**50,7**	**51,2**	**51,8**	**15,3**	**16,1**	**16,7**	**87,4**	87,2	86,4
Défense	13,8	13,9	14,1	7,3	9,2	9,5	80,4	78,3	81,9

(1) Y compris ouvriers d'Etat.

TABLEAU C.01-13

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : Fichier des établissements de l'UNEDIC

	1986	1987	1988	1989	1990
Nombre d'établissements	2.990	3.269	3.617	4.072	4.678
Effectifs salariés (1) en milliers :					
Hommes	89,4	127,8	185,0	219,1	215,9
Femmes	41,2	52,2	67,5	83,7	86,5
Ensemble	**130,6**	**180,0**	**252,5**	**302,8**	**302,4**

(1) Y compris le personnel des agences de travail intérimaire (environ 6 %).

TABLEAU C.01-14

Intérim et contrats à durée déterminée

Source : INSEE (Enquête emploi)

Unité : millier

	1990			1991			1992		
	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déterminée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge.									
Hommes : Moins de 25 ans	67,1	126,3	1.356,3	50,1	95,8	1.259,0	42,8	104,9	1.236,4
25 à 39 ans	71,0	128,0	4.880,8	70,7	131,4	4.892,4	74,3	137,6	4.839,0
40 ans et plus	30,2	40,1	4.408,7	29,2	38,4	4.510,7	24,7	44,7	4.554,6
Total	**168,3**	**294,4**	**10.645,8**	**150,0**	**265,6**	**10.662,1**	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**
Femmes : Moins de 25 ans	22,5	113,8	1.011,6	18,8	102,2	934,6	19,1	103,9	890,4
25 à 39 ans	30,0	134,8	3.862,0	35,5	134,0	3.939,6	38,2	128,7	3.904,7
40 ans et plus	11,2	50,0	3.342,6	11,0	47,8	3.467,3	12,0	56,6	3.585,9
Total	**63,7**	**298,6**	**8.216,2**	**65,3**	**284,0**	**8.341,5**	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**
Ensemble : Moins de 25 ans	89,6	240,1	2.367,9	68,9	198,0	2.193,6	61,9	208,8	2.126,8
25 à 39 ans	101,0	262,8	8.742,8	106,2	265,4	8.832,0	112,5	266,3	8.743,7
40 ans et plus	41,4	90,1	7.751,3	40,2	86,2	7.978,0	36,7	101,3	8.140,5
Total	**232,0**	**593,0**	**18.862,0**	**215,3**	**549,6**	**19.003,6**	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	14,4	62,0	3.893,6	13,9	67,0	3.995,6	10,0	73,7	4.021,7
Employés	7,0	30,3	1.453,7	8,2	32,8	1.367,7	3,6	34,5	1.368,8
Ouvriers	146,9	202,1	5.046,4	127,9	165,8	5.030,7	128,2	179,0	4.962,5
Total	**168,3**	**294,4**	**10.645,8**	**150,0**	**265,6**	**10.662,1**	**141,8**	**287,2**	**10.630,0**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	7,6	46,1	2.400,9	6,2	55,1	2.542,3	9,1	55,5	2.604,3
Employés	32,2	158,3	4.541,0	33,6	148,7	4.518,8	35,7	157,2	4.532,0
Ouvriers	23,9	94,2	1.260,8	25,5	80,2	1.270,2	24,5	76,5	1.227,8
Total	**63,7**	**298,6**	**8.216,2**	**65,3**	**284,0**	**8.341,5**	**69,3**	**289,2**	**8.381,0**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et professions libérales	22,0	108,1	6.294,5	20,1	122,1	6.537,9	19,1	129,2	6.626,0
Employés	39,2	188,6	5.994,7	41,8	181,5	5.886,5	39,3	191,7	5.900,8
Ouvriers	170,8	296,3	6.307,2	153,4	246,0	6.300,9	152,7	255,5	6.190,3
Total	**232,0**	**593,0**	**18.862,0**	**215,3**	**549,6**	**19.003,6**	**211,1**	**576,4**	**19.011,0**

TABLEAU C.01-15

Importance du recours au travail intérimaire

Unités : Nombre : millier
Taux : pour mille

Sources : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (SES); Enquête sur l'emploi de l'INSEE

	1989			1990			1991		
	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim	Nombre de contrats conclus	Nombre de semaines-travail correspondantes	Taux d'utilisation de l'intérim
Total	**6.687,3**	**13.916,0**	**23,1**	**7.518,4**	**15.203,6**	**25,1**	**7.399,6**	**15.876,3**	**25,7**
Secteur d'activité économique de l'établissement utilisateur :									
Pêche, forêts, agriculture	17,5	27,7	2,3	22,5	27,1	2,4	21,5	25,7	2,2
Industrie	2.953,8	7.209,0	34,8	3.351,7	7.904,0	38,2	3.188,6	7.746,2	37,7
dont : Energie, industries extractives	81,7	293,6	24,5	109,2	821,1	46,5	108,6	516,4	48,6
Industries de transformation (non compris le bâtiment)	2.872,1	6.915,4	35,5	2.697,4	6.572,0	38,2	2.445,8	6.299,5	36,9
Bâtiment et travaux publics	1.344,9	2.801,9	47,7	1.586,5	3.284,1	55,8	1.448,4	3.319,7	56,0
Transports, commerces, services	1.985,3	2.976,2	9,3	2.381,8	3.388,3	10,7	2.345,5	3.867,3	11,4
dont : Transports et télécommunications	409,7	501,2	14,1	487,3	605,2	16,5	455,0	632,3	6,5
Commerces, banques, services	1.575,6	2.475,0	8,7	521,7	748,2	10,0	1.890,5	3.235,0	10,8
Type d'emploi (1) du travailleur intérimaire :									
Cadres et professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres)	28,8	84,3	1,5	42,3	96,1	1,6	14,8	40,2	0,6
Professions intermédiaires (techniciens, dessinateurs, personnel d'encadrement)	356,8	747,2	6,4	395,0	744,1	6,3	498,0	939,6	7,7
Employés	1.168,7	2.483,8	14,7	1.244,6	2.828,4	16,7	1.153,9	2.756,9	16,3
Ouvriers	5.100,0	10.532,9	41,0	5.787,9	443,7	44,3	5.628,9	11.868,5	46,1
dont : Ouvriers qualifiés	1.998,6	5.086,1	34,1	2.151,3	5.498,1	35,5	1.962,0	5.259,4	32,5
Ouvriers non qualifiés	3.101,4	5.446,8	50,5	3.636,6	5.938,6	57,5	3.666,8	6.609,1	69,2
Sexe du travailleur intérimaire :									
Sexe masculin	4.813,2	10.156,7	27,7	5.405.1	11.126,8	30,4	5.262,7	11.388,7	30,6
Sexe féminin	1.873,4	3.759,3	16,1	2.117,9	4.076,8	17,0	2.136,9	4.487,6	18,3
Tranche d'âges du travailleur intérimaire :									
Moins de 18 ans	28,0	56,0	16,3	25,6	42,5	15,5	19,5	37,6	18,3
18 à 21 ans	1.398,4	2.654,2	91,8	1.508,9	2.750,7	111,2	1.453,7	2.772,9	122,5
22 à 24 ans	1.353,3	2.916,9	57,9	1.487,6	3.028,7	62,5	1.492,1	3.253,7	70,5
25 à 39 ans	2.807,6	5.881,4	20,6	3.189,3	6.603,9	23,0	3.058,8	6.648,8	22,8
40 à 49 ans	740,8	1.670,4	12,1	860,0	1.882,3	12,7	824,8	1.868,1	11,8
50 à 59 ans	257,2	596,9	7,1	303,6	639,3	7,6	264,8	632,6	7,4
60 ans et plus	45,5	86,8	7,5	54,4	88,1	7,5	29,2	57,2	5,5
Nationalité du travailleur intérimaire :									
Française	5.703,7	11.888,0	21,6	6.403,6	13.060,0	23,4	6.408,0	13.759,8	24,2
Etrangère de la CEE	140,3	354,3	14,4	146,5	346,5	13,8	125,0	286,5	12,1
dont : Italienne	23,6	61,7	19,3	28,2	71,0	24,3	21,7	64,8	23,1
Espagnole	15,4	44,3	14,3	19,0	40,5	10,9	16,8	36,6	11,3
Portugaise	91,2	226,9	14,5	88,1	202,0	12,6	73,2	154,6	9,9
Autres étrangères de la CEE	10,1	21,4	7,9	11,2	33,0	13,9	13,3	30,5	15,3
Maghrébine	443,4	924,7	60,0	512,2	1.007,8	71,4	460,2	1.022,4	74,3
dont : Algérienne	240,1	505,1	67,9	259,8	498,1	73,9	228,4	489,2	75,6
Marocaine	115,6	239,6	40,7	145,6	293,2	56,3	150,0	344,7	65,4
Tunisienne	87,7	180,0	85,6	106,8	216,5	100,0	81,8	188,6	93,4
Turque	46,3	101,0	50,8	61,1	124,1	84,6	44,4	134,4	112,9
Yougoslave	13,1	35,7	32,4	13,7	35,7	36,0	12,8	40,9	51,8
Ressortissante d'Afrique noire	179,4	277,9	162,3	244,1	362,9	229,5	253,8	408,8	228,7
Autres nationalités	45,1	102,0	17,5	57,8	116,7	19,9	61,0	155,8	36,2

NB. Le cumul des résultats est inférieur au total car il subsiste une valeur indéterminée de chaque critère.
(1) La nomenclature de base est devenue, à compter de l'année 1986, la nomenclature PCS (professions et catégories socioprofessionnelles) en 347 postes.

TABLEAU C.01-16

Indicateurs du marché du travail

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle

Unité : Millier

	1988	1989	1990	1991	1992
Chômage BIT :					
Hommes	1.092,5	998,9	947,8	1.030,5	1.146,2
Femmes	1.363,5	1.324,1	1.257,0	1.317,7	1.405,4
Total	**2.456,0**	**2.323,0**	**2.204,8**	**2.348,2**	**2.551,6**
Demandes d'emploi en fin de mois :					
Hommes	1.224,8	1.177,5	1.148,7	1.266,4	1.404,6
Femmes	1.338,1	1.354,5	1.356,0	1.442,7	1.506,6
Total	**2.562,9**	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**
Chômage indemnisé	1.803,7	1.805,5	1.808,4	2.000,0	2.220,8
Allocation de base	1.080,5	1.073,1	1.083,1	1.249,0	1.478,0
Allocation de fin de droit	267,6	268,5	261,5	287,4	325,6
Allocation forfaitaire	160,5	148,0	136,8	121,0	66,4
Allocation de secours exceptionnel	295,1	315,9	327,0	342,7	350,9
Ancienneté moyenne de chômage (en mois) [1]	16,6	16,3	14,1	14,0	13,3
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (1)	43,0	42,0	35,5	34,4	33,1
Bénéficiaires de la garantie de ressources	199,1	155,6	111,6	70,9	36,2
Bénéficiaires de l'allocation conventionnelle du FNE	187,2	188,6	176,1	163,8	162,9
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	45,2	22,2	36,0	128,6	167,5
Journées indemnisables	268,8	150,0	204,1	633,4	891,8
Offres d'emploi en fin de mois	63,1	76,2	79,5	61,7	52,9
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4.255,7	4.164,3	3.947,5	4.128,4	4.308,2
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	547,6	485,6	426,0	477,1	542,9
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année	4.224,8	4.176,9	3.945,9	3.777,4	3.944,0
dont : reprises d'emploi	2.060,7	2.090,7	1.792,4	1.604,7	1.593,0
autres motifs de sortie	2.164,1	2.086,2	2.153,5	2.172,7	2.351,0

(1) A l'enquête emploi.

TABLEAU C.01-17

Demandes d'emploi en fin de mois par métiers regroupés et par qualification professionnelle

Moyennes annuelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Unité : Millier

	1988	1989	1990	1991	1992
Métiers regroupés :					
Métiers primaires	51,8	51,5	50,0	53,6	58,4
Métiers de l'industrie	662,3	614,7	583,1	617,4	641,6
Métiers du bâtiment et des travaux publics	249,7	239,2	228,1	245,4	280,7
Métiers tertiaires	1.599,1	1.626,6	1.643,5	1.792,7	1.930,5
Total	**2.562,9**	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**
Qualification professionnelle :					
Manoeuvre ordinaire	183,3	181,8	180,4	169,6	164,2
Personnel spécialisé	814,8	812,4	806,0	859,4	883,9
Personnel qualifié	1.384,8	1.358,0	1.328,1	1.444,4	1.563,7
Agent de maîtrise, technicien, ingénieur et cadre	180,0	179,8	190,2	235,7	299,4
Total	**2.562,9**	**2.532,0**	**2.504,7**	**2.709,1**	**2.911,2**

TABLEAU C.01-18

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Les deux sexes :								
Population totale	**387.034**	96.353	42.455	71.582	59.194	42.037	29.999	45.414
dont : Actifs	**172.442**	///	6.583	56.776	50.346	34.247	19.619	4.871
Sexe masculin :								
Population totale	**189.187**	48.709	21.600	35.392	28.917	20.331	14.366	19.872
dont : Actifs	**93.949**	///	3.954	29.789	27.093	18.810	11.376	3.027
Sexe féminin :								
Population totale	**197.847**	47.644	20.855	36.190	30.277	21.706	15.633	25.542
dont : Actifs	**78.493**	///	2.629	26.987	23.253	15.437	8.243	1.944
GUYANE								
Les deux sexes :								
Population totale	**114.808**	38.311	10.662	20.676	19.520	12.291	6.577	6.771
dont : Actifs	**48.803**	///	1.786	15.397	15.811	9.915	4.593	1.301
Sexe masculin :								
Population totale	**59.799**	19.473	5.363	10.975	10.316	6.776	3.572	3.324
dont : Actifs	**30.169**	///	1.030	9.279	9.652	6.355	2.990	863
Sexe féminin :								
Population totale	**55.009**	18.838	5.299	9.701	9.204	5.515	3.005	3.447
dont : Actifs	**18.634**	///	756	6.118	6.159	3.560	1.603	438
MARTINIQUE								
Les deux sexes :								
Population totale	**359.579**	82.989	35.549	68.421	52.804	38.134	31.375	50.347
dont : Actifs	**164.877**	///	4.579	54.834	46.511	32.474	21.311	5.168
Sexe masculin :								
Population totale	**173.878**	42.113	18.145	33.859	25.226	17.952	14.751	21.837
dont : Actifs	**86.553**	///	2.928	28.665	23.610	16.692	11.659	2.999
Sexe féminin :								
Population totale	**185.701**	40.876	17.404	34.562	27.578	20.182	16.624	28.475
dont : Actifs	**78.324**	///	1.651	26.169	22.901	15.792	99.652	2.169

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.01-18 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

REUNION	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
Les deux sexes :								
Population totale	**597.828**	176.608	62.092	116.227	88.502	59.391	43.612	51.396
dont : Actifs	**233.622**	///	10.622	87.503	67.830	42.300	22.600	2.867
Sexe masculin :								
Population totale	**294.256**	89.177	31.431	57.245	43.629	29.826	21.250	21.698
dont : Actifs	**137.658**	///	6.151	48.585	40.124	26.238	14.723	1.937
Sexe féminin :								
Population totale	**303.572**	87.431	30.661	58.982	44.873	29.565	22.362	29.698
dont : Actifs	**95.964**	///	4.471	38.918	27.706	16.162	7.777	930

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et désormais les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-19

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (RP 1990)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité (en pourcentage) :				
Sexe masculin	67	75	66	67
Sexe féminin	52	52	54	44
Les deux sexes	59	64	60	56
Taux de chômage (en pourcentage) :				
Sexe masculin	26	21	29	33
Sexe féminin	37	29	36	42
Les deux sexes	31	24	32	37

TABLEAU C.01-20

Dépenses pour l'emploi

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	1986	1987	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991
Indemnisation du chômage total	*r* 63.305,7	*r* 71.355,4	*r* 76.815,0	79.196,2	87.406,0	101.802,7
Incitation au retrait d'activité	54.432,5	49.337,6	45,135,5	41.072,6	37.120,0	32.672,9
Maintien de l'emploi	3.641,6	2.831,2	*r* 2.858,8	2.683,5	3.474,6	3.431,3
Promotion de l'emploi et création d'emplois	12.343,3	14.697,5	*r* 12.441,9	11.283,2	14.575,1	18.268,5
Incitation à l'activité	3.565,8	3.754,3	*r* 3.770,3	4.140,7	4.504,4	4350.2
Formation professionnelle	43.343,2	*r* 47.601,9	*r* 56.492,0	60.209,8	67.038,3	73.628,4
Fonctionnement du marché du travail	2.660,9	2.727,6	2.903,0	3.084,9	3.780,4	4.229,5
Total	***r* 183.293,0**	***r* 192.305,5**	***r* 200.416,4**	**201.671,1**	**217.898,9**	**238.383,6**
Variation annuelle (en %)	7,8	4,9	4,2	0,5	8,0	9,4

TABLEAU C.01-21

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière — Situation au 31 décembre

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991
Effectifs par type de collectivités (1)					
Organismes régionaux et départementaux	191.224	174.691	176.272	178.065	179.578
dont : métropole	182.608	166.056	166.708	168.374	169.753
Régions	3.308	4.209	4.511	5.015	5.720
Départements	162.249	142.224	141.816	141.639	142.006
Services de l'état	62.202	24.623	20.731	17.357	14.927
Services du département	57.323	15.594	82.584	87.248	91.401
Assistantes maternelles	42.722	39.875	38.498	37.030	35.676
Autres établissements	25.667	28.257	29.942	31.409	31.849
Organismes communaux et inter-communaux	803.888	823.880	842.641	860.622	875.013
dont : métropole	772.986	791.795	809.833	827.438	841.413
Organismes communaux	737.619	760.267	715.830	794.093	805.934
dont : communes	683.250	701.476	715.830	730.929	740.400
Organismes inter-communaux	66.269	63.613	64.496	66.528	69.078
Organismes divers d'action locale	18.124	24.383	28.491	31.781	35.423
Ensemble des administrations locales	1.013.236	1.022.955	1.047.405	1.070.469	1.090.015
dont : métropole	972.270	980.488	1.003.236	1.025.791	1.044.711
Autres organismes (2)	...	50.195	51.053	51.768	52.402
Ensemble	...	**1.073.151**	**1.098.459**	**1.122.237**	**1.142.417**
Travaux d'utilité publique (3)	**99.360**	**89.570**	**72.873**	**99.808**	**138.820**
Effectifs par sexe, statut et condition d'emploi (4) :					
Titulaires	794.050	815.676	829.643	846.980	861.268
dont : femmes (%)	50,9	51,7	52,3	52,8	53,2
Non-titulaires	326.182	330.705	346.098	358.240	372.853
dont : femmes (%)	65,0	67,1	67,6	67,8	68,0
Assistantes maternelles à domicile	58.093	57.612	57.412	58.523	57.314
Total des administrations locales	**1.178.325**	**1.203.993**	**1.233.153**	**1.263.743**	**1.291.435**
Hommes	504.659	504.473	508.601	517.244	523.930
Femmes	673.666	699.258	724.552	746.499	767.505
Temps complet	866.906	861.680	879.340	894.311	910.287
Temps partiel	311.419	342.313	353.813	369.432	381.148
dont : Femmes (%)	77,5	78,0	78,9	79,0	79,1
Titulaires (%)	35,4	36,3	35,7	36,1	36,2

(1) Tous les emplois sont convertis en « équivalent temps complet » au 1er janvier.
(2) OPHLM, CCM, EPIC, associations syndicales autorisées.
(3) A partir de 1990, CES (contrat d'emploi et de solidarité).
(4) Tous les emplois au 31 décembre.

TABLEAU C.01-18 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (RP 1990)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Les deux sexes								
Population totale	597.828	176.806	62.082	116.727	99.802	58.281	43.813	51.336
dont : Actifs	233.822	0	10.522	81.973	87.830	42.500	22.820	2.997
Sexe masculin								
Population totale	294.205	90.177	31.431	57.246	45.829	29.826	21.250	18.446
dont : Actifs	137.858	0	6.181	40.365	43.124	25.238	14.723	7.927
Sexe féminin								
Population totale	303.672	87.401	30.651	59.481	53.973	28.455	22.563	32.890
dont : Actifs	95.964	0	4.341	41.608	44.706	17.262	8.097	1.777

France entière — Situation au 31 décembre

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1987	1988	1989	1990	1991
Effectifs par type de collectivités (1)					
Communes, régions et départements	1.012.224	1.024.081	1.035.373	1.060.078	1.078.578
dont : Mairies	762.806	766.366	768.708	780.274	790.283
Régions	2.209	2.209	2.209	2.209	2.209
Départements	162.249	162.224	161.816	161.839	162.009
Services de l'État	82.202	84.823	90.731	91.737	94.827
Services du département	97.323	98.364	102.884	107.239	110.910
Organismes nationaux	62.122	62.307	63.805	64.030	64.417
Organismes communaux et inter-communaux	803.888	825.980	842.841	872.459	891.213
dont : mairies	772.299	791.796	809.823	839.459	858.413
Organismes communaux	727.619	750.287	766.830	796.089	814.960
dont : communes	663.280	701.479	715.830	730.229	746.400
Organismes inter-communaux	68.269	63.613	64.466	66.629	67.453
Organismes divers d'action locale	16.124	24.363	24.491	27.370	27.253
Ensemble des administrations locales	1.019.236	1.052.959	1.067.405	1.070.469	1.084.044
dont : mairies	972.270	980.489	1.002.239	1.025.791	1.039.696
Autres organismes (2)	20.195	21.029	21.769	22.808	23.533
Ensemble	1.073.181	1.098.469	1.122.297	1.142.417	1.164.130
Travaux d'utilité publique (3)	99.360	89.370	72.873	89.309	126.820
Effectifs par sexe, statut et condition d'emploi (4) :					
Titulaires	794.060	815.276	829.845	846.965	861.266
dont : femmes (en %)	60,9	61,7	62,3	62,9	63,4
Non-titulaires	279.121	283.193	292.452	295.452	302.864
dont : femmes (en %)	72,4	72,8	73,2	73,7	74,1
Total des administrations locales	1.073.181	1.098.469	1.122.297	1.142.417	1.164.130
dont : femmes	652.093	671.812	687.412	698.523	713.314
Fonctionnaires	1.178.329	1.203.089	1.223.183	1.239.745	1.259.458
dont : femmes	804.869	824.473	839.258	852.488	867.680
Titulaires	672.068	699.258	724.852	744.780	761.240
dont : femmes	469.808	487.680	502.313	514.819	528.366
Titulaires de l'État	2.209	2.209	2.209	2.209	2.209
dont : femmes (en %)	72,6	72,8	73,2	73,7	74,1
Titulaires des collectivités locales	669.859	697.049	722.643	742.571	759.031
dont : femmes	469.808	487.680	502.313	514.819	528.366
Fonctionnaires hospitaliers	506.261	503.831	498.331	494.965	498.218
dont : femmes	335.061	336.793	337.145	337.669	339.314
Titulaires	505.791	503.831	498.331	494.965	498.218
dont : femmes	335.061	336.793	337.145	337.669	339.314
Non-titulaires	469	0	0	0	0
dont : femmes	0	0	0	0	0
Autres agents	96.852	95.411	99.114	102.672	106.672
dont : femmes	72.224	70.539	73.154	75.835	78.634
Contrats aidés	16.124	24.363	24.491	27.370	27.253
dont : femmes	12.224	18.481	18.575	20.756	20.668
Autres	80.728	71.048	74.623	75.302	79.419
dont : femmes	60.000	52.058	54.579	55.079	57.966
Total des administrations locales	1.275.181	1.298.500	1.322.297	1.342.417	1.364.130
dont : femmes	807.317	824.351	839.727	852.192	867.980

(1) La population active comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et étudiants les mêmes du service national.

(2) A partir de 1990, CES (contrat d'emploi et de solidarité)

(3) Plus de moins de 25 décembre

(4) Sauf les emplois aidés et les apprentis sous contrat de droit privé

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Conditions de travail et relations professionnelles.
2. Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche.
3. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.
4. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle selon le nombre de dimanches travaillés dans l'année.
5. Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail.
6. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
7. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
8. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
9. Taux de fréquence des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
10. Taux de gravité des accidents de travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Conflits du travail.
12. Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie.
13. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
14. Établissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants, suivant la taille des établissements.
15. Appartenance syndicale des délégués syndicaux.
16. Établissements ayant au moins un CHSCT et effectifs correspondants suivant la taille des établissements.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre de l'ensemble des maladies indemnisées a peu évolué ces dix dernières années. Ce chiffre global a cependant une signification très relative, puisqu'il reflète le niveau de reconnaissance des maladies dues au travail, lié à la réglementation et à son application. Certaines maladies ont un poids de plus en plus réduit, principalement du fait de la disparition d'activités économiques liées à cette maladie (silicose), plus rarement du fait de préventions mises en œuvre (hépatite virale). D'autres ont un poids croissant, comme celles liées au bruit ou les affections périarticulaires. L'amélioration de l'indemnisation, avec notamment l'élargissement des conditions requises, en est la principale raison.

De 1979 à 1986, le nombre d'accidents avec arrêt et le nombre de morts diminuent régulièrement. Un retournement de cette tendance, commune à des secteurs différemment exposés, se confirme sur les quatre dernières années 1987 à 1990. Cette évolution est également sensible sur le taux de gravité de ces accidents.

Au cours de ces dix dernières années l'importance des conflits évaluée en nombre de jours de grève n'a pratiquement pas cessé de décroître. Mais si les salariés font moins grève, ils la font surtout autrement : le recours croissant aux débrayages réduit le volume des arrêts de travail, sinon leur nombre, tout en maintenant une pression qui rend le climat social toujours pesant. La baisse massive des jours de grève ne s'accompagne donc pas d'un ralentissement équivalent de la fréquence des conflits.

En 1990, le taux d'absence au travail est identique à ce qu'il était dans les années soixante-dix. Il s'élève à 5,3 %. Les ouvriers sont plus souvent absents que les non-ouvriers. L'absentéisme décroît quand on passe des emplois non qualifiés vers des emplois plus qualifiés. La maladie est la principale cause d'absence. Le taux d'absence pour maladie baisse dans l'industrie et augmente dans les services. Celui dû à des accidents de travail a augmenté dans le bâtiment et les services entre 1974 et 1990. Celui provenant d'autres causes que la maladie et les accidents de travail a également augmenté entre les deux dates, mais il reste faible : 1 %.

Trois caractéristiques principales se dégagent de l'étude des résultats des élections aux comités d'entreprise entre 1980 et 1991 : la forte baisse de la participation d'une part; la perte d'influence des organisations syndicales et principalement de la CGT d'autre part; enfin la progression concomitante et rapide des scores réalisés par les candidats non syndiqués.

La baisse de la participation s'accélère depuis 1982-1983 : en cinq élections, le pourcentage d'électeurs inscrits ayant participé au scrutin est passé de 71 % en 1982 à 65 % en 1990.

Le recul continu de la CGT depuis 1966 se poursuit, à un rythme toutefois moins rapide depuis 1986 que durant la décennie précédente.

Il s'accompagne d'un progrès constant des scores réalisés par les listes non syndicales depuis la fin des années 70.

Depuis le milieu des années 80, on observe pour les quatre autres grandes confédérations syndicales un recul certes moins important que celui de la CGT mais néanmoins sensible. Le corollaire en est l'accélération de la progression des non-syndiqués. En 1989, 1990 et 1991 ceux-ci ont obtenu davantage de suffrages que la CGT.

Le recul de l'implantation syndicale se poursuit — de 1987 à 1989 le nombre d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un délégué syndical est passé de 18.600 à 17.600. En parallèle, le nombre des délégués syndicaux est, lui aussi, en baisse sensible, de 43.400 à 41.500; ce recul affecte toutes les grandes centrales syndicales : le nombre des délégués diminue de 8 % pour la CFE-CGC, de 6 % pour la CGT, de 4 % pour la CFDT et la CGT-FO, de 2 % pour la CFTC; il est en hausse de 5 % pour les « autres syndicats ».

De 1987 à 1989, le pourcentage d'établissements de 50 salariés et plus ayant au moins un Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT) est passé de 67 à 65 %, et le pourcentage des salariés couverts par l'institution, de 82 à 80 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Enquête sur les conditions de travail

Les résultats présentés ici sont issus de la troisième enquête sur les conditions de travail, réalisée en mars 1991. Les deux précédentes ont eu lieu en 1978 et 1984. Organisée et exploitée par la direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, cette enquête est réalisée en complément de l'enquête emploi de l'INSEE.

Le questionnaire a été soumis à tous les actifs ayant un emploi dans un ménage sur trois de l'échantillon de l'enquête emploi, soit environ 21.000 personnes, salariés et non-salariés (les enquêtes précédentes portaient sur les seuls salariés). Un travailleur sur 900 environ a été interrogé.

Le champ de l'enquête est celui de l'enquête emploi : il inclut l'ensemble des ménages ordinaires de la France métropolitaine, et une partie de la population des communautés, dans la mesure où leurs membres ont des liens familiaux avec des ménages ordinaires.

Les personnes sont interrogées, elles-mêmes, à leur domicile, par un enquêteur de l'INSEE. Cette méthode ne permet pas de décrire avec précision les conditions de travail à un poste donné, ce que peuvent mieux faire des analyses ergonomiques, mais elle fournit des informations sur le travail tel qu'il est perçu par les travailleurs. Dans la mesure du possible, on a cherché à éviter les questions trop subjectives, du type « enquête d'opinion ». Les questions posées sont les plus factuelles possibles. Mais si les réponses obtenues reflètent les conditions réelles du travail, elles dépendent inévitablement de la perception de ces conditions par le travailleur lui-même.

Avec cette enquête, il est possible de comparer les conditions de travail de professions, de secteurs d'activité différents : les mêmes questions sont posées à toutes les personnes interrogées, quelle que soit la profession exercée. Il est impossible de déterminer à priori qui est concerné par une contrainte ou une autre. Les résultats des enquêtes ont d'ailleurs montré que si cer-

taines contraintes ou nuisances concernent massivement certaines catégories, elles ne sont pas pour autant totalement absentes dans les autres catégories.

L'enquête permet de connaître la proportion de personnes qui déclarent subir une pénibilité du travail, mais ne fournit pas une mesure de son intensité.

Les thèmes abordés en 1978 et en 1984 ont été maintenus :

— le temps de travail et son organisation : étendue de la journée, temps de transport, type d'horaire, nombre de jours travaillés dans la semaine, contrôle d'horaire;
— l'organisation du travail, les contraintes de rythme, la répétitivité du travail;
— les charges physiques de travail, postures, déplacement, bruit, température;
— les risques infectieux, chimiques, les risques d'accident.

De nouveaux thèmes ont été développés en 1991. Des questions tentent de décrire quelques aspects de la charge cognitive du travail. À des titres et des degrés divers, elles concernent tous les salariés. Mais ces questions nouvelles s'appliquent mieux aux tâches de type tertiaire que les questions traditionnelles de l'enquête sur les pénibilités physiques, les nuisances, les risques. Ainsi l'enquête s'étend, du monde ouvrier industriel, vers des catégories sociales ou des secteurs d'activité plus diversifiés.

Des questions de l'enquête « technique et organisation du travail » (enquête complémentaire à l'enquête emploi de 1987) ont également été reprises. L'utilisation des nouvelles technologies est en effet susceptible de modifier les conditions de travail. Il en va de même des nouvelles formes d'organisation qui privilégient l'autonomie ou les capacités d'adaptation à de nouveaux postes de travail.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les prestations versées pour la première fois aux salariés au titre de l'assurance sociale, après que le caractère professionnel a été dûment constaté. Ces prestations sont soit une indemnité journalière, soit une rente d'incapacité permanente. Dans le régime des salariés agricoles, si les deux sont versées successivement à un même salarié, celui-ci est comptabilisé deux fois.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAM-TS), le régime des mines et celui des chemins de fer (SNCF), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF, GDF, RATP, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T 42 réglemente l'assurance des trois organismes « a » (CNAM-TS, Mines et SNCF), le T 46 réglemente celle des salariés agricoles.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère pour une proportion non négligeable de ces accidents de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail;
— les accidents de salariés des DOM-TOM;
— les accidents couverts par les régimes forfaitaires gérés par le régime général;
— les accidents de titulaires de l'État;
— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales départementales ou locales.

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

La statistique des conflits porte sur l'ensemble des activités en métropole, à l'exclusion de l'agriculture, de la Fonction publique et des agents des collectivités territoriales.

Les données statistiques sur les conflits du travail sont tirées, par agrégations successives, des relevés mensuels eux-mêmes établis par les services extérieurs à partir des fiches rédigées par les inspecteurs du travail à l'occasion de chaque conflit. Elles font l'objet d'une publication dans le *Bulletin mensuel de statistiques du travail* du ministère. Un « *Premières informations* » est consacré à la présentation du bilan annuel.

Élections aux comités d'entreprise

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise mis en place en 1974 repose sur l'envoi, par les entreprises concernées, à la section d'inspection dont elles dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

Ces procès-verbaux (environ 12.000 par an) sont par la suite codifiés et saisis par les cellules statistiques des directions régionales du Travail et de l'Emploi puis traités à l'Administration centrale. Le système prend en compte les données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du Travail ainsi que celles relevant du contrôle des services d'inspection du travail de l'Agriculture et des Transports. Les comités d'entreprise étant élus tous les deux ans, les entreprises concernées ne sont pas les mêmes selon que l'année d'élection est paire ou impaire; ceci explique les différences (qui tendent à s'atténuer) de certains résultats entre années paires et impaires. Le résultat de chaque année doit donc être comparé à ceux des années de même parité.

Les résultats des élections sont publiés chaque année dans un numéro des *Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi.*

Délégués syndicaux

Cette statistique, réalisée pour la première fois en 1986, remplace celle, jugée peu fiable, sur les sections syndicales.

Il s'agit d'un décompte des délégués syndicaux d'établissement appartenant à des établissements de 50 salariés et plus relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports et du ministère de l'Agriculture et de la Forêt. Cette statistique est prévue tous les deux ans; elle est réalisée à partir des documents établis par les sections d'inspection (Travail, Transports et Agriculture).

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT).

Cette statistique est couplée depuis 1987 avec celle des délégués syndicaux. Elle concerne les établissements, de 50 salariés et plus, assujettis et relevant de la compétence du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme et du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

3. DÉFINITIONS

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève : si ce mot d'ordre est interne à l'établissement où il y a cessation de travail, il s'agit d'un conflit localisé; si ce mot d'ordre est commun à plusieurs établissements d'entreprises différentes ou à un ensemble d'entreprises, il s'agit d'un conflit généralisé. Ce type de conflit peut donc aussi bien désigner une simple grève sur un petit site industriel local qu'une grande journée nationale d'action.

Comités d'entreprise

Par comités d'entreprise on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit élection pour la création du comité, soit élection pour son renouvellement.

Les élections aux comités d'entreprise sont organisées par collèges catégoriels distincts dont le nombre et la composition, fixés par la loi, peuvent être modifiés par voie d'accord. Les collèges « légaux » sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part, lorsque l'effectif des cadres salariés dans l'entreprise considérée ne dépasse pas 25. Si cet effectif est supérieur à 25, le deuxième collège « légal » éclate en deux collèges distincts : un deuxième collège pour les agents de maîtrise et techniciens et un troisième collège pour les cadres.

Mais l'ensemble du personnel peut aussi être regroupé en un collège unique (le cas est assez fréquent).

Taux d'absence

Le taux d'absence est défini comme le nombre d'absents hors congé de maternité rapporté aux effectifs inscrits.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle; direction de l'Animation de la recherche, des Études et des Statistiques;
— INSEE-division « Emploi »;
— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS).

Publications :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail;
Dossiers statistiques du Travail et de l'Emploi;
Revue française des Affaires sociales;
« Contraintes et rythme du travail des salariés à temps partiel », ministère du Travail;
Données sociales, 1993;
« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats.*

* * *

TABLEAU C.02-1

Conditions de travail et relations professionnelles

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Conflits du travail :							
Nombre de journées individuelles non travaillées.							
Total	**884.900**	**1.041.500**	**969.000**	**1.242.200**	**904.400**	**693.700**	**665.500**
dont : imputables aux conflits localisés	726.700	567.700	511.500	1.094.600	800.200	528.000	497.300
Délégués syndicaux :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un délégué	57,4	///	55,1	///	50,9	///	///
Effectif correspondant	6.405.535	///	6.171.298	///	6.260.498	///	///
CHSCT (1) :							
Pourcentage des établissements ayant au moins un CHSCT	///	///	67,1	///	65,0	///	///
Effectif correspondant (millier)	///	///	6.355,8	///	6.313,1	///	///

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

TABLEAU C.02-2

Durée annuelle effective et offerte du travail de l'ensemble des salariés par branche

Source : INSEE

NAP niveau 15 en U et 40 en T		1988		1989		1990		1991		1992	
		durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective	durée offerte	durée effective
AGRICULTURE, SYLVICULTURE, PÊCHE	U 01	1.816	1.617	1.774	1.578	1.779	1.581	1.779	1.573	1.771	1.566
INDUSTRIE (hors BGCA)	U 02 à U 06	1.763	1.619	1.757	1.615	1.758	1.613	1.758	1.609	1.764	1.612
dont : Viandes et produits laitiers	T 02	1.770	1.628	1.764	1.619	1.764	1.616	1.764	1.612	1.775	1.619
Autres produits agricoles et alimentaires	T 03	1.771	1.600	1.766	1.594	1.766	1.591	1.766	1.587	1.767	1.586
Combustibles minéraux solides et cokes	T 04	1.727	1.593	1.722	1.573	1.722	1.545	1.722	1.536	1.723	1.542
Pétrole brut et raffiné, gaz naturel	T 05	1.734	1.637	1.729	1.630	1.729	1.628	1.729	1.625	1.734	1.629
Electricité, gaz et eau	T 06	1.722	1.608	1.717	1.596	1.717	1.598	1.717	1.602	1.722	1.606
Minerais et métaux ferreux	T 07	1.730	1.586	1.724	1.585	1.724	1.582	1.733	1.584	1.743	1.592
Minerais et métaux non ferreux	T 08	1.742	1.596	1.737	1.594	1.732	1.588	1.732	1.582	1.742	1.589
Matériaux de construction	T 09	1.785	1.646	1.775	1.637	1.775	1.633	1.775	1.629	1.780	1.637
Verre	T 10	1.755	1.612	1.750	1.609	1.754	1.611	1.750	1.602	1.760	1.610
Chimie de base, fibres artificielles et synthétiques	T 11	1.716	1.577	1.711	1.572	1.711	1.571	1.711	1.566	1.721	1.573
Parachimie et pharmacie	T 12	1.747	1.590	1.741	1.587	1.737	1.581	1.737	1.575	1.742	1.578
Fonderie et travail des métaux	T 13	1.779	1.647	1.774	1.643	1.778	1.644	1.774	1.636	1.779	1.639
Mécanique	T 14	1.772	1.651	1.766	1.647	1.766	1.644	1.766	1.640	1.772	1.644
Matériels électriques et électroniques professionnels	T 15 A	1.753	1.607	1.748	1.603	1.748	1.599	1.752	1.600	1.758	1.603
Biens d'équipement ménager	T 15 B	1.744	1.592	1.743	1.592	1.743	1.588	1.743	1.583	1.749	1.588
Matériels de transport terrestre	T 16	1.765	1.622	1.759	1.617	1.758	1.613	1.757	1.606	1.763	1.611
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.739	1.590	1.729	1.587	1.729	1.587	1.734	1.587	1.744	1.595
Textiles et habillement	T 18	1.782	1.611	1.777	1.607	1.777	1.603	1.777	1.599	1.782	1.602
Cuirs et chaussures	T 19	1.782	1.628	1.781	1.630	1.781	1.626	1.781	1.621	1.787	1.625
Bois, meubles et industries diverses	T 20	1.785	1.645	1.779	1.641	1.784	1.643	1.779	1.633	1.785	1.635
Papier, carton	T 21	1.761	1.627	1.755	1.622	1.755	1.620	1.755	1.615	1.761	1.614
Presse et édition	T 22	1.753	1.614	1.747	1.611	1.747	1.610	1.747	1.605	1.753	1.608
Caoutchouc et matières plastiques	T 23	1.773	1.629	1.768	1.626	1.767	1.622	1.767	1.617	1.773	1.618
BÂTIMENT, GENIE CIVIL ET AGRICOLE (BGCA)	U 07	1.785	1.680	1.784	1.679	1.782	1.675	1.782	1.674	1.787	1.677
COMMERCE	U 08	1.767	1.564	1.761	1.563	1.761	1.564	1.761	1.561	1.767	1.564
TRANSPORTS ET TELECOMMUNICATIONS	U 09	1.775	1.634	1.770	1.634	1.770	1.635	1.773	1.636	1.778	1.638 1.677
dont : Transports	T 31	1.795	1.679	1.789	1.675	1.789	1.675	1.794	1.676	1.799	1.569
Télécommunications et postes	T 32	1.741	1.557	1.736	1.562	1.736	1.564	1.736	1.564	1.741	1.596
SERVICES MARCHANDS (1)	U 10	1.777	1.602	1.769	1.598	1.770	1.595	1.770	1.594	1.776	1.679
dont : Réparation et commerce de l'automobile	T 29	1.799	1.686	1.788	1.678	1.788	1.676	1.788	1.675	1.794	1.598
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	1.827	1.604	1.817	1.594	1.822	1.596	1.826	1.598	1.827	1.624
Services marchands aux entreprises	T 33	1.765	1.626	1.759	1.624	1.759	1.620	1.759	1.620	1.765	1.521
Services marchands aux particuliers	T 34	1.759	1.524	1.753	1.527	1.753	1.520	1.753	1.519	1.759	1.559
SERVICES D'ASSURANCE	U 12	1.725	1.568	1.715	1.559	1.719	1.561	1.719	1.560	1.720	1.598
SERVICES DES ORGANISMES FINANCIERS	U 13	1.756	1.600	1.751	1.600	1.751	1.598	1.751	1.597	1.756	1.542
SERVICES NON MARCHANDS	U 14	1.628	1.393	1.627	1.397	1.527	1.373	1.614	1.385	1.619	1.389
Ensemble		**1.728**	**1.547**	**1.724**	**1.547**	**1.716**	**1.539**	**1.721**	1.540	**1.725**	**1.542**

(1) Non comptabilisés ailleurs.

TABLEAU C.02-3

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socio-professionnelle

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de Travail) *Unité :* %

Catégories socio-professionnelles	Même horaire tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables fixés par l'entreprise	Horaires à la carte	Horaires libres
Cadres					
1984	37	—	18	8	36
1988	23	—	20	13	44
Professions intermédiaires					
1984	53	5	19	8	16
1988	45	7	16	13	19
Employés					
1984	62	5	20	7	6
1988	56	8	18	10	9
Ouvriers					
1984	66	14	13	2	4
1988	63	15	12	4	6
Ensemble des salariés					
1984	**59**	**8**	**17**	**6**	**10**
1988	**52**	**9**	**16**	**9**	**14**

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par catégorie socio-professionnelle selon le nombre de dimanches travaillés dans l'année

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de travail)

Catégories socio-professionnelles	Aucun dimanche	De 1 à 15 dimanches	De 16 à 40 dimanches	Plus de 41 dimanches
Cadres				
1984	76	17	5	2
1988	76	17	6	1
Professions intermédiaires				
1984	81	11	6	2
1988	79	12	8	1
Employés				
1984	78	7	10	5
1988	75	9	13	4
Ouvriers				
1984	87	6	5	3
1988	84	8	6	2
Ensemble des salariés				
1984	**82**	**9**	**7**	**3**
1988	**79**	**10**	**8**	**2**

TABLEAU C.02-5

Les pénibilités mentales et physiques et les risques liés au travail

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes Conditions de Travail)

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		(1) Ouvriers		Ensemble	
	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991	1984	1991
Principales pénibilités et nuisances physiques										
Rester lontemps debout	20	23	43	44	42	48	68	73	49	53
Respirer des poussières	7	11	15	22	16	25	51	63	27	35
Porter des charges lourdes	4	6	10	19	15	26	40	54	21	31
Pointes de bruits très forts ou très aigus	11	17	22	29	13	20	40	51	24	32
Rester lontemps dans une posture pénible	5	10	9	19	13	26	28	46	17	29
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	10	13	18	27	16	28	19	34	17	28
Ne pas quitter son travail des yeux	6	12	10	20	11	22	26	40	16	26
Risquer des accidents de la circulation en cours de travail	19	28	18	29	10	13	23	32	17	25
Respirer des fumées	6	13	11	17	13	19	21	29	12	21
Risquer de faire une chute grave	4	6	8	13	7	14	27	38	14	21
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	5	6	8	13	4	8	28	40	13	19
Ne pas entendre une personne qui leur parle	—	1	1	2	1	1	6	8	3	4
Facteurs de pénibilité mentale										
Devoir retenir beaucoup d'informations à la fois	///	91	///	80	///	54	///	38	///	57
Devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre non prévue	///	55	///	52	///	51	///	42	///	48
Ne pas pouvoir faire varier le délais fixés	///	25	///	27	///	36	///	48	///	37
Ne pas pouvoir interrompre son travail en dehors des pauses	///	20	///	25	///	28	///	30	///	28
Même de niveau modéré, le bruit gêne	///	33	///	34	///	22	///	23	///	26
Ne pas quitter son travail des yeux	///	12	///	20	///	22	///	40	///	26

(1) Pour les facteurs de pénibilité mentale n'ont été pris en compte que les ouvriers qualifiés.

TABLEAU C.02-6

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (enquêtes sur les conditions de travail) *Unité :* %

	Cadres		Professions intermédiaires		Employés		Ouvriers qualifiés		Ouvriers non qualifiés		Ensemble	
	1987	1991	1987	1991	1987	1991	1987	1991	1987	1991	1987	1991
Terminal relié à un ordinateur	31	35	23	28	19	24	5	6	2	3	16	20
Micro-ordinateur	35	47	23	33	12	21	3	5	1	2	14	21
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	50	60	37	47	28	36	7	10	3	5	24	32
Machine de traitement de texte	13	14	7	11	7	12	1	1	—	—	5	8
Minitel	32	44	17	32	13	25	2	4	1	1	12	21
Vidéo	13	17	9	13	2	3	2	2	—	1	4	6
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	—	—	3	3	2	2	1	1
Machine à commande numérique	—	1	1	1	—	—	2	4	1	2	1	1

TABLEAU C.02-7

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1979	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Affections provoquées par le bruit :							
Total	**282**	**1.238**	**1.079**	**1.109**	**860**	**897**	**849**
T. 42 a (1)	282	1.210	1.044	1.071	820	871	836
T. 46 b (1)	—	28	35	38	40	26	13
Affections périarticulaires :							
Total	**287**	**780**	**761**	**956**	**1.134**	**1.215**	**1.559**
T. 57 a	277	678	655	839	986	1.057	1.360
T. 39 b	10	102	106	117	148	158	199
Silicoses :							
Total	**1.031**	**901**	**641**	**682**	**776**	**752**	**655**
T. 25 a	1.029	900	640	682	776	752	654
T. 22 b	2	1	1	—	—	—	1
Ciment :							
Total	**852**	**385**	**311**	**357**	**372**	**379**	**368**
T. 8 a	834	373	300	342	359	365	358
T. 14 b	18	12	11	15	13	14	10
Amiante :							
Total	**128**	**262**	**262**	**344**	**371**	**411**	**504**
T. 30 a	128	262	262	344	369	411	504
T. 47 b	—	—	—	—	2	—	—
Hépatites virales :							
Total	**598**	**224**	**135**	**83**	**78**	**64**	**73**
T. 45 a	597	224	135	83	77	63	73
T. 33 b	1	—	—	—	1	1	—
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :							
Total	**99**	**242**	**193**	**197**	**236**	**292**	**353**
T. 65 a	84	175	144	146	182	220	306
T. 44 b	15	67	49	51	54	72	47
Bois :							
Total	**46**	**136**	**108**	**107**	**102**	**105**	**118**
T. 47 a	45	123	99	98	89	85	108
T. 36 b (bois exotiques)	1	13	9	9	13	20	10
Affections respiratoires de mécanisme allergique :							
Total	**56**	**175**	**162**	**157**	**191**	**218**	**226**
T. 66 a	54	109	96	104	108	144	171
T. 45 b	2	66	66	53	83	74	55
Vibrations et chocs d'outils :							
Total	**82**	**121**	**120**	**141**	**152**	**147**	**135**
T. 35 + 48, T. 69 a	67	101	95	111	123	115	116
T. 29 b	15	20	25	30	29	32	19
Brucelloses :							
Total	**420**	**112**	**128**	**101**	**109**	**111**	**88**
T. 24 a	158	43	55	43	38	62	40
T. 6 b	262	69	73	58	71	49	48
Dermatoses dues aux lubrifiants :							
Total	**185**	**70**	**71**	**77**	**113**	**94**	**116**
T. 36 a	184	69	71	76	110	91	115
T. 25 b	1	1	—	1	3	3	1
Isocyanates organiques :							
Total	**55**	**69**	**58**	**74**	**72**	**78**	**88**
T. 62 a	53	69	58	74	72	77	88
T. 43 b	2	—	—	—	—	1	—
Amines aromatiques :							
T. 15 a	101	75	52	51	54	52	72
Acides chromiques, chromates :							
Total	**77**	**63**	**48**	**29**	**33**	**64**	**49**
T. 10 a	66	61	48	29	32	63	47
T. 34 b	11	2	—	—	1	1	2

NB.—Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.02-7 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

	1979	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Dérivés halogénés de l'éthylène :							
T. 12 a	**118**	**52**	**25**	**31**	**29**	**35**	**42**
Benzolisme :							
Total	**65**	**48**	**45**	**35**	**22**	**29**	**27**
T. 4 a	64	48	45	35	21	29	27
T. 19 b	1	—	—	—	1	—	—
Aldéhyde formique et polymères :							
Total	**38**	**40**	**29**	**39**	**43**	**42**	**53**
T. 43 a	38	40	27	39	41	40	52
T. 28 b	—	—	2	—	2	2	1
Sidérose (oxyde de fer) :							
T. 44 a	24	48	38	37	47	55	27
Résines époxydiques :							
Total	**97**	**71**	**65**	**73**	**62**	**72**	**115**
T. 51 a	96	71	65	73	61	72	115
T. 37 b	1	—	—	—	1	—	—
Amines aliphatiques et alicycliques :							
T. 49 a	29	22	21	27	23	16	14
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :							
T. 76 a	—	25	30	19	30	21	33
Leptospiroses professionnelles :							
Total	**12**	**9**	**8**	**18**	**10**	**6**	**12**
T. 19 a	5	7	5	7	8	3	8
T. 5 b	7	2	3	11	2	3	4
Kératoconjonctivites virales :							
T. 80 a	—	10	9	8	15	2	8
Total des maladies listées	**4.682**	**5.178**	**4.399**	**4.752**	**4.934**	**5.163**	**5.584**
a	**4.333**	**4.795**	**4.019**	**4.369**	**4.470**	**4.707**	**5.174**
b	**349**	**383**	**380**	**383**	**464**	**456**	**410**
Total des maladies indemnisées	**5.100**	**5.395**	**4.632**	**5.022**	**5.269**	**5.537**	**6.012**
a	**4.617**	**4.939**	**4.188**	**4.580**	**4.738**	**5.029**	**5.564**
b	**483**	**456**	**444**	**442**	**531**	**508**	**448**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1.000 salariés et nombre de morts

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salarié (CNAM-TS)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Nombre d'arrêts pour 1.000 salariés						
CNAM-TS	52	50	50	53	53	54
Régimes spéciaux	50	45	43	43	45	...
Ensemble	**52**	**49**	**50**	**52**	**52**	...
Nombre de morts						
CNAM-TS	978	1.004	1.112	1.177	1.213	1.082
Régimes spéciaux	182	131	130	124	115	...
Total	**1.080**	**1.135**	**1.242**	**1.301**	**1.328**	...

TABLEAU C.02-9

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1987	1988	1989	1990	1991
Bâtiment, travaux publics (3)	67	68	70	70	42
Industrie du bois	45	46	48	51	51
Pierres et terre à feux	45	44	46	49	48
Transports et manutention	45	44	46	46	47
Alimentation	35	34	37	38	39
Caoutchouc et papier-carton	31	32	35	33	34
Métallurgie	30	31	32	33	34
Industries textiles	23	24	25	29	28
Ensemble du régime général	**27**	**27**	**29**	**29**	**29**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) X 1.000.000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-10

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1987	1988	1989	1990	1991
Bâtiment, travaux publics (3)	2,72	2,83	3,00	3,05	3,19
Industrie du bois	1,29	1,36	1,41	1,47	1,55
Pierres et terre à feux	1,57	1,58	1,64	1,73	1,79
Transports et manutention	1,96	1,93	2,10	2,03	2,14
Alimentation	0,95	0,99	1,10	1,13	1,18
Caoutchouc et papier-carton	0,95	0,97	1,08	1,08	1,11
Métallurgie	0,83	0,87	0,92	0,94	0,99
Industries textiles	0,70	0,72	0,79	0,85	0,89
Ensemble du régime général	**0,90**	**0,93**	**1,00**	**1,00**	**1,07**

(1) Taux de gravité = nombre de journées perdues x 1.000 / nombre d'heures travaillées
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris

TABLEAU C.02-11

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	Unités	1988	1989	1990	1991	1992
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	2.260	2.040	1.790	1.572	1.494
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	326,4	243,6	222,0	225,6	195,1
Journées individuelles non travaillées	Millier	1.094,6	800,2	528,0	497,3	359,2
Conflits généralisés						
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	76,8	54,9	55,8	183,0	123,1
Journées individuelles non travaillées	Millier	147,6	104,2	165,7	168,2	131,3

TABLEAU C.02-12

Pourcentage d'absents selon l'activité économique, le sexe et la catégorie

En 1990 (par rapport à l'ensemble des salariés)

Source : Ministère du Travail

Secteurs d'activités économiques	Code	Hommes	Femmes	Ouvriers	Non ouvriers	**Ensemble**
Industries de la viande et du lait	02	3,2	2,5	5,0	0,7	**5,7**
Autres industries alimentaires	03	3,1	2,4	4,5	1,0	**5,5**
Pétrole et gaz naturel	05	2,8	1,2	0,8	3,2	**4,0**
Minerais et métaux ferreux	07	4,6	0,4	3,7	1,3	**5,0**
Minerais et métaux non ferreux	08	4,9	0,8	4,5	1,2	**5,7**
Matériaux de construction, minéraux divers	09	5,1	0,8	5,0	0,9	**5,9**
Industrie du verre	10	4,1	1,4	4,9	0,6	**5,5**
Chimie de base, fibres artificielles	11	4,2	0,9	3,2	1,9	**5,1**
Parachimie et pharmacie	12	2,3	2,9	2,9	2,3	**5,2**
Fonderie et travail des métaux	13	4,2	1,4	4,9	0,7	**5,6**
Construction mécanique	14	3,9	1,0	3,9	1,0	**4,9**
Construction électrique	15	2,5	2,6	3,3	1,8	**5,1**
Matériel de transport terrestre	16	4,1	1,5	4,6	1,0	**5,6**
Constructions navale et aéronautique	17	3,9	0,9	2,7	2,0	**4,8**
Industrie textile et habillement	18	1,5	5,0	5,7	0,8	**6,5**
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1,6	4,4	5,5	0,5	**6,0**
Bois, meubles, industries diverses	20	3,3	2,1	4,6	0,7	**5,3**
Papier-carton	21	3,4	1,7	4,4	0,7	**5,1**
Imprimerie, presse, édition	22	2,7	2,0	3,2	1,5	**4,7**
Caoutchouc et matières plastiques	23	3,3	2,3	4,8	0,8	**5,6**
Bâtiment, génie civil et agricole	24	6,2	0,2	5,7	0,7	**6,4**
Commerce de gros alimentaire	25	3,2	1,7	3,2	1,7	**4,9**
Commerce de gros non alimentaire	26	2,5	1,6	1,4	2,7	**4,1**
Commerce de détail alimentaire	27	1,4	4,2	1,1	4,5	**5,6**
Commerce de détail non alimentaire	28	1,5	3,5	0,8	4,2	**5,0**
Réparation et commerce de l'automobile	29	4,1	0,8	3,1	1,7	**4,9**
Hôtels, cafés, restaurants	30	2,1	4,2	1,6	4,8	**6,4**
Transports	31	3,9	1,1	3,2	1,8	**5,0**
Services marchands rendus aux entreprises	33	1,6	1,9	0,7	2,8	**3,5**
Services marchands rendus aux particuliers	34	1,8	4,3	2,8	3,3	**6,1**
Location crédit-bail immobilier	35	2,4	2,6	3,2	1,8	**5,0**
Assurances	36	1,4	4,1	///	5,5	**5,6**
Organismes financiers	37	1,5	3,1	///	4,6	**4,6**
Ensemble des secteurs		**3,1**	**2,2**	**3,3**	**2,2**	**5,3**

TABLEAU C.02-13

Résultats des élections aux comités d'entreprise (en % des suffrages exprimés)

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

	1987	1988	1989	1990	1991
Ensemble des salariés :					
CGT	26,8	26,7	25,1	24,9	20,4
CFDT	21,3	20,7	21,0	19,9	20,5
CFTC	4,8	3,7	4,6	3,6	4,5
FO	11,3	13,7	11,2	12,8	11,7
CGC	5,9	6,8	5,5	6,5	6,5
Autres syndicats	6,0	4,8	6,3	5,6	5,6
Non syndiqués	23,9	23,5	26,4	26,6	30,9
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	32,8	32,6	30,4	30,4	25,2
CFDT	22,1	20,8	21,8	20,3	20,7
CFTC	4,7	3,5	4,4	3,4	4,3
FO	11,8	14,1	11,9	13,2	12,3
CGC	0,6	0,8	0,5	0,7	0,9
Autres syndicats	4,7	4,7	5,0	5,5	5,3
Non syndiqués	23,3	23,6	26,0	26,6	31,3
Maîtrise, techniciens et cadres deuxième et troisième collèges (1) :					
CGT	11,8	12,4	11,2	11,7	9,6
CFDT	18,9	20,4	19,0	19,0	20,2
CFTC	5,2	4,4	5,2	4,1	4,8
FO	9,7	12,7	9,3	11,7	10,3
CGC	20,1	21,7	18,1	20,7	19,0
Autres syndicats	9,1	5,1	9,7	6,1	6,3
Non syndiqués	25,2	23,3	27,5	26,8	29,8

(1) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-14

Etablissements ayant au moins un délégué syndical et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Taille des établissements	Nombre d'établissements		Etablissements avec délégués (en %)		Effectifs		Effectifs des établissements avec délégués (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
50 à 99 salariés	17.528	18.512	39,6	35,7	1.235.948	1.298.556	40,9	37,1
100 à 199 salariés	9.343	9.690	61,4	58,4	1.291.661	1.340.893	62,6	59,6
200 à 499 salariés	5.161	5.189	82,7	77,8	1.553.333	1.551.184	84,0	79,2
500 à 999 salariés	1.252	1.256	93,2	89,4	861.388	850.144	93,4	89,5
1.000 salariés et plus	549	522	95,4	92,3	1.238.968	1.219.721	95,6	91,5
Total	**33.833**	**35.169**	**55,1**	**50,9**	**6.171.298**	**6.260.498**	**74,5**	**70,1**

TABLEAU C.02-15

Appartenance syndicale des délégués syndicaux

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Syndicats	1987		1989	
	Nombre de délégués	%	Nombre de délégués	%
CGT	12.753	29,4	11.930	28,8
CFDT	10.602	24,4	10.200	24,6
CGT-FO	7.967	18,4	7.674	18,5
CFE-CGC	6.086	14,0	5.625	13,6
CFTC	3.196	7,4	3.124	7,5
Autres syndicats	2.774	6,4	2.907	7,0
Total	**43.378**	**100,0**	**41.460**	**100,0**

TABLEAU C.02-16

Etablissements ayant au moins un CHSCT (1) et effectifs correspondants suivant la taille des établissements

Situation au 31 décembre

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

Nombre de salariés	Nombre d'établissements assujettis		Etablissements ayant au moins un CHSCT (en %)		Effectifs (millier)		Effectifs des établissements avec CHSCT (en %)	
	1987	1989	1987	1989	1987	1989	1987	1989
Moins de 300 salariés	28.197	29.169	63,5	61,5	3.100,1	3.179,1	70,7	69,2
De 300 à 499 salariés	2.168	2.142	91,1	88,6	828,8	812,6	91,1	88,8
500 salariés et plus	1.883	1.839	94,1	92,4	2.426,9	2.321,4	94,2	92,7
Total	**32.248**	**33.150**	**67,1**	**65,0**	**6.355,8**	**6.313,1**	**82,3**	**80,4**

(1) Comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
3. Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
4. Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5. Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs.
6. Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public).
7. Salaire minimum de croissance SMIC .
8. Gains mensuels des salariés.
9. Gains mensuels selon l'activité des établissements.
10. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique.
11. Évolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification.
12. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique.
13. Évolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification.
14. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, masculins et féminins dans les secteurs privé et semi-public.
15. Les salaires nets annuels moyens dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socioprofessionnelle.
16. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.
17. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par profession et sexe ou statut.
18. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.
19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.
20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre.
21. Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE.
22. Coût horaire de la main-d'œuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, et les divisions « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1992, les salariés des secteur privé et semi-public ont gagné en moyenne 9.900 F par mois après prélèvement à la source des cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée. Un quart de ces salariés ont gagné moins de 6.300 F par mois et un quart plus de 11.000 F. De 1991 à 1992, le salaire moyen par tête, net de prélèvement à la source, a progressé de 3,6 %, soit 1,2 % en francs constants. Si on élimine les effets de structure, la hausse a été de 2,7 % en francs courants, soit 0,3 % en francs constants. Ces évolutions confirment le ralentissement amorcé en 1991.

Entre 1990 et 1991, le salaire brut moyen des agents des services civils de l'État, non compris les personnels de La Poste et de France Telecom, a augmenté de 3,9 %. Compte tenu d'une hausse des prix de 3,2 %, la progression est de 0,7 % en termes réels. Déduction faite des cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée, le salaire net de prélèvements a crû à un rythme proche (3,7 %, soit 0,5 % en francs constants). À corps, grade et échelon identiques, le salaire net de prélèvements a augmenté de 2,9 % (soit une baisse de 0,3 % en francs constants). En ajoutant l'effet des avancements et des promotions, la hausse du salaire moyen, net de prélèvements, des salariés présents en 1990 et en 1991 est de 5,3 %, soit 2 % en francs constants.

2. MÉTHODOLOGIE

En France, la source principale permettant de saisir l'ensemble des revenus des ménages est constituée par une exploitation périodique des déclarations fiscales que collecte la Direction générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu .

En matière de revenus, la diffusion de certains résultats statistiques ne peut être réalisée qu'avec un délai relativement important, lié aux sources utilisées (déclarations annuelles de salaires, enquête non annuelle sur les revenus fiscaux...).

Les revenus

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut. Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité et du patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Les comptes de revenu des ménages par catégorie socioprofessionnelle sont établis en répartissant le compte de revenu existant dans la comptabilité nationale entre les différentes catégories à partir d'un certain nombre de clés de ventilation dont la plupart sont fournies par l'enquête sur les revenus fiscaux des ménages.

La dernière enquête étant relative aux revenus de l'année 1984, on actualise ses résultats pour obtenir les clés de ventilation relatives à l'année 1989, qui sont donc plus « imprécises » que celles obtenues pour l'année 1984. Les postes les moins biens suivis par cette méthode sont sans doute ceux relatifs aux revenus de la propriété.

Les comptes présentés pour l'année 1989 sont donc une actualisation de ceux établis pour 1984; les évolutions constatées pour certains postes d'une année sur l'autre sont à manipuler avec précaution car elles proviennent dans certains cas d'une actualisation assez « frustre ».

L'exploitation de cette enquête a une périodicité quinquennale, elle porte sur un échantillon d'environ 40.000 ménages, représentatif aussi bien des ménages imposés que non imposés.

L'unité statistique est le ménage (ensemble des personnes qui vivent dans un même logement) et non le foyer fiscal (qui est l'unité de collecte des déclarations). Les déclarations souscrites par des foyers cohabitant dans un même logement ont été additionnées afin de constituer l'unité « ménage ».

Le revenu fiscal est constitué de la totalité des ressources des ménages qui sont par nature imposables. On y ajoute les allocations de vieillesse non imposables dites du « minimum vieillesse ».

C'est un revenu avant impôt et transferts familiaux. Il ne s'agit pas du revenu imposable au sens fiscal (base de l'impôt), les divers abattements et déductions prévus par la législation fiscale n'ayant pas été déduits.

Les principaux revenus partiels entrant dans le revenu fiscal sont : les traitements et salaires, les pensions et rentes viagères, les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices non commerciaux, les bénéfices agricoles, les rémunérations de gérants et associés, les revenus de valeurs mobilières, les revenus fonciers.

À partir de l'enquête sur les « revenus fiscaux des ménages » et donc tous les cinq ans environ, l'INSEE procède à une répartition des revenus évalués dans les comptes nationaux, entre les ménages classés selon la catégorie socioprofessionnelle de leur chef.

Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale.

L'enquête « revenus fiscaux » fournit des clés de ventilation pour les salaires, les revenus d'entreprise, les revenus de la propriété, les retraites, l'impôt. Elle permet également de calculer des revenus non imposables mais attribués sur barème, tels que les prestations

familiales, le minimum vieillesse. Pour certains types de revenus, la somme des revenus des différentes catégories de ménage issue de la source fiscale est très inférieure aux évaluations des comptes nationaux (en particulier pour les revenus d'entreprise individuelle). On fait alors l'hypothèse que la sous-évaluation est indépendante de la catégorie sociale.

La définition des revenus en comptabilité nationale est plus vaste que pour le fisc. Pour répartir les revenus non monétaires ou non imposables par nature entre les catégories socioprofessionnelles, on utilise d'autres enquêtes auprès des ménages. En particulier, on calcule les loyers fictifs, revenus que la comptabilité nationale attribue aux ménages propriétaires de leurs logements, à partir des résultats de l'enquête sur le logement. Les prestations de santé ou de maternité, non imposables, sont éclatées entre les catégories de ménage grâce aux informations détaillées fournies par l'enquête sur la santé. Certains revenus de la propriété sont exonérés d'impôt (intérêts des livrets A de caisses d'épargne) ou peuvent subir un prélèvement libératoire (revenus de certaines valeurs mobilières); on les répartit à l'aide des résultats d'enquêtes sur l'épargne des ménages.

Les salaires

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs T 17, les arsenaux faisant partie des administations publiques, et T 38, une grande partie de ce secteur étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (T 32, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution des taux de salaire horaire des ouvriers pour la France entière est présentée par activité économique et par qualification. L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) qui permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail, a été rénovée en avril 1985. Elle reste une enquête auprès des établissements industriels et commerciaux de plus de 10 salariés : par sondage au-dessous de 50 salariés, exhaustive à partir de ce seuil. Depuis octobre 1988, date du début de la nouvelle série des enquêtes gains, les gains moyens sont calculés sur l'ensemble des salariés rémunérés pendant le mois d'enquête. Sont donc inclus les salariés à temps partiel et ceux qui sont arrivés dans l'établissement ou qui l'ont quitté au cours du mois d'enquête. Les données collectées concernent le salaire de base, hors primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités.

Les rémunérations mensuelles brutes extrêmes (avant déduction de la cotisation de la Sécurité sociale et de la retenue pour pension de retraite) ont deux niveaux hiérarchiques : minimum mensuel de rémunération et indice hiérarchique le plus élevé.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, en 1989, les distributions de primes et d'indemnités se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Le coût de la main-d'œuvre

Une enquête communautaire européenne sur les coûts de la main-d'œuvre a été réalisée tous les trois ans jusqu'en 1984 puis sur 1988, et sera réalisée tous les quatre ans à partir de cette date dans les pays de la Communauté, pour mesurer l'évolution des coûts et permettre des comparaisons internationales. Depuis 1978, l'enquête effectuée pour la France par l'INSEE couvre à la fois le champ de l'industrie et des commerces, banques et assurances. En 1988, pour la première fois, certains secteurs des services sont également enquêtés.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main-d'œuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

Gains

Les gains tiennent compte des majorations pour heures supplémentaires, des primes de transport des primes (d'ancienneté, de panier, d'outillage, etc.) et des indemnités pour travail de nuit ou de dimanche. Mais ils s'entendent avant déduction des cotisations de Sécurité sociale. Ils excluent toutes les prestations sociales. Ils ne comprennent pas les gratifications exceptionnelles, les primes qui ne sont pas versées mensuellement (primes de vacances, primes de fin d'année), les sommes versées en acompte pour une période postérieure ou les rappels et règlements afférents au travail d'une période antérieure.

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, une partie de celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui contribue à majorer les pensions de retraite actuelles et futures des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %) et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, préposés de La Poste, commis des administrations centrales et des services extérieures), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500.000 personnes.

Revenu disponible brut

C'est le montant des revenus de l'année qui reste à la disposition des ménages, une fois l'impôt payé, pour consommer ou épargner. Le revenu disponible est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues.

Revenu fiscal

Sous l'étiquette de revenu fiscal, on amalgame différents revenus dont la signification n'est pas la même. Si les salaires et les pensions déclarés par les contribuables correspondent bien à des revenus effectivement perçus, il n'en est pas de même des revenus des entrepreneurs individuels dont l'imposition est souvent basée sur une évaluation forfaitaire. Les revenus d'activité non salariaux estimés par la source fiscale sont très inférieurs aux évaluations plus économiques de ces mêmes revenus en comptabilité nationale. Par suite, les revenus des ménages sont connus avec une précision variable selon les cas : en moyenne bien meilleure pour les salariés et les inactifs que pour les indépendants et les agriculteurs.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1). Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE;

— Direction générale des Impôts;

— *Journal officiel;*

— Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle;

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

---

1. Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moin 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions :

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier.

Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

Publications :

Articles d'*Économie et Statistique :*

« L'effet redistributif de l'impôt direct et des prestations familiales », n° 177, mai 1985;

« Les revenus des patrimoines sont très inégalement répartis », n° 180, septembre 1985;

« Les écarts de salaire entre les hommes et les femmes continuent à se réduire », n° 210, mai 1988;

« En 1988, les salaires nets ont gagné, 0,7 % de pouvoir d'achat en moyenne », n° 221, mai 1989;

« Les écarts de salaires à l'intérieur de huit pays de la Communauté européenne : des pratiques nationales divergentes », n° 219, mars 1989;

« Au voisinage du SMIC », n° 221, mai 1989;

« Les salaires par modification », n° 221, mai 1989;

« Les salaires et carrières des ingénieurs diplomés », n° 221, mai 1989;

« Ressources et niveau de vie des personnes âgées », Économie et Statistique, n° 222, juin 1989;

« Les inégalités de revenus : quasi-statu quo entre 1979 et 1984 pour les salariés et les inactifs », n° 230, mars 1990;

Autres publications :

« Les salaires dans le secteur privé à la mi-1989 », n° 41, travail et emploi, mars 1989;

« Rencontre européenne sur les salaires :

— quelques manifestations de flexibilités salariales;
— le déplacement du niveau de la négociation salariale;
— les déterminants du salaire;
— pratiques salariales et gestion du personnel dans les banques et les assurances;
— le rôle normatif de la négociation salariale de branche », travail et emploi, n° 45, juin 1990.

« Les salaires en 1989. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 93 (août 1990);

« La structure des salaires en France - La dernière enquête de 1986 », *INSEE-Résultats,* n° 157 (octobre 1991);

« Les agents de l'État au 31 décembre 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 189-190 (mai 1992);

« Les salaires en 1990. Tome 1 : Le secteur privé », *INSEE-Résultats,* n° 192 (juin 1992);

« Les salaires des agents de l'État en 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 201-202 (juillet 1992);

« Les comptes de revenu des ménages par CSP 1984-1989 », *INSEE-Résultats,* n° 226 (décembre 1992);

« Les salaires en 1990. Tome 2 : la fonction publique d'État », *INSEE-Résultats,* n° 238 (mai 1993);

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1991 », *INSEE-Première,* n° 211, juillet 1992;

« L'évolution les salaires des agents de l'État en 1991 », *INSEE-Première,* n° 232, novembre 1992;

« L'évolution des salaires dans le secteur privé en 1992 », *INSEE-Première,* n° 275, août 1993.

« Le revenu des ménages », *Données sociales,* 1993;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France : 1985-1988 », *Documents du CERC,* n° 93, 1989;

« Les Français et leurs revenus : le tournant des années 1980 », *Documents du CERC,* n° 94, 1989;

« Constat de l'évolution récente des revenus en France 1986-1989 », *Documents du CERC,* n° 97, 1990;

« Les revenus fiscaux des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 139, 1989;

« Les salaires et la négociation salariale dans le secteur privé à la mi-1992 : la fin d'un cycle ? », *Premières synthèses,* n° 29 : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu des ménages par catégorie socio-professionnelle

Année 1989

Source : INSEE — *Unité :* Francs 1989

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	215.990	274.000	260.850	169.900	113.960	112.130	18.240	112.470
Travail salarié	19.350	83.800	251.190	164.160	111.390	109.930	13.600	87.250
Entreprise individuelle	196.640	190.200	9.660	5.740	2.570	2.200	4.640	25.220
Revenu de la production des ménages « purs »	14.280	23.270	14.350	9.440	4.040	3.990	18.330	12.630
Revenu de la propriété	19.400	52.350	26.780	8.850	3.200	3.390	20.140	16.550
Revenu primaire brut	249.670	349.620	301.980	188.190	121.200	119.510	56.710	141.650
Prestations sociales	39.050	30.550	43.130	41.610	38.460	49.430	104.060	65.120
dont : Vieillesse/Survie	10.410	8.460	8.070	5.820	6.830	4.030	76.630	32.200
Revenu disponible avant impôts	288.720	380.170	345.110	229.800	159.660	168.940	160.770	206.770
Impôts sur le revenu et le patrimoine	18.310	51.590	40.070	19.340	10.520	7.400	11.520	17.200
dont : Impôt sur le revenu	11.420	38.500	31.200	14.550	6.960	4.800	6.020	11.690
Revenu disponible brut	270.410	328.580	305.040	210.460	149.140	161.540	149.250	189.570
Nombre de ménages (en milliers)	597,2	1.797,8	1.673,7	2.553,7	2.340	4.631,5	7.951,1	21.545,1

TABLEAU C.03-2

Revenus fiscaux moyens selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* Franc

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	Nombre de personnes	Revenu fiscal moyen en 1984 r	Evolution 1979-1984 base 100 = 1979
Agriculteurs exploitants	758.352	2.644.424	88.100	191
Professions indépendantes	1.559.529	4.997.084	193.600	168
Cadres supérieurs	1.406.851	4.340.921	229.300	164
Professions intermédiaires	2.616.571	7.753.721	147.800	169
Employés	2.186.235	5.603.742	103.400	171
Ouvriers	4.759.951	15.920.154	95.000	166
Inactifs	7.085.843	12.856.760	81.800	175
Total	**20.373.332**	**54.116.806**	**114.700**	**172**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-3

Répartition des ménages suivant le montant de leur revenu fiscal et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Sources : Direction générale des impôts et INSEE — *Unité :* %

Tranche de revenus (en francs)	Agriculteurs exploitants	Professions indépendantes	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Moins de 30.000	18,7	7,7	1,6	1,8	5,0	4,2	14,6	8,2
De 30.000 à moins de 45.000	14,3	4,8	1,0	1,2	5,4	6,1	14,5	8,2
De 45.000 à moins de 60.000	13,5	7,2	1,2	3,6	11,5	14,1	19,1	12,8
De 60.000 à moins de 80.000	14,2	9,0	1,9	9,0	20,0	19,1	15,0	14,3
De 80.000 à moins de 100.000	10,8	8,8	3,2	11,3	14,5	16,6	10,9	12,0
De 100.000 à moins de 125.000	8,2	10,6	8,7	16,4	14,6	17,1	9,5	12,7
De 125.000 à moins de 150.000	6,1	8,6	9,6	14,3	11,8	11,1	6,0	9,3
De 150.000 à moins de 200.000	5,9	12,6	20,2	23,5	11,6	9,0	5,6	10,9
De 200.000 à moins de 300.000	4,7	12,8	32,8	16,0	4,7	2,4	3,4	7,7
300.000 et plus	3,6	17,9	19,8	2,9	0,9	0,3	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-4

Répartition des ménages par tranche de revenu initial du ménage selon l'âge de la personne de référence du ménage

Année 1984 (1)

Source : INSEE — *Unité :* %

	25 ans ou moins	26 à 30 ans	31 à 40 ans	41 à 50 ans	51 à 60 ans	61 à 70 ans	66 à 70 ans	71 ans ou plus	Ensemble
Moins de 30.000	14,4	6,3	5,1	5,6	8,8	7,8	6,3	13,9	8,2
30.000 à moins de 45.000	12,6	5,0	3,3	3,9	6,6	10,2	10,0	19,0	8,2
45.000 à moins de 60.000	21,6	10,5	7,7	7,3	10,1	15,2	22,9	21,6	12,8
60.000 à moins de 80.000	21,0	18,7	13,6	10,8	12,6	16,0	15,9	14,7	14,3
80.000 à moins de 100.000	12,7	16,0	13,3	11,0	11,5	11,7	11,6	9,4	12,0
100.000 à moins de 125.000	10,4	17,4	14,7	13,1	12,9	13,1	11,5	7,9	12,7
125.000 à moins de 150.000	4,6	12,3	12,9	11,1	9,1	7,8	7,4	4,7	9,3
150.000 à moins de 200.000	1,8	9,9	15,9	15,7	12,1	7,7	7,7	4,6	10,9
200.000 à moins de 300.000	0,6	3,0	9,6	14,4	10,4	6,5	3,5	2,8	7,7
300.000 et plus	0,3	0,9	3,9	7,1	5,9	4,0	3,2	1,4	3,9
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cette enquête a lieu tous les 6 ans, celle de 1990 sera publiée dans le prochain annuaire.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements, masse des salaires et effectifs

Source : INSEE

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéros de la nomenclature	Etablissements ayant eu des salariés			Masse annuelle des salaires bruts (2)			Effectifs présents au 31 décembre		
		1987	1988	1989	1987	1988	1989	1987	1988	1989
Pêche	T 01	2.492	2.974	3.282	1.541,3	1.629,4	1.531,5	12,7	12,8	12,8
Industries de la viande et du lait	T 02	4.827	4.723	4.572	16.525,1	16.543,4	17.638,0	169,2	166,5	178,0
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	45.304	46.364	44.122	34.397,4	35.708,9	36.553,0	372,5	379,4	367,4
Production de combustibles minéraux solides	T 04	35	30	27	4.720,2	3.547,6	3.849,6	36,5	29,7	29,0
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	340	288	239	7.252,1	6.799,1	6.833,5	36,0	33,8	32,4
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	1.481	1.939	1.549	25.451,4	26.262,6	27.950,7	187,1	187,5	192,6
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	643	626	613	14.157,5	13.020,0	12.064,7	113,6	104,6	93,5
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	512	492	498	6.907,4	6.762,8	6.864,3	53,4	50,8	48,6
Production de matériaux de construction	T 09	8.410	8.739	8.509	14.981,9	15.811,9	16.058,9	142,2	145,4	140,2
Industrie du verre	T 10	1.109	1.112	1.112	6.187,8	6.418,7	6.767,5	55,6	55,7	55,3
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	1.638	1.600	1.558	17.733,5	17.367,5	17.837,6	122,8	116,3	117,4
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3.274	3.237	3.242	24.295,3	25.549,4	27.961,7	184,0	181,7	191,1
Fonderie et travail des métaux	T 13	19.772	20.380	20.440	41.724,6	44.236,3	48.047,4	401,6	415,9	434,7
Construction mécanique	T 14	21.590	22.474	22.043	48.018,3	50.557,6	53.262,3	420,1	428,0	435,1
Construction électrique et électronique	T 15	12.157	12.991	13.219	68.863,4	71.272,1	74.972,6	546,3	533,8	539,4
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2.573	2.572	2.581	39.747,0	39.204,8	42.371,6	357,4	348,2	364,7
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	1.139	1.124	1.071	22.912,9	21.183,4	22.480,8	151,6	135,2	134,1
Industrie textile et habillement	T 18	18.069	17.968	16.552	33.992,1	33.779,9	33.410,0	400,4	387,0	362,3
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	2.903	2.850	2.683	6.836,5	6.518,0	6.514,0	84,1	76,3	75,0
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	23.423	24.084	23.206	23.872,7	24.816,5	26.050,2	274,2	277,4	274,5
Industrie du papier et du carton	T 21	2.037	2.061	2.020	11.865,5	12.389,6	13.097,2	102,8	105,0	106,1
Imprimerie, presse, édition	T 22	16.177	17.140	17.204	29.065,1	32.622,9	32.809,5	237,1	253,5	262,3
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	5.040	5.205	5.294	20.956,8	19.646,2	23.499,0	203,2	191,9	215,4
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	173.113	180.243	173.807	113.346,9	121.526,3	128.347,6	1.224,6	1.264,8	1.257,2
Commerce de gros alimentaire	T 25	24.482	24.841	23.293	26.648,4	27.822,5	27.403,0	261,2	266,8	248,5
Commerce de gros non alimentaire	T 26	70.374	74.474	75.136	85.799,5	92.884,2	99.219,6	710,8	738,5	751,4
Commerce de détail alimentaire	T 27	72.383	72.875	70.139	39.918,2	41.101,6	42.171,9	529,6	539,3	544,0
Commerce de détail non alimentaire	T 28	167.040	172.793	169.311	57.010,9	60.089,7	63.398,7	717,3	738,6	748,0
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	55.951	57.218	55.212	30.089,2	32.558,2	34.062,5	332,7	340,1	337,0
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	115.551	122.006	120.658	36.622,2	39.677,2	42.983,5	496,1	524,9	573,6
Transports	T 31	44.609	46.328	45.978	87.410,5	93.122,9	98.932,2	818,5	840,5	849,1
Télécommunications et postes	T 32	365	433	477	870,3	896,2	1.058,4	7,3	7,8	8,3
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	159.440	180.698	194.341	151.870,5	172.228,4	195.966,4	1.320,0	1.515,0	1.785,1
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	165.932	174.239	173.108	153.931,9	169.587,8	180.836,6	1.890,9	2.014,1	2.062,0
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	7.163	9.726	16.742	6.965,8	7.207,7	8.798,5	84,8	85,3	99,2
Assurances	T 36	5.356	7.315	7.590	19.764,5	20.975,7	21.392,4	156,8	163,0	159,9
Organismes financiers	T 37	13.063	14.377	14.507	63.223,7	63.550,9	65.519,3	425,5	425,7	415,7
Services non marchands	T 38	62.543	67.795	66.458	64.744,0	67.227,8	69.975,4	845,1	859,9	873,0
Total		**1.332.310**	**1.406.334**	**1.402.393**	**1.460.222,3**	**1.542.105,7**	**1.638.491,6**	**14.485,6**	**14.940,7**	**15.373,9**

(1) Non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Avant déduction de la cotisation salariale à la Sécurité sociale et y compris la valeur des avantages en nature.

TABLEAU C.03-6A

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1989

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomenclature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen						
			Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle			
			Les deux sexes (4)	Sexe masculin	Sexe féminin	Cadres supérieurs (3)	Cadres moyens	Employés	Ouvriers
Pêche	T 01	14,1	131.847	136.386	60.993	136.504	103.192	84.106	95.391
Industries de la viande et du lait	T 02	152,5	87.732	95.869	70.271	204.803	106.201	79.388	69.617
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	300,6	91.753	102.764	71.000	198.736	114.320	77.738	71.838
Production de combustibles minéraux solides	T 04	24,5	110.200	111.094	93.035	216.672	112.422	88.425	82.382
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	31,1	169.735	183.646	119.669	239.328	135.160	113.933	105.679
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	185,3	124.394	129.337	103.682	206.023	118.932	95.661	88.887
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	97,3	102.783	103.865	91.532	228.191	107.711	91.762	80.925
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	46,6	120.087	123.526	98.904	224.596	123.939	98.058	82.750
Production de matériaux de construction	T 09	129,1	97.146	99.725	81.759	206.655	114.603	94.769	69.347
Industrie du verre	T 10	54,4	106.971	112.035	81.842	227.180	119.937	88.058	77.289
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	111,9	128.432	133.728	102.376	228.838	126.928	99.333	88.166
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	175,8	126.031	146.441	101.352	219.515	127.210	96.750	80.285
Fonderie et travail des métaux	T 13	397,1	95.563	99.471	76.280	203.035	112.412	84.747	71.492
Construction mécanique	T 14	403,7	104.406	109.168	82.216	195.649	114.006	86.184	73.731
Construction électrique et électronique	T 15	495,2	119.234	136.343	83.814	207.087	110.912	95.437	74.657
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	349,1	99.050	103.402	78.826	206.799	112.675	94.808	77.882
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	130,8	133.713	138.108	103.457	203.584	121.445	105.234	90.275
Industrie textile et habillement	T 18	331,4	78.705	104.099	63.921	216.166	113.212	81.384	63.363
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	65,1	76.155	94.395	63.444	197.669	106.856	82.936	63.691
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	246,6	83.340	88.881	69.169	184.417	107.194	79.577	65.015
Industrie du papier et du carton	T 21	100,9	102.678	112.119	79.203	227.297	124.292	92.574	76.628
Imprimerie, presse, édition	T 22	191,3	128.270	144.671	99.666	215.676	137.622	93.900	89.465
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	192,8	92.610	100.863	71.550	207.910	108.933	83.126	70.154
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.137,6	88.552	88.826	84.279	184.373	115.246	84.377	61.725
Commerce de gros alimentaire	T 25	211,3	95.792	103.843	74.295	189.584	106.186	79.142	64.843
Commerce de gros non alimentaire	T 26	644,1	117.628	130.632	89.061	208.404	117.987	82.503	68.875
Commerce de détail alimentaire	T 27	370,9	77.108	90.556	63.329	179.862	92.888	62.021	63.472
Commerce de détail non alimentaire	T 28	496,7	88.228	105.607	75.149	162.629	95.675	72.124	64.267
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	288,7	91.317	94.148	77.313	157.979	113.682	76.035	65.630
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	357,9	76.074	83.943	64.967	147.981	86.482	62.879	62.921
Transports	T 31	754,8	103.059	105.296	91.837	197.270	116.287	87.591	78.687
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	955,5	129.359	155.872	97.043	213.181	114.269	84.542	69.850
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.393,2	89.755	101.614	84.166	172.719	107.949	75.475	63.119
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	70,6	87.812	98.308	74.146	182.496	100.502	71.977	62.510
Assurances	T 36	134,0	122.093	154.294	95.932	197.289	114.422	91.854	85.394
Organismes financiers	T 37	376,6	138.594	165.193	109.855	215.887	121.429	101.552	103.451
Services non marchands	T 38	462,1	94.937	110.718	85.075	151.373	100.509	79.293	60.550
Ensemble (5)		**11.881,2**	**101.667**	**111.804**	**83.466**	**195.537**	**112.555**	**79.899**	**70.428**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris les dirigeants d'entreprise
(4) Y compris le personnel de service et les autres catégories socioprofessionnelles.
(5) Non compris les télécommunications et la poste.

TABLEAU C.03-6B

Salaires nets annuels moyens (salariés à temps complet, secteurs privé et semi-public)

Année 1987 (résultats définitifs)

Source : INSEE

Unités : Salaires : franc
Effectifs : millier

Activité économique (1) (NAP niveau 40)	Numéro de la nomenclature	Effectifs toutes catég. (2)	Salaire net annuel moyen						
			Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle			
			Les deux sexes	Sexe Masculin	Sexe Féminin	Cadres et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Pêche	T 01	11,8	128.188	132.224	56.626	207.559	172.138	77.876	120.726
Industries de la viande et du lait	T 02	152,5	81.751	89.203	64.674	218.543	115.070	73.609	68.442
Autres indust. agricoles et alimentaires	T 03	325,6	81.155	89.109	65.085	232.165	121.511	66.537	71.917
Production de combustibles minéraux solides	T 04	30,2	119.040	120.624	85.586	267.002	149.305	112.918	105.973
Production de pétrole et gaz naturel	T 05	37,4	162.081	175.115	113.061	259.918	146.845	112.084	112.152
Production et distribution d'électricité, distribution de gaz et d'eau	T 06	179,7	118.309	123.198	97.229	215.277	120.432	84.285	94.977
Production de minerais et métaux ferreux	T 07	117,8	95.745	97.100	81.822	210.487	109.992	87.822	80.800
Production de minerais, métaux non ferreux	T 08	52,1	107.301	110.343	86.862	231.677	122.239	88.739	85.410
Production de matériaux de construction	T 09	131,8	90.371	93.152	73.162	246.027	119.081	81.671	71.575
Industrie du verre	T 10	55,1	96.514	101.140	73.164	218.068	120.591	88.759	82.586
Chimie de base, fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	119,2	119.001	124.705	92.650	256.448	130.916	94.305	93.145
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	168,4	115.003	134.034	91.830	230.878	129.151	85.571	79.866
Fonderie et travail des métaux	T 13	367,6	88.836	92.354	72.224	225.412	120.546	75.588	72.973
Construction mécanique	T 14	392,1	97.283	101.621	76.890	214.668	117.828	78.837	76.145
Construction électrique et électronique	T 15	497,3	109.335	125.400	77.289	221.182	116.670	84.089	72.859
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	347,7	91.096	95.319	73.255	207.844	115.144	88.303	77.895
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	148,8	123.546	127.629	95.126	219.786	130.970	94.736	95.387
Industrie textile et habillement	T 18	367,0	72.702	97.282	59.152	231.226	114.312	71.017	57.711
Industrie du cuir et de la chaussure	T 19	71,8	69.820	86.061	58.405	201.188	116.436	69.722	59.224
Industrie du bois, de l'ameublement, industries diverses	T 20	244,6	76.214	80.795	64.647	204.784	109.653	72.492	62.940
Industrie du papier et du carton	T 21	100,1	95.375	104.296	72.629	233.792	130.876	82.640	77.979
Imprimerie, presse, édition	T 22	184,6	116.592	131.080	90.289	221.929	141.572	82.642	90.244
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	182,7	87.036	94.312	68.414	230.882	114.572	76.230	70.264
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	1.092,8	79.493	79.670	76.640	210.709	118.675	74.962	67.403
Commerce de gros alimentaire	T 25	217,4	89.599	96.645	69.452	212.782	118.625	71.886	68.112
Commerce de gros non alimentaire	T 26	607,7	107.443	119.297	81.191	226.637	126.111	75.391	70.148
Commerce de détail alimentaire	T 27	386,5	69.869	80.095	58.831	183.814	97.234	58.053	66.897
Commerce de détail non alimentaire	T 28	495,9	80.630	99.332	67.229	168.599	102.302	64.148	65.831
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	299,2	79.306	80.759	71.234	180.465	120.899	75.604	66.197
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	347,6	68.823	75.166	59.584	155.812	93.837	61.716	64.748
Transports	T 31	771,2	97.532	99.581	86.556	202.283	119.881	81.553	81.580
Services marchands rendus principalement aux entreprises	T 33	865,6	117.747	141.873	87.663	233.932	117.654	75.219	70.290
Services marchands rendus principalement aux particuliers	T 34	1.298,3	80.854	93.011	75.073	144.649	93.796	69.662	62.638
Location et crédit-bail immobiliers	T 35	59,0	80.112	89.671	68.258	176.321	105.533	67.194	65.290
Assurances	T 36	136,5	114.929	145.771	89.083	228.436	119.497	82.932	92.800
Organismes financiers	T 37	379,4	126.386	149.921	100.286	227.218	131.266	91.134	99.699
Services non marchands	T 38	465,3	87.848	102.869	78.470	157.113	97.922	72.346	63.286
Ensemble (3)		**11.714,5**	**93.037**	**102.453**	**75.828**	**207.498**	**114.004**	**73.299**	**72.070**

(1) Nomenclature d'activités et de produits 1973, « niveau » 40 non compris agriculture et administrations publiques.
(2) Effectifs toutes catégories (en milliers d'années-travail).
(3) Y compris les télécommunications et la poste.

TABLEAU C.03-7

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles du salaire horaire

Source : Journal officiel — *Unité :* Franc par heure

	1988	1989	1990	1991	1992
Métropole :					
SMIC	28,35	29,54	30,80	32,30	33,58
Minimum garanti	14,73	15,26	15,76	16,30	16,74
Départements d'outre-mer :					
Antilles, Guyane	23,64	24,62	25,71	25,71	///
Réunion	22,05	22,98	24,36	24,36	///

TABLEAU C.03-8

Gains mensuels des salariés

Ensemble des activités du secteur privé

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	1988 Octobre	1989 Octobre	1990 Octobre	1991 Octobre	1991/90 Octobre (1)	1992 Avril	Avril 92/ Octobre 91 (1)
Gains mensuels :							
Cadres	18.736	19.370	20.126	21.032	2,8	21.604	2,2
Agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs	10.253	10.659	11.051	11.526	3,3	11.757	1,5
Employés	7.425	7.688	8.016	8.445	3,0	8.601	1,6
Ouvriers	6.919	7.175	7.501	7.879	3,3	7.997	1,1
Ensemble des salariés	**9.094**	**9.433**	**9.823**	**10.422**	**3,1**	**10.650**	**1,5**

(1) Les évolutions en % dans la nouvelle enquête sont calculées sur la partie commune à deux enquêtes successives.

TABLEAU C.03-9A

Gains mensuels selon l'activité économique des établissements

Situation en octobre 1991

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	Industrie (non compris le bâtiment)	Bâtiment génie civil et agricole	Industrie (y compris le bâtiment)	Transport (non compris SNCF et RATP)	Commerce	Service	Tertiaire	**Total (1)**
Gains mensuels :								
Cadres	21.757	20.434	21.575	20.187	20.277	20.855	20.650	**21.032**
Agent de maîtrise, techniciens	11.894	11.414	11.821	11.594	11.023	11.066	11.109	**11.526**
Employés	9.048	9.257	9.071	8.638	7.538	8.660	8.226	**8.445**
Ouvriers	8.008	7.853	7.975	8.438	7.563	7.423	7.670	**7.879**
Ensemble des salariés	**10.386**	**9.415**	**10.210**	**10.036**	**9.754**	**11.297**	**10.654**	**10.422**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-9 B

Gains mensuels selon l'activité économique des établissements

Situation en avril 1992

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* Franc

	Industrie (non compris le bâtiment)	Bâtiment génie civil et agricole	Industrie (y compris le bâtiment)	Transport (non compris SNCF et RATP)	Commerce	Service	Tertiaire	**Total (1)**
Gains mensuels :								
Cadres	22.279	20.871	22.085	20.662	20.855	21.502	21.265	**21.604**
Agent de maîtrise, techniciens	12.121	11.532	12.032	11.995	11.197	11.331	11.371	**11.757**
Employés	9.247	9.215	9.243	8.361	7.701	8.858	8.375	**8.601**
Ouvriers	8.172	7.833	8.101	8.441	7.597	7.608	7.771	**7.997**
Ensemble des salariés	**10.665**	**9.443**	**10.443**	**10.192**	**9.950**	**11.548**	**10.876**	**10.650**

(1) Non compris combustibles minéraux solides, gaz et électricité, SNCF et RATP.

TABLEAU C.03-10

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992
Industries de la viande et du lait	T 02	3,8	3,2	4,9	3,6	3,9
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	3,9	3,9	5,1	3,8	3,7
Production de minerais et métaux ferreux; première transformation de l'acier	T 07	4,5	5,5	5,6	3,8	...
Prod. de minerais, métaux et demi-produits non ferreux	T 08	3,9	5,6	4,0	4,2	3,3
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	3,7	3,6	4,7	3,8	3,9
Industrie du verre	T 10	4,0	4,0	4,4	3,0	3,7
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	3,0	4,6	3,8	4,8	3,3
dont : chimie de base-17		2,9	3,9	4,0	4,5	3,1
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3,4	4,3	4,7	4,0	3,2
dont : parachimie-18		3,0	4,4	4,7	4,0	3,0
Industrie pharmaceutique-19		4,1	4,3	4,7	3,9	...
Fonderie et travail des métaux	T 13	3,4	4,1	5,3	3,7	3,4
Construction mécanique	T 14	3,1	4,2	4,7	3,6	2,9
Construction électrique et électronique	T 15	3,5	3,8	4,3	3,5	3,0
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2,9	6,1	2,8	2,6	3,1
Construction navale et aéronautique, armement	T 17	3,4	3,5	3,2	4,2	4,7
Industries du textile et de l'habillement	T 18	3,2	4,2	5,1	4,0	3,5
dont : Industrie textile-44		3,2	4,1	5,0	4,1	3,6
Industrie de l'habillement-47		3,1	4,2	5,1	3,8	3,3
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	2,9	4,1	5,2	3,5	3,6
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	3,8	4,1	5,1	3,9	3,2
dont : Travail mécanique du bois-48		3,9	4,5	5,2	3,9	3,4
Industrie de l'ameublement-49		3,3	4,3	4,9	4,2	3,2
Industries du papier et du carton	T 21	3,8	3,7	4,5	3,8	3,9
Imprimerie, presse, édition	T 22	3,6	4,3	6,5	2,0	2,7
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	3,9	3,9	4,4	3,1	3,3
dont : Industrie du caoutchouc-52		4,5	3,9	4,5	3,0	3,8
Transformation des matières plastiques-53		3,4	3,9	4,3	3,2	2,9
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	3,6	5,7	7,5	7,8	4,9
Commerce de gros alimentaire	T 25	3,2	4,9	4,8	3,3	3,8
Commerce de gros non alimentaire	T 26	2,8	4,8	5,0	3,3	3,5
Commerce de détail alimentaire	T 27	3,5	4,3	4,0	3,1	3,4
Commerce de détail non alimentaire	T 28	3,1	5,1	5,4	2,6	2,9
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	3,8	4,8	5,1	3,6	4,0
Transports (2)	T 31	4,1	3,1	5,0	3,6	2,3
Regroupement						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	3,8	3,6	5,0	3,7	3,8
Industries des biens intermédiaires	U 04	3,7	4,2	4,8	3,7	3,4
Industries des biens d'équipement	U 05	3,2	4,6	3,8	3,2	3,2
Industries des biens de consommation courante	U 06	3,4	4,2	5,2	3,7	3,2
Commerce	U 08	3,1	4,7	4,7	3,2	3,5
Services marchands	U 10	2,8	4,2	5,1	3,3	3,5
Industrie, non compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 06**	**3,5**	**4,2**	**4,6**	**3,5**	**3,3**
dont : Industrie chimique-17-18-19		3,1	4,2	4,4	4,2	3,1
Industrie, y compris le bâtiment (3)	**U 02 à U 07**	**3,5**	**4,5**	**5,2**	**4,4**	**3,7**
Tertiaire (2)	**U 08 à U 14**	**3,2**	**4,1**	**4,9**	**3,4**	**3,3**
Services	**U 10 à U 14**	**2,8**	**4,1**	**5,1**	**3,3**	**3,6**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**3,4**	**4,4**	**5,1**	**4,1**	**3,5**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris SNCF et RATP.
(3) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-11

Evolution des taux de salaire horaire des ouvriers par qualification

De janvier à janvier

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* %

	1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992
Manoeuvre :					
Niveau 1	3,1	4,2	5,1	3,4	3,8
Niveau 2	3,3	4,1	4,9	3,7	3,4
Ouvrier spécialisé :					
Niveau 3	3,5	4,3	4,8	3,6	3,4
Niveau 4	3,3	4,7	4,6	4,1	3,4
Ouvrier qualifié :					
Niveau 5	3,5	4,4	5,4	4,5	3,5
Niveau 6	3,6	4,4	5,5	4,6	3,7
Ouvrier hautement qualifié :					
Niveau 7	3,6	4,6	6,1	5,1	3,8
Ensemble des ouvriers	**3,4**	**4,4**	**5,1**	**4,1**	**3,5**

TABLEAU C.03-12

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par activité économique

De janvier à janvier

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

Activités économiques NAP 73 : niveaux 40 et 100 (1)		1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992
Industries de la viande et du lait	T 02	3,3	4,0	4,4	2,8	3,9
Autres industries agricoles et alimentaires	T 03	4,1	4,3	5,3	3,2	3,8
Production de matériaux de construction et minéraux divers	T 09	5,1	3,6	4,5	3,5	3,4
Industrie du verre	T 10	3,2	5,2	4,8	4,0	3,7
Chimie de base, production de fils et fibres artificiels et synthétiques	T 11	2,8	4,2	5,2	3,7	3,7
dont : chimie de base-17		2,8	4,2	5,2	3,8	3,5
Parachimie et industrie pharmaceutique	T 12	3,9	3,9	4,0	4,8	3,2
dont : parachimie-18		3,7	3,5	3,9	4,4	3,2
Industrie pharmaceutique-19		4,3	4,3	4,0	5,2	3,2
Fonderie et travail des métaux	T 13	4,1	4,2	5,6	4,2	3,8
Construction mécanique	T 14	4,1	4,4	5,0	3,5	3,5
Construction électrique et électronique	T 15	4,6	3,9	4,4	3,3	2,2
Construction de véhicules automobiles et d'autres matériels de transport terrestre	T 16	2,9	3,7	4,4	4,3	2,6
Industries du textile et de l'habillement	T 18	3,7	4,3	5,6	4,1	3,5
dont : Industrie textile-44		3,3	4,3	4,6	4,1	3,6
Industrie de l'habillement-47		4,0	4,4	6,9	4,0	3,4
Industries du cuir et de la chaussure	T 19	2,5	5,4	5,0	4,5	3,2
Industries du bois et de l'ameublement, industries diverses	T 20	4,1	4,9	5,5	3,9	2,7
dont : Travail mécanique du bois-48		4,9	4,8	6,4	3,3	3,7
Industrie de l'ameublement-49		2,8	5,5	4,5	4,3	2,9
Industries du papier et du carton	T 21	3,7	3,8	4,8	3,6	3,6
Imprimerie, presse, édition	T 22	4,3	4,9	4,6	3,8	2,8
Industries du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques	T 23	3,2	4,7	3,7	3,9	3,6
dont : Industrie du caoutchouc-52		3,1	5,0	2,6	3,8	4,4
Transformation des matières plastiques-53		3,2	4,5	4,5	3,9	2,9
Bâtiment, génie civil et agricole	T 24	4,9	5,4	5,5	5,1	3,6
Commerce de gros alimentaire	T 25	3,7	4,6	5,6	3,4	3,4
Commerce de gros non alimentaire	T 26	3,8	4,6	5,5	3,2	3,6
Commerce de détail alimentaire	T 27	3,7	3,9	5,6	2,8	3,5
Commerce de détail non alimentaire	T 28	3,6	4,3	6,1	2,8	2,8
Réparation et commerce de l'automobile	T 29	4,3	5,0	4,9	4,2	3,5
Hôtels, cafés, restaurants	T 30	1,7	5,0	5,3	3,2	3,2
Services marchands aux entreprises	T 33	3,7	4,5	5,5	3,8	3,2
Services marchands aux particuliers	T 34	2,7	...	4,5	2,6	4,6
Assurance	T 36	3,1	4,2	4,5	3,8	5,5
Organismes financiers	T 37	3,7	4,1	4,1	2,7	3,6
Regroupements :						
Industries agricoles et alimentaires	U 02	3,8	4,2	4,9	3,1	3,8
Industries des biens intermédiaires	U 04	3,7	4,5	4,9	4,0	3,7
Industries des biens d'équipement	U 05	3,6	4,0	4,3	3,7	2,8
Industries des biens de consommation courante	U 06	3,9	4,5	4,8	4,2	3,1
Commerce	U 08	3,8	4,3	5,7	3,0	3,3
Services marchands	U 10	3,2	4,5	5,1	3,4	3,6
Industrie, non compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 06**	**3,7**	**4,2**	**4,6**	**3,9**	**3,1**
dont : Industrie chimique-17-18-19-		3,5	4,0	4,4	4,4	3,3
Industrie, y compris le bâtiment (2)	**U 02 à U 07**	**3,8**	**4,4**	**4,8**	**4,0**	**3,2**
Tertiaire (3)	**U 08 à U 14**	**3,2**	**4,3**	**5,1**	**3,2**	**3,5**
Services	**U 10 à U 14**	**2,9**	**4,4**	**4,8**	**3,2**	**3,7**
Ensemble secteurs non agricoles (4)	**U 02 à U 14**	**3,4**	**4,4**	**5,0**	**3,5**	**3,4**

(1) Entre tirets, niveau 100 de la NAP 73 (nomenclature d'activités et de produits de 1973).
(2) Non compris T 04 : production de combustibles minéraux solides et T 06 : électricité, gaz et eau.
(3) Non compris SNCF et RATP.
(4) Non compris SNCF, RATP, T 04 et T 06.

TABLEAU C.03-13

Evolution des salaires mensuels de base des non-ouvriers par qualification

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle — *Unité :* %

	1989/1988	1990/1989	1991/1990	1992/1991	1993/1992
Agents de maîtrise (production) :					
Niveau 1	3,1	4,8	4,7	3,8	3,4
Niveau 2	3,4	4,4	4,6	3,5	3,4
Employés peu qualifiés	3,2	4,0	5,0	3,2	3,6
Employés qualifiés	3,6	4,4	5,3	3,3	3,5
Maîtrise administrative et commerciale	3,6	4,2	5,1	2,9	3,4
Techniciens :					
Niveau 1	3,6	4,3	4,6	3,7	3,5
Niveau 2	2,6	4,2	4,6	3,2	2,9
Ingénieurs et cadres :					
Débutants	4,4	4,3	4,3	4,6	2,8
Confirmés	3,6	4,7	4,8	4,4	3,2
Ensemble des non-ouvriers	**3,4**	**4,4**	**5,0**	**3,5**	**3,4**

TABLEAU C.03-14

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), masculins et féminins dans les secteurs privé et semi-public

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1984, 1988 et 1991, actualisées pour 1992 — *Unité :* Francs courants

	1984			1988			1992			Evolution 92/91 (%) Ensemble	
Déciles	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	En francs courants	En francs constants
D 1	48.600	42.200	**45.600**	57.200	49.500	**53.700**	67.400	58.000	**62.900**	3,2	0,8
D 2	55.100	47.200	**51.700**	65.200	56.300	**61.300**	76.500	65.600	**71.700**	3,3	0,9
D 3	61.500	51.800	**57.500**	72.900	62.000	**68.500**	85.300	72.300	**80.100**	3,4	1,0
D 4	67.000	56.100	**63.100**	79.300	67.900	**75.000**	93.200	79.500	**88.100**	3,4	1,0
D 5	73.900	61.300	**69.200**	87.200	74.000	**82.100**	102.400	87.400	**97.000**	3,4	1,0
D 6	81.900	67.300	**76.700**	96.400	81.200	**90.700**	113.800	96.600	**107.300**	3,3	0,9
D 7	92.700	75.000	**85.700**	110.000	90.300	**101.700**	131.100	108.100	**121.600**	3,5	1,1
D 8	111.400	84.400	**100.700**	133.100	101.500	**120.700**	158.800	124.300	**144.400**	3,5	1,1
D 9	150.700	102.200	**132.700**	182.300	123.800	**159.400**	216.100	149.300	**192.300**	4,0	1,6
D 9/D 1	3,10	2,42	**2,91**	3,19	2,50	**2,97**	3,21	2,57	**3,06**	///	///
Salaire moyen	92.000	69.000	**84.000**	109.900	82.900	**100.200**	129.800	99.100	**118.700**	**3,6**	**1,2**

(1) Cotisations sociales et, à partir de 1991, contribution sociale généralisée (CSG)

TABLEAU C.03-15

Les salaires annuels moyens nets de prélèvements (1) dans les secteurs privé et semi-public selon la catégorie socio-professionnelle (2)

Salariés à temps complet hors stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1991 actualisées pour 1992 — *Unité :* francs

	Salaire net moyen		Variation annuelle %	
			francs courants	francs constants
	1991	1992	1992/91	1992/91
Ensemble des salariés	**114.600**	**118.700**	**3,6**	**1,2**
Cadres supérieurs (3)	232.300	238.100	2,5	0,1
Professions intermédiaires	123.400	126.100	2,2	— 0,2
dont : Techniciens, agents de maîtrise	126.400	129.800	2,7	0,3
Autres professions	121.600	124.000	2,0	— 0,4
Employés	85.500	87.700	2,6	0,2
Ouvriers	85.600	88.300	3,2	0,7
dont : Qualifiés	90.400	93.200	3,1	0,7
Non qualifiés	74.400	76.400	2,7	0,3
Sexe masculin	125.200	129.800	3,7	1,2
Sexe féminin	95.800	99.100	3,4	1,0

(1) Cotisations sociales et, à partir de 1991, contribution sociale généralisée (CSG).
(2) La présente série de salaire présente une rupture par rapport à celle publiée dans l'annuaire 1991/92.
(3) Y compris les salariés chefs d'entreprise.

TABLEAU C.03-16

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'Etat (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Y compris Défense

Année 1990

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat). *Unité :* Millier de francs

Catégories socioprofessionnelles	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Autres personnels		
		Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**445.300**	**184,0**	**195,1**	**162,2**	**185,4**	**196,4**	**164,0**	**162,7**	**176,8**	**132,1**
dont : Cadres	189.200	191,8	200,0	160,4	192,0	199,7	161,0	190,1	202,3	155,5
Personnels de direction (3)	8.100	354,7	360,5	303,9	356,4	361,9	307,0	307,4	318,4	252,9
Magistrats	5.400	234,6	246,1	220,2	234,9	246,7	220,3	208,2	208,9	204,8
Cadres administratifs	105.600	172,6	180,8	152,1	171,9	179,5	152,4	182,6	203,0	148,7
Cadres techniques	28.500	198,7	205,0	160,8	200,5	206,6	158,8	194,2	200,6	164,4
Officiers (non généraux)	42.600	198,9	200,6	150,5	198,9	200,6	150,5	—	—	—
dont : Professeurs, professions scientifiques et culturelles	256.100	178,3	190,2	162,8	180,7	193,0	165,0	129,3	139,6	112,6
dont : Enseignants du supérieur	49.200	196,1	206,7	166,8	214,0	223,7	185,3	106,6	112,8	93,7
Personnels de direction du secondaire (4)	24.000	173,7	182,7	156,5	174,5	182,9	158,0	87,6	98,4	84,6
Professeurs agrégés et certifiés	171.800	171,1	180,4	161,7	171,2	180,5	161,8	150,3	170,3	118,6
Professions intermédiaires	**1.065.100**	**118,3**	**121,6**	**114,1**	**120,5**	**123,7**	**116,6**	**94,9**	**102,7**	**82,5**
dont : Instituteurs et professeurs de collège	546.700	118,8	123,2	116,4	123,2	129,4	119,8	78,0	79,7	76,5
Professeurs de collège (non certifiés) et assimilés	197.400	127,9	131,7	124,4	134,2	138,2	130,5	89,2	91,3	87,2
Instituteurs	323.400	117,4	121,3	115,9	117,5	121,4	116,0	86,9	109,6	77,3
Professions de la santé et du travail social, clergé	13.800	104,1	106,6	102,7	106,4	110,7	104,4	83,2	86,8	78,0
Professions administratives	190.600	115,2	121,1	109,1	115,2	121,1	109,1	115,3	120,9	108,4
Techniciens	62.200	130,7	131,8	120,5	131,6	132,4	123,0	126,4	128,5	110,7
Contremaîtres et agents de maîtrise, agents techniques	43.700	109,1	110,1	98,1	103,5	104,6	92,0	116,4	117,6	105,5
Sous-officiers	208.000	118,8	120,1	100,9	118,8	120,1	100,9	—	—	—
Employés et ouvriers	**806.600**	**89,7**	**94,8**	**82,4**	**91,3**	**96,6**	**84,0**	**79,6**	**84,9**	**69,2**
dont : Employés et agents de service	505.300	86,4	91,7	82,8	87,8	92,6	84,4	67,4	73,5	65,2
Employés	414.600	90,1	94,8	86,6	91,8	95,8	88,7	67,1	71,9	65,4
Agents de service	89.100	69,5	74,6	66,8	69,7	74,5	67,1	65,6	75,8	61,1
Personnels de la police et des prisons	107.500	116,6	117,5	99,0	116,6	117,5	99,1	79,9	82,2	76,7
Militaires du rang (engagés)	42.000	79,0	79,6	72,3	84,6	85,9	74,6	70,7	71,1	58,6
Ouvriers	151.600	84,5	86,2	75,8	81,4	82,8	73,3	89,5	92,0	78,8
Toutes catégories	**2.317.000**	**121,0**	**128,2**	**110,7**	**123,7**	**131,3**	**113,4**	**95,6**	**103,2**	**81,7**

(1) Salaire imposable et indemnité pour charges militaires, non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris officiers généraux.
(4) Y compris personnels d' inspection, d'éducation et d'orientation.

TABLEAU C.03-17

Taux des rémunérations annexes des agents de l'Etat (1) par profession et sexe ou statut

Métropole, agents à temps complet (y compris Défense)

Année 1990

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes (1)				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Sexe masculin	Sexe féminin
Cadres et professions intellectuelles supérieures	419.900	178.300	**22,8**	23,5	8,9	25,9	16,3
dont : Personnels de direction	7.700	342.900	**39,5**	40,6	12,2	40,6	30,1
Magistrats	5.200	230.400	**37,8**	37,9	33,3	39,4	35,8
Cadres administratifs	101.600	165.900	**29,6**	30,7	12,3	30,9	26,1
Cadres techniques	26.700	189.300	**32,4**	41,7	12,1	34,3	20,5
Officiers (non généraux)	35.800	197.100	**42,6**	42,6	—	43,0	29,1
Enseignants du supérieur ou chercheurs	48.900	195.000	**10,3**	11,2	1,9	10,9	8,4
Directeurs et inspecteurs du secondaire	23.000	169.000	**7,7**	7,7	2,6	8,5	6,1
Professeurs agrégés et certifiés	166.000	167.800	**18,4**	18,5	11,3	22,1	14,7
Professions intermédiaires	1.007.000	115.900	**17,3**	17,4	15,1	22,6	11,1
dont : Professeurs de collèges	184.900	123.700	**14,0**	14,0	14,1	14,9	13,1
Instituteurs	307.200	114.600	**7,1**	7,1	2,6	7,6	7,0
Travailleurs sociaux	13.400	102.200	**8,8**	8,6	11,9	10,5	8,0
Professions intermédiaires administratives (2)	185.400	112.800	**21,7**	22,1	12,6	24,1	19,0
Professions intermédiaires techniques	60.500	129.000	**28,8**	31,8	15,2	28,7	29,3
Contremaîtres et agents de maîtrise	42.400	108.500	**24,7**	21,3	28,9	25,5	16,1
Sous-officiers	187.700	118.600	**32,8**	32,8	—	33,6	21,8
Employés et ouvriers	776.900	88.300	**22,0**	22,1	20,9	25,8	16,2
dont : Employés	399.900	88.000	**21,7**	22,3	8,9	25,6	18,7
Personnels de service	86.100	68.400	**6,8**	7,0	3,6	10,5	4,8
Personnels de la police et des prisons	105.500	115.500	**36,2**	36,2	14,0	36,1	39,0
Ouvriers	147.800	83.900	**15,9**	12,4	21,3	16,9	10,7
Ensemble	**2.203.800**	**118.100**	**20,0**	**20,4**	**16,2**	**24,5**	**13,6**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes nettes au salaire net hors rémunérations annexes et hors supplément familial de traitement.
(2) Y compris professions intermédiaires de la police et des prisons.

TABLEAU C.03-18

Eventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyennes annuelles - Hors échelle-lettres

Source : INSEE — *Unité :* franc

	1988	1989	1990	1991	1992
Minimun mensuel de rémunération brute avec indemnité de résidence la plus basse (1)	4.948	5.106	5.265	5.505	5.686
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) avec indemnité de résidence la plus basse (1)	18.517	18.924	19.463	19.824	20.934

(1) L'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le salaire s'est concrétisée, le 1er novembre 1983, par un taux d'indemnité nul pour la zone précédemment la plus basse (exemple «1 % »).
(2) Indice majoré de janvier 1985 à septembre 1988 = 812; d'octobre 1988 à janvier 1989 = 814; de février 1989 à juillet 1990 = 815; à partir de août 1990 = 818.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'Etat (1)

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Base 100 : Décembre 1969

	1988	1989	1990	1991	1992
Indices bruts par catégorie :					
Catégorie A	493,1	511,6	522,1	533,4	550,1
Catégorie B	532,1	553,9	567,2	582,2	600,5
Catégorie C	547,0	583,9	593,4	608,8	629,5
Catégorie D	639,3	670,7	683,3	710,3	739,8
Catégories C + D	562,3	598,4	608,3	625,6	647,6
Indice brut d'ensemble	533,0	558,7	570,0	584,7	603,8
Indice net d'ensemble	499,0	518,2	527,7	547,1	562,8

(1) A l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.

TABLEAU C.03-20

Evolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre

Source : INSEE-OSCE (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre)

Unité : %

Eléments du coût de la main-d'oeuvre	Industrie et bâtiment			Commerces, banques, assurances			Total		
	1981	1984	1988	1981	1984	1988	1981	1984	1988
Salaire direct et primes occasionnelles	60,3	57,0	56,1	61,0	57,2	56,3	60,4	57,0	56,1
Congés payés et jours fériés chômés payés	7,3	8,5	8,3	8,0	8,4	8,0	7,3	8,5	8,3
Sécurité sociale légale (URSSAF) (1)	18,9	19,5	19,1	17,7	18,6	18,0	18,6	19,2	18,8
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	7,8	8,2	8,1	7,7	8,4	8,2	7,8	8,2	8,2
Assurance vieillesse et allocations familiales	8,9	9,2	8,9	8,6	8,8	8,6	8,8	9,1	8,8
Accidents du travail	2,2	2,1	2,1	1,4	1,4	1,2	2,0	1,9	1,8
Sécurité sociale conventionnelle	7,6	8,7	9,6	7,0	8,3	9,0	7,5	8,6	9,4
dont : ASSEDICS et FNGS	2,0	2,8	2,8	1,9	2,8	3,0	1,8	2,7	2,9
Caisses complémentaires de retraite et prévoyance	4,5	4,7	5,0	4,5	4,6	4,7	4,5	4,7	4,9
Autres charges sociales diverses	5,9	6,3	6,9	7,3	7,5	8,7	6,2	6,7	7,4
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié (en francs)	8.728	11.913	15.021	9.337	12.510	15.695	8.865	12.062	15.205
Masse des salaires sous plafond (en % du total)	77,0	81,6	80,7	72,9	77,9	76,8	76,1	80,6	79,6

(1) A l'exclusion de l'allocation destinée au Fonds national d'aide au logement (0,10 % sous plafond) et de la taxe sur les transports (assise aussi sur les salaires sous plafond) reportées dans « autres charges ».

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie de 1978 à 1988 dans 6 pays de la CEE

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre — *Unité :* % du coût total

	Gain direct	Primes gratifications	Rémunération journalière non ouvrière	Avantages en nature	Coût direct	Charges légales sécurité sociale	Charges conventionnelles sécurité sociale	Formation professionnelle	Autres	Coût indirect
DANEMARK										
1978	86,5	0,7	7,1	0,1	94,4	2,7	1,4	1,4	0,1	5,6
1981	85,4	0,7	8,2	0,1	94,4	2,6	1,2	1,6	0,1	5,5
1984	83,6	0,7	8,0	0,1	92,4	4,6	1,1	1,9	0,1	7,7
1988	83,1	0,8	12,3	0,0	96,2	1,9	1,1	2,3	— 1,5	3,8
ALLEMAGNE (ex-RFA)										
1978	59,4	8,0	10,5	0,2	78,1	16,6	3,4	1,2	0,5	21,7
1981	57,6	8,5	11,3	0,2	77,6	16,6	3,6	1,5	0,7	22,4
1984	56,5	8,6	11,4	0,2	76,7	16,4	4,6	1,6	0,7	23,3
1988	56,0	8,8	11,4	0,2	76,4	16,9	4,6	1,6	0,6	23,7
FRANCE										
1978	56,2	5,3	8,1	1,0	70,6	19,5	6,3	1,4	2,2	29,4
1981	55,6	5,2	8,1	1,1	70,0	18,9	7,6	1,5	2,0	30,0
1984	52,5	5,0	9,4	1,2	68,1	19,4	8,7	1,6	2,2	31,9
1988	51,4	6,2	9,4	1,0	68,0	19,1	9,4	1,8	1,7	32,0
IRLANDE										
1978	77,3	0,9	7,7	0,1	86,0	5,9	5,1	2,1	0,9	14,0
1981	73,9	0,9	9,2	0,1	84,1	7,0	5,6	2,1	1,2	15,9
1984	69,7	1,0	11,7	0,2	82,6	8,6	6,1	1,3	1,4	17,4
1988	70,4	1,4	10,3	0,1	82,2	8,1	7,0	1,1	1,6	17,8
PORTUGAL										
1978										
1981	58,6	11,1	6,1	0,0	75,8	16,2	2,0	2,0	4,0	24,2
1984	58,7	10,3	5,3	0,2	74,5	16,3	2,1	2,0	5,1	25,5
1988	56,0	11,8	6,0	0,4	74,2	18,9	2,8	2,8	1,3	25,8
ROYAUME-UNI										
1978	72,3	1,1	8,3	0,3	82,0	8,9	6,3	1,9	0,9	18,0
1981	69,3	1,0	10,4	0,4	81,1	9,4	6,8	2,0	0,7	18,9
1984	71,3	1,1	10,4	0,2	83,0	7,6	7,0	1,5	0,9	17,0
1988	73,0	1,3	11,0	0,2	85,5	7,3	4,6	1,5	1,1	14,5

TABLEAU C.03-22

Le coût horaire de la main-d'oeuvre en 1988 par secteur dans 6 pays européens (1)

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'oeuvre

Secteurs	NACE	Volume travail en %	Coût horaire — Indice (Industrie = 100)						Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année					
			DK	D	FR	IRL	P	UK	DK	D	FR	IRL	P	UK
Energie, eau	1	6,1	—	134,4	153,1	140,4	203,9	135,3	—	1.603	1.541	1.736	1.753	1.758
dont : Electricité, gaz, vapeur	16	3,3	113,8	132,5	163,6	141,4	251,9	123,8	1.728	1.692	1.480	1.731	1.690	1.828
Industrie manufacturière		80,1	98,0	100,3	99,6	95,6	97,8	98,1	1.678	1.645	1.684	1.960	1.947	1.913
dont : Production, transformation des métaux	22	2,6	96,9	107,6	112,3	103,3	153,6	115,7	1.690	1.628	1.645	2.029	1.890	1.886
Production minéraux non métalliques	24	3,3	98,7	88,2	97,2	127,7	103,0	91,3	1.693	1.700	1.702	1.978	1.965	1.938
Industrie chimique	25	6,1	113,2	124,4	132,3	126,1	167,5	123,0	1.696	1.697	1.649	1.992	1.836	1.836
Production de fibres artificielles	26	0,2	—	119.1	123,0	—	177,3	133,2	—	1.673	1.568	—	1.742	1.816
Fabrication d'ouvrages en métaux	31	7,4	93,4	90,4	90,4	88,6	99,6	94,8	1.694	1.644	1.700	2.004	1.973	1.948
Machines, matériel mécanique	32	8,9	95,6	103,0	98,6	86,7	103,7	93,2	1.696	1.644	1.700	1.963	1.987	1.941
Construction machines de bureau	33	1,3	113,6	143,9	178,3	106,2	—	147,5	1.730	1.623	1.678	1.971	—	1.822
Construction électrique, électronique	34	10,1	100,8	105,9	108,8	83,5	147,7	100,8	1.704	1.594	1.682	1.943	1.902	1.861
Automobiles, pièces détachées	35	6,6	90,5	118,9	97,1	64,4	138,9	91,7	1.695	1.566	1.673	1.996	1.968	2.257
Autres matériels de transport	36	2,8	101,1	117,7	130,2	101,3	153,1	115,5	1.687	1.623	1.638	2.040	1.975	1.859
Instruments de précision, optique	37	1,4	94,1	89,3	90,2	89,1	99,6	105,0	1.713	1.647	1.701	1.910	1.902	1.851
Alimentation, boissons, tabac	41-42	7,6	95,8	81,6	87,5	101,1	99,4	85,7	1.626	1.734	1.709	2.011	1.946	1.960
Industrie textile	43	4,0	86,4	73,1	78,3	75,1	75,7	67,5	1.625	1.678	1.670	1.862	1.951	1.883
Industrie du cuir	44	0,3	87,1	63,8	75,2	61,9	78,5	72,2	1.648	1.686	1.683	1.849	1.996	1.954
Ind. des chaussures, de l'habillement	45	3,6	75,1	62,8	68,3	51,7	68,2	57,6	1.629	1.663	1.654	1.880	1.972	1.818
Ind. du bois, meubles en bois	46	3,1	85,2	80,0	74,6	72,3	70,8	85,9	1.684	1.684	1.717	1.984	1.961	1.979
Ind. du papier, imprimerie	47	5,8	119,5	97,7	106,6	117,0	136,9	116,1	1.697	1.668	1.703	1.919	1.914	1.868
Ind. du caoutchouc, plastique	48	3,7	93,8	85,4	87,3	88,8	102,2	87,7	1.670	1.673	1.699	1.940	1.915	1.907
Autres industries manufacturières	49	0,8	93,9	77,4	85,6	82,4	81,3	88,5	1.671	1.643	1.675	1.868	1.958	1.863
Bâtiments, génie civil	50	13,7	106,3	85,7	87,1	92,1	87,2	89,9	1.679	1.664	1.713	2.024	1.984	2.022
Ensemble industrie	**1 à 5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**1.680**	**1.645**	**1.681**	**1.945**	**1.944**	**1.912**

(1) DK = Danemark, IRL = Irlande, P = Portugal, UK = Royaume Uni, D = Allemagne (ex-RFA), F = France.

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Parts des retraites dans le PIB pour les pays de la Communauté européenne.

1. Comptes de l'ensemble des régimes.
2. Ensemble de la protection sociale. Prestations sociales par régime et par risque.
3. Prestations sociales par risque.
4. Prestations de protection sociale par risque dans la CEE.
5. Dépenses de protection sociale en pourcentage par rapport au PIB dans la CEE.
6. Recettes de protection sociale par type de financement dans la CEE.
7. Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation.
8. Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale par type.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale.
11. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montant global.
12. Prestations familiales : ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires.
13. Prestations familiales : ensemble des régimes. Montants détaillés par allocation.
14. Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation.
15. Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation.
16. Montant global moyen des retraites selon le sexe.
17. Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité.
18. Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires.
19. Minimum vieillesse.
20. Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires.
21. Familles bénéficiaires du RMI en métropole et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Bénéficiaires du RMI selon l'âge et la nationalité de l'allocataire.
23. Revenu mensuel minimum d'insertion (RMI).

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration de la division « Études sociales » de l'INSEE, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle et le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI).

1. MÉTHODOLOGIE

Généralités

À l'heure actuelle, la quasi-totalité de la population bénéficie d'une couverture sociale, l'affiliation à un régime d'assurance sociale s'effectuant avec le versement d'une cotisation qui a un caractère obligatoire. Cependant l'ouverture des droits n'est pas nécessairement la contrepartie d'un versement contributif, notamment pour les prestations accordées au titre de la solidarité comme par exemple le minimum vieillesse.

La protection sociale est variable selon la nature des risques couverts, selon les professions. Sa structure complexe reste marquée par le poids de l'histoire : diversité des régimes, des institutions, variabilité des taux de prise en charge ou de financement.

Les comptes de la protection sociale — compte satellite de la Comptabilité nationale — retrace l'ensemble des emplois et des ressources qui concourent à l'équilibre du système.

Les prestations sociales sont réparties en six postes :

— le poste « santé » recouvre les assurances maladie, invalidité, infirmité, accidents du travail et maladies professionnelles;

— le poste « vieillesse » correspond aux préretraites, aux pensions contributives ou de solidarité;

— le poste « survie » correspond aux pensions de reversion;

— le poste « maternité-famille » compense une partie des charges liées à la naissance et à l'entretien des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses;

— le poste « chômage-inadaptation professionnelle » regroupe les diverses allocations servies aux personnes privées d'emploi ou certains émoluments versés en vue d'une adaptation professionnelle;

— le poste « divers » regroupe certaines allocations d'assistance ou d'aide sociale. Il comprend le revenu minimum d'insertion (RMI).

L'enquête retraite de 1988

En 1988, le SESI a mené, en collaboration avec les caisses de retraite, une opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France. Les organismes de sécurité sociale qui versent des avantages vieillesse ont fourni des informations sur la nature et le montant des prestations servies à un échantillon de personnes âgées tiré du répertoire national d'identification des personnes physiques. Le SESI a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus.

Quatre générations nées en 1906, 1912, 1918 et 1922 sont représentées dans l'échantillon. La population étudiée comprend environ 20 000 personnes qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse; cette population est approximativement représentative de la population globale des retraités.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit sur une base homogène des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents états membres.

2. DÉFINITIONS

L'allocation de solidarité spécifique

Elle fait suite aux allocations du régime d'assurance. Elle concerne les chômeurs de longue durée. À l'opposé, l'allocation d'insertion s'adresse aux personnes qui n'ont pas de référence de travail.

L'assistance : aide sociale et insertion

L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance.

Cette aide dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission ». L'aide sociale est donc un droit qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

La décentralisation, effective depuis le 1er janvier 1984, s'est traduite par un transfert de compétence de l'État aux départements, accompagné du transfert de ressources correspondantes. On distingue désormais les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État.

Les conseils généraux gèrent désormais la très grosse majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution ainsi que le montant minimum des prestations restent toutefois fixés au niveau national.

L'assurance accident du travail et accident de trajet

Elle intervient en cas d'accident ou de maladies subies dans l'exercice de leurs professions par les salariés, en versant des remboursements de dépenses médicales et des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité permanente.

L'assurance décès

Elle garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

L'assurance invalidité

Elle accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

Dépenses et recettes de protection sociale

Les dépenses sont principalement constituées par des prestations : prestations sociales lorsque celles-ci sont servies aux ménages, prestations de services sociaux lorsqu'elles sont, comme les hôpitaux publics dont l'accès est gratuit ou quasi gratuit, versées à des institutions. Sont considérées comme des prestations fiscales, les exonérations ou réductions d'impôt accordées au titre de l'un des risques (quotient familial).

Les recettes de protection sociale sont essentiellement composées de cotisations assises presque exclusivement sur les revenus d'activité professionnelle. Cependant une part importante du financement est assurée par la puissance publique : impôts et taxes affectés, subventions à certains régimes déficitaires, prise en charge des prestations qui relèvent de la solidarité.

Le minimum vieillesse et le fonds national de solidarité

Institué par la loi du 30 juin 1956, le fonds national de solidarité (FNS) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pension de vieillesse ou d'invalidité, dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le « minimum vieillesse ».

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations : le premier étage, dont le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS ...), le second étage est l'allocation du Fonds national de solidarité.

Préretraite

Divers régimes « nationaux » de préretraite se sont succédé. Le premier dispositif important a été celui de la garantie de ressources pour les chômeurs ayant plus de 60 ans et licenciés (GRL). Une extension est intervenue en ouvrant la garantie de ressources aux salariés démissionnaires (GRD). En 1983, l'accès direct à ces dispositifs a été fermé. En 1982 et 1983 la formule de la préretraite démission est offerte aux salariés d'une entreprise ayant conclu un contrat de solidarité avec l'État. Ce régime ne subsiste qu'en cas de préretraite progressive (activité à mi-temps). Le seul régime encore offert est celui de l'allocation spéciale du fonds national de l'emploi versé aux salariés âgés menacés de licenciement et dont l'entreprise a signé avec l'État une convention dans le cadre d'un plan social. Le financement des allocations de préretraite est assuré par l'État.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment;

— un régime de solidarité qui prend en charge ceux qui ne peuvent pas ou plus se prévaloir du régime d'assurance.

Les prestations familiales

Depuis 1978, les prestations familiales sont ouvertes à l'ensemble des ménages sans référence à des conditions d'activité professionnelle. Les critères d'attribution sont multiples : âge, rang ou nombre des enfants, situation matrimoniale, niveau de ressources.

Les prestations en nature

- Les honoraires privés comprennent :

— les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et de soins divers (D).

- Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux, honoraires);

— des versements au secteur privé (frais de séjour uniquement).

- Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, KB) : les actes en B et BP sont des actes d'analyses effectuées dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique; les actes de biologie effectués par les laboratoires dont le directeur n'est pas médecin sont cotés en KB depuis 1981. Les actes d'immunologie utilisant un marqueur sont cotés en BM depuis 1985;

— les remboursements d'appareillages optiques et orthoptiques.

Les prestations en espèces

Elles comprennent les indemnités journalières, les pensions, les rentes.

Les prestations de santé

Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces) les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

Ces prestations (assurances) sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le régime général est le plus important, celui dont bénéficient les salariés du commerce et de l'industrie, ceux du secteur public et diverses catégories non salariées (membres des professions médicales et paramédicales conventionnées, artistes peintres et sculpteurs, étudiants et invalides de guerre).

Les autres régimes sont :

— les régimes agricoles, exploitants et salariés;

— le régime des non-salariés non agricoles (CANAM);

— enfin les régimes des mines, de la SNCF, des militaires, des marins, de la RATP, de la Banque de France, de la Compagnie générale des eaux et des clercs de notaires.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de reversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

La protection sociale

Par protection sociale, on désigne l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui couvrent certains « risques » encourus par les ménages : maladie, chômage, vieillesse, famille...

Le régime d'assurance chômage

Il recouvre les allocations de base et de fin de droits. Elles concernent les travailleurs ayant perdu leur emploi. Lorsque la durée limite des allocations de base est atteinte, l'allocation de fin de droits prend le relais. La durée de versement de ces allocations dépend des durées d'affiliation antérieure.

Les régimes de prestations sociales

Les prestations sociales sont versées par divers régimes qu'on peut regrouper en cinq grands types :

— Les régimes d'assurances sociales : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— Les régimes d'employeurs : sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement,...).

— Les sociétés mutualistes : sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation y est le plus souvent facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation.

— Les régimes d'interventions sociales des pouvoirs publics regroupent trois types de régime :

  — l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante;
  — le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés;
  — les autres régimes d'interventions sociales comprennent principalement l'aide au logement (aide personnalisée au logement).

— Les régimes d'interventions sociales des administrations privées : ils sont constitués des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

La retraite de base

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

— le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAVTS) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole);

— les régimes de non-salariés :

  — la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA);
  — la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC);
  — la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL);
  — la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles;
  — la Caisse nationale des barreaux français (CNBF);
  — la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

— les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement com-

posée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF,...) mais on y rencontre aussi des salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire).

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans ou assumant la charge d'un ou plusieurs enfants. Les étrangers, titulaires de la carte de résident ou d'un titre de séjour, peuvent également y prétendre.

Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle ne peuvent bénéficier de l'allocation, sauf si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu a été fixé, au début de la mise en œuvre de la loi, à 2.000 F par mois pour une personne seule. La majoration pour le conjoint ou la première personne à charge (s'il n'y a pas de conjoint) était à cette date de 1.000 F, la majoration pour les autres personnes à charge de 600 F.

En décembre 1990, 422.102 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 97.000 dans les DOM.

Les montants sont régulièrement réévalués depuis la loi. Les majorations pour familles nombreuses ont été accrues en avril 1990.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

En décembre 1990, près de 40 % des allocataires du RMI (depuis au moins 3 mois) avaient signé un contrat d'insertion.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.
- Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville.
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications :

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville :

- *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* (annuel).
- *Chiffres et indicateurs départementaux* (CID).
- *Solidarité-santé. Études statistiques.*
- *Cahiers statistiques solidarité-santé.*
- *Comptes nationaux de la santé* (annuel).

« La croissance des salaires réels a accentué la pression fiscale et réduit le poids des prestations » et « Aide à la famille et coûts des enfants », *Économie et statistique,* n° 203, octobre 1987.

« Les comptes de la protection sociale : historique et perspective », *Observations et diagnostics économiques,* n° 22, janvier 1988.

« Assurance chômage et les autres régimes gérés par les ASSEDIC/UNEDIC », *Bulletin de liaison,* numéro spécial, UNEDIC, janvier 1989.

« L'avenir des retraites », dossier, *Économie et statistique,* n° 233, juin 1990.

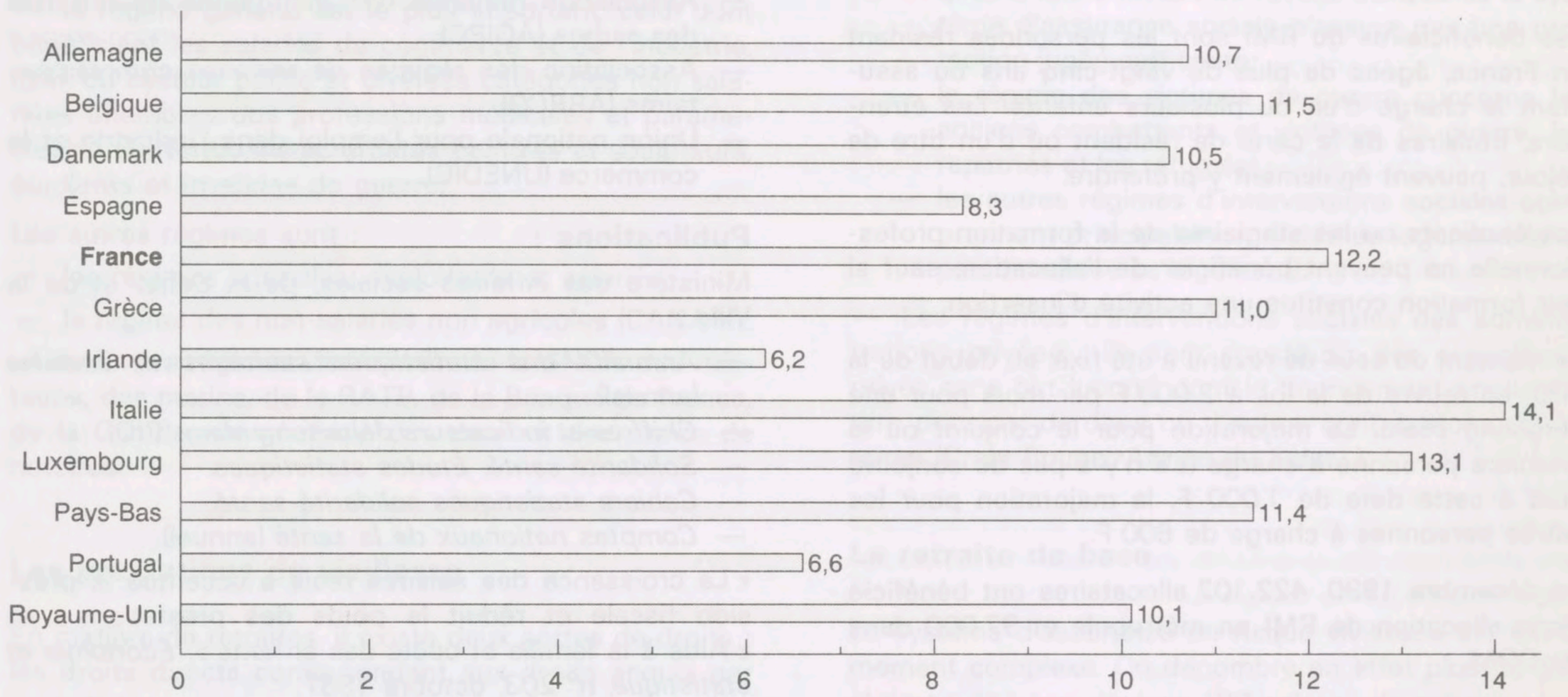
Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.
Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.
Rapport d'activité (annuel), ARRCO.
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.
La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

Données sociales, INSEE, édition 1993.

* * *

GRAPHIQUE C.04

Part des retraites dans le PIB pour les pays de la CEE
Année 1991



source : Eurostat

TABLEAU C.04-1

Comptes de l'ensemble des régimes

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Million de francs

	r 1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992
EMPLOIS							
Prestations sociales	1.207.500	1.254.694	1.343.066	1.416.020	1.503.082	1.604.306	1.698.128
Prestations de services sociaux	162.909	169.775	180.086	200.078	211.369	222.683	239.854
Prestations fiscales	46.520	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900
Frais de gestion	61.243	62.785	65.624	68.160	72.401	73.914	78.266
Transferts entre régimes	150.363	164.053	177.273	194.365	221.858	232.790	235.376
Frais financiers	2.231	2.258	2.045	1.997	1.672	2.088	4.765
Autres dépenses	7.473	6.992	6.764	6.056	5.717	10.708	13.511
Solde des opérations des DOM	3.640	3.898	3.948	4.004	4.113	6.772	7.373
Total des emplois	**1.641.879**	**1.715.405**	**1.831.036**	**1.945.030**	**2.077.962**	**2.214.061**	**2.342.173**
RESSOURCES							
Cotisations	1.134.665	1.207.154	1.285.780	1.389.779	1.474.573	1.543.412	1.613.895
Impôts et taxes affectés	43.182	51.873	54.959	53.239	63.827	85.220	93.016
Transferts	150.363	164.000	177.273	194.365	221.858	232.790	235.375
Contributions publiques	220.893	224.834	241.660	245.968	240.598	255.496	265.493
Contrepartie des prestations fiscales	46.520	50.950	52.230	54.350	57.750	60.800	64.900
Recours contre tiers	4.127	4.545	4.760	4.321	4.515	4.809	5.090
Revenus des capitaux	24.415	20.932	20.842	21.406	20.688	21.572	21.660
Autres recettes	12.630	14.227	17.317	15.565	20.155	23.100	21.715
Total des ressources	**1.636.795**	**1.738.515**	**1.854.821**	**1.978.993**	**2.103.964**	**2.227.199**	**2.321.144**
Solde opérations courantes	**— 5.084**	**23.110**	**23.785**	**33.963**	**26.002**	**13.138**	**—21.029**

TABLEAU C.04-2

Ensemble de la protection sociale. — Prestations sociales par régimes et par risques

Année 1991 (provisoire)

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) *Unité :* Million de francs

	Santé	Vieillesse survie	Maternité famille	Emploi	Divers	**Total**
REGIMES D'ASSURANCES SOCIALES						
Régimes généraux :						
Régime général	277.172	247.083	140.374	—	—	**664.629**
Indemnisation du chômage	—	7.310	—	84.664	—	**91.974**
Fonds spéciaux	2.232	2.983	—	—	—	**5.215**
Régimes de salariés :						
Régime direct	12.068	158.538	102	68	—	**170.776**
Régime de salariés agricoles	10.583	23.712	364	—	—	**34.659**
Autres régimes particuliers	24.931	56.283	436	351	—	**82.001**
Régimes complémentaires	9.745	187.822	78	—	—	**197.645**
Régimes de non-salariés :						
Exploitants agricoles	16.873	44.034	297	—	—	**61.204**
Non-salariés non agricoles	11.830	38.819	410	—	—	**51.059**
Régimes d'employeurs	9.219	4.641	18.734	12.438	—	**45.032**
Sociétés mutualistes	35.331	1.664	295	—	—	**37.290**
Interventions sociales des administrations publiques :						
Aide sociale	17.218	7.249	3.137	126	1.617	**29.347**
Victimes de guerre	12.816	9.337	—	—	89	**22.242**
Autres interventions sociales	3.780	25.579	42.629	27.442	12.013	**111.443**
Administrations privées	—	—	—	—	3.954	**3.954**
Ensemble des régimes	**443.798**	**815.054**	**206.856**	**125.089**	**17.673**	**1.608.470**

TABLEAU C.04-3

Prestations sociales par risque

Source : Ministère des Affaires sociales,de la Santé et de la Ville (SESI) *Unité :* Million de francs

	r 1986	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991	*p* 1992
Santé	**282.413**	**290.163**	**308.947**	**334.385**	**355.568**	**376.038**	**381.464**
Maladie	195.048	198.256	212.180	231.943	248.237	265.043	266.207
Invalidité	56.944	61.006	64.623	69.162	72.281	75.103	78.382
Accidents du travail	30.421	30.901	32.144	33.280	35.050	35.892	36.875
Vieillesse-survie	**545.901**	**575.356**	**621.469**	**659.687**	**708.104**	**755.132**	**799.289**
Vieillesse	446.605	472.661	511.859	544.330	585.574	627.330	665.782
Survie	99.296	102.695	109.610	115.357	122.530	127.802	133.507
Maternité-famille	**121.301**	**123.589**	**128.290**	**131.468**	**135.703**	**140.125**	**143.750**
Maternité	15.696	17.787	20.305	17.845	18.982	20.056	20.447
Famille	105.605	105.802	107.985	113.623	116.721	120.069	123.303
Emploi	**95**	**96**	**98**	**89**	**107**	**123**	**69**
Inadaptation professionnelle	12	12	11	10	9	9	9
Chômage	83	84	87	79	98	114	60
Total des prestations sociales	**1.207.478**	**1.254.616**	**1.058.804**	**1.125.629**	**1.199.482**	**1.271.418**	**1.324.572**

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par risque dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Santé (1) :					
Belgique	32,8	33,4	34,2	34,2	35,0
Danemark	31,4	32,2	31,3	31,2	31,2
Allemagne (ex-RFA)	40,5	40,8	40,5	40,2	39,4
Grèce	28,1	28,1	28,0	28,0	...
Espagne	34,3	34,0	34,9	35,4	36,0
France	**33,9**	**34,3**	**34,2**	**34,2**	**34,8**
Irlande	35,6	35,3	34,4	34,3	34,8
Italie	32,0	31,6	33,1	33,5	33,8
Luxembourg	41,1	41,2	40,9	40,6	40,1
Pays-Bas	44,6	44,6	45,6	45,7	46,8
Portugal	49,8	46,7	43,9	46,4	46,2
Royaume-Uni	28,7	29,4	30,7	32,7	...
Europe des Douze	**35,0**	**35,2**	**35,7**	**36,1**	**e 36,2**
Vieillesse/Survie :					
Belgique	42,7	42,6	42,8	43,5	43,4
Danemark	37,2	38,1	37,6	36,6	36,4
Allemagne (ex-RFA)	42,1	41,8	41,6	41,8	42,5
Grèce	57,5	57,9	58,3	58,3	...
Espagne	45,1	46,3	46,9	46,8	46,7
France	**45,6**	**45,1**	**45,1**	**45,0**	**44,6**
Irlande	30,6	30,4	31,1	31,7	32,1
Italie	58,7	59,9	59,6	59,4	59,6
Luxembourg	47,3	46,8	47,2	48,0	47,4
Pays-Bas	30,3	31,4	31,9	34,1	34,5
Portugal	37,2	39,2	42,3	40,6	40,4
Royaume-Uni	41,9	42,3	43,3	43,4	...
Europe des Douze	**44,9**	**45,2**	**45,4**	**45,7**	**e 45,9**
Familles/Maternité :					
Belgique	9,7	9,4	9,3	9,2	9,0
Danemark	10,5	10,8	12,1	12,5	12,0
Allemagne (ex-RFA)	7,6	7,8	7,9	7,8	8,0
Grèce	3,1	2,5	1,9	1,9	...
Espagne	2,3	2,1	2,0	1,9	1,8
France	**11,1**	**10,8**	**10,7**	**10,6**	**10,2**
Irlande	11,8	12,3	12,7	12,4	12,4
Italie	5,8	5,2	4,8	5,0	4,8
Luxembourg	9,5	10,0	9,6	9,7	10,9
Pays-Bas	9,7	9,2	7,2	6,3	5,5
Portugal	7,4	7,7	7,6	7,0	6,9
Royaume-Uni	11,6	11,0	10,8	11,1	...
Europe des Douze	**8,7**	**8,4**	**8,1**	**8,1**	**e 7,9**
Emploi/Chômage :					
Belgique	13,3	13,3	12,4	11,9	11,5
Danemark	15,3	13,2	12,8	13,7	14,6
Allemagne (ex-RFA)	6,6	6,5	6,7	6,8	6,3
Grèce	3,0	3,2	3,2	3,2	...
Espagne	17,9	17,1	15,7	15,2	14,7
France	**6,0**	**6,5**	**6,6**	**6,8**	**6,6**
Irlande	16,1	16,3	16,2	15,7	15,1
Italie	3,4	3,0	2,4	2,0	1,7
Luxembourg	1,3	1,3	1,4	1,0	0,8
Pays-Bas	12,1	11,5	11,1	10,3	9,6
Portugal	2,6	3,5	3,1	2,7	3,0
Royaume-Uni	10,8	9,9	7,9	6,2	...
Europe des Douze	**8,2**	**7,9**	**7,3**	**6,9**	**e 6,6**

NB. — Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite et fin)

Prestations de protection sociale par risque dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* %

	1985	1986	1987	1988	1989
Autres : logement et divers :					
Belgique	1,5	1,3	1,3	1,2	1,1
Danemark	5,5	5,6	6,2	6,1	5,8
Allemagne (ex-RFA)	3,1	3,2	3,3	3,3	3,8
Grèce	8,3	8,2	8,6	8,6	...
Espagne	0,4	0,4	0,6	0,8	0,8
France	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,4**	**3,7**
Irlande	5,8	5,7	5,6	6,0	5,5
Italie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
Luxembourg	0,8	0,7	0,9	0,7	0,8
Pays-Bas	3,2	3,3	4,2	3,6	3,7
Portugal	2,9	2,9	3,2	3,2	3,5
Royaume-Uni	7,0	7,4	7,3	6,5	...
Europe des Douze	**3,3**	**3,4**	**3,4**	**3,2**	**e 3,3**

(1) Santé : maladie; invalidité-infirmité; accident du travail et maladie professionnelle.

TABLEAU C.04-5

Dépenses de protection sociale en % du PIB dans la CEE (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité :* %

	1986	1987	1988	1989	1990
Belgique	29,5	29,0	27,7	26,7	...
Danemark	26,7	27,5	29,3	29,6	28,8
Allemagne (ex-RFA)	28,0	28,3	28,3	27,3	26,9
Grèce	15,5	16,0	16,5	e 16,3	...
Espagne	17,5	17,2	17,2	17,3	17,8
France	**28,5**	**28,2**	**28,2**	**28,0**	**28,0**
Irlande	24,3	23,6	22,4	20,6	20,6
Italie	22,5	23,0	23,1	23,2	23,6
Luxembourg	24,8	26,1	26,2	25,6	26,7
Pays-Bas	30,9	31,4	30,9	30,2	31,2
Portugal	16,3	16,1	17,1	18,1	17,0
Royaume-Uni	24,4	23,6	22,1	e 20,6	...
Europe des Douze	**25,8**	**25,7**	**25,3**	**e 24,7**	...

(1) Prestations de protection sociale + coûts administratifs + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes de protection sociale par type de financement dans la CEE

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : % du total des recettes courantes

	1985	1986	1987	1988	1989
Total des recettes courantes en millions d'Ecu :					
Belgique	31.712	34.083	34.984	36.547	37.552
Danemark	23.523	24.581	26.539	29.148	30.758
Allemagne (ex-RFA)	242.373	266.911	285.513	297.388	312.247
Grèce	6.447	5.699	6.114	6.982	8.052
Espagne	38.232	41.592	45.097	52.012	62.234
France	**203.700**	**211.756**	**219.926**	**230.821**	**246.525**
Irlande	5.929	6.206	6.080	6.193	6.360
Italie	132.709	143.735	153.668	165.885	190.191
Luxembourg	1.288	1.451	1.514	1.622	1.802
Pays-Bas	63.534	65.640	68.866	71.527	72.141
Portugal	4.611	5.322	5.592	5.894	7.180
Royaume-Uni	169.814	158.610	163.208	183.917	193.078
Europe des Douze	**923.901**	**965.586**	**1.017.100**	**1.087.937**	**1.168.120**
Cotisations sociales d'employeurs :					
Belgique	40,2	40,5	41,3	40,6	41,2
Danemark	10,1	10,5	10,7	8,4	8,7
Allemagne (ex-RFA)	40,9	41,1	40,9	40,8	40,4
Grèce	46,9	46,1	41,2	41,2	...
Espagne	52,4	51,4	52,3	51,7	53,2
France	**52,3**	**52,8**	**52,2**	**51,8**	**51,7**
Irlande	22,2	22,0	22,1	23,3	23,6
Italie	52,6	53,4	52,2	51,9	52,6
Luxembourg	33,4	32,2	33,4	32,3	32,6
Pays-Bas	31,9	33,3	33,3	32,7	31,2
Portugal	47,7	52,8	51,9	49,5	49,1
Royaume-Uni	29,6	28,7	28,4	29,2	...
Europe des Douze	**42,0**	**42,5**	**42,2**	**41,9**	**42,2**
Cotisations sociales de personnes protégées :					
Belgique	24,3	24,9	26,7	25,9	26,4
Danemark	4,0	4,1	4,3	4,4	5,0
Allemagne (ex-RFA)	30,1	30,2	30,2	30,4	30,5
Grèce	37,1	37,4	33,8	33,8	...
Espagne	19,9	20,2	19,4	18,8	18,5
France	**25,0**	**26,0**	**27,0**	**27,4**	**28,7**
Irlande	12,4	12,3	13,1	14,7	15,2
Italie	14,6	15,6	16,1	15,6	14,7
Luxembourg	25,6	23,7	23,3	22,9	22,9
Pays-Bas	36,1	34,5	35,8	36,0	34,9
Portugal	16,1	16,2	19,3	18,7	18,6
Royaume-Uni	16,6	16,8	16,8	17,3	...
Europe des Douze	**23,3**	**23,8**	**24,2**	**24,1**	**24,0**
Contributions publiques :					
Belgique	31,5	30,6	28,0	29,5	28,4
Danemark	78,5	77,7	78,1	80,3	79,6
Allemagne (ex-RFA)	25,4	25,2	25,5	25,6	26,2
Grèce	7,5	9,5	16,8	16,8	...
Espagne	25,8	26,5	26,1	27,4	26,3
France	**19,6**	**18,3**	**18,2**	**18,2**	**17,2**
Irlande	64,5	64,9	63,9	61,1	60,0
Italie	29,5	27,8	28,7	29,5	29,8
Luxembourg	34,1	37,6	36,8	38,6	37,7
Pays-Bas	16,3	15,6	14,0	14,5	16,6
Portugal	33,2	27,0	24,7	27,0	27,2
Royaume-Uni	43,7	43,9	42,6	41,3	...
Europe des Douze	**29,2**	**28,3**	**28,0**	**28,4**	**28,4**
Autres recettes en % du total des recettes courantes :					
Europe des Douze	**5,6**	**5,4**	**5,6**	**5,6**	**5,4**

TABLEAU C.04-7

Prestations versées par l'ensemble des régimes selon la nature du risque et le type de prestation

Unités : Million de francs

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés

%

	1985	1988	1989	1990	1991	Evolution annuelle moyenne 1980-1991
Assurance maladie :						
Soins de santé	276.872	335.264	368.488	394.052	417.366	9,9
Indemnités journalières	18.366	17.809	19.116	20.931	22.694	6,1
Total maladie	**295.238**	**353.073**	**387.604**	**414.983**	**440.060**	**9,7**
Assurance maternité :						
Soins de santé	8.245	9.437	9.641	10.093	10.560	7,1
Indemnités journalières	7.077	7.692	8.230	8.944	9.755	8,4
Total maternité	**15.322**	**17.129**	**17.871**	**19.037**	**20.315**	**7,7**
Assurance invalidité	**14.530**	**15.807**	**15.992**	**16.174**	**16.470**	**6,5**
Assurance décès	**952**	**904**	**917**	**961**	**987**	**2,6**
Assurances AT et MP (1) :						
Soins de santé	4.175	4.785	5.158	6.774	5.894	6,8
Prestations en espèces	4.763	5.259	5.953	6.693	7.341	7,8
Incapacité permanente (2)	22.317	22.835	23.426	24.147	24.607	5,6
Total AT + MP (1)	**31.254**	**32.880**	**34.537**	**37.614**	**37.842**	**6,2**
TOTAL GENERAL	**357.296**	**419.793**	**456.921**	**488.769**	**515.674**	**9,2**

(1) AT = Accidents du travail; MP = Maladies professionnelles.
(2) Rentes + autres charges techniques.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie versées par le régime général et l'ensemble des régimes, ventilées par type de prestation

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité :* Million de francs

	Régime général				Ensemble des régimes			
	1988	1989	1990	1991	1988	1989	1990	1991
Consultations	15.530	16.434	17.629	18.998	18.616	19.582	20.885	22.299
Visites	4.923	5.330	5.662	5.928	6.419	6.918	7.342	7.603
Chirurgie [K, KC] (1)	9.287	10.480	11.592	12.878	11.927	13.011	14.361	15.797
Radiologie [(Z, ZB] (2)	5.787	6.462	6.715	6.896	7.099	7.897	8.184	8.359
Autres	2.117	2.335	2.572	2.681	2.860	3.485	3.740	3.907
Total honoraires médicaux	**37.644**	**41.041**	**44.170**	**47.381**	**46.921**	**50.893**	**54.512**	**57.965**
Honoraires dentaires	9.603	10.071	10.310	10.728	11.588	12.093	12.318	12.722
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**47.247**	**51.112**	**54.480**	**58.109**	**58.509**	**62.986**	**66.830**	**70.687**
Versements aux établissements du secteur public	130.386	142.629	153.709	161.356	...	(3) 175.585	(3) 189.292	198.434
Versements aux établissements du secteur privé	18.547	20.415	21.957	22.829	...	(3) 28.717	(3) 30.685	31.414
Total versements aux établissements d'hospitalisation	**148.933**	**163.044**	**175.666**	**184.185**	**187.781**	**204.334**	**220.001**	**229.848**
Pharmacie	36.075	41.697	43.453	47.406	47.905	54.923	57.127	61.604
Actes en AM et SFI (4)	11.183	12.818	14.068	15.672	14.685	16.733	18.375	20.329
Actes en B, BP, BM et KB (5)	8.405	9.361	9.173	9.817	10.549	11.727	11.421	12.094
Optique et orthopédie	2.724	3.172	3.974	4.683	3.578	4.134	5.155	5.994
Total prescriptions	**58.387**	**67.048**	**70.668**	**77.578**	**76.717**	**87.517**	**92.078**	**100.021**
Autres prestations	9.456	10.496	11.491	12.775	12.257	13.651	*r* 15.141	16810
Prestations en espèces	16.706	17.974	19.724	21.434	17.809	19.116	20.931	22694
Total maladie	**280.729**	**309.674**	**332.029**	**354.081**	**353.073**	**387.604**	***r* 414.991**	**440.060**

(1) K, KC : actes de chirurgie et de spécialités.
(2) Z, ZB : actes utilisant des radiations ionisantes.
(3) Avant 1991 « les versements aux établissements d'hospitalisation » effectués par la Compagnie des eaux ne pouvaient pas être ventilés entre établissements publics et établissements privés; par la suite le total des versements était légèrement supérieur à la somme des montants figurant dans les lignes « établissements publics et établissements privés ». A compter de 1991 le régime de la Compagnie des eaux est absorbé par le régime général.
(4) AM, SFI : actes auxiliaires médicaux.
(5) B, BP, BM, KB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale par type

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Million de francs

	1986	1987	1988	1989	1990
DEPENSES BRUTES (1)					
Aide médicale :					
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	(2) 7,4	///	///	///	///
Interruption volontaire de grossesse	8,0	7,4	5,8	5,6	4,9
Hospitalisation des alcooliques dangereux	0,8	0,0	0,0	0,0	///
Total	**16,2**	**7,4**	**5,8**	**5,6**	**4,9**
Aide sociale aux personnes âgées :					
Allocations simples	92,4	96,9	96,3	97,7	97,2
Aide sociale aux personnes handicapées :					
Placement en :					
Centre de rééducation professionnelle	22,5	6,9	2,1	1,0	4,6
Centre d'aide par le travail	2.671,1	3.115,9	3.284,7	3.487,4	3.801,4
Sous-total placement	2.693,6	3.122,8	3.286,8	3.488,4	3.806,0
Allocation différentielle	132,3	123,4	109,9	99,9	86,4
Total	**2.825,9**	**3.246,2**	**3.396,7**	**3.588,3**	**3.892,4**
Centre d' hébergement et de réadaptation sociale	1.558,3	1.698,1	1.724,0	1.781,2	1.933,7
Prévention et réadaptation sociale	25,4	35,3	51,8	88,0	105,5
Sans domicile de secours	**1.370,0**	**1.081,3**	**1.144,7**	**1.105,7**	**1.040,1**
Allocations diverses :					
Allocation de loyer	0,5	—	—	—	—
Allocation militaire	3,4	7,8	7,2	3,0	2,4
Allocation supplémentaire (FNS)	96,3	133,9	93,3	104,2	105,6
Total	**100,2**	**141,7**	**100,5**	**107,2**	**108,0**
Divers	51,9	149,1	155,3	185,1	124,7
Frais d'administration et de contrôle	576,6	///	///	///	///
Total	**6.616,9**	**6.456,0**	**6.675,1**	**6.958,8**	**7.306,5**
DEPENSES NETTES (3)					
Aide sociale à l'enfance et à la mère	15.875,3	16.205,9	16.695,5	16.772,2	17.613,9
Aide médicale :					
Aide médicale générale	2.224,2	2.014,9	2.126,3	2.470,9	3.074,3
A domicile	681,6	644,2	719,2	850,7	875,7
Hospitalière	1.063,8	956,4	915,3	887,4	803,7
Cotisation d'assurance personnelle (4)	478,8	414,3	491,8	732,7	1.394,7
Aide médicale aux tuberculeux	20,4	15,5	7,6	7,8	7,2
Aide médicale aux malades mentaux	132,9	136,7	133,6	128,6	133,0
Contraception	1,7	—	—	—	—
Total	**2.379,2**	**2.167,1**	**2.267,5**	**2.607,3**	**3.214,5**
Aide sociale aux personnes âgées	**6.142,2**	**6.054,4**	**6.010,7**	**5.998,5**	**6.211,5**
A domicile	1.619,7	1.566,1	1.439,1	1.445,1	1.481,3
Hébergement	4.522,5	4.488,3	457,6	4.553,4	4.730,0
Aide sociale aux personnes handicapées	**9.255,1**	**9.631,6**	**10.184,3**	**10.958,5**	**12.254,4**
A domicile	4.841,1	5.175,5	5.449,3	5.916,3	6.467,2
Hébergement	4.283,4	4.356,7	4.653,3	4.988,3	5.717,6
Education spécialisée	130,6	99,4	81,7	54,0	69,6
Service social départemental	2.151,9	2.318,2	2.462,4	2.510,5	2.667,4
Frais communs	549,3	1.187,6	1.281,3	1.365,9	1.531,6
Total	**36.353,0**	**37.564,8**	**38.901,7**	**40.212,9**	**43.475,3**

(1) Aide sociale relevant de l'Etat.
(2) Transfert de compétences de l'Etat au département comme suite à la loi de décentralisation .
(3) Aide sociale relevant du département. Les dépenses nettes correspondent aux dépenses brutes diminuées des recettes .
(4) Dépenses brutes en 1985 et 1986, dépenses nettes depuis 1987.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville—SESI

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
AIDE RELEVANT DE L'ETAT							
Aide médicale :							
Cotisations d'assurance maladie obligatoire au taux spécial adultes handicapés	347.364	363.019	///	///	///	///	///
Interruption volontaire de grossesse	10.513	10.090	9.286	8.933	8.342	7.398	7.100
Aide sociale aux personnes âgées :							
Allocations simples	5.471	6.268	6.077	5.720	5.927	5.666	6.100
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Placement en :							
Centre de rééducation professionnelle (1)	1.883	1.766	563	626	652	1.514	...
Centre d'aide par le travail	57.962	59.799	62.819	64.276	65.235	66.834	...
Sous-total placement	59.845	61.565	63.382	64.902	65.887	68.348	...
Allocation différentielle	8.753	8.394	7.894	7.671	6.587	5.522	5.000
Aide sociale en matière d'héberbergement et de réadaptation sociale (2)	**125.131**	...	...	**125.375**	**125.224**	**124.074**	...
Sans domicile de secours :							
Aide médicale générale (3)	e 76.838	...	86.000	93.000	98.000	e 103.000	e 95.000
Hébergement des personnes âgées	e 4.696	...	4.276	3.668	3.728	e 3.417	e 3.400
Hébergement des personnes handicapées	e 1.686	...	1.636	1.558	1.112	e 874	e 800
Allocations diverses :							
Allocation de loyer	63	...	...	...	...	...	...
Allocation militaire	4.675	1.502	947	931	904	706	600
Allocation supplémentaire (FNS)	6.718	4.568	4.942	4.283	4.777	5.071	4.900
AIDE RELEVANT DU DEPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance :							
Pupilles (y compris sous condition)	12.827	11.162	9.973	8.249	7.012	6.287	5.800
Enfants en garde	66.826	66.120	64.960	67.135	66.585	67.038	67.200
Accueil provisoire	49.364	44.176	40.339	39.057	37.910	35.912	34.100
Sous-total enfants placés	129.017	121.458	115.272	114.441	111.507	109.237	107.100
Enfants secourus	204.712	...	...	...	...	...	...
Enfants sous protection conjointe	...	28.823	26.761	26.634	27.513	25.363	24.800
Enfants AEMO (4)	97.529	99.586	101.727	105.262	108.656	111.533	113.100
Aide médicale :							
Aide médicale générale :							
Aide à domicile (5)	438.763	...	...	...	...	...	...
Aide hospitalière (5)	347.721	300.994	296.245	290.825	301.410	301.851	313.000
Assurance volontaire ou personnelle (6)	56.546	71.016	73.302	93.909	96.609	e 159.903	208.200
Assurance volontaire au taux majoré	3.313	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	1.168	764	496	689	587	635	700
Aide médicale aux malades mentaux	19.953	10.845	12.781	13.656	14.163	16.744	17.400
Aide sociale aux personnes âgées :							
Hébergement :							
En établissement	160.428	150.827	146.850	142.769	141.479	*r* 141.391	140.600
En milieu familial	492	518	490	466	447	492	500
Sous-total hébergement	160.920	151.345	147.340	143.235	141.926	*r* 141.883	141.200

N.B.— Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU C.04-10 (suite et fin)

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

France métropolitaine

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Aide à domicile :							
Allocations représentatives de services ménagers	6.332	5.100	4.177	*r* 3.500	*r* 3.000	*r* 2.500	2.100
Services ménagers	137.665	129.248	121.819	*r* 111.700	*r* 111.700	*r* 111.700	109.100
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Hébergement :							
En foyer, hospice, logement-foyer	63.177	62.284	62.885	66.452	64.580	67.225	69.500
En milieu familial	2.380	2.342	2.417	2.570	2.623	2.573	2.700
Sous-total hébergement	65.557	64.626	65.302	69.022	67.203	69.798	72.200
Aide à domicile :							
Aide ménagère	5.413	4.880	5.689	6.866	6.945	7.640	8.100
Allocation compensatrice	150.538	155.930	161.087	169.980	179.123	194.051	205.600
Anciennes allocations	9.202	...	...	...	...	...	...

(1) De 1981 à 1985 il s'agit de la prise en charge des non-assurés sociaux ou du ticket modérateur, à partir de 1986 il s'agit uniquement de la prise en charge des frais de repas et d'un forfait éventuel.
(2) Nombre d'admissions dans l'année.
(3) Admissions à l'aide médicale à domicile + aide médicale hospitalière.
(4) AEMO, action éducative en milieu ouvert.
(5) Nombre d'admissions dans l'année.
(6) En 1989, y compris les bénéficiaires de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Montant global

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	1989	1990	1991
Tous régimes (1)	119.653	125.013	128.817	134.006	138.909
Hors contribution au FNH (2)	110.168	114.307	116.515	120.204	124.009
Régime général	100.521	105.643	109.258	114.449	119.585
Hors contribution au FNH (2)	91.737	95.731	98.125	101.903	105.934

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales (FNPF); celles versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) et du Fonds national de l'habitation (FNH) sont exclues. Les soldes et bonifications des prêts, les accords CEE et l'allocation de logement virtuelle sont pris en compte. L'allocation de logement virtuelle est la contribution de la CNAF au FNH correspondant à l'allocation logement qui serait versée si l'Aide personnalisée au logement (APL) n'existait pas.
(2) Sans compter l'allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-12

Prestations familiales : Ensemble des régimes. Familles allocataires, enfants bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unité :* Millier de bénéficiaires

	1987	1988	1989	1990
Familles allocataires :				
Tous régimes	*r* 5.873	*r* 5.863	*r* 5.833	5.856
dont : régime général	4.803	4.814	4.823	4.863
Enfants bénéficiaires :				
Tous régimes	12.435	12.430	*r* 12.379	12.411
dont : régime général	10.091	*r* 10.154	10.181	10.253

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales. Ensemble des régimes. Montants détaillés par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

Unité : Million de francs

	1990	1991
Prestations complément de revenu :		
Allocations familiales	62.834	64.497
Complément familial	8.364	8.699
Allocation de parent isolé	3.756	3.841
Prestations liées à la maternité :		
Allocation pour jeune enfant	19.295	19.953
Allocation parentale d'éducation	5.971	5.923
Allocation de garde d'enfant à domicile	264	279
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	...	534
Prestations spécifiques :		
Allocation de soutien familial	3.515	3.629
Allocation d'éducation spéciale	1.244	1.331
Allocation de rentrée scolaire	1.935	1.986
Logement :		
Allocation de logement à caractère familial	11.901	12.268
Prime de déménagement	25	24
Dépenses diverses :		
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	321	274
Allocation différentielle	167	184
Dépenses techniques	530	573
Bonification des prêts aux jeunes ménages	63	—
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	7	14
Total Prestations familiales (1)	**120.218**	**124.009**
Prestations versées au titre du Fonds national d'Aide au logement [FNAL] (2) :		
Allocation de logement à caractère social	9.327	10.160
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :		
Aide personnalisée au logement	27.568	29.501
Prime de déménagement	31	31

(1) Hors allocation de logement virtuelle.
(2) Régime général, mines, régimes agricoles seulement. Ne sont pas pris en compte les services particuliers (SNCF, EDF, GDF, RATP) et les services spéciaux (PTT, autres fonctionnaires, offices et établissements).

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales. Régime général. Montants et bénéficiaires par allocation

Unités : Million de francs
Millier de bénéficiaires

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)

	1990			1991		
	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :						
Allocations familiales	51.345	3.652	9.214	53.163	3.675	9.269
Complément familial	6.867	742	///	7.185	757	///
Allocation de parent isolé	3.717	129	///	3.803	131	///
Prestations liées à la maternité :						
Allocation pour jeune enfant (1)	16.909	1.647	///	17.567	1.659	///
Allocation parentale d'éducation	5.119	156	///	5.105	149	///
Allocation de garde d'enfant à domicile	225	1	///	239	11	///
Aide à la famille pour l'emploi d'assistance maternelle	///	///	///	517	106	///
Prestations spécifiques :						
Allocation de soutien familial	3.167	417	617	3.293	423	///
Allocation d'éducation spéciale	1.033	77	80	1.114	80	82
Allocation de rentrée scolaire	1.649	2.245	4.397	1.702	2.340	4.431
Logement :						
Allocation de logement à caractère familial	10.817	993	///	11.244	957	///
Prime de déménagement	23	///	///	22	///	///
Dépenses diverses :						
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	263	99	///	231	93	326
Allocation différentielle	167	18	///	184	19	42
Dépenses techniques	508	///	///	551	///	///
Bonification des prêts aux jeunes ménages	62	///	///	—	///	///
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	6	///	///	14	///	///
Total des prestations familiales (2)	**101.902**	///	///	**105.934**	///	///
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement (FNAL) (2) :						
Allocation de logement à caractère social	8.132	911	///	8.849	935	///
Prestations versées au titre du Fonds national de l'habitation (FNH) :						
Aide personnalisée au logement	26.214	2.280	///	28.074	2.406	///
Prime de déménagement	30	///	///	30	///	///

(1) Bénéficiaires d'au moins une des prestations énumérées.
(2) Hors allocation de logement virtuelle.

TABLEAU C.04-15

Montant moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation (1)

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance — avantages principaux uniquement

Année 1991

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Unité : Montant mensuel en francs

Régimes de base versant des droits directs	Retraite moyenne (1) Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**
Un seul régime d'affiliation :			
Régime général (RG)	9.424	5.639	**7.917**
Cadres 15 ans et plus (2)	15.045	10.750	**14.473**
Cadres moins de 15 ans (2)	9.488	8.236	**9.159**
Autres (3)	6.890	5.142	**6.051**
Exploitants agricoles	2.350	1.442	**1.883**
Fonctionnaires	11.306	9.421	**10.713**
dont : Fonctionnaires civils	11.437	9.478	**10.680**
Catégories A	14.552	12.167	**13.961**
Catégories B	9.124	9.093	**9.106**
Autres (C, D)	6.103	6.378	**6.213**
Artisans ou commerçants	3.228	2.855	**3.152**
Salariés agricoles	4.069	3.027	**3.873**
Autres régimes de base (mines, marins, EDF, SNCF)	8.857	3.998	**7.866**
Plusieurs régimes d'affiliation :			
RG + salariés agricoles	6.268	4.254	**5.449**
RG + artisans ou commerçants	6.033	4.198	**5.286**
RG + exploitants agricoles	5.413	2.848	**3.823**
RG + fonctionnaires	10.682	7.006	**9.543**
RG + un autre régime de base	8.905	5.570	**7.626**
Salariés agricoles + exploitants agricoles	3.470	2.189	**3.043**
RG + salariés agricoles + exploitants agricoles	4.853	3.355	**4.564**
RG + deux ou trois autres régimes de base (sauf salariés agricoles et exploitants agricoles)	6.891	4.292	**6.177**
Autres situations	**6.737**	**4.795**	**6.168**
Ensemble des régimes	**7.402**	**4.275**	**5.982**

(1) Avantages principaux de base et complémentaires - hors avantages accessoires.
(2) Sont considérés ici comme cadres les salariés du régime général qui ont été affiliés à l'AGIRC au cours de leur carrière. On a, d'autre part, opéré une distinction entre les durées d'affiliation à cet organisme (plus de 15 ans, moins de 15 ans).
(3) La rubrique « autres » regroupe les non-cadres du privé, ainsi que les agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

TABLEAU C.04-16

Montant global moyen des retraites selon le sexe

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance

Année 1991

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'intégration (SESI)

Unité : Montant mensuel en francs

	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de reversion	**Retraite totale**
Hommes	7.402	460	19	**7.881**
Femmes	4.702	253	343	**5.298**
Ensemble	**6.562**	**396**	**120**	**7.078**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS.

TABLEAU C.04-17

Montant moyen des retraites de droit direct perçues selon le sexe et l'âge du retraité

Retraités totalisant 150 trimestres ou plus de durée d'assurance

Année 1991

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Montant mensuel en francs (1)

	Année de naissance du retraité				
	1906 (85 ans)	1912 (79 ans)	1918 (73 ans)	1922 (69 ans)	**Total**
Hommes	5.645	6.792	7.733	7.746	**7.402**
Femmes	3.392	4.140	4.921	4.916	**4.702**
Ensemble	**5.056**	**6.056**	**6.826**	**6.830**	**6.562**

(1) Montant incluant les avantages principaux de base et complémentaires, et les avantages accessoires (bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, allocation du FNS...).

TABLEAU C.04-18

Prestations vieillesse versées par le fonds national de solidarité. Montants et nombre de bénéficiaires

Source : Caisse des Dépôts et Consignations — *Unité :* Effectifs : Millier; Montant : Million de F

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Fonds national de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1.371,0	1.317,2	1.265,6	1.182,9	1.161,2	1.068,6
Montants versés	18.581	17.947	17.764	16.906	16.363	...

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel des allocations constituant le minimum vieillesse

Au 1er juillet

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville - Direction de la Sécurité sociale — *Unité :* Francs

	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	14.130	14.490	14.990	15.365	15.800	16.010
Allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (FNS)	19.020	19.500	20.180	20.690	21.280	21.560
Minimum vieillesse :						
Personne seule	33.150	33.990	35.170	36.055	37.080	37.570
Couple	59.490	60.990	63.110	64.690	66.520	67.400

TABLEAU C.04-20

Montant annuel des allocations de chômage et de préretraites et nombre de bénéficiaires

Source : Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle — *Unité :* Million de francs

	r 1989		*r* 1990		*p* 1991		*p* 1992	
	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires	Montant	Bénéficiaires
Chômage								
Allocation de base et allocation de base exceptionnelle	54.969,7	1.077.788	58.948,9	1.096.774	70.719,6	1.248.965	83.653,5	1.477.971
Allocation de fin de droits	6.910,2	268.917	7.488,7	264.547	8.449,5	287.374	9.324,2	325.555
Total allocations du régime d'assurance	**61.880,7**	**10.346.705**	**66.437,6**	**1.361.321**	**79.169,0**	**1.536.339**	**92.978,3**	**1.803.526**
Allocation d'insertion	3.024,1	148.171	2.698,9	133.207	2.537,6	121.041	1.427,7	66.369
Allocation de solidarité spécifique	8.142,6	315.463	8.811,8	328.590	9.429,4	342.662	9.843,7	350.861
Total allocations du régime de solidarité	**11.168,2**	**463.634**	**11.511,9**	**461.798**	**11.967,1**	**463.703**	**11.271,4**	**417.230**
Total allocations de chômage	**73.048,9**	**1.810.339**	**77.949,5**	**1.923.119**	**91.136,1**	**2.000.042**	**104.249,7**	**2.220.756**
Préretraites								
Allocations spéciales FNE	14.420,4	188.561	14.240,0	176.133	13.661,9	163.771	13.587,9	162.943
Contrats de solidarité de préretraite - démission	11,8	49	—	24	—	17	—	3
Contrats de solidarité de préretraite - progressive	412,4	11.026	474,6	12.244	515,7	12.544	531,8	12.611
Total préretraites Etat	**14.844,6**	**199.636**	**14.714,6**	**188.401**	**14.177,6**	**176.332**	**14.119,7**	**175.557**
Total garanties de ressources	**14.332,4**	**155.612**	**10.475,1**	**111.642**	**6.862,7**	**70.920**	**3.882,7**	**36.205**
dont : Garanties de ressources - démission	8.799,7	97.306	6.513,5	69.942	4.250,8	43.615	2.174,9	19.379
Garanties de ressources - licenciement	5.319,4	58.306	3.935,9	41.699	2609;1	27.306	1.707,4	16.826
Total dispositifs généraux de préretraite	**29.177,0**	**355.248**	**25.189,7**	**300.043**	**21.040,3**	**247.252**	**18.002,4**	**211.762**

TABLEAU C.04-21

Familles bénéficiaires du RMI et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

Ensemble des régimes en décembre 1992

Sources : Caisse nationale des allocations familliales
Mutualité sociale agricole

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (F/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	333.767	58,0	1.716	40.391	42,0	1452
Avec un enfant	70.910	12,3	1.960	12.385	12,9	1751
Avec deux enfants	35.636	6,2	1.823	8.820	9,1	1685
Avec trois enfants et plus	16.849	2,9	1.694	10.393	10,8	1576
Couple :						
Sans enfant	25.190	4,4	1.951	2.611	2,7	1816
Avec un enfant	29.830	5,2	2.019	5.062	5,3	1822
Avec deux enfants	27.630	4,8	2.104	6.340	6,6	1877
Avec trois enfants et plus	35.223	6,1	2.129	10.206	10,6	2111
Total	**575.035**	100,0	**1.800**	**96.208**	100,0	**1624**

(1) Les enfants figurant dans ce tableau sont à charge au sens du RMI

TABLEAU C.04-22

Bénéficiaires du RMI selon l'âge de l'allocataire (1)

Situation en décembre 1992

Source : CNAF (Caisse Nationale des Allocations Familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	28.700	5,1	6.486	6,7
De 25 à 29 ans	141.112	25,3	22.751	23,6
De 30 à 39 ans	173.574	31,2	29.958	31,2
De 40 à 49 ans	122.074	21,8	18.523	19,2
De 50 à 59 ans	72.116	12,9	15.162	15,8
60 ans et plus	20.858	3,7	3.328	3,5
Total	**558.434**	**100,0**	**96.208**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre de bénéficiaires payés par les caisses d'allocations familiales. Pour les bénéficiares relevant du régime agricole, l'âge moyen des non salariés est de 47 ans, celui des salariés de 44 ans.

TABLEAU C.04-23

Revenu mensuel minimum d'insertion [RMI] (1)

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Francs

	Décembre 1988	Juillet 1989	Juillet 1990	Juillet 1991	Juillet 1992
Personne seule	2.000	2.025	2.110	2.163	2.224
Majoration pour conjoint ou 1re personne à charge d'une personne isolée	1.000	1.012	1.055	1.081	1.112
Majoration pour autres personnes à charge	600	607	(2) 633	649	667
Majoration pour la 3e personne à charge	—	—	(3) 844	865	890

(1) Dans les DOM, les seuils sont inférieurs de 20 %.
(2) Cette majoration concerne la 1re et la 2e personne à charge d'un couple ou une 2e personne à charge d'une personne isolée.
(3) Cette majoration concerne la 3e personne et plus à charge d'un couple ou d'une personne isolée.

D

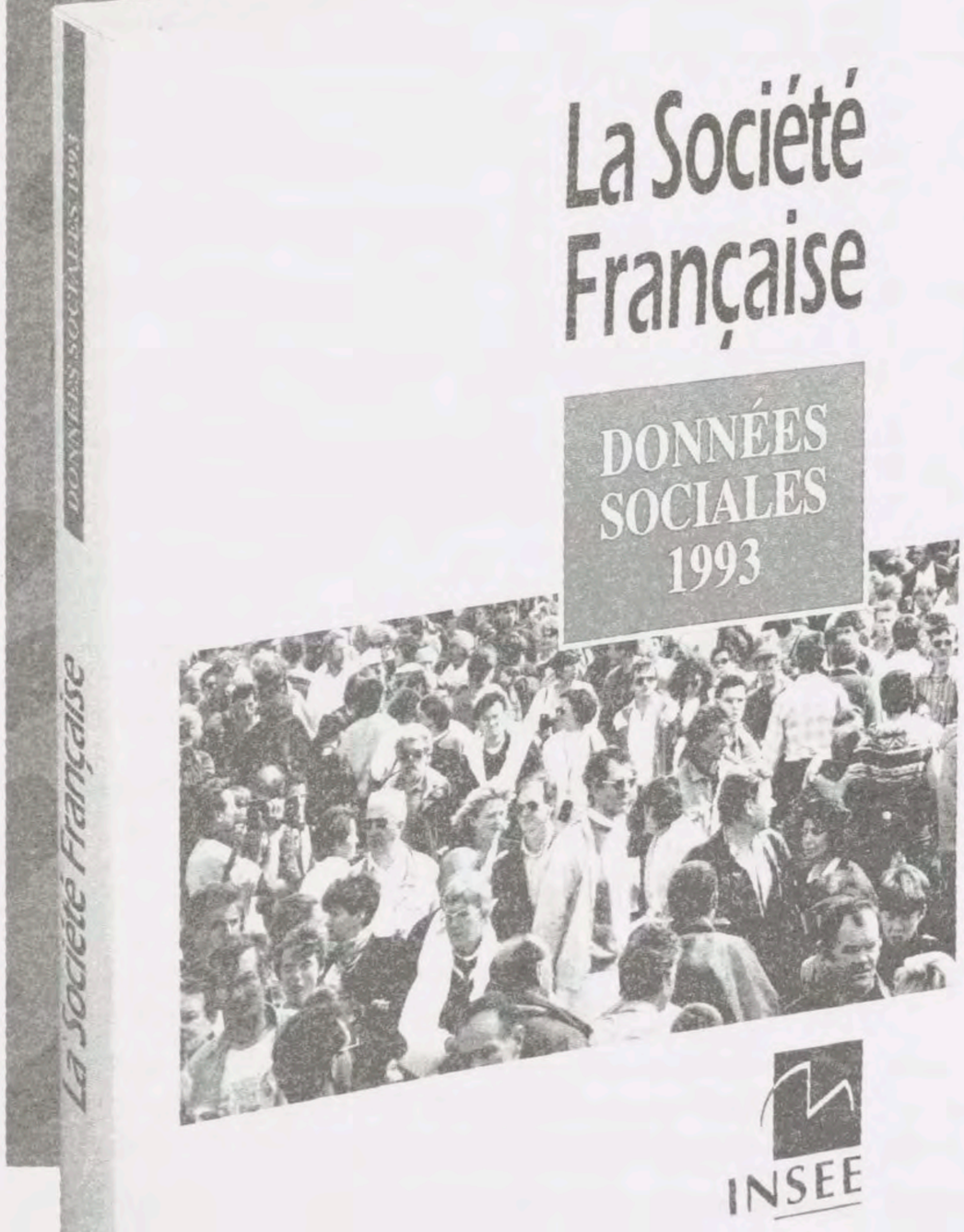
Consommation et conditions de vie

Un ouvrage de référence

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DONNÉES SOCIALES 1993

UN PORTRAIT SOCIAL DE LA FRANCE AU QUOTIDIEN, POUR COMPRENDRE LES CHANGEMENTS DE NOTRE SOCIÉTÉ

Egalement vendu en librairie



L'ouvrage de référence sur l'évolution de notre société

- *L'actualité sociale en 64 articles, 175 graphiques et 245 tableaux.*
- *Une vision à long terme grâce aux séries statistiques de base sur la démographie, l'emploi, l'éducation, la famille, le logement ...*

Un livre clair et attrayant

- *Un document très riche auquel ont collaboré les meilleurs spécialistes en sciences sociales.*
- *Une formule d'articles courts, des sujets variés autour des grands thèmes qui font l'actualité sociale :*
  Population, éducation et formation, emploi, conditions de travail et salaires, santé, famille, budgets et patrimoines, cadre de vie, groupes sociaux et protection sociale.

608 pages, format 19,2 x 25,5, **285 FF** *

* plus une participation aux frais d'envoi :
de 10 FF par envoi pour la France,
de 20 FF par ouvrage, pour l'étranger
de 100 FF par ouvrage, pour l'étranger par avion

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

BON DE COMMANDE A RETOURNER

▼ A INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

.....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

❑ Je commande ..... ouvrage(s)
"La société française - Données sociale 1993" au prix unitaire de 285 FF*

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF,
à l'ordre de l'INSEE

Date : Signature :

Chapitre D.01

Consommation et conditions de vie

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux.

Graphique : évolution de la consommation de quelques grands produits.

1. Consommation des ménages classée par fonction.
2. Consommation des ménages classée par durabilité.
3. Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage.

5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage.

5B. Équipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

6. Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle.
7. Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune.
8. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
9. Le budget des ménages en 1989.
10. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Conditions de vie des ménages et prix de détail » et la division « Synthèses relatives aux biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1991, les ménages ont dépensé 4.067 milliards de francs pour leur consommation, d'après les comptes de la Nation. En volume, le taux de croissance de la consommation (1,3 %) s'est réduit de plus de moitié par rapport à celui observé sur la période 1988-1990, supérieur à 3 % en moyenne annuelle. Les achats de biens durables ont baissé, voitures neuves et meubles surtout. La consommation d'énergie domestique a progressé, par suite d'un hiver moins clément que les années précédentes.

La présence dans les foyers d'un téléviseur, d'un réfrigérateur voire d'un téléphone est devenu banale. Le taux de possession des ménages n'évolue plus que très lentement, et l'on parle de « saturation ». Lorsqu'ils apparaissent les biens nouveaux se diffusent plus rapidement, les ménages les plus aisés jouant fréquemment un rôle de « locomotive ».

En 1990, par exemple, le four à micro-ondes était installé dans seulement 19 % des foyers. Pour l'instant, les possesseurs sont plutôt des citadins aisés avec des enfants.

En moyenne, les ménages consacrent près de 15 % de leur budget aux transports : la voiture en absorbe 94 %.

La France est un des pays européens où la proportion de ménages disposant d'un véhicule est la plus élevée (75 %). En 1989 l'automobile représente une dépense moyenne de 1.800 francs par mois et l'achat d'une voiture neuve équivaut à 7 mois de revenu contre 5,5 mois dix ans plus tôt.

Les frais liés aux transports en commun sont beaucoup plus modestes : en moyenne 3 % du budget « transport ». Mais cette dépense concerne surtout les citadins; 56 % des Parisiens empruntent les transports collectifs.

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution, qui composent ce chapitre, sont de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux;
— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables;
— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le système élargi de comptabilité nationale — SECN — base 1980) : leur addition forme exactement le total « Consommation des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de quatre sources principales :

— enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages;
— statistiques de production;
— statistiques du commerce extérieur;
— statistiques de distribution.

● Les enquêtes auprès des ménages sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5.000 à 15.000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents. Mais les enquêtes constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.).

Les principales enquêtes utilisées pour estimer la consommation des ménages sont les suivantes :

— l'enquête de conjoncture auprès des ménages anciennement appelée « enquête intentions d'achats »; effectuée trois fois par an, elle donne notamment les informations sur les parcs et les achats annuels de biens durables;
— l'enquête permanente sur la consommation alimentaire, réalisée annuellement sauf en 1975, est devenue bi-annuelle à partir de 1983;
— l'enquête sur la structure des budgets de famille, couvrant toutes les dépenses des ménages, de périodicité variable, celle de 1978-1979 a servi à l'établissement du niveau de la base 1980;
— les enquêtes habillement;
— les enquêtes logement;
— les enquêtes santé;
— les enquêtes transports.

Les références de ces enquêtes sont données dans la rubrique « Sources de documentation ».

● Les statistiques de production et celles du commerce extérieur permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales de chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Industrie, ministère de l'Agriculture, etc.).

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice de prix des 296 postes, 265 postes à partir du 1er janvier 1993.

---

1. Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire, et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.
(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année *n* », cf. Sources de documentation.

● Pour les statistiques de distribution différentes sources sont utilisables : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires . des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres Ressources/Emplois.

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations augmentées des droits de taxes sur les importations, par les marges commerciales et par la TVA. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres Ressources/Emplois nécessitent de faire une estimation des variations de stocks et des marges, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres Ressources/Emplois.

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année de base, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Données d'enquêtes auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain

Sont reproduites ici les données comparatives sur l'équipement des ménages pour quelques biens durables importants : automobiles, récepteurs de télévision, réfrigérateurs, lave-linge, lave-vaisselle, congélateurs. Elles sont issues des enquêtes de conjoncture auprès des ménages.

Les résultats concernant les années antérieures à 1984, datés fictivement de décembre, sont obtenus en faisant la moyenne de l'enquête de novembre de la même année et de celle de janvier de l'année suivante. Ceux de 1984 et des années suivantes sont obtenus en faisant la moyenne des enquêtes de mai et novembre, fournissant un point fictif à mi-année. En vue de permettre des regroupements, on a indiqué le nombre de ménages qui ressort de l'ensemble de ces deux enquêtes.

Les données sur la consommation alimentaire sont tirées de l'enquête réalisée tous les ans entre 1965 et 1983 (sauf en 1968 et 1975) puis tous les deux ans à partir de cette date. L'enquête porte sur un échantillon de quelque 10.000 ménages, représentatif de l'ensemble des ménages ordinaires résidant sur le territoire métropolitain, réparti en huit vagues successives, sur l'ensemble de l'année.

Cette enquête, qui permet d'étudier la structure de la consommation alimentaire et des disparités de cette consommation entre ménages, fournit également des informations sur les lieux d'achat des produits alimentaires et sur les repas pris à l'extérieur par les membres des ménages.

3. DÉFINITIONS

L'autoconsommation

L'autoconsommation est la consommation finale de biens et services par leur producteur.

Dans la pratique, l'autoconsommation de produits marchands est limitée par convention à deux catégories de biens et services :

— produits alimentaires des jardins et élevages familiaux ou des exploitations agricoles, consommés par le ménage non agricole ou l'exploitant agricole qui les a produits;

— services des logements occupés par leurs propriétaires (loyers fictifs).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux de la ménagère, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.), ni d'éva-

luation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture); ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers fictifs que se servent les propriétaires à eux-mêmes est évaluée au prix des loyers des locataires correspondants, le reste de l'autoconsommation est évalué au prix à la production. On peut objecter que cette solution présente l'inconvénient d'employer un système de prix hétérogène pour l'ensemble de la consommation, ce qui ne permet pas de faire de comparaison de niveau de vie sans faire de corrections. Mais elle présente l'avantage de ne pas nécessiter l'attribution aux producteurs d'une activité fictive par la création de marges.

L'autoconsommation est estimée à partir d'enquêtes de consommation, d'évaluations du ministère de l'Agriculture et de sources fiscales (vins, cidre, etc.).

La consommation finale nationale

La consommation finale nationale (des résidents) est l'agrégat total de la consommation des ménages en base 1980; elle est constituée par la consommation des résidents sur le territoire économique et dans le reste du monde (leurs dépenses de tourisme à l'extérieur du territoire, y compris DOM-TOM).

Mais, faute d'informations détaillées, les consommations des non-résidents en France (essentiellement les touristes étrangers) et des résidents français dans le reste du monde sont évaluées globalement et forment le produit « solde territorial ». Les autres produits ne couvrent donc que la consommation territoriale.

La consommation nationale est ainsi égale à la consommation des ménages sur le territoire économique plus celle des résidents dans le reste du monde, mais moins celle des non-résidents sur le territoire économique.

Cette consommation nationale est liée au revenu disponible des résidents par l'égalité suivante :

Revenu disponible = consommation nationale + épargne, le tout concernant les résidents.

Consommation des ménages

La consommation des ménages comprend la consommation de biens et services marchands et la consommation de services non marchands.

Un produit est marchand lorsqu'il s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise normalement à couvrir les coûts de production.

La consommation marchande

Les ménages sont supposés, dans le cadre de leur activité domestique, consommer immédiatement les biens qu'ils achètent et ne pas constituer de stocks. La consommation comprend donc les biens durables (autos, matériel ménager, etc.) et les biens stockables (certains produits alimentaires, le fioul, le charbon, etc.) acquis au cours de la période analysée par les comptes. Les achats de logement et le gros entretien des logements ne font pas partie de la consommation mais des investissements des ménages (formation brute de capital fixe).

Les biens durables achetés en « leasing » ou à tempérament sont également comptabilisés en consommation finale à leur date d'acquisition, pour leur prix au comptant; la différence entre ce prix et le total des remboursements est comptabilisée comme le paiement d'intérêt et n'apparaît pas dans la consommation.

Les achats d'occasion sont repris en principe dans la consommation des ménages. Seuls les achats d'automobiles d'occasion et d'antiquités font l'objet d'une évaluation explicite dans la consommation de ces « produits industriels » sous forme de marges ou commissions lorsqu'ils s'échangent de ménages à ménages par le biais du commerce. Mais lorsque ces biens passent d'un secteur institutionnel à un autre (exemple : véhicules de démonstration des concessionnaires automobiles vendus aux ménages), la transaction est évaluée à sa valeur totale.

Les services de santé, en dehors des hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH), restent marchands et couvrent la dépense effective des ménages (débours) plus les remboursements de sécurité sociale et des mutuelles (ou tiers payant).

L'action sociale marchande porte uniquement sur le service des établissements pour personnes âgées; celui-ci est évalué y compris les subventions des municipalités, des caisses d'allocation vieillesse ou autres. Il ne concerne pas les logements - foyers assimilés à des locations de logements.

À l'exception de l'autoconsommation alimentaire, la consommation marchande des ménages est évaluée au prix du marché, même quand tout ou partie de ce prix est pris en charge par les pouvoirs publics (réduction des tarifs de transports en commun pour les familles nombreuses, prise en charge des coûts médicaux par la Sécurité sociale, etc.) ou par l'employeur (repas à prix réduit dans les cantines d'entreprises ou d'administration). Lorsqu'il y a une telle réduction, les revenus des ménages sont augmentés d'un transfert égal à la réduction de prix qui leur est consentie.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de « Cantines » ou « Cafés-restaurant ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Lors d'établissement de bilans nutritionnels, il est nécessaire de réintégrer ces consommations alimentaires dans la fonction alimentation.

Certaines dépenses, qu'on pourrait considérer comme des dépenses de consommation, sont rangées en fait parmi les opérations de répartition, parce que la prestation correspondante n'est pas considérée par la comp-

tabilité nationale française comme la production d'un service. C'est ainsi que les cotisations aux administrations privées (syndicats, cultes, etc.), certains droits à acquitter auprès d'administrations publiques (redevances pour passeport, permis de chasse, permis de conduire, frais de justice, droits d'inscription aux examens) sont repris dans les opérations de répartition.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu, comme cela se fait pour les dépenses de santé.

La consommation non marchande

Les services non marchands consommés par les ménages se décomposent en services des domestiques et en paiements partiels.

Les services procurés par l'emploi de salariés domestiques sont produits par les ménages par le biais de l'acquisition d'un facteur de production sur le marché du travail. Ceci exclut donc le travail non salarié (travail au foyer).

Ces services sont par nature autoconsommés dans leur totalité par les ménages.

Un paiement partiel est un paiement de principe demandé aux ménages en échange de services que les administrations, publiques ou privées, leur rendent, par exemple :

— droits de scolarité pour tous les établissements publics ou sous contrat d'association;
— ticket modérateur, forfait journalier ou suppléments divers pour les hôpitaux publics ou participant au service public (PSPH);
— frais de garde pour les crèches;
— frais d'hébergement, d'éducation ou autres pour l'enfant ou l'adulte handicapé ou inadapté.

La consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction des besoins domestiques de ces ménages. Elle ne comprend pas la consommation des entrepreneurs individuels liée à leur activité, qui est une consommation intermédiaire.

Les unités institutionnelles du secteur ménages

Le secteur ménages regroupe les unités institutionnelles dont la fonction principale est la consommation finale et éventuellement la production si celle-ci est organisée dans le cadre d'une entreprise individuelle.

Le secteur ménages se décompose en deux groupes principaux d'unités institutionnelles : les ménages ordinaires et la population hors ménages ordinaires.

La population des ménages ordinaires comprend celle des résidences principales avant réintégration, les malades recensés avec les ménages et la population comptée à part réintégrable. La population hors ménages ordinaires comprend la population comptée à part non réintégrable, les sans-domicile fixe, et les ménages collectifs.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.
— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications :

— Publications concernant les méthodes et les résultats d'ensemble :

« Système élargi de comptabilité nationale. — Méthodes de la base 1980 », *Les Collections de l'INSEE,* série C, n° 140-141, juin 1987;

« Comptes de patrimoine en base 1980 : évaluations pour les années 1977 à 1987 », *INSEE, 1990*;

« Les notions de consommation élargie », *Économie et Statistique,* n° 100, mai 1978. Problématique du concept de consommation;

« Consommation des ménages de 1970 à 1987 » : séries de comptabilité nationale. *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 131, juin 1988;

« Bilan annuel démographique », *Bulletin mensuel de statistique de l'INSEE :* population en janvier de chaque année;

« Projection jusqu'en 2010 du nombre des ménages », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 129, février 1988;

« L'évolution et les perspectives des besoins des Français et leur mode de satisfaction », *Journal officiel* du 3 octobre 1989;

INSEE-Résultats, n° 58-59, Consommation et modes de vie, mai 1990;

« Horizon 2000, consommation : l'effet du vieillissement », *Économie et Statistique,* n° 243, mai 1991.

« Rapport sur les comptes de la Nation de l'année 1991 », *INSEE-Résultats,* août 1992;

Sur disquette : « 23 ans de consommation des ménages », séries annuelles de consommation de 1970 à 1992, INSEE, mai 1993.

— Publications des résultats d'enquête sur les conditions de vie des ménages :

« L'évolution du budget des ménages : le poids des dépenses d'habitation et de transport », *Économie et Statistique,* n° 207, février 1988;

« Les budgets des ménages en 1984-1985 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 136, mai 1989;

« L'évolution du mode de vie », *Données sociales,* édition 1993;

« Des difficultés budgétaires accrues pour les chômeurs ouvriers », *Données sociales,* édition 1990;

« Vieillir : le repli sur soi et la sphère domestique », *Données sociales,* édition 1993;

« La structure des budgets familiaux en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 17, 1990;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1982 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 130, février 1988;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1983 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 138, mai 1989;

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1983 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 2, 1989;

« Repas à l'extérieur et au domicile en 1985 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 10, avril 1990;

« Tour d'horizon sur l'automobile », *Premiers résultats,* n° 145, octobre 1988;

« Le vieillissement du parc automobile se ralentit depuis deux ans », *Économie et statistique,* n° 225, octobre 1989;

« La garde-robe des Français », *INSEE-Première,* n° 5, février 1989;

« La garde-robe des Français en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 137, mars 1989;

« Les actifs financiers des ménages en 1986 : disparité de taux de possession », *Archives et documents,* n° 281, février 1989;

« Au cœur des patrimoines; le livret et le logement », *INSEE-Première,* n° 29, juin 1989;

« Le patrimoine aujourd'hui : beaucoup entre les mains de quelques-uns », *Données sociales,* édition 1993;

« Le patrimoine des Français : faits et controverses », *Données sociales,* édition 1993;

« Les principaux biens d'équipement du logement au milieu de 1987 », *Premiers résultats,* n° 163, février 1988;

« La diffusion du magnétoscope de 1982 à 1988 », *Dossier rectangle,* septembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : évolution et situation à la mi-1986 », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 135, novembre 1988;

« L'équipement des ménages en biens durables : Évolution et situation à la mi-1988 », *Document de travail,* n° F 9104, juin 1991.

« Biens durables : la modernisation des foyers », *Premiers résultats,* n° 118, novembre 1988;

« Ameublement 88 : des meubles pour la vie », *Premiers résultats,* n° 166, décembre 1988;

« Habitat 88 : Quelles pièces ? Pour quels usages ? », *Premiers résultats,* n° 162, décembre 1988;

« L'habitat en 1988, enquête biens durables - ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 4-5, 1989;

« La photographie amateur », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, décembre 1989;

« L'ameublement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 13-14, juillet 1990;

« Évolution de la pratique sportive des Français », *Les Collections de l'INSEE,* série M, n° 134, octobre 1988;

« Les loisirs 20 ans après : davantage de sorties et de télévision », *Premiers résultats,* n° 148, octobre 1988;

« Les sorties : une occasion de contacts », *Économie et Statistique,* n° 214, octobre 1988;

« Les pratiques de loisir. Enquête 1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 1, 1989;

« Les pratiques de loisir, vingt ans après, 1967/1987-1988 », *INSEE-Résultats,* Consommation et modes de vie, n° 6, 1989;

« Une France un peu plus sportive qu'il y a vingt ans grâce aux femmes », *Économie et Statistique,* n° 224, septembre 1989;

« Les téléspectateurs : leurs goûts et leurs pratiques », *Économie et Statistique,* n° 227, décembre 1989;

« Trouver à qui parler : le sexe et l'âge de nos interlocuteurs », *Données sociales,* édition 1993;

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* n° 233, juin 1990;

« Les ménages et leurs meubles. Enquête biens durables ameublement 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 109, janvier 1991;

« Équipements et pratiques de communication. Enquête loisirs », mai 1987-mai 1988, *INSEE-Résultats,* n° 122-123, février 1991;

« L'équipement des foyers en 1988. Enquêtes biens durables - ameublement de juin 1988 », *INSEE-Résultats,* n° 124-125, mars 1991;

« Repas à l'extérieur du domicile en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 152, septembre 1991;

« Consommation et lieux d'achats des produits alimentaires en 1987 », *INSEE-Résultats,* n° 153-154, octobre 1991;

« Les vacances des Français. Évolution sur 20 ans et résultats détaillés de 1986 à 1990 », *INSEE-Résultats,* n° 165-166, février 1992;

« Les rythmes quotidiens en France. Résultats de l'enquête 'Emplois du temps' 1985-1986 », *INSEE-Résultats,* n° 167-168, mars 1992;

« La consommation des ménages en 1991 », *INSEE-Résultats,* n° 177-178, mai 1992.

« Consommation et lieux d'achat des produits alimentaires en 1989 », *INSEE-Résultats,* n° 210-211, août 1992.

« La consommation des ménages en 1992 », n° 239-240, *INSEE-Résultats,* mai 1993.

« L'équipement des ménages en 1991 », n° 241, *INSEE-Résultats,* juin 1993.

« Le patrimoine des ménages », *INSEE-Première,* n° 210, juin 1992.

« L'automobile : 1 800 francs par mois, *INSEE-Première,* n° 216, juillet 1992.

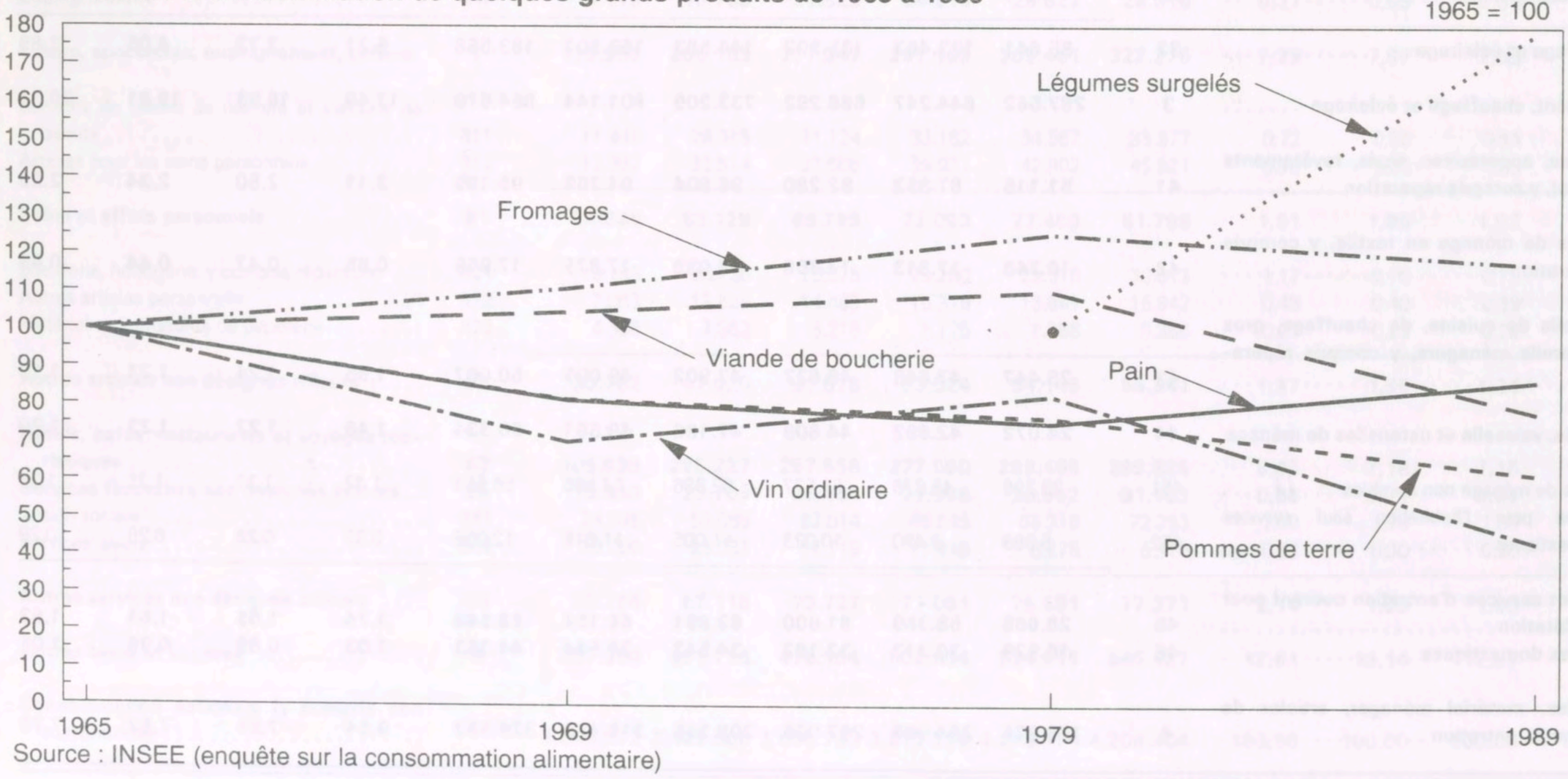
« L'équipement des ménages en 1990; un bien récent : le micro-ondes », *INSEE-Première,* n° 225, septembre 1992.

« La consommation des ménages : + 1,5 % en 1992, *INSEE-Première,* n° 260, juin 1993.

* * *

GRAPHIQUE D.01

Évolution de la consommation de quelques grands produits de 1965 à 1989



Source : INSEE (enquête sur la consommation alimentaire)

TABLEAU D.01-1 A

Consommation (en valeur) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires (%)			
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	1980	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992
Pain et céréales	111	39.561	73.830	77.176	79.775	83.521	85.775	2,40	2,06	2,07	2,04
Viandes	112	101.699	179.395	190.361	200.859	206.801	209.062	6.18	5,19	5,11	4,97
Poissons	113	13.612	30.357	33.128	35.909	38.637	38.155	0,83	0,93	0,96	0,91
Lait, fromages et oeufs	114	40.545	83.318	88.363	91.604	94.638	96.910	2,46	2,37	2,34	2,30
Huiles et graisses	115	14.604	22.129	22.372	22.816	23.417	23.844	0,89	0,59	0,58	0,57
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	40.473	83.206	85.111	91.726	98.622	94.949	2,46	2,37	2,44	2,26
Pommes de terre et autres tubercules	117	3.391	5.812	6.859	7.313	7.947	7.555	0,21	0,19	0,20	0,18
Sucre	118	2.608	3.605	3.582	3.602	3.637	3.925	0,16	0,09	0,09	0,09
Café, thé	119	9.280	13.803	13.540	12.892	12.706	12.253	0,56	0,33	0,31	0,29
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	22.382	52.201	56.994	60.310	64.815	67.614	1,36	1,56	1,60	1,61
Produits alimentaires	**11**	**288.155**	**547.656**	**577.486**	**606.806**	**634.741**	**640.042**	**17,52**	**15,67**	**15,70**	**15,21**
Boissons non alcoolisées	**12**	**7.225**	**17.131**	**18.606**	**21.006**	**22.528**	**23.141**	**0,44**	**0,54**	**0,56**	**0,55**
Boissons alcoolisées	**13**	**38.625**	**67.905**	**71.188**	**76.099**	**78.880**	**80.833**	**2,35**	**1,97**	**1,95**	**1,92**
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	**1.S**	**334.005**	**632.692**	**667.280**	**703.911**	**736.149**	**744.016**	**20,30**	**18,18**	**18,20**	**17,68**
Tabac	**14**	**17.549**	**39.690**	**42.089**	**43.400**	**45.129**	**49.658**	**1,07**	**1,12**	**1,12**	**1,18**
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**351.554**	**672.382**	**709.369**	**747.311**	**781.278**	**793.674**	**21,37**	**19,30**	**19,32**	**18,86**
Articles d'habillement sauf chaussures, y compris réparation	**21**	**97.006**	**190.648**	**196.582**	**206.035**	**209.660**	**211.674**	**5,90**	**5,32**	**5,18**	**5,03**
Chaussures	221	22.711	40.000	42.517	44.887	45.861	47.002	1,38	1,16	1,13	1,12
Réparation de chaussures	222	997	2.016	2.172	2.208	2.355	2.472	0,06	0,06	0,06	0,06
Chaussures, y compris réparation	**22**	**23.708**	**42.016**	**44.689**	**47.095**	**48.216**	**49.474**	**1,44**	**1,22**	**1,19**	**1,18**
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**120.714**	**232.664**	**241.271**	**253.130**	**257.876**	**261.148**	**7,34**	**6,54**	**6,38**	**6,21**
Logement	311	191.084	489.515	529.728	564.216	610.807	661.512	11,62	14,57	15,10	15,72
Charges de distribution d'eau	312	10.837	21.269	22.662	24.410	26.530	29.500	0,66	0,63	0,66	0,70
Logement et charges de distribution d'eau	**31**	**201.921**	**510.784**	**552.390**	**588.626**	**637.337**	**691.012**	**12,27**	**15,20**	**15,76**	**16,42**
Electricité	321	31.277	72.972	74.120	78.234	87.190	90.445	1,90	2,02	2,16	2,15
Gaz	322	18.362	30.542	30.560	32.837	40.709	40.438	1,12	0,85	1,01	0,96
Combustibles liquides	323	30.723	22.397	24.246	26.384	28.135	25.254	1,87	0,68	0,70	0,60
Autres combustibles	324	5.279	7.552	6.976	7.128	7.773	7.421	0,32	0,18	0,19	0,18
Chauffage et éclairage	**32**	**85.641**	**133.463**	**135.902**	**144.583**	**163.807**	**163.558**	**5,21**	**3,73**	**4,05**	**3,89**
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**287.562**	**644.247**	**688.292**	**733.209**	**801.144**	**854.570**	**17,48**	**18,93**	**19,81**	**20,31**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	**41**	**51.115**	**87.352**	**92.280**	**96.804**	**94.769**	**95.190**	**3,11**	**2,50**	**2,34**	**2,26**
Articles de ménage en textile, y compris réparation	**42**	**10.748**	**17.513**	**17.768**	**18.039**	**17.875**	**17.959**	**0,65**	**0,47**	**0,44**	**0,43**
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	**43**	**25.447**	**47.643**	**48.627**	**47.902**	**49.099**	**50.087**	**1,55**	**1,24**	**1,21**	**1,19**
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	**44**	**24.072**	**42.892**	**44.609**	**47.186**	**49.561**	**50.334**	**1,46**	**1,22**	**1,23**	**1,20**
Articles de ménage non durables	451	23.296	48.879	51.577	52.886	54.566	56.553	1,42	1,37	1,35	1,34
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	5.369	9.490	10.023	11.005	11.618	12.096	0,33	0,28	0,29	0,29
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	**45**	**28.665**	**58.369**	**61.600**	**63.891**	**66.184**	**68.649**	**1,74**	**1,65**	**1,64**	**1,63**
Services domestiques	**46**	**16.929**	**30.317**	**32.182**	**34.543**	**38.944**	**44.333**	**1,03**	**0,89**	**0,96**	**1,05**
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**156.976**	**284.086**	**297.066**	**308.365**	**316.432**	**326.552**	**9,54**	**7,96**	**7,82**	**7,76**

TABLEAU D.01-1 A (suite et fin)

Consommation (en valeur) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Unité : Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %)			
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	1980	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	34.657	84.117	91.920	98.342	104.802	111.401	2,11	2,54	2,59	2,65
Appareils et matériels thérapeutiques	52	3.720	9.842	11.247	13.262	15.023	16.615	0,23	0,34	0,37	0,39
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	53.227	138.959	152.791	164.390	176.452	187.661	3,24	4,25	4,36	4,46
Soins des hôpitaux et assimilés	54	29.280	63.873	67.219	72.476	76.860	81.644	1,78	1,87	1,90	1,94
Assurances maladie et accident	55	6.400	14.751	16.851	19.506	19.020	21.733	0,39	0,50	0,47	0,52
Services médicaux et de santé	5	127.284	311.542	340.028	367.976	392.157	419.054	7,74	9,50	9,70	9,96
Achats d'automobiles	611	59.286	141.391	155.705	158.073	144.768	151.537	3,60	4,08	3,58	3,60
Caravanes, cycles et motocycles	612	7.054	8.093	9.403	10.766	10.932	10.634	0,43	0,28	0,27	0,25
Achats de véhicules	61	66.340	149.484	165.108	168.839	155.700	162.171	4,03	4,36	3,85	3,85
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	58.567	133.621	143.852	152.523	159.548	170.743	3,56	3,94	3,95	4,06
Carburants, lubrifiants	622	72.503	123.200	133.228	140.670	143.083	142.207	4,41	3,63	3,54	3,38
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	14.472	39.306	43.219	46.239	47.108	45.713	0,88	1,19	1,16	1,09
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	145.542	296.127	320.299	339.432	349.739	358.663	8,85	8,77	8,65	8,52
Achats de services de transport	63	36.735	75.254	79.545	84.764	88.348	94.497	2,23	2,19	2,18	2,25
Télécommunications et postes	64	25.025	56.771	59.314	63.201	67.123	70.362	1,52	1,63	1,66	1,67
Transports et communications	6	273.642	577.636	624.266	656.236	660.910	685.693	16,63	16,95	16,34	16,29
Radios, téléviseurs, électrophones	711	17.141	36.622	36.663	39.899	37.937	36.192	1,04	1,03	0,94	0,86
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	6.475	10.169	10.604	10.956	10.850	10.795	0,39	0,28	0,27	0,26
Autres articles récréatifs	713	34.540	72.086	81.696	88.119	94.526	96.610	2,10	2,28	2,34	2,30
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	71	58.156	118.877	128.963	138.974	143.313	143.597	3,54	3,59	3,54	3,41
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	31.491	65.350	71.671	75.892	79.836	87.838	1,91	1,96	1,97	2,09
Livres, quotidiens et périodiques	73	24.194	52.137	55.390	58.089	60.485	62.525	1,47	1,50	1,50	1,49
Enseignement	74	6.115	18.789	21.323	24.210	25.827	28.316	0,37	0,63	0,64	0,67
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	7	119.956	255.153	277.347	297.165	309.461	322.276	7,29	7,67	7,65	7,66
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	11.841	29.315	31.124	33.162	34.567	35.977	0,72	0,86	0,85	0,85
Articles pour les soins personnels	812	12.997	33.814	37.665	39.931	42.902	45.821	0,79	1,03	1,06	1,09
Soins et effets personnels	81	24.838	63.129	68.789	73.093	77.469	81.798	1,51	1,89	1,92	1,94
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	19.193	26.730	28.875	29.280	29.516	30.013	1,17	0,76	0,73	0,71
Autres articles personnels	822	7.083	13.528	14.483	15.319	15.641	15.942	0,43	0,40	0,39	0,38
Matériel et fournitures de papeterie	823	4.506	7.362	8.218	8.725	8.988	9.386	0,27	0,23	0,22	0,22
Autres articles non désignés ailleurs	82	30.782	47.620	51.576	53.324	54.145	55.341	1,87	1,38	1,34	1,32
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	105.639	235.227	257.656	277.990	289.459	299.826	6,42	7,18	7,16	7,12
Services financiers non désignés ailleurs	85	10.839	23.706	26.406	27.396	26.952	31.101	0,66	0,71	0,67	0,74
Action sociale	861	24.996	59.085	62.014	65.645	68.316	72.253	1,52	1,70	1,69	1,72
Services divers	862	10.290	23.031	11.713	11.446	8.275	5.118	0,63	0,30	0,20	0,12
Autres services non désignés ailleurs	86	35.286	82.116	73.727	77.091	76.591	77.371	2,14	1,99	1,89	1,84
Autres biens et services	8	207.384	451.798	478.154	508.894	524.616	545.437	12,61	13,14	12,97	12,96
Consommation nationale (y compris non marchande)		1.645.072	3.429.508	3.655.793	3.872.286	4.043.874	4.208.404	100,00	100,00	100,00	100,00

TABLEAU D.01-1 B

Consommation (en volume) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Référence : 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume						Taux de variation (%)		
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	De 1980 à 1985	De 1985 à 1992	De 1980 à 1992
Pain et céréales	111	100,6	101,6	101,1	99,9	101,3	99,4	0,3	0,8	0,6
Viandes	112	102,5	100,5	99,7	101,3	101,5	99,2	1,1	0,7	0,9
Poissons	113	100,5	104,1	105,1	105,8	103,2	98,5	1,1	3,6	2,6
Lait, fromages et oeufs	114	104,2	102,8	102,1	101,4	102,9	101,5	3,1	2,0	2,5
Huiles et graisses	115	99,0	101,9	94,2	98,4	101,9	100,3	—	0,3	0,2
Fruits et légumes sauf pommes de terre	116	97,1	102,1	100,5	100,6	98,4	106,7	1,0	1,8	1,5
Pommes de terre et autres tubercules	117	96,8	93,6	92,2	94,1	103,0	107,1	1,5	— 2,1	— 0,6
Sucre	118	101,0	94,0	96,2	98,0	98,5	104,8	— 2,9	— 1,6	— 2,2
Café, thé	119	103,1	101,5	98,0	102,6	104,4	98,3	0,3	1,3	0,9
Autres produits alimentaires, y compris confiserie	11A	105,2	105,4	106,5	103,7	105,3	101,7	2,3	4,5	3,6
Produits alimentaires	11	101,5	101,8	101,0	101,3	101,8	101,1	1,3	1,5	1,4
Boissons non alcoolisées	12	100,2	107,5	112,9	110,7	103,3	99,1	4,2	5,7	5,1
Boissons alcoolisées	13	102,7	102,3	101,0	100,6	98,9	99,5	— 0,1	0,7	0,4
Produits alimentaires, boissons, non compris tabac	1.S	101,6	102,0	101,3	101,5	101,5	100,9	1,2	1,6	1,4
Tabac	14	102,5	99,5	101,8	102,2	102,8	99,4	3,1	0,9	1,8
Produits alimentaires, boissons, tabac	**1**	**101,7**	**101,9**	**101,3**	**101,6**	**101,6**	**100,8**	**1,3**	**1,5**	**1,4**
Articles d'habillement, sauf chaussures, y compris réparation	21	98,8	99,4	100,1	101,7	98,6	98,5	1,3	—	0,5
Chaussures	221	100,4	98,4	103,8	102,4	99,0	99,6	0,5	0,5	0,5
Réparation de chaussures	222	93,8	102,9	102,7	97,1	102,0	101,0	— 2,5	1,1	— 0,4
Chaussures, y compris réparation	22	100,1	98,6	103,7	102,1	99,1	99,7	0,4	0,5	0,5
Articles d'habillement, y compris chaussures	**2**	**99,1**	**99,3**	**100,8**	**101,8**	**98,7**	**98,7**	**1,1**	**0,1**	**0,5**
Logement	311	104,6	104,1	102,5	102,8	103,5	103,2	3,9	3,5	3,6
Charges de distribution d'eau	312	100,7	99,7	102,6	101,3	101,8	100,1	1,1	1,1	1,1
Logement et charges de distribution d'eau	31	104,4	103,9	102,5	102,7	103,4	103,1	3,7	3,4	3,5
Electricité	321	105,8	98,0	101,7	102,6	108,4	101,5	6,0	2,9	4,2
Gaz	322	106,5	92,2	99,9	102,2	114,8	100,0	3,4	1,8	2,5
Combustibles liquides	323	92,6	92,6	96,5	97,3	105,6	99,2	— 6,1	— 2,0	— 3,8
Autres combustibles	324	89,9	91,4	92,5	99,7	107,2	92,9	— 1,1	— 2,9	— 2,1
Chauffage et éclairage	32	100,2	95,3	99,9	101,4	109,3	100,3	1,2	1,3	1,2
Logement, chauffage et éclairage	**3**	**103,2**	**101,8**	**101,9**	**102,5**	**104,6**	**102,5**	**3,0**	**2,8**	**2,9**
Meubles, accessoires, tapis, revêtements de sol, y compris réparation	41	103,8	102,8	102,3	101,0	94,6	97,5	— 0,9	0,2	— 0,2
Articles de ménage en textile y compris réparation	42	99,4	102,1	99,1	98,5	95,3	96,8	— 1,2	— 2,0	— 1,7
Appareils de cuisine, de chauffage, gros appareils ménagers, y compris réparation	43	102,9	107,9	101,1	97,4	101,4	101,6	0,2	3,3	2,0
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	44	98,0	102,3	100,1	101,8	100,2	97,7	— 1,0	1,0	0,2
Articles de ménage non durables	451	103,0	103,7	102,5	100,5	101,4	102,5	2,0	2,4	2,2
Services pour l'habitation sauf services domestiques	452	101,2	101,5	100,7	104,5	100,9	99,0	— 2,3	1,2	—0,3
Biens et services d'entretien courant pour l'habitation	45	102,7	103,4	102,2	101,1	101,3	101,9	1,2	2,2	1,8
Services domestiques	46	93,3	105,7	102,7	103,7	104,8	108,6	— 1,8	2,9	0,9
Meubles, matériel ménager, articles de ménage, entretien	**4**	**101,0**	**103,9**	**101,6**	**100,7**	**99,1**	**100,4**	**— 0,4**	**1,4**	**0,6**

TABLEAU D.01-1 B (suite et fin)

Consommation (en volume) des ménages classée par fonction

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Référence : 100 de l'année précédente.

Intitulé du poste	Code	Indices de volume						Taux de variation (%)		
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	De 1980 à 1985	De 1985 à 1992	De 1980 à 1992
Médicaments et autres produits pharmaceutiques	51	106,2	110,5	110,2	109,5	106,4	105,7	8,2	7,7	7,9
Appareils et matériels thérapeutiques	52	100,7	111,0	110,2	112,0	108,2	106,1	5,9	7,2	6,7
Services des médecins, infirmiers et autres praticiens	53	105,6	107,2	109,2	108,3	106,3	104,6	6,9	7,0	7,0
Soins des hôpitaux et assimilés	54	100,9	102,3	101,5	103,2	103,1	103,0	3,7	2,1	2,8
Assurances maladie et accident	55	106,3	99,6	104,9	110,1	100,1	116,8	— 1,4	5,6	2,6
Services médicaux et de santé	**5**	**104,6**	**106,7**	**107,7**	**107,9**	**105,5**	**105,2**	**6,2**	**6,3**	**6,2**
Achats d'automobiles	611	96,3	105,1	106,7	100,7	89,0	103,1	1,7	3,4	2,7
Caravanes, cycles et motocyles	612	97,5	105,4	111,5	109,6	98,1	93,9	— 8,6	2,1	— 2,5
Achats de véhicules	61	96,4	105,1	107,0	101,2	89,6	102,4	0,8	3,3	2,2
Pneus, accessoires, frais de réparation	621	99,7	103,6	102,9	101,5	99,1	101,4	0,7	2,0	1,4
Carburants, lubrifiants	622	101,0	103,3	101,0	101,5	100,9	101,2	1,2	2,0	1,7
Autres dépenses d'utilisation des véhicules	623	100,4	101,5	103,1	108,0	102,6	96,1	0,8	3,2	2,2
Dépenses d'utilisation des véhicules	62	100,4	103,2	102,1	102,4	100,4	100,6	1,0	2,1	1,6
Achats de services de transport	63	101,1	103,9	103,2	101,3	98,4	102,8	1,7	1,6	1,7
Télécommunications et postes	64	115,7	105,1	106,8	107,3	106,1	104,6	7,9	5,7	6,6
Transports et communications	**6**	**100,8**	**104,0**	**104,0**	**102,4**	**97,9**	**101,7**	**1,9**	**2,8**	**2,4**
Radios, téléviseurs, électrophones	711	110,0	117,5	105,8	114,4	99,6	100,0	8,2	9,0	8,7
Matériel de photo, instruments de musique, autres biens durables	712	109,0	104,6	104,0	102,1	98,5	98,2	— 2,4	2,1	0,2
Autres articles récréatifs	713	99,9	108,2	110,6	105,3	103,1	98,9	1,8	4,8	3,5
Appareils et accessoires électroniques et récréatifs, y compris réparation	71	103,8	110,6	108,6	107,6	101,7	99,1	3,4	6,3	5,1
Services de loisir, spectacles, culture, non compris hôtels, cafés, restaurants	72	101,6	103,3	105,2	102,6	103,3	104,3	0,8	3,7	2,5
Livres, quotidiens et périodiques	73	100,5	100,0	103,5	100,9	99,4	99,1	1,2	0,8	0,9
Enseignement	74	105,8	104,6	107,7	107,3	101,1	105,1	5,1	6,0	5,6
Loisirs, spectacles, enseignement, culture	**7**	**102,7**	**106,1**	**106,6**	**105,0**	**101,6**	**100,9**	**2,4**	**4,7**	**3,7**
Services de salons de coiffure et instituts de beauté	811	101,4	101,5	100,2	100,8	99,2	99,8	1,8	1,1	1,4
Articles pour les soins personnels	812	99,8	107,0	108,1	102,0	102,4	102,5	4,1	4,8	4,5
Soins et effets personnels	81	100,6	104,4	104,4	101,4	100,9	101,3	3,1	3,2	3,2
Bijouterie, horlogerie, y compris réparation	821	71,5	102,0	108,0	101,5	102,8	105,0	— 2,7	3,3	0,7
Autres articles personnels	822	97,5	101,0	103,9	102,1	99,3	99,3	1,7	1,3	1,5
Matériel et fournitures de papeterie	823	99,6	98,9	106,6	102,3	102,2	101,2	— 0,2	0,3	0,1
Autres articles non désignés ailleurs	82	81,4	101,2	106,6	101,8	101,7	102,7	— 1,2	2,3	0,8
Hôtels, cafés, restaurants et voyages touristiques	83	100,8	103,3	104,4	102,0	99,1	99,2	1,3	1,5	1,4
Services financiers non désignés ailleurs	85	115,3	104,2	107,0	101,1	101,3	111,1	10,6	6,0	7,9
Action sociale	861	103,7	103,5	101,1	103,5	101,2	102,9	4,1	3,2	3,6
Services divers	862	91,7	92,5	48,6	89,7	57,6	49,2	— 30,4	///	///
Autres services non désignés ailleurs	86	99,9	100,2	86,3	101,3	94,8	97,1	— 1,8	1,7	0,3
Autres biens et services	**8**	**98,3**	**102,7**	**101,5**	**101,7**	**99,1**	**100,2**	**1,3**	**2,3**	**1,9**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**103,1**	**102,9**	**102,7**	**101,2**	**101,5**	**2,0**	**2,7**	**2,4**

TABLEAU D.01-2 A

Consommation (en valeur) des ménages classée par durabilité

Evaluations en base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale) — *Unité :* Million de francs

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires (%)			
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	1980	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992
Automobiles neuves	111	49.823	122.564	133.725	134.511	120.375	125.509	3,03	3,47	2,98	2,98
Automobiles autres	112	9.463	18.827	21.980	23.562	24.393	26.028	0,58	0,61	0,60	0,62
Automobiles	**11**	**59.286**	**141.391**	**155.705**	**158.073**	**144.768**	**151.537**	**3,60**	**4,08**	**3,58**	**3,60**
Téléviseurs	**12**	**9.126**	**14.034**	**13.222**	**13.440**	**12.658**	**12.562**	**0,55**	**0,35**	**0,31**	**0,30**
Réfrigérateurs congélateurs	**13**	**3.702**	**6.155**	**6.616**	**7.099**	**6.878**	**6.700**	**0,23**	**0,18**	**0,17**	**0,16**
Machines à laver	**14**	**3.684**	**7.225**	**7.507**	**7.402**	**7.446**	**7.587**	**0,22**	**0,19**	**0,18**	**0,18**
Meubles	**15**	**39.622**	**64.695**	**68.875**	**72.467**	**70.858**	**71.238**	**2,41**	**1,87**	**1,75**	**1,69**
Autres biens durables importants	**16**	**31.642**	**61.755**	**63.994**	**67.249**	**67.279**	**66.060**	**1,92**	**1,74**	**1,66**	**1,57**
Biens durables importants	**1**	**147.062**	**295.255**	**315.919**	**325.730**	**309.887**	**315.684**	**8,94**	**8,41**	**7,66**	**7,50**
Textiles cuirs	**21**	**139.541**	**264.682**	**274.047**	**286.715**	**291.154**	**294.491**	**8,48**	**7,40**	**7,20**	**7,00**
Autres biens semi-durables	**22**	**135.624**	**251.785**	**270.335**	**284.167**	**296.877**	**306.589**	**8,24**	**7,34**	**7,34**	**7,28**
Biens semi-durables	**2**	**275.165**	**516.467**	**544.382**	**570.882**	**588.031**	**601.080**	**16,73**	**14,74**	**14,54**	**14,28**
Energie, y compris sylviculture	311	168.981	277.932	291.792	309.663	333.420	335.265	10,27	8,00	8,25	7,97
Autres biens non durables non alimentaires	312	116.271	270.866	294.707	311.384	327.867	346.447	7,07	8,04	8,11	8,23
Biens non durables non alimentaires	**31**	**285.252**	**548.798**	**586.499**	**621.047**	**661.287**	**681.712**	**17,34**	**16,04**	**16,35**	**16,20**
Alimentation, y compris animale	**32**	**335.739**	**638.362**	**673.592**	**710.709**	**743.270**	**751.662**	**20,41**	**18,35**	**18,38**	**17,86**
Biens non durables	**3**	**620.991**	**1.187.160**	**1.260.091**	**1.331.756**	**1.404.557**	**1.433.374**	**37,75**	**34,39**	**34,73**	**34,06**
Logement, y compris entretien	**41**	**183.212**	**467.266**	**506.784**	**547.100**	**591.139**	**640.079**	**11,14**	**14,13**	**14,62**	**15,21**
Services de santé, y compris vétérinaires	**42**	**82.841**	**203.823**	**221.128**	**238.120**	**254.669**	**270.722**	**5,04**	**6,15**	**6,30**	**6,43**
Transports en commun et PTT	**43**	**66.873**	**146.349**	**155.112**	**165.389**	**174.000**	**185.307**	**4,07**	**4,27**	**4,30**	**4,40**
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	**44**	**104.327**	**231.808**	**253.821**	**273.959**	**285.453**	**295.199**	**6,34**	**7,07**	**7,06**	**7,01**
Action sociale, y compris services domestiques	451	41.925	89.402	94.196	100.188	107.260	116.586	2,55	2,59	2,65	2,77
Autres services divers	452	122.676	291.978	304.360	319.162	328.878	350.373	7,46	8,24	8,13	8,33
Autres services	**45**	**164.601**	**381.380**	**398.556**	**419.350**	**436.138**	**466.959**	**10.01**	**10,83**	**10,79**	**11,10**
Services	**4**	**601.854**	**1.430.626**	**1.535.401**	**1.643.918**	**1.741.399**	**1.858.266**	**36.59**	**42,45**	**43,06**	**44,16**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**1.645.072**	**3.429.508**	**3.655.793**	**3.872.286**	**4.043.874**	**4.208.404**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2 B

Consommation (en volume) des ménages classée par durabilité

Evaluations en base 1980

Unités : base 100 de l'année précédente
taux : %

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume						Taux de variation annuel moyen (%)		
		1980	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992	De 1980 à 1985	De 1985 à 1992	De 1980 à 1992
Automobiles neuves	111	94,4	105,2	105,5	99,9	87,3	102,8	2,2	2,8	2,6
Automobiles autres	112	107,9	104,5	114,6	106,0	98,8	104,4	— 1,2	6,6	3,3
Automobiles	11	96,3	105,1	106,7	100,7	89,0	103,1	1,7	3,4	2,7
Téléviseurs	12	109,0	108,6	99,8	107,0	97,5	102,2	1,8	5,4	3,9
Réfrigérateurs, congélateurs	13	102,8	109,7	106,2	104,9	96,2	97,6	— 2,2	3,5	1,1
Machines à laver	14	104,3	108,0	104,0	98,9	101,0	101,9	1,1	5,0	3,4
Meubles	15	103,6	103,0	102,9	101,2	94,2	97,5	— 2,1	0,4	— 0,6
Autres biens durables importants	16	104,3	113,3	105,0	106,4	101,3	100,0	3,1	6,8	5,2
Biens durables importants	**1**	**101,1**	**106,6**	**105,1**	**102,3**	**93,5**	**100,9**	**0,9**	**3,8**	**2,6**
Textiles cuirs	21	99,1	99,5	100,7	101,5	98,4	98,6	0,9	—	0,4
Autres biens semi-durables	22	96,2	103,6	104,4	102,2	100,9	100,4	—	2,3	1,3
Biens semi-durables	**2**	**97,7**	**101,5**	**102,5**	**101,9**	**99,7**	**99,5**	**0,5**	**1,1**	**0,9**
Energie, y compris sylviculture	311	100,6	99,0	100,6	101,4	104,9	100,7	1,2	1,6	1,4
Autres biens non durables non alimentaires	312	103,0	105,9	106,9	104,6	103,1	102,3	4,4	4,7	4,6
Biens non durables non alimentaires	31	101,6	102,2	103,7	103,0	104,0	101,5	2,6	3,1	2,9
Alimentation, y compris animale	32	101,7	102,1	101,3	101,6	101,5	100,9	1,2	1,6	1,4
Biens non durables	**3**	**101,7**	**102,2**	**102,4**	**102,2**	**102,7**	**101,2**	**1,9**	**2,3**	**2,1**
Logements, y compris entretien	41	104,4	103,7	102,8	103,0	103,0	103,0	4,1	3,4	3,7
Services de santé, y compris vétérinaires	42	103,9	105,5	106,8	106,8	105,3	104,1	5,8	5,6	5,7
Transport en commun et PTT	43	106,5	104,7	105,2	103,8	101,7	103,7	4,4	3,9	4,1
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,7	103,2	104,3	102,0	99,1	99,0	1,3	1,5	1,4
Action sociale, y compris services domestiques	451	99,3	104,3	101,7	103,6	102,5	105,0	1,9	3,1	2,6
Autres services divers	452	101,5	102,1	98,3	102,7	100,2	102,1	0,3	3,1	1,9
Autres services	45	100,9	102,6	99,1	102,9	100,8	102,8	0,7	3,1	2,1
Services	**4**	**103,0**	**103,7**	**102,9**	**103,4**	**102,0**	**102,5**	**3,0**	**3,5**	**3,3**
Consommation nationale (y compris non marchande)		**101,4**	**103,1**	**102,9**	**102,7**	**101,2**	**101,5**	**2,0**	**2,7**	**2,4**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991
CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Population intérieure moyenne	10^6	**53,90**	**56,10**	**56,40**	**56,70**	**57,10**
Semoule de blé dur	kg	0,84	0,87	0,93	1,08	1,08
Farine de froment	//	5,20	5,18	5,10	5,09	5,29
Riz	//	3,39	3,59	3,57	3,72	3,99
Biscottes	//	2,12	1,80	1,87	1,79	1,75
Biscuits et pains d'épices	//	5,91	8,33	8,53	8,78	9,23
Farines diététiques de l'enfance	//	0,18	0,16	0,16	0,16	0,15
Entremets et desserts instantanés	//	0,56	0,62	0,56	0,57	c
Pâtes alimentaires	//	6,20	6,65	6,50	6,76	6,74
Pain, préemballé non compris	//	70,64	65,64	64,76	63,38	63,62
Pommes de terre*	//	89,01	73,92	66,69	62,43	64,31
Légumes frais*	//	88,41	93,78	91,01	88,79	92,34
Légumes surgelés	//	1,89	4,96	5,27	5,18	5,14
Légumes secs*	//	1,89	1,44	1,47	1,56	1,44
Conserves de légumes	//	17,63	21,56	21,83	23,23	24,71
Avocats	//	0,42	0,83	0,90	0,94	1,01
Bananes	//	7,07	6,95	6,85	7,13	6,99
Agrumes	//	16,03	18,01	16,91	16,75	15,95
Autres fruits frais*	//	43,37	44,63	47,33	46,77	39,61
Fruits surgelés	//	0,12	0,12	0,13	0,10	0,11
Fruits secs*	//	1,18	1,15	1,19	1,13	1,20
Fruits au sirop	//	2,70	2,92	2,64	3,12	3,12
Confitures et gelées	//	1,86	2,29	2,54	2,56	2,58
Compote de fruits	//	0,94	1,25	1,52	1,63	1,85
Porc frais* (2)	//	9,25	9,94	9,86	9,85	9,86
Jambon (2)	//	5,09	5,66	5,54	5,59	6,10
Autres charcuteries et conserves de viande (2)	//	11,59	13,83	14,03	14,25	14,63
Triperie* (2)	//	5,15	4,86	4,46	4,49	4,58
Boeuf (2)	//	19,25	17,94	18,29	17,60	17,96
Veau (2)	//	5,43	4,63	4,32	4,41	4,45
Mouton, agneau (2)	//	2,91	3,37	3,51	3,63	3,73
Cheval (2)	//	1,09	0,69	0,69	0,65	0,60
Volailles*	//	19,29	21,31	22,26	22,25	22,33
Produits carnés surgelés	//	1,43	2,91	3,01	3,21	3,02
Lapin, gibier*	//	5,49	4,86	4,96	4,59	4,21
Oeufs*	//	14,25	15,61	14,93	14,34	14,72
Poissons, crustacés, coquillages (3)	//	12,85	15,26	14,38	14,76	15,41
Poissons et crustacés surgelés	//	2,48	3,59	4,15	4,20	4,18
Conserves de poisson	//	2,75	3,81	4,27	4,42	4,28
Laits liquides*	litre	74,03	78,10	78,73	75,57	79,19
Crème fraîche*	kg	1,65	3,02	2,81	2,77	3,01
Yaourts	//	8,71	14,57	15,83	16,31	16,65
Desserts lactés frais	//	3,04	5,09	5,41	5,89	6,37
Fromages frais	//	4,19	6,35	6,55	6,71	6,73
Fromages*	//	15,25	16,62	16,98	17,05	17,20
Beurre*	//	9,42	9,48	8,21	8,12	8,26
Huile*	//	10,84	12,69	12,12	11,38	11,76
Margarine	//	2,31	2,36	2,29	2,34	2,22
Sucre	//	14,98	11,09	10,39	10,02	9,81
Chocolat (poudre et tablettes)	//	2,92	3,25	3,37	3,39	3,73
Confiserie de sucre	//	2,79	2,65	2,62	2,71	2,72
Confiserie de chocolat	//	1,50	1,48	1,59	1,58	1,57
Miel*	//	0,36	0,40	0,41	0,41	0,39
Crèmes glacées	litre	3,51	5,53	6,32	6,50	6,44
Plats cuisinés surgelés	kg	0,40	1,65	1,87	2,12	2,23
Vins courants* (4)	litre	77,07	50,97	47,87	46,28	45,12
Vins AOC* (4)	//	14,92	21,56	22,66	23,73	22,84
Vins doux naturels et autres vins de liqueur	//	1,87	1,76	1,59	1,55	1,55
Champagne	//	1,69	1,97	2,05	1,95	1,82
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	//	4,03	3,24	3,32	3,36	3,31
Eaux de vie et liqueurs*	//	3,12	3,26	3,57	3,16	3,26
Bière	//	44,22	37,67	38,98	39,67	38,77

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 1)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE						
Cidre*	litre	7,51	6,61	6,86	6,47	6,65
Eaux minérales et de source	//	54,68	76,26	84,91	92,43	94,10
Boissons gazeuses	//	23,70	29,41	33,35	35,82	34,71
Jus de fruits, y compris nectars	//	2,60	4,76	5,63	6,84	8,00
Café (5) (6)	kg	4,71	4,39	4,33	4,41	4,58
Thé et maté (6)	//	0,16	0,18	0,18	0,20	0,21
Infusions*	g	59,80	64,00	66,30	65,70	64,90
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)						
Biens durables :						
Réfrigérateurs (7) (8)	10^3	1.500	1.690	1.780	1.953	1.808
Machines à laver (7) (8)	//	1.530	1.780	1.840	1.890	1.856
Lave-vaisselle	//	475	700	760	780	718
Récepteurs de télévision (7)	//	2.440	3.895	3.610	3.630	3.515
dont : télévision couleur (7)	//	1.720	3.120	3.250	3.400	3.352
Automobiles (9)	//	1.873	2.217	2.274	2.309	2.031
Chauffage et éclairage :						
Electricité (10)	10^9 kWh	61,60	91,30	92,90	96,90	106,80
Gaz de ville (11)	10^9 kWh	97,10	118,10	120,40	124,00	144,00
Butane, propane (12)	10^6 KWh	25,80	21,40	20,30	20,20	22,30
Charbon (13)	10^6 tonnes	5,00	2,90	2,70	2,60	2,70
Fioul domestique (14)	10^3 m^3	33,70	21,50	20,70	20,20	21,30
Transports :						
Carburants (15)	10^3 m^3	18.806	20.180	21.330	20.823	20.328
Chemins de fer (16) :						
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	46,88	54,38	55,36	54,97	■ 52,35
Banlieue de Paris	//	7,61	8,91	8,82	8,99	■ 9,95
Régie autonome des transports parisiens :						
Réseau ferré :						
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyageurs	1.095	1.193	1.223	1.222	1.188
Réseau express régional (17)	//	205	292	326	362	361
Réseau autobus (18)	//	754	817	833	841	830
Autres biens et services :						
Savon de ménage et savon mou	10^3 tonnes	37,00	22,80	21,80	21,10	20,60
Savons de toilette, etc. (19)	//	32,90	31,60	30,70	28,30	26,40
Poudres à laver le linge ménagères	//	418,70	507,50	519,00	483,90	459,60
Cinéma	10^6 spectateurs	175,40	124,70	120,90	121,90	117,50
Cigarettes (20)	10^6	85.650	92.999	94.929	95.809	99.100
Cigares et cigarillos (20)	//	1.927	1.476	1.459	1.474	1.477
Scaferlatis (20)	tonne	7.037	5.235	4.988	4.933	4.905

Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite 2 et fin)

Principales quantités consommées en France par les résidents et non-résidents (1)

Estimations révisées en tenant compte des séries de la comptabilité économique nationale, base 1980

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1980	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	*p* 1991
C. PARC DE CERTAINS APPAREILS (21)						
Réfrigérateurs	10^3	19.900	22.718	22.904	23.514	24.119
Machines à laver	//	16.200	19.085	19.350	19.869	20.470
Lave-vaisselle	//	3.400	6.081	6.276	6.679	7.191
Récepteurs de télévision	//	18.800	23.505	23.850	24.608	25.589
dont : télévision couleur	//	8.700	18.933	19.990	21.457	22.868
Automobiles	//	16.900	21.073	21.585	22.471	23.070

* Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.

(1) Les quantités de produits alimentaires présentées dans le tableau ci-dessus sont celles de la consommation totale qui comprend : a. La consommation à domicile de produits achetés directement par les ménages ordinaires; b. L'autoconsommation des produits des exploitations agricoles ou des jardins familiaux; c. La consommation de la population vivant dans des institutions (casernes, hospices, prisons, etc.); d. Enfin, les produits alimentaires consommés hors de leur domicile par l'ensemble de la population dans des établissements tels que les cafés, les restaurants, les cantines. Ces quantités se réfèrent aux produits en l'état, c'est-à-dire tels qu'ils sont au moment de leur acquisition par les ménages ou les établissements servant des repas; ainsi, le sucre, incorporé dans la pâtisserie achetée chez le pâtissier, n'est pas compris dans la quantité de sucre figurant dans le tableau. Par contre, dans les tableaux d'estimation en valeur (1, 2 et 4), les produits alimentaires achetés par les établissements servant des repas sont considérés comme des consommations intermédiaires : ils ne figurent pas dans la fonction alimentation, mais sont compris dans la valeur du service rendu (enseignement, santé, restauration, etc.).
(2) Poids de viande achetée chez le boucher et le charcutier (après déduction des déchets).
(3) Les produits de la mer sont exprimés en poids vif, c'est-à-dire tels qu'ils sont pêchés.
(4) Depuis 1983, les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) figurent avec les vins AOC et non plus avec les vins courants.
(5) Poids exprimé en quantités de café torréfié quelle que *soit sa présentation :* en grains, moulu ou soluble.
(6) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(7) Estimation des ventes aux ménages.
(8) Réfrigérateurs : non compris les congélateurs. Machines à laver : non compris les essoreuses et les blocs-laveurs.
(9) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT) et les importations temporaires (IT).
(10) Electricité basse tension, pour les usages domestiques, livrée par EDF et les distributeurs non nationalisés.
(11) Gaz pour usages domestiques, livré par Gaz de France, les régies et les autres entreprises non nationalisées.
(12) Usages domestiques.
(13) Livraisons aux négociants (au titre des foyers domestiques), non corrigées des variations de stocks du négoce, plus fournitures au personnel. Cette rubrique comprend la houille, les agglomérés et le coke.
(14) En acquitté total des factures des distributeurs.
(15) Consommation d'essence auto et de supercarburant par les voitures particulières et commerciales, y compris les entreprises et les administrations. Estimations du Comité professionnel du pétrole.
(16) Y compris les déplacements professionnels. En 1991, extension de la région des transports parisiens à l'ensemble de l' Ile de France.
(17) Le réseau express régional comprend, depuis le 9 décembre 1977, la ligne A : Saint-Germain-en-Laye-Boissy-Saint-Léger ou Noisy-le-Grand-Mont d'Est (Torcy à partir de 1980) et la ligne B : Châtelet-Les Halles (Gare du Nord à partir du 10 décembre 1981) Robinson ou Saint-Rémy-lès-Chevreuse. Depuis 1974, la correspondance métropolitain-RER donne lieu au comptage de deux voyages : un sur le métropolitain et un sur le RER.
(18) Y compris services touristiques et locations. Depuis 1984, la RATP utilise une nouvelle méthode d'extrapolation.
(19) Savons de toilette, de beauté, de parfumerie, savons déodorants, etc.
(20) Ventes « normales » en France continentale, c'est-à-dire à l'exclusion des cessions à prix réduit (principalement à l'armée) supprimées à partir du 1er mars 1987.
(21) D'après les enquêtes de conjoncture harmonisées auprès des consommateurs européens, anciennement dénommées enquêtes sur les équipements et les intentions d'achats des ménages. Depuis 1984, les résultats présentés proviennent de deux enquêtes de conjoncture auprès des ménages réalisées en mai et octobre. Les chiffres donnent l'équipement au milieu de l'année. Les résultats 1980 sont calculés à partir des enquêtes d'octobre de l'année n et de janvier de l'année n + 1 : les chiffres donnent l'équipement en fin de l'année n.

TABLEAU D.01-4

Equipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble des ménages	Groupe socioprofessionnel (1)									
			Agriculteurs	Salariés agricoles	Patrons de l'industrie et du commerce	Professions libérales, cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Personnel de service (2)	Autres actifs (2)	Non actifs
Automobile (3)	Mi-1987	74,8	94,6	79,4	93,5	95,3	92,0	78,9	86,0	56,1	86,4	50,8
	Mi-1988	74,6	94,7	81,1	92,1	95,0	90,3	78,9	85,4	56,1	89,4	51,9
	Mi-1989	75,0	95,1	78,3	93,9	94,8	93,0	75,7	86,6	58,3	87,7	51,5
	Mi-1990	76,5	95,9	74,7	95,2	94,4	93,3	78,3	87,2	59,3	90,2	54,6
	Mi-1991	76,8	95,8	82,5	93,5	95,6	92,3	79,8	88,4	63,0	88,3	55,1
Téléviseur	Mi-1987	94,0	93,9	88,9	96,3	93,4	91,3	92,8	95,2	93,2	92,1	94,2
	Mi-1988	94,3	93,9	91,9	96,0	93,4	91,3	92,5	95,7	96,8	91,4	94,8
	Mi-1989	93,9	91,6	91,3	94,6	92,3	91,4	91,5	96,3	91,0	90,8	94,4
	Mi-1990	94,5	93,3	89,7	95,1	93,3	92,3	92,7	96,2	91,0	94,9	95,0
	Mi-1991	94,7	94,2	90,0	96,0	91,9	92,2	92,4	97,0	90,7	91,9	95,5
Téléviseur couleur	Mi-1987	78,1	62,6	65,1	85,7	86,4	80,0	77,2	78,6	69,9	79,4	76,0
	Mi-1988	81,7	64,3	66,2	87,2	86,0	82,6	79,7	84,3	84,0	82,1	79,9
	Mi-1989	84,2	70,1	71,7	89,0	88,8	85,1	83,4	87,2	77,3	85,6	81,7
	Mi-1990	87,1	78,8	77,0	90,2	90,0	88,3	85,5	89,2	83,1	88,8	85,3
	Mi-1991	89,1	81,5	76,3	92,7	90,0	89,6	87,1	92,5	81,9	86,4	87,7
Réfrigérateur	Mi-1987	97,0	96,6	91,3	97,6	99,0	97,4	97,5	97,6	92,9	98,0	96,0
	Mi-1988	97,5	96,6	95,9	97,0	99,6	98,1	98,7	97,8	95,7	98,3	96,6
	Mi-1989	97,7	97,8	97,8	97,3	98,8	98,7	98,5	98,6	95,7	99,3	96,3
	Mi-1990	97,8	97,2	95,4	98,6	98,8	98,7	98,3	98,0	95,2	98,9	97,0
	Mi-1991	97,9	98,7	95,0	97,3	99,2	98,1	98,2	98,8	93,1	98,4	97,1
Congélateur	Mi-1987	38,0	82,8	47,6	49,8	40,4	38,6	29,7	43,4	19,3	38,3	29,6
	Mi-1988	39,7	80,2	48,6	51,5	41,2	39,3	31,7	46,0	23,5	44,7	32,1
	Mi-1989	40,2	80,6	52,2	53,3	43,8	42,0	29,6	47,3	30,8	39,1	31,4
	Mi-1990	42,6	78,6	55,2	57,0	43,8	43,1	33,3	50,8	24,9	38,8	34,4
	Mi-1991	43,3	87,3	51,3	53,5	44,0	43,0	34,8	50,9	32,4	35,6	36,1
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1987	36,1	14,3	27,8	35,6	51,9	41,2	41,5	39,0	33,4	39,7	29,7
	Mi-1988	35,8	15,3	31,1	37,7	49,2	40,6	38,4	38,8	33,2	48,0	29,4
	Mi-1989	38,4	20,5	26,1	40,5	52,3	44,9	44,8	39,1	35,1	51,8	31,6
	Mi-1990	39,7	20,4	33,3	43,0	53,1	47,3	43,4	40,3	45,0	56,5	32,5
	Mi-1991	41,0	19,8	31,3	42,9	55,3	46,5	44,0	43,9	39,8	45,3	34,5
Lave-linge	Mi-1987	86,2	95,2	84,9	95,0	94,0	88,5	85,2	90,9	78,7	85,7	78,6
	Mi-1988	86,5	93,9	85,1	93,6	93,2	89,6	84,7	90,8	82,4	90,1	79,6
	Mi-1989	87,0	94,1	88,0	93,3	93,6	91,1	87,8	92,3	77,7	86,6	79,0
	Mi-1990	87,9	94,8	82,8	95,1	92,7	90,1	87,3	92,8	78,3	87,3	81,7
	Mi-1991	88,4	96,6	88,8	92,7	93,8	90,2	88,0	92,6	85,2	90,6	82,6
Lave-vaisselle	Mi-1987	25,8	33,0	8,7	49,2	61,9	40,6	23,9	21,3	11,5	25,9	12,6
	Mi-1988	27,9	35,4	12,2	51,0	61,1	41,3	27,0	23,7	18,2	33,4	15,1
	Mi-1989	28,4	39,6	13,0	53,6	64,0	43,6	25,0	24,4	10,9	29,6	14,6
	Mi-1990	30,0	45,2	12,6	57,0	64,4	42,8	25,8	25,5	11,6	34,4	16,8
	Mi-1991	31,5	43,9	13,8	57,5	65,3	44,8	29,0	28,5	17,6	31,1	17,7
Téléphone	Mi-1987	90,8	94,5	77,0	94,7	98,6	95,9	90,6	87,0	82,1	88,6	89,9
	Mi-1988	91,9	93,9	74,3	95,9	98,5	96,2	91,8	88,5	84,5	91,1	91,2
	Mi-1989	92,5	93,8	77,2	96,4	98,7	96,5	93,1	89,7	87,2	94,7	91,3
	Mi-1990	93,7	95,6	71,3	97,0	98,3	97,1	94,2	90,8	89,4	96,7	93,0
	Mi-1991	94,2	97,1	88,8	95,8	98,3	97,8	94,8	92,6	84,3	95,5	93,1
Micro-ondes	Mi-1987	4,3	1,6	(4)	9,7	14,4	8,3	2,6	3,1	1,2	5,2	(5) 1,6
	Mi-1990	18,9	11,5	(4)	31,0	42,8	29,7	20,2	17,0	8,0	26,3	(5) 9,8
Nombre de ménages en millions (6)	Mi-1991	**21,8**	**0,6**	**0,1**	**1,2**	**1,9**	**2,4**	**1,8**	**5,2**	**0,3**	**0,5**	**7,8**

(1) Code des catégories socioprofessionnelles (insee 1969) [n° des groupes 0 à 9]
(2) Catégorie de faible effectif : les résultats sont entachés d'une grande variabilité aléatoire.
(3) Voitures particuliaires et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à loa disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(4) Les salariés agricoles sont regroupés avec les agriculteurs.
(5) Ces informations ne concernent que les retraités.
(6) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5A

Equipement des ménages en biens durables selon l'âge du chef de ménage .

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages)

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	Âge du chef de ménage							
			Inférieur à 25	25 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 54	55 à 59	60 à 64	65 à 69	70 et plus
Automobile (1)	Mi-1987	74,8	67,5	84,4	89,4	89,8	86,1	80,4	73,3	63,1	34,3
	Mi-1988	74,6	65,2	84,3	88,9	88,1	87,7	78,4	74,9	62,6	35,0
	Mi-1989	75,0	65,8	85,7	89,2	89,4	85,6	80,6	74,6	61,6	35,7
	Mi-1990	76,5	65,8	85,0	88,2	90,9	85,1	83,3	80,3	65,3	39,1
	Mi-1991	76,8	68,9	85,1	89,6	91,6	87,2	84,0	76,5	68,4	37,8
Téléviseur	Mi-1987	94,0	78,2	89,9	93,5	96,0	95,8	96,4	96,6	96,8	94,5
	Mi-1988	94,3	78,2	89,6	94,0	95,6	96,9	96,5	97,9	96,3	95,0
	Mi-1989	93,9	82,6	88,3	92,7	95,9	96,1	95,2	96,2	97,4	95,0
	Mi-1990	94,5	79,7	88,7	94,2	96,0	96,1	96,6	96,6	97,1	95,9
	Mi-1991	94,7	81,8	90,0	93,7	95,6	97,3	97,3	97,1	96,6	96,3
Téléviseur couleur	Mi-1987	78,1	54,2	71,9	81,0	83,2	80,8	79,4	79,7	78,3	75,9
	Mi-1988	81,7	56,0	75,0	83,8	86,4	85,7	83,2	84,6	82,6	79,5
	Mi-1989	84,2	66,0	78,3	85,6	89,0	89,1	84,8	86,5	85,9	81,1
	Mi-1990	87,1	67,7	81,1	88,3	91,5	90,5	88,7	88,4	88,3	84,8
	Mi-1991	89,1	70,9	84,3	89,8	92,2	92,6	92,4	91,5	88,6	87,9
Réfrigérateur	Mi-1987	97,0	93,0	97,8	98,3	97,6	97,7	97,2	97,1	97,5	95,0
	Mi-1988	97,5	95,4	97,9	98,4	98,0	97,5	97,1	98,0	96,9	96,6
	Mi-1989	97,7	96,9	97,3	98,8	98,3	98,6	98,1	97,4	97,7	95,2
	Mi-1990	97,8	91,0	98,3	97,5	98,4	99,1	97,6	98,5	98,3	96,6
	Mi-1991	97,9	95,2	97,5	98,5	98,8	98,4	98,6	98,1	98,0	96,3
Congélateur	Mi-1987	38,0	10,7	28,0	44,3	48,8	48,4	44,8	42,4	36,4	20,7
	Mi-1988	39,7	11,2	26,6	45,6	51,2	49,2	44,2	45,5	40,8	22,8
	Mi-1989	40,2	12,5	26,0	46,2	53,3	52,4	46,3	43,8	37,8	23,7
	Mi-1990	42,6	14,8	28,6	45,0	57,2	53,7	48,6	46,5	43,2	26,6
	Mi-1991	43,3	15,9	29,0	47,4	54,3	53,8	51,8	48,3	43,1	27,7
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1987	36,1	29,4	42,2	43,0	39,2	36,6	36,9	35,4	33,2	24,2
	Mi-1988	35,8	30,5	44,2	41,1	39,2	37,5	35,4	33,9	33,4	23,9
	Mi-1989	38,4	33,2	45,5	45,2	41,3	36,1	38,9	37,4	35,8	26,5
	Mi-1990	39,7	29,5	48,2	46,3	41,5	39,8	39,2	39,1	35,9	29,4
	Mi-1991	41,0	37,0	47,5	47,9	44,5	39,3	39,3	41,6	37,7	29,9
Lave-linge	Mi-1987	86,2	60,6	83,6	91,9	93,7	93,0	91,4	91,0	87,2	70,5
	Mi-1988	86,5	58,1	82,6	92,1	93,3	93,5	90,2	91,9	87,0	72,4
	Mi-1989	87,0	60,4	84,9	92,2	94,7	94,6	93,4	90,3	86,6	72,4
	Mi-1990	87,9	59,0	80,9	92,1	94,6	94,2	94,6	91,5	89,4	76,9
	Mi-1991	88,4	60,5	82,2	93,7	93,7	94,7	94,7	93,5	89,3	77,2
Lave-vaisselle	Mi-1987	25,8	4,2	14,6	36,7	42,6	33,1	26,5	21,0	16,3	8,1
	Mi-1988	27,9	5,8	17,3	39,1	44,3	35,4	25,1	24,6	18,5	10,1
	Mi-1989	28,4	6,0	15,8	37,0	48,5	37,7	29,8	24,8	18,2	9,5
	Mi-1990	30,0	4,5	15,8	37,5	49,3	39,8	32,0	28,0	22,1	11,0
	Mi-1991	31,5	5,2	15,3	40,1	51,6	41,3	32,0	28,2	23,5	12,4
Téléphone	Mi-1987	90,8	72,6	87,1	92,5	93,3	92,0	92,7	92,6	93,9	89,2
	Mi-1988	91,9	73,1	90,5	92,5	93,6	93,3	92,3	94,9	94,1	91,2
	Mi-1989	92,5	78,5	89,4	93,9	95,0	93,2	93,5	92,8	94,7	91,4
	Mi-1990	93,7	76,8	92,0	94,3	95,0	95,0	94,3	95,1	96,1	93,8
	Mi-1991	94,2	81,8	91,5	94,8	95,5	96,7	95,9	95,9	95,8	93,1
Nombre de ménages [en millions] (2)	Mi-1991	21,8	0,9	1,7	4,5	4,2	1,6	1,8	1,8	1,7	3,6

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(2) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-5B

Equipement des ménages en biens durables selon la taille du ménage.

Source : INSEE (Enquêtes de conjoncture auprès des ménages) *Unité :* %

Nature de l'équipement	Date	Ensemble	nombre de personnes du ménage 1	2	3	4	5	6 et plus
Automobile (1)	Mi-1987	74,8	37,6	78,4	91,1	94,5	92,7	84,5
	Mi-1988	74,6	38,9	78,7	89,8	94,4	91,9	81,5
	Mi-1989	75,0	40,1	79,1	91,8	94,4	92,8	81,5
	Mi-1990	76,5	42,6	82,0	91,8	94,7	93,9	84,4
	Mi-1991	76,8	42,7	82,8	92,0	95,3	93,0	87,6
Téléviseur	Mi-1987	94,0	86,2	95,8	96,8	97,2	97,3	96,8
	Mi-1988	94,3	86,9	95,9	97,0	97,1	98,3	97,3
	Mi-1989	93,9	86,7	95,2	96,8	97,5	97,5	96,9
	Mi-1990	94,5	87,6	95,7	93,3	97,7	98,3	99,0
	Mi-1991	94,7	89,0	96,1	97,6	96,7	97,3	96,5
Téléviseur couleur	Mi-1987	78,1	64,3	79,6	83,8	85,4	85,2	81,2
	Mi-1988	81,7	67,8	84,0	87,4	88,2	89,3	83,1
	Mi-1989	84,2	71,9	85,9	89,3	91,3	90,6	89,4
	Mi-1990	87,1	75,8	88,4	92,2	93,5	92,7	92,8
	Mi-1991	89,1	79,1	90,7	94,0	94,3	94,2	91,8
Réfrigérateur	Mi-1987	97,0	92,7	98,0	98,8	98,8	99,0	97,8
	Mi-1988	97,5	94,8	98,1	98,8	98,2	98,7	99,5
	Mi-1989	97,7	94,0	98,8	98,7	99,2	99,3	99,0
	Mi-1990	97,8	94,7	98,5	99,1	99,1	99,4	99,0
	Mi-1991	97,9	95,3	98,3	99,1	99,4	99,2	99,0
Congélateur	Mi-1987	38,0	12,5	37,3	45,1	55,0	61,9	54,6
	Mi-1988	39,7	15,2	39,0	46,3	57,6	64,4	52,7
	Mi-1989	40,2	15,9	39,3	48,5	57,4	65,8	54,8
	Mi-1990	42,6	18,0	42,1	50,4	61,0	657,6	57,9
	Mi-1991	43,3	18,8	43,1	52,0	60,9	66,0	63,2
Combiné réfrigérateur-congélateur	Mi-1987	36,1	24,2	36,8	43,4	42,5	39,2	38,6
	Mi-1988	35,8	23,4	37,2	43,7	41,3	36,6	41,3
	Mi-1989	38,4	25,7	40,0	45,8	45,1	41,7	40,6
	Mi-1990	39,7	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
	Mi-1991	41,0	30,5	42,5	46,6	48,1	41,2	46,5
Lave-linge	Mi-1987	86,2	59,6	90,4	96,7	98,4	98,5	96,0
	Mi-1988	86,5	61,6	90,1	97,0	98,2	98,7	93,8
	Mi-1989	87,0	63,4	91,1	97,0	98,3	98,8	98,1
	Mi-1990	87,9	29,8	41,1	46,4	43,6	43,4	39,7
	Mi-1991	88,4	67,7	92,5	97,5	98,3	98,1	97,8
Lave-vaisselle	Mi-1987	25,8	7,2	20,2	32,9	46,9	42,5	29,9
	Mi-1988	27,9	7,6	23,6	36,3	48,8	47,1	29,0
	Mi-1989	28,4	8,1	23,2	38,5	50,7	45,5	34,4
	Mi-1990	30,0	8,9	26,9	37,5	52,5	49,8	33,9
	Mi-1991	31,5	9,4	28,9	38,8	54,5	53,2	36,8
Téléphone	Mi-1987	90,8	82,7	92,9	93,8	94,9	93,6	86,9
	Mi-1988	91,9	84,5	94,2	94,6	94,4	95,8	89,0
	Mi-1989	92,5	84,3	95,0	95,8	96,4	95,1	90,9
	Mi-1990	93,7	87,2	95,3	96,7	97,4	95,9	89,4
	Mi-1991	94,2	88,5	95,7	97,0	97,6	95,1	91,8
Nombre de ménages [en millions] (2)	Mi-1991	21,8	5,6	6,9	3,8	3,4	1,5	0,6

(1) Voitures particulières et commerciales, françaises et étrangères, mais non compris les véhicules à usage exclusivement professionnel ou mis à la disposition de leurs collaborateurs par certaines sociétés.
(2) Nombre de ménages estimé d'après les enquêtes de conjoncture auprès des ménages de mai et octobre 1989.

TABLEAU D.01-6

Répartition des repas pris à l'extérieur selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire)

Unité : %

	Restaurant	Cantine restaurant d'entreprise	Cantine scolaire réfectoire restaurant universitaire	Casse-croûte dans un café	Casse-croûte emporté avec soi	Payé par employeur ou autre foyer	Invitation dans autre foyer	Autre repas	**Ensemble**
Selon la catégorie socioprofessionnelle individuelle									
Agriculteurs exploitants	0,49	0,07	—	—	0,23	0,40	1,52	0,31	0,65
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	10,51	0,77	0,03	3,67	4,36	5,71	2,94	4,36	3,96
Cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures	17,70	15,67	1,34	13,15	3,38	1,95	4,97	3,58	7,61
Professions intermédiaires	19,31	29,00	3,16	20,63	13,14	4,82	10,38	6,86	12,71
Employés	14,94	29,09	1,90	20,32	19,11	21,54	13,44	6,07	13,61
Ouvriers	13,13	16,45	1,20	15,92	44,01	20,91	12,43	8,32	13,51
Retraités	7,90	1,70	0,44	0,88	1,30	5,88	12,18	13,85	7,45
Enfants, élèves, étudiants, militaires du contingent	12,39	6,30	90,53	23,68	12,95	36,73	33,90	49,31	35,83
Inactifs de moins de 60 ans	2,55	0,65	1,32	1,58	1,47	0,26	5,75	4,29	3,22
Inactifs de 60 ans et plus	1,07	0,30	0,09	0,17	0,06	1,82	2,50	3,05	1,46
Total	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
Selon la catégorie de commune									
Communes rurales	21,15	17,17	34,46	8,13	26,66	22,24	24,98	24,37	24,60
Unités urbaines :									
De moins de 10.000 habitants	7,45	6,46	10,04	3,45	9,63	10,89	10,58	9,28	9,16
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	4,81	4,07	4,97	4,68	4,52	6,85	5,20	8,13	5,29
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	10,15	10,58	10,14	6,00	9,84	12,90	12,87	12,21	11,30
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	5,73	6,12	6,71	5,20	4,65	5,01	7,56	5,02	6,32
De 200.000 habitants et plus sauf UU Paris	22,58	19,87	15,89	17,92	26,76	17,61	22,93	22,20	21,41
Ensemble des unités urbaines (sauf UU de Paris)	**50,71**	**47,10**	**47,74**	**37,26**	**55,41**	**53,26**	**59,13**	**56,84**	**53,49**
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	17,53	28,45	13,58	29,62	14,58	19,11	10,51	12,65	15,32
Ville de Paris	10,61	7,28	4,21	24,99	3,35	5,39	5,38	6,15	6,59
Total unité urbaine de Paris	**28,14**	**35,73**	**17,79**	**54,61**	**17,93**	**24,50**	**15,89**	**18,80**	**21,91**
Nombre moyen de repas pris à l'extérieur par semaine et par personne	0,50	0,31	0,44	0,05	0,21	0,09	0,92	0,32	2,84

TABLEAU D.01-7

Poids des repas pris à l'extérieur dans le budget alimentaire des ménages selon la catégorie de commune

Année 1991

Source : INSEE (Enquête consommation alimentaire)

Catégorie de commune	Dépense alimentaire totale par ménage par an en francs	Dépense en repas pris à l'extérieur par an en francs	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Population agricole :			
Des communes rurales	26.760	1.842	6,9
Des communes urbaines	28.049	2.445	8,7
Population non agricole :			
Des communes rurales	32.133	5.155	16,0
Des unités urbaines :			
De moins de 10.000 habitants	29.218	3.807	13,0
De 10.000 à moins de 20.000 habitants	30.318	6.163	20,3
De 20.000 à moins de 100.000 habitants	30.481	4.628	15,2
De 100.000 à moins de 200.000 habitants	30.163	4.424	14,7
De 200.000 habitants et plus (sauf UU Paris)	32.540	6.058	18,6
Unité urbaine de Paris (sauf Paris)	38.090	9.204	24,2
Ville de Paris	35.187	11.577	32,9
Ensemble	32.001	5.725	17,9

TABLEAU D.01-8

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Source : Eurostat : (Enquêtes budget de famille harmonisées) *Unité :* %

	Allemagne (ex-RFA)	**France**	Italie	Pays-Bas	Irlande	Espagne	Royaume-Uni	Belgique	Danemark	Grèce	Luxembourg	Portugal
	1988	**1989**	1990	1989	1987	1981	1989	1988	1987	1988	1987	1989
Voiture (neuve ou d'occasion)	67,8	**75,1**	75,3	64,0	62,2	51,5	66,0	79,7	62,2	37,6	88,5	38,8
Caravane (y compris caravane pliante)	2,9	**4,9**	///	8,0	2,5	///	///	6,1	5,0	0,5	4,1	///
Motocyclette, scooter, cyclomoteur	7,2	**11,3**	25,9	3,0	2,1	12,8	///	8,6	8,0	9,6	///	19,3
Télévision en noir et blanc	19,4	**23,4**	95,7	23,0	20,9	72,0	98,0	13,8	19,0	54,9	75,0	88,2
Téléviseur en couleur	87,4	**84,1**	///	94,0	82,7	26,5	91,0	87,1	86,0	51,4	91,4	///
Réfrigérateur	99,0	**98,0**	96,3	98,0	97,2	91,1	98,0	97,8	98,0	98,2	96,0	90,1
Congélateur	51,7	**40,4**	///	49,0	15,7	///	///	67,3	64,0	3,2	///	30,0
Machine à laver la vaisselle	28,7	**27,6**	19,4	10,0	7,6	6,3	10,0	30,5	25,0	8,2	45,3	7,6
Machine à coudre électrique	53,0	**37,8**	///	63,0	///	///	///	55,2	55,0	13,5	///	10,1
Machine à laver	85,7	**84,3**	92,5	89,0	77,1	64,3	86,0	88,6	66,0	69,8	96,2	51,7
Résidence secondaire	///	**9,5**	4,6	2,0	2,2	10,6	///	6,8	12,0	12,5	9,4	///
Magnétoscope	26,2	**24,1**	26,6	///	20,5	///	57,0	///	21,0	24,6	///	///
Microordinateur personnel	12,0	///	9,7	///	///	///	17,0	///	9,0	2,5	///	4,4

TABLEAU D.01-9

Le budget des ménages en 1989

Source : INSEE (Enquête budget de famille)

Unité : %

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécom	Culture et loisirs	Divers	**Total (1)**
Âge du chef de ménage :									
Moins de 25 ans	12,8	5,7	*r* 8,1	26,2	5,9	*r* 17,5	11,7	12,1	**100,0**
25 à 34 ans	14,4	5,2	6,2	29,0	*r* 6,1	15,6	7,3	*r* 16,2	**100,0**
35 à 44 ans	15,9	4,7	6,2	27,7	5,7	*r* 14,1	7,4	*r* 18,3	**100,0**
45 à 54 ans	16,6	4,1	6,6	23,4	5,7	14,9	7,0	21,7	**100,0**
55 à 64 ans	18,4	3,3	5,4	25,0	7,1	12,9	6,0	21,9	**100,0**
65 à 74 ans	20,7	2,5	*r* 5,2	24,8	10,0	11,7	5,1	19,9	**100,0**
75 et plus	22,4	3,0	4,9	25,4	13,2	7,7	4,3	19,1	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage (nouvelle CS) :									
Exploitants agricoles	23,9	3,0	5,9	23,2	7,1	14,8	5,2	16,9	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	15,8	*r* 4,6	5,7	24,6	*r* 4,6	14,3	6,5	*r* 23,8	**100,0**
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,1	4,7	6,9	24,9	*r* 4,9	13,4	7,1	*r* 26,8	**100,0**
Professions intermédiaires	14,1	5,1	6,4	26,1	6,2	15,4	7,3	19,4	**100,0**
Employés	16,8	4,5	*r* 6,3	28,4	*r* 6,7	14,0	7,0	16,3	**100,0**
Ouvriers	19,1	4,1	5,8	28,4	6,5	15,0	7,1	14,0	**100,0**
Retraités	21,0	2,8	5,1	24,9	10,1	11,4	5,5	19,2	**100,0**
Autres inactifs	18,7	3,9	7,1	26,7	8,1	*r* 12,4	9,0	14,1	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
< 65 ans	*r* 12,2	6,0	6,4	28,4	5,4	13,9	7,2	20,4	100,0
⩾ 65 ans	20,4	2,9	5,2	28,7	11,6	6,9	4,3	20,0	100,0
Couples sans enfants, personne de référence agée de :									
< 35 ans	11,7	5,8	6,7	25,6	5,3	18,6	9,0	*r* 17,2	**100,0**
35 à < 65 ans	17,2	3,1	5,1	24,8	6,3	13,4	5,8	24,3	**100,0**
⩾ 65 ans	22,1	2,5	*r* 5,1	23,6	11,5	10,7	4,8	*r* 19,7	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	15,9	4,0	6,0	24,7	6,5	15,5	6,7	*r* 20,6	**100,0**
2 enfants	16,3	4,6	*r* 6,1	*r* 27,1	5,8	*r* 14,8	7,4	*r* 17,9	**100,0**
3 enfants ou plus	19,4	4,1	7,0	28,5	6,2	13,0	7,4	14,4	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	17,0	4,0	6,9	25,8	9,3	12,2	7,0	17,8	100,0
3 personnes	19,5	4,0	5,6	26,1	7,7	13,7	6,2	17,2	100,0
> 3 personnes	19,9	4,3	6,4	23,6	6,8	13,4	8,1	17,5	100,0
Type d'habitat de résidence :									
Population agricole :									
Communes rurales	25,7	2,6	5,7	22,9	8,5	13,7	4,9	16,0	**100,0**
Toutes communes	25,0	2,6	5,5	23,1	8,4	14,1	4,8	16,5	**100,0**
Population non agricole :									
Communes rurales	18,1	3,9	5,5	26,9	6,5	15,0	6,7	17,4	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20.000 habitants	17,3	3,6	5,5	27,1	6,6	15,2	7,1	17,6	**100,0**
Unités urbaines de 20.000 à 99.999 habitants	17,0	3,8	6,8	25,5	6,7	14,3	7,0	*r* 18,8	**100,0**
Unités urbaines de 100.000 habitants et plus	16,8	4,0	6,3	26,5	7,0	13,2	7,0	*r* 19,2	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	14,0	5,5	6,1	25,8	7,1	12,2	6,7	22,6	**100,0**
Toutes communes	16,5	4,2	*r* 6,1	26,4	6,8	13,8	6,9	*r* 19,4	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
1 à 32.499	*r* 22,2	3,7	6,4	26,9	7,1	12,9	6,2	14,6	**100,0**
32.500 à 39.999	23,9	3,4	6,1	28,4	7,8	11,7	6,8	11,9	**100,0**
40.000 à 46.999	22,8	3,5	5,9	28,4	7,8	12,2	6,9	12,5	**100,0**
47.000 à 54.999	20,8	3,3	5,7	28,1	7,8	13,6	7,1	13,6	**100,0**
55.000 à 67.999	18,7	4,1	5,8	27,1	8,1	14,0	6,7	15,5	**100,0**
68.000 à 94.999	16,3	4,4	5,8	26,9	*r* 7,2	14,3	6,5	*r* 18,6	**100,0**
Plus de 94.999	11,7	*r* 4,6	6,3	24,0	5,7	14,5	7,0	*r* 26,2	**100,0**
Non déclarés	20,0	3,8	5,5	25,7	7,1	14,5	6,6	19,8	**100,0**
Ensemble	**16,9**	**4,2**	**6,0**	**26,2**	**6,9**	**13,8**	**6,8**	**19,2**	100,0

(1) En consommation annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-10 A

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Actif		Inactif		Active		Inactive			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	11 h 40	11 h 17	13 h 04	12 h 23	11 h 20	11 h 15	12 h 08	12 h 06	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 33	1 h 23	1 h 47	1 h 37	1 h 28	1 h 18	1 h 54	1 h 37	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 42	0 h 40	0 h 40	0 h 31	0 h 26	0 h 33	0 h 15	0 h 21	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	6 h 49	6 h 21	2 h 06	1 h 59	5 h 36	5 h 16	0 h 38	0 h 57	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	6 h 05	5 h 36	0 h 20	0 h 15	4 h 58	4 h 38	0 h 05	0 h 08	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 04	0 h 05	1 h 35	1 h 31	0 h 06	0 h 04	0 h 28	0 h 41	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 40	0 h 40	0 h 11	0 h 13	0 h 32	0 h 34	0 h 05	0 h 08	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	2 h 20	2 h 41	3 h 34	4 h 05	4 h 42	4 h 38	7 h 47	6 h 53	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	0 h 54	1 h 05	1 h 31	1 h 38	3 h 15	3 h 09	5 h 14	4 h 17	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 21	0 h 24	0 h 21	0 h 36	0 h 13	0 h 11	0 h 30	0 h 23	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 41	0 h 43	1 h 02	1 h 07	0 h 39	0 h 41	0 h 51	0 h 54	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 12	0 h 12	0 h 10	0 h 11	0 h 28	0 h 28	1 h 02	0 h 55	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	3 h 11	3 h 41	5 h 16	5 h 33	2 h 22	2 h 51	3 h 27	4 h 04	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 20	1 h 38	1 h 43	2 h 18	0 h 59	1 h 10	1 h 25	1 h 51	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 05	0 h 11	0 h 09	0 h 17	0 h 02	0 h 05	0 h 02	0 h 05	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 08	0 h 09	0 h 09	0 h 15	0 h 05	0 h 09	0 h 03	0 h 08	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 09	0 h 10	0 h 13	0 h 21	0 h 05	0 h 06	0 h 04	0 h 08	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 18 à 64 ans.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

TABLEAU D.01-10 B

Evolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1974-1975 et 1985-1986 (1)(2)

Source : INSEE (Enquête emploi du temps)

Unité : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				Ensemble	
	Seul		En famille		Seule		En famille			
	1975	1985	1975	1985	1975	1985	1975	1985	**1975**	**1985**
Temps physiologique	13 h 57	13 h 05	14 h 04	13 h 10	13 h 46	13 h 32	13 h 50	13 h 10	**12 h 05**	**11 h 53**
dont : Repas à domicile	1 h 29	1 h 22	2 h 10	2 h 06	1 h 38	1 h 35	2 h 08	1 h 55	**1 h 41**	**1 h 30**
Repas hors domicile	0 h 39	0 h 34	0 h 12	0 h 08	0 h 15	0 h 15	0 h 07	0 h 04	**0 h 29**	**0 h 28**
Temps professionnel et de formation (3)	0 h 08	0 h 16	0 h 50	0 h 21	0 h 20	0 h 07	0 h 15	0 h 04	**4 h 01**	**3 h 32**
dont : Travail professionnel	0 h 06	0 h 11	0 h 42	0 h 19	0 h 19	0 h 06	0 h 11	0 h 04	**3 h 23**	**2 h 49**
Etudes et formation	0 h 01	0 h 03	0 h 01	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 02	0 h 00	**0 h 14**	**0 h 20**
Trajets liés au travail professionnel et aux études	0 h 01	0 h 02	0 h 07	0 h 01	0 h 01	0 h 01	0 h 02	0 h 00	**0 h 24**	**0 h 23**
Temps domestique	4 h 46	4 h 31	3 h 23	4 h 08	5 h 19	5 h 04	5 h 48	5 h 57	**4 h 26**	**4 h 31**
dont : Activités ménagères (cuisine, vaisselle, ménage, linge)	2 h 54	2 h 52	1 h 32	1 h 48	2 h 53	2 h 37	4 h 32	4 h 30	**2 h 44**	**2 h 38**
Couture, bricolage	0 h 16	0 h 09	0 h 20	0 h 28	0 h 35	0 h 28	0 h 25	0 h 33	**0 h 21**	**0 h 23**
Autres trajets	0 h 54	0 h 54	0 h 37	0 h 44	0 h 36	0 h 36	0 h 27	0 h 28	**0 h 43**	**0 h 47**
Soins aux personnes	0 h 05	0 h 04	0 h 08	0 h 10	0 h 03	0 h 05	0 h 06	0 h 10	**0 h 24**	**0 h 24**
Temps libre	5 h 09	6 h 08	5 h 43	6 h 21	4 h 35	5 h 17	4 h 07	4 h 49	**3 h 28**	**4 h 04**
dont : Télévision	1 h 42	2 h 29	2 h 07	2 h 56	1 h 35	2 h 26	1 h 46	2 h 24	**1 h 22**	**1 h 48**
Sports	0 h 01	0 h 07	0 h 05	0 h 07	0 h 01	0 h 00	0 h 00	0 h 01	**0 h 03**	**0 h 08**
Spectacles, sorties	0 h 05	0 h 02	0 h 04	0 h 03	0 h 02	0 h 05	0 h 01	0 h 01	**0 h 05**	**0 h 08**
Jeux	0 h 12	0 h 24	0 h 16	0 h 16	0 h 05	0 h 16	0 h 09	0 h 14	**0 h 08**	**0 h 11**

(1) Pour chacune des quatre parties principales d'un emploi du temps, nous n'avons retenu que les activités présentant les plus grandes évolutions.
(2) Adultes âgés de 65 ans et plus.
(3) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Résidences principales selon le statut d'occupation.

1. Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune.
2. Résidences principales selon le statut d'occupation et l'âge de la personne de référence.
3. Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence.
4. Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé.
5. Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble.
6. Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage.
7. Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence.
8. Charges financières des accédants et locataires selon le secteur du logement.
9. Taux d'effort selon le secteur du logement et la catégorie socioprofessionnelle.
10. Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation dans les DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Les logements sont de plus en plus spacieux, l'amélioration du confort se poursuit, le goût pour la propriété et la maison individuelle ne se dément pas. Aussi les résultats de 1990 confirment-ils des tendances déjà mises en évidence par le précédent recensement et les dernières enquêtes « Logement ». Les travaux de modernisation, en plein essor, ont concerné 1,7 million de résidences principales entre 1982 et 1990. Le chauffage électrique fait mieux qu'une percée : il a été installé dans 54 % des logements construits depuis huit ans. La mobilité résidentielle marque le pas : plus de 54 % des ménages sont propriétaires et changent moins souvent de domicile.

2. MÉTHODOLOGIE

Les enquêtes logements

L'INSEE a réalisé des enquêtes sur le logement en 1955, 1961, 1963, 1967, 1970, 1973, 1978, 1984 et 1988. Une dixième enquête a été effectuée en 1992.

Toutes ces enquêtes, de caractéristiques analogues, ont été réalisées, auprès d'un échantillon représentatif de l'ensemble des logements existant en France à la date de l'enquête.

Cet échantillon a été constitué à partir de deux bases de sondage :

— le recensement précédent de la population pour les logements achevés à la date de ce recensement;

— le fichier des logements neufs géré par le ministère du Logement pour les logements achevés entre le recensement et la date de l'enquête.

En 1988, l'échantillon comprenait d'une part, les logements déjà enquêtés en 1984 et des logements neufs, d'autre part.

La taille de l'échantillon était en 1978 de 31.000 logements, en 1984, de 38.000 logements en 1988, de 36.000 logements (en 1988, l'échantillon de la région Île-de-France a été augmenté en vue d'études locales, toutes les autres régions ayant les mêmes taux de sondage) et en 1992 de 48.000 logements dont une extension régionale Nord - Pas-de-Calais d'environ 2.800 logements.

Ces enquêtes comportent :

— d'une part, des questions sur les caractéristiques physiques du parc (taille, confort) et sur les caractéristiques démographiques du ménage occupant (catégorie socioprofessionnelle, statut d'occupation, nombre de personnes);

— d'autre part, des questions détaillées axées sur les dépenses de logement (loyers, charges, prix d'acquisition, modalités de financement utilisées par les accédants à la propriété).

Les enquêtes par sondage adoptent les mêmes concepts que les recensements; elles visent à fournir des informations plus complexes et plus nombreuses, mais souvent au seul niveau national. Dans les recensements, les effectifs sont mieux mesurés et les données sont disponibles à des échelons géographiques fins et variés.

L'indice de peuplement

Pour calculer l'indice de peuplement, on définit un nombre de pièces normatif de la façon suivante :

- *On compte :*

— 1 pièce pour chaque personne mariée, veuve ou divorcée dont le conjoint n'habite pas le logement;

— 1 pièce pour chaque couple vivant dans le logement;

— 1 pièce pour chaque personne célibataire de plus de 18 ans;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de 7 à 18 ans de même sexe;

— 1 pièce pour chaque groupe de 2 enfants de moins de 7 ans;

— 1 pièce pour l'ensemble des domestiques et des salariés logés;

— plus 1 unité pour la salle de séjour.

L'indice de peuplement est alors ainsi calculé :

— surpeuplement accentué : le nombre de pièces du logement est inférieur d'au moins 2 unités au nombre de pièces normatif;

— surpeuplement modéré : le nombre de pièces du logement est inférieur d'une unité au nombre de pièces normatif;

— peuplement normal : le nombre de pièces du logement est égal au nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement modéré : le nombre de pièces du logement dépasse d'une unité le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement prononcé : le nombre de pièces du logement dépasse de 2 unités le nombre de pièces normatif;

— sous-peuplement très accentué : le nombre de pièces du logement dépasse d'au moins 3 unités le nombre de pièces normatif.

3. DÉFINITIONS

Les logements occasionnels

Logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement sont recensées dans leur résidence principale.

Les logements vacants

Logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement.

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si celle-ci a plus de 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bains, etc.

Les résidences principales

Logements occupés de façon permanente et à titre principal par un ménage. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels et les garnis, les constructions provisoires et les habitations de fortune.

Les résidences secondaires

Logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Sont également classés en résidences secondaires les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications :

● Ouvrages :

« Le logement aujourd'hui et demain », *INSEE-Résultats,* n^{os} 43-44 (*Consommation - modes de vie,* n^{os} 7-8);

« Le patrimoine de logements en 1984 », *INSEE-Résultats,* n° 55 (*Consommation - modes de vie,* n° 9);

« Le parc de logements et son occupation, mouvements annuels 1982-1988 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 86-87, n^{os} 15-16;

« Accession, endettement, surendettement », *INSEE-Première,* n° 60;

« Le logement des Français en 1988, plus d'espace, moins d'insatisfaits », *INSEE-Première,* n° 98;

« Tendances récentes du marché du logement », *INSEE-Première,* n° 74;

« Pourquoi l'on devient propriétaire », *INSEE-Première,* n° 124;

« Moins de logements neufs, plus de rénovation. RP 1990 », *INSEE-Première,* n° 147;

« Les conditions de logement des ménages en 1978 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 85;

« Les conditions de logement des ménages en 1984 », *Les Collections de l'INSEE,* volume M 133;

« Les conditions de logement fin 1984 », *Premiers résultats,* n° 70, août 1986;

Fascicules départementaux (résultats du sondage au 1/4 du RP 90);

Volume « Logements - Immeubles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

Volume « Ménages, Familles » (résultats du sondage au 1/20 du RP 90);

« Projection du nombre de ménages 1975-2000 », *Les Collections de l'INSEE,* volume D 64;

« Logements, population, emploi 1975-1982-1990 » (RP 90);

« Les conditions de logement des ménages en 1988 », *INSEE-Résultats*, n^{os} 171-172 (avril 1992);

« Le logement locatif de 1984 à 1989 », *INSEE-Résultats,* n^{os} 201-202 (août 1992).

● Articles d'*Économie et Statistique :*

« Le nombre de ménage croît plus vite que la population », mars 1986, n° 186;

« L'accession à tout prix, les charges de copropriétés, le parc locatif et ses occupants, loyers et charges locatives : près de 14 % du revenu, la valeur du parc de logements : près de 8.000 milliards de francs », septembre 1987, n° 202;

« Le logement de 1978 à 1984 : toujours plus grand et toujours mieux, les HLM : une vocation sociale qui s'accentue », janvier 1988, n° 206;

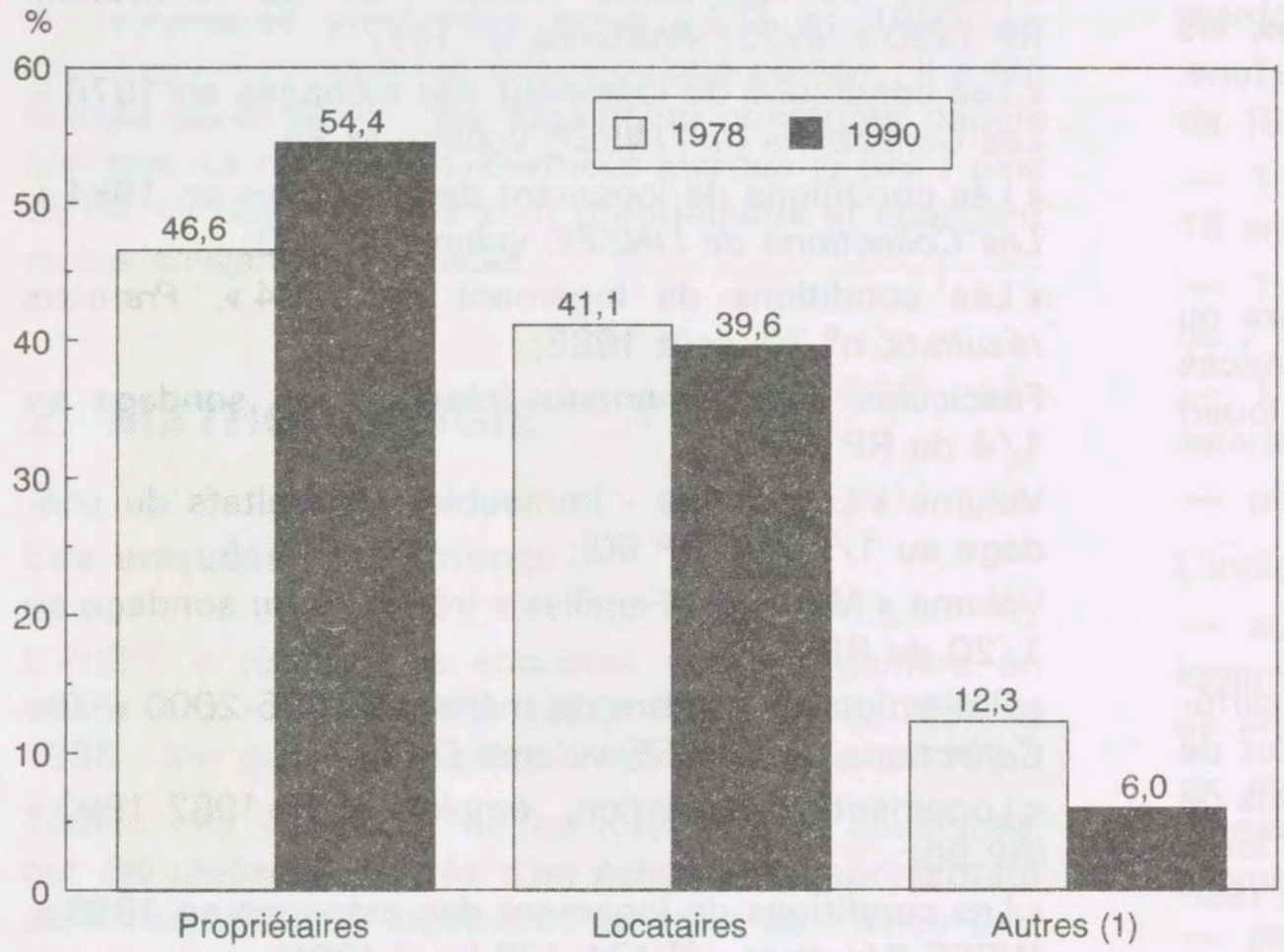
« La croissance du nombre de ménages soutiendra la construction neuve jusqu'au milieu des années 90 », octobre 1989, n° 225;

« L'opinion des Français sur leur logement. Les économies d'énergie dans le logement : un gain durable; février 1991, n° 240. « Accession » : l'ancien réhabilité. Portrait du locataire », février 1991, n° 240.

*
* *

GRAPHIQUE D.02

Résidences principales selon le statut d'occupation



(1) Notamment les logements gratuits.
Source : INSEE

TABLEAU D.02-1

Résidences principales, logements vacants et résidences secondaires par catégorie de commune

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité :* Millier

	1975	1982	1990
Résidences principales :			
Communes rurales	4.556	4.915	5.259
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	4.926	5.624	6.299
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	4.998	5.562	6.204
Agglomération parisienne	3.264	3.489	3.774
France entière	**17.744**	**19.590**	**21.536**
Logements vacants :			
Communes rurales	598	593	578
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	415	519	545
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	373	445	490
Agglomération parisienne	248	297	283
France entière	**1.634**	**1.854**	**1.896**
Résidences secondaires :			
Communes rurales	997	1.280	1.456
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	443	644	867
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	176	240	330
Agglomération parisienne	79	101	161
France entière	**1.695**	**2.265**	**2.814**
Tous logements :			
Communes rurales	**6.151**	**6.788**	**7.293**
Unités urbaines de moins de 100.000 habitants	**5.784**	**6.787**	**7.711**
Unités urbaines de plus de 100.000 habitants	**5.547**	**6.247**	**7.024**
Agglomération parisienne	**3.591**	**3.887**	**4.218**
France entière	**21.073**	**23.709**	**26.246**

TABLEAU D.02-2

Résidences principales selon le statut d'occupation, et l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990) *Unité :* Millier

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Total**
Propriétaire	392	2.041	2.486	2.192	3.023	1.582	**32.207**
Locataire ou sous-locataire	2.065	2.120	1.379	957	1.170	835	**20.392**
dont : d'un logement loué vide non H.L.M	1.308	1.272	795	523	654	527	**11.439**
d'un logement loué vide H.L.M	613	793	546	406	492	289	**8.478**
d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	144	55	38	27	24	19	**475**
Logé gratuit	215	246	189	151	211	266	**2.784**
Total	**2.673**	**4.407**	**4.054**	**3.299**	**4.404**	**2.684**	**55.384**

TABLEAU D.02-3

Résidences principales selon le confort et la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la populationde 1990) *Unité :* millier

	Agriculteurs	Artisants Commerçants Chefs d'entreprises	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Total**
Ni baignoire ni douche, sans WC intrérieur	47	16	9	20	48	156	400	115	**811**
Ni baignoire ni douche, avec WC intérieur	11	13	6	16	28	80	354	82	**588**
Baignoire ou douche, sans WC intérieur	21	34	32	58	64	134	169	60	**572**
Baignoire ou douche, WC intérieur, sans chauffage central	158	175	131	293	272	891	1.078	266	**3.264**
Baignoire ou douche, WC intérieur, avec chauffage central	303	1.010	1.840	2.450	1.834	3.478	4.297	1.083	**16.285**

TABLEAU D.02-4

Résidences principales selon le mode de chauffage et le combustible utilisé

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990)

Unité : Millier

	Résidences Principales	dont achevées avant 1949
Chauffage urbain	**1.012**	**60**
Logement équipé d'un chauffage central collectif :		
Gaz de ville	1.721	192
Fioul	1.726	274
Electricité	253	23
Gaz (citerne, bouteille)	18	4
Charbon	96	28
Bois	18	8
Total	**4.844**	**589**
Logement équipé d'un chauffage central individuel dans un immeuble collectif :		
Gaz de ville	1.894	701
Fioul	152	73
Electricité	1.269	543
Gaz (citerne, bouteille)	39	15
Charbon	22	10
Bois	14	8
Total	**3.390**	**1.350**
Logement équipé d'un chauffage central individuel dans un immeuble d'un seul logement :		
Gaz de ville	2.318	867
Fioul	2.865	1.043
Electricité	2.636	537
Gaz (citerne, bouteille)	338	117
Charbon	134	71
Bois	474	229
Total	**8.765**	**2.864**
Logements sans chauffage central	**4.537**	**3.167**
Total des résidences principales	**21.536**	**7.970**

TABLEAU D.02-5

Résidences principales, nombre moyen de pièces selon l'année d'achèvement et le type de l'immeuble

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990)

Unité : Effectif en millier

Année d'achèvement	Effectif			Nombre moyen de pièces
	Individuel	Collectif	**Total**	
Avant 1915	3.433	1.739	**5.172**	3,71
De 1915 à 1948	1.767	1.031	**2.798**	3,64
De 1949 à 1967	1.795	2.528	**4.323**	3,71
De 1967 à 1974	1.495	1.941	**3.436**	3,79
De 1975 à 1981	1.892	1.205	**3.097**	4,01
1982 ou après	1.884	826	**2.710**	4,04
Total	**12.266**	**9.270**	**21.536**	**3,80**

TABLEAU D.02-6

Résidences principales selon l'indice de peuplement et la taille du ménage

Source : INSEE (Enquête logement de 1988) *Unité :* Millier

Indice de peuplement	Nombre de personnes du ménage						Total
	1	2	3	4	5	6 et plus	
Sous-peuplement très accentué	652	1.552	509	430	161	57	**3.361**
Sous-peuplement prononcé	834	1.642	771	632	235	55	**4.169**
Sous-peuplement modéré	1.301	1.717	1.183	1.088	396	132	**5.817**
Peuplement normal	1.454	996	932	961	451	176	**4.970**
Surpeuplement modéré	872	304	232	310	193	163	**2.074**
Surpeuplement accentué	—	52	46	58	44	109	**309**
Total	**5.113**	**6.263**	**3.673**	**3.479**	**1.480**	**692**	**20.700**

TABLEAU D.02-7

Résidences principales, nombre moyen de personnes par logement et par pièce selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population de 1990) *Unité :* Millier

	Effectif	Nombre de personnes par logement	Nombre de personnes par pièce
15 à moins de 30 ans	2.763	2,12	0,76
30 à moins de 40 ans	4.397	3,24	0,84
40 à moins de 50 ans	3.983	3,42	0,80
50 à moins de 60 ans	3.239	2,70	0,65
60 à moins de 75 ans	4.435	1,97	0,51
75 ans ou plus	2.719	1,54	0,45
Total	**21.536**	**2,57**	**0,68**

TABLEAU D.02-8

Charges financières des accédants et locataires selon le secteur de logement

Source : INSEE (Enquêtes logement de 1984 et 1988) *Unité :* Francs courants

Secteur	Brutes par an		Brutes par an et m^2		Nettes par an		Nettes par an et m^2	
	1984	1988	1984	1988	1984	1988	1984	1988
Accédants PAP	31.065	37.415	302	355	26.183	30.637	255	291
Accédants prêts conventionnés	34.917	41.430	326	379	32.137	37.993	300	348
Autres accédants	17.803	23.532	174	225	17.401	23.105	170	221
Ensemble	**21.944**	**29.406**	**213**	**279**	**20.491**	**27.184**	**199**	**258**
Location HLM conventionnée	11.823	14.751	164	209	7.344	9.514	102	135
Location HLM non conventionnée	8.892	11.203	128	162	6.498	8.648	94	125
Location sociale non HLM	12.193	16.607	181	247	10.511	14.517	156	215
Location loi de 48	9.405	14.273	152	219	8.389	12.877	136	198
Location libre avant 49	11.825	18.297	183	277	10.309	16.417	160	249
Location libre après 48	17.044	22.072	249	321	15.320	20.137	224	293
Ensemble des locataires d'un local loué vide	**12.036**	**16.684**	**179**	**244**	**9.973**	**13.960**	**150**	**205**

TABLEAU D.02-9

Taux d'effort selon le secteur de logement et la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (Enquêtes logement 1984 et 1988)

Unité : %

	Accédants		Location secteur social		Location secteur privé	
	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net	Taux brut	Taux net
Industriels, commerçants	17,9	16,9	11,3	9,2	16,6	15,8
Professions libérales, cadres supérieurs	14,6	14,5	11,9	11,4	14,7	14,5
Professions intermédiaires	16,7	16,0	11,1	9,9	15,9	15,2
Employés	20,5	18,8	13,6	10,1	19,6	17,1
Ouvriers	20,9	17,6	12,6	8,2	14,6	12,1
Retraités	12,1	11,7	15,2	11,2	17,7	15,3
Inactifs	18,4	15,2	20,6	7,8	30,2	24,4
Ensemble	**17,3**	**16,0**	**13,2**	**9,6**	**16,5**	**15,0**

TABLEAU D.02-10

Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation.

Source : INSEE (RP 1982 et 1990)

Unité : effectifs

	1982	1990
GUADELOUPE		
Ensemble des résidences principales	**85.629**	**112.478**
Nombre de pièces :		
1	4.922	7.555
2	16.318	16.623
3	19.127	24.679
4	28.431	34.901
5	10.099	17.047
6 ou plus	6.732	11.673
Caractéristiques de confort :		
Electricité	66.136	100.603
Eau froide dans le logement	59.495	93.616
Baignoire ou douche	45.821	83.360
W-C intérieurs avec chasse d'eau	48.345	85.320
Statut d'occupation :		
Propriétaire	55.363	70.369
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	19.997
Logé à titre gracieux	4.543	5.919
Locataire ou sous-locataire	25.723	36.190
GUYANE		
Ensemble des résidences principales	21.063	33.285
Nombre de pièces :		
1	4.733	5.652
2	5.025	7.772
3	4.563	7.026
4	4.465	7.811
5	1.559	3.388
6 ou plus	718	1.636
Caractéristiques de confort :		
Electricité	16.925	28.872
Eau froide dans le logement	14.481	22.379
Baignoire ou douche	12.906	22.457
W-C intérieurs avec chasse d'eau	12.653	20.218
Statut d'occupation :		
Propriétaire	7.346	13.742
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	5.573
Logé à titre gracieux	2.228	3.939
Locataire ou sous-locataire	11.489	15.604

TABLEAU D.02-10 (suite et fin)

Résidences principales selon le nombre de pièces, les caractéristiques de confort et le statut d'occupation.

Source : INSEE (RP 1982 et 1990) — *Unité :* effectifs

	1982	1990
MARTINIQUE		
Ensemble des résidences principales	**85.265**	**106.536**
Nombre de pièces :		
1	3.966	3.752
2	13.999	13.124
3	25.595	29.243
4	27.610	37.646
5	9.893	15.373
6 ou plus	4.202	7.398
Caractéristiques de confort :		
Electricité	61.682	96.221
Eau froide dans le logement	66.984	96.098
Baignoire ou douche	53.957	87.901
W-C intérieurs avec chasse d'eau	53.980	88.809
Statut d'occupation :		
Propriétaire	52.692	64.861
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	14.440
Logé à titre gracieux	5.662	7.046
Locataire ou sous-locataire	26.911	34.629
RÉUNION		
Ensemble des résidences principales	**120.861**	**157.853**
Nombre de pièces :		
1	5.702	6.353
2	19.248	18.462
3	29.153	35.816
4	40.024	49.466
5	17.983	29.655
6 ou plus	8.751	18.101
Caractéristiques de confort :		
Electricité	98.607	150.441
Eau froide dans le logement	79.348	129.344
Baignoire ou douche	63.300	117.556
W-C intérieurs avec chasse d'eau	61.257	109.216
Statut d'occupation :		
Propriétaire	66.657	88.844
dont : propriétaire du logement et non du sol	///	18.731
Logé à titre gracieux	12.022	12.613
Locataire ou sous-locataire	42.182	56.396

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique : Part des dépenses de santé dans la consommation des ménages entre 1970 et 1989 dans la Communauté européenne.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépense courante de santé.
3. L'évolution des recours aux soins.
4. Couverture maladie selon la catégorie socio-professionnelle en 1980 et 1991.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Habitants par médecin dans divers pays.
7. Personnels hospitaliers.
8. Professions sociales par secteur d'activité.
9. Établissements d'hospitalisation .
10. Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.
11. Équipement et activité des établissements hospitaliers.
12. Établissements pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI).

1. PRÉSENTATION

Les Français se soignent plus dans les années quatre-vingt que dans les années soixante-dix, mais la croissance des soins médicaux s'est ralentie. Les consultations de médecins et autres praticiens ont progressé de 2,2 % par personne et par an entre 1980 et 1991 au lieu de 4,5 % sur les dix années précédentes; les séances chez les dentistes ont même diminué. L'hospitalisation est également devenue un peu moins fréquente. Les disparités entre catégories socioprofessionnelles se sont réduites en ce qui concerne le recours aux soins. Mais du point de vue des sommes déboursées, les écarts se sont creusés.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé décrivent à l'échelon national l'ensemble des activités de santé et leur évolution. Il s'agit tout d'abord des soins médicaux et paramédicaux dispensés sur le territoire. L'effort national en matière de promotion et de développement des politiques sanitaires est également décrit dans ses composantes : prévention, éducation, enseignement et recherche.

Les comptes de la Santé

Ils fournissent une analyse du financement de l'ensemble des dépenses engagées par les particuliers, par le système de protection sociale et les collectivités publiques ou privées. Le modèle d'évaluation utilisé pour l'élaboration des comptes a fait l'objet, depuis 1984, d'une mise à jour importante en raison notamment des modifications techniques et institutionnelles intervenues dans le secteur de la Santé. L'élaboration de la nouvelle base des comptes de la Santé a débouché sur des séries entièrement revues.

Dépenses courantes de santé

L'analyse des dépenses courantes de santé repose sur un croisement entre l'origine (payeurs) et la destination finale (prestataires de soins, distributeurs de soins médicaux) des flux financiers. La structure de financement se présente par grandes opérations :

— prestations sociales;

— dotation globale;

— autres transferts et subventions;

— dépense courante;

— participation des ménages.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu.

Il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville recense dans son fichier décentralisé (ADELI) tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Dans les tableaux de ce chapitre, la rubrique « spécialistes » inclut les compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier. Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine, pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système hospitalier français englobe des établissements dont les différents statuts juridiques, établissements publics, privés à caractère commercial, privés à but non lucratif, fondent la distinction entre le secteur public et le secteur privé.

Le fondement de la planification hospitalière s'établit sur la carte sanitaire. La carte sanitaire détermine une répartition des équipements et des lits nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Elle est la référence essentielle pour la planification et la programmation des équipements.

Établissements sanitaires et sociaux, et établissements pour handicapés

Les établissements sanitaires et sociaux présentés dans ce chapitre regroupent :

— les établissements d'hospitalisation publics, privés et psychiatriques;

— les établissements concernant les personnes âgées;

— les établissements concernant l'accueil des jeunes enfants;

— les établissements pour handicapés;

— les centres de transfusion sanguine.

Le nombre d'établissements et le nombre de lits ou places offerts constituent, de façon presque exhaustive, la capacité d'accueil sanitaire et social de la France.

Hospitalisation complète et hébergement complet.

Les lits correspondent aux lits installés à une date donnée. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement elles représentent la somme des entrées normales dans cette discipline et des entrées par mutation.

Les journées d'hospitalisation sont établies pour l'enquête de 1980 (ensemble des établissements d'hospitalisation publics) sur le nombre de présents à minuit, le jour de sortie n'étant pas comptabilisé sauf en cas de décès.

Pour l'enquête EHP (ensemble des établissements d'hospitalisation privés) les journées d'hospitalisation correspondent aux journées facturées, les établissements dont le prix de journée est fixé conventionnellement avec la Caisse régionale d'assurance maladie (CRAM) facturant en particulier la journée de sortie.

La durée moyenne de séjour se définit comme le rapport entre le nombre de journées et le nombre d'entrées. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : $\frac{\text{journées réalisées}}{\text{entrées totales}}$

— pour le secteur privé :

$$\frac{\text{(journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie)}}{\text{entrées}}$$

Les professions sociales

Dans la plupart des professions sociales, il a été créé au cours des années 1960 soit un diplôme d'État soit un certificat d'aptitude.

SIDA

La surveillance nationale du SIDA a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission.

Causes médicales de décès

La statistique des causes de décès résulte de l'exploitation des déclarations faites par les médecins qui constatent les décès. La proportion des causes qui restent indéterminées (mal définies ou non déclarées) s'élève à environ 6 % en 1988; les décès qui ne sont attribués qu'à la sénilité représentent un peu plus de 1 %.

Malgré ces motifs d'imprécision, cette statistique fournit de précieuses indications sur l'état et l'évolution des causes de mortalité.

Le code utilisé pour les causes médicales de décès est la classification internationale des maladies 9e révision. Des résultats provisoires nationaux sont publiés par sexe en distinguant les enfants de moins d'un an; les données définitives sont ventilées par sexe, âge détaillé et rapportées à la population.

Morbidité des assurés sociaux (et de leurs ayants droit) pour les affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois

Ces résultats sont extraits de l'État annuel des maladies ayant fait l'objet de l'examen prévu à l'article L. 293 du Code de la sécurité sociale. L'article L. 324-1 du Code de la sécurité sociale précise qu'en cas de maladie de longue durée et en cas d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, la caisse fait procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil du service du contrôle médical en vue de déterminer le traitement que l'intéressé doit suivre si les services sont dispensés sans interruption.

Jusqu'en 1986, cette statistique fait connaître les nombres annuels de maladies et de traumatismes constituant des affections de longue durée ou ayant exigé des soins depuis plus de six mois. Elle porte sur l'ensemble des bénéficiaires (et de leurs ayants droit) du régime général de sécurité sociale (y compris les régimes fonctionnaires, étudiants, grands invalides, veuves et orphelins de guerre).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale

La consommation médicale totale recouvre les biens et services médicaux suivants :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et en section de cure médicale;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales);

— le transport des malades;

— les médicaments;

— les biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie);

— la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses de santé

Les différentes composantes des dépenses courantes de santé sont les suivantes :

- Les dépenses pour les malades qui comprennent :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

— les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades),

— les soins aux collectivités (armées, prisons),
— les médicaments,
— les prothèses (lunetterie, orthopédie);

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail);

— les subventions au système de soins (subventions aux médecins, aux hôpitaux privés et aux centres de soins);

● Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

● Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

● Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

— Pour les enfants handicapés.

Les établissements d'éducation spéciale pour déficients mentaux. Ils regroupent les instituts médico-éducatifs (IME), les instituts médico-pédagogiques (IMP), et les instituts médico-professionnels (IM-Pro). Ces établissements assurent des soins et une éducation spéciale : un enseignement général et pratique aux enfants de 3 à 14 ans et un enseignement professionnel aux jeunes de 14 à 20 ans (avec possibilité d'aller jusqu'à 25 ans). Le handicap de leur clientèle est une déficience à prédominance intellectuelle liée à des troubles neuropsychiatriques. Quant aux établissements d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement, on y dispense des soins et une éducation spéciale aux enfants présentant des troubles du caractère et du comportement susceptibles d'une rééducation psychothérapique sous contrôle médical.

— Pour les adultes handicapés.

Les établissements et services pour adultes handicapés regroupent deux types d'organismes :

— les structures d'hébergement;

— les structures de travail qui offrent un emploi protégé ou une activité de réinsertion professionnelle.

Une même personne peut être dénombrée dans la clientèle de chaque type d'établissement. Le cas le plus fréquent est l'adulte handicapé travaillant en centre d'aide par le travail et qui est hébergé en foyer d'hébergement.

Les centres d'aide par le travail (CAT) et les foyers d'hébergement emploient et hébergent la majorité des adultes handicapés en institutions. Les CAT accueillent momentanément ou durablement les personnes handicapées dont l'état ne leur permet pas de mener une vie professionnelle normale. Ils y mènent une activité grâce à une structure et des conditions de travail aménagées qui peuvent leur assurer l'insertion en atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers d'hébergement accueillent en fin de journée et en fin de semaine les personnes handicapées travaillant soit en établissement de travail protégé, soit en milieu ordinaire ou encore en centre de rééducation professionnelle. Le foyer d'hébergement est fréquemment l'annexe d'un CAT.

Professions médicales et sociales

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories les généralistes, compétents, compétents exclusifs et spécialistes :

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont toujours classés en salariés);

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, Protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont statistiquement classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes.

4. Sources de documentation

Organismes :

— Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville .
— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).
— INSEE.
— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Ministère des Affaires sociales de la Santé et de la Ville - Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) :

● Les Comptes nationaux de la Santé — 1988 — 1989 — 1990 — 1991 — 1992.

● Enquête sur la santé et la protection sociale en 1991, « premiers résultats » Credes, bibliographie n° 934.

● *Informations rapides :*

— N° 168, octobre 1990 : « Les professions de santé au 1er janvier 1989 »;

— N° 2, mai 1991 (nouvelle série) : « L'hôpital public change »;

— N° 8, octobre 1991 (nouvelle série) : « Les médecins salariés : une répartition géographique inégale ».

● *Documents statistiques :*

— N° 88, mai 1990 : « Les professions médicales. Départements et régions au 1er janvier 1989 »;

— N° 99, septembre 1990 : « Les sages-femmes et les paramédicaux en activité au 1er janvier 1989 »;

— N° 115, mars 1991 : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, résultats synthétiques »;

— N° 115 *bis* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991, France ».

— N° 115 *ter* : « Les médecins en activité au 1er janvier 1991 par interrégion ».

● *INSEE-Première :*

— Les décès en 1990, n° 182 (février 1992);

— Les causes de mortalité en 1990, n° 196 (mai 1992);

— Le recours aux soins se ralentit (premiers résultats de l'enquête Santé), n° 238 (décembre 1992).

— N° 126, octobre 1991 : « Les professions médicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— « Les sages-femmes et les professions paramédicales par département et région au 1er janvier 1990 »;

— N° 93, juillet 1990 : « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux départementaux et des services conventionnés au 1er janvier 1988 »;

— N° 121, juillet 1991 : « Les établissements d'hospitalisation privés en 1989 »;

— N° 122, juillet 1991 : « Les hôpitaux publics en 1989 »;

— N° 123, juillet 1991 : « Fiches de synthèse des hôpitaux publics ».

INSEE :

● *Solidarité - Santé. — Études statistiques :*

— N° 5, 1988 : « Dossier : L'entreprise hospitalière »;

— N° 1, 1990 : « L'accès à l'hôpital public »;

— N° 1, 1991 : « La santé du corps médical ou combien de médecins demain et pour quel exercice ? »;

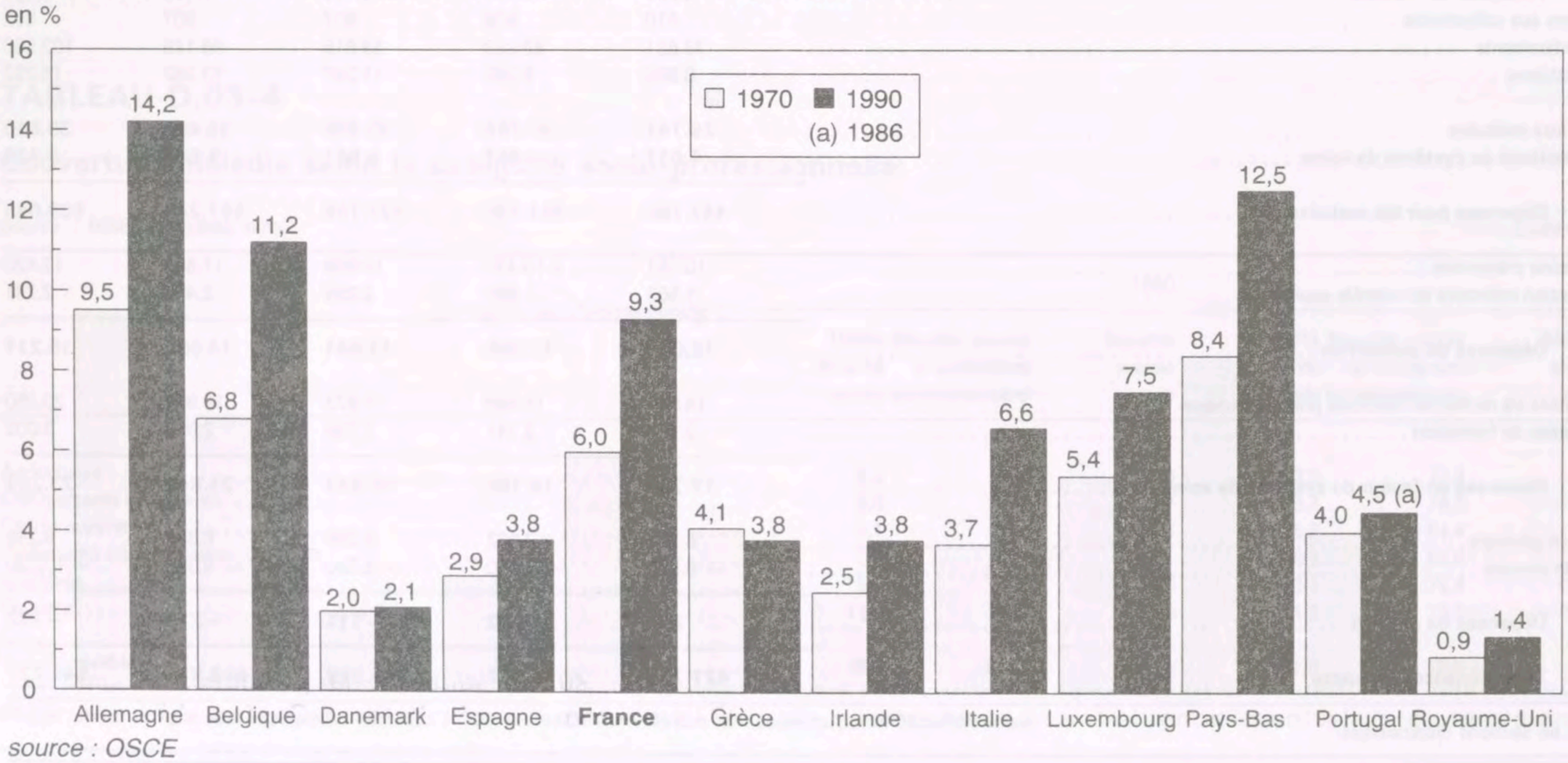
— N° 3, 1991 : « L'accroissement du corps médical : des réalités différentes selon les disciplines. Les médecins à exercice discontinu. Les infirmiers diplômés d'État, formation et emploi : un équilibre fragile ».

● « La Société française », *Données sociales,* INSEE, édition 1993.

*
* *

GRAPHIQUE D.03

Part des dépenses de santé dans la consommation des ménages dans la CEE



source : OSCE

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	r 1987	*r* 1988	*r* 1989	*r* 1990	1991
Dépense courante de santé :					
En valeur (million)	477.755	515.977	561.329	602.978	645.721
Taux d'évolution en %	4,7	8,0	8,8	7,4	7,1
En % du produit intérieur brut	9,0	9,0	9,1	9,3	9,5
Consommation médicale totale :					
En valeur (million)	425.511	459.447	500.769	537.278	573.406
Taux d'évolution en %	5,2	8,0	9,0	7,4	6,7
En % du produit intérieur brut	8,0	8,0	8,2	8,3	8,5

TABLEAU D.03-2

Dépense courante de santé

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI) — *Unité :* Million de francs

	1987	1988	*r* 1989	*r* 1990	1991
Dépenses de soins et biens médicaux	**414.022**	***r* 448.474**	**489.605**	**525.219**	**561.804**
Soins aux particuliers	**330.986**	***r* 355.731**	**387.736**	**415.025**	**443.040**
Soins hospitaliers (1)	206.888	*r* 218.293	236.426	252.293	267.685
Soins ambulatoires	118.405	131.633	144.830	155.280	166.905
Transports de malades	5.693	5.805	6.480	7.452	8.450
Soins aux collectivités	810	808	807	807	852
Médicaments	73.621	82.093	89.815	96.125	102.660
Prothèses	8.605	9.842	11.247	13.262	15.252
Aide aux malades	**29.741**	**30.795**	**33.300**	**36.480**	**39.810**
Subventions au système de soins	**4.017**	**4.861**	**4.861**	**5.544**	**6.435**
Dépenses pour les malades	**447.780**	***r* 484.130**	**527.766**	**567.243**	**608.049**
Médecine préventive	10.057	*r* 10.410	10.988	11.695	12.420
Prévention collective et contrôle sanitaire	1.963	1.985	2.053	2.404	2.791
Dépenses de prévention	**12.020**	***r* 12.395**	**13.041**	**14.099**	**15.211**
Dépenses de recherche médicale pharmaceutique	14.940	16.409	17.873	18.929	20.250
Dépenses de formation	2.763	2.741	2.760	2.920	3.003
Dépenses en faveur du système de soins	**17.703**	**19.150**	**20.633**	**21.849**	**23.253**
Gestion générale	6.782	*r* 7.662	8.269	8.807	9.298
Double compte	— 6.530	— 7.360	— 8.380	— 9.020	— 10.090
Dépenses de gestion	**252**	**302**	**—111**	**—213**	**—792**
Total dépenses de santé	**477.755**	***r* 515.977**	**561.329**	**602.978**	**645.721**

(1) Et en sections médicalisées.

TABLEAU D.03-3

Evolution des recours aux soins.

Source : INSEE (Enquêtes santé)

Type de soin	Nombre moyen de recours par an et par individu		Rythme de variation annuel moyen (en %)	
	1980 (1)	1991 (1)	1970-80	1980-91 (1)
Séances de médecins	5,0	6,4	4,2	2,3
Généralistes	3,5	4,3	3,1	1,9
Visites à domicile	1,4	1,3	2,7	—0,5
Autres consultations	2,1	3,0	3,4	3,3
Spécialistes	1,5	2,2	7,4	3,3
Séances d'analyses (2)	1,0	1,4	...	3,1
Analyses, examens, radios	1,8	3,6	10,2	6,5
dont : Examens par rayons	0,3	0,5	6,2	4,4
Analyses-Examens	1,4	3,0	11,8	6,9
Séances d'auxiliaires médicaux	3,7	5,0	4,3	2,7
dont : Infirmières	2,4	2,9	4,6	1,6
Kinésithérapeutes	1,1	1,8	7,4	4,3
Séances de dentistes	1,4	1,3	1,5	—0,9
Ensemble séances pratitiens	**11,2**	**14,2**	**4,5**	**2,2**
Pharmacie (3)	26,1	35,7	4,2	2,9
Prescrite	22,7	31,7	5,4	3,1
Sans ordonnance	3,4	4,0	—1,1	1,4
Sorties d'hospitalisation pour 100 personnes	15,3	14,3	3,0	—0,6

(1) Données établies sur les 3 premières vagues et non redressées.
(2) On a regroupé en une séance d'analyses (ou examens) l'ensemble des actes affectés au même patient, le même jour, au même endroit.
(3) Nombre de boites ou unités de conditionnement.

TABLEAU D.03-4

Couverture-maladie selon la catégorie socio-professionnelle

Source : INSEE (Enquêtes santé) *Unité :* %

Catégorie socioprofessionnelle (1)	1980			1991		
	100% Sécurité sociale	Sécurité sociale et couverture complémentaire	Sécurité sociale seule	100% Sécurité sociale	Sécurité sociale et couverture complémentaire	Sécurité sociale seule
Agriculteurs	9,3	51,9	38,0	13,3	72,3	13,2
Commerçants et artisants	5,8	66,3	26,7	9,4	76,3	13,6
Cadres supérieurs	5,1	78,6	15,6	5,8	84,4	9,5
Professions intermédiaires	5,8	80,7	13,1	6,5	85,8	7,2
Employés	5,3	74,5	15,7	12,1	75,4	11,9
Ouvriers	11,8	61,8	11,6	11,2	73,3	15,2
Ensemble	**9,5**	**66,4**	**23,2**	**9,6**	**77,6**	**12,2**

(1) Les totaux en ligne sont légèrement inférieurs à 100, en raison des individus non couverts par la Sécurité sociale.

TABLEAU D.03-5 A

Effectifs des professions de santé

France métropolitaine : au 1er janvier

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1988	1989	1990	1991	Pourcentage femmes	Nombre moyen d'habitants par profession
Professions médicales et pharmaceutiques						
Médecins	138.835	143.438	148.089	152.096	29	374
Chirurgiens-dentistes	36.079	37.056	37.931	38.146	29	1.491
Sages-femmes	10.210	10.356	10.705	10.872	...	1.117
Pharmaciens (1)	49.140	50.670	51.367	50.940	60	1.102
Auxiliaires médicaux						
Infirmiers diplômés d'Etat et autorisés	237.980	240.711	242.953	247.813	...	230
Infirmiers de secteur psychiatrique	61.118	61.204	61.527	60.328	...	943
Masseurs-kinésithérapeutes	37.357	38.524	38.257	39.323	...	1.447
Pédicures-podologues	5.371	5.677	...	...	...	...
Orthophonistes	9.459	10.148	e 10.000	10.239	...	5.557
Orthoptistes	1 .177	1.387	1.145	1.506	...	37.778

(1) Pharmaciens inscrits à l'Ordre, toutes activités confondues, chaque pharmacien n'étant compté qu'une fois (activité principale).

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer

Situation au 1er janvier 1991

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Médecins	571	149	623	933
Pharmaciens	182	28	180	292
Chirurgiens-dentistes	119	38	125	260
Sages-femmes	106	30	129	131
Infirmiers diplômés	1.100	427	1.178	1.781
Infirmiers psychiatriques	302	74	300	399
Masseurs-kinésithérapeutes	85	30	73	192
Nombre de médecins pour 100.000 habitants	148	166	170	171

TABLEAU D.03-6

Habitants par médecin dans divers pays

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	1975	1980	1982	1985	1987
Allemagne (ex-RFA)	502	441	421	379	356
Belgique	568	421	397	318	311
Danemark	530	459	422	389	390
France	**667**	**498**	**473**	**431**	**401**
Grèce	490	407	(1) 395	341	300
Irlande	845	775	...	...	708
Italie	452	357	279	...	(2) 279
Luxembourg	798	678	606	552	559
Pays-Bas	627	545	497	435	424
Royaume-Uni	680	599	(1) 581	...	729
Espagne	645	430	360	305	(3) 296
Portugal	787	510	460	417	390
Suède	580	454	(1) 480	...	373
Japon	847	...	730	...	638

(1) 1981.
(2) 1982.
(3) 1986.

TABLEAU D.03-7

Personnels hospitaliers

Effectifs au 1er janvier 1991

Source : Ministère des Affaires sociales et de l'Intégration (SESI)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	Dont temps plein	**Total (1)**	Dont temps plein	**Total**	**Dont temps plein**
Médecins et biologistes	**70.458**	27.913	**62.376**	13.627	**132.834**	**41.540**
Internes et étudiants (2)	**30.176**	...	**3.920**	...	**34.096**	...
Personnel administratif	**72.388**	60.041	**32.458**	26.404	**105.196**	**86.445**
Personnel de direction	**3.792**	3.464	**5.659**	4.411	**9.451**	**7.875**
Personnel d'administration	**66.443**	54.516	**26.482**	21.725	**92.925**	**76.241**
Personnel des écoles de cadres et professions para-médicales	**2.503**	2.061	**317**	268	**2.820**	**2.329**
Personnel soignant et éducatif	**453.220**	399.113	**146.688**	122.165	**599.908**	**521.278**
Sages-femmes (3)	**5.832**	4.862	**3.074**	2.447	**8.906**	**7.309**
Psychologues	**4.101**	2.541	**1.204**	343	**5.305**	**2.884**
Personnel des services médicaux	**436.776**	386.598	**136.746**	115.179	**573.522**	**501.777**
dont : Personnel encadrement infirmier	**23.886**	22.966	**5.881**	5.473	**29.767**	**28.439**
Infirmiers (DE et autorisés) (4)	**118.848**	99.098	**44.562**	37.107	**163.410**	**136.205**
Infirmiers psychiatriques	**45.395**	40.647	**7.362**	6.262	**52.757**	**46.909**
Masseurs kinésithérapeutes	**5.274**	3.447	**5.553**	2.834	**10.827**	**6.281**
Aides-soignants (5)	**143.738**	129.428	**40.840**	36.337	**184.578**	**165.765**
Agents des services hospitaliers (6)	**87.955**	81.785	**25.404**	22.428	**113.359**	**104.213**
Autre personnel des services médicaux	**6.144**	5.904	**7.144**	4.738	**13.288**	**10.642**
Personnel éducatif	**3.103**	2.463	**4.844**	3.574	**8.252**	**6.037**
Assistantes de services sociaux	**3.408**	2.649	**820**	442	**4.228**	**32.030**
Personnel médico-technique	**31.558**	26.215	**8.973**	5.815	**40.531**	**32.030**
Pharmaciens	**608**	99	**1.630**	236	**2.238**	**335**
Personnel des services de pharmacie	**3.561**	3.072	**1.125**	637	**4.686**	**3.709**
Personnel des services de laboratoire	**16.120**	12.943	**2.598**	1.939	**18.718**	**14.882**
Personnel des services d'électroradiologie	**10.719**	9.616	**3.033**	2.519	**13.752**	**12.135**
Autre personnel médico-technique	**550**	485	**587**	484	**1.137**	**969**
Personnel technique	**96.981**	91.810	**47.265**	40.921	**144.246**	**132.731**
Personnel des services techniques	**2.053**	2.004	**3.161**	2.774	**5.214**	**4.778**
Personnel des services informatiques	**2.903**	2.641	**988**	821	**3.891**	**3.462**
Personnel des services ouvriers du parc auto et des services intérieurs	**92.025**	87.165	**43.116**	37.326	**135.141**	**124.491**
Total (7)	**654.497**	**577.179**	**235.384**	**195.105**	**889.881**	**772.284**

(1) Y compris bénévoles et libéraux dans les cliniques privées.
(2) Etudiants des DCEM 3 et DCEM 4.
(3) Non compris le personnel des écoles.
(4) Toutes spécialités confondues, y c. les étudiants en médecine rémunérés sur des postes d'infirmiers, non compris les personnels des écoles, ainsi que les élèves.
(5) Non compris les élèves.
(6) Non compris les autres emplois secondaires des services médicaux.
(7) Hors médecins et biologistes, internes et étudiants.

TABLEAU D.03-8

Professions sociales par secteur d'activité

Emplois à temps plein et temps partiel

Situation au 1er janvier 1991

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Educateurs spécialisés	Moniteurs éducateurs	Educateurs de jeunes enfants	Educateurs techniques spécialisés	Educateurs techniques	Aides médico-psychologiques	Animateurs socio-culturels
Etablissements d'hospitalisation	2.703	1.203	960	103	339	907	223
Etablissements et services pour adultes et enfants handicapés ou en difficulté (1)	34.423	15.107	1.549	5.466	9.161	8.967	1.758
Autres secteurs, y compris établissements autonomes d'hébergement pour personnes âgées	—	—	—	—	—	137	624
Services sanitaires et sociaux départementaux (2)	2.027	56	79	—	—	—	—
Services sanitaires et sociaux DDASS Etat (2)	77	—	—	—	—	—	—

(1) Au 1er janvier 1990.
(2) Non compris les services conventionnés.

TABLEAU D.03-9

Etablissements d'hospitalisation

Equipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 1991

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

Catégorie d'établissement	Etablissements (1) ou entités juridiques	Lits et places			
		Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	**Total des lits ou places**
Public					
Centre hospitalier régional	29	96.507	6.261	4.171	**106.939**
Centre hospitalier	500	173.170	65.531	5.292	**243.993**
Hôpital local	319	19.343	30.990	—	**50.333**
Centre de moyen et long séjour	116	13.785	7.226	—	**21.011**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	97	55.098	744	11.578	**67.420**
Autres établissements	4	547	181	—	**728**
Total public	**1.065**	**358.450**	**110.933**	**21.041**	**490.424**
Privé					
Etablissement de soins aigus	1.329	112.019	590	638	113.447
Maison d'enfants à caractère sanitaire	112	6.804	103	161	7.068
Etablissement de moyen et/ou long séjour	712	48.064	817	1.694	50.575
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	27	13.110	—	2.247	15.357
Autres établissements de lutte contre les maladies mentales	303	14.276	7	3.008	17.291
Traitements et soins à domicile-dialyse ambulatoire	271	32	—	—	32
Total privé	**2.754**	**194.305**	**1.517**	**7.948**	**203.770**
Total public et privé	**3.819**	**552.755**	**112.450**	**28.989**	**694.194**
Hébergement et long séjour pour personnes âgées (1990)					
Hébergement					
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	///	///	///	107.432
Hospices et maisons de retraite publics (2)	1.353	///	///	///	102.725
Hospices et maisons de retraite privés (2)	2.568	///	///	///	139.797
Logements-foyers	2.587	///	///	///	142.150
Autres établissements autonomes	315	///	///	///	7.929
Etablissements d'hospitalisation privés	10	///	///	///	709
Total	**7.688**	///	///	///	**500.742**
Long séjour					
Hôpitaux publics	736	///	///	///	63.711
Etablissements d'hospitalisation privés	81	///	///	///	4.820
Hospices et maisons de retraite publics	...	///	///	///	337
Hospices et maisons de retraite privés	...	///	///	///	–
Total	...	///	///	///	**68.868**
Etablissements pour handicapés 1989					
Etablissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	1.969	///	///	///	**118.768**
Services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	931	///	///	///	**104.751**
Etablissements et services d'hébergement pour handicapés	1.662	///	///	///	**57.031**
dont : Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1.018	///	///	///	**32.816**
Etablissements et services de travail pour handicapés adultes	1.452	///	///	///	**87.853**
dont : Centres d'aide par le travail	1.060	///	///	///	**68.513**
Ateliers protégés	186	///	///	///	**8.015**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	80	///	///	///	**9.373**

(1) On recense des entités juridiques pour le secteur public et les hôpitaux privés faisant fonction de publics et des établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Nombre de places pour l'accueil des jeunes enfants.

Situation au 31 décembre.

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

	1980	1985	1988	1989	1990
Crèches collectives (1)	69.400	84.300	100.700	107.000	112.400
Crèches familiales (2)	34.300	46.400	56.900	58.900	61.500
Jardins d'enfants	14.900	13.300	12.200	12.100	12.300
Haltes-garderies (1)	25.500	37.000	47.100	50.600	52.900

(1) Y compris parentales et multi-accueil.
(2) Enfants inscrits.

TABLEAU D.03-11

Equipement et activité des établissements hospitaliers.

Année 1990

Source : Ministère des Affaires sociales, de la santé et de la Ville

	Public	Privé	Total
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales (1)	105.393	32.343	**137.736**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	61.282	64.287	**125.569**
Gynécologie , obstétrique	17.337	12.210	**29.547**
Total court séjour	**184.012**	**198.840**	**292.852**
Moyen séjour	42.127	53.145	**95.272**
Long séjour	63.711	4.820	**68.531**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	68.600	27.500	**96.100**
Total	**358.450**	**194.305**	**552.755**
Entrées			
Médecine et spécialités médicales (1)	3.780.921	964.288	**4.745.209**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2.322.472	3.495.105	**5.817.577**
Gynécologie , obstétrique	762.235	534.646	**1.296.881**
Total court séjour	**6.865.628**	**4.994.039**	**11.859.667**
Moyen séjour	336.329	403.330	**739.659**
Long séjour	49.592	3.357	**52.949**
Lutte contre les maladies mentales et les toxicomanies	345.535	151.008	**496.543**
Total	**7.597.084**	**5.551.734**	**13.148.818**

(1) La discipline médecine intègre désormais la lutte contre le cancer qui n'apparait plus en tant que telle.

TABLEAU D.03-12

Etablissements pour handicapés

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville (SESI)

	Nombre d'établissements			Nombre de places		
	31 octobre 1985	31 décembre 1987	31 décembre 1989	31 octobre 1985	31 décembre 1987	31 décembre 1989
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients mentaux et polyhandicapés	1.310	1.279	1.308	85.768	82.772	82.959
Etablissement pour arriérés profonds	28	—	—	1.816	—	—
Etablissement d'éducation spéciale pour enfants atteints de troubles de la conduite et du comportement	261	265	265	13.404	13.282	13.466
Etablissement d'éducation spéciale pour handicapés moteurs	124	128	124	7.665	8.119	7.491
Etablissement d'éducation spéciale pour déficients sensoriels	148	144	152	12.234	12.241	12.430
Etablissement et services d'hébergement pour handicapés	56	72	89	1.607	1.677	2.068
Etablissements expérimentaux en faveur de l'enfance handicapée	19	22	31	323	354	354
Total des établissements pour l'enfance et la jeunesse handicapées	**1.946**	**1.910**	**1.969**	**122.817**	**118.445**	**118.768**
Centre médico-psycho-pédagogique	527	514	515	///	///	///
Centre d'action médico-sociale précoce	137	135	170	///	///	///
Service de soins et d'éducation spécialisée à domicile	116	180	246	...	4.801	6.100
Total services à domicile ou ambulatoires pour handicapés	**780**	**829**	**931**	///	///	///
Foyer d'hébergement pour handicapés adultes	863	935	1.018	28.722	30.884	32.816
Centre de placement familial pour adultes handicapés	10	9	9	501	427	465
Maison d'accueil spécialisée	85	118	164	3.424	4.711	6.322
Foyer de vie pour handicapés	241	345	471	10.607	13.715	17.428
Total établissements et services d'hébergement pour handicapés	**1.199**	**1.407**	**1.662**	**43.254**	**49.737**	**57.031**
Centre d'aide par le travail (CAT)	928	990	1.060	59.648	64.362	68.513
Atelier protégé et centre de distribution de travail à domicile	117	143	186	5.624	6.610	8.015
Centre de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	81	78	80	9.347	9.014	9.373
Autre établissement de réinsertion professionnelle pour handicapés adultes	12	8	15	269	131	357
Equipe de préparation et de suite du reclassement	16	13	16	—	—	—
Etablissement expérimental en faveur des adultes handicapés	32	42	95	650	955	1.595
Total établissements et services de travail pour handicapés adultes	**1.186**	**1.274**	**1.452**	**75.538**	**81.072**	**87.853**

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Nature de l'affection	1989	1990	*p* 1991
Tuberculose évolutive	8.098	8.851	8.473
Lèpre	214	106	89
Bilharziose compliquée	39	80	74
Tumeurs malignes	128.496	143.262	143.109
Diabète	60.194	60.848	59.403
Hémophilie	421	400	386
Maladies mentales	102.268	102.523	82.031
Accident vasculaire cérébral	26.149	26.393	29.122
Sclérose en plaques	2.867	2.525	2.569
Maladie de Parkinson	5.253	6.282	6.630
Paraplégie	4.927	4.205	2.030
Infarctus aigu du myocarde	13.957	13.848	15.081
Hypertension artérielle sévère	46.289	52.644	51.683
Néphropathie chronique grave	5.160	4.816	4.614
Spondylite ankylosante	2.344	2.430	2.538
Polyarthrite chronique évolutive	8.160	8.453	8.394
Troubles neuro-musculaires	5.484	5.481	2.392
Mucoviscidose	303	263	252
Artériopathies chroniques évolutives	65.196	65.920	62.141
Cardiopathie congénitale	31.555	34.677	31.426
Insuffisance respiratoire	22.238	23.615	12.321
Aplasie médullaire	999	1.123	586
Cirrhose du foie décompensée	8.526	9.662	10.119
Déficit immunitaire primitif	866	...	
Syndrome immunitaire acquis	4.791	7.319	9.180
Hémoglobinopathies homozygotes	673	566	564
Maladies métaboliques héréditaires	3.171	3.600	1.241
Périarthrite	2.050	2.130	2.095
Rectocolite hémorragiques	4.398	4.574	4.896
Scoliose structurée évolutive	2.641	2.674	2.886
Suite de transplantation d'organes	281	242	203
Total	**568.008**	**599.512**	**556.528**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décés selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1988			1989			1990		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin	**Les deux sexes**	Sexe masculin	Sexe féminin
Maladies infectieuses et parasitaires	**7.991**	**4.425**	**3.566**	**8.839**	**5.013**	**3.826**	**9.674**	**5.784**	**3.890**
Tumeurs	**140.808**	**85.215**	**55.593**	**142.383**	**86.205**	**56.178**	**141.831**	**86.166**	**55.665**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5.684**	5.032	652	**5.522**	4.918	604	**5.537**	4.865	672
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4.958**	4.329	629	**4.961**	4.331	630	**5.016**	4.311	705
Tumeurs malignes de l'estomac	**7.295**	4.292	3.003	**6.863**	4.039	2.824	**6.798**	3.962	2.836
Tumeurs malignes de l'intestin	**15.664**	8.034	7.630	**15.825**	8.053	7.772	**15.760**	8.035	7.725
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**10.544**	6.243	4.301	**10.843**	6.430	4.413	**10.768**	6.539	4.229
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**21.158**	18.403	2.755	**21.607**	18.754	2.853	**21.617**	18.805	2.812
Tumeurs malignes du sein	**10.120**	138	9.982	**10.268**	145	10.123	**10.302**	129	10.173
Tumeurs malignes de l'utérus	**3.284**	///	3.284	**3.276**	///	3.276	**3.139**	///	3.139
Tumeurs malignes de la prostate	**8.838**	8.838	///	**9.132**	9.132	///	**9.211**	9.211	///
Leucémies	**4.506**	2.427	2.079	**4.772**	2.559	2.213	**4.747**	2.515	2.232
Maladies endocriniennes	**12.557**	**4.839**	**7.718**	**12.999**	**4.961**	**8.038**	**13.333**	**5.042**	**8.291**
dont : diabète	**6.627**	2.617	4.010	**6.642**	2.671	3.971	**6.472**	2.545	3.927
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2.474**	**1.164**	**1.310**	**2.421**	**1.155**	**1.266**	**2.570**	**1.193**	**1.377**
Troubles mentaux	**12.571**	**5.375**	**7.196**	**12.630**	**5.463**	**7.167**	**12.912**	**5.485**	**7.427**
dont : psychose alcoolique et alcoolisme	**2.978**	2.369	609	**2.955**	2.366	589	**2.821**	2.258	563
Maladies du système nerveux, des organes des sens	**10.373**	**5.103**	**5.270**	**11.086**	**5.318**	**5.768**	**11.293**	**5.419**	**5.874**
Maladies de l'appareil circulatoire	**181.612**	**83.193**	**98.419**	**179.020**	**81.298**	**97.722**	**174.544**	**79.357**	**95.187**
dont : cardiopathies ischémiques	**51.414**	28.149	23.265	**50.248**	27.274	22.974	**49.288**	26.724	22.564
maladies vasculaires cérébrales	**52.104**	21.532	30.572	**50.759**	20.736	30.023	**48.528**	19.718	28.810
Maladies de l'appareil respiratoire	**33.494**	**18.163**	**15.331**	**35.592**	**18.798**	**16.794**	**38.086**	**19.800**	**18.286**
Maladies de l'appareil digestif	**28.258**	**15.189**	**13.069**	**27.707**	**14.938**	**12.769**	**27.082**	**14.486**	**12.596**
dont : cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**10.588**	7.382	3.206	**10.033**	6.988	3.045	**9.641**	6.725	2.916
Maladies des organes génito-urinaires	**7.216**	**3.776**	**3.440**	**7.344**	**3.793**	**3.551**	**7.178**	**3.615**	**3.563**
Complications grossesse-accouchement	**72**	///	**72**	**65**	///	**65**	**79**	///	**79**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**1.932**	**504**	**1.428**	**2.031**	**592**	**1.439**	**2.100**	**638**	**1.462**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2.537**	768	1.769	**2.555**	791	1.764	**2.551**	816	1.735
Anomalies congénitales	**1.969**	**1.066**	**903**	**1.870**	**990**	**880**	**1.819**	**975**	**844**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1.405**	**849**	**556**	**1.445**	**863**	**582**	**1.427**	**829**	**598**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**32.147**	**14.461**	**17.686**	**33.091**	**15.036**	**18.055**	**31.468**	**14.020**	**17.448**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**47.184**	**28.366**	**18.818**	**48.205**	**29.049**	**19.156**	**48.254**	**23.039**	**19.215**
dont : Accidents de la circulation	**10.224**	7.424	2.800	**10.268**	7.481	2.787	**10.071**	7.368	2.703
Suicides	**11.599**	8.234	3.365	**11.715**	8.343	3.372	**11.403**	8.178	3.225
Total (toutes causes)	**524.600**	**272.456**	**252.144**	**529.283**	**274.263**	**255.020**	**526.201**	**272.664**	**253.537**

TABLEAU D.03-15

Cas de SIDA rapportés par groupe de transmission et année de diagnostic

Situation au 31 mars 1992

Source : Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville

Groupes de transmission	*r* 1987	*r* 1988	*r* 1989	*p* 1990	*p* 1991	**Ensemble**
Homo-bisexuels	1.230	1.545	1.782	1.910	1.643	**9.439**
%	56,0	51,8	48,9	48,5	45,8	**51,0**
Toxicomanes	331	621	857	979	956	**3.942**
%	15,1	20,8	23,5	24,8	26,7	**21,3**
Homo-bisexuels et toxicomanes	56	42	73	43	41	**325**
%	2,6	1,4	2,0	1,1	1,1	**1,7**
Hémophiles et troubles de la coagulation	31	51	71	40	46	**270**
%	1,4	1,7	1,9	1,0	1,3	**1,5**
Hérérosexuels	213	336	413	444	443	**2.126**
%	9,7	11,3	11,3	11,3	12,4	**11,5**
Transfusés	181	207	213	176	137	**1.051**
%	8,2	6,9	5,8	4,5	3,8	**5,7**
Transmissions materno-foetale	65	53	55	52	38	**307**
%	3,0	1,8	1,5	1,3	1,1	**1,6**
Inconnus	89	129	183	296	280	**1.047**
%	4,1	4,3	5,0	7,5	7,8	**5,7**
Total	**2.196**	**2.984**	**3.647**	**3.940**	**3.584**	**18.507**
%	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-16

Décès des enfants de moins d'un an suivant la cause principale (1)

Sources : INSEE
INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale)

Principales causes de décès	1986	1987	1988	1989	1990
Maladies infectieuses et parasitaires	117	111	122	122	122
dont : Maladies infectieuses intestinales	32	40	38	38	38
Septicémies	19	10	25	25	25
Méningite, encéphalite, myélite et encéphalomyélite (2)	45	51	59	59	59
Pneumonie et grippe	54	42	46	46	46
Anomalies congénitales	1.303	1.286	1.190	1.190	1.190
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	158	163	134	134	134
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	745	730	656	656	656
Causes de mortalité périnatale	1.499	1.345	1.400	1.400	1.400
dont : Prématurité	81	60	69	69	69
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	264	276	250	250	250
Syndrome de détresse respiratoire	283	239	269	269	269
Autres affections respiratoires du nouveau-né	317	237	225	225	225
Infections spécifiques de la période périnatale	211	205	162	162	162
Autres maladies spécifiées	469	472	488	488	488
Symptômes et autres états morbides mal définis	2.436	2.403	2.431	2.431	2.431
Accidents et morts violentes	334	307	308	308	308
Total (toutes causes)	**6.257**	**6.017**	**6.044**	**6.044**	**6.044**

(1) Y compris les décès d'enfants, nés vivants, décédés avant la déclaration de naissance à l'état civil (faux morts-nés).
(2) Non compris les méningites et les encéphalites survenant au cours d'une maladie classée comme infectieuse ou parasitaire (CIM n^{os} 000-139).

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1989

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	793	34,3	126	24,3	754	35,1	1.088	33,3
Tumeurs	444	19,2	64	12,3	447	20,8	533	16,3
Traumatismes et empoisonnements	270	11,7	108	20,8	151	7,0	386	11,8
Maladies de l'appareil digestif	126	5,5	15	2,9	118	5,5	270	8,3
Maladies de l'appareil respiratoire	96	4,2	23	4,4	103	4,8	250	7,6
Maladies endocriniennes	90	3,9	18	3,5	118	5,5	146	4,5
Troubles mentaux	63	2,7	12	2,3	48	2,2	160	4,9
Maladies infectieuses	88	3,8	68	13,1	85	4,0	65	2,0
Autres	341	14,8	85	16,4	325	15,1	373	11,4
Total	**2.311**	**100,0**	**519**	**100,0**	**2.149**	**100,0**	**3.271**	**100,0**



E

Communication, culture et loisirs

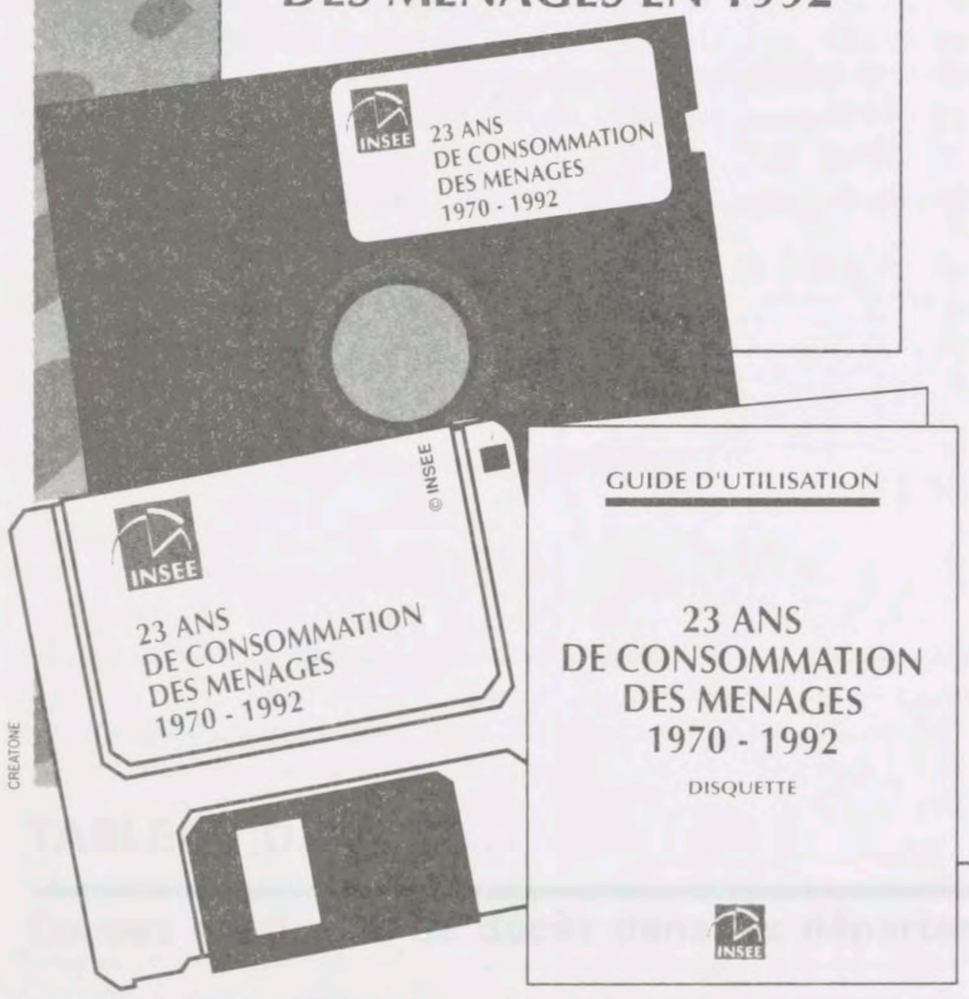
L'outil marketing

23 ANS DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

Insee - Résultats



LA CONSOMMATION DES MENAGES EN 1992



SUR DISQUETTE

1970 - 1992
23 ANS DE CONSOMMATION DES MÉNAGES

- *Par an*
- *Par produit (200 produits)*
- *Par fonction (76 postes)*
- *Par durabilité (18 postes)*

disquette ASCII avec guide d'utilisation
Prix : 550 FF

ET EN COMPLÉMENT

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN 1992

- *Une analyse de l'évolution de la consommation*
- *L'élasticité des postes de consommation*
- *Les coefficients budgétaires*
- *Des comparaisons internationales*
- *Les séries par produit, fonction et durabilité pour 1970, 1975, 1980, 1985, et de 1989 à 1992.*

INSEE Résultats - 200 pages environ
format 21 x 29,7
Prix : 144 FF

INSEE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

BON DE COMMANDE A RETOURNER A INSEE

▼ INSEE-CNGP - BP 2718 - 80027 AMIENS CEDEX

Nom, prénom .....

Société, activité .....

Adresse .....

Code postal ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville .....

❑ Je commande ..... disquette(s) "23 ans de consommation des ménages" au prix unitaire de **550 FF**

❑ Je commande ..... volume(s) INSEE Résultats "La consomma tion des ménages en 1992" au prix unitaire de **144 FF**

+ une participation aux frais d'envoi de 10 FF

❑ Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de : ..... FF, **à l'ordre de l'INSEE**

Date : Signature :

Mai 1993

COLLECTION INSEE-RÉSULTATS

Chapitre E.01

Communication

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Chiffres clés de la presse éditeur.
2. Chiffres clés par type de presse.
3. La presse éditeur par type de presse et périodicité.
4. Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires.
5. Nombre de téléviseurs recensés.
6. Recettes du service public de la communication audiovisuelle.
7. Évolution des genres de programme par chaîne.
8. Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France.
9. Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale.
10. Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion.
11. Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale.

Ce chapitre a été établi avec la collaboration du service juridique et technique de l'information du Premier ministre.

1. MÉTHODOLOGIE

Pour la presse périodique

Les données présentées ont été établies à partir de l'enquête statistique annuelle effectuée par le Service juridique et technique de l'information (SJTI) auprès de la presse périodique éditée en France (métropole et DOM-TOM), ainsi qu'à partir des déclarations de tirage envoyées à ce service par les imprimeurs en application de l'arrêté ministériel du 9 août 1950.

Le champ de cette enquête, qui permet de déterminer, par types de presse, les tirages, les pourcentages de diffusion, les chiffres d'affaires et les consommations de papier, est limité aux titres de la presse éditeur (1).

Appartiennent à l'ensemble « presse éditeur » les publications qui, soit sont éditées par les entreprises d'édition de journaux et périodiques, soit satisfont à plusieurs des critères distinctifs suivants : affiliation syndicale, vocation commerciale, distribution par professionnels, parution au moins mensuelle. Ces publications sont classées suivant cinq types : « presse d'information générale et politique nationale », « presse d'information générale et politique locale », « presse spécialisée grand public », « presse spécialisée technique et professionnelle », « journaux gratuits d'annonces ».

Pour l'audiovisuel

Les informations concernant la durée d'écoute par individu sont établies par médiamétrie sur la base d'un échantillon de population âgée de 15 ans et plus et selon des méthodologies différentes :

— pour la radio, elles résultent d'interviews assistées par ordinateur menées dans le cadre de quatre enquêtes annuelles.

— pour la télévision, elles sont fournies chaque mois à l'aide d'un système audiométrique donnant une mesure quantitative de l'audience des individus constituant un panel de 4 820 personnes.

2. DÉFINITIONS

Journaux gratuits d'annonces

Publications distribuées gratuitement auprès des particuliers et dont le contenu est essentiellement constitué de petites annonces et de publicité.

Parrainage

On appelle parrainage la contribution d'une entreprise n'exerçant pas d'activités de radiodiffusion télévisuelle ou de production d'œuvres audiovisuelles, au financement de programmes télévisés, dans le but de promouvoir son nom, sa marque, son image, ses activités ou ses réalisations.

Presse nationale d'information générale et politique

Publications apportant de façon permanente des informations et des commentaires sur l'actualité politique et nationale. Cette catégorie comprend les quotidiens nationaux, les grands hebdomadaires et les magazines d'information.

Presse locale d'information générale et politique

Publications dont le contenu répond aux mêmes principes que la catégorie précédente, mais comportant en outre des pages d'information traitant prioritairement de l'actualité dans un cadre local, départemental ou régional. La zone de diffusion est directement liée à leur contenu. Cette catégorie comprend les quotidiens régionaux et départementaux, les hebdomadaires départementaux et locaux, les magazines régionaux et enfin les journaux d'annonces judiciaires et légales.

Presse spécialisée « grand public »

Publications traitant d'un thème principal plus ou moins spécialisé, le cyclisme ou le sport en général, la mode, la photographie..., et dont le contenu est accessible à tous publics.

Presse spécialisée technique et professionnelle

Publications dont le contenu est consacré à un thème principal et dont la teneur des articles est trop technique pour susciter l'intérêt au-delà des professions correspondant aux sujets traités. Ces titres sont en grande partie vendus sur abonnement.

Publicité

On appelle publicité toute forme de message contre rémunération en paiement similaire par une entreprise dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou de profession libérale dans le but de promouvoir la vente de produits ou de services présentés par le nom de leur marque ou sous leur appellation générique.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Premier ministre.
Service juridique et technique de l'Information, bureau de la statistique.

— Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

— Télédiffusion de France.

— Radio-France.

---

(1) Les autres titres et publications constituant l'ensemble « presse de groupement » (administrations, syndicats, mutuelles, universités, etc.), ne sont plus enquêtés depuis 1982.

— Radio-France internationale.
— Télévision française.
— France 2.
— France 3.
— Radio-Télévision française d'Outre-mer (RFO).
— La Sept.
— Société française de production et de création audiovisuelle (SFP).
— Service de la Redevance radio-télévision.
— Médiamétrie.
— Institut national de l'audiovisuel (INA).

Publications :

Tableaux statistiques de la Presse. Bulletin de documentation statistique sur la presse écrite éditée en France. Documentation française/SJTI (Service juridique et technique de l'information) [annuel].

*
* *

TABLEAU E.01-1

Chiffres clés de la presse éditeur

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

	1983	1984	1985	1986	1987	1988	*r* 1989	*r* 1990	*r* 1991	*p* 1992
Chiffre d'affaires (1) :										
Ventes	20,68	22,18	24,11	26,26	27,52	27,94	29,12	30,02	31,75	32,87
Publicité	13,14	14,57	16,75	17,57	19,25	21,69	25,34	27,19	25,16	23,80
Total	**33,82**	**36,75**	**40,86**	**43,83**	**46,77**	**49,63**	**54,46**	**57,21**	**56,91**	**56,67**
Tirage total annuel (2) :										
Total	**7,70**	**7,74**	**7,80**	**8,05**	**8,03**	**7,92**	**7,99**	**8,08**	**8,12**	**8,23**
Hors gratuits d'annonces	6,27	6,34	6,33	6,56	6,51	6,43	6,43	6,42	6,45	6,45
Diffusion totale annuelle (2) :										
Total	**6,65**	**6,63**	**6,61**	**6,85**	**6,84**	**6,74**	**6,83**	**6,93**	**6,91**	**7,04**
Hors gratuits d'annonces	5,22	5,22	5,21	5,35	5,31	5,25	5,26	5,27	5,25	5,26
Consommation de papier (3)	1.117	1.154	1.162	1.205	1.218	1.298	1.384	1.397	1.377	...
Charges de fabrication (1) (4)	...	...	14,18	15,14	15,89	16,22	17,18	17,52	16,65	...

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-2

Chiffres clés par types de presse

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

Evolution en %

	1982	1989	%	1990	%	*r* 1991	%	*p* 1992	%
Presse nationale d'information générale et politique									
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	3,43	5,12	— 5,2	5,30	3,5	5,56	5,1	5,79	4,1
Publicité	2,64	5,33	19,5	5,71	7,1	4,82	— 15,7	4,03	— 16,2
Total	**6,07**	**10,45**	**6,00**	**11,01**	**5,4**	**10,38**	— 5,7	**9,82**	— 5,3
Tirage total annuel (2)	1,21	1,10	— 0,9	1,09	— 0,6	1,08	— 0,9	1,05	— 3,1
Diffusion totale annuelle (2)	0,93	0,82	— 2,4	0,81	— 1,3	0,80	— 1,1	0,78	— 2,4
Consommation de papier (3)	...	292,40	3,0	294,20	0,6	284,60	— 3,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	3,17	5,0	3,12	— 1,8	2,93	— 6,1	...	///
Presse locale d'information générale et politique									
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	5,57	8,10	2,0	8,27	2,1	8,54	3,3	8,86	3,8
Publicité	4,10	6,60	10,2	6,91	4,7	6,51	— 5,8	6,00	— 7,8
Total	**9,67**	**14,70**	**5,5**	**15,18**	**3,2**	**15,05**	— 0,9	**14,86**	— 1,3
Tirage total annuel (2)	2,74	2,60	— 1,5	2,58	— 0,9	2,57	— 0,4	2,57	—
Diffusion totale annuelle (2)	2,43	2,32	— 0,9	2,31	— 0,6	2,29	— 0,7	2,30	0,5
Consommation de papier (3)	...	395,10	1,6	396,5	0,4	385,80	— 2,7	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	4,97	2,9	5,07	2,1	4,58	— 9,7	...	///
Presse spécialisée grand public									
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	8,89	13,48	11,2	13,82	2,5	14,97	8,3	15,36	2,6
Publicité	3,50	5,82	14,8	6,25	7,5	5,94	— 4,9	6,00	0,9
Total	**12,39**	**19,30**	**12,3**	**20,07**	**4,0**	**20,91**	**4,2**	**21,36**	**2,1**
Tirage total annuel (2)	2,18	2,37	2,2	2,39	0,7	2,45	2,6	2,50	1,8
Diffusion totale annuelle (2)	1,75	1,80	3,4	1,82	1,3	1,85	1,3	1,88	1,7
Consommation de papier (3)	...	487,9	10,2	492,90	1,0	495,00	0,4	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	6,13	7,0	6,16	0,5	6,11	— 0,8	...	///
Presse spécialisée technique et professionnelle									
Chiffre d'affaires (1) :									
Ventes	1,40	2,42	— 2,4	2,64	8,9	2,68	1,6	2,86	6,6
Publicité	1,94	4,12	17,7	4,46	8,3	4,18	— 6,4	3,80	— 9,2
Total	**3,34**	**6,54**	**9,2**	**7,10**	**8,5**	**6,86**	**— 3,4**	**6,66**	**— 3,0**
Tirage total annuel (2)	0,36	0,35	— 2,8	0,36	2,7	0,35	— 3,9	0,33	— 4,2
Diffusion totale annuelle (2)	0,32	0,32	—	0,33	1,0	0,31	— 5,9	0,30	— 3,5
Consommation de papier (3)	...	67,60	3,4	71,20	5,3	66,70	— 6,3	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,67	7,7	1,77	5,6	1,70	— 3,9	...	///
Presse gratuite d'annonces									
Chiffre d'affaires (1) :									
Total	**1,34**	**3,47**	**29,6**	**3,85**	**11,1**	**3,71**	**— 3,7**	**3,97**	**7,1**
Diffusion totale annuelle (2)	1,51	1,57	5,4	1,66	5,8	1,67	0,4	1,79	6,7
Consommation de papier (3)	...	141,40	3,4	141,70	0,2	144,60	2,1	...	///
Charges de fabrication (1) (4)	...	1,24	12,7	1,40	12,9	1,33	— 5,0	...	///

(1) En milliards de francs.
(2) En milliards d'exemplaires.
(3) En milliers de tonnes.
(4) Frais d'achat de papier et frais d'impression.

TABLEAU E.01-3

La presse éditeur par type de presse et périodicité

Année 1991

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

	Nombre de titres	Dont quotidiens	Dont hebdomadaires	Dont mensuels	(1) Diffusion totale annuelle	**(1) Chiffre d'affaires Total**
Presse nationale d'information générale et politique	**68**	**9**	**30**	**17**	**802.526**	**10.379.460**
Information générale et politique	17	9	3	3	582.847	**6.460.940**
Presse d'opinion	38	—	18	10	41.819	**435.533**
Magazine	13	—	9	4	177.859	**3.482.987**
Presse locale d'information générale et politique	**398**	**68**	**287**	**14**	**2.289.695**	**15.047.885**
Information générale et politique	310	68	215	4	2.257.895	**14.675.558**
Magazine	17	—	1	10	2.939	**30.784**
Annonces judiciaires et légales	71	—	71	—	28.861	**341.543**
Presse spécialisée grand public	**882**	**4**	**91**	**480**	**1.847.453**	**20.914.674**
Journaux d'annonces	39	—	6	22	15.345	**606.791**
Bande dessinée	29	—	3	18	31.916	**421.281**
Presse culturelle	52	—	—	36	28.519	**552.876**
Maison et décoration	33	—	1	13	39.910	**823.431**
Economie	17	2	5	8	72.380	**1.204.575**
Presse féminine	70	—	10	30	342.623	**4.134.706**
Presse des jeunes	65	—	5	44	60.052	**988.148**
Loisirs	362	—	5	192	140.335	**2.791.506**
Presse masculine	9	—	1	7	6.668	**206.348**
Sport	112	2	21	66	282.233	**2.800.286**
Science et technique	15	—		11	17.382	**405.363**
Télévision-Spectacle	30	—	26	3	607.414	**4.220.214**
Sensation-Evasion	22	—	7	11	145.540	**917.281**
Famille-Société	27	—	1	19	57.135	**841.867**
Presse spécialisée technique et professionnelle	**1.269**	**13**	**154**	**615**	**308.785**	**6.862.252**
Presse agricole	152	1	67	69	66.027	**695.756**
Bâtiment-travaux publics	55	—	4	28	10.065	**549.858**
Commerce	84	—	5	57	9.553	**368.294**
Presse médicale	283	4	21	122	94.552	**1.137.473**
Biens d'équipements	48	—	4	25	4.513	**197.337**
Finances-activité boursière	22	4	3	6	11.095	**204.089**
Agro-alimentaire	39	1	6	22	5.633	**121.511**
Biens intermédiaires	35	—	1	22	1.158	**106.175**
Locations-Crédit-bail-Immobilier	14	—	—	10	1.848	**26.512**
Services marchands	296	2	30	161	83.477	**2.720.110**
Services non marchands	137	—	2	40	8.256	**217.759**
Production-Distribution d'énergie	11	—	—	7	317	**22.068**
Assurance	8	—	1	6	1.630	**52.543**
Transport et Télécommunication	28	1	5	15	6.391	**192.758**
Biens de consommation	57	—	5	25	4.270	**250.009**
Journaux gratuits d'annonces	**373**	**—**	**326**	**46**	**1.666.743**	**3.704.778**
Total	**2.990**	**94**	**888**	**1.172**	**6.915.203**	**56.909.049**

(1) Diffusion et chiffre d'affaires, en milliers de francs.

TABLEAU E.01-4

Presse quotidienne : tirage, diffusion et chiffre d'affaires

Année 1991

Source : Service juridique et technique de l'information

Unités : recettes et chiffre d'affaires : Milliers de francs
Diffusion : Milliers d'exemplaires

	Diffusion totale annuelle	Répartition de la diffusion en %					Recettes ventes	Recettes publicité	**Chiffre d'affaires total**
		Vente au numéro	Vente par abonnements	Services gratuits	Diffusion totale	Invendus			
Presse nationale d'information générale et politique	**559.486**	55,2	14,9	2,8	72,9	27,1	2.971.306	3.290.911	**6.262.217**
Presse locale d'information générale et politique ...	**2.124.890**	64,0	21,7	3,4	89,1	10,9	7.995.940	5.550.658	**13.546.598**
quotidiens du matin	**1.927.163**	62,6	23,1	3,6	89,3	10,7	7.136.573	5.072.527	**12.209.100**
quotidiens du soir	**13.824**	65,6	11,4	5,6	82,6	17,4	45.903	31.595	**77.498**
7e jour	**183.902**	78,9	7,7	1,7	88,3	11,7	813.464	446.536	**1.260.000**
Presse spécialisée grand public	**176.582**	58,4	8,8	3,7	70,9	29,1	973.742	391.370	**1.365.112**
Presse spécialisée, technique et professionnelle ...	**68.536**	1,4	74,2	19,0	94,6	5,4	153.221	391.723	**544.944**
Total	**2.929.494**	**60,4**	**20,3**	**3,6**	**84,4**	**15,6**	**12.094.209**	**9.624.662**	**21.718.871**

TABLEAU E.01-5

Nombre de téléviseurs recensés

Source : Service de la Redevance

	1982	1989	1990	1991	1992	1993
Nombre de comptes [en milliers] (1) :						
Télévision noir et blanc	7.682	2.797	2.377	*r* 2.001	1.687	1.347
Télévision couleur	8.815	16.011	16.695	*r* 17.491	18.001	18.487
Montant de la redevance de la télévision [en francs] (2) :						
Télévision noir et blanc	280	343	355	364	373	390
Télévision couleur	424	533	552	566	580	606

(1) Situation au 31 décembre de l'année précédant celle indiquée en tête de colonne.
(2) Situation au 1er janvier.

TABLEAU E.01-6

Recettes du service public de la communication audiovisuelle (1)

Source : Service Juridique et Technique de l'Information

Unité : Million de francs

	1989	1990	1991	1992	1993
Redevance (2)	6.709,3	7.373,7	7.783,7	8.577,0	8.718,5
Concours du budget de l'Etat (3)	266,0	416,5	886,6	1.373,6	2.044,3
Services rendus aux administrations	139,0	50,9	44,2	60,5	42,8
Publicité	2.317,2	2.364,0	2.145,1	2.257,3	2.675,7
Parrainage	100,0	60,0	60,0	106,5	195,0
Autres ressources propres	3.538,0	4.238,9	656,4	572,2	624,0
Total	**10.513,3**	**12.089,1**	**11.576,0**	**12.947,1**	**14.300,3**

(1) Recettes des organismes suivants : de 1989 à 1990 INA, TDF, A2 , FR, La sept, RFO, Radio France et RFI. De 1991 à 1993 INA, A2, FR, La Sept, RFO, Radio France et RFI.
(2) Exploitation et équipement.
(3) La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevance a été intégrée au produit de la redevance réparti entre les organismes. En 1990 et 1991, ces crédits sont intégrés au produit de la redevance. A partir de 1992 ils sont inscrits sous la ligne « concours du budget de l'État ». La compensation par le budget de l'Etat des exonérations de redevances s'est élevée à 70 MF en 1990, 117 MF en 1991, 362,6 MF en 1992 et 370,8 MF en 1993.

TABLEAU E.01-7

Evolution des genres de programme par chaîne

Source : Commission Nationale de la Communication et des Libertés ou Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

	(1) 1987	(2) 1988	1989	(3) 1990	1991
Volume horaire (en heures)	**16.494**	**36.277**	**36.693**	**38.287**	**31.925**
Répartition en % :					
Information	18,25	13,71	14,00	14,06	13,73
Documentaire	13,75	11,46	13,56	14,34	16,01
Fiction	25,00	43,86	43,86	43,22	30,27
Musique et divertissement	16,25	18,15	16,10	15,82	19,27
Sport	7,00	5,20	4,46	4,28	4,45
Jeunesse	8,75	—	—	—	7,89
Autres émissions (4)	7,25	4,66	5,46	5,40	5,82
Autres éléments (5)	3,75	2,92	2,56	2,88	2,50

(1) Ne figurent que TF 1, Antenne 2 et FR 3; la répartition en % ne concerne que TF 1 et Antenne 2.
(2) Sont comptabilisés les programmes de TF 1, d'Antenne 2, de FR 3, de La Cinq et de M 6; la rubrique jeunesse supprimée et les émissions qui concernent le public « jeunes » sont incluses dans les genres correspondants.
(3) A partir de 1990, La Cinq et M6 figurent en année civile.
(4) Emissions qui procèdent de conventions particulières avec des organismes extérieurs, y compris la publicité. Aucun chiffre n'a été publié pour la Cinq qui a cessé ses activités le 7 avril 1992.
(5) Interstices : déroulants, présentations, sonals («jingle»), bandes-annonces.

TABLEAU E.01-8

Volume annuel des programmes de radiodiffusion produits et diffusés par Radio-France (1)

Source : Radio-France

Unité : heure

	1987	1988	1989	1990	1991
France-Inter GO (3)	8.552	8.576	8.552	8.869	8.705
France-Inter MF(3)	8.500	8.784	8.760	8.760	8.760
France-Culture MF (2) (3)	8.500	8.784	8.760	8.760	8.760
France-Musique (2) (3)	8.500	8.784	8.760	8.760	8.760
Radio-Bleue (4)	1.747	1.768	1.772	4.153	4.390
FIP MF (5) (6)	5.110	5.124	5.122	5.395	8.711
France-Info : (7)	3.883	6.954	8.760	8.760	8.760
Stations décentralisées de Radio-France	299.927	326.908	335.006	*r* 413.303	413.349
Hector (8)	///	///	4.380	8.760	8.760
Victor (8)	///	///	4.380	8.760	8.760

(1) Non compris les productions de Sorbonne, Radio-France et les émissions universitaires.
(2) Le programme de chacune de ces deux chaînes est diffusé 24 h sur 24 en MF uniquement.
(3) Les chiffres relatifs aux volumes annuels de diffusion des chaînes fonctionnant 24 h sur 24 tiennent compte, jusqu'en 1987 inclus, des interruptions hebdomadaires d'antenne pour des opérations de maintenance.
(4) Le programme de Radio-Bleue est diffusé sur le réseau B d'ondes moyennes chaque jour de 7 h à 12 h (sauf le dimanche où il est diffusé de 8 h à 12 h). Depuis le 1er janvier 1990, il est diffusé tous les jours de 7h à 19h.
(5) Les cinq stations FIP régionales (FIP Bordeaux, FIP Lille, FIP Metz, FIP Nantes, FIP Strasbourg) diffusent en MF le programme musical de FIP Paris de 7 h à 21 h (5.110 h), et le programme « Modulation France » de 21 h à 7 h (3.650 h). Depuis le 8 janvier 1991, les huit stations FIP (Paris, Bordeaux, Lille, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Strasbourg) diffusent 24h sur 24h.
(6) FIP Paris est diffusé à Paris et dans la région parisienne en MF et en OM de 7 h à 21 h. De 21 h à 7 h, FIP Paris prend le relais du programme de France-Inter.
(7) Le programme d'information continue « France-Info », mis en service le 1er juin 1987, est réalisé à la Maison de Radio-France à Paris et relayé dans un certain nombre de villes réparties sur l'ensemble du territoire français. En 1989, ce programme a été produit 24 h sur 24. Le nombre de villes desservies est passé de 65 en 1988 à 90 en décembre 1989, et le cap des 110 a été dépassé en 1991.
(8) Ces programmmes (musical pour HECTOR - généraliste pour VICTOR), mis en service le 1 er juillet 1989, sont diffusés 24 h sur 24 h par satellite de diffusion directe.

TABLEAU E.01-9

Durée annuelle des émissions de radiodiffusion sonore de la chaîne Radio-France internationale

Source : Radio-France internationale — *Unité :* Heure

	1987	1988	1989	1990	1991
EMISSIONS DESTINEES AUX ETRANGERS RESIDANT EN FRANCE					
Durée totale des émissions	**556**	**557**	**556**	**530**	**560**
Pour les Maghrébins	142	142	142	132	143
En espagnol	35	35	35	34	36
En polonais	130	130	130	130	130
En portugais	142	142	142	132	143
En turc	31	32	31	31	32
En serbo-croate	35	36	35	34	36
Pour Africains francophones	16	15	15	15	16
Pour Cambodgiens	7	8	8	7	8
Pour Laotiens	8	8	8	7	8
Pour Vietnamiens	8	8	8	8	8
EMISSIONS DESTINEES AUX AUDITEURS DE L'ETRANGER					
Durée totale des émissions	///	**74.838**	**75.840**	**83.154**	**93.241**
Emissions diffusées	**36.603**	**38.350**	**40.770**	**42.673**	**40.246**
Emissions en français vers l'Afrique	6.664	6.800	6.805	7.000	7.280
Emissions de service pour les stations africaines (coopération)	620	645	645	645	364
Programmes nationaux vers l'Afrique	435	318	313	300	—
Emissions en anglais vers l'Afrique	639	546	546	365	728
Emissions en portugais vers l'Afrique	728	728	365	365	365
Emissions en portugais vers l'Europe occidentale et centrale	365	365	365	183	—
Emissions en espagnol vers l'Espagne	365	365	365	365	365
Emissions en portugais vers le Portugal	365	365	365	365	—
Emissions en polonais vers la Pologne	458	485	821	821	819
Emissions en allemand	728	728	728	913	730
Emissions en russe	365	455	730	730	730
Emissions vers l'Asie du Sud-Est	1.277	2.010	3.284	4.015	4.186
Emissions en roumain	365	365	730	730	730
Emissions en français vers l'Amérique latine	7.482	7.488	7.144	7.144	4.368
Emissions vers l'Amérique du Nord	9.242	10.062	10.089	9.673	9.672
Emissions en français vers l'Est	5.840	5.642	6.113	6.844	6.734
Emissions en créole	26	26	26	26	26
Emissions en Serbo-Croate	639	637	730	730	730
Emissions en arabe vers le Maghreb et le Proche-Orient (1)	///	278	365	515	730
Emissions de service pour les stations australiennes	///	34	34	34	31
Emission envoyée à la radio FM JWAVE au Japon (2)	///	8	100	100	100
Emission en mandarin vers la Chine (3)	///	///	107	540	730
Emission en Vietnamien (4)	///	///	///	270	548
Emission en Persan (5)	///	///	///	///	280
Programmes spécifiques distribués à des radiodiffuseurs étrangers	///	**36.486**	**35.070**	**40.481**	**52.995**
Par les ambassades	///	8.995	7.342	10.898	22.134
Dans le cadre de la coopération	///	27.491	27.728	29.583	30.861

(1) Depuis le 28 mars 1988.
(2) Depuis octobre 1988.
(3) Depuis juin 1989.
(4) Depuis juillet 1990.
(5) Depuis mars 1991.

TABLEAU E.01-10

Durée et répartition de l'écoute de la radiodiffusion

Source : Service juridique et technique de l'information (1)

	Part de marché en %					Durée d'écoute quotidienne par individu en minutes				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
RADIODIFFUSION	///	///	///	///	///	140	144	135	146	145
Stations de Radio-France	18,6	19,0	17,8	20,2	20,4	26	27	24	30	29
dont : France-Inter	11,6	10,3	8,2	8,9	8,8	16	15	11	13	13
France-Info	///	///	1,5	4,4	4,1	2	3	2	7	6
Stations périphériques	40,8	37,0	38,0	34,7	33,2	57	54	51	50	48
dont : Europe 1	10,8	10,1	9,6	9,4	9,5	15	15	13	14	13
RTL	22,7	21,1	22,2	21,2	20,2	32	30	30	31	29
RMC	6,3	4,9	4,4	4,1	3,5	9	7	6	6	5
Radios locales privées	36,8	39,0	38,5	39,9	41,3	51	57	52	58	61
dont : Europe 2	2,5	4,4	5,2	4,1	3,7	3	6	7	6	5
Fun Radio	1,9	2,7	3,0	3,4	4,7	2	4	4	5	7
Nostalgie	4,2	4,6	3,7	4,1	4,0	6	7	5	6	6
NRJ	11,3	9,1	8,1	8,0	7,8	16	13	11	12	11
Sky Rock	1,7	2,7	4,4	4,4	4,0	2	4	6	6	6
Autres stations (étrangères et non identifiées)	3,8	5,0	5,7	5,2	5,1	5	6	8	8	7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**					
TELEVISION (2)	///	///	///	///	///	186	184	192	197	190
TF1	44,8	40,9	42,0	42,0	40,6	83	75	81	84	78
Antenne 2	26,9	24,2	22,6	21,6	24,5	50	45	43	43	46
FR 3	8,5	10,3	11,2	11,6	13,8	16	19	22	23	26
Canal +	4,3	4,4	4,2	4,5	5,0	8	9	8	9	10
La Cinq	10,3	12,4	11,3	10,7	-	19	23	22	22	///
TV 6 - M 6 (3)	3,4	6,3	7,1	7,9	10,1	6	12	14	16	19
Autres stations (4)	1,8	1,5	1,6	1,7	6,0	///	///	///	3	11
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**					

(1) Chiffres fournis par médiamétrie depuis 1988.
(2) Cible : 15 ans et plus.
(3) M 6 à compter du 1er mars 1988.
(4) Compte tenu de l'arrêt des émissions de la Cinq le 7/4/1992, la part de marché et la durée d'écoute quotidienne par individu ont été intégrées sous la rubrique «Autres stations».

TABLEAU E.01-11

Films long métrage diffusés annuellement par la télévision nationale (1)

Source : Centre National de la Cinématographie

Unité : Film

	1987	1988	1989	1990	(2) 1991
Chaînes non cryptées :					
TOTAL	**892**	**913**	**901**	**933**	**897**
TF 1	**166**	**160**	**170**	**170**	**234**
Français	**116**	**103**	**119**	**116**	**114**
Etrangers	50	57	51	54	120
A 2	**164**	**174**	**164**	**186**	**218**
Français	**109**	**110**	**101**	**104**	**102**
Etrangers	55	64	63	82	116
FR 3	**199**	**192**	**192**	**193**	**215**
Français	**107**	**95**	**96**	**97**	**98**
Etrangers	92	97	96	96	117
La 5	**170**	**193**	**184**	**192**	///
Français	**89**	**85**	**96**	**102**	///
Etrangers	81	108	88	90	///
TV 6/M 6	**193**	**194**	**191**	**192**	**230**
Français	**102**	**107**	**91**	**95**	**95**
Etrangers	91	87	100	97	135
Chaînes cryptées :					
TOTAL	**396**	**417**	**388**	**429**	**441**
Canal +	**396**	**417**	**388**	**429**	**441**
Français	...	**208**	**193**	**196**	**197**
Etrangers	...	209	195	233	244

(1) Ces chiffres concernent des films diffusés. Les sociétés de programme sont soumises à un quota de nationalité (50 % de films français), mais les films de ciné-clubs et les films diffusés au titre des programmes minimum ne sont pas pris en compte dans ce calcul.
(2) En 1991 chiffres établis par le CSA.

Chapitre E.02

Culture

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Arrêtés de protection du patrimoine.
2. Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie.
3. Entrées dans les monuments historiques de l'État.
4. Entrées à la tour Eiffel.
5. Entrées dans les musées nationaux.
6. Expositions des musées nationaux.
7. Entrées dans les musées de la ville de Paris.
8. Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
9. Principales expositions du Centre Georges-Pompidou.
10. Opérations de fouilles terrestres.
11. Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal.
12. Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires.
13. Production de livres par catégorie.
14. Chiffre d'affaires des maisons d'édition.
15. Nombre de titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale.
16. Bibliothèques municipales.
17. Ventes de phonogrammes.
18. Activités cinématographiques.
19. Panorama du cinéma mondial.
20. Activités théâtrales.
21. Élèves des établissements d'enseignement artistique.
22. Commerce extérieur des biens culturels.
23. Pratiques culturelles des Français.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Culture et de la Francophonie, département des études et de la prospective.

1. MÉTHODOLOGIE

Cinéma

L'ensemble de l'activité cinématographique relève en France d'un établissement public placé sous l'autorité du ministère de la Culture : le Centre national de la cinématographie (CNC), créé en 1946.

Ce centre joue un rôle primordial dans le domaine de la réglementation puisqu'il est chargé d'étudier et de rédiger les textes juridiques relatifs à ce secteur. Il délivre les autorisations d'exercice de certaines professions : producteurs, distributeurs, exploitants; les cartes d'identité professionnelles obligatoires pour certains techniciens de la production cinématographique et l'agrément pour les films; il réglemente la profession des salles de cinéma et contrôle la répartition de la recette entre les ayants droit.

Commerce extérieur des biens culturels

Les statistiques du commerce extérieur de la France établies par les Douanes donnent une mesure des échanges des biens culturels. Mais d'autres éléments comme les échanges de droits littéraires ou musicaux ou l'internationalisation de la production phonographique sont à prendre en compte pour étudier ce type d'échanges.

Enseignement artistique

L'enseignement de la musique et de la danse est dispensé dans de nombreuses écoles privées et publiques.

Les formations qui relèvent du ministère de la Culture sont assurées par :

— les conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon dont le fonctionnement est intégralement financé par l'État;

— des établissements municipaux d'enseignement musical, contrôlés par l'État, répartis en trois catégories qui ont vocation à dispenser un enseignement musical aux futurs professionnels et aux amateurs. Il s'agit des 32 conservatoires nationaux de région (CNR), des 103 écoles nationales de musique (ENM) et des écoles agréées (environ 200). Certains CNR et ENM proposent à leurs élèves des classes d'art dramatique dont les effectifs (environ 1.700 élèves) ne sont pas repris dans le tableau.

Dans le domaine des arts plastiques, la formation est assurée par trois écoles nationales qui délivrent des diplômes spécifiques : l'École nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA), l'École nationale supérieure des arts décoratifs (ENSAD) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI).

55 écoles d'art de statut national ou municipal (8 écoles nationales et 44 écoles régionales et municipales) dispensent des formations sanctionnées par les différents diplômes nationaux. Un enseignement péri- et post-scolaire est également assuré par ces écoles (environ 16.000 élèves concernés).

Livre

La Bibliothèque nationale enregistre au titre du dépôt légal les ouvrages (livres et brochures) publiés en France, aussi bien par le secteur privé que par les administrations et fournit ainsi une indication sur la production éditoriale.

L'enquête annuelle sur l'activité des éditeurs de livres s'inscrit dans le cadre des statistiques industrielles obligatoires. Elle est réalisée par le syndicat national de l'édition (SNE) auprès de l'ensemble des maisons d'édition dès lors qu'elles mettent en vente publique des ouvrages qu'elles éditent. C'est une enquête de branche qui ne prend en compte que l'activité d'édition des maisons.

Pour les maisons d'édition assurant elles-mêmes leur diffusion, cette activité n'est pas prise en compte. Cependant, le chiffre d'affaires issu de cette enquête n'est pas totalement homogène car comptabilisé en général en « prix de cession » il peut inclure pour la vente par correspondance et les ventes directes des prix publics.

À côté de ces maisons d'édition qui éditent de façon régulière, de très nombreuses personnes physiques ou morales font occasionnellement acte d'édition, ne réalisant qu'un chiffre d'affaires très faible.

Monuments historiques

Il n'existe pas de source unique d'information sur la fréquentation des monuments historiques.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites (CNMHS), établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Francophonie, perçoit le droit d'entrée d'environ 90 monuments appartenant à l'État ou dont elle est propriétaire.

Le nombre des entrées gratuites de ces monuments est parfois estimé.

Musées

Le terme de musée n'étant pas réglementé, il est difficile de les dénombrer avec exactitude. Une enquête a été menée en 1990 par le département des études et de la prospective du ministère de l'Éducation nationale et de la Culture auprès de 3.900 établissements.

Phonogrammes - vidéogrammes

Comme pour les imprimés, la Bibliothèque nationale est responsable du dépôt légal des phonogrammes et vidéogrammes et reçoit à ce titre la production éditoriale.

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP) fournit à partir d'une enquête auprès des distributeurs des données sur les ventes de phonogrammes au réseau commercial français.

Pratiques culturelles des Français

Les données sur les pratiques culturelles des Français sont extraites des enquêtes portant sur ce thème réalisées par le département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Francophonie. L'échantillon de l'enquête portait sur 2.000 individus en 1973, 4.000 en 1981 et 5.000 en 1989.

Il ne faut pas oublier que, comme pour tout sondage, l'ensemble des résultats concerne des déclarations de pratiques et non des pratiques effectives. Celles-ci peuvent ainsi être soit minorées, soit majorées du fait des difficultés de mémorisation, de comptage de ses propres pratiques, d'autovalorisation...

Théâtre

De nombreuses troupes théâtrales existent, elles peuvent donner des représentations dans une salle qui leur est propre, dans d'autres salles de spectacle ou dans des lieux non spécifiques de l'activité théâtrale.

L'Inventaire communal 1988 (INSEE) recense 4.708 communes ayant au moins une troupe de théâtre (y compris le théâtre amateur) et 2.732 communes équipées d'au moins une salle de spectacle.

Seule la fréquentation de certains types de théâtre est connue de manière continue, il s'agit des 5 théâtres nationaux, établissements publics placés sous la tutelle du ministère de la Culture et des centres dramatiques nationaux (CDN), compagnies dramatiques liées au ministère de la Culture par un contrat de décentralisation. En 1993, il existe 31 centres dramatiques nationaux dont 6 centres dramatiques nationaux pour l'enfance et la jeunesse (CDNEJ).

Par ailleurs la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) fournit la fréquentation des théâtres de Paris pour les représentations théâtrales, lyriques et chorégraphiques donnant lieu à perception de droits d'auteur (répertoire protégé).

2. DÉFINITIONS

Archéologie

Pour les fouilles terrestres, le ministère de la Culture délivre les autorisations de fouilles. Les interventions peuvent revêtir trois formes :

— la fouille programmée, organisée dans un but de recherche pure, en l'absence de toute menace sur le site concerné;
— le sauvetage;
— le sondage, opération limitée en étendue, destinée à reconnaître l'existence d'un site archéologique en vue d'en assurer la protection ou l'exploitation ultérieure.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou est un établissement public qui regroupe quatre éléments distincts : la Bibliothèque publique d'information (BPI), le Musée national d'art moderne (MNAM), l'Institut de recherche et de coordination acoustique - musique (IRCAM), le Centre de création industrielle (CCI).

Patrimoine protégé

Les dispositions régissant la protection des monuments historiques classés c'est-à-dire des « immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public » ont été définies par une loi du 31 décembre 1913.

Dès 1913, est également prévu un « inventaire supplémentaire » sur lequel sont « inscrits » les immeubles qui « sans demander de classement immédiat, présentent un intérêt suffisant pour rendre désirable la préservation ».

Par la suite, le champ de la protection a été étendu aux meubles ou objets mobiliers ainsi qu'aux abords de monuments.

Un arrêté de protection peut concerner un monument, une partie de monument ou un ensemble de monuments. Des gisements archéologiques peuvent également être protégés.

3. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Centre national de la cinématographie.
— Ministère de la Culture et de la Francophonie, département des études et de la prospective.
— Syndicat national de l'édition.
— Syndicat national de l'édition phonographique.

Publications :

Ministère de la Culture et de la Francophonie :
Des chiffres pour la culture, La Documentation française, 1980.

Repères sur les monuments historiques protégés, La Documentation française, 1987.

Les pratiques culturelles des Français. Évolution 1973-1989, Olivier Donnat, Denis Cogneau, La Découverte, La Documentation française, 1990.

Nouvelle enquête sur les pratiques culturelles des Français en 1989, La Documentation française, 1990.

Chiffres clés 1993, par Janine Cardona et Chantal Lacroix, La Documentation française, 1993.

« Les musées français en 1988. Nature des collections et fréquentation », *Développement culturel,* n° 90, mars 1991.

« Les pratiques de loisirs », *INSEE-Résultats,* série « Consommation-Modes de vie », n° 1, 1989.

« La lecture moins attractive qu'il y a vingt ans », *Économie et Statistique,* INSEE, n° 233, juin 1990.

« Le cinéma des années quatre-vingt », *INSEE-Première,* n° 174, décembre 1991.

Autres organismes :

CNC Info, Centre national de la cinématographie, bimestriel.

L'édition de livres en France, Statistiques. Syndicat national de l'édition. Annuel.

* * *

TABLEAU E.02-1

Arrêtés de protection du patrimoine

Nombre cumulé en fin d'année

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie

	1980	1985	1989	1990	1991	1992
Monuments historiques :						
Total	**32.647**	**35.204**	**38.734**	**39.679**	*r* 40.539	**41.481**
Classements	12.180	12.846	13.393	13.598	*r* 13.742	13.922
Inscriptions	20.467	22.358	25.341	26.081	*r* 26.797	27.559
Objets mobiliers :						
Total	**143.783**	**186.466**	**200.947**	**206.747**	...	...
Classements	97.866	117.512	121.137	122.437	125.937	127.545
Inscriptions	45.917	68.954	79.810	84.310	...	...

TABLEAU E.02-2

Monuments historiques classés suivant le propriétaire et la catégorie

Situation fin 1991

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie.

Catégorie de monuments	Type de propriètaires				
	Total	Commune	Privé	Etat	Autres
Total	**12.740**	**7.755**	**3.690**	**715**	**580**
Antiquités préhistoriques	**1.319**	244	795	115	165
Antiquités historiques	**525**	245	167	48	65
Châteaux, manoirs	**1.476**	294	998	84	100
Architecture militaire	**501**	356	76	60	9
Cathédrales	**87**	—	—	87	—
Eglises, temples, synagogues	**4.427**	4.325	75	16	11
Chapelles, oratoires	**639**	487	120	13	19
Monastères	**598**	257	241	45	55
Edifices civils publics	**550**	344	47	97	62
Edifices civils privés	**1.231**	232	921	46	32
Divers	**1.387**	971	250	104	62

TABLEAU E.02-3

Entrées dans les monuments historiques de l'Etat

Source : Caisse nationale des monuments historiques et des sites — *Unité :* Millier

	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Total	**7.490**	**7.545**	**8.524**	**8.418**	**8.391**	**8.298**
dont : Abbaye du Mont Saint- Michel	653	700	783	826	857	854
Arc de Triomphe de l'Etoile	736	521	701	775	618	759
Château de Chambord	589	630	706	730	755	743
Sainte Chapelle	638	608	737	696	646	698
Château du Haut-Koenigsbourg	528	543	594	591	634	598
Tours de Notre-Dame	631	620	651	452	349	416
Château d'Azay-le-Rideau	359	361	403	425	438	387
Cité de Carcassonne	234	241	266	272	261	246
Conciergerie	232	162	322	251	275	233
Panthéon	155	184	223	220	182	179
Entrées payantes	6.833	6.795	7.686	7.545	7.243	7.274
Entrées gratuites	657	750	838	873	1.148	1.024

TABLEAU E.02-4

Entrées à la Tour Eiffel

Source : Tour Eiffel — *Unité :* Millier

	1980	1985	1989	1990	1991	1992
Total	**3.594**	**4.369**	**5.580**	**5.699**	**5.442**	**5.747**

TABLEAU E.02-5

Entrées dans les musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux — *Unité :* Millier

	1988	1989	1990	1991	1992
Total	**13.356**	**14.380**	***r* 16.025**	***r* 15.011**	**14.057**
dont : Arts africains et océaniens	284	265	297	259	268
Cluny	158	163	194	201	264
Compiègne	227	257	215	208	185
Les Eyzies-de-Tayac	158	166	158	160	112
Fontainebleau	501	503	419	407	418
Louvre	3.016	3.809	5.338	4.978	4.673
Orangerie	302	334	332	342	443
Orsay	3.253	3.085	3.000	2.787	2.579
Picasso	625	476	509	470	377
Versailles	3.546	4.163	*r* 4.339	3.941	3.668
Entrées payantes	8.405	9.144	10.096	*r* 9.626	9.952
Entrées gratuites	4.951	5.236	*r* 5.929	5.385	4.105

(1) Concernent les 30 musées nationaux gérés directement par la Direction des musées de France.

TABLEAU E.02-6

Expositions des musées nationaux (1)

Source : Réunion des musées nationaux

	Années	Entrées	Entrées/jour
Centenaire de l'impressionnisme	1974	505.929	9.199
Renoir	1985	793.544	8.625
Manet	1983	735.197	8.079
Monet	1980	504.422	7.760
Toutankhamon	1967	1.240.975	7.343
Gauguin	1989	623.739	7.253
Toulouse-Lautrec	1992	654.714	7.116
Turner	1983	548.496	6.943
L'impressionnisme et le paysage français	1985	430.760	6.627
Picasso (oeuvres reçues en dation)	1979	457.326	6.098
Picasso	1966	403.819	5.609
Vermeer	1966	317.702	5.574
Degas	1988	439.886	5.431
Van Gogh	1972	493.237	5.304
Watteau	1984	432.803	5.278
Goya	1970	311.636	5.109
Pissaro	1981	369.462	4.993
Cézanne	1978	385.740	4.822
Chardin	1979	341.479	4.493
Or des Scythes	1975	359.596	4.385
Van Gogh	1988	364.287	4.286
Fragonard	1987	344.999	4.012
Le Douanier Rousseau	1984	396.016	4.000

(1) Expositions ayant enregistré plus de 4.000 entrées payantes par jour en moyenne, de 1966 à 1992.

TABLEAU E.02-7

Entrées dans les musées de la ville de Paris

Collections permanentes et expositions temporaires (1)

Source : Ville de Paris — *Unité :* Millier d'entrées

	1985	1988	1989	1990	1991	1992
Total	**1.367,7**	**886,0**	**977,1**	**1.168,0**	**1.026,6**	**1.314,9**
dont : Art moderne	485,1	189,4	185,8	272,9	265,8	407,3
Carnavalet	254,3	167,8	180,8	258,5	201,1	211,7
Mode et costume	92,7	79,0	107,2	92,1	70,9	162,0
Petit-Palais	203,4	*r* 207,9	268,8	289,5	167,3	233,0
Victor-Hugo	155,7	98,3	77,2	109,9	107,2	114,0

(1) Entrées payantes et gratuites.

TABLEAU E.02-8

Entrées au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou — *Unité :* Millier

	1985	1988	(2) 1989	1990	1991	1992
Fréquentation générale	7.367	8.130	7.112	8.263	7.450	7.658
Bibliothèque publique d'information	4.252	4.086	3.328	3.938	3.714	3.800
Musée national d'art moderne. Collections permanentes	759	1.070	987	1.096	885	1.053
Expositions temporaires	2.285	1.925	918	1.012	798	1.359

(1) La fréquentation des expositions est comptabilisée sur l'année civile.
(2) En 1989, le Centre a été fermé à deux reprises.

TABLEAU E.02-9

Principales expositions du Centre Georges-Pompidou (1)

Source : Centre Georges-Pompidou

	Dates	Entrées	Entrées/jour
Dali	1979-1980	840.662	8.083
Balthus	1983	288.093	4.175
Bonnard	1984	488.093	6.341
Kandinsky	1984-1985	349.656	4.351
Vienne	1986	450.000	6.429
Andy Warhol	1990	306.958	4.323

(1) Expositions payantes ayant enregistré plus de 4.000 entrées par jour en moyenne.

TABLEAU E.02-10

Opérations de fouilles terrestres

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie.

Unité : Opération de fouilles

	1980	1985	1989	1990	1991	1992
Fouilles programmées autorisées	389	406	283	327	265	252
Sauvetages programmés (1)	151	268	165	240	150	1.047
Sauvetages urgents (1)	511	766	671	...	948	943
Sondages autorisés	176	299	504	...	624	

(1) A partir de 1992 les sauvetages programmés et urgents sont regroupés.

TABLEAU E.02-11

Nombre de titres de livres et brochures déposés au dépôt légal

Source : Bibliothèque nationale

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Total	**43.505**	**39.026**	*r* **40.919**	*r* **41.982**	*r* **44.530**	**45.576**

TABLEAU E02-12

Maisons d'édition suivant le chiffre d'affaires (1)

Source : Syndicat national de l'édition

Chiffre d'affaires	1990	1991	1992
250 millions et plus	13	15	16
De 100 à moins de 250 millions	12	17	17
De 50 à moins de 100 millions	28	29	29
De 20 à moins de 50 millions	44	35	34
De 10 à moins de 20 millions	47	38	42
De 1 à moins de 10 millions	183	169	174
Moins de 1 million	85	80	76
Total	**412**	**383**	**388**

(1) Maisons d'édition qui ont répondu à l'enquête et dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 200.000 F (hors taxe).

TABLEAU E.02-13

Production de livres par catégorie

Source : Syndicat national de l'édition

	1988	1989	1990	1991	1992	dont nouveautés
Titres produits :						
Livres scolaires	4.839	5.308	5.228	5.854	5.069	1.587
Livres scientifiques, professionnels et techniques	2.280	2.921	3.189	3.305	3.518	1.954
Livres de sciences humaines	4.001	4.590	5.042	4.964	5.398	2.941
Littérature	9.979	11.330	11.809	11.598	11.863	5.363
Encyclopédies et dictionnaires	515	523	509	473	541	149
Livres d'art	1.243	1.488	1.325	1.336	1.175	816
Livres pour la jeunesse	5.294	6.063	7.682	7.478	6.326	2.022
Livres pratiques (1)	3.569	4.102	4.270	4.484	4.726	1.725
Total	**31.720**	**36.325**	**39.504**	**39.492**	**38.616**	**16.557**
Exemplaires produits (en milliers) :						
Livres scolaires	67.495	72.259	63.238	68.467	60.028	22.339
Livres scientifiques, professionnels et techniques	7.108	9.337	9.942	9.097	9.253	4.910
Livres de sciences humaines	18.093	20.942	23.842	22.435	23.742	10.894
Littérature générale	136.285	152.899	134.606	137.975	135.234	65.568
Encyclopédies et dictionnaires	10.970	13.587	14.895	11.770	11.295	2.988
Livres d'art	8.102	10.351	8.466	6.843	6.618	4.431
Livres pour la jeunesse	63.355	70.257	81.933	73.394	61.485	20.113
Livres pratiques (1)	47.997	46.256	49.243	46.180	46.828	14.023
Total	**359.405**	**396.068**	**147.978**	**376.161**	**354.483**	**145.266**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-14

Chiffre d'affaires des maisons d'édition

Source : Syndicat national de l'édition — *Unité :* Million de francs

	1988	1989	1990	1991	1992
Livres scolaires	1.669,9	1.850,6	1.786,4	1.751,7	1.743,6
Livres scientifiques, professionnels et techniques	541,3	666,5	736,6	744,7	813,5
Livres de sciences humaines	995,3	1.168,2	1.329,7	1.314,7	1.434,0
Littérature	2.568,5	2.695,2	2.848,5	2.875,6	3.037,2
Encyclopédies et dictionnaires	2.092,9	2.427,9	2.615,2	2.420,8	2.289,1
Livres d'art	780,4	958,7	836,5	782,9	809,4
Livres pour la jeunesse	1.163,2	1.198,2	1.325,4	1.307,4	1.269,1
Livres pratiques (1)	1.412,0	1.417,7	1.442,1	1.560,7	1.694,9
Divers non ventilés	48,7	82,3	101,7	69,3	64,6
Total des ventes de livres	**11.272,2**	**12.465,3**	**13.022,1**	**12.827,8**	**13.155,4**
Cessions de droits	394,7	383,4	352,9	460,8	474,5
Total	**11.666,9**	**12.848,7**	**13.375,0**	**13.288,6**	**13.629,9**

(1) Les livres pratiques comprennent les cartes géographiques et atlas.

TABLEAU E.02-15

Nombre de titres déposés au département de l'audiovisuel de la Bibliothèque nationale

Source : Bibliothèque nationale

	1988	1989	1990	1991	1992
Phonogrammes	**15.931**	**17.565**	**17.213**	**16.319**	**17.357**
Disques 45 tours	1.873	1.808	1.490	942	812
Disques 33 tours	4.178	3.970	3.196	1.698	948
Diques compacts	5.672	6.851	8.040	8.566	10.761
Cassettes	4.208	4.936	4.487	5.113	4.836
Vidéogrammes	**1.500**	**2.099**	**4.079**	**4.005**	**9.100**

TABLEAU E.02-16

Bibliothèques municipales

Source : Ministère de la Culture et de la francophonie.

	1987	1989	1990
Nombres de bibliothèques municipales	1.366	1.581	1.614
Collections (en milliers) :			
Livres	64.483	...	70.760
Phonogrammes	2.544	...	3.231
Cassettes vidéo	43	...	88
Prêts (en milliers) :			
Nombre d'emprunteurs	4.236	4.423	4.605
Prêts de livres	86.308	97.217	96.805
Prêts de phonogrammes	7.543	10.686	11.307
Prêts de cassettes vidéo	60	200	388

TABLEAU E.02-17

Ventes de phonogrammes

Unités : Quantité : millier de disques et cassettes
Facturation : million de francs

Source : Syndicat national de l'édition phonographique

Vente en France	1988	1989	1990	1991	1992
Quantité (1)	**118.957**	**132.825**	**131.511**	**123.540**	**117.947**
Disques 45 tours	42.748	35.550	26.622	14.475	5.888
Disques 33 tours	19.376	16.174	6.708	1.281	204
Disques compacts	25.811	40.973	56.220	67.407	75.703
Cassettes	31.022	40.128	41.961	40.377	36.152
Facturation (2)	**3.762**	**4.810**	**5.343**	**5.487**	**5.683**
Disques 45 tours	551	459	349	195	89
Disques 33 tours	602	499	204	38	5
Disques compacts	1.553	2.386	3.177	3.833	4.283
Cassettes	1.056	1.466	1.613	1.421	1.306

(1) Quantités retours déduits.
(2) Facturations hors taxes (avoirs pour retours, remises et ristournes déduits) aux réseaux commerciaux (grossistes, détaillants, clubs).